

Commission Commission générale

Service Administration

Réf : 2020-310

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Finances - Compte de gestion 2019 du comptable - Approbation

Le compte de gestion du comptable est, en application des dispositions de l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales, produit au maire avant le 1er juin qui suit la clôture de l'exercice, afin d'être présenté à l'assemblée délibérante, qui arrête les comptes au plus tard avant le 30 juin de l'exercice. Ces dates limites ont été prolongées d'un mois par l'ordonnance 2020-330 relative aux mesures de continuité budgétaire liées aux conséquences de l'épidémie de Covid-19

Vu les comptes de gestion conformes aux instructions comptables et budgétaires M14 et M49 ;

Considérant qu'après s'être assuré que le trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2018, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures ;

Considérant que les comptes de gestion du comptable font ressortir une identité d'exécution d'écritures avec les comptes administratifs de l'ordonnateur ;

Considérant la stricte concordance entre les résultats d'exécution du budget principal et des budgets annexes déterminés par l'ordonnateur et le trésorier municipal (cf. extrait compte de gestion joint) ;

Il est proposé au conseil municipal :

- de déclarer que les comptes de gestion dressés pour l'exercice 2019 par le trésorier municipal n'appellent aucune observation, ni réserve ;
- d'arrêter les comptes de l'exercice 2019 selon les résultats d'exécution du budget principal et des budgets annexes ci-joints :

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable.

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00200 - BEAUVAIS

Exercice 2019

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2019	RESULTAT DE L'EXERCICE 2019	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2019
I - Budget principal					
Investissement	-7 232 934,91		-374 984,04		-7 607 918,95
Fonctionnement	16 281 293,41	7 189 756,40	10 292 093,04		19 383 630,05
TOTAL I	9 048 358,50	7 189 756,40	9 917 109,00		11 775 711,10
II - Budgets des services à caractère administratif					
00205-BEAUVAIS LOT LONGUE HAIE					
Investissement	-83 582,57				-83 582,57
Fonctionnement	131 928,73		0,44		131 929,17
Sous-Total	48 346,16		0,44		48 346,60
00207-BEAUVAIS ELISPACE					
Investissement	43 735,21		5 475,58		49 210,79
Fonctionnement					
Sous-Total	43 735,21		5 475,58		49 210,79
00212-BEAUVAIS LOTISSEMENT AGE					
Investissement	-39 996,29		50 000,00		10 003,71

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00200 - BEAUVAIS

Exercice 2019

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2019	RESULTAT DE L'EXERCICE 2019	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2019
Fonctionnement	700 000,00		-700 000,00		10 003,71
Sous-Total	660 003,71		-650 000,00		
00214-BEAUVAIS LOT PAE TILLOY					
Investissement	-790 168,16		790 168,16		
Fonctionnement	-790 168,16		790 168,16		
Sous-Total	-38 083,08		145 644,18		
TOTAL II					107 561,10
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
00201-BEAUVAIS SERVICE EAUX	744 495,06		-822 542,61		-78 047,55
Investissement	402 802,44		465 304,13		868 106,57
Fonctionnement	1 147 297,50		-357 238,48		790 059,02
Sous-Total	1 147 297,50		-357 238,48		790 059,02
TOTAL III	10 157 572,92	7 189 756,40	9 705 514,70		12 673 331,22
TOTAL I + II + III					

Commission Commission générale

Service Administration

Réf : 2020-313

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Finances - compte administratif 2019 - budget principal

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1612.12 et suivants,

S'agissant du budget principal,

Vu les délibérations du conseil municipal en date du 21 décembre 2018 approuvant le budget primitif 2019, et du 27 septembre 2019 adoptant la décision modificative n°1,

Considérant que l'arrêté des comptes de la collectivité territoriale est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif présenté par le Maire qui doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice, date prolongée au 31 juillet 2020 par l'ordonnance 2020-330 relative aux mesures de continuité budgétaire liées aux conséquences de l'épidémie de Covid-19,

Considérant que le compte de gestion du comptable fait ressortir une identité d'exécution d'écritures avec le compte administratif de l'ordonnateur,

Vu le document budgétaire conforme à l'instruction comptable et budgétaire M14 et le rapport de présentation,

Il est proposé au conseil municipal d'adopter le compte administratif 2019 du budget principal de la ville arrêté comme suit :

Fonctionnement

Dépenses		Recettes	
		Report exercice N-1 en fonctionnement (excédent)	9 091 537,01
Dépenses exercice	75 209 124,23	Recettes exercice	85 501 217,27
Total :	75 209 124,23	Total :	94 592 754,28
		Résultat (excédent)	19 383 630,05

Investissement

Dépenses		Recettes	
Report exercice N-1 en investissement (déficit)	7 232 934,91		
Dépenses exercice	31 521 783,53	Recettes exercice	31 146 799,49
Total :	38 754 718,44	Total :	31 146 799,49
Résultat (besoin de financement)	7 607 918,95		

Résultat de l'exécution : 11 775 711,10

Restes à réaliser - Invest.

Dépenses		Recettes	
reports	5 600 175,54	reports	2 549 400,00
Solde restes à réaliser	-3 050 775,54		

Résultat cumulé : 8 724 935,56

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 10 abstentions.

COMPTE ADMINISTRATIF 2019

Budgets principal et annexes



RAPPORT DE PRESENTATION

Séance du conseil municipal du 03 juillet 2020

SOMMAIRE

Préambule	3
BUDGET PRINCIPAL	5
I. Les résultats 2019	5
II. Section de Fonctionnement	6
A. Les recettes de fonctionnement	6
1. Chapitre 73 - Impôts et taxes	7
2. Chapitre 74 - Dotations, subventions et participations	9
3. Chapitre 70 – Produits des services	15
4. Les autres chapitres budgétaires des recettes de fonctionnement	15
B. Les dépenses de fonctionnement	16
1. La répartition par fonction des dépenses de fonctionnement	16
2. La répartition par nature des dépenses de fonctionnement	18
III. La section d'investissement	23
A. Les ressources d'investissement	23
B. Les emplois d'investissement	29
1. La répartition par fonction de nos dépenses d'investissement	30
2. La répartition par nature de nos dépenses d'investissement	30
3. Situation des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) au 31/12/2019	33
IV. Ratios définis à l'article R2313-1 du CGCT / Répartition sur 100 euros du budget	34
BUDGETS ANNEXES	36
A – Eau	36
B – Régie Exploitation Elispace	38
C – Lotissement Longue Haie	39
E – Lotissement Agel	40
F – Lotissement PA Tilloy	41
RESULTATS CONSOLIDES	43

Préambule

A titre liminaire, le présent rapport de présentation a vocation à synthétiser et commenter les données issues des maquettes budgétaires qui répondent aux exigences du cadre légal des instructions comptables et budgétaires (M14 et M49). Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres).

Il présente les résultats comptables de l'exercice et est soumis, par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante, qui l'arrête définitivement par un vote au 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice (délai exceptionnellement prolongé cette année au 31 juillet par l'ordonnance 2020-330 relative aux mesures de continuité budgétaire liées aux conséquences de l'épidémie de Covid-19).

Ainsi, le résultat excédentaire de la section de fonctionnement dégagé au titre de l'exercice clos, cumulé avec le résultat antérieur reporté, est affecté en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif.

La délibération d'affectation prise par l'assemblée délibérante est produite à l'appui de la décision budgétaire de reprise de ce résultat.

Concernant le résultat déficitaire de la section de fonctionnement, le besoin de financement ou l'excédent de la section d'investissement sont aussi repris en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif.

S'agissant de ces documents officiels, leur mise à disposition du public en vertu de l'article L2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) s'effectue, au choix des personnes intéressées, soit par :

- consultation sur place au service des finances de la Ville (3^{ème} étage de l'hôtel de Ville),
- consultation et téléchargement sur le site internet de la ville www.beauvais.fr rubrique Economie emploi / Le budget de la ville
- envoi dématérialisé via internet sur simple demande par email à formuler à l'adresse finances@beauvais.fr,
- envoi par courrier postal sur demande écrite et moyennant le paiement des photocopies (tarif fixé par le conseil municipal à 0,18 € par page et susceptible d'être modifié).

Pour ce qui concerne les élus municipaux, ces documents officiels sont insérés au dossier du conseil municipal qui est transmis dans les délais légaux prévus à l'article L2121-12 du CGCT.

Concernant les ratios prévus à l'article R2313-1 du CGCT, ils sont insérés dans la maquette budgétaire et dans le présent rapport de présentation. Leur communication au public s'effectue via le site internet de la Ville.

Précisons que le rapport de présentation qui suit fait état de comparaisons avec la moyenne de la strate ⁽¹⁾ qui regroupe les communes de 50.000 à 100.000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé.

source <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/> « les collectivités locales en chiffres 2019 » CA2017 et même site, rubrique « les comptes des communes »

Synthèse générale

En 2019, pour l'ensemble des budgets (principal + annexes), le compte administratif (bilan) de la Ville de Beauvais dégage un résultat de clôture d'exercice de 9,550 millions d'euros. Ces 9,550 millions d'euros s'obtiennent avec 122,3 millions d'euros de recettes, 112,6 millions d'euros de dépenses, et +2,96 millions d'euros de reprise sur les résultats de 2018.

Le budget principal totalise 85,5 millions d'euros de recettes sur les 122,3 millions d'euros pour l'ensemble des budgets (95,4%). Ce sont 85,50 millions d'euros de recettes qui proviennent de la **section de fonctionnement**, dont les deux principaux postes sont les impôts et taxes qui totalisent 59,96 millions (70,1%) et les subventions et participations avec 18,47 millions (21,6%).

Quant aux dépenses de fonctionnement, elles totalisent 75,21 millions d'euros avec 45,36 millions dépensés en charges de personnel (60,3%) et 23,67 millions au niveau des autres charges de gestion courante (chapitres 011 et 65 avec un total de 31,5%).

Dans le cadre de la **contractualisation** avec l'Etat, l'évolution des dépenses de fonctionnement ne devait pas dépasser +1,45% entre 2018 et 2019. Avec un total de 69,7 millions de dépenses réelles en 2019 et un seuil de 71,7 millions à ne pas dépasser, cette évolution s'établit à **-0.29%**, représentant une marge de plus de 2 millions d'euros par rapport au plafond contractualisé.

Toujours concernant le budget principal, **la section d'investissement** enregistre 31,14 millions d'euros de recettes dont 11,92 millions (38,28%) contribuent à l'autofinancement des investissements, avec 7,189 millions d'affectation du résultat de 2018 en investissement et 4,73 millions d'amortissements des biens. Le recours à l'emprunt s'établit à 8,59 millions d'euros (dont 3 millions inscrits en report 2018). Du côté des dépenses d'équipement, la programmation annuelle 2019 atteint 23,217 millions d'euros.

Les budgets annexes totalisent 5,66 millions d'euros de recettes, dont 2 millions pour le budget annexe de l'Eau, 0,76 million pour l'Elispace et 2,89 millions pour l'ensemble des budgets annexes dits de lotissement (dont 0,7 million de subvention versée par le budget principal au budget Agel).

BUDGET PRINCIPAL

I. Les résultats 2019

Section	Reprise résultats 2018 (1)	Résultat d'exécution 2019	Résultats de clôture 2019 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	9 091 537,01	10 292 093,04	19 383 630,05	0,00	19 383 630,05
Investissement	-7 232 934,91	-374 984,04	-7 607 918,95	-3 050 775,54	-10 658 694,49
Total :	1 858 602,10	9 917 109,00	11 775 711,10	-3 050 775,54	8 724 935,56

⁽¹⁾ la reprise des résultats 2018 correspond aux résultats issus du compte administratif 2018

Le résultat de clôture 2019 cumulé est excédentaire de 8 724 935,56 euros compte tenu des résultats par section suivants :

- un excédent de **19 383 630,05** euros de la section de fonctionnement
- un besoin de financement de **-10 658 694,49** euros de la section d'investissement et comprenant un solde de restes à réaliser de **-3 050 775,54** euros

Les restes à réaliser comprennent 5 600 175,54 euros de dépenses et 2 549 400 euros de recettes, dont aucun recours à l'emprunt reporté sur 2020.

Les prévisions étant d'ordinaire équilibrées en dépenses et en recettes, et même en tenant compte spécifiquement cette année du vote en suréquilibre de +1,6 millions d'euros de la décision modificative no 1, le résultat d'exécution est influencé par les écarts éventuels liés au taux d'exécution des prévisions.

Aussi, s'agissant de l'appréciation du compte administratif 2019, il conviendra, dans le présent rapport de rapprocher les prévisions inscrites au budget avec les réalisations effectives, tant en dépenses qu'en recettes, et également de constater l'évolution de nos dépenses et recettes depuis ces trois dernières années.

II. Section de Fonctionnement

Le résultat d'exécution 2019 de la section de fonctionnement atteint 10 292 093,04 euros. Il est déterminé par différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement.

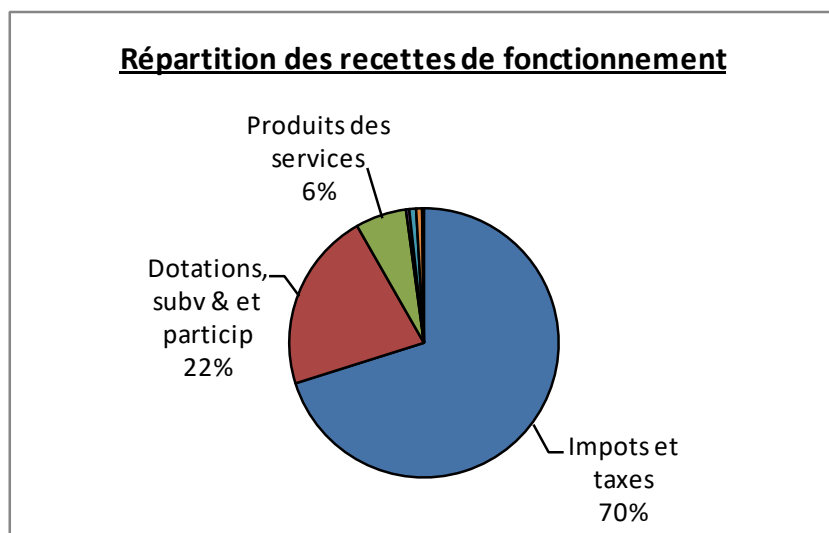
A. Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement totalisent une exécution à hauteur de 85 312 970,35 euros, soit un taux de réalisation de 101,42% par rapport aux attributions budgétaires. Pour rappel, le taux de réalisation au CA2018 était à hauteur de 101,85%.

Le détail des recettes de fonctionnement (mouvements réels+écritures d'ordre) est le suivant

Recettes de fonctionnement		Réalisations 2017	Réalisations 2018	Prévisions 2019	Réalisations 2019	variation 2019/2018	taux exécution real/prev
R E C E T T E S	013 Atténuation de charges	923 345	650 473	305 000	604 733	-45 740	198,3%
	70 Produits des services	5 381 778	5 832 076	5 698 564	5 230 632	-601 443	91,8%
	73 Impôts et taxes	58 737 223	59 074 160	59 376 450	59 967 435	893 275	101,0%
	74 Dotations, subventions et participations	17 765 113	17 995 630	17 849 788	18 473 117	477 487	103,5%
	75 Autres produits de gestion courante	616 380	857 261	743 200	705 020	-152 241	94,9%
	76 Produits financiers	140	117	100	117	0	117,3%
	77 Recettes exceptionnelles	2 061 597	1 066 761	144 004	331 916	-734 845	230,5%
	78 Reprise provision	47 779	0	0	0	0	
	042 Opérations d'ordre de transfert entre section	74 305	105 231	250 000	188 247	83 016	75,3%
	Total recettes de fonctionnement :		85 607 659	85 581 709	84 367 106	85 501 217	-80 492

A noter que la répartition de ces recettes se compose principalement des impôts et taxes pour 70%, dotations et subventions pour 22%, produits des services pour 6%, et autres recettes pour 2%.



1. Chapitre 73 - Impôts et taxes

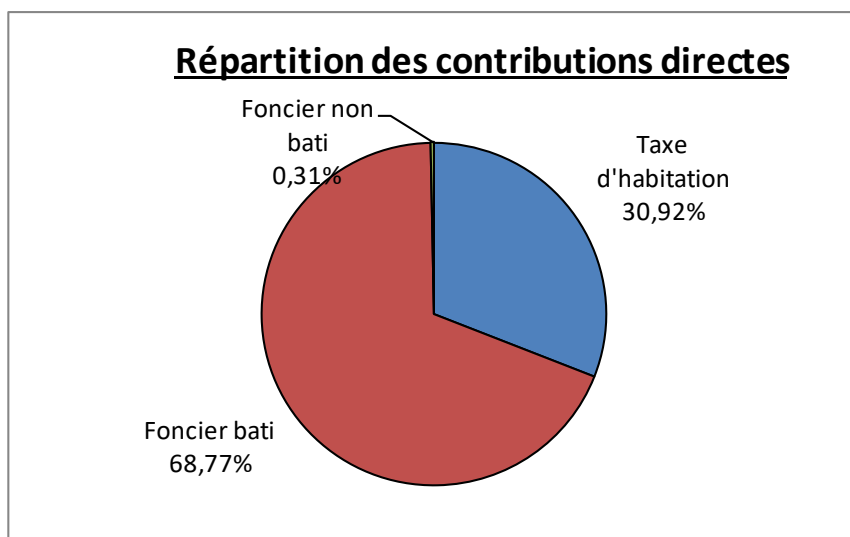
Ce chapitre budgétaire totalise 59 967 435,01 euros, et représente à lui seul 70% des recettes réelles de fonctionnement.

La répartition des recettes de ce chapitre est la suivante :

73/ Répartition des impôts et taxes	2018	2019	variation 2019/2018	variation en %
Contributions directes	38 583 507,00	39 187 698,01	604 191,01	1,57%
Recettes intercommunales	17 515 819,41	17 574 826,41	59 007,00	0,34%
Taxe sur l'électricité	1 025 621,84	999 895,21	-25 726,63	-2,51%
Droits de mutation	1 390 655,14	1 630 805,35	240 150,21	17,27%
Autres impositions	558 556,62	574 210,03	15 653,41	2,80%
Total	59 074 160,01	59 967 435,01	893 275,00	1,51%

a) Contributions directes

Les contributions directes (articles 73111 et 7318) totalisent 39,18 millions d'euros et représentent 45% des recettes de la section de fonctionnement comme en 2018. Le produit des contributions directes augmente entre 2018 et 2019 de + 604 191 euros ou + 1,57 %.



Le produit des contributions directes, rôles supplémentaires et complémentaires compris, se répartit de la manière suivante :

- 68,77 % de taxe sur le foncier bâti (26,94 millions d'euros) ;
- 30,92 % de taxe d'habitation (12,11 millions d'euros) ;
- 0,31 % de taxe sur le foncier non bâti (0,12 millions d'euros).

Rôles complémentaires et supplémentaires compris, le détail des variations est le suivant en l'absence de hausse de taux :

- **Taxe d'habitation** : + 212 687 euros ou + 1,79 %, hausse due à la fois à la variation des bases fiscales entre 2018 et 2019 (+ 2,56% ou + 298 012 euros) ainsi qu'une moindre perception en 2019 de rôles complémentaires (39 052 euros) et de rôles supplémentaires (128 425 euros)

- **Taxe sur le foncier bâti** : + 466 271 euros ou + 1,76 %. Cette progression du produit est le résultat de la variation physique des bases (+ 2,29 % ou + 603 436 euros) et de rôles complémentaires et supplémentaires pour un total de 20 101 euros inférieur à celui de l'an passé.
- **Taxe sur le foncier non bâti** : - 1 486 euros ou - 1,20 % par rapport à 2018.

Globalement les recettes liées aux contributions directes bénéficient depuis 2018 de l'application de la revalorisation annuelle des valeurs locatives, actualisée chaque année en fonction de l'inflation (revalorisation forfaitaire +0,4% pour 2017, +1,1% pour 2018, +2.2% pour 2019, et différenciée pour 2020 TH+0.9%TF +1,2%) Ainsi, cette nouvelle formule est plus avantageuse pour les collectivités et l'on peut constater pour 2019 un coefficient 2 fois supérieur (+2,2%) à celui de 2018 (+1,1%).

b) Les recettes intercommunales versées par la communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) et reversées par l'Etat

La Ville de Beauvais perçoit de la CAB deux dotations :

- **Une dotation de compensation** due au titre des différents transferts de compétences, dont le montant perçu en 2019 (**16 723 549 euros**) est identique à celui perçu en 2017. Cette dotation évolue certaines années à l'occasion de transfert de compétences entre collectivités (pour mémoire, diminution en 2018 de -94 mille euros avec le transfert obligatoire de la GEMAPI pour la gestion des eaux et des milieux aquatiques et de la prévention des inondations, le transfert des ZAE – Zones d'activités économiques et le transfert des terrains familiaux Gens du voyage)
- **Une dotation de solidarité communautaire** de **105 230 euros perçue en 2019** contre 107 807 euros en 2018. A noter que la DSC va être refondée en 2020 afin d'ajuster cette dernière aux nouveaux critères posés par la loi de finances 2020. En effet, l'article 256 de ladite loi codifie les dispositions relatives à la dotation de solidarité communautaire qui figuraient à l'article 1609 nonies C CGI et les complète. Ces dispositions figurent désormais à l'article L.5211-28-4 du code général des collectivités territoriales, et sont retirées de l'article 1609 nonies C CGI. Alors que la DSC devait jusque-là être répartie en tenant compte prioritairement de l'importance de la population ou du potentiel fiscal ou financier par habitant, les DSC doivent dorénavant tenir compte majoritairement :
 - de l'écart de revenu par habitant de la commune par rapport au revenu moyen par habitant de l'EPCI,
 - de l'insuffisance du potentiel financier ou fiscal par habitant de la commune par rapport au potentiel financier ou fiscal moyen par habitant sur le territoire de l'EPCI,
 Ces deux critères doivent être pondérés par la population communale dans la population totale de l'EPCI : il n'est plus possible par exemple de répartir une enveloppe de la dotation en fonction du critère de l'écart du potentiel fiscal par habitant sans tenir compte de la population de chaque commune ensuite.
- En outre, elle perçoit de l'Etat depuis 2017 **le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)** qui consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités ou communes moins favorisées. A noter que la commune de Beauvais n'est pas prélevée parallèlement de ce fonds contrairement aux autres communes de la CAB car elle bénéficie en vertu des dispositions de la loi de finances de 2016 de l'exonération du prélèvement de l'ensemble des communes de plus de 10 000 habitants éligibles à la dotation de solidarité urbaine (DSU) classées du 1^{er} au 250^{ème} rang. La ville de Beauvais étant classée 196^{ème} en 2019 ce qui a servi de base au calcul du reversement de FPIC 2019, il s'agit donc d'une recette nette de **746 047 euros** de FPIC perçue en 2019 et comptabilisée à l'article 73223 contre 684 463 euros en 2018 soit une évolution de + 61 584 euros.

c) **Autres éléments**

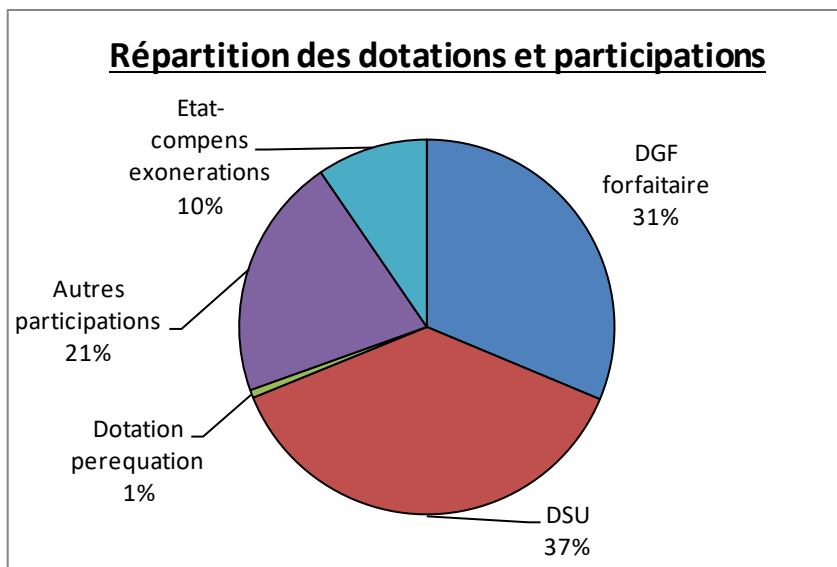
Au-delà des contributions directes et des recettes intercommunales, qui représentent 94,96 % des impôts et taxes perçues par la collectivité, on peut relever les éléments suivants :

- **Les taxes additionnelles aux droits de mutations :** elles totalisent **1 630 805 euros** contre 1 390 655 euros en 2018, soit une hausse de 17 %. Ces variations de recettes sont liées à l'évolution du nombre de transactions immobilières sur notre territoire.
- **La taxe sur l'électricité :** elle totalise **999 895 euros**, soit une diminution de - 2,5% (ou -25 726 euros) de ce produit par rapport à 2018 (1 025 622 euros). Cette diminution s'explique principalement par la baisse des consommations qui constitue la base de l'assiette de taxation. Rappelons que l'article 23 de la loi du 7 décembre 2010 a institué un nouveau régime de taxation de la consommation d'électricité (délibération du conseil municipal du 07/07/2011) qui modifie notamment cette assiette qui repose désormais uniquement sur les consommations et non plus sur la totalité de la facture.
- **La taxe sur la publicité extérieure (TLPE) :** l'article 171 de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 a remplacé les différentes taxations communales sur la publicité par une taxe unique dite TLPE. Le produit 2019 atteint **376 993 euros** contre 347 343 euros en 2018.
- **Les droits de places :** Cette recette qui s'élève en 2019 à **142 857 euros** enregistre une augmentation de +7,8 % (+10 407 euros) par rapport à 2018.
- **les autres recettes** rattachées à cette catégorie correspondent aux **taxes funéraires** (49 502 euros) et la **taxe sur les pylônes électriques** (4 856 euros)

2. **Chapitre 74 - Dotations, subventions et participations**

Ce chapitre budgétaire atteint 18,47 millions d'euros de réalisation contre 17,99 millions d'euros en 2018 soit une évolution de +2,65 % (+ 477 486 euros). Ce chapitre représente 21,65 % des recettes réelles de fonctionnement.

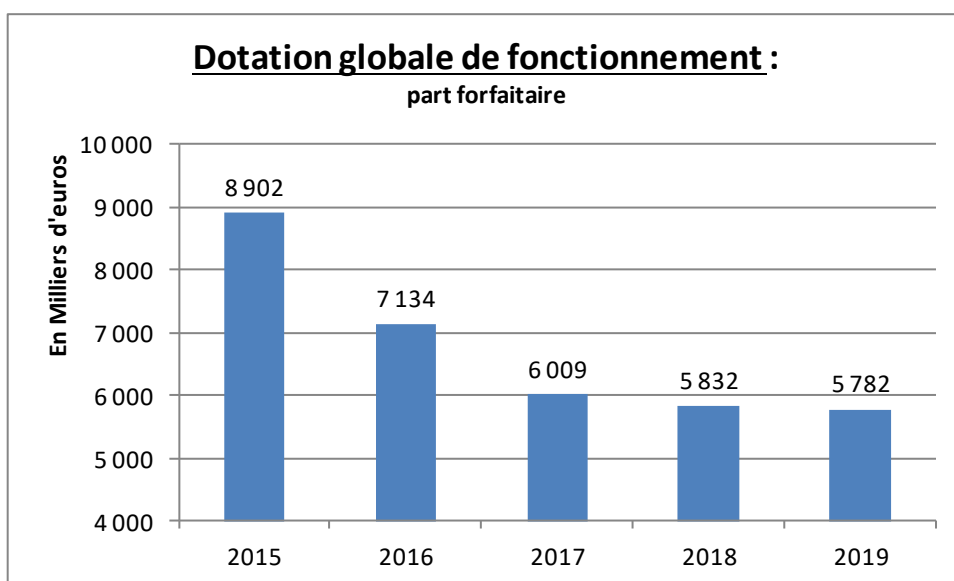
La répartition et l'évolution de ces recettes est la suivante :



74/ Répartition des dotations et participations	2018	2019	variation 2019/2018	variation en %
Etat DGF/ Ddotation globale de fonctionnt- forfaitaire	5 832 374,00	5 782 251,00	-50 123,00	-0,86%
Etat DGF/ Dotation de solidarité urbaine (DSU)	6 612 987,00	6 934 352,00	321 365,00	4,86%
Etat DGF/ Dotation nationale de péréquation (DNP)	105 723,00	126 868,00	21 145,00	20,00%
Autres particip (Etat, région, département, CAF)	3 773 261,97	3 866 995,86	93 733,89	2,48%
Etat, compensation exonérations fiscales	1 671 284,00	1 762 650,00	91 366,00	5,47%
Total	17 995 629,97	18 473 116,86	477 486,89	2,65%

a) Dotation globale de fonctionnement : dotation forfaitaire

La dotation forfaitaire a évolué de la façon suivante :



C'est un recul de – 50 123 euros qui est constaté entre 2018 et 2019, soit une diminution de – 0.86 %.

Cette baisse est beaucoup moins importante que celle constatée entre 2017 et 2016 de – 15,77 % du fait qu'en 2018, la contribution au redressement des finances publiques (- 810 000 euros) n'est plus appliquée. Toutefois conformément à l'article L.2334-7-3 du CGCT, le prélèvement sur fiscalité opéré au titre de la CRFP 2016 et 2017 est reconduit chaque année à compter de 2018. La perte financière devient définitive.

Par ailleurs, une part de la DGF est calculée en fonction de l'évolution de la population DGF ce qui représente en 2019 + 139 2310 euros, la population ayant augmenté de + 1 204 habitants par rapport à 2018 (population de référence au 1^{er} janvier). Un autre critère, l'écrêtement appliqué au titre de la richesse fiscale de la commune représente quant à lui -189 354 euros impacté par la baisse de notre potentiel fiscal.

b) Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)

Le deuxième concours financier composant la DGF est la DSU.

L'éligibilité et la répartition de la DSU reposent sur la distinction entre deux catégories démographiques : dont les communes de 10 000 habitants et plus, classées par ordre décroissant selon un indice synthétique de charges et de ressources.

Depuis la réforme de 2009, un dispositif de répartition de la DSU à « 2 étages » était en vigueur : les

communes classées, en fonction de l'indice synthétique de ressources et de charges, dans la première moitié des communes de cette catégorie démographique, soit les 483 premières communes, bénéficiaient d'une dotation égale à celle de N-1 majorée du taux d'inflation inscrit en loi de finances. De plus, les 250 premières communes de cette catégorie démographique bénéficiaient en sus de leur attribution de droit commun d'une « DSU cible »¹.

Les modalités de répartition ont été modifiées par la loi de finances pour 2017 principalement sur les points suivants :

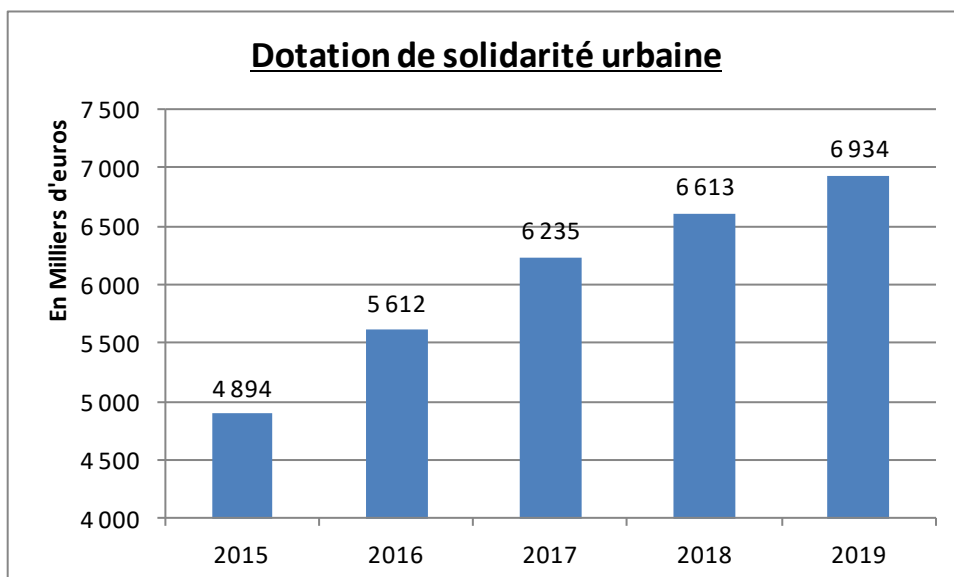
- Sont désormais éligibles les deux premiers tiers des communes de plus de 10 000 habitants (au lieu des trois premiers quarts auparavant ;
- Les communes dont le potentiel financier par habitant est deux fois et demi supérieur au potentiel financier moyen de leur strate démographique ne peuvent pas être éligibles à la DSU.
- La progression de la DSU est désormais répartie entre toutes les communes éligibles (et non plus seulement entre les communes éligibles à la DSU cible), en fonction de leur indice synthétique, de leur population résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville, de leur population résidant en ZFU, de leur effort fiscal et d'un coefficient variant de 0,5 à 4 (et non plus de 0,5 à 2) calculé selon le rang de classement. Ces dispositions permettent de concentrer la progression sur les communes les plus en difficulté.

Les communes de 10 000 habitants et plus sont ainsi classées selon un indice synthétique de charges et de ressources constitué :

- pour 30%, du rapport entre le potentiel financier moyen des communes de 10 000 habitants et plus et le potentiel financier par habitant de la commune ;
- pour 15 %, du rapport entre la part des logements sociaux de la commune dans son parc total de logements et la part des logements sociaux dans le parc total de logements des communes de 10 000 habitants et plus ;
- pour 30 %, du rapport entre la proportion par logement de personnes couvertes par des prestations logement dans la commune et la proportion des personnes couverts par ces mêmes prestations dans les communes de 10 000 habitants et plus ;
- pour 25 %, du rapport entre le revenu moyen des habitants des communes de 10 000 habitants et plus et le revenu moyen des habitants de la commune.

La DSU perçue par la ville de Beauvais en 2019 s'élève à **6 934 352 euros** répartie entre une part de DSU dite spontanée de 6 612 987 euros et une part de progression de DSU de 321 365 euros. Cela représente une hausse de + 4,86% (+ 321 365 euros) par rapport à 2018.

¹ DSU-cible = Pop. DGF * Indice synthétique * Valeur du point * Coefficient de majoration

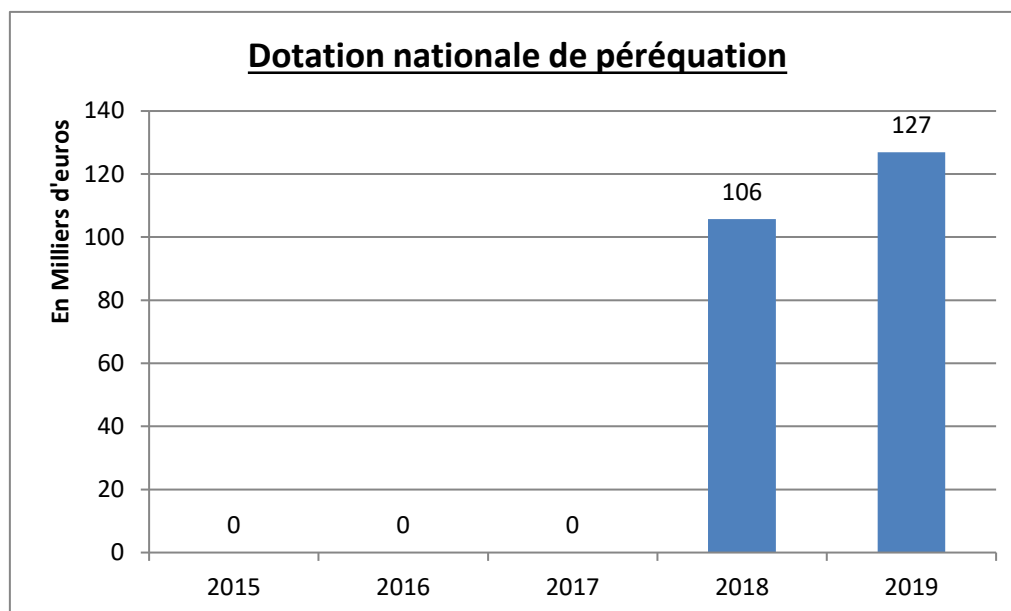


Cette hausse ne concerne que la part spontanée de DSU qui connaît une augmentation de + 378 377 euros ce qui s'explique principalement par l'augmentation du fonds DSU de + 5,26 % passant de 2 091 millions d'euros en 2017 à 2 201 millions d'euros en 2018 (+ 110 millions d'euros).

La part de progression de la DSU a quant à elle diminué de – 57 012 euros, impactée par la baisse de -41% de la valeur du point prise en compte dans son calcul.

c) Dotation nationale de péréquation (DNP)

Cette dotation est perçue depuis 2018.



La DNP constitue l'une des trois dotations de péréquation communale. Elle a pour principal objet d'assurer la péréquation de la richesse fiscale entre les communes. Elle résulte de l'intégration du Fonds national de péréquation dans la DGF en 2004.

La DNP comprend deux parts : une part dite « principale », qui vise à corriger les insuffisances de potentiel financier, et une part dite « majoration », plus spécifiquement destinée à la réduction des écarts de potentiel fiscal calculé par seule référence au panier de ressources s'étant substitué à l'ancienne taxe professionnelle, celle-ci ayant été supprimée par la loi de finances pour 2010.

Sont éligibles :

Les communes qui satisfont cumulativement aux deux conditions suivantes :

- avoir un potentiel financier par habitant supérieur de 5 % au plus à la moyenne du groupe démographique correspondant ;
- avoir un effort fiscal supérieur à la moyenne du groupe démographique correspondant.

Les communes de plus de 10 000 habitants qui répondent également aux deux conditions suivantes :

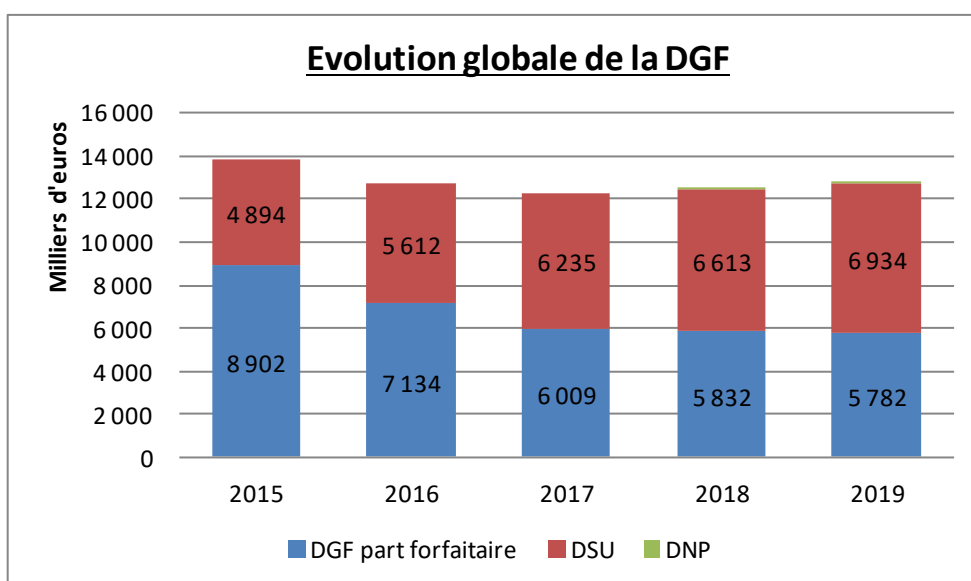
- avoir un potentiel financier par habitant inférieur ou égal à 85% du potentiel financier du groupe démographique correspondant ;
- avoir un effort fiscal supérieur à 85 % de la moyenne du groupe démographique correspondant.

Sont également éligibles les communes répondant à l'une des conditions suivantes :

- avoir un potentiel financier par habitant supérieur de 5 % au plus à la moyenne du groupe démographique correspondant et un taux de cotisation foncière des entreprises égal en 2011 au taux plafond à savoir 50,84%. Ces communes bénéficient d'une attribution à taux plein ;
- avoir un potentiel financier par habitant supérieur au plus de 5 % à la moyenne du groupe démographique correspondant et un effort fiscal compris entre l'effort fiscal moyen des communes du même groupe démographique et 85 % de cet effort fiscal moyen. Ainsi, l'assouplissement des conditions de droit commun ne concerne que la condition liée à l'effort fiscal. La condition relative au potentiel financier reste impérative. Dans cette seconde hypothèse dérogatoire, les communes éligibles à titre dérogatoire perçoivent une attribution réduite de moitié.

Situation de la DGF dans son ensemble :

Globalement, la dotation de fonctionnement de la commune constituée de la part forfaitaire, de la DSU et de dotation nationale de péréquation a évolué de + 2,33 % (292 387 euros) entre 2018 et 2019 (cf. graphique ci-dessous).

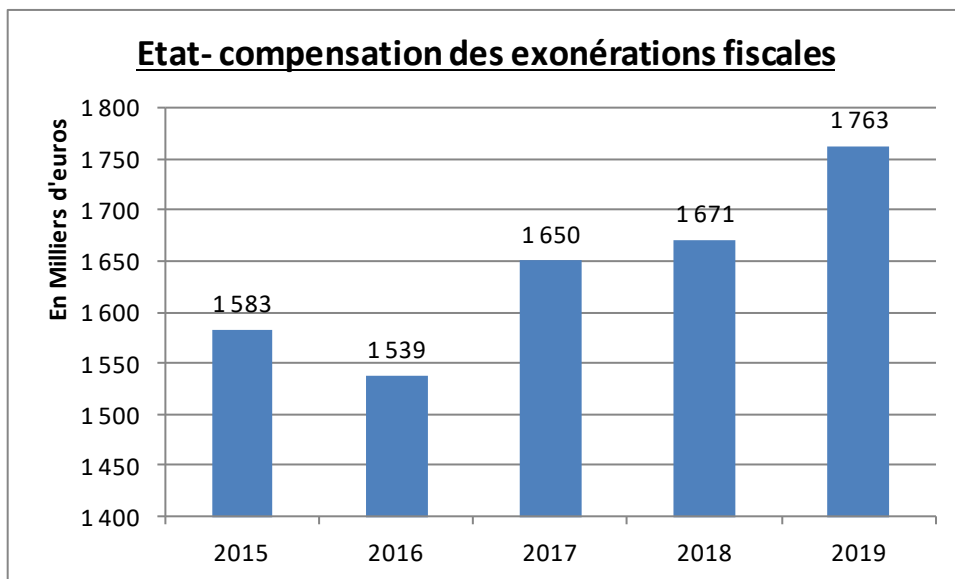


c) Participations divers organismes

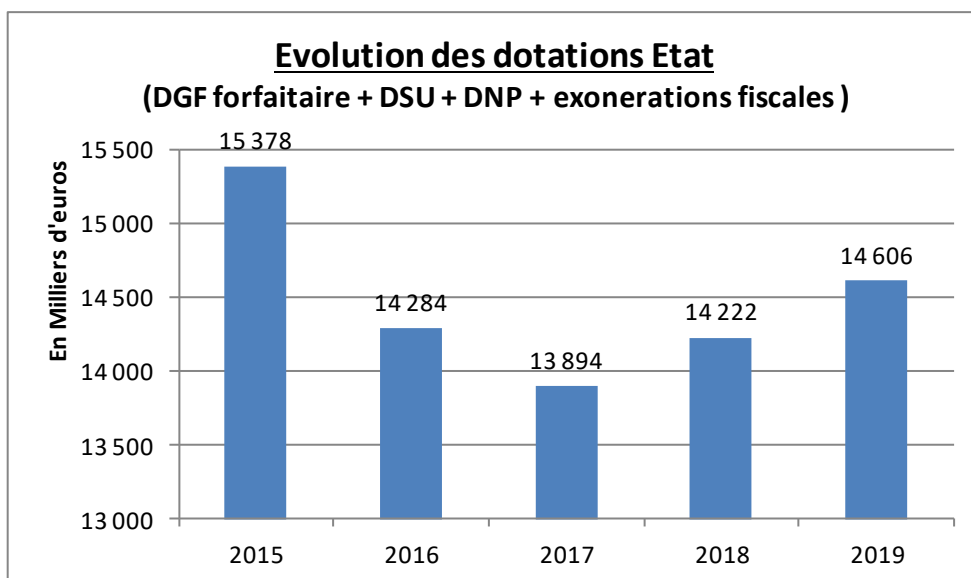
Les participations et subventions (744 à 7482 + 7484 à 7488) totalisent 3,86 millions d’euros en 2019 contre 3,77 millions en 2018, donc en augmentation de 93 mille euros (principalement versement et antécédents de remboursement du FCTVA sur certaines dépenses d’entretien du patrimoine communal)..

d) Les autres évolutions remarquables

Les compensations par l’Etat des exonérations accordées sur les impôts locaux (articles 7483) ont évolué de la manière suivante :



Globalement, l’évolution des dotations en provenance de l’Etat (DGF+exonérations fiscales) entre 2018 et 2019 est de + 383 mille euros (+ 2,7%).



3. Chapitre 70 – Produits des services

Ce chapitre totalise 5,23 millions d'euros en 2019 contre 5,83 millions en 2018, et enregistre un taux d'exécution de 92% en recul par comparaison à celui de 2018 (96%).

Les recettes de ce chapitre se décomposent ainsi :

Poste	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Variation	Variation
Culture /Pianoscope, Patrimoine..	27 388	21 327	24 480	3 153	14,8%
Sports/ Piscine Bellier	57 444	43 299	46 753	3 455	8,0%
Sports/ Transquar	18 690	18 671	18 122	-549	-2,9%
Sports/ Brisson (voir chap 752 en 2019)		10 000		-10 000	-100,0%
Sports/ autres	6 820	5 320	5 604	284	5,3%
Sports loisirs / Plan d'eau	86 706	108 452	82 704	-25 748	-23,7%
Sorts loisirs / animation (Emis, stages, patinoire..)	31 970	45 562	61 669	16 107	35,4%
Education loisirs / ALSH (& restau)	563 296	590 970	611 101	20 131	3,4%
Autres redevances loisirs (H2O, anim quartiers..)	4 299	3 558	0	-3 558	-100,0%
Social / creches	266 632	302 744	258 809	-43 934	-14,5%
Enseigt & periscolaire/ restauration	1 524 913	1 484 061	1 467 155	-16 906	-1,1%
Enseigt & periscolaire/ classes decouverte	18 825	35 140	22 326	-12 814	-36,5%
Stationnement *		199 099	196 476	-2 623	-1,3%
dont Stationnement brut hors part delegataire	<i>pm 487.991</i>	<i>pm 524.208</i>	<i>pm 492.909</i>		
Forfaits post stationnt FPS	0	207 451	306 452	99 001	47,7%
Rb Fourriere auto vehicules abandonnés	90 526	87 623	96 911	9 287	10,6%
Cimetieres (concessions,)	65 220	67 361	53 525	-13 836	-20,5%
Redevances archéologiques et fouilles	160 937	298 714	25 125	-273 589	-91,6%
Occup domaine public (contrats DSP)	126 931	130 411	129 138	-1 273	-1,0%
Mutualisation	1 831 163	1 768 058	1 602 943	-165 115	-9,3%
Particip budgets annexes aux frais adm générale	156 128	127 054	0	-127 054	-100,0%
Divers	343 891	277 200	221 340	-55 860	-20,2%
TOTAL	5 381 778	5 832 076	5 230 632	-601 443	-10,3%

* redevances stationnement imputées au chapitre73 avant 2018

4. Les autres chapitres budgétaires des recettes de fonctionnement

Le chapitre 013 « atténuation de charges » totalise 604 732 euros contre 650 473 euros en 2018. Ce chapitre, dont le taux de réalisation atteint 198% contre 158% en 2018, recouvre essentiellement des rectifications de paie, des remboursements de rémunérations ou charges en provenance de Gras Savoye (accidents ou maladies professionnelles, congés maternité, décès), de la CPAM (indemnités journalières), et de l'agence de services et de paiement ASP (contrats d'insertion).

Le chapitre 75 « autres charges de gestion courante » totalise 705 mille euros contre 857 mille euros en 2018. Ce chapitre comprend essentiellement les recettes de location d'immeubles (391 mille euros contre 352 mille en 2018) et de redevances de concessions ou de fermiers tels EDF, GDF, SE60, OGF, Vediaud, etc , pour un total de 313 mille euros (contre 493 mille euros en 2018, baisse suite à un recalage des versements Pompes funebres en 2018, et fin des reversements SE60 en 2019)

Le chapitre 77 « produits exceptionnels » qui totalise 332 mille euros contre 1,067 millions en 2018, enregistre principalement les produits des cessions d'immobilisations (32 mille euros en 2019 contre 1 million en 2018), quelques recettes sur exercices antérieurs (avoirs sur factures), et l'encaissement des participations du FC Chambly à reverser aux clubs locaux pour l'utilisation du stade Brisson.

Le chapitre 042 « opérations d'ordre de transfert entre section » totalise 188 mille euros qui correspond aux amortissements des subventions d'équipement perçues.

B. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement totalisent une exécution à hauteur de 75 209 124 euros contre 76 165 811 euros en 2018 (soit -956 687 euros ou -1.26%), avec un taux d'exécution hors virement à la section d'investissement à hauteur de 94,76% contre 86,42% en 2018.

Le détail des dépenses de fonctionnement est le suivant :

Dépenses de fonctionnement		Réalisations 2017	Réalisations 2018	Prévisions 2019	Réalisations 2019	variation 2018/2019	variation en %
D E P E N S E S	011 Charges à caractère général	14 015 282	14 071 159	16 150 642	14 212 205	141 046	1,00%
	012 Charges de personnel	45 381 078	45 405 995	46 786 779	45 361 660	-44 335	-0,10%
	014 Atténuations de produits	0	920	7 000	1 683	763	82,94%
	65 Autres charges de gestion courante	9 608 587	9 677 139	9 641 782	9 462 606	-214 532	-2,22%
	66 Charges financières (y/c ICNE)	1 583 241	1 353 661	1 450 000	1 214 784	-138 877	-10,26%
	67 Charges Exceptionnelles	68 572	40 359	164 800	45 145	4 787	11,86%
	68 Dotations aux provisions (semi budgétaire)	35 842	0	80 000	0	0	
	023 Virement à la section d'investissement		0	12 491 402	0	0	
	042 opérations d'ordre de transfert entre section (ordre)	6 549 091	5 616 579	5 086 238	4 911 040	-705 539	-12,56%
	Total dépenses de fonctionnement :	77 241 693	76 165 811	91 858 643	75 209 124	-956 687	-1,26%

1. Contractualisation entre l'Etat et la Ville de Beauvais

Par délibération du 18/06/2018, la Ville s'est engagée à plafonner à +1.45% l'évolution de ses dépenses réelles de fonctionnement sur 3 ans. Ainsi, le seuil à ne pas dépasser a été fixé par la Préfecture à 71.770.345 euros pour 2019.

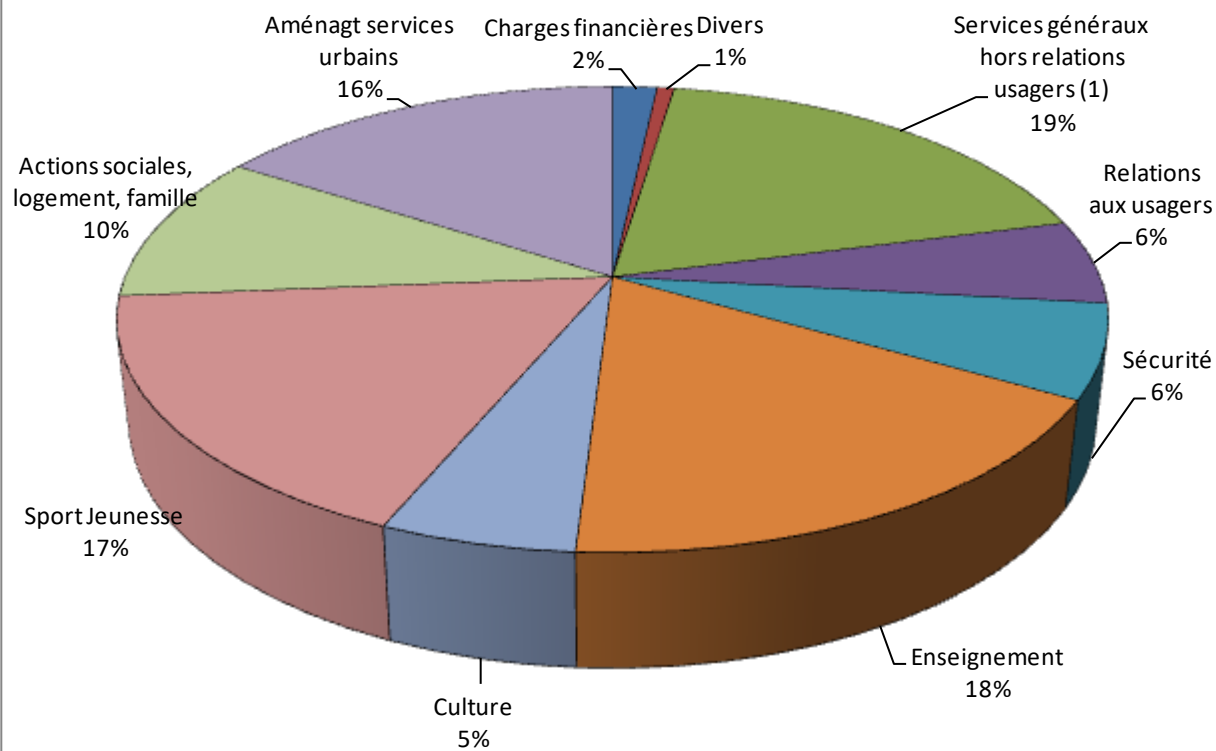
La base de calcul correspond aux dépenses réelles de fonctionnement, hors chapitre 014, diminuées du chapitre 013 et des provisions constituées dans l'année.

Sur cette donnée, le total des dépenses atteint par la Ville s'établit à la somme de 69.691.668 €, en léger recul de -0,29% par rapport à 2018. Ainsi, l'engagement de la Ville est pleinement respecté avec une marge de 2,078 millions d'euros par rapport au plafond contractualisé.

2. La répartition par fonction des dépenses de fonctionnement

Cette répartition par fonction permet de mesurer la part du budget de fonctionnement consacrée aux différents domaines d'activités assurées par la Ville :

Ventilation par fonction - Dépenses réelles de fonctionnement



(1) Les relations aux usagers comprennent l'administration de l'Etat, la communication, les fêtes et cérémonies, les cimetières.

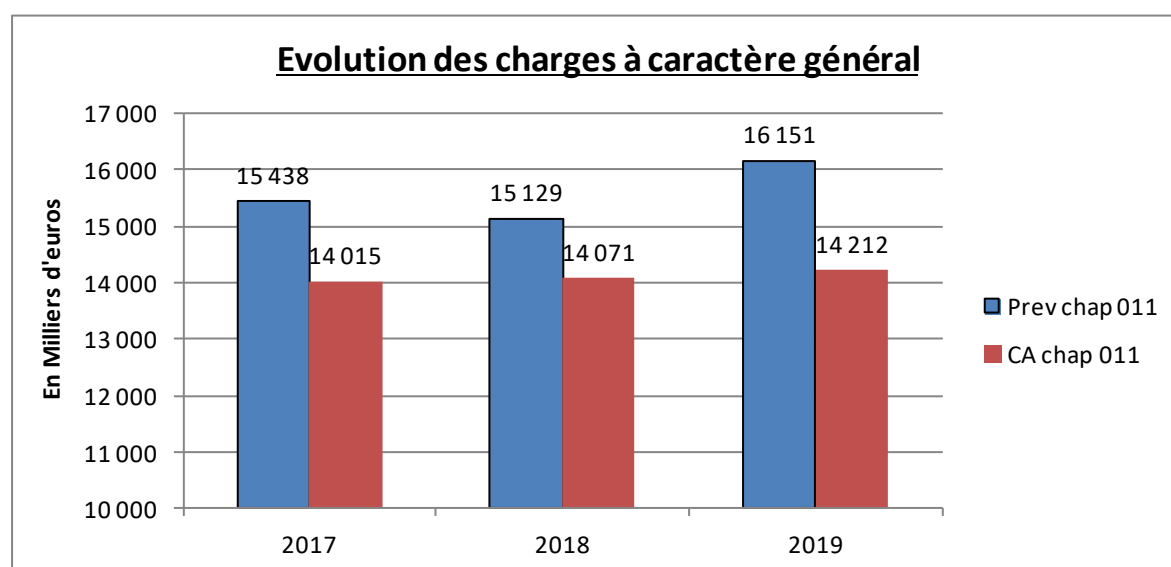
2. La répartition par nature des dépenses de fonctionnement

a) Chapitre 011 – charges à caractère général

Ce chapitre budgétaire totalise 14,21 millions d'euros de réalisation contre 14,07 millions en 2018 soit :

- Une augmentation de 1% par rapport à 2018
- Un taux de réalisation de 88% contre 93% en 2018.

Ces dépenses ont varié ces dernières années de la manière suivante :



Les principaux postes budgétaires de ce chapitre sont les suivants :

Poste	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Variation en valeur	Variation en %
Fluides, carburants	3 524 188	3 472 570	3 172 123	-300 447	-8,7%
Alimentation	1 396 784	1 353 435	1 430 513	77 078	5,7%
Fournitures	2 376 645	2 139 613	2 244 830	105 217	4,9%
Prestations de services	1 944 004	2 019 510	1 906 354	-113 156	-5,6%
Locations	965 555	925 924	1 139 909	213 985	23,1%
Entretien et maintenance	1 420 482	1 567 467	1 678 558	111 091	7,1%
Assurances	299 307	320 654	313 387	-7 266	-2,3%
Communication	413 493	425 372	478 473	53 101	12,5%
Transports	215 985	232 328	222 003	-10 325	-4,4%
Frais affranchissement et télécommunications	226 587	310 422	186 206	-124 216	-40,0%
Nettoyage des locaux	184 678	268 113	311 352	43 239	16,1%
Gardiennage sécurité	84 857	144 741	140 565	-4 175	-2,9%

La baisse (-300 mille euros) observée sur les fluides (eau, électricité, gaz) provient d'un retard de facturation qui fait actuellement l'objet d'un rattrapage sur 2020

Le poste locations augmente principalement en raison des fouilles archéologiques (location 178 mille euros), des fêtes de Noël et l'option d'une patinoire de glace (78 mille euros), et de la refacturation interne des dépenses du trophée de pétanque à l'Elispace (46 mille euros)

On pourra également relever une augmentation cette année des dépenses d'entretien des espaces verts et élagage (+67 mille euros), ainsi que des dépenses de contrats de maintenance (+120 mille euros répartis sur services Police municipale, services informatiques, et services techniques) partiellement compensées par des dépenses moindres d'entretien des bâtiments et réseaux .

Les autres postes évoluent sans indication majeure à relever.

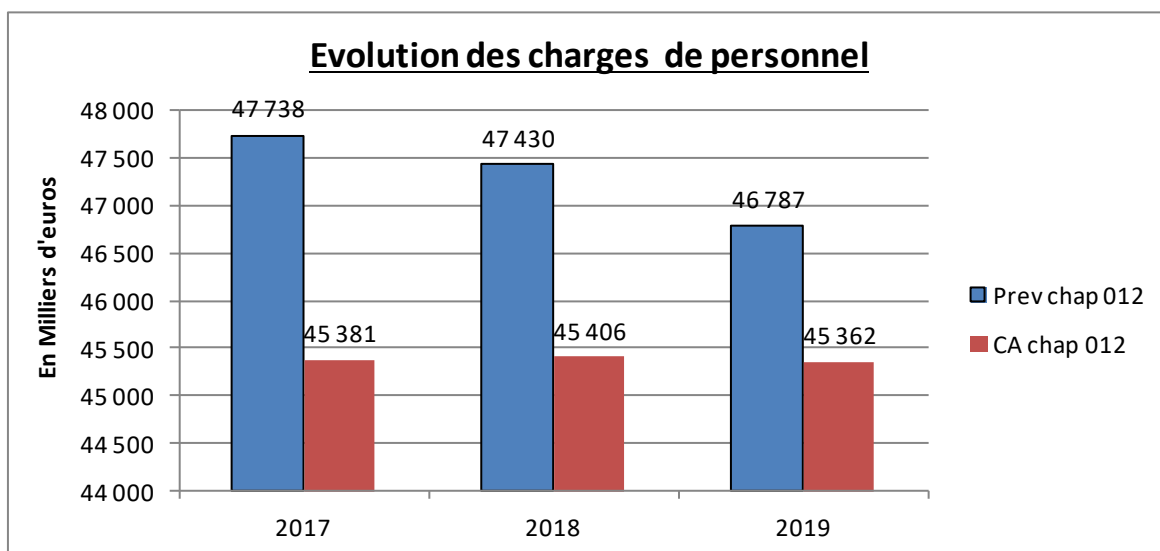
Globalement, le volume de dépenses de nos achats et charges externes (chapitre 011 hors impôts et taxes), représente 19,87% du budget de fonctionnement, à comparer avec la moyenne des communes de la même strate que Beauvais en 2018 qui est de 19,62%

(Source <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/> rubrique : les comptes individuels des communes)

b) Chapitre 012 – charges de personnel

Ce chapitre budgétaire totalise 45,36 millions d’euros (chiffre quasi stable depuis 2017) avec un taux de réalisation de 97% (contre 94,6% en 2018) :

Ces dépenses ont varié ces dernières années de la manière suivante :



Les principaux postes budgétaires de ce chapitre sont les suivants :

Poste	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Variation en valeur	Variation en %
Rembourst personnels mutualisés	3 300 894	3 432 279	3 126 412	-305 867	-8,9%
Impôts et taxes	653 811	618 062	634 137	16 075	2,6%
Rémunération titulaires	24 031 823	24 243 104	24 163 359	-79 745	-0,3%
Rémunération non titulaires dont emplois aidés, apprentis etc	5 395 394	5 329 415	5 567 644	238 229	4,5%
Cotisations sociales	11 573 740	11 338 278	11 438 291	100 013	0,9%

L'état du personnel au 31 décembre 2019 établi par la Direction des Ressources Humaines totalise 1.030 postes pourvus (tous budgets confondus), soit 14 postes de moins par rapport à la situation au 31 décembre 2018 (1.044 postes). Cette diminution comprend pour 6 postes la baisse du nombre des contrats aidés en 2019.

A noter dans ces chiffres un différentiel avec les annexes budgétaires dû au mode de comptabilisation des agents en temps partiel (par agent <-> par poste), des apprentis et des Parcours Emploi Compétences (ex CUI).

Le tableau qui suit synthétise la répartition des effectifs des principaux services municipaux au 31 décembre 2019 :

Pôles / Directions	effectif au 31/12/2019	%
Pôle Ressources	16	1,55%
Direction dont développement durable	16	1,55%
Pôle administration	167	16,21%
Police municipale et prévention sécurité	109	10,58%
Services à la population	39	3,79%
Autres	19	1,84%
Direction du cabinet, évènementiel et communication	41	3,98%
Cabinet	7	0,68%
Evenementiel, Relations publiques	24	2,33%
Communication	10	0,97%
Pôle aménagement	11	1,07%
politique de la ville et logement	11	1,07%
Pôle éducation, sports culture, tourisme	488	47,38%
culture, archéologie	26	2,52%
sports	77	7,48%
DEEJ, vie éducative, UPC	291	28,25%
coordinations petite enfance	57	5,53%
jeunesse, blog , centre sociaux	24	2,33%
Accueil, PAF	13	1,26%
Pôle technique opérationnel	300	29,13%
Architecture	56	5,44%
Environnement	2	0,19%
Espaces publics	54	5,24%
Parcs et jardins, propreté, et garage	168	16,31%
Autres	20	1,94%
Personnel mis à disposition ou détaches	7	0,68%
TOTAL	1030	100,00%

Par comparaison avec les communes de strate démographique équivalente, les charges de personnel (mutualisation comprise) pèsent pour 64,5% du budget de fonctionnement alors que la moyenne de la strate s'établit à 60,9% (ratio légal no 7 page 31).(source <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/> « les collectivités locales en chiffres 2019 » CA2017).

Les statistiques éditées par la Direction générale des Finances publiques (source <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/> rubrique : les comptes des communes) mentionnent en 2018 pour Beauvais, un ratio de charges de personnel de 793€ par habitant et une moyenne de la strate établie à 813€ par habitant.

Ces chiffres indiquent pour Beauvais, d'une part un recours important à la régie directe pour la gestion des services rendus à la population, et d'autre part la maîtrise de la masse salariale.

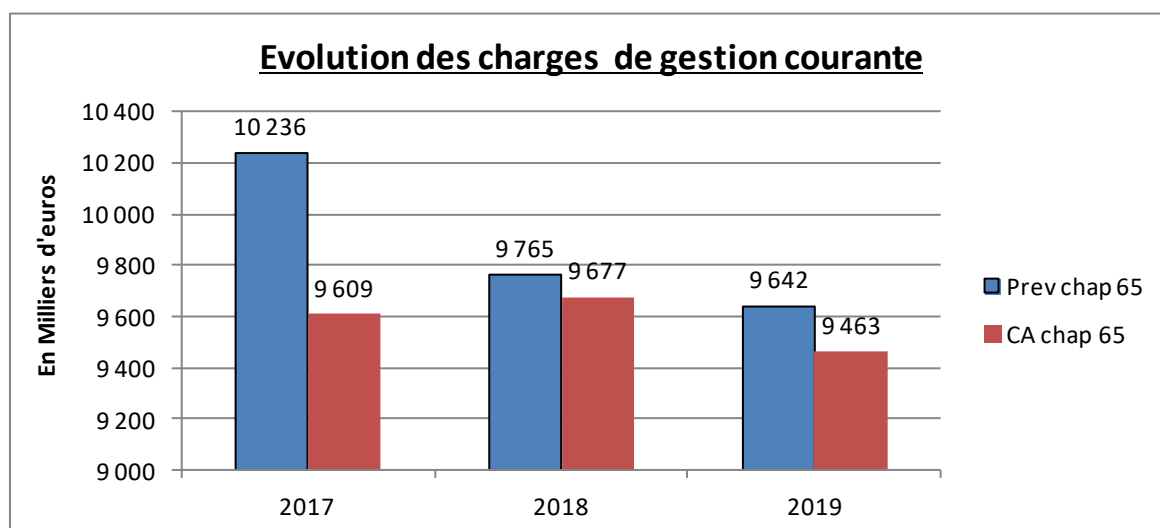
c) Chapitre 014 – atténuation de produits

Ce chapitre enregistre pour un total de 1 683 euros les dégrèvements de taxe foncières pour jeunes agriculteurs et facturations de reversements de forfaits post stationnement.

d) Chapitre 65 – autres dépenses de gestion courante

Ce chapitre budgétaire totalise une réalisation à hauteur de 9 462 606 euros contre 9 677 139 euros en 2018 (soit une baisse de -2,22% par rapport à 2018) et présente un taux de réalisation de 98,1% (99,1% en 2018).

L'évolution de ces dépenses au cours des dernières années a été la suivante :



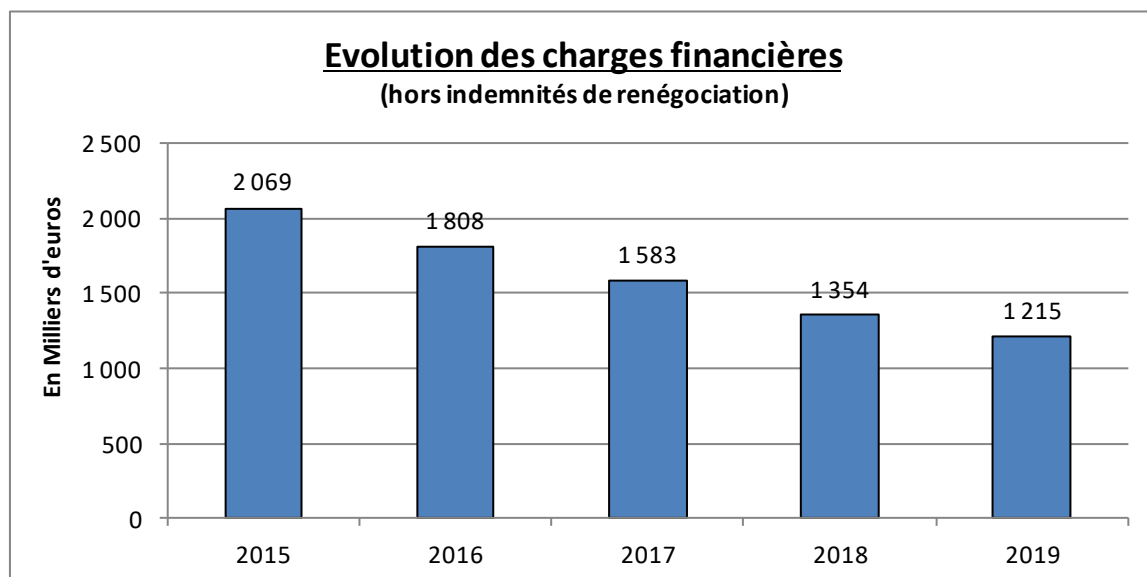
Les principaux postes budgétaires de ce chapitre sont les suivants :

Poste	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Variation en valeur	Variation en %
Redev utilisations logiciels, droits auteurs.	65 038	70 175	83 061	12 886	18,4%
Déficit & subventions budgets annexes (1)	1 798 968	1 321 774	1 055 057	-266 717	-20,2%
Indemnités et charges sociales élus	548 848	499 960	501 496	1 536	0,3%
Créances éteintes ou admises en non valeur	28 373	31 799	65 147	33 348	104,9%
Subvention CCAS	2 830 000	3 080 000	3 080 000	0	0,0%
Subventions aux associations	3 858 159	4 101 215	4 107 047	5 832	0,1%
Subventions écoles privées	422 147	520 543	498 460	-22 084	-4,2%

Les participations du budget principal au déficit des budgets annexes (subventions d'équilibre) ont été destinés aux budgets Agel (700 mille euros) et Elispace (363 mille euros)

e) Chapitre 66 – charges financières

Ce chapitre budgétaire totalise 1 214 784 euros, en diminution de – 138 876 euros (- 10,26 %) pour un taux de réalisation de 83,78 %. Les charges financières, à proprement parler (hors indemnités de renégociation d'emprunts), ont varié ces dernières années de la manière suivante :



Cette baisse s'explique par la diminution du niveau de l'endettement de la Ville (cf. éléments du rapport ci-après avec un encours de la dette en diminution de -6,63 %).

A souligner qu'aucune indemnité de renégociation d'emprunts n'a été payée dans le cadre de réaménagements d'emprunts (compte 6688) dans le courant de l'année 2019.

Par comparaison avec les communes de strate démographique équivalente, les charges financières totalisent 1,62 % du budget de fonctionnement, contre 1,78 % en 2018, alors que la moyenne 2018 de la strate est de 3,03%, (source <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/> rubrique : les comptes des communes).

f) Les autres chapitres budgétaires des dépenses de fonctionnement

Le chapitre 68 enregistre les sommes provisionnées en prévision de futures dépenses (litiges, pertes d'actif.). Aucune provision n'a été enregistrée sur l'exercice 2019.

Pour mémoire, et bien que figurant dans le total des opérations réelles, les provisions semi-budgétaires ne donnent pas lieu à des mouvements de trésorerie, et permettent de différer la prise en charge d'une dépense par la « reprise de la provision » au moment où le risque s'avère réellement.

III. La section d'investissement

L'exécution budgétaire 2019 de la section d'investissement fait ressortir un besoin de financement à hauteur de 8 724 935,56 euros réparti de la manière suivante :

- - 7 607 918,95 euros au titre du résultat d'investissement cumulé 2019
- - 3 050 775,54 euros au titre du solde des restes à réaliser d'investissement 2019

A. Les ressources d'investissement

Les ressources d'investissement totalisent 31 146 799,49 euros, soit 26,7% du total des recettes du compte administratif 2019 et se décomposent de la manière suivante :

	Recettes d'investissement	Réalisations 2017	Réalisations 2018	Prévisions 2019	Réalisations 2019	variation 2018/2019	variation en %
R E C E T T E S	13 Subventions d'investissement reçues	1 815 882	2 891 703	4 511 959	3 508 367	616 664	21,3%
	16 Emprunts et dettes assimilées	5 000 000	5 018 942	16 799 445	8 592 278	3 573 336	71,2%
	20 à 23 Recettes d'équipement	0	1 890	0	5 233	3 343	
	10 Dotations et fds propres	2 384 312	618 888	5 100 000	5 568 291	4 949 403	799,7%
	1068 Excédents de fonctionnt capitalisés	10 000 000	4 169 339	7 189 756	7 189 756	3 020 417	72,4%
	165 Dépôts et cautionnements reçus	9 148	19 453	17 010	21 834	2 381	12,2%
	27 Autres immobilisations financières	920 200	50 667	0	1 350 000	1 299 333	2564,5%
	45 Opérations pr le cpte de tiers	35 842	24 853	30 000	0	-24 853	-100,0%
	024 Produits des cessions (voir chap75)	0	0	553 096	0	0	
	021 Virement de la section de fonct.	0	0	12 491 402	0	0	
	040 opérations d'ordre de transfert entre section	6 549 091	5 616 579	5 686 238	4 911 040	-705 539	-12,6%
	041 opérations patrimoniales	6 608	0		0	0	#DIV/0!
	Total recettes d'investissement :	26 721 083	18 412 315	52 378 907	31 146 799	12 734 485	69,2%

1. Chapitre 10 – Dotations et fonds propres

Ce chapitre totalise 12,76 millions d'euros en 2019 pour un taux de réalisation de 103,8%.

Ces recettes sont composées notamment de :

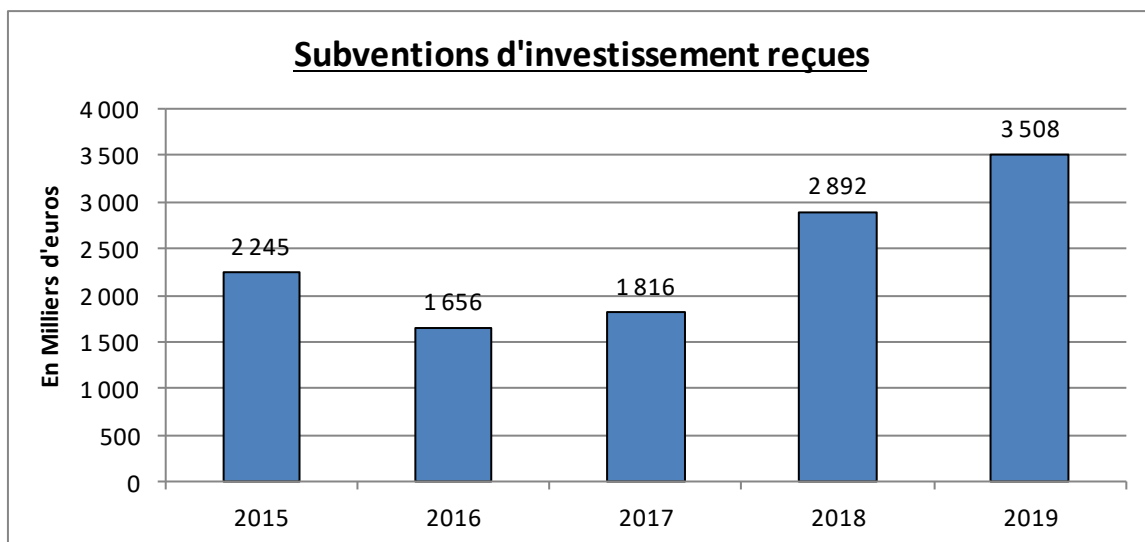
- 7,189 millions d'affectation partielle en investissement du résultat de fonctionnement 2018 telle que décidée par le conseil municipal lors de sa réunion du 20 juin 2019 ;
- 5,23 millions en provenance du FCTVA (2018 et 2019) et 340 mille euros de taxes d'urbanisme

2. Chapitre 13 – subventions d'investissement

Ce chapitre totalise 3,5 millions d'euros pour un taux de réalisation de 77,8%.

A noter que ce taux passe à 134% si l'on cumule le montant effectivement perçu en 2019, et les subventions restant à encaisser (2,5 millions d'euros /subventions justifiées par un arrêté de subvention pour un montant proportionnel aux travaux engagés)

L'historique de ces dernières années en matière de subventions reçues est le suivant :



Le niveau des subventions reçues est en lien avec celui des dépenses d'investissement.

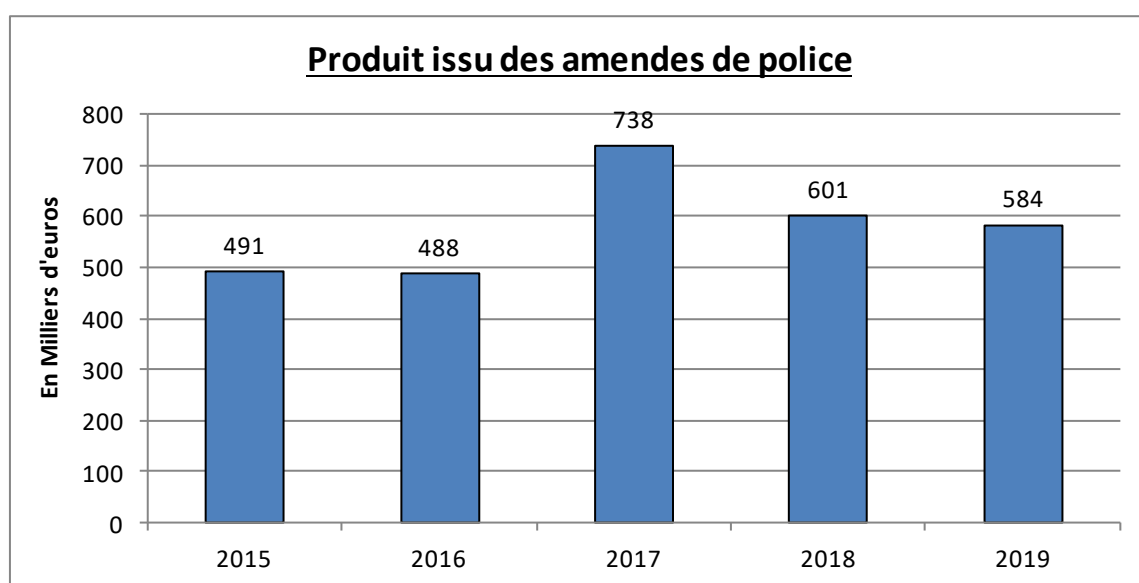
La répartition par « programme » des subventions d'investissement perçues en 2019 est la suivante :

Programmes	Montant 2019	%
Creche Lebesgue	671 751	19,1%
Amendes de police	583 607	16,6%
Stade Omet Terrain synthétique	560 501	16,0%
CPE Eclairage Public	333 832	9,5%
Abords Centre commercial Berry	230 476	6,6%
Quadrilatère	173 875	5,0%
Accueil de loisirs Les Lucioles	116 002	3,3%
City stade Morvan	96 184	2,7%
Ecole Kergomard	81 720	2,3%
Pôle solidarité	76 800	2,2%
Travaux Cours Scellier	67 880	1,9%
Divers travaux PAQ (Plan Actions Quartiers)	63 756	1,8%
Trvx Cité Léonidas Gourdain	63 600	1,8%
Renovation des Gymnases	63 010	1,8%
Vidéo protection	59 360	1,7%
Abords Centre Comm Champs Dolents	41 240	1,2%
Evenements climatiques Inondations 2016	37 440	1,1%
Terrain de futsal Parc Grenouillère	36 660	1,0%
Multi accueil St Lucien	27 201	0,8%
Parc Dassault	20 000	0,6%
Vehicules Police municipale	19 740	0,6%
Equipements Police municipale	18 230	0,5%
Grange de l'Ecospace	10 000	0,3%
Anneau de vitesse L Roger	10 000	0,3%

.../...

Programmes (suite)	Montant 2019	%
Eglise St Jacques (vitraux & verrière)	9 820	0,3%
Anc ecole F Buisson(locaux archives+archéo)	9 276	0,3%
Oeuvres d'art / Restauration	7 610	0,2%
Cimetière Tilloy	5 580	0,2%
Solde PRU St Jean	4 019	0,1%
Eglise Marissel	4 000	0,1%
Mobilier Equipement Petite enfance	5 198	0,1%
TOTAL >>	3 508 367	100,0%

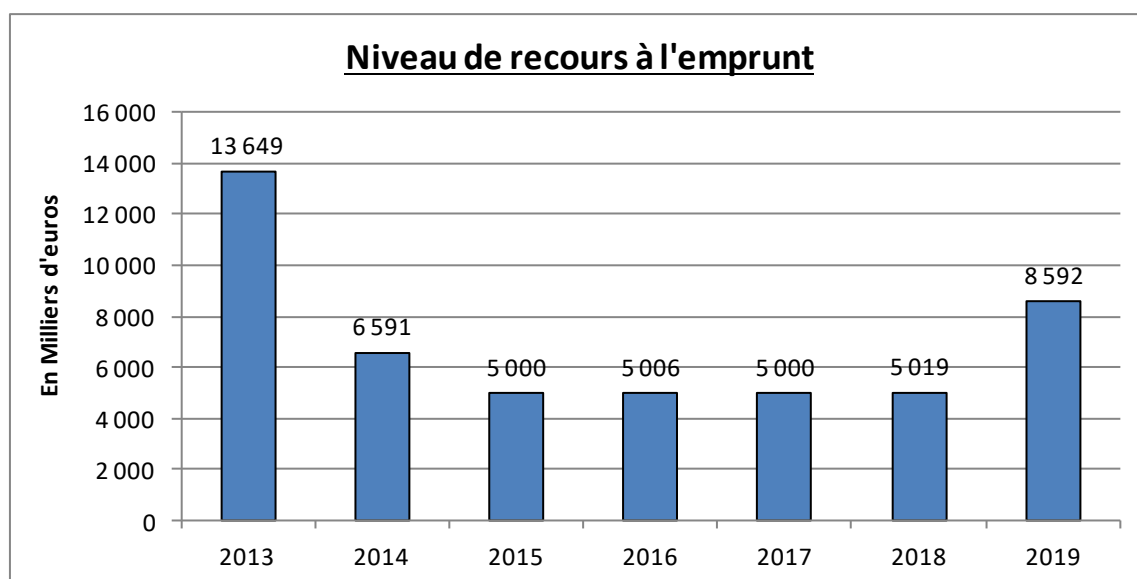
Les amendes de police (article 1342) intègrent ce chapitre budgétaire.



Cette enveloppe varie d'une année sur l'autre et fait l'objet d'une répartition entre collectivités bénéficiaires en fonction du nombre d'amendes à la circulation routière recensées l'année N-2 sur leur territoire, par rapport au nombre total atteint sur le plan national. Pour autant, le montant perçu chaque année n'est pas strictement proportionnel au nombre d'amendes puisque la loi de finances fixe le montant annuel du produit des amendes qui est rétrocédé aux collectivités locales. A noter qu'il s'agit de la dernière année où sont intégrées dans le calcul les contraventions de non paiement de stationnement car remplacées en 2018 par le forfait post stationnement encaissé directement en section de fonctionnement.

3. Chapitre 16 – emprunts et refinancement d'emprunts

Le niveau de recours à l'emprunt nécessaire au financement des investissements a varié les années passées de la manière suivante :

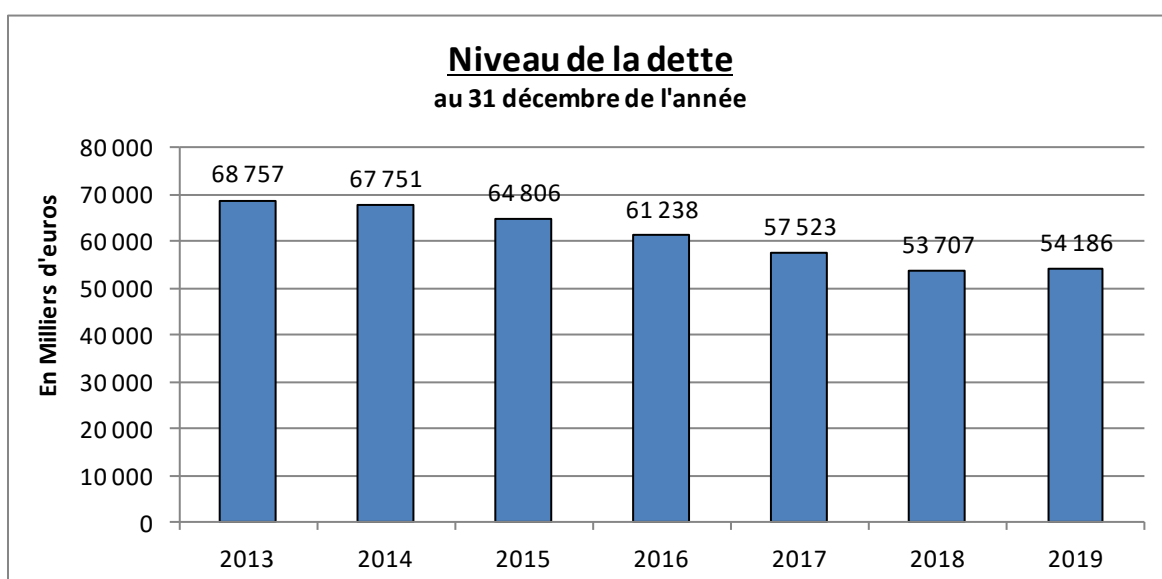


C'est donc un recours à l'emprunt qui s'élève à 8,59 millions d'euros en 2019 (contre 5 millions en 2018), soit une exécution à hauteur de 51,15 % par rapport aux attributions budgétaires.

Cette recette correspond pour 8,5 millions d'euros à des emprunts souscrits auprès du Crédit agricole et de la Banque postale, et pour 92 mille euros de prêts sans intérêt accordés par la Caisse d'allocations familiales pour financer des travaux dans nos accueils de loisirs .

Ainsi, la part des dépenses d'investissement financée par emprunt en 2018 atteint 27,26 % contre 19,97 % en 2018.

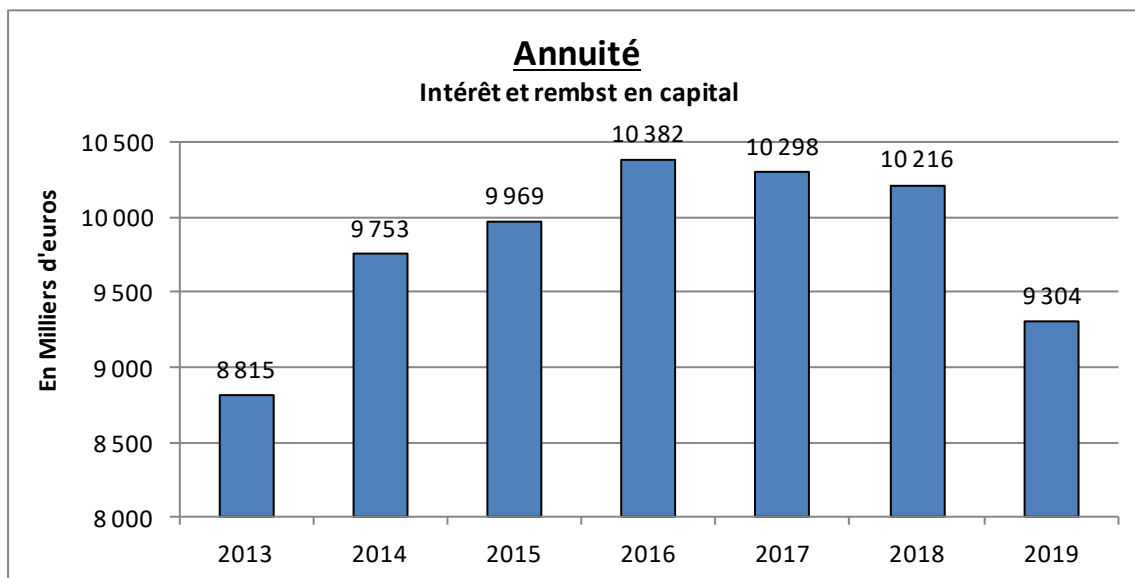
Compte tenu des remboursements en capital opérés sur la période, l'évolution du niveau de l'endettement a été la suivante :



L'encours de la dette fin 2019 atteint 54 185 901 euros, soit un niveau en légère augmentation par rapport à fin 2018 (+ 478 847 euros ou +0,89%), mais inférieur à 2017. A noter que les dépenses d'équipement ont augmenté de 43,93% par rapport à 2018.

L'encours de la dette ressort à Beauvais à 942 euros / habitant ⁽³⁾ alors que la moyenne de la strate est de 1.447 euros ⁽²⁾.

L'encours de la dette / recettes de fonctionnement ou taux d'endettement est de 63,5 % alors que la moyenne est de 92,9 % ⁽²⁾ : **la dette de la Ville de Beauvais comparativement au niveau de ses ressources est donc proportionnellement inférieure à celle de la moyenne nationale.**



Quant au niveau de l'annuité de la dette, elle représente 10,88 % des recettes de fonctionnement fin 2019, niveau en diminution par rapport à celui de 2018 qui était de 11,94 %.

⁽¹⁾ débits nets des comptes 66 + 163, 164 (sauf 16449), 1671, 1672, 1675, 1678, 1681 et 1682.

⁽²⁾ source <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/> « les collectivités locales en chiffres 2019 » CA2017

⁽³⁾ population Insee au 1^{er} janvier 2019

Répartition de l'encours de la dette de la Ville de Beauvais selon la norme Gissler ⁽²⁾

Structure et indice sous-jacent	Risque Gissler	Ville de Beauvais au 31/12								Moyenne de la strate ⁽¹⁾
		2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
1A	Taux non structurés et sans risque	91,1%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100%	100%	100%	96,0%
1B/2C	Produits à risque faible	8,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,6%
3A/5C	Produits à risque limité	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%
1D/5E	Produits à risque élevé	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,7%
6F	Produits hors Charte	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,3%
Total	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,00%

⁽¹⁾ strate des communes et EPCI de 50.000 à 100.000 habitants – années 2018. Ces données moyennes de la strate sont issues de l'observatoire de Finance Active, strate qui totalise plus de 150 collectivités ou établissements, près de 8.000 contrats, et d'un encours total de 9 Mds€.

⁽²⁾ selon la classification des risques « Gissler » suivante :

Indices sous-jacents		Structures	
1	Indices zone euro	A	Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel).
2	Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices	B	Barrière simple. Pas d'effet de levier
3	Ecart d'indices zone euros	C	Option d'échange (swaption)
4	Indices hors zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	D	Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé
5	Ecart d'indices hors zone euro	E	Multiplicateur jusqu'à 5

*Les produits non catégorisés par la charte sont classés en risque 6F.

4. Les autres chapitres budgétaires des ressources d'investissement

Les autres chapitres de recettes d'investissement sont les chapitres 20 à 23, 27, 45, 040 et 041.

- **chapitres 20 à 23** : avoirs sur factures ou régularisation de mandats émis sur exercice antérieur pour un total de 5232 euros.
- **chapitre 040 « opération d'ordre de transfert entre section »** : il totalise 4,911 millions d'euros et correspond aux dépenses de fonctionnement du chapitre 042. Il comprend notamment l'amortissement des biens d'investissement, les cessions d'immobilisations enregistrées aux comptes 192 et 21.
- **chapitre 041 « opérations patrimoniales »** : aucune opération d'ordre en 2019
- **chapitre 27 « autres immobilisations immobilières »** : Le budget annexe « Lotissement Agel » avait bénéficié à partir des années 2011 d'avances de financement sans intérêt de la part du budget principal, pour un total de 3,9 millions. Ce chapitre enregistre pour 2019 un premier remboursement d'un montant de 1,35 million d'euros .

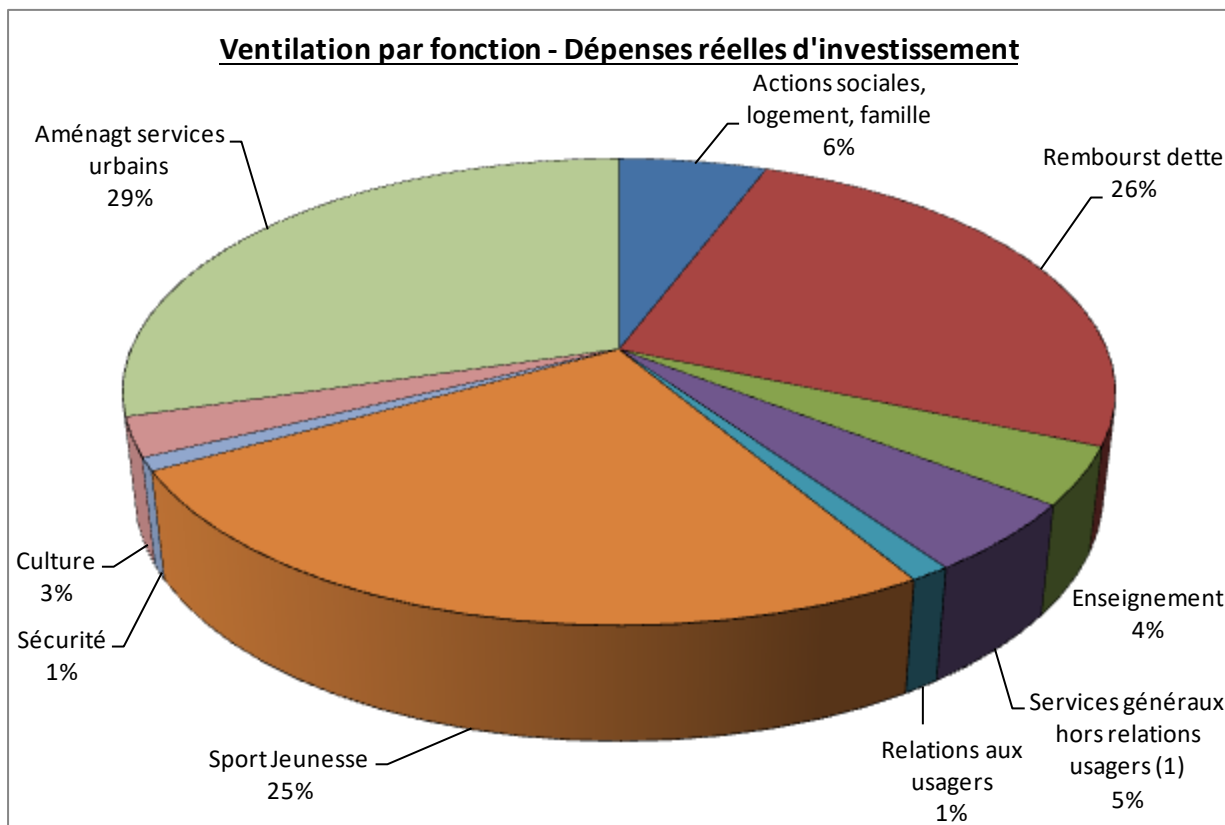
B. Les emplois d'investissement

Les dépenses d'investissement, hors report des dépenses engagées (RàR), totalisent 31,52 millions d'euros contre 25,13 millions en 2018 et représentent 29,5% des dépenses totales de 2019.

Elles se décomposent de la manière suivante :

Dépenses d'investissement		Réalisations 2017	Réalisations 2018	Prévisions 2019 ⁽¹⁾	Réalisations 2019	variation 2018/2019	variation en %	
10	Dotations, fonds divers et réserves	717 557	0	0	0	0		
13	Remb subventions d'investissement	33 459		2 907	2 907	2 907		
D	16	Emprunts et dettes assimilées	8 721 279	8 867 902	8 530 215	8 110 227	-757 675	-8,5%
E	20	Immobilisations incorporelles	244 041	383 242	1 533 045	412 587	29 345	7,7%
P	204	Subventions d'équipement versées	127 736	356 872	101 109	48 154	-308 717	-86,5%
E	21	Immobilisations corporelles	6 528 438	10 068 864	18 108 662	11 087 520	1 018 656	10,1%
N	23	Constructions en cours	3 678 328	5 322 122	15 987 533	11 669 642	6 347 520	119,3%
S	26	Participations et créances		0	2 501	2 500	2 500	
E	27	Autres immob. financières	1 500 000	0	0	0	0	
S	45	Opérations pr le cpte de tiers	36 116	24 853	30 000	0	-24 853	-100,0%
	040	opérations d'ordre de transfert entre section	74 305	105 231	850 000	188 247	83 016	78,9%
	041	opérations patrimoniales	6 608	0	0	0	0	
Total dépenses d'investissement :		21 667 866	25 129 084	45 145 972	31 521 784	6 392 699	25,4%	

1. La répartition par fonction de nos dépenses d'investissement

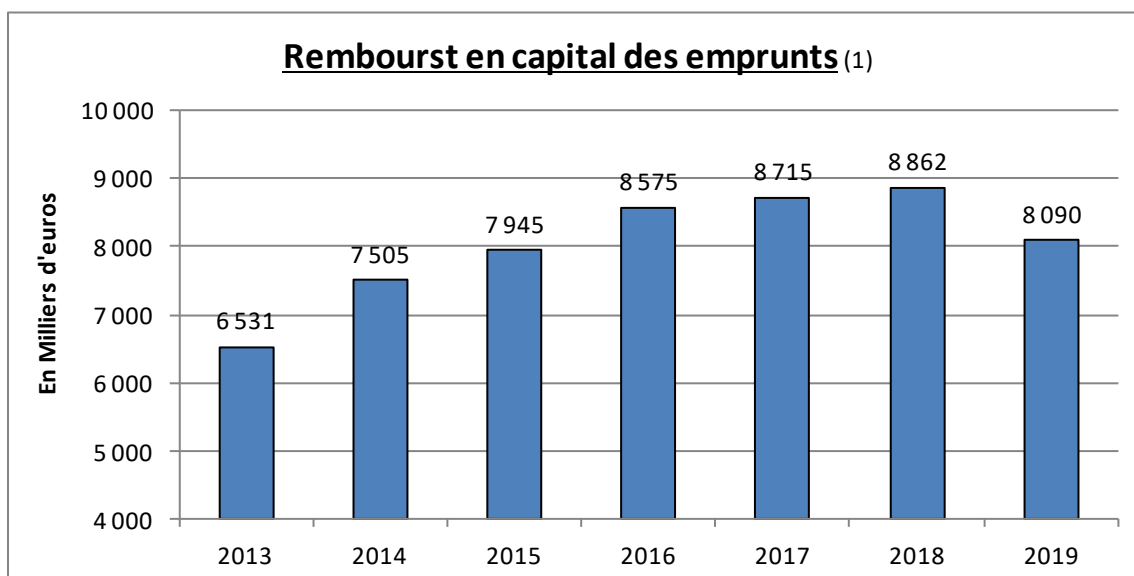


(1) les relations aux usagers comprennent l'administration de l'Etat, la communication, les fêtes et cérémonies, les cimetières.

2. La répartition par nature de nos dépenses d'investissement

a) Chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées

Ce chapitre totalise 8 110 226,81 euros et a été réalisé à hauteur de 95,1% et porte essentiellement sur des remboursements en capital d'emprunts qui ont varié ces dernières années de la manière suivante :

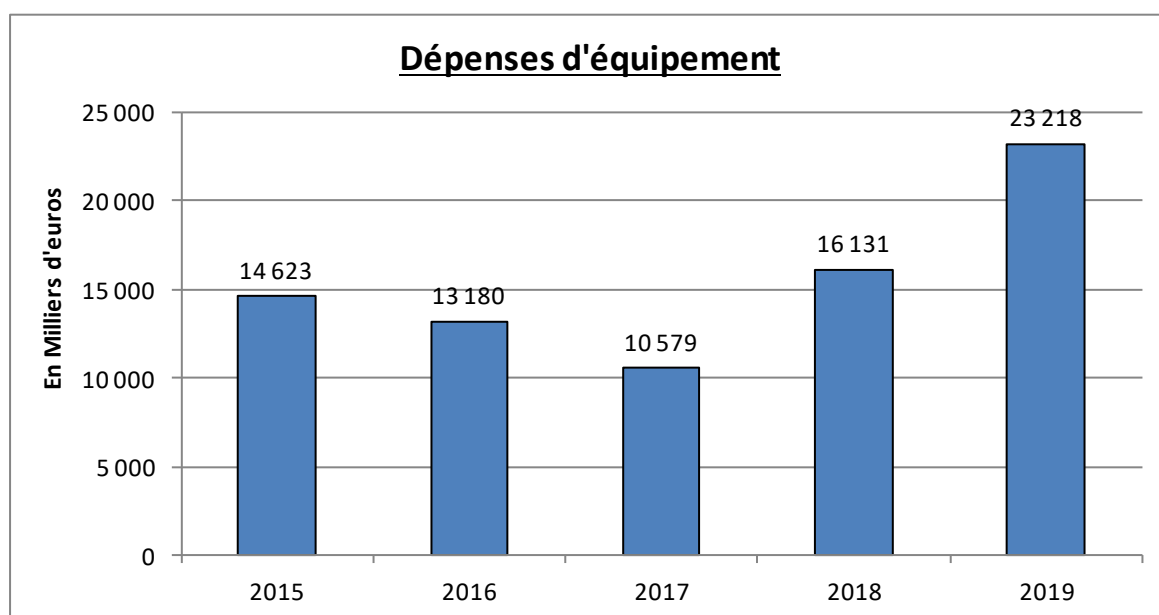


(1) la différence de 20 556,19 euros correspond à des dépôts et cautionnement versés.

Les remboursements en capital des emprunts courant 2019 ont été importants (**8 089 671 euros**) et contribuent au désendettement de la Ville. Ils sont à mettre en parallèle avec la souscription des nouveaux emprunts 2019 d'un montant de 8,592 millions d'euros, qui entraînent pour cette année une augmentation de la dette de la Ville de 503 mille euros (voir graphique niveau de la dette p25). A noter en corrélation l'augmentation de 7 millions des dépenses d'équipement telles que décrites ci après, par rapport à 2018.

b) Chapitres 20 à 23 immobilisations, opérations d'équipement et chapitre 204 subventions d'équipement

Ces chapitres correspondent aux dépenses d'équipement d'une collectivité, hors opérations pour compte de tiers, et totalisent 23,2 millions d'euros en 2019 hors RaR (contre 16,1 millions en 2018) :



Les principales réalisations de l'année 2019 sont notamment les suivantes :

Programmes	Montant 2019
CPE Eclairage public	2 099 279,19
Voirie/ Revêtement voiries	1 896 325,98
Malice /Maison quartier St Lucien	1 704 071,71
Pôle solidarité	1 572 962,30
Stade Omet / Terrain synthétique	1 223 936,32
ALSH Les Lucioles	983 981,35
Contruction Local espaces verts St Jean	897 140,34
Acquisition de Vehicules	877 904,20
Stade Ladoumègue	792 314,94
Trvx Quadrilatère	567 077,28
Aménagements Stade Brisson	566 711,56
Patinoire Parc municipal	558 099,61
Voirie / Faubourg St Andre	494 338,69

Programmes	Montant 2019
Logiciels & Matériels informatiques divers	475 783,17
Aménagements Cité Gourdain	466 463,36
Trvx Maternelle Kergomar	405 550,33
CoeurVille/ rue 27 Juin	401 642,66
Extension Parc Dassault & amenagt	379 255,57
Voirie/ Trvx Trottoirs	334 753,97
Materiel technique, Outillage	328 272,33
Anneau de vitesse L Roger	324 503,64
Abords Centre commercial Berry	308 404,17
Rénovations Gymnases (Aubaud/Ambroise/Sand..)	304 232,35
Acquisition Equipements Services	294 664,11
Acquisitions foncières	258 043,98
Voirie/ Amenagts de Voirie	235 008,88
Rénovations diverses Ecoles	233 993,66
Voirie / rue Leon Bernard	232 159,87
Terrain de futsal Parc Grenouillère	196 025,40
Batiments Services municipaux / Gestion	192 797,44
Equipement Enfance & Vie Scolaire	177 295,87
Trvx batiments / sécurité	174 667,94
City stade Morvan	173 009,88
Ecole maternelle Michelet	157 583,95
Trvx espaces verts	139 183,05
Trvx Plan d'eau du Canada	131 905,73
Boucle locale	130 238,20
Aménagements Cours Scellier	125 686,67
Divers travaux PAQ (Plan Actions Quartiers)	123 373,16
Vidéo protection	119 424,67
Acquis matériel sportif	105 584,90
Trvx batiments ALSH	103 072,49
Trvx Logements Ville	100 943,57
Patrimoine /Trvx Eglises	100 423,72
Trvx et mobilier Qualité de vie au travail	87 722,46
Voirie/ Feux tri & Equipts voirie	86 644,30
Ecoles / Trvx et matériels tableaux interactifs & informatique	79 603,80
Voirie / Pistes cyclables	77 974,78
Voirie/ Sécurité routière	70 006,03
Extension Réseau Electricité	62 848,19
Voirie/ Jalonnement	61 167,62
Trvx & équipement Pôle médical	60 519,79
Batiments Services municipaux / Trvx Amenagt	59 310,19
Trvx Cimetières	123 758,72
Jeux pour enfants (ecoles et esp publics)	53 275,40
Voirie /Amenagt parking	49 281,12
Subvention Elispace	21 041,35
Autres	856 656,44
TOTAL >>	23 217 902

e) **Les autres chapitres budgétaires des emplois d'investissement**

- le chapitre 040 « opération d'ordre entre section » est la contrepartie du chapitre 042 des recettes de fonctionnement, soit 188 mille euros (amortissement des subventions d'équipement reçues).
- la chapitre 13 « subventions d'investissement » enregistre un reversement de 2 907 euros suite à un trop perçu sur subvention
- le chapitre 26 « participations et créances rattachées à des participations » comprend l'acquisition de titres du Syndicat d'Aménagement de l'Oise (SAO) pour 2 500 euros
- le chapitre 041 « opérations patrimoniales » et le chapitre 27 « autres immobilisations financières » n'enregistrent aucun mouvement cette année

3 Situation des autorisations de programme & crédits de paiement (AP/CP)

Voici la situation des AP/CP au 31/12/2019 :

No AP	Libellé	Montant des AP			Montant des CP			
		Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2019 (BP+BS)	Total cumulé	Crédits de paiement antérieurs (cumul au 31/12/18)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2019 (BP+Reports+BS+VC)	Crédits de paiement réalisés durant l'exercice 2019	Restes à financer (exercices au-delà de 2019)
30	Dévolement de réseaux Quartier St Lucien	1 120 000,00 €		1 120 000,00 €	1 083 532,53 €	16 224,00 €	0,00 €	-terminé-
44	Cœur de Ville aménagement Place Jeanne Hachette	5 800 000,00 €		5 800 000,00 €	5 754 643,35 €	6 146,95 €	6 146,95 €	-terminé-
45	Cœur de Ville aménagement zone 30	1 055 000,00 €		1 055 000,00 €	648 332,02 €	8 964,00 €	8 964,00 €	-terminé-
46	Réhabilitation d'une crèche (trvx + equipt)	2 450 000,00 €		2 450 000,00 €	2 417 112,58 €	15 926,40 €	9 171,59 €	-terminé-
47	Rénovation maison quartier St Lucien (centre social interquartiers)	3 300 000,00 €	50 000,00 €	3 350 000,00 €	1 344 336,32 €	1 922 664,32 €	1 702 977,60 €	302 686,08 €
48	Vestiaires stade P Omet	790 000,00 €	6 000,00 €	796 000,00 €	789 144,86 €	6 720,00 €	0,00 €	-terminé-
49	Plan de rénovation des ecoles	3 000 000,00 €		3 000 000,00 €	1 682 430,81 €	1 086 076,40 €	797 127,94 €	520 441,25 €
50	Plan de réhabilitation des gymnases	2 070 000,00 €		2 070 000,00 €	1 067 056,08 €	538 129,98 €	304 232,35 €	698 711,57 €
51	Plan de rénovation des Accueils de Loisirs sans Hébergement	1 560 000,00 €		1 560 000,00 €	139 190,02 €	1 116 128,17 €	1 087 053,84 €	333 756,14 €
52	Plan Lumière (renouvelt de l'éclairage public / contrat de performance énergétique)	8 850 000,00 €		8 850 000,00 €	5 670 269,48 €	2 396 178,60 €	2 099 279,19 €	1 080 451,33 €
53	Plan Maxi Voirie	6 900 000,00 €	1 000 000,00 €	7 900 000,00 €	4 304 052,37 €	3 537 001,89 €	3 241 868,51 €	354 079,12 €
54	Salle des Fêtes	2 000 000,00 €		2 000 000,00 €	40 830,00 €	67 240,00 €	7 344,00 €	1 951 826,00 €
55	Local serv espaces verts Coteaux St Jean	800 000,00 €	300 000,00 €	1 100 000,00 €	75 127,39 €	963 805,03 €	897 140,34 €	127 732,27 €
56	Pôle solidarité	2 304 000,00 €	200 000,00 €	2 504 000,00 €	94 284,41 €	2 409 715,59 €	1 572 962,30 €	836 753,29 €
57	Cœur de Ville 2e tranche		14 200 000,00 €	14 200 000,00 €		700 000,00 €	415 322,66 €	13 784 677,34 €
58	Centre technique Municipal - renovation batiments		1 500 000,00 €	1 500 000,00 €		30 170,00 €	0,00 €	1 500 000,00 €
59	Quadrilatère trvx mise en conformité tranche 1		1 430 000,00 €	1 430 000,00 €		1 285 566,18 €	567 077,28 €	862 922,72 €
60	Abords Theatre et parking		2 050 000,00 €	2 050 000,00 €		305 000,00 €	1 620,00 €	2 048 380,00 €
61	Stade Omet -terrain synthétique		1 270 000,00 €	1 270 000,00 €		1 226 605,00 €	1 223 936,32 €	46 063,68 €
62	NPRU Ingenierie		1 750 000,00 €	1 750 000,00 €		247 170,00 €	0,00 €	1 750 000,00 €
63	Sonorisation stade Brisson		425 000,00 €	425 000,00 €		425 000,00 €	413 551,27 €	11 448,73 €
64	Pole Multi modal		400 000,00 €	400 000,00 €		55 501,00 €	2 500,45 €	397 499,55 €
Total >>>		41 999 000,00 €	24 581 000,00 €	66 580 000,00 €	25 110 342,22 €	18 365 933,51 €	14 358 276,59 €	26 607 429,07 €

IV. Ratios légaux définis à l'article R2313-1 du CGCT/ **Répartition sur 100 euros** du budget

Informations financières – ratios (1)		CA 2018	CA 2019	Moyennes de la strate (2)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 250	1 222	1349
2	Produit des impositions directes/population	684	681	661
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1 515	1 482	1557
4	Dépenses d'équipement brut/population	280	403	296
5	Encours de dette/population	952	942	1447
6	DGF/population	221	223	214
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	64,4%	64,5%	60,9%
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	92,9%	91,9%	95,5%
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	18,5%	27,2%	19,0%
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	62,8%	63,5%	92,9%

(1) cf. articles L.2313-1, L. 2313-2, R.2313-1, R.2313-2 et R.5211-15 du CGCT.

(2) source : les collectivités locales en chiffres 2019 – CA 2017

REPARTITION SUR 100 EUROS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2019 (Fonctionnement+Investissement)

Dépenses	
Rappel CA 2018	CA 2019

Sécurité	
6,02 €	5,67 €

Culture	
5,27 €	5,43 €

Sport et jeunesse	
20,45 €	23,49 €

Actions sociales, logement, économie	
11,19 €	10,62 €

Recettes	
Rappel CA 2018	CA 2019

Impôts locaux et taxes diverses (2)	
44,84 €	40,96 €

Agglo du beauvaisis (3)	
20,23 €	18,18 €

Etat (4)	
17,74 €	21,44 €

Département	
1,00 €	0,85 €



Aménagements urbains	
22,16 €	23,98 €

Enseignement	
18,52 €	15,99 €

Relation aux usagers (1)	
5,07 €	5,21 €

Dette	
10,69 €	9,15 €

Créances	
0,00 €	0,00 €

Divers	
0,63 €	0,46 €

Région	
0,18 €	0,08 €

Autres subventions dont CAF	
3,18 €	3,60 €

Cessions foncières	
1,09 €	0,04 €

Usagers	
3,81 €	3,18 €

Emprunts	
5,33 €	8,23 €

Divers (5)	
2,59 €	3,44 €



(1) les relations aux usagers comprennent l'administration de l'Etat, la communication, les fêtes et cérémonies, les cimetières.

(2) les impôts locaux comprennent la taxe d'habitation, la taxe foncière sur le bâti et non bâti, les taxes diverses, dont la taxe sur l'électricité, la taxe sur la publicité extérieure, les droits de place, les droits de mutation etc.

(3) Les recettes de l'Agglomération comprennent l'attribution de compensation, la dotation de solidarité communautaire et les remboursements de personnels mutualisés

(4) les dotations de l'Etat comprennent la Dotation Globale de Fonctionnement, le FCTVA, les produits des amendes de police et les autres subventions d'Etat

(5) les diverses recettes comprennent les remboursements de frais de personnel, les revenus des immeubles, les recettes exceptionnelles.

BUDGETS ANNEXES

Rappelons que le compte administratif termine le cycle annuel budgétaire et retrace l'exécution budgétaire de l'année. Ainsi, les comptes administratifs 2019 des budgets annexes ont été précédés par les votes des budgets primitifs 2019 (en date des 21/12/2018 et 22/03/2019), et de décisions modificatives (les 27/09/2019 et 22/11/2019).

A – Eau

1 – Les résultats 2019

Section	Reprise résultats 2018 (1)	Résultat d'exécution 2019	Résultats de clôture 2019 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	402 802,44	465 304,13	868 106,57	0,00	868 106,57
Investissement	744 495,06	-822 542,61	-78 047,55	-22 707,68	-100 755,23
Total :	1 147 297,50	-357 238,48	790 059,02	-22 707,68	767 351,34

(1) la reprise des résultats 2018 correspond aux résultats issus du compte administratif 2018 (résultats excédentaires sur les deux sections, sans affectation partielle du résultat en investissement)

Le résultat de clôture 2019 est excédentaire de 790 059,02 € compte tenu du résultat de la section de fonctionnement qui dégage un excédent de 868 106,57 € et du besoin de financement de la section d'investissement de -78 047,55 €.

Compte tenu du besoin de financement issu du solde des restes à réaliser (-22 707,68 €), le résultat cumulé du budget eau dégage un excédent de 767 351,34 €. Ce résultat sera repris à la prochaine décision modificative.

2 - Section de fonctionnement

Recettes

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2018	Prévisions 2019	Réalisé 2019	Taux réal.	Explications
70	70128	Autres redevances et taxes	956 597	1 000 000	1 178 904	118%	Produit de la surtaxe de l'eau
042	777	Quote part subvention d'investissement	9 501	7 150	7 097	99%	Amortissement des subventions d'équipement reçues.
-	-	Autres	0	0	0	-	-
-	-	Total :	966 098	1 007 150	1 186 001	118%	

Dépenses

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2018	Prévisions 2019	Réalisé 2019	Taux réal.	Explications
011	6287	Remboursement de frais	28 847	854	854	100%	Dépenses de mutualisation
012	6218	Remboursement de frais de personnel	32 241	36 059	40 529	112%	Mutualisation/ personnel de l'Assainissement mis à disposition pour l'Eau
012	-	Charges de personnel hors remboursement de personnel	58 765	72 711	68 130	94%	Rémunérations des personnels affectés à ce budget annexe.
66	-	Charges financières	79 518	91 000	78 566	86%	-
042	6811	Dotations aux amortissements	570 452	620 100	532 146	86%	Dotations aux amortissements des réseaux d'adduction d'eau et des installations techniques
-	-	Autres dépenses de fonctionnement diverses	810	589 228	471	0%	les prévisions intégraient 547K€ de prélèvement en faveur de la section d'investissement.
-	-	Total :	770 633	1 409 952	720 697	51%	-

3 - Section d'investissement

Ressources

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2018	Prévisions 2019	Réalisé 2019	Taux réal.	Explications
10	1068	Autres réserves	328 848	0	0	#DIV/0!	Part affectée du résultat de fonctionnement en investissement
13	13111	Subvention Agence de l'eau		0	11 312	#DIV/0!	Subvention Agce de l'eau/ diagnostic source de Friancourt
16	1641	Emprunts	810 000	280 778	280 000	100%	Recours à l'emprunt
041		Op ordre Réseaux d'adduction d'eau	177 900	350 000	0	0%	Mouvement d'ordre lié aux encaissements du cpte 2762 TVA
27	2762	Créance transfert droits déduction TVA	177 900	350 000	0	0%	Créance sur transfert du droit à déduction de TVA (285K€ reporté sur 2020)
040	28	Amortissement installation, matériel ...	570 452	620 100	532 146	86%	Amortissement des biens
-	-	Autres recettes d'investissement	0	547 552	0	0%	la prévision correspond au prélèvement en provenance de la section de fonct
	-	Total :	2 065 099	2 148 431	823 458	38%	-

(1) s'agissant **de l'encours de la dette du budget annexe de l'eau**, on peut souligner :

- qu'il atteint 5 240 302 euros en 2019 contre 5 412 733 euros en 2018 soit une évolution de -172 431 euros (-3,19%) qui s'obtient par différence entre le recours à un nouvel emprunt de 280 000 euros en 2019 et les remboursements effectués en cours d'année (- 452 431 euros).

- que 100% de l'encours est classé 1A sur l'échelle de Gissler, soit la classe la plus sécurisée : il s'agit donc d'emprunts non structurés et sans risque

Emplois (1)

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2018	Prévisions 2019	Réalisé 2019	Taux réal.	Explications
16	-	Emprunts et dettes assimilés	483 254	482 000	452 431	94%	Remboursement du capital des emprunts souscrits.
23	2313	Construction	33 408	358 660	76 388	21%	Travaux sur réservoirs d'eau
23	2315	Installation	804 560	1 691 116	1 110 084	66%	Travaux de renforcement du réseau.
041	2762	Créances sur transfert droits à déduction de TVA	177 900	350 000	0	0%	Mouvement d'ordre pour le transfert des droits à déduction de TVA.
	-	Autres dépenses diverses	9 501	11 150	7 097	64%	dont l'essentiel correspond à l'amortissement des subventions d'investissement reçues.
	-	Total :	1 508 622	2 892 926	1 646 000	57%	

(1) hors reprise de résultats, ce qui explique l'écart entre les prévisions de ressources et d'emplois.

B – Régie Exploitation Elispace

1 – Les résultats 2018

Section	Reprise résultats 2018 (1)	Résultat d'exécution 2019	Résultats de clôture 2019 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	43 735,21	5 475,58	49 210,79	-49 210,79	0,00
Total :	43 735,21	5 475,58	49 210,79	-49 210,79	0,00

⁽¹⁾ la reprise des résultats 2018 correspond aux résultats issus du compte administratif 2018.

Le résultat de clôture 2019 est de 49 210,79€ compte tenu d'un résultat nul de la section de fonctionnement et de l'excédent de financement de la section d'investissement de +49 210,79€. Le besoin de financement issu du solde des restes à réaliser (-49 210,79€) rend nul le résultat cumulé du budget Elispace.

2 - Section de fonctionnement

Recettes

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2018	Prévisions 2019	Réalisé 2019	Taux réal.	Explications
70	7078	Autres marchandises	7 511	10 000	8 320	83%	Ventes cafétéria
70	70878	autres redevables	114 446	175 000	172 560	99%	Facturation frais annexes à la location
75	752	Revenus des immeubles	125 910	150 000	129 257	86%	Location de la salle
75	7552	Prise en charge déficit par budget principal	421 774	368 000	363 704	99%	Subvention en provenance du budget principal.
-	-	Autres recettes de fonctionnement diverses	12 256	19 861	20 017	101%	Divers + Amortissement des subventions d'investissement du budget principal
-	-	Total :	681 897	722 861	693 858	96%	

Dépenses

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2018	Prévisions 2019	Réalisé 2019	Taux réal.	Explications
011	-	Charges à caractère général	335 309	326 887	298 082	91%	Ensemble de dépenses contribuant à l'activité, tels prestations de service (15.858€), les fluides (94.357€), maintenance et réparations (37.400€), gardiennage (81.564€), frais de nettoyage des locaux (16.413€), etc
012	-	Charges de personnel	299 785	345 264	345 264	100%	Rémunérations des personnels affectés à cet équipement.
042	6811	Dot. Amortissement	46 803	50 510	50 510	100%	Amortissement des biens
-	-	Autres dépenses de fonctionnement diverses	0	200	2	1%	-
-	-	Total :	681 897	722 861	693 858	96%	

3 - Section d'investissement

Ressources (1)

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2018	Prévisions 2019	Réalisé 2019	Taux réal.	Explications
10	1068	Excédent de fct. Capitalisés	0	0	0	-	Absence d'affectation du résultat de fonctionnement en investissement.
13	13141	Subv. équipement collectivité rattachement	38 229	65 000	21 041	32%	subvention en provenance du budget principal
-	-	Autres recettes d'investissement	46 803	50 510	50 510	100%	dotations aux amortissements des biens renouvelables.
	-	Total :	85 032	115 510	71 551	62%	-

Emplois (1)

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2018	Prévisions 2019	Réalisé 2019	Taux réal.	Explications
20-23	-	Dépenses d'équipement brut	84 029	139 384	46 215	33%	Renouvellement matériels, mobilier et travaux .
	-	Autres dépenses d'investissement	12 256	19 861	19 861	100%	Amortissement des subventions en provenance du budget principal
	-	Total :	96 285	159 245	66 076	41%	

(1) hors reprise de résultats, ce qui explique l'écart entre les prévisions de ressources et d'emplois.

C – Lotissement Longue Haie

Tout comme pour l'ensemble des budgets de zone, seuls les mouvements réels sont explicités dans le présent rapport de présentation.

1 – Les résultats 2018

Section	Reprise résultats 2018 (1)	Résultat d'exécution 2019	Résultats de clôture 2019 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	131 928,73	0,44	131 929,17	0,00	131 929,17
Investissement	-83 582,57	0,00	-83 582,57	0,00	-83 582,57
Total :	48 346,16	0,44	48 346,60	0,00	48 346,60

Le résultat de clôture 2018 est excédentaire de 48 346,60€ compte tenu du résultat de la section de fonctionnement qui dégage un excédent de 131 929,17€ et un besoin de financement de la section d'investissement de -83 582,57€. Le résultat cumulé de ce budget annexe est excédentaire de 48 346,60€ en l'absence de restes à réaliser.

2 - Section de fonctionnement

Recettes (1)

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2018	Prévisions 2019	Réalisé 2019	Taux réal.	Explications
70	7015	Vente de terrains aménagés	455 280	0			Aucune vente réalisée cette année
-	-	Autres	0	0	0		0,44€ arrondi de TVA
	-	Total :	455 280	0	0	0%	

Dépenses ⁽¹⁾

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2018	Prévisions 2019	Réalisé 2019	Taux réal.	Explications
011	6045 /605	Achat de matériel et travaux	448	48 346	0	0%	Travaux d'aménagement
-	-	Autres dépenses de fonctionnement diverses	0	0	0	-	-
-	-	Total :	448	48 346	0	0%	-

⁽¹⁾ dépenses réelles uniquement : les mouvements d'ordre neutralisent le déséquilibre de la section de fonctionnement qui est « reporté » sur la section d'investissement pour mouvementer les stocks.

3 - Section d'investissement

Aucune prévision ni réalisation en mouvement réel sur cette section

4 – Bilan de zone

Le bilan prévisionnel de cette zone dégage un excédent de **+620 mille euros** correspondant au résultat de clôture 2019 de +48 mille euros, majoré des ventes de terrains à venir de +622 mille euros (1 lot zone habitat et 4 lots zone économique) et diminué de travaux de finition estimés à 50 mille euros.

E – Lotissement Agel

Tout comme pour l'ensemble des budgets de zone, seuls les mouvements réels sont explicités dans le présent rapport de présentation.

1 – Les résultats 2019

Section	Reprise résultats 2018 (1)	Résultat d'exécution 2019	Résultats de clôture 2019 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	700 000,00	-700 000,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-39 996,29	50 000,00	10 003,71	0,00	10 003,71
Total :	660 003,71	-650 000,00	10 003,71	0,00	10 003,71

Le résultat de clôture 2019 est excédentaire de +10 003,71 € compte tenu d'un résultat nul de la section de fonctionnement et de l'excédent de financement de la section d'investissement de +10 003,71 €.

2 - Section de fonctionnement

Recettes ⁽¹⁾

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2018	Prévisions 2019	Réalisé 2019	Taux réal.	Explications
75	7552	Prise en charge déficit des budgets annexes	700 000	700 000	700 000	-	subvention du budget principal (délibération 19/12/2019)
-	-	Ventes de terrain	1	0	0	-	pas de vente en 2019
-	-	Total :	700 001	700 000	700 000	-	-

Dépenses ⁽¹⁾

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2018	Prévisions 2019	Réalisé 2019	Taux réal.	Explications
011	608	Frais accessoires	0	10 000	0	0%	Aucune dépense en 2019
-	-	Autres dépenses de fct diverses	0	0	0	-	-
-	-	Total :	0	10 000	0	0%	-

(1) dépenses réelles uniquement : les mouvements d'ordre neutralisent le déséquilibre de la section de fonctionnement qui est « reporté » sur la section d'investissement pour mouvementer les stocks.

3 - Section d'investissement

Ressources ⁽¹⁾

Pas d'exécution

Emplois

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2018	Prévisions 2019	Réalisé 2019	Taux réal.	Explications
16	168741	Emprunts et dettes assimilées	0	1 350 004	1 350 000	-	Rembrst partiel des avances du budget principal
-	-	Autres	0	0	0	-	-
-	-	Total :	0	1 350 004	1 350 000	-	

L'encours de la dette du budget annexe Agel : Le budget Agel a bénéficié pour 3.9 millions d'euros, d'avance du budget principal (2,5 millions d'euros en 2011, 650 mille euros en 2015 et 750 mille euros en 2016) visant à combler le besoin de financement du budget annexe. Il s'agit d'un prêt sans intérêts, à rembourser au budget principal au fur et à mesure de la commercialisation des parcelles aménagées ou des versements des subventions d'équilibre par ce même budget.

Compte tenu du remboursement de 1,35 millions effectué en 2019, le capital restant à rembourser au 31 décembre 2019 s'élève à 2,55 millions d'euros

4 – Bilan de zone

Le bilan prévisionnel de cette zone dégage à ce jour un **déficit de -2,55 millions d'euros** (hors subvention prévue au BP2020) correspondant au résultat de clôture 2019 de +10 mille euros, du produit de la vente des terrains restant à commercialiser (cédées à l'euro symbolique), et diminués du remboursement des avances de financement du budget principal de 2,55 millions d'euros et de dépenses annexes de 10 mille euros.

F – Lotissement PA Tilloy

Tout comme pour l'ensemble des budgets de zone, seuls les mouvements réels sont explicités.

Il est rappelé que cette zone à vocation économique a été transférée en 2018 à l'agglomération du Beauvaisis compte tenu du changement législatif intervenu avec la loi NOTRe.

Les écritures enregistrées en 2019 permettent de clôturer définitivement ce budget côté Ville. Ainsi ont été réalisés le transfert à l'agglomération des derniers terrains en cours de commercialisation, et la couverture du déficit de l'opération par le biais d'une subvention d'équilibre du budget principal.

1 – Les résultats 2019

Section	Reprise résultats 2018 (1)	Résultat d'exécution 2019	Résultats de clôture 2019 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	-790 168,16	790 168,16	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total :	-790 168,16	790 168,16	0,00	0,00	0,00

Le résultat de clôture 2019 est nul et permet de clôturer ce budget (délibération du 22 mars 2019).

2 - Section de fonctionnement

Recettes ⁽¹⁾

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2018	Prévisions 2019 ⁽¹⁾	Réalisé 2019	Taux réal.	Explications
70	7015	Vente de terrains aménagés	0	598 815	598 815	100%	Transfert des terrains à l'Agglo finalisé en 2019 (délibération du 22/03/2019)
75	7552	Prise en charge déficit des budg annexes	0	191 553	191 353	-	Subvention d'équilibre du budget principal
-	-	Total :	0	790 168	790 168	100%	-

Dépenses ⁽¹⁾

Pas d'exécution en dépenses de fonctionnement ni en section d'investissement.

RESULTATS CONSOLIDES

Les résultats 2019 (arrondis à l'euro le plus proche) consolidés du budget principal et des budgets annexes s'établissent donc ainsi :

	Reprise des résultats 2018	Recettes exercice 2019	Dépenses exercice 2019	Résultat exécution 2019	Résultat de clôture 2019	Solde restes à réaliser	Résultat cumulé au 31/12/2019
Fonctionnement :							
Budget Principal	9 091 537,01	85 501 217,27	75 209 124,23	10 292 093,04	19 383 630,05	0,00	19 383 630,05
Eau	402 802,44	1 186 000,64	720 696,51	465 304,13	868 106,57	0,00	868 106,57
Elispace	0,00	693 858,31	693 858,31	0,00	0,00	0,00	0,00
Lotissement longue haie	131 928,73	0,44	0,00	0,44	131 929,17	0,00	131 929,17
Lotissement Agel	700 000,00	700 000,00	1 400 000,00	-700 000,00	0,00	0,00	0,00
Lotissement PA Tilloy	-790 168,16	790 168,16	0,00	790 168,16	0,00	0,00	0,00
Total fonctionnement :	9 536 100,02	88 871 244,82	78 023 679,05	10 847 565,77	20 383 665,79	0,00	20 383 665,79
Investissement :							
Budget Principal	-7 232 934,91	31 146 799,49	31 521 783,53	-374 984,04	-7 607 918,95	-3 050 775,54	-10 658 694,49
Eau	744 495,06	823 457,84	1 646 000,45	-822 542,61	-78 047,55	-22 707,68	-100 755,23
Elispace	43 735,21	71 551,35	66 075,77	5 475,58	49 210,79	-49 210,79	0,00
Lotissement longue haie	-83 582,57	0,00	0,00	0,00	-83 582,57	0,00	-83 582,57
Lotissement Agel	-39 996,29	1 400 000,00	1 350 000,00	50 000,00	10 003,71	0,00	10 003,71
Lotissement PA Tilloy	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Investissement :	-6 568 283,50	33 441 808,68	34 583 859,75	-1 142 051,07	-7 710 334,57	-3 122 694,01	-10 833 028,58
Cumul Fct. et Inv. :							
Budget Principal	1 858 602,10	116 648 016,76	106 730 907,76	9 917 109,00	11 775 711,10	-3 050 775,54	8 724 935,56
Eau	1 147 297,50	2 009 458,48	2 366 696,96	-357 238,48	790 059,02	-22 707,68	767 351,34
Elispace	43 735,21	765 409,66	759 934,08	5 475,58	49 210,79	-49 210,79	0,00
Lotissement longue haie	48 346,16	0,44	0,00	0,44	48 346,60	0,00	48 346,60
Lotissement Agel	660 003,71	2 100 000,00	2 750 000,00	-650 000,00	10 003,71	0,00	10 003,71
Lotissement PA Tilloy	-790 168,16	790 168,16	0,00	790 168,16	0,00	0,00	0,00
Total Général :	2 967 816,52	122 313 053,50	112 607 538,80	9 705 514,70	12 673 331,22	-3 122 694,01	9 550 637,21

NB : le résultat de clôture au 31/12/2019 pour l'ensemble des budgets est excédentaire de +12,67 millions d'euros en raison des résultats excédentaires des budgets principal (+11,77 millions), Eau (790 mille euros), Elispace (49 mille euros), Longue haie (48 mille euros) et Agel (10 mille euros) .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

- VILLE DE BEAUVAIS (1)
AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21600056200019

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE BEAUVAIS MUNICIPALE

M 14

Compte administratif
voté par nature

BUDGET : BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2019

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	22

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	23
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	37
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	94
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	138
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	139
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	147
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	149
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	150
A4 - Etat des provisions	152
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	153
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	154
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	156
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	161
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	167
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	168
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	169
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	195
A10.3 - Opérations liées aux cessions	223
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	224
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	227
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	228
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	229
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	239
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	240
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	241
C1.2 - Actions de formation des élus	248
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	249
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	250
C3.2 - Liste des établissements publics créés	251
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	252
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	253
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	254
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	257
D2 - Arrêté et signatures	258

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE 57	VILLE DE BEAUVAIS BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL	CA 2019
-------------------------	--	--------------------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	57548
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	372
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
Communauté d'agglomération du Beauvaisis	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
66872998	72502170	1246	1286

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3) "Les collectivités locales en chiffres 2019" +Fiche DGF
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1222	1349
2	Produit des impositions directes/population	681	661
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1482	1557
4	Dépenses d'équipement brut/population	403	296
5	Encours de dette/population	942	1447
6	DGF/population	223	214
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	64,5%	60,9%
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	91,9%	95,5%
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	27,2%	19,0%
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	63,5%	92,9%

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE⁽¹⁾

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	75 209 124,23	G	85 501 217,27
	Section d'investissement	B	31 521 783,53	H	31 146 799,49

+ +

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	9 091 537,01 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	7 232 934,91 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

= =

TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	113 963 842,67	= G+H+I+J	125 739 553,77
--------------------------------	-----------	----------------	-----------	----------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	5 600 175,54	L	2 549 400,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	5 600 175,54	= K+L	2 549 400,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	75 209 124,23	= G+I+K	94 592 754,28
	Section d'investissement	= B+D+F	44 354 893,98	= H+J+L	33 696 199,49
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	119 564 018,21	= G+H+I+J+K+L	128 288 953,77

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre		
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	5 600 175,54	L	2 549 400,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		2 549 400,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	325 454,42	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	4 252 127,48	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 022 593,64	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	16 150 642,00	12 041 141,54	2 171 063,94	0,00	1 938 436,52
012	Charges de personnel, frais assimilés	46 786 779,00	42 064 899,80	3 296 760,30	0,00	1 425 118,90
014	Atténuations de produits	7 000,00	1 683,07	0,00	0,00	5 316,93
65	Autres charges de gestion courante	9 641 782,00	9 415 326,87	47 279,57	0,00	179 175,56
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		72 586 203,00	63 523 051,28	5 515 103,81	0,00	3 548 047,91
66	Charges financières	1 450 000,00	1 041 112,23	173 671,86	0,00	235 215,91
67	Charges exceptionnelles	164 800,00	38 353,76	6 791,50	0,00	119 654,74
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	80 000,00	0,00			80 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		74 281 003,00	64 602 517,27	5 695 567,17	0,00	3 982 918,56
023	Virement à la section d'investissement (2)	12 491 402,01				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	5 086 238,00	4 911 039,79			175 198,21
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		17 577 640,01	4 911 039,79			12 666 600,22
TOTAL		91 858 643,01	69 513 557,06	5 695 567,17	0,00	16 649 518,78
Pour information		(3) 0,00				
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1						

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	305 000,00	604 732,98	0,00	0,00	-299 732,98
70	Produits services, domaine et ventes div	5 698 564,00	3 442 155,65	1 788 476,79	0,00	467 931,56
73	Impôts et taxes	59 376 450,00	59 606 610,65	360 824,36	0,00	-590 985,01
74	Dotations et participations	17 849 788,00	16 964 314,55	1 508 802,31	0,00	-623 328,86
75	Autres produits de gestion courante	743 200,00	682 051,85	22 968,00	0,00	38 180,15
Total des recettes de gestion courante		83 973 002,00	81 299 865,68	3 681 071,46	0,00	-1 007 935,14
76	Produits financiers	100,00	117,27	0,00	0,00	-17,27
77	Produits exceptionnels	144 004,00	331 915,94	0,00	0,00	-187 911,94
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		84 117 106,00	81 631 898,89	3 681 071,46	0,00	-1 195 864,35
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	250 000,00	188 246,92			61 753,08
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		250 000,00	188 246,92			61 753,08
TOTAL		84 367 106,00	81 820 145,81	3 681 071,46	0,00	-1 134 111,27
Pour information		(3) 9 091 537,01				
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 533 045,38	412 586,78	325 454,42	795 004,18
204	Subventions d'équipement versées	101 109,24	48 154,40	0,00	52 954,84
21	Immobilisations corporelles	18 108 661,59	11 087 519,56	4 252 127,48	2 769 014,55
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	15 987 532,62	11 669 641,61	1 022 593,64	3 295 297,37
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	35 730 348,83	23 217 902,35	5 600 175,54	6 912 270,94
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 907,00	2 907,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	8 530 215,00	8 110 226,81	0,00	419 988,19
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	2 501,00	2 500,45	0,00	0,55
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	8 535 623,00	8 115 634,26	0,00	419 988,74
45...	Total des op. pour compte de tiers (6)	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	44 295 971,83	31 333 536,61	5 600 175,54	7 362 259,68
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	850 000,00	188 246,92		661 753,08
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	850 000,00	188 246,92		661 753,08
	TOTAL	45 145 971,83	31 521 783,53	5 600 175,54	8 024 012,76
	Pour information	(2) 7 232 934,91			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	4 511 959,00	3 508 367,04	2 549 400,00	-1 545 808,04
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	16 799 445,33	8 592 278,30	0,00	8 207 167,03
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	10,00	0,00	-10,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	5 222,62	0,00	-5 222,62
	Total des recettes d'équipement	21 311 404,33	12 105 877,96	2 549 400,00	6 656 126,37
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	5 100 000,00	5 568 291,28	0,00	-468 291,28
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	7 189 756,40	7 189 756,40	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	17 010,00	21 834,06	0,00	-4 824,06
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	1 350 000,00	0,00	-1 350 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	553 096,00		0,00	
	Total des recettes financières	12 859 862,40	14 129 881,74	0,00	-1 270 019,34
45...	Total des op. pour le compte de tiers (6)	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
	Total des recettes réelles d'investissement	34 201 266,73	26 235 759,70	2 549 400,00	5 416 107,03
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	12 491 402,01			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	5 686 238,00	4 911 039,79		775 198,21

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		18 177 640,01	4 911 039,79		13 266 600,22
TOTAL		52 378 906,74	31 146 799,49	2 549 400,00	18 682 707,25
Pour information					
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		(2) 0,00			

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	14 212 205,48		14 212 205,48
012	Charges de personnel, frais assimilés	45 361 660,10		45 361 660,10
014	Atténuations de produits	1 683,07		1 683,07
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	9 462 606,44		9 462 606,44
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	1 214 784,09	0,00	1 214 784,09
67	Charges exceptionnelles	45 145,26	46 904,00	92 049,26
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	4 864 135,79	4 864 135,79
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		70 298 084,44	4 911 039,79	75 209 124,23
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 907,00	188 246,92	191 153,92
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	8 110 226,81	0,00	8 110 226,81
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	412 586,78	0,00	412 586,78
204	Subventions d'équipement versées	48 154,40	0,00	48 154,40
21	Immobilisations corporelles (6)	11 087 519,56	0,00	11 087 519,56
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	11 669 641,61	0,00	11 669 641,61
26	Participations et créances rattachées	2 500,45	0,00	2 500,45
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		31 333 536,61	188 246,92	31 521 783,53
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				7 232 934,91

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	604 732,98		604 732,98
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	5 230 632,44		5 230 632,44
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	59 967 435,01		59 967 435,01
74	Dotations et participations	18 473 116,86		18 473 116,86
75	Autres produits de gestion courante	705 019,85	0,00	705 019,85
76	Produits financiers	117,27	0,00	117,27
77	Produits exceptionnels	331 915,94	188 246,92	520 162,86
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		85 312 970,35	188 246,92	85 501 217,27
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				9 091 537,01

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	5 568 291,28	0,00	5 568 291,28
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	7 189 756,40		7 189 756,40
13	Subventions d'investissement	3 508 367,04	0,00	3 508 367,04
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	8 614 112,36	0,00	8 614 112,36
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations</i>		46 904,00	46 904,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	10,00	0,00	10,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	5 222,62	0,00	5 222,62
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 350 000,00	0,00	1 350 000,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		4 732 801,90	4 732 801,90
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		131 333,89	131 333,89
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (4)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (4)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		26 235 759,70	4 911 039,79	31 146 799,49
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	16 150 642,00	12 041 141,54	2 171 063,94	0,00	1 938 436,52
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	791 042,33	663 824,23	86 267,65	0,00	40 950,45
605	Achats matériel, équipements et travaux	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
60611	Eau et assainissement	388 732,00	232 589,75	45 148,00	0,00	110 994,25
60612	Energie - Electricité	2 473 731,00	2 193 541,65	20 191,00	0,00	259 998,35
60613	Chauffage urbain	291 000,00	249 832,74	31 229,00	0,00	9 938,26
60621	Combustibles	42 853,68	26 847,25	1 161,06	0,00	14 845,37
60622	Carburants	372 316,50	347 999,86	23 582,67	0,00	733,97
60623	Alimentation	1 440 253,96	1 410 724,47	19 788,84	0,00	9 740,65
60624	Produits de traitement	0,00	991,12	2 425,89	0,00	-3 417,01
60628	Autres fournitures non stockées	929 458,44	776 567,84	45 887,26	0,00	107 003,34
60631	Fournitures d'entretien	202 804,22	190 437,37	7 045,67	0,00	5 321,18
60632	Fournitures de petit équipement	558 789,99	470 972,36	48 991,63	0,00	38 826,00
60633	Fournitures de voirie	208 500,00	147 031,63	46 903,42	0,00	14 564,95
60636	Vêtements de travail	260 923,57	140 132,69	41 537,66	0,00	79 253,22
6064	Fournitures administratives	68 812,00	56 214,96	5 717,11	0,00	6 879,93
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	3 984,58	2 528,86	72,44	0,00	1 283,28
6067	Fournitures scolaires	266 939,00	257 942,19	443,20	0,00	8 553,61
6068	Autres matières et fournitures	3 100,00	2 142,72	0,00	0,00	957,28
6078	Autres marchandises	2 000,00	744,19	0,00	0,00	1 255,81
611	Contrats de prestations de services	1 742 090,16	735 078,28	421 183,98	0,00	585 827,90
6132	Locations immobilières	146 621,00	132 821,98	9 916,00	0,00	3 883,02
6135	Locations mobilières	1 060 027,01	568 829,79	383 829,09	0,00	107 368,13
614	Charges locatives et de copropriété	47 950,00	34 029,76	10 482,10	0,00	3 438,14
61521	Entretien terrains	431 967,56	344 769,21	70 010,61	0,00	17 187,74
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	209 259,62	120 880,11	44 608,81	0,00	43 770,70
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	8 400,00	2 829,59	0,00	0,00	5 570,41
615231	Entretien, réparations voiries	122 800,00	72 986,93	21 636,35	0,00	28 176,72
615232	Entretien, réparations réseaux	178 095,00	172 570,42	0,00	0,00	5 524,58
61524	Entretien bois et forêts	2 000,00	756,00	0,00	0,00	1 244,00
61551	Entretien matériel roulant	67 364,92	62 201,69	1 156,03	0,00	4 007,20
61558	Entretien autres biens mobiliers	112 960,66	83 065,01	24 403,68	0,00	5 491,97
6156	Maintenance	764 518,45	439 804,23	216 879,20	0,00	107 835,02
6161	Multirisques	313 371,00	312 500,21	870,00	0,00	0,79
6168	Autres primes d'assurance	200,00	17,00	0,00	0,00	183,00
617	Etudes et recherches	85 564,16	41 092,98	32 923,20	0,00	11 547,98
6182	Documentation générale et technique	50 816,00	30 890,27	16 168,71	0,00	3 757,02
6184	Versements à des organismes de formation	223 939,40	134 852,95	53 179,01	0,00	35 907,44
6185	Frais de colloques et de séminaires	4 814,00	3 164,00	0,00	0,00	1 650,00
6188	Autres frais divers	80 497,33	23 593,50	56 626,84	0,00	276,99
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	15 000,00	8 384,96	0,00	0,00	6 615,04
6226	Honoraires	82 789,39	47 836,50	19 135,41	0,00	15 817,48
6227	Frais d'actes et de contentieux	3 150,00	2 650,00	0,00	0,00	500,00
6228	Divers	6 776,67	6 468,94	155,52	0,00	152,21
6231	Annonces et insertions	91 256,81	65 312,08	15 500,40	0,00	10 444,33
6232	Fêtes et cérémonies	101 428,71	87 831,60	5 459,26	0,00	8 137,85
6236	Catalogues et imprimés	106 207,82	88 127,18	3 594,60	0,00	14 486,04
6237	Publications	106 358,33	105 164,43	0,00	0,00	1 193,90
6238	Divers	140 321,45	80 507,96	26 975,18	0,00	32 838,31
6241	Transports de biens	7 065,40	4 317,52	1 920,00	0,00	827,88
6247	Transports collectifs	225 055,13	197 987,48	17 777,67	0,00	9 289,98
6251	Voyages et déplacements	18 002,00	19 519,43	0,00	0,00	-1 517,43
6256	Missions	23 750,00	20 969,63	0,00	0,00	2 780,37
6257	Réceptions	77 601,05	57 338,80	5 662,97	0,00	14 599,28
6261	Frais d'affranchissement	129 561,40	92 148,65	26 321,19	0,00	11 091,56
6262	Frais de télécommunications	144 090,00	53 126,22	14 609,85	0,00	76 353,93
627	Services bancaires et assimilés	21 560,00	8 692,31	0,00	0,00	12 867,69
6281	Concours divers (cotisations)	38 011,76	34 840,41	0,00	0,00	3 171,35

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	146 270,88	84 451,43	56 114,06	0,00	5 705,39
6283	Frais de nettoyage des locaux	339 445,05	234 223,95	77 128,33	0,00	28 092,77
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	108 637,00	-0,89	107 140,00	0,00	1 497,89
62878	Remb. frais à d'autres organismes	8 478,61	-1 311,10	2 732,79	0,00	7 056,92
6288	Autres services extérieurs	14 250,00	11 694,92	570,60	0,00	1 984,48
63512	Taxes foncières	205 000,00	211 337,00	0,00	0,00	-6 337,00
63513	Autres impôts locaux	2 000,00	23 109,00	0,00	0,00	-21 109,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	3 500,00	2 224,52	0,00	0,00	1 275,48
6358	Autres droits	35,00	0,00	0,00	0,00	35,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	6 542,00	6 288,82	0,00	0,00	253,18
012	Charges de personnel, frais assimilés	46 786 779,00	42 064 899,80	3 296 760,30	0,00	1 425 118,90
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	3 338 206,00	0,00	3 126 794,00	0,00	211 412,00
6218	Autre personnel extérieur	52 806,00	8 846,64	50 417,00	0,00	-6 457,64
631	Impôts, taxes, versements (Admin. Impôts	1 389,00	1 389,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	229 888,00	214 496,27	0,00	0,00	15 391,73
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	127 771,00	119 162,61	0,00	0,00	8 608,39
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	225 616,00	227 180,67	0,00	0,00	-1 564,67
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	77 073,00	71 908,15	0,00	0,00	5 164,85
64111	Rémunération principale titulaires	18 911 940,00	18 433 784,73	833,42	0,00	477 321,85
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	619 872,00	564 727,89	0,00	0,00	55 144,11
64118	Autres indemnités titulaires	5 101 015,00	5 066 962,82	97 050,10	0,00	-62 997,92
64131	Rémunérations non tit.	5 102 690,01	5 343 989,25	2 023,70	0,00	-243 322,94
64136	Indemnités préavis, licenciement non tit	0,00	12 685,92	0,00	0,00	-12 685,92
64138	Autres indemnités non tit.	18 287,00	7 256,20	0,00	0,00	11 030,80
64162	Emplois d'avenir	15 099,00	0,00	0,00	0,00	15 099,00
64168	Autres emplois d'insertion	348 623,00	107 469,86	0,00	0,00	241 153,14
6417	Rémunérations des apprentis	146 821,00	94 219,05	0,00	0,00	52 601,95
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 564 908,00	4 446 422,69	0,00	0,00	118 485,31
6453	Cotisations aux caisses de retraites	6 645 761,00	6 178 036,84	0,00	0,00	467 724,16
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	270 676,00	215 372,04	0,00	0,00	55 303,96
6455	Cotisations pour assurance du personnel	480 000,00	472 293,57	0,00	0,00	7 706,43
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	6 864,00	0,00	0,00	-6 864,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	8 841,00	3 784,91	0,00	0,00	5 056,09
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	121 966,99	115 516,80	0,00	0,00	6 450,19
6472	Prestations familiales directes	26 791,00	29 949,60	0,00	0,00	-3 158,60
6475	Médecine du travail, pharmacie	151 100,00	127 607,84	14 208,72	0,00	9 283,44
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	-5 433,36	5 433,36	0,00	0,00
6488	Autres charges	199 639,00	200 405,81	0,00	0,00	-766,81
014	Atténuations de produits	7 000,00	1 683,07	0,00	0,00	5 316,93
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	5 000,00	752,07	0,00	0,00	4 247,93
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	1 215,00	931,00	0,00	0,00	284,00
739118	Autres reversements de fiscalité	785,00	0,00	0,00	0,00	785,00
65	Autres charges de gestion courante	9 641 782,00	9 415 326,87	47 279,57	0,00	179 175,56
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	99 635,00	66 026,11	17 034,77	0,00	16 574,12
6521	Déficit budgets annexes administratifs	1 068 000,00	1 055 057,12	0,00	0,00	12 942,88
6531	Indemnités	414 363,00	420 621,67	0,00	0,00	-6 258,67
6532	Frais de mission	1 067,00	626,69	0,00	0,00	440,31
6533	Cotisations de retraite	27 065,00	28 601,95	0,00	0,00	-1 536,95
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	57 092,00	50 482,30	0,00	0,00	6 609,70
6535	Formation	18 990,00	1 163,00	0,00	0,00	17 827,00
6541	Créances admises en non-valeur	75 000,00	27 778,65	0,00	0,00	47 221,35
6542	Créances éteintes	25 000,00	37 368,38	0,00	0,00	-12 368,38
6556	Indemnités de logement aux instituteurs	0,00	9,87	0,00	0,00	-9,87
6558	Autres contributions obligatoires	509 100,00	498 459,53	0,00	0,00	10 640,47
657348	Subv. fonct. Autres communes	4 966,00	3 354,68	0,00	0,00	1 611,32
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	35 900,00	35 670,62	0,00	0,00	229,38
657362	Subv. fonct. CCAS	3 080 000,00	3 080 000,00	0,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	18 000,00	12 975,00	0,00	0,00	5 025,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	20 327,00	20 326,56	0,00	0,00	0,44
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	4 187 277,00	4 076 802,41	30 244,80	0,00	80 229,79
65888	Autres	0,00	2,33	0,00	0,00	-2,33
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		72 586 203,00	63 523 051,28	5 515 103,81	0,00	3 548 047,91
66	Charges financières (b)	1 450 000,00	1 041 112,23	173 671,86	0,00	235 215,91
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 450 000,00	1 241 610,62	0,00	0,00	208 389,38
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-35 000,00	-200 498,39	173 671,86	0,00	-8 173,47
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
6688	Autres	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
67	Charges exceptionnelles (c)	164 800,00	38 353,76	6 791,50	0,00	119 654,74
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	7 573,00	449,19	0,00	0,00	7 123,81
6712	Amendes fiscales et pénales	3 210,00	2 210,00	0,00	0,00	1 000,00
6714	Bourses et prix	113 800,00	25 640,50	6 791,50	0,00	81 368,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	217,00	242,59	0,00	0,00	-25,59
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	40 000,00	9 811,48	0,00	0,00	30 188,52
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		74 281 003,00	64 602 517,27	5 695 567,17	0,00	3 982 918,56
023	Virement à la section d'investissement	12 491 402,01	0,00			12 491 402,01
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	5 086 238,00	4 911 039,79			175 198,21
6761	Différences sur réalisations (positives)	46 904,00	46 904,00			0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporables	4 908 000,00	4 732 801,90			175 198,10
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	131 334,00	131 333,89			0,11
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		17 577 640,01	4 911 039,79			12 666 600,22
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		17 577 640,01	4 911 039,79			12 666 600,22
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		91 858 643,01	69 513 557,06	5 695 567,17	0,00	16 649 518,78
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-26 826,53

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	305 000,00	604 732,98	0,00	0,00	-299 732,98
6419	Remboursements rémunérations personnel	305 000,00	604 732,98	0,00	0,00	-299 732,98
70	Produits services, domaine et ventes div	5 698 564,00	3 442 155,65	1 788 476,79	0,00	467 931,56
7022	Coupes de bois	0,00	2 209,32	0,00	0,00	-2 209,32
7023	Menus produits forestiers	100,00	1 470,00	0,00	0,00	-1 370,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	60 000,00	53 524,70	0,00	0,00	6 475,30
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	1 295,36	51 722,04	0,00	-53 017,40
70323	Redev. occupat° domaine public communal	115 266,00	129 137,85	0,00	0,00	-13 871,85
70383	Redevance de stationnement	210 000,00	143 459,00	0,00	0,00	66 541,00
70384	Forfait de post-stationnement	170 000,00	274 971,42	31 480,45	0,00	-136 451,87
7062	Redevances services à caractère culturel	25 000,00	24 479,50	0,00	0,00	520,50
70631	Redevances services à caractère sportif	75 200,00	52 357,37	18 122,00	0,00	4 720,63
70632	Redevances services à caractère loisir	700 640,00	734 697,41	20 776,30	0,00	-54 833,71
7066	Redevances services à caractère social	296 289,00	258 809,01	0,00	0,00	37 479,99
7067	Redev. services périscolaires et enseign	1 526 020,00	1 489 481,61	0,00	0,00	36 538,39
70684	Redevances d'archéologie préventive	26 000,00	25 125,23	0,00	0,00	874,77
70688	Autres prestations de services	529 361,00	6 138,00	0,00	0,00	523 223,00
7078	Autres marchandises	2 000,00	535,00	0,00	0,00	1 465,00
7082	Commissions	3 100,00	3 826,53	0,00	0,00	-726,53
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	1 000,00	1 841,75	0,00	0,00	-841,75
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	296 114,00	0,00	244 232,00	0,00	51 882,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	1 240 442,00	0,00	1 230 932,00	0,00	9 510,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	113 800,00	123 108,63	0,00	0,00	-9 308,63
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	15 463,00	0,00	14 443,00	0,00	1 020,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	115 309,00	0,00	119 136,00	0,00	-3 827,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	177 360,00	115 687,96	57 633,00	0,00	4 039,04
7088	Produits activités annexes (abonnements)	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
73	Impôts et taxes	59 376 450,00	59 606 610,65	360 824,36	0,00	-590 985,01
73111	Taxes foncières et d'habitation	38 600 000,00	39 050 798,00	0,00	0,00	-450 798,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	10 000,00	136 900,01	0,00	0,00	-126 900,01
73211	Attribution de compensation	16 723 550,00	16 723 549,41	0,00	0,00	0,59
73212	Dotation de solidarité communautaire	115 000,00	105 230,00	0,00	0,00	9 770,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	685 000,00	746 047,00	0,00	0,00	-61 047,00
7333	Taxes funéraires	50 000,00	49 502,46	0,00	0,00	497,54
7336	Droits de place	143 300,00	134 949,25	7 908,50	0,00	442,25
7343	Taxes sur les pylônes électriques	4 600,00	4 856,00	0,00	0,00	-256,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 100 000,00	981 154,35	18 740,86	0,00	100 104,79
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	345 000,00	42 818,82	334 175,00	0,00	-31 993,82
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 600 000,00	1 630 805,35	0,00	0,00	-30 805,35
74	Dotations et participations	17 849 788,00	16 964 314,55	1 508 802,31	0,00	-623 328,86
7411	Dotation forfaitaire	5 850 000,00	5 782 251,00	0,00	0,00	67 749,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	6 650 000,00	6 934 352,00	0,00	0,00	-284 352,00
74127	Dotation nationale de péréquation	106 000,00	126 868,00	0,00	0,00	-20 868,00
744	FCTVA	70 000,00	116 045,21	0,00	0,00	-46 045,21
74718	Autres participations Etat	266 480,00	174 465,87	88 333,17	0,00	3 680,96
7472	Participat° Régions	14 000,00	23 000,00	0,00	0,00	-9 000,00
7473	Participat° Départements	49 640,00	49 672,11	9 792,00	0,00	-9 824,11
74748	Participat° Autres communes	5 600,00	11 461,60	0,00	0,00	-5 861,60
74751	Participat° GFP de rattachement	78 700,00	49 154,50	0,00	0,00	29 545,50
74758	Participat° Autres groupements	0,00	4 200,00	0,00	0,00	-4 200,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	7 169,72	28 772,57	0,00	-35 942,29
7478	Participat° Autres organismes	2 987 186,00	1 828 413,54	1 381 904,57	0,00	-223 132,11
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	3 159,00	0,00	0,00	-3 159,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	416 000,00	415 666,00	0,00	0,00	334,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	1 205 000,00	1 297 663,00	0,00	0,00	-92 663,00
748388	Autres	49 321,00	49 321,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	10 461,00	10 284,00	0,00	0,00	177,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	65 000,00	57 100,00	0,00	0,00	7 900,00

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
7488	Autres attributions et participations	26 400,00	24 068,00	0,00	0,00	2 332,00
75	Autres produits de gestion courante	743 200,00	682 051,85	22 968,00	0,00	38 180,15
752	Revenus des immeubles	405 100,00	391 207,62	0,00	0,00	13 892,38
757	Redevances versées par fermiers, conces.	338 100,00	290 203,17	22 968,00	0,00	24 928,83
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	641,06	0,00	0,00	-641,06
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		83 973 002,00	81 299 865,68	3 681 071,46	0,00	-1 007 935,14
76	Produits financiers (b)	100,00	117,27	0,00	0,00	-17,27
761	Produits de participations	100,00	117,27	0,00	0,00	-17,27
77	Produits exceptionnels (c)	144 004,00	331 915,94	0,00	0,00	-187 911,94
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	6 668,00	0,00	0,00	-6 668,00
7714	Recouvr. créances admises en non valeur	100,00	2 098,68	0,00	0,00	-1 998,68
7718	Autres produits except. opérat° gestion	1 000,00	2 118,84	0,00	0,00	-1 118,84
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	414,42	0,00	0,00	-414,42
774	Subventions exceptionnelles	80 000,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	46 904,00	46 904,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	16 000,00	193 712,00	0,00	0,00	-177 712,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		84 117 106,00	81 631 898,89	3 681 071,46	0,00	-1 195 864,35
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	250 000,00	188 246,92			61 753,08
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	250 000,00	188 246,92			61 753,08
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		250 000,00	188 246,92			61 753,08
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		84 367 106,00	81 820 145,81	3 681 071,46	0,00	-1 134 111,27
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		9 091 537,01				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	1 533 045,38	412 586,78	325 454,42	795 004,18
202	Frais réalisat° documents urbanisme	9 443,90	3 258,17	984,00	5 201,73
2031	Frais d'études	988 719,62	199 287,00	126 002,62	663 430,00
2051	Concessions, droits similaires	534 881,86	210 041,61	198 467,80	126 372,45
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	101 109,24	48 154,40	0,00	52 954,84
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	31 554,64	23 456,05	0,00	8 098,59
2041631	ADM : Bien mobilier, matériel	65 000,00	21 041,35	0,00	43 958,65
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	3 381,60	2 984,00	0,00	397,60
20422	Privé : Bâtiments, installations	1 173,00	673,00	0,00	500,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	18 108 661,59	11 087 519,56	4 252 127,48	2 769 014,55
2111	Terrains nus	1 060 297,74	190 977,51	852 804,86	16 515,37
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	86 643,49	23 868,41	43 185,13	19 589,95
2128	Autres agencements et aménagements	4 175 398,34	2 977 945,12	1 110 453,80	86 999,42
21316	Equipements du cimetière	189 759,05	108 531,48	43 705,60	37 521,97
2135	Installations générales, agencements	3 999 152,91	2 357 895,18	686 913,22	954 344,51
2138	Autres constructions	89 035,00	67 066,47	0,00	21 968,53
2151	Réseaux de voirie	459 508,69	85 345,16	2 163,53	372 000,00
2152	Installations de voirie	3 122 437,37	2 418 442,51	310 852,80	393 142,06
21533	Réseaux câblés	404 264,84	130 238,20	248 333,04	25 693,60
21534	Réseaux d'électrification	153 779,73	24 970,32	48 246,83	80 562,58
21538	Autres réseaux	36 606,03	6 532,45	8 297,00	21 776,58
21571	Matériel roulant	385 942,98	385 942,98	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	273 877,00	235 755,14	38 087,18	34,68
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	427 286,90	238 785,54	170 460,42	18 040,94
2168	Autres collections et oeuvres d'art	34 880,00	29 787,45	0,00	5 092,55
2181	Installat° générales, agencements	45 818,49	39 476,95	5 314,06	1 027,48
2182	Matériel de transport	1 186 222,81	491 961,22	228 429,29	465 832,30
2183	Matériel de bureau et informatique	454 490,24	351 425,66	94 361,64	8 702,94
2184	Mobilier	480 177,11	260 472,51	174 376,72	45 327,88
2185	Cheptel	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 041 082,87	660 099,30	186 142,36	194 841,21
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	15 987 532,62	11 669 641,61	1 022 593,64	3 295 297,37
2312	Agencements et aménagements de terrains	351 707,18	345 641,19	4 982,59	1 083,40
2313	Constructions	8 478 306,33	6 222 283,90	566 013,03	1 690 009,40
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 473 065,61	4 467 265,34	451 598,02	1 554 202,25
238	Avances versées commandes immo. incorp.	684 453,50	634 451,18	0,00	50 002,32
Total des dépenses d'équipement		35 730 348,83	23 217 902,35	5 600 175,54	6 912 270,94
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 907,00	2 907,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	2 907,00	2 907,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	8 530 215,00	8 110 226,81	0,00	419 988,19
1641	Emprunts en euros	8 485 000,00	8 076 467,91	0,00	408 532,09
165	Dépôts et cautionnements reçus	32 010,00	20 556,19	0,00	11 453,81
16818	Emprunts - Autres prêteurs	13 205,00	13 202,71	0,00	2,29
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	2 501,00	2 500,45	0,00	0,55
261	Titres de participation	2 501,00	2 500,45	0,00	0,55
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		8 535 623,00	8 115 634,26	0,00	419 988,74
45411999	Trvx compte de tiers 2019 (3)	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
TOTAL DEPENSES REELLES		44 295 971,83	31 333 536,61	5 600 175,54	7 362 259,68

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	850 000,00	188 246,92		661 753,08
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	250 000,00	188 246,92		61 753,08
13911	Etat et établissements nationaux	180 000,00	137 390,36		42 609,64
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	15 000,00	5 193,44		9 806,56
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	30 000,00	20 509,06		9 490,94
13916	Sub. transf cpte résult. Autres EPL	5 000,00	4 340,00		660,00
13918	Autres subventions d'équipement	20 000,00	20 814,06		-814,06
	Charges transférées (6)	600 000,00	0,00		600 000,00
2313	Constructions	600 000,00	0,00		600 000,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		850 000,00	188 246,92		661 753,08
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		45 145 971,83	31 521 783,53	5 600 175,54	8 024 012,76
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		7 232 934,91			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	4 511 959,00	3 508 367,04	2 549 400,00	-1 545 808,04
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	1 296 759,00	1 166 788,75	1 036 000,00	-906 029,75
1312	Subv. transf. Régions	260 000,00	0,00	0,00	260 000,00
1313	Subv. transf. Départements	859 200,00	199 860,00	319 000,00	340 340,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	53 000,00	117 135,00	0,00	-64 135,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 406 000,00	344 872,39	565 400,00	495 727,61
1322	Subv. non transf. Régions	86 000,00	60 501,09	113 000,00	-87 501,09
1323	Subv. non transf. Départements	204 000,00	629 419,00	316 000,00	-741 419,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	147 000,00	402 303,70	0,00	-255 303,70
1338	Autres fonds équip. transférables	0,00	3 880,11	0,00	-3 880,11
1342	Amendes de police non transférable	0,00	583 607,00	0,00	-583 607,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	16 799 445,33	8 592 278,30	0,00	8 207 167,03
1641	Emprunts en euros	16 700 445,33	8 500 000,00	0,00	8 200 445,33
16818	Emprunts - Autres prêteurs	99 000,00	92 278,30	0,00	6 721,70
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	10,00	0,00	-10,00
2111	Terrains nus	0,00	10,00	0,00	-10,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	5 222,62	0,00	-5 222,62
2313	Constructions	0,00	5 222,62	0,00	-5 222,62
Total des recettes d'équipement		21 311 404,33	12 105 877,96	2 549 400,00	6 656 126,37
10	Dotations, fonds divers et réserves	12 289 756,40	12 758 047,68	0,00	-468 291,28
10222	FCTVA	4 600 000,00	5 227 736,17	0,00	-627 736,17
10223	TLE	0,00	92,00	0,00	-92,00
10226	Taxe d'aménagement	500 000,00	340 463,11	0,00	159 536,89
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	7 189 756,40	7 189 756,40	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	17 010,00	21 834,06	0,00	-4 824,06
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	1 350 000,00	0,00	-1 350 000,00
276341	Créance Communes du GFP	0,00	1 350 000,00	0,00	-1 350 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	553 096,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		12 859 862,40	14 129 881,74	0,00	-1 270 019,34
45421999	Trvx compte de tiers 2019 (2)	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		34 201 266,73	26 235 759,70	2 549 400,00	5 416 107,03
021	Virement de la sect° de fonctionnement	12 491 402,01	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	5 686 238,00	4 911 039,79	0,00	775 198,21
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	46 904,00	46 904,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	600 000,00	0,00	0,00	600 000,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	20 000,00	20 078,25	0,00	-78,25
28031	Frais d'études	112 000,00	68 919,89	0,00	43 080,11
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	56 200,00	56 160,00	0,00	40,00
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	623 000,00	622 946,33	0,00	53,67
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	24 300,00	24 226,54	0,00	73,46
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	175 000,00	174 875,28	0,00	124,72
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	30 000,00	30 000,00	0,00	0,00
28041631	ADM : Bien mobilier, matériel	31 000,00	22 408,35	0,00	8 591,65
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	3 100,00	7 086,82	0,00	-3 986,82

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	13 300,00	13 007,03		292,97
280422	Privé : Bâtiments, installations	10 300,00	11 563,20		-1 263,20
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	5 800,00	5 753,40		46,60
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	200,00	168,67		31,33
28051	Concessions et droits similaires	106 000,00	66 130,98		39 869,02
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	106 000,00	104 023,27		1 976,73
28128	Autres aménagements de terrains	318 000,00	317 105,07		894,93
281316	Equipements de cimetière	8 000,00	4 245,56		3 754,44
28135	Installations générales, agencements, ..	610 000,00	566 003,91		43 996,09
28138	Autres constructions	20 000,00	17 253,85		2 746,15
28152	Installations de voirie	705 000,00	708 726,56		-3 726,56
281533	Réseaux câblés	78 000,00	70 034,50		7 965,50
281534	Réseaux d'électrification	0,00	2 156,10		-2 156,10
281538	Autres réseaux	2 600,00	1 854,51		745,49
281571	Matériel roulant	36 000,00	13 821,68		22 178,32
281578	Autre matériel et outillage de voirie	102 000,00	101 177,97		822,03
28158	Autres installat°, matériel et outillage	173 000,00	179 110,32		-6 110,32
28181	Installations générales, aménagt divers	8 000,00	5 032,20		2 967,80
28182	Matériel de transport	282 000,00	285 672,16		-3 672,16
28183	Matériel de bureau et informatique	347 000,00	367 560,11		-20 560,11
28184	Mobilier	282 000,00	285 027,62		-3 027,62
28185	Cheptel	200,00	150,00		50,00
28188	Autres immo. corporelles	620 000,00	580 521,77		39 478,23
4817	Pénalités de renégociation de la dette	131 334,00	131 333,89		0,11
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		18 177 640,01	4 911 039,79		13 266 600,22
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		18 177 640,01	4 911 039,79		13 266 600,22
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		52 378 906,74	31 146 799,49	2 549 400,00	18 682 707,25
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)	A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	8 089 671	1 871 369	282 994	1 240 765	847 280	7 929 674	1 639 206	60 029	100 944	9 270 932	673	31 333 537
- Equipements municipaux (2)		1 850 975	282 994	1 240 765	823 255	7 929 674	1 636 136	60 029	100 944	9 244 975	0	23 169 748
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	24 025	0	0	0	0	23 456	673	48 154
- Opérations financières	8 089 671											8 089 671
Dépenses d'ordre	188 247											188 247
Solde d'exécution reporté de N-1	7 232 935											7 232 935
Total dépenses	15 510 852	1 871 369	282 994	1 240 765	847 280	7 929 674	1 639 206	60 029	100 944	9 270 932	673	38 754 718
Total recettes	26 758 566	26 643	97 330	81 720	204 581	1 119 442	77 571	621 431	0	2 159 516	0	31 146 799
Solde d'investissement	11 247 713	-1 844 725	-185 664	-1 159 045	-642 700	-6 810 232	-1 561 635	561 402	-100 944	-7 111 416	-673	-7 607 919
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	782 496	215 314	150 380	351 393	1 682 997	39 330	18 878	8 660	2 349 317	1 412	5 600 176
Total RAR recettes	0	12 000	28 000	24 000	73 000	1 642 000	0	27 000	0	743 400	0	2 549 400
SOLDE RAR investissement	0	-770 496	-187 314	-126 380	-278 393	-40 997	-39 330	8 122	-8 660	-1 605 917	-1 412	-3 050 776

FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	6 442 867	17 172 998	4 563 380	12 426 957	3 795 316	12 150 690	3 481 061	3 634 012	167 167	11 225 021	149 656	75 209 124
Total recettes	84 677 178	1 442 306	353 804	1 843 778	396 241	3 303 369	61 212	1 620 532	0	774 975	119 360	94 592 754
Solde de fonctionnement	78 234 311	-15 730 692	-4 209 575	-10 583 179	-3 399 075	-8 847 321	-3 419 849	-2 013 480	-167 167	-10 450 046	-30 296	19 383 630
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

DEPENSES

Total dépenses d'investissement		15 510 852	2 653 865	498 308	1 391 145	1 198 673	9 612 671	1 678 536	78 906	109 603	11 620 248	2 085	44 354 894
Dépenses réelles		8 089 671	2 653 865	498 308	1 391 145	1 198 673	9 612 671	1 678 536	78 906	109 603	11 620 248	2 085	36 933 712
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	2 907	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 907
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0	2 907	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 907
16	Emprunts et dettes assimilées	8 089 671	17 487	0	0	0	0	3 070	0	0	0	0	8 110 227
1641	Emprunts en euros	8 076 468	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 076 468
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	17 487	0	0	0	0	3 070	0	0	0	0	20 556
16818	Emprunts - Autres prêteurs	13 203	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 203
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	482 841	9 732	0	24 966	9 744	0	0	0	210 758	0	738 041
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 242	0	4 242
2031	Frais d'études	0	84 064	0	0	24 966	9 744	0	0	0	206 516	0	325 290
2051	Concessions, droits similaires	0	398 777	9 732	0	0	0	0	0	0	0	0	408 509
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	24 025	0	0	0	0	23 456	673	48 154
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 456	0	23 456
2041631	ADM : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	21 041	0	0	0	0	0	0	21 041
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	2 984	0	0	0	0	0	0	2 984
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	673	673
21	Immobilisations corporelles	0	2 131 458	488 576	960 980	610 793	5 527 382	65 893	71 322	109 603	5 372 229	1 412	15 339 647
2111	Terrains nus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 043 782	0	1 043 782
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0	7 362	0	0	0	0	0	0	0	59 692	0	67 054
2128	Autres agencements et aménagement	0	40 889	0	14 936	0	3 715 121	0	0	6 539	310 913	0	4 088 399
21316	Equipements du cimetière	0	152 237	0	0	0	0	0	0	0	0	0	152 237
2135	Installations générales, agencements	0	452 675	68 493	573 167	543 305	1 213 329	8 811	54 744	95 787	34 498	0	3 044 808

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
2138	Autres constructions	0	67 066	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67 066
2151	Réseaux de voirie	0	80 232	0	0	0	0	0	0	7 277	0	0	87 509
2152	Installations de voirie	0	0	23 179	0	0	0	0	0	0	2 706 116	0	2 729 295
21533	Réseaux câblés	0	0	0	5 427	0	4 401	0	0	0	368 743	0	378 571
21534	Réseaux d'électrification	0	0	0	0	0	0	0	0	0	73 217	0	73 217
21538	Autres réseaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 829	0	14 829
21571	Matériel roulant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	385 943	0	385 943
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	273 842	0	273 842
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	19 396	232 911	0	0	70 231	0	0	0	86 707	0	409 246
2168	Autres collections et oeuvres d'art	0	0	0	0	29 787	0	0	0	0	0	0	29 787
2181	Installat° générales, agencements	0	0	0	0	0	0	44 791	0	0	0	0	44 791
2182	Matériel de transport	0	652 748	67 642	0	0	0	0	0	0	0	0	720 391
2183	Matériel de bureau et informatique	0	303 633	25 376	116 605	174	0	0	0	0	0	0	445 787
2184	Mobilier	0	56 959	0	73 268	1 585	294 401	4 748	0	0	3 888	0	434 849
2185	Cheptel	0	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	0	2 000
2188	Autres immobilisations corporelles	0	298 261	69 975	177 576	35 942	228 897	7 543	16 578	0	10 056	1 412	846 242
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	19 173	0	430 165	538 888	4 075 546	1 609 573	7 585	0	6 011 305	0	12 692 235
2312	Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	120 339	0	192 996	5 460	0	0	31 829	0	350 624
2313	Constructions	0	19 173	0	309 826	538 888	3 363 750	1 604 113	7 585	0	944 962	0	6 788 297
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 918 863	0	4 918 863
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0	0	0	0	0	518 800	0	0	0	115 651	0	634 451
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 500	0	2 500
261	Titres de participation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 500	0	2 500
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Opérations d'équipement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dépenses d'ordre	188 247	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	188 247
040	Opérat° ordre transfert entre sections	188 247	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	188 247
13911	Etat et établissements nationaux	137 390	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	137 390
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	5 193	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 193
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	20 509	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 509

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
13916	Sub. transf. cpté résult. Autres EPL	4 340	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 340
13918	Autres subventions d'équipement	20 814	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 814
041	Opérations patrimoniales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
001Solde d'exécution reporté de N-1		7 232 935	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 232 935

RECETTES													
Total recettes d'investissement		26 758 566	38 643	125 330	105 720	277 581	2 761 442	77 571	648 431	0	2 902 916	0	33 696 199
Recettes réelles		21 847 526	38 643	125 330	105 720	277 581	2 761 442	77 571	648 431	0	2 902 916	0	28 785 160
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	12 758 048	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 758 048
10222	FCTVA	5 227 736	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 227 736
10223	TLE	92	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	92
10226	Taxe d'aménagement	340 463	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	340 463
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	7 189 756	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 189 756
13	Subventions d'investissement	583 607	17 580	125 330	105 720	277 581	2 669 813	76 800	648 431	0	1 552 906	0	6 057 767
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0	0	18 230	0	209 471	1 445 464	0	45 793	0	483 832	0	2 202 789
1313	Subv. transf. Départements	0	17 580	107 100	105 720	64 110	224 350	0	0	0	0	0	518 860
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0	0	0	0	4 000	0	0	103 135	0	10 000	0	117 135
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	0	0	0	0	305 777	0	0	0	604 495	0	910 272
1322	Subv. non transf. Régions	0	0	0	0	0	85 501	0	0	0	88 000	0	173 501
1323	Subv. non transf. Départements	0	0	0	0	0	462 470	76 800	243 450	0	162 699	0	945 419
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200 000	0	200 000
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	0	0	0	0	146 251	0	256 053	0	0	0	402 304
1338	Autres fonds équip. transférables	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 880	0	3 880
1342	Amendes de police non transférable	583 607	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	583 607
16	Emprunts et dettes assimilées	8 505 871	21 063	0	0	0	86 407	771	0	0	0	0	8 614 112
1641	Emprunts en euros	8 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 500 000
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	21 063	0	0	0	0	771	0	0	0	0	21 834
16818	Emprunts - Autres prêteurs	5 871	0	0	0	0	86 407	0	0	0	0	0	92 278

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	10
2111	Terrains nus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	10
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	5 223	0	0	0	0	0	5 223
2313	Constructions	0	0	0	0	0	5 223	0	0	0	0	0	5 223
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 350 000	0	1 350 000
276341	Créance Communes du GFP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 350 000	0	1 350 000
	Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Recettes d'ordre</i>	4 911 040	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 911 040
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	4 911 040	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 911 040
192	<i>Plus ou moins-values sur cession immo.</i>	46 904	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46 904
2802	<i>Frais liés à la réalisation des document</i>	20 078	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 078
28031	<i>Frais d'études</i>	68 920	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68 920
2804112	<i>Subv. Etat : Bâtiments, installations</i>	56 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56 160
2804113	<i>Subv. Etat : Projet infrastructure</i>	622 946	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	622 946
2804122	<i>Subv.Régions : Bâtiments, installations</i>	24 227	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 227
28041512	<i>GFP rat : Bâtiments, installations</i>	174 875	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	174 875
28041622	<i>CCAS : Bâtiments, installations</i>	30 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 000
28041631	<i>ADM : Bien mobilier, matériel</i>	22 408	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 408
2804172	<i>Autres EPL : Bâtiments, installations</i>	7 087	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 087
280421	<i>Privé : Bien mobilier, matériel</i>	13 007	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 007
280422	<i>Privé : Bâtiments, installations</i>	11 563	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 563
2804412	<i>Sub nat org pub - Bâtiments, installat°</i>	5 753	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 753
2804422	<i>Sub nat privé - Bâtiments et installat°</i>	169	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	169
28051	<i>Concessions et droits similaires</i>	66 131	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	66 131

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	104 023	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	104 023
28128	Autres aménagements de terrains	317 105	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	317 105
281316	Equipements de cimetiére	4 246	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 246
28135	Installations générales, agencements, ..	566 004	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	566 004
28138	Autres constructions	17 254	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 254
28152	Installations de voirie	708 727	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	708 727
281533	Réseaux câblés	70 035	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70 035
281534	Réseaux d'électrification	2 156	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 156
281538	Autres réseaux	1 855	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 855
281571	Matériel roulant	13 822	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 822
281578	Autre matériel et outillage de voirie	101 178	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	101 178
28158	Autres installat°, matériel et outillage	179 110	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	179 110
28181	Installations générales, aménagt divers	5 032	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 032
28182	Matériel de transport	285 672	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	285 672
28183	Matériel de bureau et informatique	367 560	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	367 560
28184	Mobilier	285 028	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	285 028
28185	Cheptel	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	150
28188	Autres immo. corporelles	580 522	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	580 522
4817	Pénalités de renégociation de la dette	131 334	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	131 334
041	Opérations patrimoniales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement		6 442 867	17 172 998	4 563 380	12 426 957	3 795 316	12 150 690	3 481 061	3 634 012	167 167	11 225 021	149 656	75 209 124
Dépenses réelles		1 531 827	17 172 998	4 563 380	12 426 957	3 795 316	12 150 690	3 481 061	3 634 012	167 167	11 225 021	149 656	70 298 084
011	Charges à caractère général	245 135	4 351 113	623 728	3 316 938	946 959	2 326 685	52 284	226 217	24 204	2 054 722	44 219	14 212 205
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0	233 204	2 163	92 198	165 583	158 072	0	95 750	0	3 121	0	750 092
60611	Eau et assainissement	0	52 309	1 397	73 429	4 709	119 617	18 710	1 052	0	5 954	560	277 738
60612	Energie - Electricité	0	482 454	17 441	586 119	125 009	560 902	18 882	40 467	13 724	367 908	829	2 213 733
60613	Chauffage urbain	0	31 229	0	84 048	5 239	160 546	0	0	0	0	0	281 062

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
60621	Combustibles	0	25 199	0	0	0	179	0	0	0	2 630	0	28 008
60622	Carburants	0	371 336	0	0	0	247	0	0	0	0	0	371 583
60623	Alimentation	2 007	3 704	0	1 310 770	832	99 239	0	13 196	0	765	0	1 430 513
60624	Produits de traitement	0	0	0	0	0	3 417	0	0	0	0	0	3 417
60628	Autres fournitures non stockées	0	232 122	14 286	129 588	34 982	181 332	0	14 347	0	215 796	0	822 455
60631	Fournitures d'entretien	0	16 017	782	137 832	1 934	28 282	1 512	10 691	0	431	0	197 483
60632	Fournitures de petit équipement	0	258 960	8 581	34 818	8 605	54 108	312	3 593	0	150 988	0	519 964
60633	Fournitures de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	193 935	0	193 935
60636	Vêtements de travail	0	16 998	33 366	16 188	3 548	16 742	0	1 326	0	93 502	0	181 670
6064	Fournitures administratives	0	56 275	1 524	750	576	2 313	0	376	117	0	0	61 932
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	200	0	1 635	0	794	0	72	0	2 701
6067	Fournitures scolaires	0	0	0	258 385	0	0	0	0	0	0	0	258 385
6068	Autres matières et fournitures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 143	0	2 143
6078	Autres marchandises	0	0	0	0	744	0	0	0	0	0	0	744
611	Contrats de prestations de services	0	417 055	214 623	16 293	3 622	114 385	200	0	0	390 085	0	1 156 262
6132	Locations immobilières	0	83 895	5 621	13 224	827	32 259	-510	0	0	7 423	0	142 738
6135	Locations mobilières	0	317 704	3 475	186 834	333 278	38 631	0	1 859	1 450	69 428	0	952 659
614	Charges locatives et de copropriété	0	25 549	1 082	1 043	0	14 485	2 353	0	0	0	0	44 512
61521	Entretien terrains	0	1 296	0	0	0	114 669	0	0	0	298 815	0	414 780
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	28 709	5 595	62 470	14 347	32 752	1 640	3 244	4 747	11 984	0	165 489
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0	2 963	0	0	396	0	0	0	-529	0	0	2 830
615231	Entretien, réparations voiries	0	0	0	0	0	0	0	0	0	94 623	0	94 623
615232	Entretien, réparations réseaux	0	0	161 300	0	0	0	0	0	0	11 271	0	172 570
61524	Entretien bois et forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	756	0	756
61551	Entretien matériel roulant	0	46 684	558	900	0	900	0	0	0	14 316	0	63 358
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	11 686	47	52 491	6 425	16 069	0	1 143	0	19 608	0	107 469
6156	Maintenance	0	307 544	45 675	141 012	52 505	90 089	5 348	11 818	0	2 693	0	656 683
6161	Multirisques	0	312 550	0	0	0	0	0	820	0	0	0	313 370
6168	Autres primes d'assurance	0	0	0	0	17	0	0	0	0	0	0	17
617	Etudes et recherches	0	617	0	0	3 480	35 100	0	0	0	1 159	33 660	74 016
6182	Documentation générale et technique	0	38 451	575	2 805	2 606	2 085	0	157	0	380	0	47 059
6184	Versements à des organismes de formation	0	14 469	83 991	3 933	9 394	44 938	0	-1 196	2 500	30 004	0	188 032
6185	Frais de colloques et de séminaires	0	0	0	0	758	0	0	0	0	180	2 226	3 164

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
6188	Autres frais divers	0	60 739	220	0	0	3 370	0	13 333	0	2 558	0	80 220
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0	7 579	0	111	404	245	0	0	0	46	0	8 385
6226	Honoraires	0	21 117	4 187	2 257	19 227	3 751	0	0	0	16 433	0	66 972
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	2 500	0	0	0	150	0	0	0	0	0	2 650
6228	Divers	0	0	0	4 881	0	1 744	0	0	0	0	0	6 624
6231	Annonces et insertions	0	68 164	0	0	12 648	0	0	0	0	0	0	80 812
6232	Fêtes et cérémonies	0	93 291	0	0	0	0	0	0	0	0	0	93 291
6236	Catalogues et imprimés	0	56 360	289	196	15 898	8 811	0	0	0	6 451	3 716	91 722
6237	Publications	0	95 201	0	0	9 964	0	0	0	0	0	0	105 164
6238	Divers	0	66 281	0	1 107	5 667	32 770	660	0	0	171	828	107 483
6241	Transports de biens	0	666	0	0	3 430	1 920	0	0	0	221	0	6 238
6247	Transports collectifs	0	4 964	0	3 426	129	206 973	0	0	0	274	0	215 765
6251	Voyages et déplacements	0	3 187	7 036	593	1 279	5 168	0	398	59	1 799	0	19 519
6256	Missions	0	3 113	1 668	576	4 108	1 077	0	70	31	10 327	0	20 970
6257	Réceptions	0	32 468	0	0	28 340	2 194	0	0	0	0	0	63 002
6261	Frais d'affranchissement	0	116 573	0	1 889	8	0	0	0	0	0	0	118 470
6262	Frais de télécommunications	0	-5 353	5 495	32 056	6 940	16 492	0	1 573	2 106	8 429	0	67 736
627	Services bancaires et assimilés	8 683	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0	8 692
6281	Concours divers (cotisations)	0	23 516	1 050	600	3 651	1 475	0	1 188	0	1 810	1 550	34 840
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0	77 746	0	0	32 978	23 004	0	0	0	6 837	0	140 565
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	121 863	152	63 917	21 231	93 163	807	10 219	0	0	0	311 352
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0	92 629	0	0	1 639	1 202	1 423	0	0	9 396	850	107 139
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0	476	0	0	0	0	946	0	0	0	0	1 422
6288	Autres services extérieurs	0	12 266	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 266
63512	Taxes foncières	211 337	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211 337
63513	Autres impôts locaux	23 109	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 109
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	2 225	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 225
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	4 562	1 551	0	0	176	0	0	0	0	0	6 289
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	11 862 822	3 913 367	8 518 503	1 501 052	8 744 384	54 406	2 085 649	142 963	8 470 031	68 483	45 361 660
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0	2 515 268	0	0	55 492	224 284	54 406	0	0	248 979	28 365	3 126 794
6218	Autre personnel extérieur	0	53 095	2 231	0	0	2 166	0	0	0	1 772	0	59 264

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
631	Impôts, taxes, versements (Admin. Impôts	0	0	0	0	1 389	0	0	0	0	0	0	1 389
6331	Versement de transport	0	43 569	18 030	46 285	7 500	46 048	0	11 200	795	40 852	217	214 496
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	24 205	10 016	25 712	4 167	25 582	0	6 222	442	22 696	121	119 163
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	59 866	18 025	43 550	7 430	45 255	0	11 198	795	40 845	217	227 181
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0	14 522	6 010	15 429	2 910	15 350	0	3 733	265	13 617	72	71 908
64111	Rémunération principale titulaires	0	4 006 184	1 608 778	3 783 167	453 524	3 491 033	0	937 620	36 066	4 094 145	24 100	18 434 618
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	127 986	70 613	84 281	16 407	134 033	0	29 427	5 105	96 876	0	564 728
64118	Autres indemnités titulaires	0	1 196 237	887 486	710 746	126 351	830 291	0	182 910	6 976	1 219 192	3 825	5 164 013
64131	Rémunérations non tit.	0	846 519	346 769	1 402 791	409 536	1 521 579	0	313 708	53 620	451 491	0	5 346 013
64136	Indemnités préavis, licenciement non tit	0	0	0	12 686	0	0	0	0	0	0	0	12 686
64138	Autres indemnités non tit.	0	817	2 345	1 691	655	586	0	782	10	371	0	7 256
64168	Autres emplois d'insertion	0	0	0	4 832	7 629	95 009	0	0	0	0	0	107 470
6417	Rémunérations des apprentis	0	0	0	0	0	6 983	0	17 352	0	69 884	0	94 219
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	912 995	355 653	993 733	180 632	986 931	0	234 879	21 579	756 374	3 647	4 446 423
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	1 358 355	550 019	1 258 721	161 869	1 194 429	0	311 857	13 712	1 321 502	7 574	6 178 037
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	32 761	13 947	55 849	15 097	65 023	0	12 286	2 164	18 246	0	215 372
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	472 294	0	0	0	0	0	0	0	0	0	472 294
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0	6 864	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 864
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0	0	0	0	0	268	0	740	0	2 776	0	3 785
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	16 144	6 361	15 078	43 613	14 020	0	3 754	142	16 307	96	115 517
6472	Prestations familiales directes	0	2 850	548	10 222	1 658	9 541	0	973	0	4 158	0	29 950
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	120 180	2 986	9 438	50	3 769	0	753	0	4 591	50	141 817
6488	Autres charges	0	52 110	13 551	44 295	5 145	32 203	0	6 254	1 291	45 358	201	200 406
014	Atténuations de produits	931	0	752	0	0	0	0	0	0	0	0	1 683
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	0	0	752	0	0	0	0	0	0	0	0	752
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	931	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	931
65	Autres charges de gestion courante	65 147	956 852	21 725	591 515	1 345 237	1 048 972	3 374 084	1 322 120	0	700 000	36 953	9 462 606
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0	35 734	0	18 340	27 199	1 788	0	0	0	0	0	83 061

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0	0	0	0	363 704	0	0	0	0	700 000	-8 647	1 055 057
6531	Indemnités	0	420 622	0	0	0	0	0	0	0	0	0	420 622
6532	Frais de mission	0	627	0	0	0	0	0	0	0	0	0	627
6533	Cotisations de retraite	0	28 602	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 602
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	50 482	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 482
6535	Formation	0	1 163	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 163
6541	Créances admises en non-valeur	27 779	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 779
6542	Créances éteintes	37 368	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37 368
6556	Indemnités de logement aux instituteurs	0	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	10
6558	Autres contributions obligatoires	0	0	0	498 460	0	0	0	0	0	0	0	498 460
657348	Subv. fonct. Autres communes	0	0	0	3 355	0	0	0	0	0	0	0	3 355
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0	0	0	0	1 671	34 000	0	0	0	0	0	35 671
657362	Subv. fonct. CCAS	0	0	0	0	0	0	3 080 000	0	0	0	0	3 080 000
65737	Autres établissements publics locaux	0	0	12 975	0	0	0	0	0	0	0	0	12 975
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0	0	0	20 327	0	0	0	0	0	0	0	20 327
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	419 621	8 750	51 024	952 664	1 013 184	294 084	1 322 120	0	0	45 600	4 107 047
65888	Autres	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	1 214 784	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 214 784
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 241 611	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 241 611
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-26 827	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-26 827
67	Charges exceptionnelles	5 829	2 210	3 807	0	2 069	30 649	287	26	0	268	0	45 145
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0	0	112	0	69	0	0	0	0	268	0	449
6712	Amendes fiscales et pénales	0	2 210	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 210
6714	Bourses et prix	0	0	0	0	2 000	30 432	0	0	0	0	0	32 432
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	0	0	0	0	217	0	26	0	0	0	243
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	5 829	0	3 695	0	0	0	287	0	0	0	0	9 811

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		4 911 040	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 911 040
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	4 911 040	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 911 040
6761	<i>Différences sur réalisations (positives)</i>	46 904	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46 904
6811	<i>Dot. amort. et prov. Immos incorporelles</i>	4 732 802	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 732 802
6862	<i>Dot. amort. charges financ. à répartir</i>	131 334	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	131 334
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		84 677 178	1 442 306	353 804	1 843 778	396 241	3 303 369	61 212	1 620 532	0	774 975	119 360	94 592 754
Recettes réelles		75 397 394	1 442 306	353 804	1 843 778	396 241	3 303 369	61 212	1 620 532	0	774 975	119 360	85 312 970
013	Atténuations de charges	0	238 720	24 185	112 963	7 424	105 599	0	23 200	0	92 643	0	604 733
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	238 720	24 185	112 963	7 424	105 599	0	23 200	0	92 643	0	604 733
70	Produits des services, du domaine, vente	502 928	827 049	305 799	1 687 697	257 539	966 811	9 698	261 396	0	371 795	39 920	5 230 632
7022	Coupes de bois	0	2 209	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 209
7023	Menus produits forestiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 470	0	1 470
70311	Concessions cimetières (produit net)	0	53 525	0	0	0	0	0	0	0	0	0	53 525
70321	Stationnement et location voie publique	53 017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	53 017
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0	17 539	0	0	0	18 507	0	0	0	93 091	0	129 138
70383	Redevance de stationnement	143 459	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	143 459
70384	Forfait de post-stationnement	306 452	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	306 452
7062	Redevances services à caractère culturel	0	0	0	0	24 480	0	0	0	0	0	0	24 480
70631	Redevances services à caractère sportif	0	0	0	0	0	70 479	0	0	0	0	0	70 479
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	198 215	0	557 258	0	0	0	0	0	755 474

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	0	0	258 809	0	0	0	258 809
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	1 489 482	0	0	0	0	0	0	0	1 489 482
70684	Redevances d'archéologie préventive	0	0	0	0	25 125	0	0	0	0	0	0	25 125
70688	Autres prestations de services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 138	0	6 138
7078	Autres marchandises	0	0	0	0	535	0	0	0	0	0	0	535
7082	Commissions	0	3 827	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 827
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0	1 842	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 842
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0	244 232	0	0	0	0	0	0	0	0	0	244 232
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0	325 728	191 579	0	201 129	301 565	0	2 445	0	208 486	0	1 230 932
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	83 189	0	0	0	0	0	0	0	0	39 920	123 109
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0	14 443	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 443
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0	77 584	17 309	0	3 879	15 245	0	142	0	4 977	0	119 136
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	2 932	96 911	0	2 391	3 756	9 698	0	0	57 633	0	173 321
73	Impôts et taxes	59 838 493	49 502	0	0	0	0	0	0	0	0	79 440	59 967 435
73111	Taxes foncières et d'habitation	39 050 798	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 050 798
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	136 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	136 900
73211	Attribution de compensation	16 723 549	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 723 549
73212	Dotation de solidarité communautaire	105 230	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	105 230
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	746 047	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	746 047
7333	Taxes funéraires	0	49 502	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49 502
7336	Droits de place	63 418	0	0	0	0	0	0	0	0	0	79 440	142 858
7343	Taxes sur les pylônes électriques	4 856	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 856
7351	Taxe consommation finale d'électricité	999 895	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	999 895
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	376 994	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	376 994
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 630 805	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 630 805
74	Dotations et participations	14 725 325	104 174	23 820	43 116	130 279	1 957 927	10 000	1 322 492	0	155 984	0	18 473 117

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
7411	Dotation forfaitaire	5 782 251	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 782 251
74123	Dotation de solidarité urbaine	6 934 352	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 934 352
74127	Dotation nationale de péréquation	126 868	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	126 868
744	FCTVA	116 045	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	116 045
74718	Autres participations Etat	0	29 790	22 500	3 000	83 679	28 212	10 000	0	0	85 618	0	262 799
7472	Participat° Régions	0	0	0	0	0	2 000	0	6 000	0	15 000	0	23 000
7473	Participat° Départements	0	0	1 320	0	15 000	23 721	0	0	0	19 423	0	59 464
74748	Participat° Autres communes	0	0	0	11 462	0	0	0	0	0	0	0	11 462
74751	Participat° GFP de rattachement	0	0	0	28 655	0	20 500	0	0	0	0	0	49 155
74758	Participat° Autres groupements	0	0	0	0	4 200	0	0	0	0	0	0	4 200
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 942	0	35 942
7478	Participat° Autres organismes	0	0	0	0	16 000	1 877 826	0	1 316 492	0	0	0	3 210 318
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	3 159	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 159
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	415 666	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	415 666
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	1 297 663	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 297 663
748388	Autres	49 321	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49 321
7484	Dotation de recensement	0	10 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 284
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0	57 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	57 100
7488	Autres attributions et participations	0	7 000	0	0	11 400	5 668	0	0	0	0	0	24 068
75	Autres produits de gestion courante	110 601	192 784	0	1	1 000	191 500	41 288	13 292	0	154 553	0	705 020
752	Revenus des immeubles	0	123 391	0	0	1 000	191 500	41 288	13 190	0	20 838	0	391 208
757	Redevances versées par fermiers, conces.	110 601	68 855	0	0	0	0	0	0	0	133 715	0	313 171
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	538	0	1	0	0	0	102	0	0	0	641
76	Produits financiers	117	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	117
761	Produits de participations	117	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	117
77	Produits exceptionnels	219 929	30 077	0	0	0	81 532	225	152	0	0	0	331 916
7711	Dédits et pénalités perçus	0	6 668	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 668
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	2 099	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 099

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0	587	0	0	0	1 532	0	0	0	0	0	2 119
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0	37	0	0	0	0	225	152	0	0	0	414
774	Subventions exceptionnelles	0	0	0	0	0	80 000	0	0	0	0	0	80 000
775	Produits des cessions d'immobilisations	46 904	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46 904
7788	Produits exceptionnels divers	170 927	22 785	0	0	0	0	0	0	0	0	0	193 712
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>188 247</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>188 247</i>
042	Opérat° ordre transfert entre sections	188 247	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	188 247
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	188 247	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	188 247
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002	Excédent de fonctionnement reporté	9 091 537	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 091 537

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES		6 442 866,63	17 157 997,61	0,00	15 000,00	23 615 864,24
Réalizations		6 442 866,63	17 157 997,61	0,00	15 000,00	23 615 864,24
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	245 135,45	4 351 113,45	0,00	0,00	4 596 248,90
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	233 203,51	0,00	0,00	233 203,51
60611	Eau et assainissement	0,00	52 309,33	0,00	0,00	52 309,33
60612	Energie - Electricité	0,00	482 453,91	0,00	0,00	482 453,91
60613	Chauffage urbain	0,00	31 229,00	0,00	0,00	31 229,00
60621	Combustibles	0,00	25 198,72	0,00	0,00	25 198,72
60622	Carburants	0,00	371 336,00	0,00	0,00	371 336,00
60623	Alimentation	2 006,63	3 703,94	0,00	0,00	5 710,57
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	232 122,43	0,00	0,00	232 122,43
60631	Fournitures d'entretien	0,00	16 017,15	0,00	0,00	16 017,15
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	258 960,49	0,00	0,00	258 960,49
60636	Vêtements de travail	0,00	16 998,12	0,00	0,00	16 998,12
6064	Fournitures administratives	0,00	56 275,18	0,00	0,00	56 275,18
611	Contrats de prestations de services	0,00	417 055,40	0,00	0,00	417 055,40
6132	Locations immobilières	0,00	83 894,65	0,00	0,00	83 894,65
6135	Locations mobilières	0,00	317 704,05	0,00	0,00	317 704,05
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	25 548,55	0,00	0,00	25 548,55
61521	Entretien terrains	0,00	1 296,00	0,00	0,00	1 296,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	28 709,36	0,00	0,00	28 709,36
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	2 962,94	0,00	0,00	2 962,94
61551	Entretien matériel roulant	0,00	46 683,81	0,00	0,00	46 683,81
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	11 686,09	0,00	0,00	11 686,09
6156	Maintenance	0,00	307 544,32	0,00	0,00	307 544,32
6161	Multirisques	0,00	312 550,21	0,00	0,00	312 550,21
617	Etudes et recherches	0,00	616,50	0,00	0,00	616,50
6182	Documentation générale et technique	0,00	38 450,63	0,00	0,00	38 450,63
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	14 468,55	0,00	0,00	14 468,55
6188	Autres frais divers	0,00	60 739,24	0,00	0,00	60 739,24
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	7 579,44	0,00	0,00	7 579,44
6226	Honoraires	0,00	21 117,36	0,00	0,00	21 117,36

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
6231	Annonces et insertions	0,00	68 164,48	0,00	0,00	68 164,48
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	93 290,86	0,00	0,00	93 290,86
6236	Catalogues et imprimés	0,00	56 359,89	0,00	0,00	56 359,89
6237	Publications	0,00	95 200,83	0,00	0,00	95 200,83
6238	Divers	0,00	66 280,74	0,00	0,00	66 280,74
6241	Transports de biens	0,00	666,49	0,00	0,00	666,49
6247	Transports collectifs	0,00	4 963,77	0,00	0,00	4 963,77
6251	Voyages et déplacements	0,00	3 187,32	0,00	0,00	3 187,32
6256	Missions	0,00	3 113,39	0,00	0,00	3 113,39
6257	Réceptions	0,00	32 468,07	0,00	0,00	32 468,07
6261	Frais d'affranchissement	0,00	116 573,28	0,00	0,00	116 573,28
6262	Frais de télécommunications	0,00	-5 353,06	0,00	0,00	-5 353,06
627	Services bancaires et assimilés	8 682,82	0,00	0,00	0,00	8 682,82
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	23 516,26	0,00	0,00	23 516,26
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	77 745,92	0,00	0,00	77 745,92
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	121 863,21	0,00	0,00	121 863,21
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	92 629,11	0,00	0,00	92 629,11
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	476,15	0,00	0,00	476,15
6288	Autres services extérieurs	0,00	12 265,52	0,00	0,00	12 265,52
63512	Taxes foncières	211 337,00	0,00	0,00	0,00	211 337,00
63513	Autres impôts locaux	23 109,00	0,00	0,00	0,00	23 109,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	2 224,52	0,00	0,00	2 224,52
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	4 561,82	0,00	0,00	4 561,82
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	11 862 821,74	0,00	0,00	11 862 821,74
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	0,00	2 515 268,00	0,00	0,00	2 515 268,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	53 094,50	0,00	0,00	53 094,50
6331	Versement de transport	0,00	43 569,24	0,00	0,00	43 569,24
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	24 205,16	0,00	0,00	24 205,16
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	59 865,61	0,00	0,00	59 865,61
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	14 522,43	0,00	0,00	14 522,43
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	4 006 184,44	0,00	0,00	4 006 184,44
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	127 986,10	0,00	0,00	127 986,10
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	1 196 236,52	0,00	0,00	1 196 236,52
64131	Rémunérations non tit.	0,00	846 519,38	0,00	0,00	846 519,38
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	817,02	0,00	0,00	817,02
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	912 995,25	0,00	0,00	912 995,25
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	1 358 355,14	0,00	0,00	1 358 355,14
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	32 761,33	0,00	0,00	32 761,33
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	472 293,57	0,00	0,00	472 293,57
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	6 864,00	0,00	0,00	6 864,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	16 144,38	0,00	0,00	16 144,38

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
6472	Prestations familiales directes	0,00	2 849,99	0,00	0,00	2 849,99
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	120 180,13	0,00	0,00	120 180,13
6488	Autres charges	0,00	52 109,55	0,00	0,00	52 109,55
014	Atténuations de produits	931,00	0,00	0,00	0,00	931,00
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	931,00	0,00	0,00	0,00	931,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	4 911 039,79	0,00	0,00	0,00	4 911 039,79
6761	Différences sur réalisations (positives)	46 904,00	0,00	0,00	0,00	46 904,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	4 732 801,90	0,00	0,00	0,00	4 732 801,90
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	131 333,89	0,00	0,00	0,00	131 333,89
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	65 147,03	941 852,42	0,00	15 000,00	1 021 999,45
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	35 734,47	0,00	0,00	35 734,47
6531	Indemnités	0,00	420 621,67	0,00	0,00	420 621,67
6532	Frais de mission	0,00	626,69	0,00	0,00	626,69
6533	Cotisations de retraite	0,00	28 601,95	0,00	0,00	28 601,95
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	50 482,30	0,00	0,00	50 482,30
6535	Formation	0,00	1 163,00	0,00	0,00	1 163,00
6541	Créances admises en non-valeur	27 778,65	0,00	0,00	0,00	27 778,65
6542	Créances éteintes	37 368,38	0,00	0,00	0,00	37 368,38
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	404 620,98	0,00	15 000,00	419 620,98
65888	Autres	0,00	1,36	0,00	0,00	1,36
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 214 784,09	0,00	0,00	0,00	1 214 784,09
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 241 610,62	0,00	0,00	0,00	1 241 610,62
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-26 826,53	0,00	0,00	0,00	-26 826,53
67	Charges exceptionnelles	5 829,27	2 210,00	0,00	0,00	8 039,27
6712	Amendes fiscales et pénales	0,00	2 210,00	0,00	0,00	2 210,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	5 829,27	0,00	0,00	0,00	5 829,27
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		84 677 177,57	1 442 306,10	0,00	0,00	86 119 483,67
Réalisations		84 677 177,57	1 442 306,10	0,00	0,00	86 119 483,67
002	Résultat de fonctionnement reporté	9 091 537,01	0,00	0,00	0,00	9 091 537,01
013	Atténuations de charges	0,00	238 719,78	0,00	0,00	238 719,78
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	238 719,78	0,00	0,00	238 719,78
042	Opérat° ordre transfert entre sections	188 246,92	0,00	0,00	0,00	188 246,92
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	188 246,92	0,00	0,00	0,00	188 246,92
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	502 928,27	827 048,78	0,00	0,00	1 329 977,05

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
7022	Coupes de bois	0,00	2 209,32	0,00	0,00	2 209,32
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	53 524,70	0,00	0,00	53 524,70
70321	Stationnement et location voie publique	53 017,40	0,00	0,00	0,00	53 017,40
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	17 539,00	0,00	0,00	17 539,00
70383	Redevance de stationnement	143 459,00	0,00	0,00	0,00	143 459,00
70384	Forfait de post-stationnement	306 451,87	0,00	0,00	0,00	306 451,87
7082	Commissions	0,00	3 826,53	0,00	0,00	3 826,53
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	1 841,75	0,00	0,00	1 841,75
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	244 232,00	0,00	0,00	244 232,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	325 728,00	0,00	0,00	325 728,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	83 188,73	0,00	0,00	83 188,73
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0,00	14 443,00	0,00	0,00	14 443,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	77 584,00	0,00	0,00	77 584,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	2 931,75	0,00	0,00	2 931,75
73	Impôts et taxes	59 838 492,55	49 502,46	0,00	0,00	59 887 995,01
73111	Taxes foncières et d'habitation	39 050 798,00	0,00	0,00	0,00	39 050 798,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	136 900,01	0,00	0,00	0,00	136 900,01
73211	Attribution de compensation	16 723 549,41	0,00	0,00	0,00	16 723 549,41
73212	Dotations de solidarité communautaire	105 230,00	0,00	0,00	0,00	105 230,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	746 047,00	0,00	0,00	0,00	746 047,00
7333	Taxes funéraires	0,00	49 502,46	0,00	0,00	49 502,46
7336	Droits de place	63 417,75	0,00	0,00	0,00	63 417,75
7343	Taxes sur les pylônes électriques	4 856,00	0,00	0,00	0,00	4 856,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	999 895,21	0,00	0,00	0,00	999 895,21
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	376 993,82	0,00	0,00	0,00	376 993,82
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 630 805,35	0,00	0,00	0,00	1 630 805,35
74	Dotations et participations	14 725 325,21	104 173,75	0,00	0,00	14 829 498,96
7411	Dotations forfaitaire	5 782 251,00	0,00	0,00	0,00	5 782 251,00
74123	Dotations de solidarité urbaine	6 934 352,00	0,00	0,00	0,00	6 934 352,00
74127	Dotations nationales de péréquation	126 868,00	0,00	0,00	0,00	126 868,00
744	FCTVA	116 045,21	0,00	0,00	0,00	116 045,21
74718	Autres participations Etat	0,00	29 789,75	0,00	0,00	29 789,75
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	3 159,00	0,00	0,00	0,00	3 159,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	415 666,00	0,00	0,00	0,00	415 666,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	1 297 663,00	0,00	0,00	0,00	1 297 663,00
748388	Autres	49 321,00	0,00	0,00	0,00	49 321,00
7484	Dotations de recensement	0,00	10 284,00	0,00	0,00	10 284,00
7485	Dotations pour les titres sécurisés	0,00	57 100,00	0,00	0,00	57 100,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
75	Autres produits de gestion courante	110 601,09	192 783,96	0,00	0,00	303 385,05
752	Revenus des immeubles	0,00	123 390,91	0,00	0,00	123 390,91

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
757	Redevances versées par fermiers, conces.	110 601,09	68 855,25	0,00	0,00	179 456,34
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	537,80	0,00	0,00	537,80
76	Produits financiers	117,27	0,00	0,00	0,00	117,27
761	Produits de participations	117,27	0,00	0,00	0,00	117,27
77	Produits exceptionnels	219 929,25	30 077,37	0,00	0,00	250 006,62
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	6 668,00	0,00	0,00	6 668,00
7714	Recouvr. créances admises en non valeur	2 098,68	0,00	0,00	0,00	2 098,68
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	586,84	0,00	0,00	586,84
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	37,10	0,00	0,00	37,10
775	Produits des cessions d'immobilisations	46 904,00	0,00	0,00	0,00	46 904,00
7788	Produits exceptionnels divers	170 926,57	22 785,43	0,00	0,00	193 712,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		78 234 310,94	-15 715 691,51	0,00	-15 000,00	62 503 619,43

(2)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES		12 541 668,54	517 096,82	512 259,78	901 592,28	1 641 537,65	533 072,60	510 769,94	0,00	15 000,00
Réalizations		12 541 668,54	517 096,82	512 259,78	901 592,28	1 641 537,65	533 072,60	510 769,94	0,00	15 000,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	2 844 990,40	8 734,68	224,52	239 808,75	1 019 036,26	198 897,17	39 421,67	0,00	0,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	5 196,50	0,00	0,00	224 774,81	3 232,20	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	30 719,16	0,00	0,00	0,00	14 430,92	3 143,61	4 015,64	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	282 746,78	0,00	0,00	637,67	53 360,42	135 062,30	10 646,74	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	31 229,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	24 533,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	665,54	0,00	0,00
60622	Carburants	371 336,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	222,42	0,00	0,00	0,00	2 105,93	1 375,59	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	198 559,98	0,00	0,00	4 067,59	17 796,66	16,91	11 681,29	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	12 589,41	0,00	0,00	0,00	3 427,74	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	250 379,89	0,00	0,00	0,00	7 063,53	0,00	1 517,07	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	7 940,39	0,00	0,00	0,00	3 957,64	0,00	5 100,09	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	55 821,11	0,00	0,00	297,01	157,06	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat ^o générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act ^o de coopérat ^o décentralisée
611	Contrats de prestations de services	133 550,98	0,00	0,00	23 340,42	260 056,00	0,00	108,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	24 048,00	0,00	0,00	0,00	46 008,70	13 837,95	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	161 387,73	0,00	0,00	3 712,83	130 842,07	20 250,00	1 511,42	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	25 548,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 296,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	21 179,67	0,00	0,00	0,00	1 792,95	5 736,74	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	2 962,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	46 683,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	4 526,06	0,00	0,00	0,00	7 160,03	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	291 958,41	0,00	0,00	0,00	3 834,59	10 193,29	1 558,03	0,00	0,00
6161	Multirisques	312 550,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	616,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	38 218,83	0,00	0,00	0,00	0,00	231,80	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	9 355,85	0,00	0,00	160,00	4 138,50	360,00	454,20	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	60 626,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112,80	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	7 579,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	21 117,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	38 885,67	0,00	0,00	29 278,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	3 950,54	0,00	0,00	0,00	89 340,32	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	3 870,00	2 390,18	0,00	47 174,11	0,00	2 925,60	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	95 200,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	15 020,92	0,00	0,00	26 600,40	23 864,42	795,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	666,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	700,00	0,00	0,00	4 263,77	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	2 377,84	0,00	224,52	59,20	283,56	126,20	116,00	0,00	0,00
6256	Missions	2 695,79	0,00	0,00	248,45	169,15	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	4 657,49	448,00	0,00	0,00	27 362,58	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	116 573,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	-18 686,99	0,00	0,00	9 031,43	3 002,46	661,19	638,85	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	23 516,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat ^o générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act ^o de coopérat ^o décentralisée
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	76 269,44	1 476,48	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	108 817,89	0,00	0,00	0,00	13 573,01	-527,69	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	92 629,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	476,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	12 265,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 224,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	4 561,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	9 401 952,01	6 866,53	512 035,26	661 783,53	611 301,41	197 534,73	471 348,27	0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	2 376 893,00	0,00	0,00	138 375,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	53 094,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	31 876,55	0,00	2 505,04	2 833,19	2 861,76	989,22	2 503,48	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	17 709,26	0,00	1 391,92	1 574,05	1 589,63	549,59	1 390,71	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	48 175,30	0,00	2 504,33	2 832,85	2 861,05	988,97	2 503,11	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	10 624,95	0,00	834,83	944,47	953,95	329,71	834,52	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	2 963 571,89	0,00	274 822,68	150 136,92	291 519,57	107 170,92	218 962,46	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	84 490,95	0,00	9 545,13	14 007,01	5 720,57	3 363,69	10 858,75	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	868 386,14	0,00	63 952,66	53 255,64	133 026,49	31 275,36	46 340,23	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	591 661,52	1 345,51	15 012,45	161 165,33	22 016,75	0,00	55 317,82	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	770,64	0,00	0,00	46,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	672 846,71	5 521,02	44 611,44	71 261,80	51 488,92	16 630,98	50 634,38	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 008 997,87	0,00	90 114,34	56 151,26	94 573,46	34 828,17	73 690,04	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	22 437,64	0,00	606,25	6 586,32	891,67	0,00	2 239,45	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	472 293,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	6 864,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	11 960,36	0,00	1 105,91	601,16	1 168,23	429,12	879,60	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6472	Prestations familiales directes	2 438,06	0,00	14,76	371,27	0,00	0,00	25,90	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	118 014,13	0,00	375,00	0,00	110,00	0,00	1 681,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	38 844,97	0,00	4 638,52	1 640,88	2 519,36	979,00	3 486,82	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	292 516,13	501 495,61	0,00	0,00	11 199,98	136 640,70	0,00	0,00	15 000,00
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	24 343,79	0,00	0,00	0,00	11 199,98	190,70	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	0,00	420 621,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	0,00	626,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	28 601,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	50 482,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	0,00	1 163,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	268 170,98	0,00	0,00	0,00	0,00	136 450,00	0,00	0,00	15 000,00
65888	Autres	1,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	2 210,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6712	Amendes fiscales et pénales	2 210,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		908 103,45	0,00	81 308,32	208 213,89	42 600,35	11 550,00	190 530,09	0,00	0,00
Réalizations		908 103,45	0,00	81 308,32	208 213,89	42 600,35	11 550,00	190 530,09	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
013	Atténuations de charges	219 369,21	0,00	1 112,50	461,89	0,00	0,00	17 776,18	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	219 369,21	0,00	1 112,50	461,89	0,00	0,00	17 776,18	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	544 742,73	0,00	0,00	207 752,00	21 029,35	0,00	53 524,70	0,00	0,00
7022	Coupes de bois	2 209,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 524,70	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	5,00	0,00	0,00	0,00	17 534,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7082	Commissions	3 826,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	1 841,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	142 828,00	0,00	0,00	98 770,00	2 634,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	225 937,00	0,00	0,00	99 791,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	83 188,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	11 516,00	0,00	0,00	2 833,00	94,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	71 226,00	0,00	0,00	6 358,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat ^o générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act ^o de coopérat ^o décentralisée
70878	Remb. frais par d'autres redevables	2 164,40	0,00	0,00	0,00	767,35	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 502,46	0,00	0,00
73111	Taxes foncières et d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7333	Taxes funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 502,46	0,00	0,00
7336	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	4 556,43	0,00	80 195,82	0,00	7 000,00	11 550,00	871,50	0,00	0,00
7411	Dotation forfaitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	4 556,43	0,00	12 811,82	0,00	0,00	11 550,00	871,50	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat ^o taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat ^o taxe habitat ^o	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748388	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	10 284,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	57 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	109 357,71	0,00	0,00	0,00	14 571,00	0,00	68 855,25	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
752	Revenus des immeubles	108 819,91	0,00	0,00	0,00	14 571,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 855,25	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	537,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	30 077,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	6 668,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvert créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	586,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	37,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	22 785,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-11 633 565,09	-517 096,82	-430 951,46	-693 378,39	-1 598 937,30	-521 522,60	-320 239,85	0,00	-15 000,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES		4 562 501,53	878,00	4 563 379,53
Réalizations		4 562 501,53	878,00	4 563 379,53
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	622 850,44	878,00	623 728,44
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	2 163,08	0,00	2 163,08
60611	Eau et assainissement	1 396,99	0,00	1 396,99
60612	Energie - Electricité	17 440,60	0,00	17 440,60
60628	Autres fournitures non stockées	14 286,36	0,00	14 286,36
60631	Fournitures d'entretien	781,97	0,00	781,97
60632	Fournitures de petit équipement	8 580,71	0,00	8 580,71
60636	Vêtements de travail	33 366,44	0,00	33 366,44
6064	Fournitures administratives	1 524,40	0,00	1 524,40
611	Contrats de prestations de services	213 804,69	818,00	214 622,69
6132	Locations immobilières	5 621,14	0,00	5 621,14
6135	Locations mobilières	3 475,01	0,00	3 475,01
614	Charges locatives et de copropriété	1 082,15	0,00	1 082,15
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	5 595,19	0,00	5 595,19
615232	Entretien, réparations réseaux	161 299,74	0,00	161 299,74
61551	Entretien matériel roulant	558,05	0,00	558,05
61558	Entretien autres biens mobiliers	46,80	0,00	46,80
6156	Maintenance	45 614,89	60,00	45 674,89
6182	Documentation générale et technique	574,85	0,00	574,85
6184	Versements à des organismes de formation	83 990,60	0,00	83 990,60
6188	Autres frais divers	220,00	0,00	220,00
6226	Honoraires	4 186,56	0,00	4 186,56
6236	Catalogues et imprimés	289,00	0,00	289,00
6251	Voyages et déplacements	7 035,71	0,00	7 035,71
6256	Missions	1 667,76	0,00	1 667,76
6262	Frais de télécommunications	5 494,55	0,00	5 494,55
6281	Concours divers (cotisations)	1 050,00	0,00	1 050,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	152,20	0,00	152,20
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 551,00	0,00	1 551,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 913 366,66	0,00	3 913 366,66

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
6218	Autre personnel extérieur	2 231,25	0,00	2 231,25
6331	Versement de transport	18 030,26	0,00	18 030,26
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	10 016,22	0,00	10 016,22
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	18 024,91	0,00	18 024,91
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	6 009,66	0,00	6 009,66
64111	Rémunération principale titulaires	1 608 778,01	0,00	1 608 778,01
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	70 612,65	0,00	70 612,65
64118	Autres indemnités titulaires	887 486,25	0,00	887 486,25
64131	Rémunérations non tit.	346 768,73	0,00	346 768,73
64138	Autres indemnités non tit.	2 344,78	0,00	2 344,78
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	355 652,99	0,00	355 652,99
6453	Cotisations aux caisses de retraites	550 018,80	0,00	550 018,80
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	13 946,64	0,00	13 946,64
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	6 361,26	0,00	6 361,26
6472	Prestations familiales directes	547,50	0,00	547,50
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 985,93	0,00	2 985,93
6488	Autres charges	13 550,82	0,00	13 550,82
014	Atténuations de produits	752,07	0,00	752,07
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	752,07	0,00	752,07
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	21 725,00	0,00	21 725,00
65737	Autres établissements publics locaux	12 975,00	0,00	12 975,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	8 750,00	0,00	8 750,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	3 807,36	0,00	3 807,36
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	112,09	0,00	112,09
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	3 695,27	0,00	3 695,27
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES		353 804,10	0,00	353 804,10
Réalisations		353 804,10	0,00	353 804,10
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	24 185,30	0,00	24 185,30
6419	Remboursements rémunérations personnel	24 185,30	0,00	24 185,30
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	305 798,80	0,00	305 798,80
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	191 579,00	0,00	191 579,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	17 309,00	0,00	17 309,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	96 910,80	0,00	96 910,80
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	23 820,00	0,00	23 820,00
74718	Autres participations Etat	22 500,00	0,00	22 500,00
7473	Participat° Départements	1 320,00	0,00	1 320,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-4 208 697,43	-878,00	-4 209 575,43

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES		371 343,59	0,00	4 029 746,11	161 411,83	0,00
Réalizations		371 343,59	0,00	4 029 746,11	161 411,83	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	56 703,02	0,00	404 847,68	161 299,74	0,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	2 163,08	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	1 396,99	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	17 440,60	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	14 286,36	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	781,97	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	8 580,71	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	33 366,44	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	1 524,40	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	9 600,00	0,00	204 204,69	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	5 621,14	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	3 475,01	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	362,15	0,00	720,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	5 595,19	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	161 299,74	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	558,05	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	46,80	0,00	0,00
6156	Maintenance	31 472,37	0,00	14 142,52	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	574,85	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	4 076,00	0,00	79 914,60	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	70,00	0,00	150,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
6226	Honoraires	0,00	0,00	4 186,56	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	289,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	310,33	0,00	6 725,38	0,00	0,00
6256	Missions	760,46	0,00	907,30	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	642,64	0,00	4 851,91	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	152,20	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	1 551,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	314 640,57	0,00	3 598 726,09	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	2 231,25	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	1 650,94	0,00	16 379,32	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	917,23	0,00	9 098,99	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 650,74	0,00	16 374,17	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	550,39	0,00	5 459,27	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	123 531,53	0,00	1 485 246,48	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	3 210,08	0,00	67 402,57	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	38 364,26	0,00	849 121,99	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	59 329,78	0,00	287 438,95	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	12,79	0,00	2 331,99	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	36 521,90	0,00	319 131,09	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	42 676,77	0,00	507 342,03	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 403,38	0,00	11 543,26	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	495,05	0,00	5 866,21	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	547,50	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	2 985,93	0,00	0,00
6488	Autres charges	1 094,48	0,00	12 456,34	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	752,07	0,00	0,00
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	0,00	0,00	752,07	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	21 725,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	0,00	0,00	12 975,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	8 750,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	3 695,27	112,09	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	112,09	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	3 695,27	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		231 388,00	0,00	122 416,10	0,00	0,00
Réalizations		231 388,00	0,00	122 416,10	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	24 185,30	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	24 185,30	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	208 888,00	0,00	96 910,80	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	191 579,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	17 309,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	96 910,80	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	22 500,00	0,00	1 320,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	22 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	1 320,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-139 955,59	0,00	-3 907 330,01	-161 411,83	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES		424 427,75	6 347 397,59	0,00	0,00	0,00	5 655 131,22	12 426 956,56
Réalizations		424 427,75	6 347 397,59	0,00	0,00	0,00	5 655 131,22	12 426 956,56
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	11 021,66	1 314 664,10	0,00	0,00	0,00	1 991 252,18	3 316 937,94
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 198,48	92 198,48
60611	Eau et assainissement	0,00	53 484,36	0,00	0,00	0,00	19 944,53	73 428,89
60612	Energie - Electricité	0,00	415 416,89	0,00	0,00	0,00	170 702,24	586 119,13
60613	Chauffage urbain	0,00	84 047,73	0,00	0,00	0,00	0,00	84 047,73
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 310 770,48	1 310 770,48
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	38 308,98	0,00	0,00	0,00	91 278,83	129 587,81
60631	Fournitures d'entretien	0,00	66 887,30	0,00	0,00	0,00	70 945,18	137 832,48
60632	Fournitures de petit équipement	8 633,02	20 307,02	0,00	0,00	0,00	5 877,74	34 817,78
60636	Vêtements de travail	0,00	7 000,92	0,00	0,00	0,00	9 186,61	16 187,53
6064	Fournitures administratives	0,00	129,90	0,00	0,00	0,00	620,32	750,22
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199,81	199,81
6067	Fournitures scolaires	0,00	258 385,39	0,00	0,00	0,00	0,00	258 385,39
611	Contrats de prestations de services	0,00	636,00	0,00	0,00	0,00	15 656,57	16 292,57
6132	Locations immobilières	0,00	13 224,16	0,00	0,00	0,00	0,00	13 224,16
6135	Locations mobilières	0,00	114 673,56	0,00	0,00	0,00	72 160,18	186 833,74
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 043,19	0,00	0,00	0,00	0,00	1 043,19
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	52 316,51	0,00	0,00	0,00	10 153,96	62 470,47
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900,00	900,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	807,13	0,00	0,00	0,00	51 683,46	52 490,59
6156	Maintenance	0,00	90 397,03	0,00	0,00	0,00	50 614,83	141 011,86
6182	Documentation générale et technique	127,80	2 512,61	0,00	0,00	0,00	165,02	2 805,43
6184	Versements à des organismes de formation	720,00	809,20	0,00	0,00	0,00	2 404,00	3 933,20
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110,63	110,63
6226	Honoraires	0,00	2 256,64	0,00	0,00	0,00	0,00	2 256,64
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 880,67	4 880,67
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195,84	195,84
6238	Divers	0,00	1 106,54	0,00	0,00	0,00	0,00	1 106,54

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
6247	Transports collectifs	0,00	3 425,87	0,00	0,00	0,00	0,00	3 425,87
6251	Voyages et déplacements	112,90	96,77	0,00	0,00	0,00	383,72	593,39
6256	Missions	150,80	91,60	0,00	0,00	0,00	333,85	576,25
6261	Frais d'affranchissement	0,00	1 888,56	0,00	0,00	0,00	0,00	1 888,56
6262	Frais de télécommunications	1 277,14	22 180,73	0,00	0,00	0,00	8 598,17	32 056,04
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	600,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	63 229,51	0,00	0,00	0,00	687,06	63 916,57
012	Charges de personnel, frais assimilés	413 406,09	4 443 697,95	0,00	0,00	0,00	3 661 399,32	8 518 503,36
6331	Versement de transport	2 107,66	24 237,07	0,00	0,00	0,00	19 940,04	46 284,77
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 170,79	13 464,89	0,00	0,00	0,00	11 075,90	25 711,58
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 106,86	24 226,75	0,00	0,00	0,00	17 216,08	43 549,69
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	702,67	8 079,24	0,00	0,00	0,00	6 646,91	15 428,82
64111	Rémunération principale titulaires	231 723,99	1 985 236,70	0,00	0,00	0,00	1 566 206,21	3 783 166,90
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	7 301,59	49 604,40	0,00	0,00	0,00	27 375,15	84 281,14
64118	Autres indemnités titulaires	55 127,50	350 272,05	0,00	0,00	0,00	305 346,35	710 745,90
64131	Rémunérations non tit.	0,00	719 874,60	0,00	0,00	0,00	682 916,16	1 402 790,76
64136	Indemnités préavis, licenciement non tit	0,00	12 685,92	0,00	0,00	0,00	0,00	12 685,92
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	1 277,65	0,00	0,00	0,00	413,37	1 691,02
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 831,70	4 831,70
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	35 386,42	518 740,01	0,00	0,00	0,00	439 606,09	993 732,52
6453	Cotisations aux caisses de retraites	74 102,22	659 455,94	0,00	0,00	0,00	525 162,98	1 258 721,14
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	28 977,88	0,00	0,00	0,00	26 870,83	55 848,71
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	918,99	7 895,27	0,00	0,00	0,00	6 263,66	15 077,92
6472	Prestations familiales directes	86,14	7 736,80	0,00	0,00	0,00	2 399,22	10 222,16
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	6 688,93	0,00	0,00	0,00	2 749,00	9 437,93
6488	Autres charges	2 671,26	25 243,85	0,00	0,00	0,00	16 379,67	44 294,78
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	589 035,54	0,00	0,00	0,00	2 479,72	591 515,26
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	18 339,72	0,00	0,00	0,00	0,00	18 339,72
6556	Indemnités de logement aux instituteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,87	9,87
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	498 459,53	0,00	0,00	0,00	0,00	498 459,53
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	3 354,68	0,00	0,00	0,00	0,00	3 354,68
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	20 326,56	0,00	0,00	0,00	0,00	20 326,56
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	48 555,05	0,00	0,00	0,00	2 468,88	51 023,93
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,97	0,97

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	126 701,63	3 917,74	0,00	0,00	1 713 158,55	1 843 777,92
Réalizations		0,00	126 701,63	3 917,74	0,00	0,00	1 713 158,55	1 843 777,92
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	86 585,53	3 917,74	0,00	0,00	22 460,16	112 963,43
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	86 585,53	3 917,74	0,00	0,00	22 460,16	112 963,43
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 687 696,93	1 687 696,93
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198 215,32	198 215,32
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 489 481,61	1 489 481,61
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	40 116,10	0,00	0,00	0,00	3 000,00	43 116,10
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	11 461,60	0,00	0,00	0,00	0,00	11 461,60
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	28 654,50	0,00	0,00	0,00	0,00	28 654,50
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,46	1,46
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,46	1,46
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-424 427,75	-6 220 695,96	3 917,74	0,00	0,00	-3 941 972,67	-10 583 178,64

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES		3 714 382,36	1 898 947,00	734 068,23	5 558 039,53	0,00	0,00	799,20	96 292,49
Réalizations		3 714 382,36	1 898 947,00	734 068,23	5 558 039,53	0,00	0,00	799,20	96 292,49
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	435 800,65	715 491,04	163 372,41	1 896 629,37	0,00	0,00	799,20	93 823,61
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 198,48
60611	Eau et assainissement	16 557,08	36 927,28	0,00	19 944,53	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	188 332,94	227 083,95	0,00	170 702,24	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	19 462,44	64 585,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	1 310 770,48	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	10 797,10	21 844,00	5 667,88	90 812,25	0,00	0,00	0,00	466,58
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	66 887,30	70 945,18	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	10 459,58	4 610,31	5 237,13	5 714,84	0,00	0,00	0,00	162,90
60636	Vêtements de travail	3 355,92	3 645,00	0,00	9 186,61	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	129,90	0,00	620,32	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199,81
6067	Fournitures scolaires	78 345,69	162 111,79	17 927,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	372,00	264,00	0,00	15 656,57	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	13 224,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	34 374,47	80 224,09	75,00	72 160,18	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 043,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	14 746,56	27 570,40	9 999,55	10 153,96	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	807,13	0,00	0,00	51 683,46	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	27 405,88	62 402,12	589,03	50 614,83	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	735,00	1 777,61	0,00	165,02	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	376,40	432,80	0,00	2 404,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	110,63	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	2 256,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	4 880,67	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195,84
6238	Divers	0,00	0,00	1 106,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	3 425,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	45,57	51,20	0,00	383,72	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	91,60	0,00	0,00	333,85	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	714,66	1 173,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	8 910,42	12 894,11	376,20	7 798,97	0,00	0,00	799,20	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	3 386,22	7 763,29	52 080,00	687,06	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 278 581,71	1 165 116,24	0,00	3 661 399,32	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
6331	Versement de transport	18 057,99	6 179,08	0,00	19 940,04	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	10 032,07	3 432,82	0,00	11 075,90	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	18 037,33	6 189,42	0,00	17 216,08	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	6 019,43	2 059,81	0,00	6 646,91	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 422 610,81	562 625,89	0,00	1 566 206,21	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	41 725,88	7 878,52	0,00	27 375,15	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	253 783,49	96 488,56	0,00	305 346,35	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	581 551,93	138 322,67	0,00	682 916,16	0,00	0,00	0,00	0,00
64136	Indemnités préavis, licenciement non tit	0,00	12 685,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	440,75	836,90	0,00	413,37	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	4 831,70	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	392 674,71	126 065,30	0,00	439 606,09	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	476 201,69	183 254,25	0,00	525 162,98	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	23 486,22	5 491,66	0,00	26 870,83	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	5 665,54	2 229,73	0,00	6 263,66	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	6 798,66	938,14	0,00	2 399,22	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	4 187,93	2 501,00	0,00	2 749,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	17 307,28	7 936,57	0,00	16 379,67	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	18 339,72	570 695,82	10,84	0,00	0,00	0,00	2 468,88
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	18 339,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6556	Indemnités de logement aux instituteurs	0,00	0,00	0,00	9,87	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	498 459,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	0,00	3 354,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	20 326,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	48 555,05	0,00	0,00	0,00	0,00	2 468,88
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,97	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		46 485,91	40 099,62	40 116,10	1 687 832,07	0,00	0,00	0,00	25 326,48
Réalizations		46 485,91	40 099,62	40 116,10	1 687 832,07	0,00	0,00	0,00	25 326,48
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	46 485,91	40 099,62	0,00	22 460,16	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
6419	Remboursements rémunérations personnel	46 485,91	40 099,62	0,00	22 460,16	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	1 665 370,45	0,00	0,00	0,00	22 326,48
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	198 215,32	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	1 467 155,13	0,00	0,00	0,00	22 326,48
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	40 116,10	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	0,00	11 461,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	28 654,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1,46	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1,46	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-3 667 896,45	-1 858 847,38	-693 952,13	-3 870 207,46	0,00	0,00	-799,20	-70 966,01

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES		1 194 427,40	801 181,82	602 360,62	1 197 346,60	3 795 316,44
Réalizations		1 194 427,40	801 181,82	602 360,62	1 197 346,60	3 795 316,44
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	32 904,42	142 161,86	482 806,68	289 085,64	946 958,60
6042	Achats prestat* services (hors terrains)	0,00	29 272,70	30 337,69	105 973,03	165 583,42
60611	Eau et assainissement	40,74	1 681,70	295,94	2 690,68	4 709,06
60612	Energie - Electricité	3 494,51	68 554,48	10 418,15	42 541,40	125 008,54
60613	Chauffage urbain	0,00	5 238,99	0,00	0,00	5 238,99
60623	Alimentation	0,00	70,67	100,33	661,48	832,48
60628	Autres fournitures non stockées	1 291,50	5 721,82	10 512,01	17 457,13	34 982,46
60631	Fournitures d'entretien	0,00	1 934,49	0,00	0,00	1 934,49
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	135,01	731,35	7 738,33	8 604,69
60636	Vêtements de travail	0,00	381,24	2 801,58	365,52	3 548,34
6064	Fournitures administratives	215,39	0,00	360,35	0,00	575,74
6078	Autres marchandises	0,00	744,19	0,00	0,00	744,19
611	Contrats de prestations de services	0,00	213,80	2 040,00	1 368,42	3 622,22
6132	Locations immobilières	826,50	0,00	0,00	0,00	826,50
6135	Locations mobilières	1 631,23	1 120,22	314 575,37	15 951,05	333 277,87
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	732,00	2 505,60	6 710,16	4 399,46	14 347,22
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	395,62	0,00	395,62
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	6 152,40	272,40	6 424,80
6156	Maintenance	153,76	11 337,80	35 304,01	5 709,70	52 505,27
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	17,00	17,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	3 480,00	0,00	3 480,00
6182	Documentation générale et technique	2 137,40	0,00	468,64	0,00	2 606,04
6184	Versements à des organismes de formation	9 164,00	230,00	0,00	0,00	9 394,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	758,00	0,00	0,00	0,00	758,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	312,55	45,85	45,85	0,00	404,25
6226	Honoraires	0,00	5 572,30	7 095,00	6 560,00	19 227,30
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	3 558,00	9 090,00	12 648,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 008,32	5 862,65	9 027,52	15 898,49
6237	Publications	0,00	0,00	9 963,60	0,00	9 963,60
6238	Divers	120,00	0,00	1 127,84	4 419,32	5 667,16

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
6241	Transports de biens	0,00	3 430,23	0,00	0,00	3 430,23
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	129,02	0,00	129,02
6251	Voyages et déplacements	1 098,98	180,00	0,00	0,00	1 278,98
6256	Missions	3 538,96	163,35	134,71	270,65	4 107,67
6257	Réceptions	0,00	787,28	184,77	27 367,55	28 339,60
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	8,00	0,00	8,00
6262	Frais de télécommunications	2 098,77	682,34	1 897,14	2 261,27	6 939,52
6281	Concours divers (cotisations)	3 651,13	0,00	0,00	0,00	3 651,13
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	163,80	20 391,81	12 422,79	32 978,40
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	985,68	7 724,69	12 520,94	21 231,31
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	1 639,00	0,00	0,00	0,00	1 639,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 161 454,30	155 426,00	99 365,73	84 805,90	1 501 051,93
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	55 492,00	0,00	0,00	0,00	55 492,00
631	Impôts, taxes, versements (Admin. Impôts	0,00	0,00	0,00	1 389,00	1 389,00
6331	Versement de transport	6 120,59	865,53	513,62	0,00	7 499,74
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	3 400,30	480,88	285,36	0,00	4 166,54
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 119,61	865,41	445,10	0,00	7 430,12
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	2 040,15	590,50	228,21	51,00	2 909,86
64111	Rémunération principale titulaires	345 069,47	60 617,73	47 837,20	0,00	453 524,40
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	13 335,07	1 660,75	1 410,70	0,00	16 406,52
64118	Autres indemnités titulaires	99 227,95	12 607,70	14 515,09	0,00	126 350,74
64131	Rémunérations non tit.	331 746,32	34 400,87	938,57	42 450,01	409 535,77
64138	Autres indemnités non tit.	649,07	5,49	0,00	0,00	654,56
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	7 629,08	0,00	7 629,08
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	152 893,51	19 837,88	7 626,30	274,00	180 631,69
6453	Cotisations aux caisses de retraites	124 979,74	20 974,06	15 915,53	0,00	161 869,33
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	13 395,41	1 393,46	308,05	0,00	15 096,92
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 381,60	242,50	1 347,28	40 641,89	43 613,27
6472	Prestations familiales directes	1 657,63	0,00	0,00	0,00	1 657,63
6475	Médecine du travail, pharmacie	25,00	25,00	0,00	0,00	50,00
6488	Autres charges	3 920,88	858,24	365,64	0,00	5 144,76
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	503 593,96	18 188,21	823 455,06	1 345 237,23
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	15 790,00	3 688,21	7 720,44	27 198,65
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	363 703,96	0,00	0,00	363 703,96
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	1 670,62	1 670,62
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	124 100,00	14 500,00	814 064,00	952 664,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
67	Charges exceptionnelles	68,68	0,00	2 000,00	0,00	2 068,68
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	68,68	0,00	0,00	0,00	68,68
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	205 008,00	24 855,93	95 028,89	71 348,50	396 241,32
	Réalisations	205 008,00	24 855,93	95 028,89	71 348,50	396 241,32
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	5 529,93	1 893,66	0,00	7 423,59
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	5 529,93	1 893,66	0,00	7 423,59
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	205 008,00	2 926,00	28 085,23	21 519,50	257 538,73
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	2 960,00	21 519,50	24 479,50
70684	Redevances d'archéologie préventive	0,00	0,00	25 125,23	0,00	25 125,23
7078	Autres marchandises	0,00	535,00	0,00	0,00	535,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	201 129,00	0,00	0,00	0,00	201 129,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	3 879,00	0,00	0,00	0,00	3 879,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	2 391,00	0,00	0,00	2 391,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	15 400,00	65 050,00	49 829,00	130 279,00
74718	Autres participations Etat	0,00	10 000,00	65 050,00	8 629,00	83 679,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
74758	Participat° Autres groupements	0,00	0,00	0,00	4 200,00	4 200,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	4 000,00	0,00	12 000,00	16 000,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	1 400,00	0,00	10 000,00	11 400,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-989 419,40	-776 325,89	-507 331,73	-1 125 998,10	-3 399 075,12

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES		87 315,65	304 179,88	37 720,23	371 966,06	0,00	0,00	97 390,96	504 969,66
Réalizations		87 315,65	304 179,88	37 720,23	371 966,06	0,00	0,00	97 390,96	504 969,66
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	215,65	132 963,88	720,23	8 262,10	0,00	0,00	180,56	482 626,12
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	29 272,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 337,69
60611	Eau et assainissement	0,00	1 444,32	53,30	184,08	0,00	0,00	0,00	295,94
60612	Energie - Electricité	185,65	66 554,31	533,70	1 280,82	0,00	0,00	0,00	10 418,15
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	5 238,99	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	70,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,33
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	5 721,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 512,01
60631	Fournitures d'entretien	0,00	1 934,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	135,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	731,35
60636	Vêtements de travail	0,00	381,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 801,58
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360,35
6078	Autres marchandises	0,00	744,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	213,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 040,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	1 120,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	314 575,37
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	2 268,00	0,00	237,60	0,00	0,00	0,00	6 710,16
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	395,62
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 152,40
6156	Maintenance	30,00	10 087,78	133,23	1 086,79	0,00	0,00	0,00	35 304,01
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 480,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	468,64
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	230,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	45,85	0,00	0,00	0,00	0,00	45,85	0,00
6226	Honoraires	0,00	5 572,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 095,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 558,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 008,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 862,65
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 963,60
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 127,84
6241	Transports de biens	0,00	3 430,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129,02
6251	Voyages et déplacements	0,00	180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	163,35	0,00	0,00	0,00	0,00	134,71	0,00
6257	Réceptions	0,00	787,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	184,77
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
6262	Frais de télécommunications	0,00	448,52	0,00	233,82	0,00	0,00	0,00	1 897,14
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	163,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 391,81
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	985,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 724,69
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	155 426,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 210,40	2 155,33
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
631	Impôts, taxes, versements (Admin. Impôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	865,53	0,00	0,00	0,00	0,00	513,62	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	480,88	0,00	0,00	0,00	0,00	285,36	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	865,41	0,00	0,00	0,00	0,00	445,10	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	590,50	0,00	0,00	0,00	0,00	171,21	57,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	60 617,73	0,00	0,00	0,00	0,00	47 837,20	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	1 660,75	0,00	0,00	0,00	0,00	1 410,70	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	12 607,70	0,00	0,00	0,00	0,00	14 515,09	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	34 400,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	938,57
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	5,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 629,08	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	19 837,88	0,00	0,00	0,00	0,00	7 621,30	5,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	20 974,06	0,00	0,00	0,00	0,00	15 915,53	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	1 393,46	0,00	0,00	0,00	0,00	308,05	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	242,50	0,00	0,00	0,00	0,00	192,52	1 154,76
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	25,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	858,24	0,00	0,00	0,00	0,00	365,64	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	87 100,00	15 790,00	37 000,00	363 703,96	0,00	0,00	0,00	18 188,21
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	15 790,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 688,21
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	0,00	0,00	363 703,96	0,00	0,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	87 100,00	0,00	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	24 235,17	0,00	620,76	0,00	0,00	0,00	95 028,89
Réalizations		0,00	24 235,17	0,00	620,76	0,00	0,00	0,00	95 028,89
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	4 909,17	0,00	620,76	0,00	0,00	0,00	1 893,66
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	4 909,17	0,00	620,76	0,00	0,00	0,00	1 893,66
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	2 926,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 085,23
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 960,00
70684	Redevances d'archéologie préventive	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 125,23
7078	Autres marchandises	0,00	535,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	2 391,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	15 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 050,00
74718	Autres participations Etat	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 050,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participat° Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-87 315,65	-279 944,71	-37 720,23	-371 345,30	0,00	0,00	-97 390,96	-409 940,77

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES		2 064 709,34	3 988 001,20	6 097 979,77	12 150 690,31
Réalisations		2 064 709,34	3 988 001,20	6 097 979,77	12 150 690,31
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	76 430,37	1 358 632,55	891 622,45	2 326 685,37
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	41 818,62	116 253,80	158 072,42
60611	Eau et assainissement	918,77	112 617,98	6 080,08	119 616,83
60612	Energie - Electricité	23 189,31	470 625,18	67 087,16	560 901,65
60613	Chauffage urbain	0,00	142 956,40	17 589,62	160 546,02
60621	Combustibles	0,00	179,28	0,00	179,28
60622	Carburants	0,00	0,00	246,53	246,53
60623	Alimentation	0,00	5 942,36	93 296,78	99 239,14
60624	Produits de traitement	0,00	3 417,01	0,00	3 417,01
60628	Autres fournitures non stockées	4 735,79	101 146,96	75 449,69	181 332,44
60631	Fournitures d'entretien	26 659,37	515,66	1 107,41	28 282,44
60632	Fournitures de petit équipement	679,55	21 889,71	31 538,26	54 107,52
60636	Vêtements de travail	5 710,74	10 731,06	299,93	16 741,73
6064	Fournitures administratives	604,25	297,22	1 411,66	2 313,13
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	1 634,62	1 634,62
611	Contrats de prestations de services	0,00	75 797,47	38 587,04	114 384,51
6132	Locations immobilières	0,00	24 217,49	8 041,27	32 258,76
6135	Locations mobilières	216,00	24 692,43	13 722,42	38 630,85
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	2 800,77	11 683,93	14 484,70
61521	Entretien terrains	0,00	114 668,73	0,00	114 668,73
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	18 141,20	14 610,94	32 752,14
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	900,00	900,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	16 068,55	0,00	16 068,55
6156	Maintenance	230,40	72 962,17	16 896,14	90 088,71
617	Etudes et recherches	0,00	23 760,48	11 340,00	35 100,48
6182	Documentation générale et technique	135,00	146,45	1 803,28	2 084,73
6184	Versements à des organismes de formation	2 654,10	6 542,20	35 741,81	44 938,11
6188	Autres frais divers	0,00	3 370,00	0,00	3 370,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	9,17	110,60	125,02	244,79
6226	Honoraires	0,00	1 112,37	2 638,59	3 750,96
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	150,00	150,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
6228	Divers	0,00	709,73	1 034,06	1 743,79
6236	Catalogues et imprimés	0,00	725,86	8 085,00	8 810,86
6238	Divers	7 110,20	4 069,38	21 590,10	32 769,68
6241	Transports de biens	0,00	1 920,00	0,00	1 920,00
6247	Transports collectifs	0,00	6 422,82	200 550,13	206 972,95
6251	Voyages et déplacements	98,82	332,56	4 737,07	5 168,45
6256	Missions	15,25	155,60	906,30	1 077,15
6257	Réceptions	1 350,00	811,20	32,90	2 194,10
6262	Frais de télécommunications	436,37	11 836,69	4 219,07	16 492,13
627	Services bancaires et assimilés	0,28	9,21	0,00	9,49
6281	Concours divers (cotisations)	927,00	498,26	50,00	1 475,26
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	12 084,86	10 919,20	23 004,06
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	21 900,03	71 262,64	93 162,67
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	750,00	452,00	0,00	1 202,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	176,00	0,00	176,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 069 968,97	2 586 127,02	5 088 287,91	8 744 383,90
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	38 080,00	186 204,00	0,00	224 284,00
6218	Autre personnel extérieur	1 273,13	892,50	0,00	2 165,63
6331	Versement de transport	5 375,58	12 433,51	28 238,53	46 047,62
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 986,04	6 907,70	15 688,35	25 582,09
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 374,28	12 402,82	27 478,32	45 255,42
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 791,79	4 144,25	9 413,46	15 349,50
64111	Rémunération principale titulaires	484 776,65	1 196 598,15	1 809 657,84	3 491 032,64
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	12 832,19	42 680,58	78 520,51	134 033,28
64118	Autres indemnités titulaires	140 936,02	279 393,43	409 961,91	830 291,36
64131	Rémunérations non tit.	100 331,33	172 779,72	1 248 468,21	1 521 579,26
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	585,90	585,90
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	6 518,18	88 490,90	95 009,08
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	6 982,91	0,00	6 982,91
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	105 833,22	232 629,09	648 469,09	986 931,40
6453	Cotisations aux caisses de retraites	159 690,29	393 761,24	640 977,53	1 194 429,06
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	4 063,39	6 918,92	54 040,88	65 023,19
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	268,13	0,00	268,13
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 941,61	4 812,04	7 266,75	14 020,40
6472	Prestations familiales directes	744,08	4 902,60	3 894,46	9 541,14
6475	Médecine du travail, pharmacie	466,51	1 915,00	1 387,35	3 768,86
6488	Autres charges	3 472,86	12 982,25	15 747,92	32 203,03
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	918 310,00	35 424,63	95 237,41	1 048 972,04
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	424,63	1 363,41	1 788,04

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	34 000,00	0,00	34 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	918 310,00	1 000,00	93 874,00	1 013 184,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	7 817,00	22 832,00	30 649,00
6714	Bourses et prix	0,00	7 600,00	22 832,00	30 432,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	217,00	0,00	217,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		108 693,85	654 884,85	2 539 790,49	3 303 369,19
Réalizations		108 693,85	654 884,85	2 539 790,49	3 303 369,19
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	13 738,85	39 297,82	52 561,91	105 598,58
6419	Remboursements rémunérations personnel	13 738,85	39 297,82	52 561,91	105 598,58
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	94 955,00	314 597,73	557 258,39	966 811,12
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	18 507,36	0,00	18 507,36
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	70 479,37	0,00	70 479,37
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	557 258,39	557 258,39
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	91 235,00	210 330,00	0,00	301 565,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	3 720,00	11 525,00	0,00	15 245,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	3 756,00	0,00	3 756,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	29 389,30	1 928 538,19	1 957 927,49
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	28 211,82	28 211,82
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00
7473	Participat° Départements	0,00	23 721,30	0,00	23 721,30
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	20 500,00	20 500,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	1 877 826,37	1 877 826,37
7488	Autres attributions et participations	0,00	5 668,00	0,00	5 668,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	191 500,00	0,00	191 500,00
752	Revenus des immeubles	0,00	191 500,00	0,00	191 500,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	80 100,00	1 432,00	81 532,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	100,00	1 432,00	1 532,00
774	Subventions exceptionnelles	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
SOLDE (3)		-1 956 015,49	-3 333 116,35	-3 558 189,28	-8 847 321,12

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES		1 324 042,72	669 982,97	842 652,58	1 023 205,15	128 117,78	4 294 034,64	1 803 945,13	0,00
Réalisations		1 324 042,72	669 982,97	842 652,58	1 023 205,15	128 117,78	4 294 034,64	1 803 945,13	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	410 465,50	450 110,42	122 259,81	290 279,04	85 517,78	389 211,18	502 411,27	0,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	150,00	0,00	41 668,62	28 618,27	87 635,53	0,00
60611	Eau et assainissement	14 166,36	53 577,98	3 867,98	41 005,66	0,00	622,59	5 457,49	0,00
60612	Energie - Electricité	226 115,77	160 310,64	19 750,05	64 448,72	0,00	45 590,74	21 496,42	0,00
60613	Chauffage urbain	71 030,91	0,00	71 925,49	0,00	0,00	0,00	17 589,62	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	179,28	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	246,53	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	330,42	0,00	5 611,94	86 748,71	6 548,07	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	3 417,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	11 614,77	52 879,43	6 696,89	27 264,59	2 691,28	39 669,88	35 779,81	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	515,66	0,00	0,00	1 107,41	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	2 680,78	4 125,24	1 419,84	13 663,85	0,00	17 405,43	14 132,83	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	4 431,06	6 300,00	0,00	299,93	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	297,22	0,00	755,01	656,65	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 163,74	470,88	0,00
611	Contrats de prestations de services	2 268,00	67 183,44	2 112,00	3 396,00	838,03	9 538,90	29 048,14	0,00
6132	Locations immobilières	10 969,49	13 248,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 041,27	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	662,31	3 680,93	10 841,59	9 507,60	295,00	13 427,42	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 232,84	1 567,93	0,00	0,00	0,00	0,00	11 683,93	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	45 154,83	0,00	69 513,90	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	6 891,71	2 056,67	3 783,22	525,60	4 884,00	11 383,65	3 227,29	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	7 259,72	0,00	0,00	8 808,83	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	42 666,40	24 588,40	2 877,34	2 830,03	0,00	5 170,69	11 725,45	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	23 760,48	0,00	0,00	11 340,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	146,45	0,00	112,00	1 691,28	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	2 566,80	536,00	495,00	2 944,40	0,00	34 750,00	991,81	0,00
6188	Autres frais divers	3 240,00	130,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	110,60	0,00	0,00	125,02	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	1 112,37	0,00	1 557,37	1 081,22	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	629,27	0,00	80,46	0,00	1 034,06	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	725,86	711,00	7 374,00	0,00
6238	Divers	0,00	684,00	0,00	648,00	2 737,38	0,00	21 590,10	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	1 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	6 422,82	98 844,42	101 705,71	0,00
6251	Voyages et déplacements	36,60	0,00	90,40	205,56	0,00	3 914,50	822,57	0,00
6256	Missions	155,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	906,30	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	811,20	0,00	0,00	32,90	0,00
6262	Frais de télécommunications	6 876,39	2 407,83	581,97	1 970,50	0,00	1 298,57	2 920,50	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	9,21	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	83,26	415,00	0,00	50,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	8 459,28	3 625,58	0,00	10 919,20	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	693,36	20 997,72	0,00	208,95	0,00	160,71	71 101,93	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	452,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	176,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	913 577,22	219 872,55	719 968,14	732 709,11	0,00	3 904 611,06	1 183 676,85	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0,00	0,00	186 204,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	892,50	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	4 744,43	1 064,16	2 701,13	3 923,79	0,00	21 547,82	6 690,71	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 635,61	591,31	1 500,80	2 179,98	0,00	11 971,11	3 717,24	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 742,98	1 064,06	2 700,67	3 895,11	0,00	21 545,21	5 933,11	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 581,36	354,75	900,52	1 307,62	0,00	7 183,29	2 230,17	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	490 314,40	116 176,07	268 459,29	321 648,39	0,00	1 413 698,64	395 959,20	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	13 205,46	3 851,77	17 414,07	8 209,28	0,00	57 664,42	20 856,09	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	107 546,94	30 176,49	69 728,51	71 941,49	0,00	294 487,13	115 474,78	0,00
64131	Rémunérations non tit.	35 388,33	4 220,47	26 741,14	106 429,78	0,00	1 006 006,59	242 461,62	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204,72	381,18	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	6 518,18	0,00	0,00	88 490,90	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	6 982,91	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	84 832,36	17 894,22	49 174,71	80 727,80	0,00	510 359,21	138 109,88	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	158 322,48	38 267,46	89 658,39	107 512,91	0,00	497 794,08	143 183,45	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 433,22	0,00	972,70	4 513,00	0,00	40 634,52	13 406,36	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	268,13	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 967,89	486,32	1 074,75	1 283,08	0,00	5 671,05	1 595,70	0,00
6472	Prestations familiales directes	980,52	3 922,08	0,00	0,00	0,00	2 843,05	1 051,41	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	835,00	240,00	0,00	840,00	0,00	1 262,35	125,00	0,00
6488	Autres charges	5 046,24	1 563,39	2 737,46	3 635,16	0,00	11 737,87	4 010,05	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	424,63	0,00	35 000,00	212,40	95 025,01	0,00
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	0,00	424,63	0,00	0,00	212,40	1 151,01	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	93 874,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	217,00	7 600,00	0,00	22 832,00	0,00
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	0,00	7 600,00	0,00	22 832,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	217,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		178 909,38	280 577,44	124 933,74	43 574,29	26 890,00	2 145 431,98	394 358,51	0,00
Réalisations		178 909,38	280 577,44	124 933,74	43 574,29	26 890,00	2 145 431,98	394 358,51	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	1 307,71	8 346,44	10 126,74	19 516,93	0,00	52 561,91	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	1 307,71	8 346,44	10 126,74	19 516,93	0,00	52 561,91	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	156 880,37	4 731,00	114 807,00	20 057,36	18 122,00	412 885,85	144 372,54	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	18 507,36	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	873,37	4 731,00	46 753,00	0,00	18 122,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	412 885,85	144 372,54	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	142 881,00	0,00	67 449,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	10 920,00	0,00	605,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	2 206,00	0,00	0,00	1 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	20 721,30	0,00	0,00	0,00	8 668,00	1 679 984,22	248 553,97	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 241,82	25 970,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
7473	Participat° Départements	20 721,30	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 677 742,40	200 083,97	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	5 668,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	187 500,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	187 500,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	80 000,00	0,00	0,00	100,00	0,00	1 432,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	1 432,00	0,00
774	Subventions exceptionnelles	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-1 145 133,34	-389 405,53	-717 718,84	-979 630,86	-101 227,78	-2 148 602,66	-1 409 586,62	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES		11 254,37	3 469 806,49	3 481 060,86
Réalisations		11 254,37	3 469 806,49	3 481 060,86
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	11 254,37	41 029,25	52 283,62
60611	Eau et assainissement	204,78	18 505,67	18 710,45
60612	Energie - Electricité	3 816,10	15 066,22	18 882,32
60631	Fournitures d'entretien	1 511,85	0,00	1 511,85
60632	Fournitures de petit équipement	312,08	0,00	312,08
611	Contrats de prestations de services	0,00	200,00	200,00
6132	Locations immobilières	0,00	-510,00	-510,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	2 353,27	2 353,27
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	52,32	1 587,47	1 639,79
6156	Maintenance	2 944,28	2 403,62	5 347,90
6238	Divers	660,00	0,00	660,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	807,42	0,00	807,42
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	1 423,00	1 423,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	945,54	0,00	945,54
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	54 406,00	54 406,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	0,00	54 406,00	54 406,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	3 374 084,30	3 374 084,30
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	3 080 000,00	3 080 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	294 084,30	294 084,30
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	286,94	286,94
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	286,94	286,94
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
RECETTES		50 986,61	10 225,00	61 211,61
Réalizations		50 986,61	10 225,00	61 211,61
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	9 698,41	0,00	9 698,41
70878	Remb. frais par d'autres redevables	9 698,41	0,00	9 698,41
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	10 000,00	10 000,00
74718	Autres participations Etat	0,00	10 000,00	10 000,00
75	Autres produits de gestion courante	41 288,20	0,00	41 288,20
752	Revenus des immeubles	41 288,20	0,00	41 288,20
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	225,00	225,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	225,00	225,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		39 732,24	-3 459 581,49	-3 419 849,25

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES		0,00	11 254,37	0,00	3 152 953,27	448,04	0,00	113 237,12	203 168,06
Réalizations		0,00	11 254,37	0,00	3 152 953,27	448,04	0,00	113 237,12	203 168,06
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	11 254,37	0,00	2 353,27	448,04	0,00	40 459,88	-2 231,94
60611	Eau et assainissement	0,00	204,78	0,00	0,00	40,74	0,00	18 464,93	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	3 816,10	0,00	0,00	407,30	0,00	14 658,92	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	1 511,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	312,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-510,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	2 353,27	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	52,32	0,00	0,00	0,00	0,00	3 309,41	-1 721,94
6156	Maintenance	0,00	2 944,28	0,00	0,00	0,00	0,00	2 403,62	0,00
6238	Divers	0,00	660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	807,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établiss sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 423,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	945,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 406,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 406,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 150 600,00	0,00	0,00	18 084,30	205 400,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	3 080 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	70 600,00	0,00	0,00	18 084,30	205 400,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286,94	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286,94	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	50 986,61	0,00	0,00	0,00	0,00	10 225,00	0,00
Réalizations		0,00	50 986,61	0,00	0,00	0,00	0,00	10 225,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	9 698,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	9 698,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	41 288,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	41 288,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	39 732,24	0,00	-3 152 953,27	-448,04	0,00	-103 012,12	-203 168,06

VILLE DE BEUVAIS - BEUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES		0,00	7 000,00	0,00	6 000,00	3 621 011,80	3 634 011,80
Réalizations		0,00	7 000,00	0,00	6 000,00	3 621 011,80	3 634 011,80
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	226 217,27	226 217,27
6042	Achats prestat* services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	95 749,97	95 749,97
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 051,71	1 051,71
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	40 466,57	40 466,57
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	13 195,76	13 195,76
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	14 347,47	14 347,47
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	10 691,19	10 691,19
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 592,72	3 592,72
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	1 326,05	1 326,05
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	376,02	376,02
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	794,43	794,43
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	1 859,43	1 859,43
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	3 244,21	3 244,21
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 143,39	1 143,39
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	11 817,85	11 817,85
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	820,00	820,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	157,00	157,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 196,50	-1 196,50
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,33	13 333,33
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	397,72	397,72
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	69,50	69,50
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	1 572,55	1 572,55
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 188,00	1 188,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	10 218,90	10 218,90
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	2 085 648,94	2 085 648,94
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	11 199,83	11 199,83
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	6 222,20	6 222,20
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	11 197,68	11 197,68
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	3 733,34	3 733,34

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	937 620,39	937 620,39
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	29 427,29	29 427,29
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	182 909,67	182 909,67
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	313 708,27	313 708,27
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	781,75	781,75
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	17 352,09	17 352,09
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	234 879,42	234 879,42
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	311 856,50	311 856,50
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	12 285,69	12 285,69
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	740,46	740,46
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	3 754,42	3 754,42
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	973,31	973,31
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	753,00	753,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	6 253,63	6 253,63
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	7 000,00	0,00	6 000,00	1 309 120,00	1 322 120,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	7 000,00	0,00	6 000,00	1 309 120,00	1 322 120,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	25,59	25,59
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	25,59	25,59
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 620 531,52	1 620 531,52
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	1 620 531,52	1 620 531,52
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	23 199,59	23 199,59
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	23 199,59	23 199,59
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	261 396,01	261 396,01
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	258 809,01	258 809,01
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 445,00	2 445,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	142,00	142,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 322 491,74	1 322 491,74
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	1 316 491,74	1 316 491,74
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	13 291,86	13 291,86
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	13 190,06	13 190,06
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	101,80	101,80
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	152,32	152,32
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	152,32	152,32
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	-7 000,00	0,00	-6 000,00	-2 000 480,28	-2 013 480,28

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES		167 167,17	0,00	0,00	0,00	167 167,17
Réalisations		167 167,17	0,00	0,00	0,00	167 167,17
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	24 204,12	0,00	0,00	0,00	24 204,12
60612	Energie - Electricité	13 723,59	0,00	0,00	0,00	13 723,59
6064	Fournitures administratives	117,38	0,00	0,00	0,00	117,38
6135	Locations mobilières	1 449,66	0,00	0,00	0,00	1 449,66
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	4 746,94	0,00	0,00	0,00	4 746,94
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	-528,97	0,00	0,00	0,00	-528,97
6184	Versements à des organismes de formation	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
6251	Voyages et déplacements	59,20	0,00	0,00	0,00	59,20
6256	Missions	30,50	0,00	0,00	0,00	30,50
6262	Frais de télécommunications	2 105,82	0,00	0,00	0,00	2 105,82
012	Charges de personnel, frais assimilés	142 963,05	0,00	0,00	0,00	142 963,05
6331	Versement de transport	795,44	0,00	0,00	0,00	795,44
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	441,93	0,00	0,00	0,00	441,93
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	795,42	0,00	0,00	0,00	795,42
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	265,14	0,00	0,00	0,00	265,14
64111	Rémunération principale titulaires	36 066,34	0,00	0,00	0,00	36 066,34
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	5 105,38	0,00	0,00	0,00	5 105,38
64118	Autres indemnités titulaires	6 976,25	0,00	0,00	0,00	6 976,25
64131	Rémunérations non tit.	53 619,80	0,00	0,00	0,00	53 619,80
64138	Autres indemnités non tit.	10,13	0,00	0,00	0,00	10,13
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	21 579,11	0,00	0,00	0,00	21 579,11
6453	Cotisations aux caisses de retraites	13 711,56	0,00	0,00	0,00	13 711,56
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 163,89	0,00	0,00	0,00	2 163,89
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	141,56	0,00	0,00	0,00	141,56
6488	Autres charges	1 291,10	0,00	0,00	0,00	1 291,10
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-167 167,17	0,00	0,00	0,00	-167 167,17

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES		2 727 141,94	8 217 754,50	280 125,03	11 225 021,47
Réalisations		2 727 141,94	8 217 754,50	280 125,03	11 225 021,47
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	883 362,26	1 139 671,48	31 688,10	2 054 721,84
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	3 121,00	0,00	3 121,00
60611	Eau et assainissement	3 971,58	1 536,02	446,56	5 954,16
60612	Energie - Electricité	328 366,94	39 540,75	0,00	367 907,69
60621	Combustibles	0,00	855,17	1 775,14	2 630,31
60623	Alimentation	0,00	764,88	0,00	764,88
60628	Autres fournitures non stockées	22 887,00	179 355,82	13 553,31	215 796,13
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	431,47	431,47
60632	Fournitures de petit équipement	4 615,19	142 524,15	3 848,66	150 988,00
60633	Fournitures de voirie	56 340,36	137 594,69	0,00	193 935,05
60636	Vêtements de travail	11 437,87	80 613,17	1 451,10	93 502,14
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	72,44	0,00	72,44
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	2 142,72	2 142,72
611	Contrats de prestations de services	362 898,23	26 826,64	360,00	390 084,87
6132	Locations immobilières	7 422,77	0,00	0,00	7 422,77
6135	Locations mobilières	48 799,92	16 704,48	3 923,87	69 428,27
61521	Entretien terrains	0,00	298 815,09	0,00	298 815,09
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	11 983,60	0,00	0,00	11 983,60
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	94 623,28	0,00	94 623,28
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	11 270,68	0,00	11 270,68
61524	Entretien bois et forêts	0,00	756,00	0,00	756,00
61551	Entretien matériel roulant	14 315,86	0,00	0,00	14 315,86
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	18 661,67	946,80	19 608,47
6156	Maintenance	2 555,07	15,31	122,25	2 692,63
617	Etudes et recherches	0,00	1 159,20	0,00	1 159,20
6182	Documentation générale et technique	0,00	269,00	111,30	380,30
6184	Versements à des organismes de formation	2 602,00	27 102,00	300,00	30 004,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	240,00	-60,00	180,00
6188	Autres frais divers	0,00	1 057,77	1 500,00	2 557,77
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	45,85	45,85
6226	Honoraires	0,00	16 433,09	0,00	16 433,09

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
6236	Catalogues et imprimés	0,00	6 451,30	0,00	6 451,30
6238	Divers	0,00	171,02	0,00	171,02
6241	Transports de biens	0,00	220,80	0,00	220,80
6247	Transports collectifs	0,00	273,54	0,00	273,54
6251	Voyages et déplacements	34,80	1 632,85	131,01	1 798,66
6256	Missions	0,00	10 327,41	0,00	10 327,41
6262	Frais de télécommunications	1 650,07	6 120,39	658,06	8 428,52
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	1 809,76	0,00	1 809,76
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	6 837,11	0,00	6 837,11
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	3 481,00	5 915,00	0,00	9 396,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 843 601,96	6 377 992,32	248 436,93	8 470 031,21
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	52 668,00	196 311,00	0,00	248 979,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	1 772,26	0,00	1 772,26
6331	Versement de transport	9 012,91	30 510,87	1 328,63	40 852,41
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	5 007,17	16 951,20	738,01	22 696,38
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	9 011,09	30 505,31	1 328,46	40 844,86
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	3 004,18	10 170,05	442,89	13 617,12
64111	Rémunération principale titulaires	905 912,22	3 081 613,20	106 619,97	4 094 145,39
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	17 679,88	78 151,92	1 043,73	96 875,53
64118	Autres indemnités titulaires	256 138,56	935 438,86	27 614,08	1 219 191,50
64131	Rémunérations non tit.	106 020,35	303 370,48	42 100,15	451 490,98
64138	Autres indemnités non tit.	15,00	324,48	31,56	371,04
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	69 884,05	0,00	69 884,05
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	167 721,97	559 844,72	28 807,04	756 373,73
6453	Cotisations aux caisses de retraites	291 431,40	994 238,93	35 831,42	1 321 501,75
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	4 271,34	12 268,01	1 706,32	18 245,67
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	2 776,32	0,00	2 776,32
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	3 611,28	12 268,95	426,91	16 307,14
6472	Prestations familiales directes	0,00	4 006,29	151,58	4 157,87
6475	Médecine du travail, pharmacie	772,00	3 818,71	0,00	4 590,71
6488	Autres charges	11 324,61	33 766,71	266,18	45 357,50
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	700 000,00	0,00	700 000,00
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	700 000,00	0,00	700 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	177,72	90,70	0,00	268,42
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	177,72	90,70	0,00	268,42
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		156 258,07	477 733,41	140 983,57	774 975,05
Réalizations		156 258,07	477 733,41	140 983,57	774 975,05
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	4 796,92	87 845,79	0,00	92 642,71
6419	Remboursements rémunérations personnel	4 796,92	87 845,79	0,00	92 642,71
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	107 650,61	264 144,88	0,00	371 795,49
7023	Menus produits forestiers	0,00	1 470,00	0,00	1 470,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	43 879,61	49 211,88	0,00	93 091,49
70688	Autres prestations de services	6 138,00	0,00	0,00	6 138,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	208 486,00	0,00	208 486,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	4 977,00	0,00	4 977,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	57 633,00	0,00	0,00	57 633,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	15 000,00	140 983,57	155 983,57
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	85 618,47	85 618,47
7472	Participat° Régions	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	19 422,81	19 422,81
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	0,00	35 942,29	35 942,29
75	Autres produits de gestion courante	43 810,54	110 742,74	0,00	154 553,28
752	Revenus des immeubles	20 838,45	0,00	0,00	20 838,45
757	Redevances versées par fermiers, conces.	22 972,09	110 742,74	0,00	133 714,83
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-2 570 883,87	-7 740 021,09	-139 141,46	-10 450 046,42

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES		0,00	4 753,97	0,00	1 950 601,88	517 756,04	56 149,00	197 881,05
Réalizations		0,00	4 753,97	0,00	1 950 601,88	517 756,04	56 149,00	197 881,05
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	4 753,97	0,00	159 490,20	517 756,04	3 481,00	197 881,05
6042		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Achats prestat° services (hors terrains)							
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 971,58
60612	Energie - Electricité	0,00	4 753,97	0,00	0,00	291 035,30	0,00	32 577,67
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	22 013,44	0,00	0,00	873,56
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	2 231,99	0,00	0,00	2 383,20
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	56 340,36	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	11 437,87	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	50 513,88	226 720,74	0,00	85 663,61
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 422,77
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 799,92
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 983,60
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	14 315,86	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 555,07
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	2 602,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	34,80	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 650,07
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 481,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	1 790 933,96	0,00	52 668,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 668,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	9 012,91	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	5 007,17	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	9 011,09	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	3 004,18	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	905 912,22	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	17 679,88	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	256 138,56	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	106 020,35	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	167 721,97	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	291 431,40	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	4 271,34	0,00	0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	3 611,28	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	772,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	11 324,61	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	177,72	0,00	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	177,72	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	4 796,92	2 300,00	0,00	149 161,15
Réalizations		0,00	0,00	0,00	4 796,92	2 300,00	0,00	149 161,15
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	4 796,92	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	4 796,92	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00	0,00	105 350,61
7023	Menus produits forestiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 879,61
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 138,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00	0,00	55 333,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 810,54
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 838,45
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 972,09
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	-4 753,97	0,00	-1 945 804,96	-515 456,04	-56 149,00	-48 719,90

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		631 694,74	577 494,78	2 144 516,34	4 162 777,25	701 271,39	275 716,25	2 908,78	0,00	1 500,00
Réalizations		631 694,74	577 494,78	2 144 516,34	4 162 777,25	701 271,39	275 716,25	2 908,78	0,00	1 500,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	31 494,22	210 402,96	233 546,85	663 046,76	1 180,69	27 279,32	2 908,78	0,00	1 500,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	2 750,00	371,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	1 536,02	0,00	446,56	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	906,38	0,00	0,00	38 634,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	855,17	0,00	1 775,14	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	764,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	62 174,25	0,00	116 587,88	593,69	13 553,31	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	431,47	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	392,96	109 189,61	0,00	32 941,58	0,00	3 848,66	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	137 594,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	1 503,04	5 566,68	6 769,66	66 773,79	0,00	685,04	766,06	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	72,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 142,72	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	5 904,00	216,00	0,00	20 706,64	0,00	360,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	1 362,43	1 237,38	14 104,67	0,00	3 923,87	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	298 815,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	20 396,52	74 226,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	11 270,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	756,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	10 430,43	0,00	8 231,24	0,00	946,80	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	15,31	0,00	122,25	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	1 159,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	269,00	0,00	111,30	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 605,00	1 031,20	10 373,80	14 092,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	240,00	0,00	-60,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	1 057,77	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45,85	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	12 103,11	0,00	327,66	4 002,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	6 451,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	-44,98	216,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	220,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	273,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	113,60	35,84	256,96	1 226,45	0,00	131,01	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	3 051,13	0,00	1 767,64	5 508,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	992,30	5 128,09	0,00	658,06	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	1 809,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	6 837,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	5 915,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	600 200,52	367 091,82	1 910 969,49	3 499 730,49	0,00	248 436,93	0,00	0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	196 311,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	1 772,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	2 124,51	1 868,13	8 990,89	17 527,34	0,00	1 328,63	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 180,17	1 037,79	4 995,66	9 737,58	0,00	738,01	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 124,05	1 867,64	8 990,06	17 523,56	0,00	1 328,46	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	708,12	622,57	2 997,42	5 841,94	0,00	442,89	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	165 235,17	189 369,48	975 589,72	1 751 418,83	0,00	106 619,97	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	11 971,82	2 572,44	15 960,22	47 647,44	0,00	1 043,73	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	45 149,87	53 859,95	385 006,51	451 422,53	0,00	27 614,08	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	64 974,54	16 588,95	25 474,07	196 332,92	0,00	42 100,15	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	214,32	0,00	110,16	0,00	0,00	31,56	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	69 884,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	45 727,20	33 954,89	155 463,74	324 698,89	0,00	28 807,04	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	56 746,41	61 136,93	310 220,44	566 135,15	0,00	35 831,42	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 640,15	672,28	1 036,19	7 919,39	0,00	1 706,32	0,00	0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	2 776,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	661,44	758,01	3 870,57	6 978,93	0,00	426,91	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	587,16	0,00	205,58	3 213,55	0,00	151,58	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	408,00	869,51	597,00	1 944,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	3 436,59	1 913,25	11 461,26	16 955,61	0,00	266,18	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	90,70	0,00	0,00	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	0,00	90,70	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		14 106,88	179 360,60	137 100,60	147 165,33	0,00	140 983,57	0,00	0,00	0,00
Réalisations		14 106,88	179 360,60	137 100,60	147 165,33	0,00	140 983,57	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	14 106,88	19 405,98	22 317,60	32 015,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	14 106,88	19 405,98	22 317,60	32 015,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	49 211,88	114 783,00	100 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7023	Menus produits forestiers	0,00	0,00	0,00	1 470,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	49 211,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	0,00	112 648,00	95 838,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	2 135,00	2 842,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	140 983,57	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 618,47	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 422,81	0,00	0,00	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 942,29	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	110 742,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	110 742,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-617 587,86	-398 134,18	-2 007 415,74	-4 015 611,92	-701 271,39	-134 732,68	-2 908,78	0,00	-1 500,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES		60 686,47	1 388,98	0,00	0,00	87 580,40	0,00	0,00	149 655,85
Réalizations		60 686,47	1 388,98	0,00	0,00	87 580,40	0,00	0,00	149 655,85
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	850,00	1 388,98	0,00	0,00	41 980,40	0,00	0,00	44 219,38
60611	Eau et assainissement	0,00	560,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	560,33
60612	Energie - Electricité	0,00	828,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	828,65
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	33 660,00	0,00	0,00	33 660,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 226,00	0,00	0,00	2 226,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	3 716,40	0,00	0,00	3 716,40
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	828,00	0,00	0,00	828,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 550,00	0,00	0,00	1 550,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	850,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	68 483,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 483,31
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	28 365,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 365,00
6331	Versement de transport	216,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216,96
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	120,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120,51
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	216,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216,96
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	72,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72,28
64111	Rémunération principale titulaires	24 099,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 099,64
64118	Autres indemnités titulaires	3 824,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 824,73
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 646,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 646,58
6453	Cotisations aux caisses de retraites	7 573,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 573,56
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	96,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96,45
6475	Médecine du travail, pharmacie	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
6488	Autres charges	200,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,64

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	-8 646,84	0,00	0,00	0,00	45 600,00	0,00	0,00	36 953,16
6521	Déficit budgets annexes administratifs	-8 646,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-8 646,84
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	45 600,00	0,00	0,00	45 600,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		39 919,90	79 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 359,90
Réalizations		39 919,90	79 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 359,90
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	39 919,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 919,90
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	39 919,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 919,90
73	Impôts et taxes	0,00	79 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 440,00
7336	Droits de place	0,00	79 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 440,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-20 766,57	78 051,02	0,00	0,00	-87 580,40	0,00	0,00	-30 295,95

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		15 510 852,45	2 653 864,93	0,00	0,00	18 164 717,38
Réalizations		15 510 852,45	1 871 368,64	0,00	0,00	17 382 221,09
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	7 232 934,91	0,00	0,00	0,00	7 232 934,91
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	188 246,92	0,00	0,00	0,00	188 246,92
13911	Etat et établissements nationaux	137 390,36	0,00	0,00	0,00	137 390,36
13912	Sub. transf cpte résultat. Régions	5 193,44	0,00	0,00	0,00	5 193,44
13913	Sub. transf cpte résultat. Départements	20 509,06	0,00	0,00	0,00	20 509,06
13916	Sub. transf cpte résultat. Autres EPL	4 340,00	0,00	0,00	0,00	4 340,00
13918	Autres subventions d'équipement	20 814,06	0,00	0,00	0,00	20 814,06
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	2 907,00	0,00	0,00	2 907,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	2 907,00	0,00	0,00	2 907,00
16	Emprunts et dettes assimilées	8 089 670,62	17 486,51	0,00	0,00	8 107 157,13
1641	Emprunts en euros	8 076 467,91	0,00	0,00	0,00	8 076 467,91
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	17 486,51	0,00	0,00	17 486,51
16818	Emprunts - Autres prêteurs	13 202,71	0,00	0,00	0,00	13 202,71
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	239 105,61	0,00	0,00	239 105,61
2031	Frais d'études	0,00	29 064,00	0,00	0,00	29 064,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	210 041,61	0,00	0,00	210 041,61
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 592 697,01	0,00	0,00	1 592 697,01
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	1 173,02	0,00	0,00	1 173,02
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	7 896,00	0,00	0,00	7 896,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	108 531,48	0,00	0,00	108 531,48

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
2135	Installations générales, agencements	0,00	300 561,75	0,00	0,00	300 561,75
2138	Autres constructions	0,00	67 066,47	0,00	0,00	67 066,47
2151	Réseaux de voirie	0,00	78 068,60	0,00	0,00	78 068,60
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	17 800,49	0,00	0,00	17 800,49
2182	Matériel de transport	0,00	491 961,22	0,00	0,00	491 961,22
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	256 154,10	0,00	0,00	256 154,10
2184	Mobilier	0,00	26 857,55	0,00	0,00	26 857,55
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	236 626,33	0,00	0,00	236 626,33
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	19 172,51	0,00	0,00	19 172,51
2313	Constructions	0,00	19 172,51	0,00	0,00	19 172,51
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	782 496,29	0,00	0,00	782 496,29
RECETTES (2)		26 758 565,77	38 643,28	0,00	0,00	26 797 209,05
Réalisations		26 758 565,77	26 643,28	0,00	0,00	26 785 209,05
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	4 911 039,79	0,00	0,00	0,00	4 911 039,79
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	46 904,00	0,00	0,00	0,00	46 904,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	20 078,25	0,00	0,00	0,00	20 078,25
28031	Frais d'études	68 919,89	0,00	0,00	0,00	68 919,89
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	56 160,00	0,00	0,00	0,00	56 160,00
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	622 946,33	0,00	0,00	0,00	622 946,33
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	24 226,54	0,00	0,00	0,00	24 226,54
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	174 875,28	0,00	0,00	0,00	174 875,28
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
28041631	ADM : Bien mobilier, matériel	22 408,35	0,00	0,00	0,00	22 408,35
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	7 086,82	0,00	0,00	0,00	7 086,82
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	13 007,03	0,00	0,00	0,00	13 007,03
280422	Privé : Bâtiments, installations	11 563,20	0,00	0,00	0,00	11 563,20
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	5 753,40	0,00	0,00	0,00	5 753,40
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	168,67	0,00	0,00	0,00	168,67

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
28051	Concessions et droits similaires	66 130,98	0,00	0,00	0,00	66 130,98
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	104 023,27	0,00	0,00	0,00	104 023,27
28128	Autres aménagements de terrains	317 105,07	0,00	0,00	0,00	317 105,07
281316	Equipements de cimetière	4 245,56	0,00	0,00	0,00	4 245,56
28135	Installations générales, agencements, ..	566 003,91	0,00	0,00	0,00	566 003,91
28138	Autres constructions	17 253,85	0,00	0,00	0,00	17 253,85
28152	Installations de voirie	708 726,56	0,00	0,00	0,00	708 726,56
281533	Réseaux câblés	70 034,50	0,00	0,00	0,00	70 034,50
281534	Réseaux d'électrification	2 156,10	0,00	0,00	0,00	2 156,10
281538	Autres réseaux	1 854,51	0,00	0,00	0,00	1 854,51
281571	Matériel roulant	13 821,68	0,00	0,00	0,00	13 821,68
281578	Autre matériel et outillage de voirie	101 177,97	0,00	0,00	0,00	101 177,97
28158	Autres installat°, matériel et outillage	179 110,32	0,00	0,00	0,00	179 110,32
28181	Installations générales, aménagt divers	5 032,20	0,00	0,00	0,00	5 032,20
28182	Matériel de transport	285 672,16	0,00	0,00	0,00	285 672,16
28183	Matériel de bureau et informatique	367 560,11	0,00	0,00	0,00	367 560,11
28184	Mobilier	285 027,62	0,00	0,00	0,00	285 027,62
28185	Cheptel	150,00	0,00	0,00	0,00	150,00
28188	Autres immo. corporelles	580 521,77	0,00	0,00	0,00	580 521,77
4817	Pénalités de renégociation de la dette	131 333,89	0,00	0,00	0,00	131 333,89
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	12 758 047,68	0,00	0,00	0,00	12 758 047,68
10222	FCTVA	5 227 736,17	0,00	0,00	0,00	5 227 736,17
10223	TLE	92,00	0,00	0,00	0,00	92,00
10226	Taxe d'aménagement	340 463,11	0,00	0,00	0,00	340 463,11
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	7 189 756,40	0,00	0,00	0,00	7 189 756,40
13	Subventions d'investissement	583 607,00	5 580,00	0,00	0,00	589 187,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	5 580,00	0,00	0,00	5 580,00
1342	Amendes de police non transférable	583 607,00	0,00	0,00	0,00	583 607,00
16	Emprunts et dettes assimilées	8 505 871,30	21 063,28	0,00	0,00	8 526 934,58
1641	Emprunts en euros	8 500 000,00	0,00	0,00	0,00	8 500 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	21 063,28	0,00	0,00	21 063,28
16818	Emprunts - Autres prêteurs	5 871,30	0,00	0,00	0,00	5 871,30
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
SOLDE (2)		11 247 713,32	-2 615 221,65	0,00	0,00	8 632 491,67

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		2 143 194,96	0,00	0,00	1 949,40	181 077,30	115 753,00	211 890,27	0,00	0,00
Réalizations		1 518 343,55	0,00	0,00	1 949,40	165 045,57	62 271,40	123 758,72	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13916	Sub. transf cpte résult. Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 907,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	2 907,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	640,00	0,00	0,00	0,00	12 484,51	4 362,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	640,00	0,00	0,00	0,00	12 484,51	4 362,00	0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	231 761,61	0,00	0,00	0,00	7 344,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	21 720,00	0,00	0,00	0,00	7 344,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	210 041,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 263 862,43	0,00	0,00	1 949,40	145 217,06	57 909,40	123 758,72	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 173,02	0,00
2128	Autres agencements et aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 896,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 531,48	0,00
2135	Installations générales, agencements	242 652,35	0,00	0,00	0,00	0,00	57 909,40	0,00	0,00
2138	Autres constructions	67 066,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	78 068,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	17 391,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	409,15	0,00
2182	Matériel de transport	491 961,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	256 154,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	26 857,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	83 710,80	0,00	0,00	1 949,40	145 217,06	0,00	5 749,07	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
23	Immobilisations en cours	19 172,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	19 172,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		624 851,41	0,00	0,00	0,00	16 031,73	53 481,60	88 131,55	0,00	0,00
RECETTES (2)		332,77	0,00	0,00	0,00	14 416,01	6 314,50	17 580,00	0,00	0,00
Réalizations		332,77	0,00	0,00	0,00	14 416,01	6 314,50	5 580,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041631	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281316	Equipements de cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28185	Cheptel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4817	Pénalités de renégociation de la dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat ^o générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 580,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 580,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	332,77	0,00	0,00	0,00	14 416,01	6 314,50	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	332,77	0,00	0,00	0,00	14 416,01	6 314,50	0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat^o (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat^o et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00
SOLDE (2)		-2 142 862,19	0,00	0,00	-1 949,40	-166 661,29	-109 438,50	-194 310,27	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

VILLE DE BEUVAIS - BEUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		482 089,43	16 218,66	498 308,09
Réalizations		273 209,05	9 785,28	282 994,33
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	273 209,05	9 785,28	282 994,33
2135	Installations générales, agencements	52 273,95	9 785,28	62 059,23
2152	Installations de voirie	23 178,91	0,00	23 178,91
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	116 589,42	0,00	116 589,42
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	17 228,80	0,00	17 228,80
2185	Cheptel	1 000,00	0,00	1 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	62 937,97	0,00	62 937,97
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
Restes à réaliser au 31/12		208 880,38	6 433,38	215 313,76
RECETTES (2)		125 330,00	0,00	125 330,00
Réalizations		97 330,00	0,00	97 330,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	97 330,00	0,00	97 330,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	18 230,00	0,00	18 230,00
1313	Subv. transf. Départements	79 100,00	0,00	79 100,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		28 000,00	0,00	28 000,00
SOLDE (2)		-356 759,43	-16 218,66	-372 978,09

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		252 375,52	0,00	206 535,00	23 178,91	0,00
Réalizations		119 424,67	0,00	130 605,47	23 178,91	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	119 424,67	0,00	130 605,47	23 178,91	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	52 273,95	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	23 178,91	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	116 589,42	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	2 835,25	0,00	14 393,55	0,00	0,00
2185	Cheptel	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	62 937,97	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		132 950,85	0,00	75 929,53	0,00	0,00
RECETTES (2)		59 360,00	0,00	65 970,00	0,00	0,00
Réalizations		59 360,00	0,00	37 970,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	59 360,00	0,00	37 970,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	18 230,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	59 360,00	0,00	19 740,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-193 015,52	0,00	-140 565,00	-23 178,91	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		6 241,62	1 185 702,58	0,00	0,00	0,00	199 200,68	1 391 144,88
Réalizations		6 241,62	1 046 512,61	0,00	0,00	0,00	188 010,73	1 240 764,96
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	6 241,62	641 207,53	0,00	0,00	0,00	188 010,73	835 459,88
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	14 936,10	0,00	0,00	0,00	0,00	14 936,10
2135	Installations générales, agencements	6 241,62	457 959,65	0,00	0,00	0,00	77 492,05	541 693,32
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	77 868,76	0,00	0,00	0,00	0,00	77 868,76
2184	Mobilier	0,00	36 645,43	0,00	0,00	0,00	8 622,69	45 268,12
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	53 797,59	0,00	0,00	0,00	101 895,99	155 693,58
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	405 305,08	0,00	0,00	0,00	0,00	405 305,08
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	119 697,28	0,00	0,00	0,00	0,00	119 697,28

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
2313	Constructions	0,00	285 607,80	0,00	0,00	0,00	0,00	285 607,80
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	139 189,97	0,00	0,00	0,00	11 189,95	150 379,92
RECETTES (2)		0,00	105 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 720,00
Réalizations		0,00	81 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 720,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	81 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 720,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	81 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 720,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
SOLDE (2)		-6 241,62	-1 079 982,58	0,00	0,00	0,00	-199 200,68	-1 285 424,88

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		795 639,67	376 348,77	13 714,14	199 200,68	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		733 557,41	305 682,76	7 272,44	188 010,73	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	328 252,33	305 682,76	7 272,44	188 010,73	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	14 936,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	259 110,90	197 113,71	1 735,04	77 492,05	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	21 298,80	56 569,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	18 619,69	18 025,74	0,00	8 622,69	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	14 286,84	33 973,35	5 537,40	101 895,99	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	405 305,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	119 697,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	285 607,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		62 082,26	70 666,01	6 441,70	11 189,95	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		105 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		81 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	81 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	81 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-689 919,67	-376 348,77	-13 714,14	-199 200,68	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		75 510,92	624 132,24	455 495,22	43 534,47	1 198 672,85
Réalizations		46 803,06	614 794,37	157 775,00	27 907,85	847 280,28
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	24 966,00	0,00	0,00	24 966,00
2031	Frais d'études	0,00	24 966,00	0,00	0,00	24 966,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	21 041,35	0,00	2 984,00	24 025,35
2041631	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	21 041,35	0,00	0,00	21 041,35
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	2 984,00	2 984,00
21	Immobilisations corporelles	46 803,06	29 898,75	157 775,00	24 923,85	259 400,66
2135	Installations générales, agencements	46 803,06	18 249,87	127 566,57	23 189,08	215 808,58
2168	Autres collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	29 787,45	0,00	29 787,45
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	174,00	0,00	0,00	174,00
2184	Mobilier	0,00	1 584,80	0,00	0,00	1 584,80
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	9 890,08	420,98	1 734,77	12 045,83
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	538 888,27	0,00	0,00	538 888,27
2313	Constructions	0,00	538 888,27	0,00	0,00	538 888,27
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	28 707,86	9 337,87	297 720,22	15 626,62	351 392,57
	RECETTES (2)	0,00	173 874,80	103 705,85	0,00	277 580,65
	Réalisations	0,00	173 874,80	30 705,85	0,00	204 580,65
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	173 874,80	30 705,85	0,00	204 580,65
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	173 874,80	5 595,85	0,00	179 470,65
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	21 110,00	0,00	21 110,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	73 000,00	0,00	73 000,00
	SOLDE (2)	-75 510,92	-450 257,44	-351 789,37	-43 534,47	-921 092,20

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	DEPENSES (2)	3 240,00	592 081,49	0,00	28 810,75	0,00	0,00	300 827,94	154 667,28
	Réalisations	3 240,00	583 811,62	0,00	27 742,75	0,00	0,00	9 615,00	148 160,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	3 240,00	21 726,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	3 240,00	21 726,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	21 041,35	0,00	0,00	0,00	0,00
2041631	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	21 041,35	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	23 197,35	0,00	6 701,40	0,00	0,00	9 615,00	148 160,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	11 548,47	0,00	6 701,40	0,00	0,00	9 615,00	117 951,57
2168	Autres collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 787,45
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	174,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	1 584,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	9 890,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	420,98
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	538 888,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	538 888,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	8 269,87	0,00	1 068,00	0,00	0,00	291 212,94	6 507,28
RECETTES (2)		0,00	173 874,80	0,00	0,00	0,00	0,00	58 275,85	45 430,00
Réalizations		0,00	173 874,80	0,00	0,00	0,00	0,00	9 275,85	21 430,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	173 874,80	0,00	0,00	0,00	0,00	9 275,85	21 430,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	173 874,80	0,00	0,00	0,00	0,00	945,85	4 650,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 330,00	12 780,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 000,00	24 000,00
SOLDE (2)		-3 240,00	-418 206,69	0,00	-28 810,75	0,00	0,00	-242 552,09	-109 237,28

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		4 986,64	6 427 608,07	3 180 076,67	9 612 671,38
Réalizations		4 986,64	5 023 508,09	2 901 179,55	7 929 674,28
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	9 744,00	0,00	9 744,00
2031	Frais d'études	0,00	9 744,00	0,00	9 744,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	4 986,64	3 892 598,41	395 422,44	4 293 007,49
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	2 776 128,84	38 339,30	2 814 468,14
2135	Installations générales, agencements	0,00	957 823,07	133 143,55	1 090 966,62
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	4 986,64	42 136,50	0,00	47 123,14
2184	Mobilier	0,00	0,00	180 530,89	180 530,89
2185	Cheptel	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	115 510,00	43 408,70	158 918,70
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	1 121 165,68	2 505 757,11	3 626 922,79
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	177 175,21	11 479,96	188 655,17
2313	Constructions	0,00	429 373,59	2 490 093,75	2 919 467,34
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	514 616,88	4 183,40	518 800,28
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	1 404 099,98	278 897,12	1 682 997,10
RECETTES (2)		0,00	2 242 132,00	519 310,32	2 761 442,32
Réalizations		0,00	816 132,00	303 310,32	1 119 442,32
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	816 132,00	211 680,70	1 027 812,70
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	603 503,60	12 960,00	616 463,60
1313	Subv. transf. Départements	0,00	12 350,00	0,00	12 350,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	29 777,31	0,00	29 777,31
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	60 501,09	0,00	60 501,09
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	110 000,00	52 470,00	162 470,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	146 250,70	146 250,70
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	86 407,00	86 407,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	86 407,00	86 407,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	5 222,62	5 222,62
2313	Constructions	0,00	0,00	5 222,62	5 222,62
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	1 426 000,00	216 000,00	1 642 000,00
SOLDE (2)		-4 986,64	-4 185 476,07	-2 660 766,35	-6 851 229,06

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		504 716,77	4 149 441,30	36 644,48	1 736 805,52	0,00	1 208 251,41	1 971 825,26	0,00
Réalizations		487 476,29	3 351 693,83	27 678,31	1 156 659,66	0,00	1 121 506,43	1 779 673,12	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	9 744,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	9 744,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	487 476,29	2 825 323,19	17 934,31	561 864,62	0,00	137 525,08	257 897,36	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	2 368 179,46	0,00	407 949,38	0,00	0,00	38 339,30	0,00
2135	Installations générales, agencements	471 619,51	400 562,57	16 674,31	68 966,68	0,00	104 078,93	29 064,62	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	797,85	29 818,14	0,00	11 520,51	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 793,83	166 737,06	0,00
2185	Cheptel	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	15 058,93	26 763,02	1 260,00	72 428,05	0,00	19 652,32	23 756,38	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	526 370,64	0,00	594 795,04	0,00	983 981,35	1 521 775,76	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	140 479,78	0,00	36 695,43	0,00	7 808,92	3 671,04	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	429 373,59	0,00	971 989,03	1 518 104,72	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	385 890,86	0,00	128 726,02	0,00	4 183,40	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		17 240,48	797 747,47	8 966,17	580 145,86	0,00	86 744,98	192 152,14	0,00
RECETTES (2)		63 010,00	2 159 122,00	0,00	20 000,00	0,00	506 350,32	12 960,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	Réalisations	63 010,00	733 122,00	0,00	20 000,00	0,00	290 350,32	12 960,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	63 010,00	733 122,00	0,00	20 000,00	0,00	198 720,70	12 960,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	57 320,00	526 183,60	0,00	20 000,00	0,00	0,00	12 960,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	5 690,00	6 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	29 777,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	60 501,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	52 470,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 250,70	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 407,00	0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 407,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 222,62	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 222,62	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	1 426 000,00	0,00	0,00	0,00	216 000,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-441 706,77	-1 990 319,30	-36 644,48	-1 716 805,52	0,00	-701 901,09	-1 958 865,26	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		104 275,26	1 574 260,62	1 678 535,88
Réalizations		64 945,47	1 574 260,62	1 639 206,09
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 069,68	0,00	3 069,68
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 069,68	0,00	3 069,68
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	56 575,35	1 298,32	57 873,67
2135	Installations générales, agencements	7 512,26	1 298,32	8 810,58
2181	Installat° générales, agencements	39 476,95	0,00	39 476,95
2184	Mobilier	2 342,66	0,00	2 342,66
2188	Autres immobilisations corporelles	7 243,48	0,00	7 243,48
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	5 300,44	1 572 962,30	1 578 262,74
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	5 460,00	5 460,00
2313	Constructions	5 300,44	1 567 502,30	1 572 802,74
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
		39 329,79	0,00	39 329,79

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
Restes à réaliser au 31/12				
RECETTES (2)		770,78	76 800,00	77 570,78
Réalizations		770,78	76 800,00	77 570,78
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	76 800,00	76 800,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	76 800,00	76 800,00
16	Emprunts et dettes assimilées	770,78	0,00	770,78
165	Dépôts et cautionnements reçus	770,78	0,00	770,78
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-103 504,48	-1 497 460,62	-1 600 965,10

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établiss sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	104 275,26	0,00	0,00	0,00	0,00	1 574 260,62	0,00
Réalizations		0,00	64 945,47	0,00	0,00	0,00	0,00	1 574 260,62	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	3 069,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	3 069,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	56 575,35	0,00	0,00	0,00	0,00	1 298,32	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	7 512,26	0,00	0,00	0,00	0,00	1 298,32	0,00
2181	Installat° générales, agencements	0,00	39 476,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	2 342,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	7 243,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	5 300,44	0,00	0,00	0,00	0,00	1 572 962,30	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 460,00	0,00
2313	Constructions	0,00	5 300,44	0,00	0,00	0,00	0,00	1 567 502,30	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	39 329,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	770,78	0,00	0,00	0,00	0,00	76 800,00	0,00
Réalizations		0,00	770,78	0,00	0,00	0,00	0,00	76 800,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 800,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 800,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	770,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	770,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-103 504,48	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 497 460,62	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	78 906,46	78 906,46
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	60 028,91	60 028,91
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	52 444,09	52 444,09
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	35 866,27	35 866,27
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	16 577,82	16 577,82
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	7 584,82	7 584,82
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	7 584,82	7 584,82
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	18 877,55	18 877,55
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	648 431,00	648 431,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	621 431,00	621 431,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	621 431,00	621 431,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	18 793,00	18 793,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	103 135,00	103 135,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	243 450,00	243 450,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	256 053,00	256 053,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00	27 000,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	569 524,54	569 524,54

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		109 603,22	0,00	0,00	0,00	109 603,22
Réalizations		100 943,57	0,00	0,00	0,00	100 943,57
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	100 943,57	0,00	0,00	0,00	100 943,57
2128	Autres agencements et aménagements	6 539,38	0,00	0,00	0,00	6 539,38
2135	Installations générales, agencements	87 127,63	0,00	0,00	0,00	87 127,63
2151	Réseaux de voirie	7 276,56	0,00	0,00	0,00	7 276,56
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		8 659,65	0,00	0,00	0,00	8 659,65
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-109 603,22	0,00	0,00	0,00	-109 603,22

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		3 161 004,61	8 419 786,58	39 457,25	11 620 248,44
Réalizations		2 862 656,32	6 387 440,33	20 835,28	9 270 931,93
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	138 771,17	0,00	138 771,17
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0,00	3 258,17	0,00	3 258,17
2031	Frais d'études	0,00	135 513,00	0,00	135 513,00
204	Subventions d'équipement versées	23 456,05	0,00	0,00	23 456,05
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	23 456,05	0,00	0,00	23 456,05
21	Immobilisations corporelles	2 776 671,56	815 192,02	20 835,28	3 612 698,86
2111	Terrains nus	0,00	190 977,51	0,00	190 977,51
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	22 695,39	0,00	22 695,39
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	134 105,50	0,00	134 105,50
2135	Installations générales, agencements	0,00	8 055,00	6 946,20	15 001,20
2152	Installations de voirie	2 099 279,19	295 984,41	0,00	2 395 263,60
21533	Réseaux câblés	130 238,20	0,00	0,00	130 238,20
21534	Réseaux d'électrification	24 970,32	0,00	0,00	24 970,32
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	6 532,45	6 532,45
21571	Matériel roulant	385 942,98	0,00	0,00	385 942,98
21578	Autre matériel et outillage de voirie	118 778,26	116 976,88	0,00	235 755,14
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	17 462,61	37 982,14	1 827,74	57 272,49
2184	Mobilier	0,00	0,00	3 888,49	3 888,49

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	8 415,19	1 640,40	10 055,59
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	62 528,71	5 430 976,69	0,00	5 493 505,40
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	31 828,74	0,00	31 828,74
2313	Constructions	0,00	878 760,42	0,00	878 760,42
2315	Installat°, matériel et outillage techni	62 528,71	4 404 736,63	0,00	4 467 265,34
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	115 650,90	0,00	115 650,90
26	Participat° et créances rattachées	0,00	2 500,45	0,00	2 500,45
261	Titres de participation	0,00	2 500,45	0,00	2 500,45
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		298 348,29	2 032 346,25	18 621,97	2 349 316,51
RECETTES (2)		504 850,50	2 388 065,19	10 000,00	2 902 915,69
Réalisations		354 850,50	1 794 665,19	10 000,00	2 159 515,69
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	354 850,50	444 655,19	10 000,00	809 505,69
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	333 831,50	0,00	0,00	333 831,50
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	21 019,00	294 076,08	0,00	315 095,08
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	146 699,00	0,00	146 699,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00
1338	Autres fonds équip. transférables	0,00	3 880,11	0,00	3 880,11
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	10,00	0,00	10,00
2111	Terrains nus	0,00	10,00	0,00	10,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	1 350 000,00	0,00	1 350 000,00
276341	Créance Communes du GFP	0,00	1 350 000,00	0,00	1 350 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		150 000,00	593 400,00	0,00	743 400,00
SOLDE (2)		-2 656 154,11	-6 031 721,39	-29 457,25	-8 717 332,75

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						816 Autres réseaux et services divers
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	
DEPENSES (2)		0,00	31 753,05	0,00	474 126,18	2 099 279,19	0,00	555 846,19
Réalizations		0,00	23 456,05	0,00	474 126,18	2 099 279,19	0,00	265 794,90
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	23 456,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	23 456,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	474 126,18	2 099 279,19	0,00	203 266,19
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	2 099 279,19	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 238,20
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 970,32
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	385 942,98	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	88 183,20	0,00	0,00	30 595,06
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 462,61
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 528,71
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat*, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 528,71
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	8 297,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290 051,29

VILLE DE BEUVAIS - BEUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	483 831,50	0,00	21 019,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	333 831,50	0,00	21 019,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	333 831,50	0,00	21 019,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	333 831,50	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 019,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1338	Autres fonds équip. transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						816 Autres réseaux et services divers
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	
	Participat° et créances rattachées							
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276341	Créance Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-31 753,05	0,00	-474 126,18	-1 615 447,69	0,00	-534 827,19

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		4 242,17	478 008,72	3 785 407,87	1 734 343,78	2 417 784,04	31 097,06	8 360,19	0,00	0,00
Réalizations		3 258,17	281 684,94	3 410 230,37	1 267 374,91	1 424 891,94	12 475,09	8 360,19	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	3 258,17	3 780,00	52 506,00	23 925,00	55 302,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisat° documents urbanisme	3 258,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	3 780,00	52 506,00	23 925,00	55 302,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	277 904,94	8 057,16	346 309,57	182 920,35	12 475,09	8 360,19	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	8 057,16	0,00	182 920,35	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	22 695,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	134 105,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	8 055,00	0,00	6 946,20	0,00	0,00	
2152	Installations de voirie	0,00	268 739,61	0,00	27 244,80	0,00	0,00	0,00	0,00	
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 532,45	0,00	0,00	
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	1 260,91	0,00	115 715,97	0,00	0,00	0,00	0,00	
2158	Autres inst., matériel, outil. techniques	0,00	7 904,42	0,00	30 077,72	0,00	0,00	1 827,74	0,00	
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 888,49	0,00	0,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	8 415,19	0,00	1 640,40	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	3 349 667,21	897 140,34	1 184 169,14	0,00	0,00	0,00	
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	31 828,74	0,00	0,00	0,00	
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	878 760,42	0,00	0,00	0,00	0,00	
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	3 252 396,23	0,00	1 152 340,40	0,00	0,00	0,00	
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	97 270,98	18 379,92	0,00	0,00	0,00	0,00	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,45	0,00	0,00	0,00	
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,45	0,00	0,00	0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser au 31/12		984,00	196 323,78	375 177,50	466 968,87	992 892,10	18 621,97	0,00	0,00	
RECETTES (2)		0,00	0,00	266 339,11	88 000,00	2 033 726,08	10 000,00	0,00	0,00	
Réalisations		0,00	0,00	109 339,11	0,00	1 685 326,08	10 000,00	0,00	0,00	
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	109 339,11	0,00	335 316,08	10 000,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	294 076,08	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	105 459,00	0,00	41 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1338	Autres fonds équip. transférables	0,00	0,00	3 880,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	1 350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276341	Créance Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	1 350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	157 000,00	88 000,00	348 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-4 242,17	-478 008,72	-3 519 068,76	-1 646 343,78	-384 057,96	-21 097,06	-8 360,19	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	2 085,40	0,00	0,00	2 085,40
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	673,00	0,00	0,00	673,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	673,00	0,00	0,00	673,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	673,00	0,00	0,00	673,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	1 412,40	0,00	0,00	1 412,40
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 085,40	0,00	0,00	-2 085,40

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
	19/06/2018	8 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20/09/2019	7 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		15 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					108 255 799,23									
1641 Emprunts en euros (total)					108 255 799,23									
1001	CAISSE D'EPARGNE	22/09/2010	17/12/2010	31/03/2011	5 000 000,00	F	Taux fixe à 2.49 %	2,490	2,510	EUR	T	P	O	A-1
1002	DEXIA CL	01/02/2011	01/02/2011	01/05/2011	6 009 687,55	F	Taux fixe à 2.85 %	2,850	2,920	EUR	T	P	O	A-1
1201	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/03/2012	15/03/2012	16/04/2012	19 603 076,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,600	EUR	M	P	O	A-1
1202	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30/03/2012	30/03/2012	01/05/2013	1 799 874,00	V	Livret A + 0.6	2,850	2,850	EUR	A	P	O	A-1
1203	CREDIT AGRICOLE	25/04/2012	25/04/2012	25/07/2012	700 000,00	F	Taux fixe à 4.13 %	4,130	4,190	EUR	T	P	O	A-1
1205	CAISSE D'EPARGNE	25/04/2012	25/04/2012	25/07/2012	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4.14 %	4,140	4,200	EUR	T	P	O	A-1
1207	CREDIT AGRICOLE	20/08/2012	20/08/2012	15/11/2012	2 000 000,00	V	LEP + 2.23	4,980	5,070	EUR	T	C	O	A-1
1301	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	08/02/2013	08/02/2013	01/07/2013	2 500 000,00	V	Euribor 3M + 2.406	2,640	2,700	EUR	T	C	O	A-1
1302	SFIL CAFFIL	26/04/2013	26/04/2013	01/08/2013	4 500 000,00	F	Taux fixe à 3.38 %	3,380	3,420	EUR	T	P	O	A-1
1303	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/07/2013	09/03/2018	11/06/2018	2 371 500,00	F	Taux fixe à 1.41 %	1,410	1,440	EUR	T	C	O	A-1
1305	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	08/10/2013	31/10/2013	01/02/2014	3 610 383,00	V	Livret A + 0.6	1,850	1,860	EUR	T	P	O	A-1
1401	BANQUE POSTALE	03/03/2014	07/03/2014	01/07/2014	4 000 000,00	V	Euribor 3M + 1.49	1,790	1,830	EUR	T	P	O	A-1
1402	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22/05/2014	22/05/2014	01/10/2014	824 080,11	V	Livret A + 0.6	1,850	1,860	EUR	T	P	O	A-1
1403	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	08/10/2014	17/11/2014	01/02/2015	1 674 644,00	V	Livret A + 0.6	1,600	1,600	EUR	T	P	O	A-1
1501	SOCIETE GENERALE	16/03/2015	24/07/2015	24/10/2015	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 1) + Cap 3.5 sur Euribor 3M	0,980	1,000	EUR	T	P	O	A-1
1502 consolidation	CREDIT AGRICOLE	31/03/2016	31/03/2016	25/06/2016	2 500 000,00	F	Taux fixe à 1.42 %	1,420	1,430	EUR	T	P	O	A-1
1601	CREDIT AGRICOLE	22/07/2016	25/08/2016	25/11/2016	2 500 000,00	V	Euribor 3M + 0.6	0,300	0,310	EUR	T	P	O	A-1
1603	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2016	25/04/2017	25/07/2017	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,240	EUR	T	P	O	A-1

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1701	ARKEA	24/07/2017	29/12/2017	29/03/2018	2 000 000,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0.37)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,370	0,380	EUR	T	P	O	A-1
1802	BANQUE POSTALE	07/12/2018	11/12/2018	01/04/2019	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,260	EUR	T	C	O	A-1
1901-Consolidation	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	13/12/2018	28/06/2019	30/06/2020	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.41 %	1,410	1,440	EUR	A	C	O	A-1
709- refi	DEXIA CL	01/06/2010	01/06/2010	01/06/2011	6 142 973,57	C	Taux fixe annuable à 3.19 % (date d'exercice 01/06/2013)	3,190	3,240	EUR	A	P	O	A-1
711	DEXIA CL	06/06/2006	06/06/2006	01/06/2007	2 000 000,00	F	Taux fixe à 4.05 %	4,050	4,050	EUR	A	C	O	A-1
712	DEXIA CL	27/04/2006	29/09/2006	29/09/2007	3 000 000,00	F	Taux fixe à 3.93 %	3,930	3,930	EUR	A	C	O	A-1
713-T1	SOCIETE GENERALE	16/06/2006	16/06/2006	16/09/2006	3 000 000,00	F	Taux fixe à 2.97 %	2,970	3,010	EUR	A	C	O	A-1
716	DEXIA CL	21/03/2007	21/03/2007	01/09/2008	5 000 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.02 sur EONIA(Postfixé)) + 0.02	3,890	0,000	EUR	A	P	O	A-1
800-conso	CAISSE D'EPARGNE	25/03/2008	25/03/2008	25/06/2008	4 000 000,00	V	(TAG 3M(Postfixé)-Floor -0.14 sur TAG 3M(Postfixé)) + 0.14	4,240	4,310	EUR	T	P	O	A-1
900	DEXIA CL	01/12/2009	21/12/2009	01/04/2010	5 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.49 sur Euribor 3M) + 0.49	1,200	1,230	EUR	T	P	O	A-1
901	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/01/2010	01/03/2010	01/03/2011	886 313,00	V	Livret A + 0.25	1,500	1,500	EUR	A	P	O	A-1
CCAS 6	CAISSE D'EPARGNE	04/11/2004	04/11/2004	25/05/2005	633 268,00	F	Taux fixe à 4.15 %	4,150	4,220	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
1901-Tirage EUR3M	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	13/12/2018	13/12/2018	28/06/2019	0,00	V	(Euribor 3M + 0.35)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,350	0,360	EUR	X	X	O	A-1
1904-Tirage Eonia	BANQUE POSTALE	19/11/2019	18/12/2019	24/12/2019	0,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0.66)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,660	0,670	EUR	X	X	O	A-1
1905-Tirage Eonia	BANQUE POSTALE	19/11/2019	18/12/2019	24/12/2020	0,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0.66)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,660	0,670	EUR	X	X	O	A-1

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
713-Eonia	SOCIETE GENERALE	09/06/2006	09/06/2006	09/06/2021	0,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0.04)-Floor -0.04 sur EONIA(Postfixé)	2,820	2,900	EUR	A	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					219 735,93									
1681 Autres emprunts (total)					219 735,93									
001102	Caisse Allocations Familiales	11/09/2009	01/01/2011	01/01/2012	27 450,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
013662	Caisse Allocations Familiales	20/02/2002	20/02/2002	01/01/2005	73 937,77	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1304	Caisse Allocations Familiales	10/07/2012	10/07/2012	01/01/2014	43 827,07	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
1605	Caisse Allocations Familiales	22/09/2014	22/09/2014	01/01/2017	6 003,79	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1902	Caisse Allocations Familiales	01/01/2019	01/01/2019	01/01/2020	5 871,30	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
1903	Caisse Allocations Familiales	01/01/2019	01/01/2019	01/01/2020	62 646,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					108 475 535,16									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		54 089 668,80					8 076 467,91	1 241 610,62	0,00	173 647,50
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		48 589 668,80					8 076 467,91	1 241 610,62	0,00	172 511,44
1001	N	0,00	A-1	557 671,68	1,00	F	Taux fixe à 2.49 %	2,490	543 999,09	22 378,28	0,00	0,00
1002	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.85 %	2,880	226 189,09	1 647,41	0,00	0,00
1201	N	0,00	A-1	11 153 975,13	7,21	F	Taux fixe à 4.51 %	4,560	1 266 747,01	539 932,41	0,00	20 237,42
1202	N	0,00	A-1	981 403,54	7,33	V	Livret A + 0.6	1,340	124 000,98	14 922,96	0,00	8 832,63
1203	N	0,00	A-1	50 809,87	0,32	F	Taux fixe à 4.13 %	4,130	98 541,33	4 655,11	0,00	378,89
1205	N	0,00	A-1	289 830,62	2,32	F	Taux fixe à 4.14 %	4,130	107 830,11	14 803,45	0,00	2 166,49
1207	N	0,00	A-1	550 000,00	2,62	V	LEP + 2.23	3,430	200 000,00	23 189,63	0,00	2 361,91
1301	N	0,00	A-1	875 000,00	3,25	V	Euribor 3M + 2.406	2,090	250 000,00	21 848,49	0,00	4 405,91
1302	N	0,00	A-1	1 749 807,95	3,33	F	Taux fixe à 3.38 %	3,370	463 236,18	68 970,54	0,00	9 692,97
1303	N	0,00	A-1	1 956 487,50	8,19	F	Taux fixe à 1.41 %	1,430	237 150,00	30 008,42	0,00	1 685,84
1305	N	0,00	A-1	2 259 155,63	8,83	V	Livret A + 0.6	1,340	234 598,14	32 318,18	0,00	4 998,38
1401	N	0,00	A-1	2 046 743,47	4,25	V	Euribor 3M + 1.49	1,160	395 954,99	27 222,23	0,00	5 577,26
1402	N	0,00	A-1	446 689,66	5,50	V	Livret A + 0.6	1,340	74 229,84	6 624,24	0,00	1 483,34
1403	N	0,00	A-1	944 809,81	5,83	V	Livret A + 0.6	1,340	150 209,03	13 954,01	0,00	2 079,89
1501	N	0,00	A-1	3 364 324,33	7,56	V	(Euribor 3M + 1)-Floor -1 sur Euribor 3M	1,010	397 433,78	36 633,85	0,00	3 787,48

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											ICNE de l'exercice
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1502 consolidation	N	0,00	A-1	1 923 916,29	11,23	F	Taux fixe à 1.42 %	1,420	156 628,74	28 712,14	0,00	379,44
1601	N	0,00	A-1	1 968 132,61	11,65	V	Euribor 3M + 0.6	0,300	164 225,91	6 403,17	0,00	377,88
1603	N	0,00	A-1	2 537 578,56	12,32	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	186 674,00	32 649,48	0,00	5 635,54
1701	N	0,00	A-1	1 741 064,32	12,99	V	(Euribor 3M + 0.45)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,450	129 758,98	8 313,22	0,00	43,53
1802	N	0,00	A-1	4 750 000,01	14,00	F	Taux fixe à 1.25 %	1,220	249 999,99	48 003,47	0,00	14 678,82
1901-Consolidation	N	0,00	A-1	3 000 000,00	14,50	F	Taux fixe à 1.41 %	1,430	0,00	21 737,50	0,00	117,50
709- refi	N	0,00	A-1	2 686 819,38	4,42	F	Taux fixe à 3.19 %	3,230	463 092,01	101 877,76	0,00	50 711,48
711	N	0,00	A-1	266 666,71	1,42	F	Taux fixe à 4.05 %	4,040	133 333,33	16 200,00	0,00	6 270,00
712	N	0,00	A-1	400 000,00	1,67	F	Taux fixe à 2.93 %	2,920	200 000,00	17 580,00	0,00	3 874,11
713-T1	N	0,00	A-1	200 000,00	0,71	F	Taux fixe à 2.97 %	3,000	200 000,00	12 045,00	0,00	1 749,00
716	N	0,00	A-1	1 261 974,68	2,67	F	Taux fixe à 4.22 %	4,210	387 061,48	69 589,33	0,00	17 603,85
800-conso	N	0,00	A-1	100 429,86	1,00	F	Taux fixe à 3.16 %	3,150	393 909,34	10 983,90	0,00	52,32
900	N	0,00	A-1	132 040,50	0,00	V	TAG 3M(Postfixé) + 0.79	0,420	524 438,15	1 964,67	0,00	114,68
901	N	0,00	A-1	380 251,33	5,17	V	Livret A + 0.25	1,000	62 318,01	4 425,69	0,00	3 158,20
CCAS 6	N	0,00	A-1	14 085,36	0,15	F	Taux fixe à 4.15 %	4,150	54 908,40	2 016,08	0,00	56,68
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		5 500 000,00					0,00	0,00	0,00	1 136,06
1901-Tirage EUR3M	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(Euribor 3M + 0.35)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
1904-Tirage Eonia	N	0,00	A-1	5 500 000,00	0,96	V	(EONIA(Postfixé) + 0.66)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	1,070	0,00	0,00	0,00	1 136,06

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											ICNE de l'exercice
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1905-Tirage Eonia	N	0,00	A-1	0,00	0,98	V	(EONIA(Postfixé) + 0.66)-Floor 0 sur	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
713-Eonia	N	0,00	A-1	0,00	1,44	V	(EONIA(Postfixé) + 0.04)-Floor -0.04 sur EONIA(Postfixé)	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		96 232,16					13 202,71	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		96 232,16					13 202,71	0,00	0,00	0,00
001102	N	0,00	A-1	12 810,00	6,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 830,00	0,00	0,00	0,00
013662	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 929,11	0,00	0,00	0,00
1304	N	0,00	A-1	12 636,67	1,01	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 198,40	0,00	0,00	0,00
1605	N	0,00	A-1	2 268,19	1,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 245,20	0,00	0,00	0,00
1902	N	0,00	A-1	5 871,30	7,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
1903	N	0,00	A-1	62 646,00	9,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		54 185 900,96					8 089 670,62	1 241 610,62	0,00	173 647,50

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

VILLE DE BEUVAIS - BEUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

- (11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.
- (14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
- (15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
- (16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	40	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,98	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	54 185 900,96	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 304,90 €			18/12/1997
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Logiciels	2	18/12/1997
L	Frais de recherche et développement	5	18/12/1997
L	Frais d'étude non suivis de réalisation	5	18/12/1997
L	Véhicules légers	8	18/12/1997
L	Camions et véhicules industriels	8	18/12/1997
L	Mobilier de bureau	10	18/12/1997
L	Mobilier scolaire	10	18/12/1997
L	Matériel de bureau	5	18/12/1997
L	Matériel communication	5	18/12/1997
L	Matériel audiovisuel	5	18/12/1997
L	Matériel informatique	3	18/12/1997
L	Matériel technique	6	18/12/1997
L	Matériel technique culturel	6	18/12/1997
L	Matériel urbain	6	18/12/1997
L	Matériel entretien	2	18/12/1997
L	Outillage	3	18/12/1997
L	Matériel scolaire	5	18/12/1997
L	Matériel spectacle	10	18/12/1997
L	Matériel peinture	6	18/12/1997
L	Matériel sécurité	6	18/12/1997
L	Electroménager	6	18/12/1997
L	Coffre-fort	20	18/12/1997
L	Installations et appareils de chauffage	10	18/12/1997
L	Appareils de levage-ascenseurs	20	18/12/1997
L	Appareils de laboratoire	5	18/12/1997
L	Equipements de garages et ateliers	10	18/12/1997
L	Equipements de cuisine Restauration scolaire	5	18/12/1997
L	Equipement sportif de piscine	5	18/12/1997
L	Equipement sportif de jeux de ballons	5	18/12/1997
L	Equipement sportif athlétisme	5	18/12/1997
L	Equipement sportif nautique	10	18/12/1997
L	Equipement sportif gymnastique	5	18/12/1997
L	Instruments de musique	10	18/12/1997
L	Installations de voirie	20	18/12/1997
L	Bâtiments légers, abris	15	18/12/1997
L	Agencements et aménagts de bâtiments, Install. électriques et téléphoniques	15	18/12/1997
L	Documents d'urbanisme	10	22/12/2006
L	Cheptel	5	16/11/2007
L	Subventions d'équipement inférieures à 7.500€	1	06/07/2012
L	Subventions d'équipement versées pour biens mobiliers, matériels ou études	5	06/07/2012
L	Subventions d'équipement versées pour biens immobiliers ou installations	15	06/07/2012
L	Subventions d'équipement versées pour projets infrastructures d'intérêt national	30	06/07/2012

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		511 812,14	511 812,14	0,00	511 812,14
Provision 2016 pour Impayés	0,00	30/06/2016	475 970,14	475 970,14	0,00	475 970,14
Provision non recouvrte créance SCI Cugnot (Trvx sécurisation effectués d'office TR2023/17)	0,00	13/12/2017	35 842,00	35 842,00	0,00	35 842,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		511 812,14	511 812,14	0,00	511 812,14

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		8 748 205,00	8 277 917,54
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		8 498 205,00	8 089 670,62
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	8 485 000,00	8 076 467,91
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	13 205,00	13 202,71
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		250 000,00	188 246,92
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	250 000,00	188 246,92
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	8 277 917,54	5 600 175,54	7 232 934,91	21 111 027,99

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		23 183 832,01	III 11 782 427,07
Ressources propres externes de l'année (a)		5 100 000,00	6 918 291,28
10222	FCTVA	4 600 000,00	5 227 736,17
10223	TLE	0,00	92,00
10226	Taxe d'aménagement	500 000,00	340 463,11
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
276341	Créance Communes du GFP	0,00	1 350 000,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		18 083 832,01	4 864 135,79
15...	<i>Provisions pour risques et charges</i>		
169	<i>Primes de remboursement des obligations</i>	0,00	0,00
26...	<i>Participations et créances rattachées</i>		
27...	<i>Autres immobilisations financières</i>		
28...	<i>Amortissement des immobilisations</i>		
2802	<i>Frais liés à la réalisation des document</i>	20 000,00	20 078,25
28031	<i>Frais d'études</i>	112 000,00	68 919,89
2804112	<i>Subv. Etat : Bâtiments, installations</i>	56 200,00	56 160,00
2804113	<i>Subv. Etat : Projet infrastructure</i>	623 000,00	622 946,33
2804122	<i>Subv. Régions : Bâtiments, installations</i>	24 300,00	24 226,54
28041512	<i>GFP rat : Bâtiments, installations</i>	175 000,00	174 875,28
28041622	<i>CCAS : Bâtiments, installations</i>	30 000,00	30 000,00
28041631	<i>ADM : Bien mobilier, matériel</i>	31 000,00	22 408,35
2804172	<i>Autres EPL : Bâtiments, installations</i>	3 100,00	7 086,82
280421	<i>Privé : Bien mobilier, matériel</i>	13 300,00	13 007,03
280422	<i>Privé : Bâtiments, installations</i>	10 300,00	11 563,20
2804412	<i>Sub nat org pub - Bâtiments, installat°</i>	5 800,00	5 753,40
2804422	<i>Sub nat privé - Bâtiments et installat°</i>	200,00	168,67
28051	<i>Concessions et droits similaires</i>	106 000,00	66 130,98
28121	<i>Plantations d'arbres et d'arbustes</i>	106 000,00	104 023,27
28128	<i>Autres aménagements de terrains</i>	318 000,00	317 105,07
281316	<i>Equipements de cimetière</i>	8 000,00	4 245,56
28135	<i>Installations générales, agencements, ..</i>	610 000,00	566 003,91
28138	<i>Autres constructions</i>	20 000,00	17 253,85
28152	<i>Installations de voirie</i>	705 000,00	708 726,56
281533	<i>Réseaux câblés</i>	78 000,00	70 034,50
281534	<i>Réseaux d'électrification</i>	0,00	2 156,10
281538	<i>Autres réseaux</i>	2 600,00	1 854,51
281571	<i>Matériel roulant</i>	36 000,00	13 821,68
281578	<i>Autre matériel et outillage de voirie</i>	102 000,00	101 177,97
28158	<i>Autres installat°, matériel et outillage</i>	173 000,00	179 110,32
28181	<i>Installations générales, aménagt divers</i>	8 000,00	5 032,20
28182	<i>Matériel de transport</i>	282 000,00	285 672,16
28183	<i>Matériel de bureau et informatique</i>	347 000,00	367 560,11
28184	<i>Mobilier</i>	282 000,00	285 027,62

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
28185	Cheptel	200,00	150,00
28188	Autres immo. corporelles	620 000,00	580 521,77
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4817	Pénalités de renégociation de la dette	131 334,00	131 333,89
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	553 096,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	12 491 402,01	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	11 782 427,07	2 549 400,00	0,00	7 189 756,40	21 521 583,47

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	21 111 027,99
Ressources propres disponibles	IV	21 521 583,47
Solde	V = IV – II (3)	410 555,48

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

01- Crematorium (1)**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	68 855,25
757	Redevance crematorium	68 855,25
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		68 855,25
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		68 855,25

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

02- Fouilles archeologiques (1)**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	163 613,83
6135	Locations mobilières	160 133,83
617	Etudes et recherches	3 480,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		163 613,83
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		163 613,83

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

03- Ventres de terrains soumises à TVA (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
775	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

04- Baux commerciaux (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	10 308,83
60611	Eau	204,78
60612	Energie -Electricité	3 816,10
60631	Fournitures d'entretien	1 511,85
60632	Petit équipement	312,08
615221	Entretien batiments	52,32
6156	Maintenance	2 944,28
6238	Divers	660,00
6283	Nettoyage des locaux	807,42
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		10 308,83
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		10 308,83

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	9 698,41
70878	Remb frais par autres redevables	9 698,41
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	41 288,20
752	Revenu des immeubles	41 288,20
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		50 986,61
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		50 986,61

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

05- DSP (1)**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	49 211,88
70323	Redev occup domaine public	49 211,88
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	129 422,08
757	Redevances versees par fermiers & concess	129 422,08
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		178 633,96
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		178 633,96

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

01- Crematorium(1)**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

02- Fouilles archeologiques(1)**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

03- Ventres de terrains soumises à TVA(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

04- Baux commerciaux(1)**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	49 277,05
2135	Installations générales, agencements	6 156,26
2181	Installations générales, agencements	39 476,95
2184	Mobilier	2 342,66
2188	Autres immobilisations	1 301,18
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	5 300,14
2313	Constructions	5 300,14
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		54 577,19
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		54 577,19

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

- (1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
- (2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

05- DSP(1)**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				1 838 674,44	656 669,45	131 333,89	1 050 671,10
2012	Capitalisation indemnité de réaménagement emprunts Crédit Agricole-CIB	15	10/02/2012	1 838 674,44	656 669,45	131 333,89	1 050 671,10

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 1999	Intitulé de l'opération : Arrêtés de péril imminent 2019					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
4541 Arrêtés de péril imminent 2019 (2)	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
4541 Arrêtés de péril imminent 2019 (2)	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
RECETTES (b)	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
4542 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
	[cpte 202/inv 2019046242] Modification 2017-2018 - indemnisation commissaire	2 797,90	0,00	1
	[cpte 202/inv 2019046295] Modification PLU 2017-2018 insertion avis journaux	171,26	0,00	1
	[cpte 202/inv 2019046600] Modification simplifiée 2018-2019 - avis journal	289,01	0,00	1
	[cpte 2031/inv 2019046291] sonorisation centre ville	13 680,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv 2019046292] comptages directionnels Blaise Pascal/Tellier	5 640,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv 2019046293] AMO INSTALLATION MOBILIER URBAIN	6 360,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv 2019046306] Etudes Parc Kennedy et ses abords	8 685,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv 2019046325] ETUDE COORDINATION ONDE VERTE CARRFOURS COROT	3 780,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv 2019046601] MISSION MOE ETUDE PIETONISATION RUE 27 JUIN	8 964,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv 2019047413] etude géotechnique tremie Blaise Pascal	29 946,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv 2019047448] Etude hydraulique Parc Kennedy	15 240,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv 2019047481] REDACTION OA AVENUE KENNEDY	4 560,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv 2019047482] PORTANCE ET FERRAILLE SUR OUVRAGE	9 000,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv 2019047483] diagnostic et programmation des travaux	3 360,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv 2019047487] avis etude circulation coeur de ville	108,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv 2019047505] REDACTION PROGRAMME TECHNIQUE	3 240,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv 2019047555] MISSION ASSIST TECH A MO ET ETUDES NPRU	15 360,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv 2019047768] Etude définition d'un projet site ancienne prison	32 550,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv B148A-T2135-19] AMO TRAVAUX RENOVATION QUADRILATERE	21 726,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv B292-T2135-19] DILA ANNONCE MISSION AMO ANNEXE ELISPACE	6 504,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv B401-2031-19] Salle fetes Voisinlieu	840,00	0,00	0
	[cpte 2031/inv B558-T2135-19] AVIS AMO RENOV PISCINE BELLIER	9 744,00	0,00	0
	[cpte 2041512/inv 2019047887] PARTICIPATION PROGREP 2017 BASSIN ROCADE NORD	17 596,36	0,00	15
	[cpte 2041512/inv 2019047888] PARTICIPATION PROGREP 2018 EXTENSION RESEAU	5 859,69	0,00	1
	[cpte 2041631/inv 2019048137] Elispace Subv equilibre 2019	21 041,35	0,00	15
	[cpte 20421/inv 2019046602] Subv invest	2 984,00	0,00	1
	[cpte 20422/inv 2019046603] SUBVENTION FAAC VILLE DE BEAUVAIS 2018	95,00	0,00	1
	[cpte 20422/inv 2019046604] SUBVENTION FAAC VILLE DE BEAUVAIS 2018	78,00	0,00	1
	[cpte 20422/inv 2019046605] SUBVENTION FAAC VILLE DE BEAUVAIS 2018	500,00	0,00	1
	[cpte 2051/inv 2019046625] Office MacStd 2019	400,03	0,00	2
	[cpte 2051/inv 2019046698] Licence Sketch Up 2018 User	1 591,20	0,00	2
	[cpte 2051/inv 2019046703] Logiciel suivi mise à jour BMC	53 790,18	0,00	2
	[cpte 2051/inv 2019047438] Formation+migration Dibtic Geodp placier	4 872,00	0,00	2

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2051/inv 2019047510] Licence, prestation, formation	5 316,14	0,00	2
	[cpte 2051/inv 2019047537] "Plateforme de gestion de contenus d'entreprise"	38 181,60	0,00	2
	[cpte 2051/inv 2019047694] selon devis	45 050,79	0,00	2
	[cpte 2051/inv 2019047744] Frais de développement V1 et V2 comprenant la	22 410,00	0,00	2
	[cpte 2051/inv 2019047886] Licences Serveur Vision (2 postes)	3 021,00	0,00	2
	[cpte 2051/inv 2019047949] "Plateforme de gestion de contenus d'entreprise"	6 696,00	0,00	2
	[cpte 2051/inv 2019047962] Licence antivirus 3 ans et support	10 699,88	0,00	2
	[cpte 2051/inv 2019048034] Licence antivirus 3 ans et support	1 153,15	0,00	2
	[cpte 2051/inv 2019048035] SELON DEVIS JOINT	1 200,00	0,00	2
	[cpte 2051/inv 2019048106] F-Secure Radar Cloud License	4 633,80	0,00	2
	[cpte 2051/inv 2019048107] VMware Workspace ONE Standard	11 025,84	0,00	2
	[cpte 2111/inv 2017043489] Acquisition parcelle Q821	-10,00	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2018046412] Acquisition parcelles AX 81 82 83 + frais	395,16	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2019046222] FRAIS Acquisition de la parcelle BN n°806	1 803,58	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2019046223] FRAIS Acquisition de la parcelle Q n° 871	326,20	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2019046294] Reserve foncières bois de l'Aulnaie + frais	2 974,40	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2019046310] Acquisition U n°501 + frais de notaire	3 307,50	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2019046707] INSTALL TRAPPE ACCES PAVILLON GARE	2 800,80	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2019047414] acquisition parcelle BO 119	4 354,50	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2019047619] acquisition ER 2 AC 1067 + AC 1070	6 920,00	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2019047665] acquisition parcelle AN 228 + frais	6 819,00	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2019047666] acquisition ER 4 + frais	1 080,30	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2019047667] acquisition AX 602 604 + frais	1 231,67	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2019048081] Frais avocat terrain BG 411	914,76	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2019048082] Emoluments frais avocat parcelle BG 411	3 659,02	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2019048083] Acquisition et frais de vente terrain BG 411	153 758,28	0,00	0
	[cpte 2111/inv 2019048115] Frais notaire acq parcelle Q ns 375 420 R ns 268	632,34	0,00	0
	[cpte 2121/inv DIV15-2121-026-19] Rosiers	1 173,02	0,00	15
	[cpte 2121/inv DIV15-2121-823-19] Commande végétaux	22 695,39	0,00	15
	[cpte 2128/inv DIV15-2128-026-19] ARRACHAGE ENSEMBLE DE THUYAS	7 896,00	0,00	15
	[cpte 2128/inv DIV15-2128-412-19] 10EME ACOMPTE VOIRIE AVANCE MANDAT 2315/2019	2 368 179,46	0,00	15
	[cpte 2128/inv DIV15-2128-41401-19] 19EME ACOMPTE OUVRAGES DIVERS ESCALIER EN BETON	49 060,12	0,00	15
	[cpte 2128/inv DIV15-2128-41402-19] Elements bassins Dassault	339 661,32	0,00	15
	[cpte 2128/inv DIV15-2128-422-19] 16EME ACOMPTE CLOTURES	8 163,26	0,00	15
	[cpte 2128/inv DIV15-2128-70-19] 13EME ACOMPTE CLOTURE LOGEMENT LADOUMEGUE	6 539,38	0,00	15
	[cpte 2128/inv DIV15-2128-823-19] KITS PLANTATION MECANISEE DE BULBES	99 479,94	0,00	15
	[cpte 2128/inv DIV6-2128-211-19] STRUCTURE EQUILIBRE JEU D'ENFANT	14 936,10	0,00	6
	[cpte 2128/inv DIV6-2128-41401-19] fourniture et pose téléphonique plan d eau	16 329,12	0,00	6
	[cpte 2128/inv DIV6-2128-41402-19] Treillis soudé Dahlias	2 898,82	0,00	6
	[cpte 2128/inv DIV6-2128-422-19] GRANULES CARRE GROS DOSAGE ETC	30 176,04	0,00	6

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2128/inv DIV6-2128-823-19] Supports vélos inox	34 625,56	0,00	6
	[cpte 21316/inv B275-21316-19] 275 CIMETIERE TILLOY CONFECTION PLATEFORME COLOMBA	62 115,48	0,00	15
	[cpte 21316/inv B874-21316-19] Reprise de concession cimetière Général	46 416,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv B101-2135-19] Mise aux normes commission de sécurité	9 880,32	0,00	15
	[cpte 2135/inv B101-2135-19] PRE-CABLAGE INFORMATIQUE HOTEL DE VILLE	8 797,46	0,00	15
	[cpte 2135/inv B102-2135-19] TVX SUITE DEPLA PHOTOCOPIEUR MALHERBE	826,28	0,00	15
	[cpte 2135/inv B104-2135-19] Pose sol Burton serv Informatique	2 375,09	0,00	15
	[cpte 2135/inv B109-2135-19] PRELEVEMENT AMIANTE MAISON DES SYNDICATS	372,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv B113-2135-19] TVX SERRURERIE SALLE ARME POLICE MUNICIPALE	52 178,84	0,00	15
	[cpte 2135/inv B120-2135-19] REFECTON VERRIERE COURSIVE MATERNELLE MICHELET	100 889,29	0,00	15
	[cpte 2135/inv B121-2135-19] 121 MATERNELLE MICHEL AAO TRVX REFECT	55 122,66	0,00	15
	[cpte 2135/inv B122-2135-19] INSTALL FAUX-PLAFONDS ALSH MENESTRELS	1 651,20	0,00	15
	[cpte 2135/inv B124-2135-213-19] câblage tbi école j.ferry classe ulis	765,85	0,00	15
	[cpte 2135/inv B142-2135-020-19] AJOUT BORNE WIFI (selon devis)	642,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv B142-2135-324-19] INSTALLATION ALARME ANTI-INTRUSION	11 959,85	0,00	15
	[cpte 2135/inv B143-2135-19] MODERNISATION ASCENSEUR	31 549,40	0,00	15
	[cpte 2135/inv B148-2135-19] 148-QUADRILATERE	12 031,01	0,00	15
	[cpte 2135/inv B195-2135-19] 195 POLE SANTE CLEMENCEAU TRVX PLOMBERIE	4 822,63	0,00	15
	[cpte 2135/inv B205-2135-19] 205 TRAVAUX SUR CONTROLE ACCES BUREAUX CTM BVS	38 358,10	0,00	15
	[cpte 2135/inv B205A-2135-19] 205A ST TRAVAUX DEVOIEMENT TUYAUTERIE	2 996,40	0,00	15
	[cpte 2135/inv B205B-2135-19] 205B/CTM - travaux de platerie	31 917,25	0,00	15
	[cpte 2135/inv B205G-2135-19] CABLE HDMI SALLE MALADRERIE ST	42 231,72	0,00	15
	[cpte 2135/inv B220-2135-19] MISE EN CONFORMITÉ ALARME INCENDIE	1 506,66	0,00	15
	[cpte 2135/inv B221-2135-19] Pose bouton poussoir sur porte d'entrée	253,76	0,00	15
	[cpte 2135/inv B221B-2135-19] REMPLACEMENT BOITE A BOUTONS	3 595,20	0,00	15
	[cpte 2135/inv B222-2135-211-19] Mise aux normes du vitrage	2 295,82	0,00	15
	[cpte 2135/inv B222-2135-212-19] Remplacement soubassement	2 932,43	0,00	15
	[cpte 2135/inv B223-2135-211-19] SUIVI BUREAU DE CONTROLE	1 416,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv B223-2135-212-19] EXTENSION ALARME INCENDIE PRIMAIRE LAFRANCHI	9 736,35	0,00	15
	[cpte 2135/inv B224-2135-020-19] 224/école Perrault	5 602,70	0,00	15
	[cpte 2135/inv B224-2135-211-19] Etude structurelle	3 360,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv B226-2135-19] controle technique	522,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv B227-2135-19] CHAUFFE EAU ELECTRIQUE PRIMAIRE ROSTAND	2 054,74	0,00	15
	[cpte 2135/inv B232-2135-19] POSE RIA CRECHE JACOBY	4 835,29	0,00	15
	[cpte 2135/inv B234-2135-251-19] Remplacement menuiserie PVC	16 177,81	0,00	15
	[cpte 2135/inv B234-2135-421-19] CONTROLE AMIANTE LE RIBAMBELLES	89 811,98	0,00	15
	[cpte 2135/inv B236-2135-19] INSTALL DETECTEUR DE NIVEAU INTELLIGENT	4 612,80	0,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2135/inv B241-2135-30-19] Mise aux normes porte évacuation	32 688,81	0,00	15
	[cpte 2135/inv B241-2135-33-19] Modification hydraulique radiateur	1 585,25	0,00	15
	[cpte 2135/inv B251-2135-19] PRE-CABLAGE INFORMATIQUE STADE COMMUNEAU	1 146,88	0,00	15
	[cpte 2135/inv B252-2135-19] Création Faux-plafonds CF local stockage	937,23	0,00	15
	[cpte 2135/inv B254A-2135-19] Pré-câblage informatique - Gymnase F. Faure	1 482,22	0,00	15
	[cpte 2135/inv B254L-2135-19] Remplacement sol + peinture	2 577,05	0,00	15
	[cpte 2135/inv B260L2-2135-19] Remplacement caches moineaux	2 110,02	0,00	15
	[cpte 2135/inv B281-2135-19] MISE EN PLACE SAS DE SECURITE CHATEAU D'EAU	7 257,60	0,00	15
	[cpte 2135/inv B290-2135-19] Trvx téléphonie - espace morvan	441,90	0,00	15
	[cpte 2135/inv B290A-2135-19] MISE EN PLACE DIFFUSEUR SONORE ESPACE MORVAN	639,60	0,00	15
	[cpte 2135/inv B301-2135-19] Fourniture et pose de robinets thermostatiques	2 116,56	0,00	15
	[cpte 2135/inv B324-2135-19] ENDUITS DES MURETS DES CLOTURES	14 791,34	0,00	15
	[cpte 2135/inv B324-2135-19] REMPLACEMENT MENUISERIES PVC ECOLES	12 460,39	0,00	15
	[cpte 2135/inv B331-2135-19] MISSION SPS LES LUCIOLLES	3 457,20	0,00	15
	[cpte 2135/inv B351-2135-411-19] Mise en place borne Wifi Stade Brisson	1 965,38	0,00	15
	[cpte 2135/inv B351-2135-412-19] AO EQUIPMT SONORISATION STADE BRISSON	380 132,88	0,00	15
	[cpte 2135/inv B351L-2135-19] DIAGNOSTIQUE AMIANTE STADE BRISSON	2 513,21	0,00	15
	[cpte 2135/inv B353-2135-19] Gymnase Ambroise	5 857,80	0,00	15
	[cpte 2135/inv B353L-2135-19] POSE CACHE MOINEAU - BANDE RIVE EN ZINC	16 066,41	0,00	15
	[cpte 2135/inv B354-2135-19] ECLAIRAGE PARKING TENNIS KENNEDY	27 923,68	0,00	15
	[cpte 2135/inv B371-2135-19] SUIVI STRUCTUREL EGLISE DE MARISSSEL	56 211,09	0,00	15
	[cpte 2135/inv B391-2135-19] POSE PORTE ACCES CHAUFFERIE	1 203,95	0,00	15
	[cpte 2135/inv B392-2135-19] EXTENSION ALARME INCENDIE PRE MARTINET	945,72	0,00	15
	[cpte 2135/inv B392A-2135-19] Espace Pré Martinet pré cablage informatique	1 270,46	0,00	15
	[cpte 2135/inv B394-2135-19] CONTROLE SKATE PARK AVIS SUR FISSURE	1 740,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv B401-2135-19] TVX MENUISERIES PVC SALLE VOISINLIEU	7 435,30	0,00	15
	[cpte 2135/inv B401L-2135-19] Remplacement menuiserie PVC	3 945,48	0,00	15
	[cpte 2135/inv B421-2135-19] DESINSECTISATION ELEMENTAIRE PAUL BERT	302,40	0,00	1
	[cpte 2135/inv B422A-2135-19] CLOISONNETTES SANITAIRES MATERN VOISINLIEU	15 051,24	0,00	15
	[cpte 2135/inv B422B-2135-19] Repérage amiante avant travaux	1 149,60	0,00	15
	[cpte 2135/inv B424A-2135-19] CLOISONNETTES SANITAIRES PRIMAIRE JEAN ZAY	1 896,17	0,00	15
	[cpte 2135/inv B424B-2135-19] Remplacement du sol du bureau de l'accueil	1 117,68	0,00	15
	[cpte 2135/inv B457-2135-411-19] F&P PLANS EVACUATION	875,50	0,00	15
	[cpte 2135/inv B457-2135-412-19] Remplacement des portes des vestiaires	19 660,80	0,00	15
	[cpte 2135/inv B457L-2135-19] DEMOLITION CHEMINEE/REMP TOLE GYMNASSE LOUCHARD	6 531,48	0,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2135/inv B471-2135-19] 471 EGLISE ST JACQUES TRVX RENOV VERRIERE	44 212,63	0,00	15
	[cpte 2135/inv B492-2135-19] EXTENSION ALARME INCENDIE + CENTRALE	2 222,29	0,00	15
	[cpte 2135/inv B502-2135-19] FERMETURE ACCUEIL MSH	2 386,76	0,00	15
	[cpte 2135/inv B504-2135-19] POSE EXTINCTEURS LOCAL CAMARD	797,40	0,00	15
	[cpte 2135/inv B508-2135-19] Remplacement rideaux métalliques	11 477,68	0,00	15
	[cpte 2135/inv B521-2135-19] CHAUFFE EAU GROUPE SIPHON	13 497,61	0,00	15
	[cpte 2135/inv B523-2135-19] CHAUFFE EAU ELEC	228,58	0,00	15
	[cpte 2135/inv B523L-2135-19] POSE DE CHAUDIERE MURALE	5 018,40	0,00	15
	[cpte 2135/inv B524-2135-19] Dédoublément de classe câblage TBI	7 675,69	0,00	15
	[cpte 2135/inv B525-2135-19] 525 CRECHE LEBESGUE FOURN POSE ALIMENTATION STORE	11 608,04	0,00	15
	[cpte 2135/inv B526A-2135-19] CHAUFFE-EAU ELECTRIQUE MATERNELLE PAGNOL	227,57	0,00	1
	[cpte 2135/inv B526B-2135-19] syuivi bureau de controle	2 065,51	0,00	15
	[cpte 2135/inv B526D-2135-251-19] BARDAGE ALSH LES CIGALES	4 458,19	0,00	15
	[cpte 2135/inv B526D-2135-421-19] BARDAGE ALSH LES CIGALES	5 381,05	0,00	15
	[cpte 2135/inv B529-2135-19] mission de controle technique	4 778,04	0,00	15
	[cpte 2135/inv B530-2135-19] TVX PEINTURE/SOLS/VITRERIE ECOLE LANFRANCHI	30 990,19	0,00	15
	[cpte 2135/inv B532-2135-19] 532/ALSH Nautilus	3 181,20	0,00	15
	[cpte 2135/inv B532-2135-19] Instal alarme incendie Espace Berlioz	30 262,19	0,00	15
	[cpte 2135/inv B532-2135-421-19] Installation volet roulant ALSH NAUTILUS	721,10	0,00	15
	[cpte 2135/inv B534-2135-211-19] EXTENSION ALARME INCENDIE	522,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv B534-2135-212-19] CHAUFFE EAU ELEC	9 225,83	0,00	15
	[cpte 2135/inv B553-2135-19] Câblage informatique - Gymnase Léo Lagrange	19 763,21	0,00	15
	[cpte 2135/inv B554A-2135-19] Trvx pré câblage - Gymnase F.truffaut	2 522,83	0,00	15
	[cpte 2135/inv B554L-2135-19] DIAGNOSTIQUE AMIANTE LGT TRUFFAUT	1 332,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv B558-2135-19] Mise en place 5 projecteur Piscine Bellier	16 579,20	0,00	15
	[cpte 2135/inv B576-2135-19] 576/local camard	936,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv B593-2135-025-19] INST VENTOUSE ELECTROMAGNETIQUE SUR PORTE	10 678,50	0,00	15
	[cpte 2135/inv B593-2135-30-19] Réduction pression + ballon ECS	1 843,51	0,00	15
	[cpte 2135/inv B593-2135-314-19] Remplacement porte de service et remise en état	6 701,40	0,00	15
	[cpte 2135/inv B594-2135-19] POSE VIDEO SURVEILLANCE CHENIL	9 785,28	0,00	15
	[cpte 2135/inv B598-2135-19] Reprise Bandeau Façade	8 524,09	0,00	15
	[cpte 2135/inv B621A-2135-19] Dépose et renforcement portes avant/arrière	4 213,63	0,00	15
	[cpte 2135/inv B621B-2135-211-19] CARRELAGE COULEUR JEAN MACE	4 200,60	0,00	15
	[cpte 2135/inv B621B-2135-212-19] remplacement porte classe	5 975,84	0,00	15
	[cpte 2135/inv B622-2135-19] MATERNELLE KERGOMARD FOURN POSE PLANS EVACUATION	1 143,08	0,00	15
	[cpte 2135/inv B624-2135-020-19] 624/local archives	2 034,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv B624-2135-323-19] 624 ARCHIVES BUISSON PRELEVEMENT ANALYSE AMIANTE	9 615,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv B631-2135-19] DIAGNOSTIC STRUCTURE LOCAL AFIB	720,00	0,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2135/inv B651-2135-19] Pré-câblage informatique - Stade Benoît Barbier	1 245,44	0,00	15
	[cpte 2135/inv B653-2135-19] Pré câblage borne wifi bureau - Gymnase F.Briard	1 550,24	0,00	15
	[cpte 2135/inv B656-2135-19] WAKE GARDEN EXTENS RESEAU EP PLAN EAU DU CANADA	66 516,49	0,00	15
	[cpte 2135/inv B663-2135-19] Fourniture et pose d'un garage en bois	22 890,57	0,00	15
	[cpte 2135/inv B705-2135-19] Travaux de rénovation locaux EV géothermie QVT	16 742,59	0,00	15
	[cpte 2135/inv B706-2135-19] 706/local grenouillere	1 651,20	0,00	15
	[cpte 2135/inv B722-2135-19] MISSION CONTROLE MATERNELLE GRENOUILLE	32 955,79	0,00	15
	[cpte 2135/inv B722A-2135-19] Renforcement étanchéité	1 944,78	0,00	15
	[cpte 2135/inv B725-2135-19] Remplacement de 4 menuiseries	32 852,62	0,00	15
	[cpte 2135/inv B726-2135-19] CHAUFFE EAU ELEC	6 166,34	0,00	15
	[cpte 2135/inv B738-2135-19] REVETEMENT SOL CRECHE ST LUCIEN	18 579,59	0,00	15
	[cpte 2135/inv B741L-2135-19] REMPLACEMENT VELUX LGT MEDIATHEQUE ST LUCIEN	1 029,70	0,00	15
	[cpte 2135/inv B753-2135-19] MISSION CT GYMNASE AUBAUD	290 125,18	0,00	15
	[cpte 2135/inv B790-2135-025-19] EXTENSION ALARME ECOSPACE	5 926,91	0,00	15
	[cpte 2135/inv B790-2135-830-19] Etude de vérification de charpente	1 980,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv B821-2135-19] Cablage TBI école prim Darbois	969,19	0,00	15
	[cpte 2135/inv B822-2135-19] GRILLES VENTILATION MATERNELLE TRIOLET	28 838,80	0,00	15
	[cpte 2135/inv B824-2135-19] CHAUFFE EAU ELEC	2 241,79	0,00	15
	[cpte 2135/inv B825-2135-19] Rempl. 4 menuiseries vitrage isolant/rénovation	20 744,40	0,00	15
	[cpte 2135/inv B825A-2135-19] Repérage amiante avant travaux	1 653,38	0,00	15
	[cpte 2135/inv B826-2135-19] CREATION D UNE SORTIE DE SECOURS	5 768,40	0,00	15
	[cpte 2135/inv B831-2135-19] REALISATION ISSUE DE SECOURS RESTAURATION DARTOIS	3 542,40	0,00	15
	[cpte 2135/inv B852L-2135-19] Plomberie	39 207,86	0,00	15
	[cpte 2135/inv B853-2135-19] MISSION CSPA CHARPENTE GYMNASE G. SAND	39 238,70	0,00	15
	[cpte 2135/inv B856-2135-19] Trvx câblage téléphonie Gymnase P. Coubertin	46 110,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv B859-2135-19] 5EME ACOMPTE ECLAIRAGE PUBLIC	18 289,00	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-020-19] P3 CHAUFFAGE BAT ADMIN 2019	6 209,47	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-020-19] POSE 20 VIDEO PROTECTION	67 380,57	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-025-19] P3 CHAUFFAGE BAT ASSO 2019	2 873,16	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-112-19] P3 CHAUFFAGE POLICE 2019	95,11	0,00	1
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-211-19] P3 CHAUFFAGE MATERNELLES 2019	7 591,10	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-212-19] P3 CHAUFFAGE ELEMENTAIRES 2019	24 904,45	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-251-19] P3 CHAUFFAGE RESTAURATIONS 2019	913,10	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-312-19] P3 CHAUFFAGE ARTS 2019	5 085,46	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-33-19] P3 CHAUFFAGE ASCA 2019	2 325,17	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-411-19] P3 CHAUFFAGE GYMNASES 2019	15 225,68	0,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-412-19] P3 CHAUFFAGE STADES 2019	3 619,43	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-413-19] P3 CHAUFFAGE PISCINE 2019	95,11	0,00	1
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-41401-19] P3 CHAUFFAGE PLAN D'EAU 2019	710,19	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-421-19] P3 CHAUFFAGE AL 2019	285,34	0,00	1
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-42201-19] P3 CHAUFFAGE JEUNESSE 2019	8 947,69	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-511-19] P3 CHAUFFAGE POLE SANTE 2019	2 689,63	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-523-19] P3 CHAUFFAGE SOCIAL 2019	1 298,32	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-64-19] P3 CHAUFFAGE CRECHES 2019	843,35	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-830-19] Panneaux solaires + frais de livraison	4 966,20	0,00	15
	[cpte 2138/inv 2018046025] acquisition Café argentine	3 528,77	0,00	0
	[cpte 2138/inv 2019047526] frais de notaire acq. 44-46 rue Desgroux	3 044,96	0,00	0
	[cpte 2138/inv 2019047982] acquisition local place des Haies CADASTRE Y54	60 492,74	0,00	0
	[cpte 2151/inv VOIRIE-2151-020-19] 28EME ACOMPTE OUVRAGE DIVERS REQUALIF RUE D'ALSACE	78 068,60	0,00	0
	[cpte 2151/inv VOIRIE-2151-70-19] 30EME ACOMPTE ENTRETIEN VOIRIE	7 276,56	0,00	0
	[cpte 2152/inv DIV20-2152-113-19] POTEAUX INCENDIE RUES D AMIENS et des Oeillets	23 178,91	0,00	20
	[cpte 2152/inv DIV20-2152-814-19] prestation G6/RD Sans Terre - 2019	2 099 279,19	0,00	20
	[cpte 2152/inv DIV20-2152-821-19] potelet chatelet ral 3005	268 739,61	0,00	20
	[cpte 2152/inv DIV20-2152-823-19] POTS PLACE J. HACHETTE	27 244,80	0,00	20
	[cpte 21533/inv DIV20-21533-816-19] CABLE ET MAT ALIM VIDEO PROTECTION	130 238,20	0,00	20
	[cpte 21534/inv DIV20-21534-19] Extension réseau ENEDIS	24 970,32	0,00	20
	[cpte 21538/inv DIV20-21538-831-19] FABRICATION PASSERELLE + GARDES CORPS	6 532,45	0,00	20
	[cpte 21571/inv 2019046654] Laveuse compacte CITY LAV 5006	172 462,98	0,00	6
	[cpte 21571/inv 2019047604] Balayeuse aspiratrice VF640J56XKB011446	213 480,00	0,00	8
	[cpte 21578/inv 2019046254] épandeur sel/traceur smowline300g Série031412010	1 800,00	0,00	6
	[cpte 21578/inv 2019046280] souffleur thermique voirie	303,76	0,00	1
	[cpte 21578/inv 2019046286] REMPOTEUSE	29 998,80	0,00	8
	[cpte 21578/inv 2019046287] Tondeuse TORO Groundmaster 7210/62	28 362,28	0,00	8
	[cpte 21578/inv 2019046655] electroportatif	793,73	0,00	6
	[cpte 21578/inv 2019046656] meuleuse D230 GWS 22-230	167,24	0,00	1
	[cpte 21578/inv 2019047437] Tondeuse frontale autoportée KUBOTA F3890	40 756,73	0,00	6
	[cpte 21578/inv 2019047440] Micro balayeuse électrique ITALA 135 BT	29 949,60	0,00	8
	[cpte 21578/inv 2019047441] Aspirateur électrique de déchets Ariamatic 240	29 997,60	0,00	8
	[cpte 21578/inv 2019047600] Rectifieuse FG 250 GS thermique	5 640,00	0,00	6
	[cpte 21578/inv 2019047803] Unité de lavage pour Peugeot Boxer FJ 332 KW	28 236,00	0,00	8
	[cpte 21578/inv 2019047810] MACHINE DE MARQUAGE TRASSAR 6 SUPER V5	12 543,96	0,00	6
	[cpte 21578/inv 2019047911] godet mini pelle	1 194,21	0,00	6
	[cpte 21578/inv 2019047912] godet CHARGEUR	3 832,16	0,00	6
	[cpte 21578/inv 2019047945] FER PLAT 250X	655,87	0,00	6
	[cpte 21578/inv 2019047946] FER PLAT 120X	605,04	0,00	6

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 21578/inv 2019048031] remorque transpot engin (norme)	6 120,00	0,00	6
	[cpte 21578/inv 2019048057] Aspirateur feuilles serie 17863 équipe ST Lucien	14 798,16	0,00	6
	[cpte 2158/inv 20190046235] Taille haies PELLENC HT1200 N°54Q70029	826,20	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046233] Batterie PELLENC 1100 N°56Q70641	1 641,00	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046234] Souffleur AIRION2 Pellenc N°57Q70504	716,04	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046237] Tronçonneuse STIHL MS 181 N°514009322	261,74	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019046238] Nettoyeur HPKRANZLE B13/150	2 395,20	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046244] Marché AMO fournitures CAMERA	12 499,50	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046245] SCIE SAUTEUSE CARVEX PSC420	531,86	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046246] LIME ELECTRIQUE KA900E	136,62	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019046247] MEULEUSE D125 GWS	238,12	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019046248] SCIE CIRCULAIRE GKS 18V	605,06	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046249] PERCEUSE VISEUSE GSR 12V	241,17	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019046255] SCIE SABRE 18V DCS367NT	870,92	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046275] roues de secours pour tracteur KUBOTA	1 358,64	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046283] équilibreuse à roues automatique	3 456,55	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046610] SOUFFLEUR STIHL VIKING BG86	303,76	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019046611] SOUFFLEUR STIHL VIKING BR550	539,26	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046612] COMPRESSEUR TWINAIR 150 LITRES	921,55	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046613] Pompe de relevage pour bassin	471,26	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046676] RIVEUTEUSE/POMPE/DOUILLES/TOURET/PERFORATEUR	4 358,80	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046684] SOUFFLEUR THERMIQUE STIHL BR550 N°516734814	539,26	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046691] HARNAIS POUR BATTERIE PELLENC	39,43	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019046692] SOUFFLEUR STIHL BR 550	539,25	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046704] 3 caméras	14 130,00	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019046704] M175032V/installation 14 caméras	16 588,32	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047439] COMPRESSIOMETRE POUR MOTEUR DIESEL	897,89	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047450] DECAPEUSE MBX2 POUR CARROSSERIE	909,85	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047451] MEULEUSE D'ANGLE SPECIALE CARROSSERIE	200,20	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019047478] REMORQUE 38 BARRIERES ROTULE ET IMMATRICULATION	2 152,20	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047493] Compresseur fiair 40/300 TRI 300l	1 675,43	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047497] Servante atel vl/pl+Module outils+Coffret douille	3 118,61	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047521] CAMERA VIDEO NOMADE POUR VIDEO PROTECTION	14 130,00	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047544] CDE D'OUTILLAGE AUTOMOBILE (HORS-MARCHE)	285,84	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019047547] POSE CAMERAS VIDEO PROTECTION	59 241,60	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047552] meuleuse D125 (avec eco participation)	488,70	0,00	3
	[cpte 2158/inv 2019047553] scie circulaire GKS	603,52	0,00	3
	[cpte 2158/inv 2019047554] batterie bosh avec eco participation	277,15	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019047565] débroussailluse STIHL FS91 N serie 517777284	376,80	0,00	6

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2158/inv 2019047566] Souffleur STIHL BR550 N serie 517218859	558,00	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047581] MARTEAU PERFORATEUR BOSCH GBH 36 VF-LI PLUS	862,08	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047582] PONCEUSE A BANDE	908,98	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047583] 1 VISSEUSE GSR	219,53	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019047586] décompacteur terrains sports N° H2171123	23 108,40	0,00	8
	[cpte 2158/inv 2019047591] SCIE SABRE GSA 18	458,47	0,00	5
	[cpte 2158/inv 2019047603] tronçonneuses STIHL MS Series 185472634+185472712	1 130,40	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047623] RÉCUPÉRATEUR D'HUILE (HORS-MARCHE)	361,40	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047624] Compo vehicule électrique, Servante, outils	2 392,90	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047631] Tondeuse TORO PROLINE 4044832253+4044931143	3 996,07	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047634] Débroussailleuse STIHL FS 91 series 515465968+515465960	753,60	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047635] Souffleur STIHL BR 550 serie 517218508	558,00	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047637] Taille haie perche STIHL HL 92 K serie 513306060	588,00	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047638] Batterie PELLENC ULIB 1200 serie 56S18440	1 622,40	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047639] sécateur électrique PELLENC serie 32S09557	854,40	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047640] souffleur STIHL BG 86 SEIRE 185933296	314,40	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047641] Tronçonneuse perche STIHL HT SERIE 517828297	619,20	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047642] Débroussailleuse STIHL FS 91 SERIE 515465954	376,80	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047643] Souffleur STIHL BR 550 serie 517218505	558,00	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047686] PERCEUSE VISSEUSE PERCUSSION 18V	643,46	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047687] RABOT GHO 18V	678,49	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047736] Taille haie STIHL HS 82 R Series 186236066+186425850	974,40	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047737] Tronçonneuse STIHL MS 261 45 CM Serie 18679791160	650,40	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047738] Lamier double 63 cm R4	192,00	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019047739] Taille haie électrique HELION Serie 54S06770	528,00	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047740] épandeur d'engrais pour équipe secteur	864,00	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047741] Bache pour épandeur	192,00	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019047745] FORETS POUR perceuse a colonne	1 268,81	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047746] table d'entrée rouleau pour D°	657,60	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047747] table sortie avec butée pour d°	1 388,40	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047748] scie a ruban zip	2 569,80	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047749] Boulonneuse à choc	657,71	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047750] MARTEAU GBH	271,76	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019047751] SCIE SABRE DEWALT	217,49	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019047752] VISSEUSE PERCEUSE	418,96	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047753] PONCEUSE EXCENTRIQUE	590,50	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047770] 1 MEULEUSE W18 LTX125 QUICK	405,42	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047771] 1 TABLE ELEVATRICE 150 KG	702,85	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047776] CRIC 10 TONNES EXTRA LONG	1 062,41	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047782] PONCEUSE PATIN ABRASIF	759,89	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047788] SERVEUR ENREGISTREUR VIDEOS PLATEFORME HYMATOM	5 914,74	0,00	6

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2158/inv 2019047802] Débroussailleuse thermique STHL 27.2 CM3	409,15	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047808] Taille haie électri HELION / LAMIER63 CM R4	720,00	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047809] Débroussailleuse STIHL FS 91 serie 51777289	376,80	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047814] MEULEUSE D230 GWS 26-230LI	317,54	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047833] GYMNASSE LEO LAGRANGE VISSEUSE PERCEUSE	223,93	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019047834] GYMNASSE PORTE : VISSEUSE PERCEUSE	223,93	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019047900] PERCEUSE ROTATIVE POUR ATELIER MÉCANIQUE	311,56	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047901] Meuleuse D125 GWS 15-125CIEPX 1500W	506,26	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047904] PACK BATTERIE	358,40	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047909] Débroussailleuses FS 91R séries 519866533 519866542	753,60	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047950] Débroussailleuse STIHL FS91 serie 515465974	376,80	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047964] PERCEUSE A COLONNE M3DR	6 948,00	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047973] SOUFFLEUR THERMIQUE HUSQVARNA 2 BX 525	349,99	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019047974] DEBROUSAILLEUSE ECHO SRM 222	265,00	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019047975] DEBROUSAILLEUSE ECHO PPKECHO SRM222	265,00	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019047976] DEBROUSAILLEUSE PPKECHO SRM222	265,00	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019048008] Débroussailleuse STIHL FS91 serie 514291773	344,25	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019048009] Souffleur STIHL BG 86 serie 185503849	303,75	0,00	1
	[cpte 2158/inv 2019048011] mobi blocs béton pour protection vigie pirate	5 748,00	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019048054] Souffleur STIHL BR 550 serie 517218512	558,00	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019048055] Souffleur STIHL BR 200 serie 516665301	439,20	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019048800] POMPE POUR FONTAINE GARE	4 630,00	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019048801] Tronconneuses Stihl Viking MS261+MS441+FS91R	1 827,74	0,00	6
	[cpte 2158/inv 2019048802] Motopompe pr cuve arrosage serie H0053935	1 846,22	0,00	6
	[cpte 2168/inv 2019047715] Une peinture à l'huile sur toile "Nu" par Jeanne	1 560,00	0,00	0
	[cpte 2168/inv 2019047850] Restauration mobilier liturgique (en cotraitance)	3 981,75	0,00	0
	[cpte 2168/inv 2019047852] Restauration mobilier liturgique (en cotraitance)	4 337,70	0,00	0
	[cpte 2168/inv 2019047953] Le Chemin de Croix de l'Eglise de Saint-Just des	5 028,00	0,00	0
	[cpte 2168/inv B171-2168-19] Eglise St Etienne : 2 confessionnaux 2 colonnes	1 800,00	0,00	0
	[cpte 2168/inv B773-2168-19] RESTAURATION PANNEAU MURAL MAISON GREBER	13 080,00	0,00	0
	[cpte 2181/inv B195-2181-19] RACCORDEMENT CABLAGE POLE CLEMENCEAU	39 476,95	0,00	15
	[cpte 2182/inv 20190448803] Sulky pour balayeuse de voirie	1 012,80	0,00	8
	[cpte 2182/inv 2019046217] RAMPE A DEFILEMENT A FEUX LEDSPOUR LAVEUSE	1 068,00	0,00	8
	[cpte 2182/inv 2019046304] KADJAR Police Municipale SC487KY	28 116,10	0,00	8
	[cpte 2182/inv 2019046305] KADJAR Police Municipale SC490KY	28 116,10	0,00	8

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2182/inv 2019047466] Fiat ducatto double cabine benne FF515FG	29 761,40	0,00	8
	[cpte 2182/inv 2019047468] Fiat ducatto L3H3 130 cv FF446FG	31 510,28	0,00	8
	[cpte 2182/inv 2019047567] Peugeot Expert premium 95cv FF100AK	21 722,00	0,00	8
	[cpte 2182/inv 2019047568] Peugeot Expert aménagé PM WW063QF	37 401,46	0,00	8
	[cpte 2182/inv 2019047569] Peugeot Rifter allure 100cv FF807AJ	21 590,96	0,00	8
	[cpte 2182/inv 2019047798] frais immat Peugeot boxer FJ 832 KW	31 918,72	0,00	8
	[cpte 2182/inv 2019047859] Iveco daily 35C14D cassis double cabine FJ-202-HW	51 948,68	0,00	8
	[cpte 2182/inv 2019047860] Iveco daily 35C14D chassi double cabine FJ-267-HW	51 948,68	0,00	8
	[cpte 2182/inv 2019047861] Iveco daily 35C14D chassi double cabine FJ-162-HW	51 948,68	0,00	8
	[cpte 2182/inv 2019047862] Iveco daily 35C14D chassi double cabine FJ-203-KF	51 948,68	0,00	8
	[cpte 2182/inv 2019047863] Iveco daily 35C14D chassi double cabine FJ-896-FV	51 948,68	0,00	8
	[cpte 2183/inv 2019018042] Disque SSD Interne Samsung - 250 Go 2.5'	202,00	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019046657] Liaison Infinet CPE Client	1 555,20	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019046658] Liaison Infinet Station de base	3 561,84	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019046659] Liaison Infinet P to P	3 004,80	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019046660] Liaison radio infinnet 50 Mbits/sec	1 502,40	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019046661] Smartzone / VSZ Licence 1 AP	1 699,20	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019046662] Borne wifi Ruckus extérieur	2 743,20	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019046663] Borne wifi Ruckus intérieur R300	4 176,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019046685] Epson EB-675Wi	4 590,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047442] Cordon droit RJ45/RJ45 cat 6a - 1m	312,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047443] Cordon droit RJ45/RJ45 cat 6 - 0.5m	218,40	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019047444] Cordon droit RJ45/RJ45 cat 6a - 10m	156,72	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019047445] Cordon droit RJ45/RJ45 cat 6a - 15m	56,34	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019047446] Cordon droit RJ45/RJ45 cat 6a - 3m	147,00	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019047447] Cordon droit RJ45/RJ45 cat 6a - 5m	87,84	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019047454] Apple iPad 32 Go Wifi Argent	1 440,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047455] Sac de transport connecté pour 8 à 10 tablettes	1 020,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047456] Plastron VGA + Jack + VGA 10m	270,00	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019047457] Apple iMac 27" / logiciels	2 508,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047492] Vidéoprojecteur Epson EB 675Wi + accessoires	6 120,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047512] Solution de verbalisation électronique	13 663,44	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047513] Multifonction laser couleur Lexmark CX522ade	338,10	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047514] 50Dell 3060 +131 Dell P2219H +Microsoft office 201	58 560,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047515] 20Dell 5590 +Sacoche +souris +Verrous +Microsoft	29 556,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047516] 16 Dell 3590 +Sacoche +Souris +Verrous	14 908,80	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047517] 29 Dell 3590 +Sacoche +Souris +Verrous	27 022,20	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047609] Apple iPad 32 Go Wifi Argent	2 820,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047612] Brinno TLC200 Caméra Compact Vert+Boitier	174,00	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2183/inv 2019047656] Aiguille tirage 11mn + Raccord + Meplat	920,68	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047658] ordinateur fixe Dell 3060 F1 A4 A9	744,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047659] ordinateur fixe Dell 3060 F1 A4 A9 A10	19 123,20	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047660] ordinateur fixe Dell 3060 F1 A4 A9 A10	33 638,40	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047661] ordinateur fixe Dell 3060 F1 A9 A10	1 014,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047662] ordinateur portable Dell 3570 P3 A1 A2 A3	11 739,60	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047663] ordinateur portable Dell 5590 P2 A1 A2 A3 A9 A10	13 339,20	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047664] cadenas portable Dell 5590 P2 A1 A2 A3 A9 A10	360,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047720] Plastron Neklan	87,12	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019047722] Switch HPe 2530-8G-POE	3 623,04	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047723] Evolution de l'architecture LAN	32 630,95	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047724] Netgear gs305 switch 5 ports 10/100/1000 metal	616,15	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047728] Module d'alimentation option chassis fibre TP-Link	267,95	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047729] TP-LINK Convert. fibre 100FX WDM émetteur MonoMode	880,02	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047730] TP-LINK Convert. fibre 100FX WDM récepteur MonoMod	817,38	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047731] Tplink MC1400 chassis 19" 14 slot pour module fibr	869,90	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047742] Station de travail + accessoires (architecture)	2 607,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047799] Portable Dell latitude 3500	931,80	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047817] Disque SSD Interne Samsung 860EVO 500 Go 2.5	206,16	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047818] Cable HDMI MCL Male Haute Vitesse 3D	109,92	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047819] Clé USB Kingston Technology DataTraveler G4 16Go	11,64	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047820] Cordon HDMI Standard - 2m Type A (M) Plaqué Or	27,84	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047821] Cordon HDMI Standard - 3m	30,60	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047822] Cordon HDMI Standard - 5 m	50,40	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047823] Plastron NEKLAN 45x45 USB A F->F - 0,2m	69,66	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019047867] Borne WIFI Ubiquiti Networks	183,04	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047868] Borne WIFI Ubiquiti Networks Lot de 5 packs	575,52	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019047877] Scanner portable Iris	102,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019048005] Ordinateurs Dell Optiflex et P2219H, Microsoft off	29 280,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019048036] Vidéoprojecteur Epson EB-W42 serie X4JB9801033	672,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019048044] Imprimante HP Officejet 200 Mobile Printer A4 Jet	258,19	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019048045] Mémoire KINGSTON TECHNOLOGY KINGSTON 16GB	333,60	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019048048] Pied Mobile Erard Will 1050 L	471,92	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019048049] 860EVO SAMSUNG M.2 250GB	144,34	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019048058] iMac 21.5 pouces avec écran Retina 4K	2 316,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019048059] Portable Dell Latitude 5300 serie CTKVFW2	1 632,00	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019048060] Adaptateur Ac Dell 65w pour ordinateur portable	92,34	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019048061] Appareil Photo Numérique Canon IXUS 185	158,78	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2183/inv 2019048062] Cordon HDMI Standard - 2m Type A (M) Plaqué Or	27,84	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019048063] Epson Interactive Pen Stylo numérique qté 29	1 770,02	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019048064] KINGSTON KINGSTON TECHNOLOGY Carte MicroSDHC	6,37	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019048065] Epson Lampes de projecteur	3 535,67	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019048066] Réhausseur PC Portable en Aluminium	159,66	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019048067] MCL Samar High Speed HDMI Cable with 3D and Ethern	19,68	0,00	1
	[cpte 2183/inv 2019048105] Onduleur Eaton Ellipse ECO 800 USB	1 834,80	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019048111] carte micro sdhc kingston 16gp	331,80	0,00	3
	[cpte 2183/inv 2019048806] cadenas portable Dell 3570 P3 A1 A2 A3	390,00	0,00	3
	[cpte 2184/inv 2019003371] Fauteuil ergonomique B.COUTURIER Etat Civil	386,08	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019041412] 1 miroir argent 3 m X 2 m	1 084,80	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019046258] ARMOIRES BASSES	553,00	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019046259] CHAUFFEUSES	1 305,01	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019046265] CHAUFFEUSES	1 033,22	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019046298] Fauteuil + Caisson F. Scombart Evenementiel	735,89	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019046299] Fauteuil ergonomique stock DSIT	437,10	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019046301] JEUX D'IMITATION	310,40	0,00	5
	[cpte 2184/inv 2019046329] Tables ECOSPACE	1 327,56	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019046330] Chariot ecospaces	228,54	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019046616] MOBILIER POUR SALLE MALADRERIE ST	10 302,65	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019046628] BLOG 46 - fauteuils club	507,31	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019046629] ALSH PETIT LION - meuble, pitements, table insonor	1 192,93	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019046643] ALHS PETIT PRINCE - claustras	1 199,04	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019046644] ALSH COEUR DE MOMES - tables et chises	1 485,28	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019046645] ALSH COEUR DE MOMES - chevalet à peinture	266,30	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019046699] Mobilier RAM	224,40	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019046701] MOBILIER POUR ALSH ASTUCE	1 892,98	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019046808] AMENAGEMENT SALLE JEUX	2 301,96	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047418] 4 coussins cumulus	500,00	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047494] Fauteuil avec accoudoirs Stock	386,07	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047495] Fauteuil avec accoudoirs S.LECLAIRE	386,08	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047527] Chaises joker	459,98	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047528] Fauteuil complet zen	276,77	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047529] Caisson metal	137,52	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047530] Armoire 100x198x48 gris alu	1 000,16	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047531] Rehausse d'armoire 100x44x48 gris alu	689,90	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047532] Fauteuil ergonomique SMART MJA Mme Godo	436,97	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047533] Fauteuil complet Réf PM Francois STERKEMRAN	211,53	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047534] Fauteuil complet Réf CTM Samia KHELIFA	211,52	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047535] Fauteuil complet Réf Gardien pré martinet	436,97	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047536] Fauteuil complet Réf Petite enfance Magalie RENARD	211,52	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047570] Fauteuil avec accoudoirs	211,52	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047596] TABLE A SABLE 1 BAC + COUVERCLE	204,58	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2184/inv 2019047606] BUREAU DROIT SPM J. FROMENT	421,36	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047607] MEUBLE SUR ROULETTE SPM J. FROMENT	427,56	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047608] SIEGE VISITEUR SPM J. FROMENT	681,82	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047625] MOBILIER PREVENTION RESIDIVE PAOLA TEIXEIRA	211,67	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047626] Fauteuil complet	465,82	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047627] Bureau droit	157,16	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047628] Armoire 160x120 antracite	335,70	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047629] tablette supl	31,20	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047636] CHEVALETS A PEINDRE	490,32	0,00	5
	[cpte 2184/inv 2019047650] Mobilier Vie Associative	125,04	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047651] VESTIAIRE 1 COLONNE 4 CASES	246,69	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047652] VESTIAIRE 1 COLONNE 5 CASES	277,34	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047653] FAUTEUIL COMPLET + CAISSON	350,18	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047671] CHAUFFEUSES	0,00	0,00	5
	[cpte 2184/inv 2019047672] BLOC RANGEMENT ET BACS PLASTIQUES	0,00	0,00	5
	[cpte 2184/inv 2019047673] TABLE A SABLE 1 BAC + COUVERCLE	0,00	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047674] MEUBLES FORMAT RAISIN	0,00	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047675] BLOCS 30 CASES + ARCEAUX	0,00	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047676] BLOCS 15 CASES	0,00	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047677] TABLES BERMUDES OVALES	0,00	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047678] CHAISES 129R VERNIES TUBE JAUNE	0,00	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047688] ARMOIRES A PHARMACIE 2 PORTES	194,40	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047689] TABLE ADAPTEE BUREAU ESSENTIEL HV INCLINABLE	1 028,34	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047693] MOBILIER MALICE	49 202,09	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047700] Mobilier CULTUREL P TOUSSAINT	211,52	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047701] Fauteuil avec accoudoirs LOT DE 3	634,57	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047702] VESTIAIRE 1 COLONNE 5 CASES	281,35	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047703] VESTIAIRE 1 COLONNE 4 CASES	242,68	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047704] SIEGE VISITEUR	173,83	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047705] Armoires avec top	576,94	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047790] MAXI LOT GRANDES MOSAIQUES FANTACOLOR	108,38	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047791] CARRE CUISINE GASTRONOME BLANC	530,59	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047792] COUSSINS SEATY MAXI BLEUS ET VERTS	246,50	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047793] MAXI LOT SEJOUR DOLLY VERT POUR POUPEES	68,26	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047794] CHAISES QUAD TAILLE 2 VERT CLAIR	183,26	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047826] SET MOTRICITE MOUSSE 1 PIECES	592,02	0,00	5
	[cpte 2184/inv 2019047827] PISCINE A BALLE 150X30CM ET SAC 1000 BALLE	414,96	0,00	5
	[cpte 2184/inv 2019047828] TAPIS DE SPORT	288,58	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047829] JOUETS	977,17	0,00	5
	[cpte 2184/inv 2019047830] BACS SABLE ET EAU 70X50X15	76,02	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047832] ARMOIRE À RIDEAUX H198XL120CM 4 TABLETTES	293,52	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2184/inv 2019047835] CHAISES CONTREPLAQUE VERNI TUBE ROUGE	866,95	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047836] MEUBLE FORMAT RAISIN TUBE JAUNE	324,79	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047837] MEUBLE SECHE DESSIN 15 CASES	225,80	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047838] ETAGERES 3 TABLETTES DROITES	1 212,77	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047839] CHAISES	1 738,08	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047840] TABLES AVEC CASIERS	3 233,76	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047841] BANCS SANS DOSSIER LONGS	1 916,64	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047842] LITS SUPERPOSES 120X60	3 516,45	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047843] MATELAS 120X60	1 109,52	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047844] LITS SUPERPOSES 120X60	965,19	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047845] MATELAS 120X60	304,71	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047846] LITS SUPERPOSES 120X60	1 201,42	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047847] MATELAS 120X60	369,84	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047848] LITS SUPERPOSES 120X60 CM	1 406,58	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047849] MATELAS 120X60 CM	443,81	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047856] TABLE HERGON VISION PRIMAIRE	282,00	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047857] CHAISE HERGON PRIMAIRE ET ACCESSOIRES MAGNETIQUES	127,20	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047864] ZEN MESH SIÈGE OPÉRATIVE SYNCHRONÉ DÉCALÉ	484,06	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047865] RAYONNAGE POLYVALENT LG 101CM CHARGE UTILE	181,73	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047866] RAYONNAGE POLYVALENT LG 100CM CHARGE UTILE	150,24	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047890] TABLES BERMUDES 200X80 HT 59 CM	1 469,03	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047891] TABLES BERMUDES 200X80 HT 76 CM	2 123,82	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047892] CHAISES HT 35 CM	2 056,32	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047893] CHAISES HT 46 CM	2 973,52	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047894] BAC A EAU /SABLE SIMPLE BLEU	131,75	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047895] KIT EQUIPMT MAISON COMPLET POUR POUPEE	656,97	0,00	5
	[cpte 2184/inv 2019047913] 1 RAYONNAGE LIVRES S120	971,66	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047914] 4 RAYONNAGE LIVRES D120	6 679,82	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047915] 5 BOITE MURALE AVEC PORTE	1 152,66	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047916] 1 ROYAONNAGE LIVRES S150	1 470,67	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047917] 8 RAYONNAGE LIVRES D150	11 803,49	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047918] 12 RAYONNAGE LIVRES S180	8 291,70	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047919] 1 RAYONNAGE LIVRES S180	1 773,08	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047920] 10 RAYONNAGE ARRONDI D120	17 327,04	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047921] 8 RAYONNAGE ARRONDI D150	15 153,21	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047922] 1 PRESENTOIR TRAVEE RAYONNAGE DROIT DOUBLE H120	968,60	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047923] 3 PRESENTOIR TRAVEE RAYONNAGE DROIT DOUBLE H150	3 198,60	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047924] 2 PRESENTOIR TRAVEE RAYONNAGE ARRONDI DOUBLE H150	2 397,22	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047925] 50 CASIERS POUR DVD EN FACING	3 756,00	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047926] 6 BLOC POUR REVUE AVEC ABATTANT INCLINE	1 002,67	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047927] 8 MEUBLE BD H65	12 084,19	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047928] 4 MEUBLE BD H75	6 170,78	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047929] 4 MEUBLE BD H90	6 292,65	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047930] 4 MEUBLE CD OU DVD H90	4 912,41	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047931] 5 BAC A ALBUM H40	2 196,06	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047932] 3 BAC A ALBUM H60	1 414,33	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2184/inv 2019047933] 1 MEUBLE 5 CASIERS REVUE DOUBLE FACE	980,84	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047934] 1 MEUBLE 3 CASIERS REVUES DOUBLE FACE	608,89	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047935] 2 SOCLE SUR ROULETTE POUR CASIERS	529,27	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047936] 430 SIGNALETIQUE FRONTALE	474,72	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047937] 30 SIGNALETIQUE LATERALE	1 385,28	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047951] CHAISES	1 521,60	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047952] CHARIOTS	810,79	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047954] CHAUFFEUSES	324,72	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047955] BLOC RANGEMENT ET BACS PLASTIQUES	354,10	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047957] MEUBLES FORMAT RAISIN	704,98	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047958] BLOCS 30 CASES + ARCEAUX	646,42	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047959] BLOCS 15 CASES	1 533,42	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047960] TABLES BERMUDES OVALES	514,92	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047961] CHAISES 129R VERNIES TUBE JAUNE	696,36	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047987] BAC A ALBUM SURELEVE	148,42	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047988] CHAISE TRES RESISTANTE EN METAL	77,04	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047989] POUTRE 2 PLACES ALUMINIUM	503,40	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047990] POUTRE 3 PLACES ALUMINIUM	665,28	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047991] POUTRE 4 PLACES ALUMINIUM	888,33	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047992] PRESENTOIR MURAL 4 CASES A4 HT 65 X LG 29 CM	60,19	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047993] ARMOIRE A RIDEAU 120X42X102cm 2 TABLETTES	419,23	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047996] Fauteuils	561,44	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047997] Plan compact droit	239,78	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019047998] Armoire 198x120 antracite	305,65	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019047999] Caisson metal	275,04	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019048000] Chaises joker	54,31	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019048001] Tableau blanc	84,36	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019048002] Vestiaire 2 colonnes 4 casess	378,46	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019048003] Vitrine d'intérieur	203,96	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019048015] 3 SOCLE SUR ROULETTES H70	793,90	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019048016] 2 CHARIOT DE LIVRES	1 426,58	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019048017] 2 MARCHE PIED	236,56	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019048022] CHAUFFEUSES 3 PLACES	203,38	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019048095] CHAISES HAUTEUR 43 CM TUBE JAUNE	1 558,20	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019048096] CHAISES HAUTEUR 35 CM TUBE JAUNE	1 142,40	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019048097] CHAISES HAUTEUR 38 CM TUBE JAUNE	1 448,40	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019048098] TABLES AVEC CASIERS	3 471,00	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019048100] MALLES DE RANGEMENT 200 LITRES	444,00	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019048102] 710 MALICE DOSSIER ET TEITERE PR ZEN MESH	462,00	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019048103] 710 MALICE FAUTEUIL MESH MANAGER	1 112,78	0,00	10
	[cpte 2184/inv 2019048113] AMOIRE A RIDEAUX H100X120CM 2 TABLETTES ANTHRACIT	233,54	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019048114] CAISSON METAL SUR 4 ROULETTES 3 TIROIRS ANTHRACIT	145,96	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019048116] JOKER + CHAISE 4 PIEDS TISSU NOIR STRUCTURE	184,35	0,00	1
	[cpte 2184/inv 2019048117] TABLE 4 PIEDS 1200X600	86,09	0,00	1
	[cpte 2185/inv 2019047778] Achat chiot	1 000,00	0,00	5
	[cpte 2185/inv 2019047831] 2 Oies Polonais, 1 Cygne noir	500,00	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2185/inv 2019047876] Achat couple d'oies	500,00	0,00	5
	[cpte 2185/inv 2019047899] 2 Cygnes Polonais, Cygne noir	0,00	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019016282] Commande gilet par balle + casque MO	1 443,76	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046231] Diable électrique et batterie	3 808,80	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046239] LAVE LINGE LG F71K22WHS	3 416,98	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046257] Roll Up CONGRES INTERNET	128,40	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046260] Crosscall Trekker M1 Core	1 144,80	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019046261] Samsung Galaxy Xcover 4	1 074,00	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019046262] Apple iPhone SE 32Go - Space Grey	1 435,20	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019046263] Apple iPhone Xr 128Go	910,80	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019046264] Huawei Y5 2018	712,80	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019046279] ZOOM CANON 16-35/2.8 L USM III	1 909,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046284] réfrigérateur tout utile	459,90	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046297] 5 armoires séchantes pour régime EV QVT	15 069,60	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046303] LAVE VAISSELLE A CAPOT COMENDA BX1000C	7 148,66	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019046311] REFRIGERATEUR BEKO CRDSA223K20W	299,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046312] JEUX DIVERS	1 262,39	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046313] JEUX POUR MAISON PETITE ENFANCE	112,24	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046314] MATERIEL CENTRE RESTAURANT CAMUS	46 070,54	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019046316] Filtre pour aspirateur Temium PACK FILTRE X2	257,49	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046326] TABLE DE CUISSON PROLINE IH234P	184,00	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046327] FOUR WHIRLPOOL AKZ96490IX	554,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046606] CANON PARE-SOLEIL EW83E POUR APPAREIL PHOTO	40,40	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046607] LAVE-LINGE VIVA WFV14B21FF ALSH ASTUCE	429,90	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046608] SECHE-LINGE FAURE FDP7202PZ ALSH ASTUCE	439,90	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046609] MACHINE BARBE A PAPA	712,61	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046614] ARMEMENT POLICE MUNICIPALE	42 590,40	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046615] SAPIN LUMINEUX FEERIES PLACE J. HACHETTE	28 200,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046617] MACHINE A NEIGE POUR FEERIES	573,95	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046618] MACHINE A BULLES ANTARCTIQUE POUR FEERIES	402,51	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046619] BOUILLOIRES BODUM POUR LOGE INTERVENANTS	68,36	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046620] 1 MACHINE A COUDRE + 1 SURJETEUSE	1 339,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046621] POSTE RADIO CD MUSE M30BTB	239,96	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046622] SUPPORT SAC A PEDALE COLLECROULE 110 L	767,68	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046623] AUTOLAVEUSE ROLLY 7L	2 169,94	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046624] POSTE ELECTRIQUE CLOVERT POUR ANIMAUX	252,86	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046626] ALSH tables, bancs, matelas, meubles	572,45	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046627] GYMNASSE COUBERTIN : POTEAUX DE VOLLEY	395,04	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046630] Tables pliantes en polyéthylène	1 153,18	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046631] Perceuse établi 230 V mono 220V BE	414,53	0,00	6

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2188/inv 2019046632] Rail 3 allumages 2 et 3 mètres, rail triphasé...	1 515,79	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046633] Cmd postes téléphonique ip	4 426,20	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046634] BATTERIE MOTOROLA DP4000 LITHIUM 1600MA	4 770,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046635] Investissement ALSH Buissonniere	280,00	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046636] Investissement ALSH Lucioles	586,80	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046637] ALSH BUISSONNIERE - 1 crepière	54,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046638] 2 armoires a cles	254,40	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046639] AL PETITI LION - 1 CHARIOT ARIANE	229,80	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046640] COSTUMES POUR FEERIES	1 308,60	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046641] RAYONNAGES GALVANISES	912,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046642] STADE P. OMET : REHAUSSEMENT PARE-BALLONS	7 052,54	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046646] Splitter 4 sorties, prolights tribes, splitter GLT	790,66	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046647] 2 ASPIRATEURS	278,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046648] ENSEMBLE ALSH - afficheur chrono + sono	1 608,65	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046649] COMMANDE DE TRANSAT ZAZAKELY	681,16	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046650] AL PETIT LION - CHARIOT DE TRANSPORT 4 ROUES	212,27	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046651] TRIAC AT LEISTER AFFICHAGE DIGITAL COMPLET	579,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046664] PUPITRE POP UP	440,72	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046665] 25 projecteurs	5 698,20	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046666] Operculeuse automatique Frontpack	26 050,80	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046667] ELEM LANFRANCHI RIDEAUX NEUFS	6 554,64	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046668] ELEM COUSTEAU RIDEAUX NEUFS	4 780,92	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046669] RIDEAUX NEUFS ELEM CAMUS	4 449,36	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046670] RIDEAUX NEUF ELE MOULIN	7 968,24	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046671] RIDEAUX NEUFS ELEM FOEX	686,28	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046672] ELEM LAUNAY RIDEAUX NEUFS	2 757,24	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046673] STADE BARBIER : PAIRE DE FILETS DE FOOT A7	463,49	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046674] POULLAILLERS ET CLAPIERS	1 633,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046675] sèche linge AEG	2 697,01	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046677] GILETS PARE-BALLES	1 957,50	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046678] GILETS PARE-BALLES	652,50	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046679] CONE DE SIGNALISATION TELESCOPIQUE A LED	720,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046680] BABYFOOT H18 PRO POUR ALSH NAUTILUS	279,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046681] TABLES DE JEU 4 EN 1 POUR ALSH NAUTILUS	199,98	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046682] BABYFOOT H18 PRO ALSH MARMOUZETS	279,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046683] FOURNITURES ELECTRIQUES POUR ILLUMINATIONS	5 697,70	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046686] débroussailleuse	736,70	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046687] Tronçonneuse d'élagage	328,21	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046688] tondeuse autotractée	1 950,82	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046689] souffleur à dos	2 308,03	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046690] souffleur	425,31	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046693] SONO TRANSPORTABLE + PIED	412,80	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046694] CLIMATISEUR AERIAN POUR ALSH PETIT LION	498,98	0,00	6

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2188/inv 2019046695] ASPIRATEUR TASKI JET38 GYMNASSE LOUCHARD	729,98	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046696] ASPIRATEUR TASKI VACUMAT 22 GYMNASSE COUBERTIN	766,96	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046697] HORLOGE ASTRONOMIQUE SELECTA 170 FEERIES	177,60	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046700] Lave linge Vedette mater triolet A	399,90	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046702] CHARIOT MULTI USAGES ARIANE 2115	148,19	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019046777] Destructeur 99CI	518,86	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046778] Antenne mototola courte UHF	389,40	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046803] Portatif moto DP4401E sans clavier / gps	2 623,20	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046804] tente pour cérémonies patriotiques	924,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046805] Décors lumineux de fin d'année	30 649,56	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046806] CALLEBOTTIS POUR FEERIES	9 747,60	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019046807] Fournitures électrique pour les illuminations	1 656,44	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047405] toit 3x3 - polyester 380 gr blanc	7 200,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047406] barrière EQUIP 14 - 2 cintrage 2 mètre	4 435,20	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047407] grille EXPO'COM	1 136,40	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047409] RAYONNAGE TUB	447,80	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047410] POSTE RADIO CD THOMSON RCD210UBT	49,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047415] RIDEAUX	1 268,88	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047416] RIDEAUX	3 590,52	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047452] Materiel Alcatel + migration	11 666,74	0,00	3
	[cpte 2188/inv 2019047469] FILETS DE FOOT	237,07	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047470] ETAGERE CANTILEVER SEMI LRD DF1000 DEP	1 655,94	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047471] ETAGERE CANTILEVER SEMI LRD DF1000 EXT	1 724,38	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047472] salle Maladrerie (QVT) Logix 50x50	255,27	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047473] salle Maladrerie (QVT) Logix couvercle 45	471,37	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047477] épandeurs de sel pour équipes de secteurs	3 612,60	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047485] PROJECTEUR LED VELAMP	216,43	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047489] LAVE VAISSELLE A CAPOT COMENDA ELEA1000C	4 981,25	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047496] Appareil photo numé Nikon Coolpix+Etui+carte SD32G	336,05	0,00	3
	[cpte 2188/inv 2019047499] poids de lestages	1 584,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047500] murs de barnum	1 872,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047501] gouttieres barnum	180,00	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047502] barnums	3 952,08	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047503] PORT12VHF-BT SONO	687,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047504] chariot à chaises Vesta	573,60	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047506] Compresseur compact 6 L	95,40	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047507] Chariot de plume 150/180/245x75	249,60	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047511] Gilet pare balles s10084978181 Mme DEGUISNE	652,50	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047522] TABLE D'ENTREE TOURNUS	2 354,22	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047523] TABLE EN RETOUR TOURNUS	2 354,40	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047524] BAC AVEC CADRE A GALETS	906,30	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047525] DOUCHETTE MELANGEUSE	681,83	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047539] ASPIRATEUR TASKI AERO 8	197,90	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047540] SACS ASPIRATEUR	15,56	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047541] Casque MO M.STEKERMAN-CDS	138,76	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047543] table HDPE LIFETIME	2 788,13	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2188/inv 2019047550] CHAUFFE EAU ELEC TREPIED GROUPE	603,55	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047560] 622 MATERNELLE KERGOMARD ACHAT PORTANT GRIS	245,25	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047564] Cde de 4 nouvelles radios agents PM	528,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047571] FRIGO PROLINE	100,00	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047576] CHAUFFE- EAU ELEC TREPIED GROUPE ... MAT LAUNAY	579,74	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047577] BOULONNEUSE A CHOC Makita	975,04	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047578] SECHE LINGE ELECTROLUX REF: EW6C4735SC	459,90	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047579] ARMOIRE A PHARMACIE MATERNELLE KERGOMARD	76,00	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047580] ARMOIRE A PHARMACIE PRIMAIRE CAMUS	76,00	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047584] PEDALO STARLAC H20 PLUS COMPLET	8 053,20	0,00	10
	[cpte 2188/inv 2019047585] STRUCTURE GONFLABLE CHATEAU SUCRE D'ORGE	2 292,00	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047592] CHAUFFE EAU MATRERNELLE SUEUR	241,43	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047593] STORES VENITIEN	1 097,28	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047594] STORES ENROULEURS	838,08	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047595] MANIVELLES	760,20	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047596] Fourniture de 12 climatiseurs MPPD-12CRN1-QB6	5 942,30	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047597] CHARIOT ENFOURNEMENT POUR FOUR CFE710RT	1 284,00	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047598] CHARIOT ENFOURNEMENT POUR FOUR CFE714RT	1 284,00	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047601] VISSEUSE PERCEUSE GSR18V-28	223,93	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047602] PERFORATEUR BURINEUR GBH2-28F	274,67	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047605] OPTILENE VERSION C/VF COMPLET	13 287,96	0,00	10
	[cpte 2188/inv 2019047610] XCover 4	283,20	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047611] iPhone 6S	237,60	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047614] 3 FOURS MICRO ONDES CAFETERIA 23L REF 523040	825,97	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047615] Table à langer murale homologuée verticale	895,50	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047616] 1 four proline gm20w	59,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047618] Boitiers de distribution électrique	1 378,61	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047621] MEUBLE RANGEMENT CENTRAL PORTES COULISSANTES 1800 X 700 mm	1 002,24	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047622] REFRIGERATEUR COMBINE FAR R5219W	249,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047632] CLIMATISEURS ROWENTA RWAC1200H	1 496,99	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047633] CLIMATISEUR AERIAN PAC9290	399,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047644] MUR A GRIMPER ET CLOCHE	546,72	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047645] TAPIS DE RECEPTION	893,52	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047646] RUISSEAU/SKYWALK/MOUNT COLORE/ECHELLE ESCALADE	1 220,94	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047647] STRUCTURE NID OISEAU AVEC TAPIS	7 025,40	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047648] PODIUMS	1 979,82	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047655] VENTILATEURS LES SERVICES QVT	1 753,20	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047668] ETAGERES METALLIQUES 180X90X45	113,70	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047669] ETAGERES METALLIQUES 180X75X35	53,80	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2188/inv 2019047670] REFRIGERATEUR SABA DP2671L REF 657610	249,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047679] PORTE CRAIE CRAIE COULEUR LAMES	184,66	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047682] CHAUFFE EAU ELECT	400,80	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047683] CHAUFFE EAU PRIMMAIRE ROSTAND	583,10	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047684] CHAUFFE-EAU STADE BRISSON	711,02	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047685] CHAUFFE-EAU PRIMAIRE MOULIN	580,39	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047695] STORE VENITIEN 85X125 CM	371,52	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047696] STORE VENITIEN 77X125 CM	268,92	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047697] Porte doc standing 15XA4 noir	747,67	0,00	10
	[cpte 2188/inv 2019047698] Porte doc 5XA4 noir	506,28	0,00	10
	[cpte 2188/inv 2019047699] Presentoir rotatif	163,87	0,00	10
	[cpte 2188/inv 2019047710] 69 TATAMIS GYMNASSE COUBERTIN	6 744,75	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047711] ARMOIRE POSITIVE VENTILEE 570 L	1 385,34	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047712] Huawei	58,80	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047713] Huawei Y6 (remise déduite)	36,00	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047714] iPhone 6S	118,80	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047721] Ventilateur de bureau 8960; 28 cm - blanc	747,36	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047732] VENTILATEUR 583239QILIVE Q.5877/134481	49,90	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047733] VENTILATEUR 778050QILIVE Q.5140/134482	179,70	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047734] BRASSEUR D'AIR 695552 QILIVE	49,90	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047754] LAVE LINGE TOMSON THWD161070WH	599,01	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047755] REFRIGERATEUR WHIRLPOOL BLFV8102W	498,99	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047756] REFRIGERATEUR FRIGELUX CUBE72	139,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047757] BOUILLOIRE TEFAL KI150D10	74,98	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047758] CAFETIERE MOULINEX FT360811	99,80	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047759] MICRO-ONDE MOULINEX MO28MSWH	299,98	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047760] MICRO-ONDE LG MH7265DDH	249,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047763] Perceuse visseuse	657,36	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047764] Décapeur thermique	86,06	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047765] Aspirateur DCI 35 S	897,17	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047766] Canne tripode 330 cm	166,25	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047767] Niveau laser croix Fatmax FC-L-R	186,02	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047773] PORTAIL DU QUAI DE DECHARGEMENT	2 246,88	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047774] ZONE BAIGNADE : CONTROLE D'ACCES VIA DES TRIPODES	17 789,16	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047775] INSTALLATION D'UNE ALARME INCENDIE	4 320,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047777] 1 DEFIBRILLATEUR FRED PA-1 AUTOMATIQUE	1 260,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047779] CHAUFFE EAU ELECTRIQUE	354,71	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047780] CHAUFFE EAU ELECTRIQUE	468,36	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047781] LAVE MAINS TEMPOSTOP	623,59	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047783] CINTREUSE	402,47	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047784] CISAILLE PRESS	100,44	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047787] STORE A CHAINETTE	480,96	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047800] table pliante maison de quartier st just des marais	925,56	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047801] vitrine affichage 27mmX655mm	162,31	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047804] Chariot de ménage complet	256,45	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2188/inv 2019047805] Aspirateur	257,71	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047806] chariot ariane 2115	180,59	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047811] Compact Olympus Tough TG-5 noir	420,98	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047812] CHAUFFE EAU ELECTRIQUE	385,36	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047813] seches mains	507,49	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047824] TROTINETTES ELECTRIQUES PLIABLES XIAOMI M3	1 197,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047853] STORE VENITIEN	897,36	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047854] Estrades	13 080,72	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047855] Coussins 9 pcs	1 022,74	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047858] COFFRE DE SECURITE 15L SERRURE ELECTRONIQUE	230,00	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047869] BUNGALOW SERIE PLUS	11 172,00	0,00	15
	[cpte 2188/inv 2019047870] NETTOYEUR VITRE WVP 10 ADV	224,47	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047871] BACS INOX 7.2 L	438,05	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047872] CHARIOT INOX 8 NIVEAUX	258,06	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047873] MEUBLE RANGEMENT CENTRAL 1200x700 mm	783,36	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047874] CHARIOT 2 PLATEAUX 800x530 mm	1 013,77	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047875] CHARIOT 3 PLATEAUX 800x530 mm	1 157,76	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047878] ESCABEAU EN ALU 5 MARCHES	586,80	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047879] PUPITRE PLIABLE AVEC FRONTON + 2 MICROS	1 833,60	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047880] table couleur gris clair	1 277,39	0,00	10
	[cpte 2188/inv 2019047881] ENCEINTE SONO SONY MHCV11	199,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047882] SECHE LINGE FRONTAL BEKO DBBU81310W BLANC	329,99	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047883] LAVE LINGE HUBLLOT DAEWOO DWDFV2221 BLANC	239,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047884] CUISINIERE VITROCERAMIQUE BEKO CUV61B BLANC	399,99	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047885] REFRIGERATEUR WHIRLPOOL 2 PORTES WTE2921A	499,99	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047889] LAVE LINGE VEDETTE VLT1105W	399,90	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047896] REFRIGERATEUR FAR RT99W REF TTOP 93L	99,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047897] CHAINE HIFI SONY HIGH POWER MHC-V11	199,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047898] Poulailers Gality Bergame	3 213,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047941] REFRIGERATEUR HISENSE FTD120A20W 2 PORTES	219,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047942] CHARIOT DE SERVICE INOX 3 PLATEAUX	371,28	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047943] COFFRE DE SECURITE A SERRURE ELECTRONIQUE	230,00	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047947] Drone RTK pour photogrammétrie+logiciel Pix4d	12 597,98	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047948] TRANSPALETTE 2500 KG AC25CBV	301,55	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047963] PAIRES DE PATINS ROXA	3 371,24	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047965] CHARIOT NETTOYAGE	279,00	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047966] ASPIRATEUR TASKI AERO 8	197,90	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047967] CHARIOT DE MENAGE COMPLET	214,80	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047968] CHARIOT OPTIMOP COMPLET	279,00	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047969] CHARIOT DE MENAGE COMPLET	214,80	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047970] ASPIRATEUR TASKI AERO 8	197,90	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2188/inv 2019047971] CHARIOT DE MENAGE COMPLET	214,80	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047972] Talkie Walky MOTOROLA + CHARGEUR + OREILLETES	3 291,84	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047979] REGULATION ENITHERM POUR FOUR A POTERIE	289,20	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047980] MICRO CHAINE BT AKAI CM80K	99,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047981] REFRIGERATEUR INDESIT TIHA17VSI	349,99	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047983] REFRIGERATEUR HOTPOINT ENTM1822	549,99	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047984] DRAISIENNES	520,00	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019047986] CERCLE DE BASKET ESCAMOTABLE NORMES FIFA	504,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019047994] Diable pour déplacement bouteilles CO2	302,59	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019047995] Antenne, fouet, 2batteries, Option PTI, micro	1 546,56	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048004] BATTERIE MOTOROLA DP4000 LITHIUM 1600MA	4 770,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048006] HUAWEI Y5	24,00	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048007] Fourniture d'une Pierre monolithe de 2t300	4 500,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048010] SONOS PORTATIVES AVEC MICRO	486,00	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048013] FILET DE BASKET ANTI VANDALISME	369,94	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048018] FOUR REMISE TEMPERATURE	4 517,91	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019048019] ARMOIRE FROIDE POSITIVE DOUBLE PORTE	4 489,63	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019048020] LAVE VAISSELLE AVEC ADOUCISSEUR	5 706,96	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019048021] chariot eco table polyetyl25	155,40	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048023] RAILS POUR RIDEAUX	2 036,04	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048024] ENSEMBLE DE RIDEAUX	4 273,68	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048025] ENSEMBLE RAILS ET RIDEAUX	1 307,76	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048026] ARMOIRE NEGATIVE FROID STATIQUE 600 L GN2/1MONO	1 244,16	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019048028] Pendrillons	95,35	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048033] AUDIOCODE MP114/4S/SIP	1 819,31	0,00	3
	[cpte 2188/inv 2019048037] Téléphone DECT-Gigaset CL660-prix de 1 à 25 unit	266,22	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048038] Amplificateur Repeater HD sécurisé	319,15	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048039] Téléphone analogique-Alcatel Temporis 880	876,96	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019048040] CHAUFFE EAU ELEC	248,06	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048041] CHAUFFE EAU ELEC	573,77	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048043] CHAUFFE EAU ELEC	573,77	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048046] PONCEUSE D150 MM CEROS 650 CV	610,64	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048047] CABLE ELECTRIQUE 4 M 22V	43,97	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048050] DESTRUCTEUR FELLOWES PS-65C CC	21,64	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048051] DESTRUCTEUR REXEL AUTO+ 200X	455,32	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048052] DESTRUCTEUR REXEL AUTO+ 300X	895,80	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048053] Disjoncteur 400 A + Câble 4g 150	4 962,72	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048056] Cordon lumineux blanc	382,08	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048068] VELOS ENFANT MIXTE CY991	258,67	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048069] TROTTINETTES A FREIN SC1060	350,67	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019048070] VELOS ENFANT GARCON CY911	272,67	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2188/inv 2019048071] VITINES EXTERIEURES ALCYONE POUR DIVERSES ECOLES	1 230,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048072] ASPIRATEURS MV3 KARCHER AVEC SACS ET RALLONGES	962,50	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048073] KARCHERS K4	777,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048074] SECHE LINGE FRONTAL ELECTROLUX EW6C4735SC	459,90	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048075] CONTENEUR ROSSIGNOL	2 588,03	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048078] MANUTEL EN ALU 5 MARCHES ECHELLE	800,40	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048079] BARRIERE OPTIMA 4	3 584,40	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048084] STORE VENITIEN	291,96	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048089] STORE VENITIEN	450,12	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048090] Console porte illumination	2 390,40	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048099] OUVRE BOITE TELLIER OE 750M	2 929,50	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019048101] 25 Passage de câbles féerie place J.Hachette	4 890,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048109] GO PRO	921,29	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019048110] Téléviseur SAMSUNG UHD 189CM REF689853	999,00	0,00	5
	[cpte 2188/inv 2019048118] Aspirateur Karcher WD4 premium	353,11	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048119] Filtre plat + sacs aspirateurs	81,12	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048120] Perceuse visseuse 18V	683,23	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048121] Décors d'illumination ORIGINE	3 967,20	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048122] Cordon lumineux blanc pétillant	1 039,68	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048123] CORDON ROUGE	1 039,68	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048124] Décors d'illumination	2 069,24	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048125] Décors d'illumination BOULE	669,60	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048126] Décors d'illumination BOULE	670,32	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048127] Décors d'illumination FOLIE	1 981,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048128] Décors d'illumination FROST	3 146,40	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048129] Décors d'illumination MODERNE TREE	3 762,00	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048130] Décors d'illumination vague	1 614,24	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048131] RADIO CD MP3 WE WERADCDUSB2 BLEU REF 688239	249,95	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048132] MICRO ONDES FAR FMO20R REF 658013	59,99	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048133] store venitien	235,80	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048135] Decor de Noël	4 991,03	0,00	6
	[cpte 2188/inv 2019048807] 415 M2 Plantcosol tweed bacche deco feeries Noel	249,00	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048808] Panneau d'affichage Bakou avec vitrine	1 640,40	0,00	6
	[cpte 2312/inv DIV15-T2128-211-19] 28EME ACOMPTE VOIRIE KERGOMARD	119 697,28	0,00	0
	[cpte 2312/inv DIV15-T2128-412-19] 23eme ACOMPTE VOIRIE Création City stades Morvan	140 479,78	0,00	0
	[cpte 2312/inv DIV15-T2128-41402-19] Clôture du Parc Dassault, côté rue de Tillé	36 695,43	0,00	0
	[cpte 2312/inv DIV15-T2128-421-19] 12EME ACOMPTE CLOTURES portillon AL Les Lucioles	7 808,92	0,00	0
	[cpte 2312/inv DIV15-T2128-422-19] POSE CLOTURE MALICE	3 671,04	0,00	0
	[cpte 2312/inv DIV15-T2128-523-19] ABATTAGE PEUPLIERS	5 460,00	0,00	0
	[cpte 2312/inv DIV6-T2128-824-19] fourniture de jeux cité Léonidas Gourdain	31 828,74	0,00	0
	[cpte 2313/inv B148-T2135-19] AVIS REMPLACEMENT MENUISERIES EXT ALU QUADRILATERE	538 888,27	0,00	0
	[cpte 2313/inv B195-T2135-19] POSE TABLE POLE SANTE	5 300,44	0,00	0
	[cpte 2313/inv B205-T2135-19] 32EME ACOMPTE VOIRIE 2016/2017	19 172,51	0,00	0
	[cpte 2313/inv B331-T2135-19] 1ER ACOMPTE PEINTURE RENOVATION LES LUCIOLES	966 766,41	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	[cpte 2313/inv B485-T21318-19] 485 POLE SOLIDARITE AMO BUREAU ETUDE FLUIDES	1 567 468,70	0,00	0
	[cpte 2313/inv B485-T21318-19] 485 POLE SOLIDARITE PANNEAU AKILUX	33,60	0,00	0
	[cpte 2313/inv B504-T21318-19] 1ER ACOMPTE CONSTRUCTION LOCAL EV CAMARD	877 524,90	0,00	0
	[cpte 2313/inv B504-T21534-19] BRCHT RUE ARTHUR RIMBAUD LOCAL EV CAMARD	1 235,52	0,00	0
	[cpte 2313/inv B525-T2135-19] 525 CRECHE LEBESGUE TRVX COUVERTURE	7 584,82	0,00	0
	[cpte 2313/inv B622-T2135-19] 622 MATERNELLE KERGOMARD LOT 3 PEINTURE MS22	285 607,80	0,00	0
	[cpte 2313/inv B710-T2135-19] MISSION CT MAISON QUARTIER SAINT LUCIEN	1 518 104,72	0,00	0
	[cpte 2313/inv B855-T21318-19] Tvx dépollution pyrotechnique futur site patinoire	428 706,23	0,00	0
	[cpte 2313/inv B855-T21531-19] BRANCHT EAU POTABLE PATINOIRE	667,36	0,00	0
	[cpte 2315/inv DIV20-T2152-822-19] 31EME ACOMPTE VOIRIE 2017/2018	18 671,36	0,00	0
	[cpte 2315/inv DIV20-T2152-824-19] 1ER ACOMPTE VOIRIE COURANTS	104 116,72	0,00	0
	[cpte 2315/inv DIV20-T2152-824-19] Ferronnerie abords CC Berry	70 115,08	0,00	0
	[cpte 2315/inv VOIRIE-T2151-816-19] TVX REVETEMENT PARKING RUE GEORGES BIZET	62 528,71	0,00	0
	[cpte 2315/inv VOIRIE-T2151-821-19] 11EME ACOMPTE ENTRETIEN VOIRIE	10 499,33	0,00	0
	[cpte 2315/inv VOIRIE-T2151-822-19] pose de bordures et caniveaux et d'accessoires	60 735,97	0,00	0
	[cpte 2315/inv VOIRIE-T2151-822-19] TVX REVETEMENT BETON CHEMIN NOIR	3 110 813,59	0,00	0
	[cpte 2315/inv VOIRIE-T2151-824-19] Requalif abords ccBerry - VRD	978 108,60	0,00	0
	[cpte 2315/inv VOIRIE-T2151-833-19] TVX REVETEMENT CHAUSSEE RUE DEMORLAINE	47 492,46	0,00	0
	[cpte 2315/inv VOIRIE-T21532-822-19] branchement au réseau d'eaux usées av. Montaigne	2 948,00	0,00	0
	[cpte 2315/inv VOIRIE-T21534-822-19] raccordement pour l'alimentation avenue Montaigne	1 235,52	0,00	0
	[cpte 238/inv 2019047562] AVANCE SUR BON 2019002740	8 373,82	0,00	0
	[cpte 238/inv 2019047563] 6EME ACOMPTE AVANCE SUR BON 2019002733	4 183,40	0,00	0
	[cpte 238/inv 2019047735] 13EME ACOMPTE AVANCE SUR BON 2019005780	4 819,19	0,00	0
	[cpte 238/inv 2019047772] 8eme acompte avance sur bon 2019005782	22 581,65	0,00	0
	[cpte 238/inv B351-238-19] AVANCE SONORISATION STADE BRISSON	51 608,88	0,00	0
	[cpte 238/inv B504-238-19] AVANCE M185026V3	18 379,92	0,00	0
	[cpte 238/inv B851-238-19] Avance Requalifi terrain foot Stade Omet	21 784,14	0,00	0
	[cpte 238/inv DIV-238-412-19] 1ER ACOMPTE VOIRIE AVANCE	312 497,84	0,00	0
	[cpte 238/inv DIV-238-414-19] AVANCE VOIRIE PATINOIRE	128 726,02	0,00	0
	[cpte 238/inv DIV-238-822-19] 4EME ACOMPTE AVANCE RUE L. BERNARD BON 2019002265	46 149,01	0,00	0
	[cpte 238/inv DIV-238-822-19] 5EME ACOMPTE AVANCE RUE L. BERNARD BON 2019002270	15 347,31	0,00	0
	[cpte 261/inv 2019047944] CESSION DE 1163 ACTIONS SAO	2 500,45	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		23 215 170,18	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
31/12/2019	[inv 1998020430000531] OPTIMISTS	2 022,39	10	2 022,39	0,00	300,00	300,00
31/12/2019	[inv 1998020430000531] OPTIMISTS	3 033,58	10	3 033,58	0,00	450,00	450,00
31/12/2019	[inv 1999020100000757] REMPOTEUSE	19 267,85	8	19 267,85	0,00	600,00	600,00
31/12/2019	[inv 200100645] BATEAUX A VOILE OPTIMISTS	1 295,82	10	1 295,82	0,00	150,00	150,00
31/12/2019	[inv 200100645] BATEAUX A VOILE OPTIMISTS	3 887,45	10	3 887,45	0,00	450,00	450,00
31/12/2019	[inv 200100645] BATEAUX A VOILE OPTIMISTS	1 295,81	10	1 295,81	0,00	150,00	150,00
31/12/2019	[inv 200400056] 10 FLOTTEURS - 5 OPTIMISTES	13 435,86	10	13 435,86	0,00	168,00	168,00
31/12/2019	[inv 200500165] TONDEUSES AUTOPORTEES TORO	19 788,93	8	19 788,93	0,00	3 700,00	3 700,00
31/12/2019	[inv 200500255] TONDEUSE AUTOPORTEE FRONTALE TORO	18 507,49	8	18 507,49	0,00	4 255,00	4 255,00
31/12/2019	[inv 200600321] TONDEUSES AUTOPORTEES TORO	16 044,28	8	16 044,28	0,00	4 111,00	4 111,00
31/12/2019	[inv 200700947] IMPRIMANTE XEROX 6180 VN	2 726,88	3	2 726,88	0,00	250,00	250,00
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
31/12/2019	[inv 11588] CHAISES	761,48	10	761,48	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 11650] CHAISES	246,97	0	0,00	246,97	0,00	-246,97
31/12/2019	[inv 11663] CHARIOTS	3 165,45	10	3 165,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 11691] 1 ASPIRATEUR	1 318,59	6	1 318,59	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 11714] 1 ARMOIRE	460,39	0	0,00	460,39	0,00	-460,39
31/12/2019	[inv 11807] IMPRIMANTE	2 750,04	0	0,00	2 750,04	0,00	-2 750,04
31/12/2019	[inv 11808] MACINTOSH	1 708,60	0	0,00	1 708,60	0,00	-1 708,60
31/12/2019	[inv 11809] MACINTOSH	2 314,19	0	0,00	2 314,19	0,00	-2 314,19
31/12/2019	[inv 11810] KIT LOCALTALK	130,18	0	0,00	130,18	0,00	-130,18
31/12/2019	[inv 11811] BARETTES MEGA MAC	296,52	0	0,00	296,52	0,00	-296,52
31/12/2019	[inv 11824] TRONCONNEUSE	274,41	0	0,00	274,41	0,00	-274,41
31/12/2019	[inv 11911] MAGNETOSCOPES	10 848,27	0	0,00	10 848,27	0,00	-10 848,27
31/12/2019	[inv 11912] BUREAU	603,57	0	0,00	603,57	0,00	-603,57
31/12/2019	[inv 11928] VITRINE	676,78	0	0,00	676,78	0,00	-676,78
31/12/2019	[inv 11929] CENDRIERS	232,15	0	0,00	232,15	0,00	-232,15
31/12/2019	[inv 11930] TABLES BASSES	466,12	0	0,00	466,12	0,00	-466,12
31/12/2019	[inv 11931] CORBEILLES	28,39	0	0,00	28,39	0,00	-28,39
31/12/2019	[inv 11932] 3 JARDINIERES	322,70	0	0,00	322,70	0,00	-322,70
31/12/2019	[inv 11933] CHAUFEUSES	3 424,25	0	0,00	3 424,25	0,00	-3 424,25
31/12/2019	[inv 11934] ARMOIRE	421,31	0	0,00	421,31	0,00	-421,31
31/12/2019	[inv 11935] RAYONNAGES	431,76	0	0,00	431,76	0,00	-431,76
31/12/2019	[inv 11936] ARMOIRES	1 399,88	0	0,00	1 399,88	0,00	-1 399,88
31/12/2019	[inv 11937] CHAISES	587,14	0	0,00	587,14	0,00	-587,14
31/12/2019	[inv 11938] TABLEAUX .	176,29	0	0,00	176,29	0,00	-176,29
31/12/2019	[inv 11939] PORTES MANTEAUX	385,45	0	0,00	385,45	0,00	-385,45
31/12/2019	[inv 11940] CHAISES	2 103,52	0	0,00	2 103,52	0,00	-2 103,52

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 11941] POSTES INFORMATIQUE	2 414,30	0	0,00	2 414,30	0,00	-2 414,30
31/12/2019	[inv 11942] TRIPTYQUE	2 840,09	0	0,00	2 840,09	0,00	-2 840,09
31/12/2019	[inv 11943] FAUTEUILS CUIR	472,10	0	0,00	472,10	0,00	-472,10
31/12/2019	[inv 11944] FAUTEUILS TOURNANT	670,05	0	0,00	670,05	0,00	-670,05
31/12/2019	[inv 11945] BUREAUX 2 CAISSONS 180X90	1 810,72	0	0,00	1 810,72	0,00	-1 810,72
31/12/2019	[inv 11946] ARMOIRES	1 779,35	0	0,00	1 779,35	0,00	-1 779,35
31/12/2019	[inv 11947] TABLEAU A ECRIRE	306,27	0	0,00	306,27	0,00	-306,27
31/12/2019	[inv 11948] CHAISES	3 131,42	0	0,00	3 131,42	0,00	-3 131,42
31/12/2019	[inv 11949] TABLES SCOLAIRES	3 428,70	0	0,00	3 428,70	0,00	-3 428,70
31/12/2019	[inv 11950] TABLEAUX A ECRIRE	1 531,34	0	0,00	1 531,34	0,00	-1 531,34
31/12/2019	[inv 11951] CHAISES	3 914,27	0	0,00	3 914,27	0,00	-3 914,27
31/12/2019	[inv 11952] TABLES	6 573,62	0	0,00	6 573,62	0,00	-6 573,62
31/12/2019	[inv 11953] CHARIOT	325,69	0	0,00	325,69	0,00	-325,69
31/12/2019	[inv 11954] ARMOIRE	421,31	0	0,00	421,31	0,00	-421,31
31/12/2019	[inv 11955] JARDINIERES	322,70	0	0,00	322,70	0,00	-322,70
31/12/2019	[inv 11956] FICHIERS	200,19	0	0,00	200,19	0,00	-200,19
31/12/2019	[inv 11957] RAYONNAGES	824,69	0	0,00	824,69	0,00	-824,69
31/12/2019	[inv 11958] CORBEILLES	80,67	0	0,00	80,67	0,00	-80,67
31/12/2019	[inv 11959] FAUTEUIL	223,35	0	0,00	223,35	0,00	-223,35
31/12/2019	[inv 11960] PORTES MANTEAUX	120,74	0	0,00	120,74	0,00	-120,74
31/12/2019	[inv 11961] LAMPE HALOGENE	121,96	0	0,00	121,96	0,00	-121,96
31/12/2019	[inv 11962] CORBEILLES	28,97	0	0,00	28,97	0,00	-28,97
31/12/2019	[inv 11963] TRIPTYQUE	434,48	0	0,00	434,48	0,00	-434,48
31/12/2019	[inv 11964] EQUIPEMENT TABLES ARMOIRE	8 053,22	0	0,00	8 053,22	0,00	-8 053,22
31/12/2019	[inv 11965] TABLE DE PROJECTION	457,49	0	0,00	457,49	0,00	-457,49
31/12/2019	[inv 11966] CONSOLE	110,31	0	0,00	110,31	0,00	-110,31
31/12/2019	[inv 11967] TABLES STANDARD	2 554,74	0	0,00	2 554,74	0,00	-2 554,74
31/12/2019	[inv 11968] CHAISES	812,72	0	0,00	812,72	0,00	-812,72
31/12/2019	[inv 11969] TRIPTYQUE	425,79	0	0,00	425,79	0,00	-425,79
31/12/2019	[inv 11997] RADIO CASSETTE	103,67	0	0,00	103,67	0,00	-103,67
31/12/2019	[inv 12000] TABLES	2 883,40	0	0,00	2 883,40	0,00	-2 883,40
31/12/2019	[inv 12001] CHAISES	4 302,71	0	0,00	4 302,71	0,00	-4 302,71
31/12/2019	[inv 12002] RAYONNAGES	3 881,40	0	0,00	3 881,40	0,00	-3 881,40
31/12/2019	[inv 12004] TABLES	800,05	0	0,00	800,05	0,00	-800,05
31/12/2019	[inv 12005] LECTEUR MATIC SONY	609,80	0	0,00	609,80	0,00	-609,80
31/12/2019	[inv 12006] REPONDEUR PHILLIPS	204,28	0	0,00	204,28	0,00	-204,28
31/12/2019	[inv 12014] ARMOIRE12	970,80	0	0,00	970,80	0,00	-970,80
31/12/2019	[inv 12015] PORTE MANTEAUX	71,65	0	0,00	71,65	0,00	-71,65
31/12/2019	[inv 12016] PANNEAUX AFFICHAGE	211,90	0	0,00	211,90	0,00	-211,90
31/12/2019	[inv 12064] IMPRIMANTE	7 622,45	0	0,00	7 622,45	0,00	-7 622,45
31/12/2019	[inv 12087] LECTEUR VIDEO	215,79	0	0,00	215,79	0,00	-215,79
31/12/2019	[inv 12118] FAX	722,31	0	0,00	722,31	0,00	-722,31
31/12/2019	[inv 12168] TABLE BUREAU	251,32	0	0,00	251,32	0,00	-251,32
31/12/2019	[inv 12169] SUPPORT INFORMATIQUE	273,01	0	0,00	273,01	0,00	-273,01
31/12/2019	[inv 12170] ANGLE DE LIAISON	166,34	0	0,00	166,34	0,00	-166,34
31/12/2019	[inv 12171] BANQUE ADAPTABLE 160 cm REF 72	160,92	0	0,00	160,92	0,00	-160,92
31/12/2019	[inv 12172] ARMOIRE DESSERTTE	186,23	0	0,00	186,23	0,00	-186,23
31/12/2019	[inv 12173] CAISSON SUSPENDU	175,38	0	0,00	175,38	0,00	-175,38
31/12/2019	[inv 12174] CAISSON MOBILE	231,43	0	0,00	231,43	0,00	-231,43
31/12/2019	[inv 12175] KIOSQUE SANS COFFRE	376,07	0	0,00	376,07	0,00	-376,07
31/12/2019	[inv 12176] SIEGE ERGONOMIQUE	450,20	0	0,00	450,20	0,00	-450,20
31/12/2019	[inv 12177] TABLE DE REUNION	515,29	0	0,00	515,29	0,00	-515,29
31/12/2019	[inv 12178] TABLE DE REUNION	479,13	0	0,00	479,13	0,00	-479,13
31/12/2019	[inv 12179] CHAISES CONFERENCE	998,04	0	0,00	998,04	0,00	-998,04
31/12/2019	[inv 12180] TABLES BUREAUX	462,86	0	0,00	462,86	0,00	-462,86
31/12/2019	[inv 12181] EXTENSIONS CONVIVIALITES	495,43	0	0,00	495,43	0,00	-495,43
31/12/2019	[inv 12182] CAISSON SUSPENDU	350,76	0	0,00	350,76	0,00	-350,76
31/12/2019	[inv 12183] ARMOIRES	817,24	0	0,00	817,24	0,00	-817,24

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 12184] KITS RAILS	88,23	0	0,00	88,23	0,00	-88,23
31/12/2019	[inv 12185] CHAISES CONFERENCES	249,51	0	0,00	249,51	0,00	-249,51
31/12/2019	[inv 12186] FAUTEUILS	640,05	0	0,00	640,05	0,00	-640,05
31/12/2019	[inv 12187] CHAISES CONFERENCES	124,76	0	0,00	124,76	0,00	-124,76
31/12/2019	[inv 12188] TABLE BUREAUX	462,86	0	0,00	462,86	0,00	-462,86
31/12/2019	[inv 12189] CAISSONS MOBILES	462,86	0	0,00	462,86	0,00	-462,86
31/12/2019	[inv 12190] TABLE RONDE	269,40	0	0,00	269,40	0,00	-269,40
31/12/2019	[inv 12191] FAUTEUILS	640,05	0	0,00	640,05	0,00	-640,05
31/12/2019	[inv 12192] CHAISES CONFERENCES	249,51	0	0,00	249,51	0,00	-249,51
31/12/2019	[inv 12193] KITS RAILS	88,23	0	0,00	88,23	0,00	-88,23
31/12/2019	[inv 12194] ARMOIRES	817,24	0	0,00	817,24	0,00	-817,24
31/12/2019	[inv 12195] TABLE BUREAU	231,43	0	0,00	231,43	0,00	-231,43
31/12/2019	[inv 12196] KITS RAILS	44,12	0	0,00	44,12	0,00	-44,12
31/12/2019	[inv 12197] ARMOIRE	408,62	0	0,00	408,62	0,00	-408,62
31/12/2019	[inv 12198] CHAISES CONFERENCES	249,51	0	0,00	249,51	0,00	-249,51
31/12/2019	[inv 12199] FAUTEUIL	320,02	0	0,00	320,02	0,00	-320,02
31/12/2019	[inv 12200] TABLE BUREAU	251,32	0	0,00	251,32	0,00	-251,32
31/12/2019	[inv 12201] POSTE INFORMATIQUE	278,44	0	0,00	278,44	0,00	-278,44
31/12/2019	[inv 12202] SUPPORT IMPRIMANTE REF 7168 P5	106,67	0	0,00	106,67	0,00	-106,67
31/12/2019	[inv 12203] TABLE BUREAU	231,43	0	0,00	231,43	0,00	-231,43
31/12/2019	[inv 12204] CAISSON MOBILE	231,43	0	0,00	231,43	0,00	-231,43
31/12/2019	[inv 12205] KITS RAILS	66,18	0	0,00	66,18	0,00	-66,18
31/12/2019	[inv 12206] ARMOIRE	433,03	0	0,00	433,03	0,00	-433,03
31/12/2019	[inv 12207] BIBLIOTHEQUE	351,66	0	0,00	351,66	0,00	-351,66
31/12/2019	[inv 12208] SIEGE ERGONOMIQUE	450,20	0	0,00	450,20	0,00	-450,20
31/12/2019	[inv 12209] CALCULATRICE/CARTOUCH/BOBINES	230,16	0	0,00	230,16	0,00	-230,16
31/12/2019	[inv 12210] LAMPE FLUO	747,63	0	0,00	747,63	0,00	-747,63
31/12/2019	[inv 12211] TABLE CONFORT	204,31	0	0,00	204,31	0,00	-204,31
31/12/2019	[inv 12212] CENDRIER SUR PIED	297,24	0	0,00	297,24	0,00	-297,24
31/12/2019	[inv 12213] COUVERTURE ESTHETIC REF 54038	13,02	0	0,00	13,02	0,00	-13,02
31/12/2019	[inv 12214] PORTE MANTEAUX	126,38	0	0,00	126,38	0,00	-126,38
31/12/2019	[inv 12215] PORTEMANTEAUX	227,81	0	0,00	227,81	0,00	-227,81
31/12/2019	[inv 12216] CORBEILLES A PAPIER	189,84	0	0,00	189,84	0,00	-189,84
31/12/2019	[inv 12217] ARMOIRES A CLES	34,35	0	0,00	34,35	0,00	-34,35
31/12/2019	[inv 12218] TABLEAU	189,84	0	0,00	189,84	0,00	-189,84
31/12/2019	[inv 12220] BACS A COURRIER	32,54	0	0,00	32,54	0,00	-32,54
31/12/2019	[inv 12221] BOITES DE CLASSEMENT	155,49	0	0,00	155,49	0,00	-155,49
31/12/2019	[inv 12222] TABLE DE REUNION	515,29	0	0,00	515,29	0,00	-515,29
31/12/2019	[inv 12223] TABLE BUREAU	251,32	0	0,00	251,32	0,00	-251,32
31/12/2019	[inv 12224] CAISSON MOBILE	231,43	0	0,00	231,43	0,00	-231,43
31/12/2019	[inv 12225] KITS RAILS	44,12	0	0,00	44,12	0,00	-44,12
31/12/2019	[inv 12226] ARMOIRE	408,62	0	0,00	408,62	0,00	-408,62
31/12/2019	[inv 12227] CHAISES CONFERENCES	499,02	0	0,00	499,02	0,00	-499,02
31/12/2019	[inv 12228] FAUTEUIL	320,02	0	0,00	320,02	0,00	-320,02
31/12/2019	[inv 12229] BIBLIOTHEQUE	351,66	0	0,00	351,66	0,00	-351,66
31/12/2019	[inv 12231] KITS RAILS	86,79	0	0,00	86,79	0,00	-86,79
31/12/2019	[inv 12232] SIEGES VISITEURS	572,79	0	0,00	572,79	0,00	-572,79
31/12/2019	[inv 12233] MACHINE A ECRIRE ELECTRONIQUE	432,12	0	0,00	432,12	0,00	-432,12
31/12/2019	[inv 12234] LOTS 100 DOSS SUSPENDUS	1 322,59	0	0,00	1 322,59	0,00	-1 322,59
31/12/2019	[inv 12235] DATEUR MULTIFORMULES	40,68	0	0,00	40,68	0,00	-40,68
31/12/2019	[inv 12236] BALANCE POSTALE PESE LETTRES	270,30	0	0,00	270,30	0,00	-270,30
31/12/2019	[inv 12237] POTS A CRAYON	81,36	0	0,00	81,36	0,00	-81,36
31/12/2019	[inv 12241] POSTE DE TRAVAIL	211,54	0	0,00	211,54	0,00	-211,54
31/12/2019	[inv 12242] COFFRE MOBILE ELAN	186,23	0	0,00	186,23	0,00	-186,23
31/12/2019	[inv 12243] ARMOIRE RIDEAU	594,85	0	0,00	594,85	0,00	-594,85
31/12/2019	[inv 12244] CHAISE SECRETAIRE	114,81	0	0,00	114,81	0,00	-114,81
31/12/2019	[inv 12290] LECTEUR SYQUEST	686,94	0	0,00	686,94	0,00	-686,94

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 12294] PHOTOCOPIEUR	2 630,71	0	0,00	2 630,71	0,00	-2 630,71
31/12/2019	[inv 12322] CONGELATEURS	1 301,79	0	0,00	1 301,79	0,00	-1 301,79
31/12/2019	[inv 12323] CHARIOTS DESSERTES	3 948,77	0	0,00	3 948,77	0,00	-3 948,77
31/12/2019	[inv 12330] PHOTOCOPIEUR	1 524,49	0	0,00	1 524,49	0,00	-1 524,49
31/12/2019	[inv 12339] ECRAN INFORMATIQUE	813,62	0	0,00	813,62	0,00	-813,62
31/12/2019	[inv 12340] CHARIOTS A DESSERTES	2 191,35	0	0,00	2 191,35	0,00	-2 191,35
31/12/2019	[inv 12345] CHAISES	947,42	0	0,00	947,42	0,00	-947,42
31/12/2019	[inv 12356] ORDINATEUR IMPRIMANTE	2 388,07	0	0,00	2 388,07	0,00	-2 388,07
31/12/2019	[inv 12367] SUPPORT INFORMATIQUE	273,01	0	0,00	273,01	0,00	-273,01
31/12/2019	[inv 12406] ASPIRATEUR	150,92	0	0,00	150,92	0,00	-150,92
31/12/2019	[inv 12502] CHARIOT ROULANT	607,14	0	0,00	607,14	0,00	-607,14
31/12/2019	[inv 12604] CARAVANE	3 864,58	0	0,00	3 864,58	0,00	-3 864,58
31/12/2019	[inv 12630] CUISINE	2 187,73	0	0,00	2 187,73	0,00	-2 187,73
31/12/2019	[inv 12634] FAUTEUILS	654,98	0	0,00	654,98	0,00	-654,98
31/12/2019	[inv 13194] TABLE BASSE	203,22	0	0,00	203,22	0,00	-203,22
31/12/2019	[inv 13195] RAYONNAGE MODULAIRE	348,95	0	0,00	348,95	0,00	-348,95
31/12/2019	[inv 13196] CAISSON SUR ROUL.	390,90	0	0,00	390,90	0,00	-390,90
31/12/2019	[inv 13201] DETECTEURS APOLLO	446,95	0	0,00	446,95	0,00	-446,95
31/12/2019	[inv 13209] AUTOCOMMUTATEUR	1 219,59	0	0,00	1 219,59	0,00	-1 219,59
31/12/2019	[inv 13336] JARDINIERES RESINE	118,25	0	0,00	118,25	0,00	-118,25
31/12/2019	[inv 13368] THERMOFILMEUSE SEMI AUTOMATIQUE	9 051,98	0	0,00	9 051,98	0,00	-9 051,98
31/12/2019	[inv 13369] OUTILLAGE COMPLET FN POUR FILM	6 118,43	0	0,00	6 118,43	0,00	-6 118,43
31/12/2019	[inv 13371] MEUBLES CASIERS BACS	949,22	0	0,00	949,22	0,00	-949,22
31/12/2019	[inv 13372] MEUBLES CASIERS	1 068,37	0	0,00	1 068,37	0,00	-1 068,37
31/12/2019	[inv 13374] ARMOIRE	171,76	0	0,00	171,76	0,00	-171,76
31/12/2019	[inv 13375] PORTE GOBELETS	148,26	0	0,00	148,26	0,00	-148,26
31/12/2019	[inv 13377] MEUBLE VASQUE	207,93	0	0,00	207,93	0,00	-207,93
31/12/2019	[inv 13379] MEUBLE PLAN DE TRAVAIL	442,97	0	0,00	442,97	0,00	-442,97
31/12/2019	[inv 13381] TABLES	495,40	0	0,00	495,40	0,00	-495,40
31/12/2019	[inv 13383] PORTE MANTEAUX SIMPLES	315,50	0	0,00	315,50	0,00	-315,50
31/12/2019	[inv 13385] CUISINIERE SIDEX	359,80	0	0,00	359,80	0,00	-359,80
31/12/2019	[inv 13387] REFRIGERATEUR	233,24	0	0,00	233,24	0,00	-233,24
31/12/2019	[inv 13389] BIBLIOTHEQUE PIN	51,53	0	0,00	51,53	0,00	-51,53
31/12/2019	[inv 13390] TRETEAU AVEC TABLETTE	29,83	0	0,00	29,83	0,00	-29,83
31/12/2019	[inv 13392] PLATEAU	25,31	0	0,00	25,31	0,00	-25,31
31/12/2019	[inv 13393] TABLES BASIC	9 946,03	0	0,00	9 946,03	0,00	-9 946,03
31/12/2019	[inv 13395] CHAISES BASIC	12 851,75	0	0,00	12 851,75	0,00	-12 851,75
31/12/2019	[inv 13397] TABLES	4 169,67	0	0,00	4 169,67	0,00	-4 169,67
31/12/2019	[inv 13399] CHAISES	6 862,36	0	0,00	6 862,36	0,00	-6 862,36
31/12/2019	[inv 13400] OUTILLAGE COMPLET POUR FILMEUS	8 346,62	0	0,00	8 346,62	0,00	-8 346,62
31/12/2019	[inv 13412] RANGEMENT VIDEO	733,02	0	0,00	733,02	0,00	-733,02
31/12/2019	[inv 13615] ARMOIRE A RIDEAUX	277,71	0	0,00	277,71	0,00	-277,71
31/12/2019	[inv 13616] ARMOIRE A RIDEAUX	277,71	0	0,00	277,71	0,00	-277,71
31/12/2019	[inv 13617] POSTE BUDGET	103,05	0	0,00	103,05	0,00	-103,05
31/12/2019	[inv 13618] DESSERTES ORGANISATION	118,77	0	0,00	118,77	0,00	-118,77
31/12/2019	[inv 13619] SIEGES BUREAU	347,57	0	0,00	347,57	0,00	-347,57
31/12/2019	[inv 13620] SIEGES BUREAU	347,57	0	0,00	347,57	0,00	-347,57
31/12/2019	[inv 13621] PATERES	80,95	0	0,00	80,95	0,00	-80,95
31/12/2019	[inv 13622] TABLEAUX BLANC	443,45	1	443,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 13623] CHAISES HAUTES	175,02	0	0,00	175,02	0,00	-175,02
31/12/2019	[inv 13624] POUTRE	574,24	0	0,00	574,24	0,00	-574,24
31/12/2019	[inv 13628] PLANS AVEC RETOUR INTEGRE	2 935,54	0	0,00	2 935,54	0,00	-2 935,54
31/12/2019	[inv 13629] LA RENARDIERE (JEU)	2 514,99	0	0,00	2 514,99	0,00	-2 514,99
31/12/2019	[inv 13631] LA TABLE DE JARDIN (JEU)	866,05	0	0,00	866,05	0,00	-866,05
31/12/2019	[inv 13632] ARMOIRES A RIDEAU	1 690,88	0	0,00	1 690,88	0,00	-1 690,88
31/12/2019	[inv 13633] LAPINOUS LE LAPIN (JEU)	540,61	0	0,00	540,61	0,00	-540,61
31/12/2019	[inv 13634] TABLES SODEM	1 605,54	0	0,00	1 605,54	0,00	-1 605,54
31/12/2019	[inv 13635] AMELIE LA TORTUE	569,53	0	0,00	569,53	0,00	-569,53

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 13636] VESTAIRES COLLECTIF	300,50	0	0,00	300,50	0,00	-300,50
31/12/2019	[inv 13637] LE TAUREAU (JEU-)	555,07	0	0,00	555,07	0,00	-555,07
31/12/2019	[inv 13638] POUTRE PRESENCE	400,66	0	0,00	400,66	0,00	-400,66
31/12/2019	[inv 13639] CHAISES	2 679,52	0	0,00	2 679,52	0,00	-2 679,52
31/12/2019	[inv 13640] FAUTEUILS BUREAU	847,66	0	0,00	847,66	0,00	-847,66
31/12/2019	[inv 13641] FAUTEUILS BUREAU	363,28	0	0,00	363,28	0,00	-363,28
31/12/2019	[inv 13642] SIEGE BUREAU	160,65	0	0,00	160,65	0,00	-160,65
31/12/2019	[inv 13643] FAUTEUIL FUTURA	1 107,60	0	0,00	1 107,60	0,00	-1 107,60
31/12/2019	[inv 13644] FAUTEUILS FUTURA	1 265,83	0	0,00	1 265,83	0,00	-1 265,83
31/12/2019	[inv 13645] FAUTEUILS FUTURA	1 265,83	0	0,00	1 265,83	0,00	-1 265,83
31/12/2019	[inv 13646] ARMOIRES CLES	44,40	0	0,00	44,40	0,00	-44,40
31/12/2019	[inv 13647] PORTE MANTEAU PORTE PARAPLUIES	152,01	0	0,00	152,01	0,00	-152,01
31/12/2019	[inv 13648] CINTRES ANTIVOL	94,81	0	0,00	94,81	0,00	-94,81
31/12/2019	[inv 13649] MONTANT SIMPLE FACE	111,65	0	0,00	111,65	0,00	-111,65
31/12/2019	[inv 13650] MODULE DE RANGEMENT	118,52	0	0,00	118,52	0,00	-118,52
31/12/2019	[inv 13651] TABLETTES INCLINEES	49,81	0	0,00	49,81	0,00	-49,81
31/12/2019	[inv 13652] TABLETTES HORIZONTALES	41,22	0	0,00	41,22	0,00	-41,22
31/12/2019	[inv 13653] TABOURETS	334,94	0	0,00	334,94	0,00	-334,94
31/12/2019	[inv 13654] GUERIDONS	368,43	0	0,00	368,43	0,00	-368,43
31/12/2019	[inv 13655] MICRO LC 630	2 076,54	0	0,00	2 076,54	0,00	-2 076,54
31/12/2019	[inv 13657] MICRO ORDINATEURS	2 573,95	0	0,00	2 573,95	0,00	-2 573,95
31/12/2019	[inv 13658] ECRANS	415,27	0	0,00	415,27	0,00	-415,27
31/12/2019	[inv 13659] MONITEUR	500,57	0	0,00	500,57	0,00	-500,57
31/12/2019	[inv 13660] LOGICIEL	1 092,09	0	0,00	1 092,09	0,00	-1 092,09
31/12/2019	[inv 13694] BUREAUX ETAGERES BANQUE	3 582,55	0	0,00	3 582,55	0,00	-3 582,55
31/12/2019	[inv 13695] INFORMATIQUE	1 122,80	0	0,00	1 122,80	0,00	-1 122,80
31/12/2019	[inv 13696] IMPRIMANTES	2 286,74	0	0,00	2 286,74	0,00	-2 286,74
31/12/2019	[inv 13702] EXPRESS DIESEL	10 482,45	0	0,00	10 482,45	0,00	-10 482,45
31/12/2019	[inv 13713] GENERATEUR AIR CHAUD	1 653,46	0	0,00	1 653,46	0,00	-1 653,46
31/12/2019	[inv 13763] RESEAU RADIOELECTRIQUE	1 112,67	0	0,00	1 112,67	0,00	-1 112,67
31/12/2019	[inv 13818] MEUBLE DE RANGEMENT	141,03	0	0,00	141,03	0,00	-141,03
31/12/2019	[inv 13828] BANCS	11 933,10	0	0,00	11 933,10	0,00	-11 933,10
31/12/2019	[inv 13829] CORBEILLES	8 497,81	0	0,00	8 497,81	0,00	-8 497,81
31/12/2019	[inv 13835] MAC	632,82	0	0,00	632,82	0,00	-632,82
31/12/2019	[inv 13857] EXTINCTEURS	360,58	0	0,00	360,58	0,00	-360,58
31/12/2019	[inv 13871] TONDEUSES TRACTEES	3 291,29	0	0,00	3 291,29	0,00	-3 291,29
31/12/2019	[inv 13874] TABLEAU MURAL VERT	166,93	0	0,00	166,93	0,00	-166,93
31/12/2019	[inv 13883] PROTECTION ALARME	6 236,91	0	0,00	6 236,91	0,00	-6 236,91
31/12/2019	[inv 13902] CARTE RCP LC2 RADIUS	560,49	0	0,00	560,49	0,00	-560,49
31/12/2019	[inv 13939] ALARME	4 141,33	0	0,00	4 141,33	0,00	-4 141,33
31/12/2019	[inv 13947] MACHINE A ECRIRE ELECTRONIQUE	432,12	0	0,00	432,12	0,00	-432,12
31/12/2019	[inv 13948] BALANCE POSTALE PESE LETTRES	270,30	0	0,00	270,30	0,00	-270,30
31/12/2019	[inv 13949] SIEGES VISITEURS	715,99	0	0,00	715,99	0,00	-715,99
31/12/2019	[inv 13969] ENSEMBLE DE JEUX D'ENFANTS	30 352,38	0	0,00	30 352,38	0,00	-30 352,38
31/12/2019	[inv 13999] TABLE PING PONG AVEC FILET	3 795,81	0	0,00	3 795,81	0,00	-3 795,81
31/12/2019	[inv 14013] ENSEMBLE INFORMATIQUE	5 295,76	0	0,00	5 295,76	0,00	-5 295,76
31/12/2019	[inv 14017] ENSEMBLE 26 EXTINCTEURS	3 585,54	0	0,00	3 585,54	0,00	-3 585,54
31/12/2019	[inv 14019] HORLOGE A DIODES	2 514,99	0	0,00	2 514,99	0,00	-2 514,99
31/12/2019	[inv 14026] ABRIS JUMELÉS	3 543,77	0	0,00	3 543,77	0,00	-3 543,77
31/12/2019	[inv 14034] TABLEAU DE CONFERENCE LEGA	101,38	0	0,00	101,38	0,00	-101,38
31/12/2019	[inv 14081] DIABLE A ESCALIER	201,21	0	0,00	201,21	0,00	-201,21
31/12/2019	[inv 14129] CONTAINERS TOLE GALVANISEE	1 495,43	0	0,00	1 495,43	0,00	-1 495,43
31/12/2019	[inv 14133] EXTINCTEURS	2 714,96	0	0,00	2 714,96	0,00	-2 714,96
31/12/2019	[inv 14134] JEUX ENFANTS DIVERS	27 440,82	0	0,00	27 440,82	0,00	-27 440,82

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 14418] TRETEAU TUBE	30,49	0	0,00	30,49	0,00	-30,49
31/12/2019	[inv 14419] PLATEAU	41,77	0	0,00	41,77	0,00	-41,77
31/12/2019	[inv 14750] CHAUFFAGE A AIR PULSE	1 067,14	0	0,00	1 067,14	0,00	-1 067,14
31/12/2019	[inv 14752] BUREAU	75,46	0	0,00	75,46	0,00	-75,46
31/12/2019	[inv 14753] CHAISES BUREAU	114,34	0	0,00	114,34	0,00	-114,34
31/12/2019	[inv 14754] CHAISES	242,39	0	0,00	242,39	0,00	-242,39
31/12/2019	[inv 14755] CAISSONS	89,94	0	0,00	89,94	0,00	-89,94
31/12/2019	[inv 14757] BOOK CASE	354,38	0	0,00	354,38	0,00	-354,38
31/12/2019	[inv 1996020310300029] TABLE DE SORTIE	478,02	10	478,02	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996020310400076] FAUTEUILS BUREAU	683,80	10	683,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996020320000363] MICROS	2 537,18	3	2 537,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996020320000364] IMPRIMANTE	1 268,59	3	1 268,59	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996020320000659] LICENCES	2 482,02	2	2 482,02	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996020320200532] PROGICIEL AMOFI	5 699,46	2	5 699,46	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996020330300401] STANDARD OPUS 20	4 725,92	5	4 725,92	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996020350000026] FOURNEAU 4 PLAQUES	4 541,18	6	4 541,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996020350200024] REFRIGERATEUR	1 241,01	6	1 241,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996020350300025] CONGELATEUR	1 481,86	6	1 481,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996020350600027] HOTTE INOX	2 279,78	6	2 279,78	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996020350700028] LAVE VAISSELLE	4 951,18	6	4 951,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996020350800030] TABLE ARMOIRE CHAUDE	2 472,83	6	2 472,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996020350800031] DOSSERET INOX	404,48	6	404,48	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996020440400651] V.T.T.	1 413,51	5	1 413,51	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996040221000157] EXTINCTEURS STACCATO S 8	263,07	1	263,07	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996040221000158] EXTINCTEUR CO 2-2 KG	99,89	1	99,89	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996040221000419] EXTINCTEUR	90,64	1	90,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996040221000420] EXTINCTEUR	99,83	1	99,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996040221000617] EXTINCTEURS	301,02	1	301,02	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996040221000618] EXTINCTEUR	96,13	1	96,13	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996040221000619] EXTINCTEURS	176,17	1	176,17	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996040221000620] EXTINCTEUR	93,26	1	93,26	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996040221200159] PLAN D'EVACUATION	212,17	1	212,17	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996040221200621] PLANS D'EVACUATION	216,21	1	216,21	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1996040310600387] LAMPES	51,52	1	51,52	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997010200800396] CLOTURE	5 062,59	0	0,00	5 062,59	0,00	-5 062,59
31/12/2019	[inv 1997010200800397] AMENAGEMENT TERRAIN	4 964,04	0	0,00	4 964,04	0,00	-4 964,04
31/12/2019	[inv 1997010200800499] CLOTURE	3 413,06	0	0,00	3 413,06	0,00	-3 413,06
31/12/2019	[inv 1997010241000083] PANNEAUX SIGNALISATION	918,24	0	0,00	918,24	0,00	-918,24
31/12/2019	[inv 1997012140200698] PISTE DE ROLLER	3 098,11	0	0,00	3 098,11	0,00	-3 098,11
31/12/2019	[inv 1997012140200699] PISTE DE ROLLER	6 074,55	0	0,00	6 074,55	0,00	-6 074,55
31/12/2019	[inv 1997012140200700] AIRE DE JEUX	21 878,57	0	0,00	21 878,57	0,00	-21 878,57
31/12/2019	[inv 1997020200800337] SERVANTE ASPIRATION + KIT	2 103,17	7	2 103,17	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020210100078] FOUR ELECTRIQUE	7 651,06	7	7 651,06	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020210300557] TOUR POTERIE	949,76	7	949,76	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020220500612] ECHELLE	148,53	0	0,00	148,53	0,00	-148,53
31/12/2019	[inv 1997020221000332] EXTINCTEURS	501,92	7	501,92	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 1997020221000334] EXTINCTEURS	329,47	7	329,47	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020240000534] BANCS	2 625,43	7	2 625,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020240100535] CORBEILLES	1 469,91	7	1 469,91	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020241000219] CAISSONS SIGNALISATION	271,27	7	271,27	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020250200077] NETTOYEUR MOQUETTE	716,84	2	716,84	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020310100231] BUREAU	903,77	10	903,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020310500237] ARMOIRE	755,64	10	755,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020310600352] MEUBLE ARRIERE BAR	2 572,11	10	2 572,11	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020320000060] ECRAN MACINTOSH	379,66	3	379,66	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020320000216] MAT. INFORMATIQUE	1 370,44	3	1 370,44	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020320000223] TERMINAL	1 172,99	3	1 172,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020320000376] PORTABLE TEXAS INSTUMENT	4 308,01	3	4 308,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020320000484] PENTIUM 150	2 315,55	3	2 315,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020341100279] CHAINE HIFI	577,78	5	577,78	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020350200435] ARMOIRE FRIGO	910,07	7	910,07	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020350200436] ARMOIRE FRIGO	2 022,39	7	2 022,39	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020350700477] LAVE VAISSELLE	9 146,94	7	9 146,94	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020400200438] PLOT DEPART	924,23	5	924,23	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020440400473] V.T.T.	1 600,33	5	1 600,33	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020610000037] TABLE DE MIXAGE	2 284,38	10	2 284,38	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020610000038] MICROS SHURE	496,40	10	496,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020610000039] DAT TASCAM	989,31	10	989,31	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020610000040] K7 TASCAM	410,18	10	410,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020610000041] SYNTHETISEUR	2 206,24	10	2 206,24	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020610000043] PLATINE PHONO	437,20	10	437,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020610000317] ENCEINTES ACOUSTIQUES	4 110,16	10	4 110,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020610000318] ENCEINTES	599,86	10	599,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020610000367] SONORISATION + ECLAIRAGE	17 204,55	10	17 204,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997020630200330] BARRIERES	1 457,04	7	1 457,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997030310500176] BACS A LIVRES	1 853,24	10	1 853,24	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997030500100066] CHAISES	3 014,87	10	3 014,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997040241000319] PANNEAU SIGNALETIQUE	229,82	1	229,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997040310400227] CHAISES	186,00	1	186,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997040310400228] FAUTEUIL	157,38	1	157,38	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997040310500230] CAISSON	260,72	1	260,72	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997040310500232] ARMOIRE	282,98	1	282,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997040310500551] BLOC 9 CASES	238,17	1	238,17	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997040310600229] ACCOTOIRS	47,69	1	47,69	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997040320000218] IMPRIMANTE	156,28	1	156,28	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997040340500659] APPAREIL PHOTO	211,45	1	211,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1997040610000042] CONSOLE	147,08	1	147,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998010241000441] AVIS D'ATTRIBUTION/JALONNEMENT	64,76	0	0,00	64,76	0,00	-64,76
31/12/2019	[inv 1998010241000560] MIROIR DE CIRCULATION	440,44	0	0,00	440,44	0,00	-440,44
31/12/2019	[inv 1998010241000596] PANNEAUX SIGNALISATION	9 586,79	0	0,00	9 586,79	0,00	-9 586,79
31/12/2019	[inv 1998010241000634] ENS. PANNEAUX/SIGNALISATION ROUTIERE	10 657,09	0	0,00	10 657,09	0,00	-10 657,09
31/12/2019	[inv 1998012140200033] AIRE DE JEUX	16 104,42	0	0,00	16 104,42	0,00	-16 104,42
31/12/2019	[inv 1998012140200034] AIRE DE JEUX	1 059,00	0	0,00	1 059,00	0,00	-1 059,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 1998012140200039] AMGT AIRE DE JEUX	6 220,32	0	0,00	6 220,32	0,00	-6 220,32
31/12/2019	[inv 1998012140200040] AMNGT AIRE DE JEUX	7 709,90	0	0,00	7 709,90	0,00	-7 709,90
31/12/2019	[inv 1998012140200051] AMGT AIRE DE JEUX	8 955,50	0	0,00	8 955,50	0,00	-8 955,50
31/12/2019	[inv 1998012140200063] AMGT AIRE DE JEUX	633,93	0	0,00	633,93	0,00	-633,93
31/12/2019	[inv 1998012140200093] AMGT AIRE DE JEUX	119,14	0	0,00	119,14	0,00	-119,14
31/12/2019	[inv 1998012140200094] AMGT AIRE DE JEUX	382,42	0	0,00	382,42	0,00	-382,42
31/12/2019	[inv 1998012140200095] AMGT AIRE DE JEUX	529,50	0	0,00	529,50	0,00	-529,50
31/12/2019	[inv 1998012140200271] AMENAGEMENT AIRE DE JEUX	2 573,50	0	0,00	2 573,50	0,00	-2 573,50
31/12/2019	[inv 1998012140200716] AMENGT AIRE DE JEUX	16 546,82	0	0,00	16 546,82	0,00	-16 546,82
31/12/2019	[inv 1998020200800332] MAT. COMPTAGE ROUTIER	14 633,82	6	14 633,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020210300375] TOUR ELECTRIQUE	921,16	6	921,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020240100345] CONTENEURS	4 302,17	6	4 302,17	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020240200683] JEUX D'ENFANTS	4 681,65	6	4 681,65	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020310300486] TABLES	725,60	10	725,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020310400022] TABOURETS	676,88	10	676,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020310400485] CHAISES DACTYLO	595,69	10	595,69	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020310500376] MEUBLE	792,73	10	792,73	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020310600624] ENSEMBLE MOBILIER	12 721,38	10	12 721,38	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020320000745] SERVEUR RESTAURATION	5 998,25	3	5 998,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020320200077] LOGICIEL NUTRIDATA	9 192,68	2	9 192,68	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020320200383] NETSERVER	3 725,79	2	3 725,79	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020340700443] PROJECTEUR DIAPOSITIVES	1 218,07	6	1 218,07	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020341100133] PLATINE	1 294,29	6	1 294,29	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020341100134] CHAINE HI-FI	439,05	6	439,05	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020350000164] CUISINIERE	432,96	6	432,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020520000606] CHARIOTS	1 408,69	10	1 408,69	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998020520200324] COUPE PAIN	1 604,12	10	1 604,12	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998030221000058] EXTINCTEURS E6	405,05	6	405,05	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998030221000059] EXTINCTEURS CHRONO	329,47	6	329,47	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998030240200353] JEUX D'ENFANTS	15 459,32	6	15 459,32	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998030250000323] CHARIOTS MENAGE	3 810,36	2	3 810,36	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998030250000771] CHARIOTS DE MENAGE	2 629,11	2	2 629,11	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998030520200457] CHARIOTS ACIER JUMBOROLL	3 270,64	10	3 270,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998040310500644] ETAGERE	76,07	1	76,07	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998040340100563] TELEVISEUR	297,28	1	297,28	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1998040340200564] MAGNETOSCOPE	227,15	1	227,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999010240700036] CAISSONS-JALONNEMENT	1 553,56	0	0,00	1 553,56	0,00	-1 553,56
31/12/2019	[inv 1999010241000186] PANNEAU-CAISSON	421,94	0	0,00	421,94	0,00	-421,94
31/12/2019	[inv 1999010241000476] PANNEAUX SIGNALISATION	1 585,74	0	0,00	1 585,74	0,00	-1 585,74

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 1999010241000625] ENS. PANNEAUX DE SIGNALISATION	2 916,80	0	0,00	2 916,80	0,00	-2 916,80
31/12/2019	[inv 1999012100000409] VILLERS ST LUCIEN-BG 154/EVRARD	26 725,16	0	0,00	26 725,16	0,00	-26 725,16
31/12/2019	[inv 1999012140100177] AMGT AIRE DE JEUX	6 219,50	0	0,00	6 219,50	0,00	-6 219,50
31/12/2019	[inv 1999012140200178] AMGT AIRE DE JEUX	8 990,16	0	0,00	8 990,16	0,00	-8 990,16
31/12/2019	[inv 1999012140200274] AMGT AIRE DE JEUX	9 883,96	0	0,00	9 883,96	0,00	-9 883,96
31/12/2019	[inv 1999020100200038] CAMIONNETTES	19 459,53	8	19 459,53	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020110100754] VP BERLINGO ESSENCE	13 249,16	8	13 249,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020240200001] JEUX D'ENFANTS	12 651,88	6	12 651,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020240900680] MOTIF D'ILLUMINATION	429,48	6	429,48	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020310100396] BUREAU	1 418,42	10	1 418,42	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020310400287] SIEGE	517,54	10	517,54	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020310500433] CAISSON MOBILE	408,15	10	408,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020310600010] MOBILIER-EQUIPEMENT CUISINE	4 601,67	10	4 601,67	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020310600432] RAYONNAGE	1 101,28	10	1 101,28	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020320000048] MICRO ORDINATEURS	9 073,81	3	9 073,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020320200548] LOGICIEL CIRIL-CANTINES	6 287,79	2	6 287,79	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020340500101] APPAREILS PHOTOS	1 431,67	5	1 431,67	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020341100281] CHAINE HI-FI	1 681,34	5	1 681,34	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020341100475] TABLE NUMERIQUE	2 120,57	5	2 120,57	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020341100520] CHAINE HI FI	455,82	5	455,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020341200473] VIDEO-PROJECTEUR	6 072,04	5	6 072,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020350200027] REFRIGERATEUR	425,33	6	425,33	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020350300286] CONGELATEURS	606,75	6	606,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020350800011] ELECTROMENAGER	17 488,33	6	17 488,33	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020350800280] CARTE ELECTRONIQUE	1 349,85	6	1 349,85	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020410000185] PAIRE DE BUTS DE FOOT A 7	2 295,41	5	2 295,41	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999020610000474] EQUIPEMENT DE REGIE	503,08	10	503,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999030310500640] VESTIAIRES	1 544,27	10	1 544,27	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999040210300015] ESSOREUSE	240,87	1	240,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999040250200782] ESCABEAU	24,24	1	24,24	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999040310300095] TABLE BASSE	97,44	1	97,44	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999040330000220] TELEPHONE/AUDIENCE	176,31	1	176,31	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999040330100062] REPONDEUR	21,80	1	21,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999040341100550] LECTEUR ENREGISTREUR	303,37	1	303,37	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999040350800371] SYSTEMES DE LAVAGE	234,60	1	234,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999040350800603] MOTEUR	180,18	1	180,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999040500400368] BANQUETTE	105,95	1	105,95	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 1999040610100255] PROJECTEURS	376,90	1	376,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2000000005] PANNEAU DE VERRE TREMPE	914,69	6	914,69	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2000000016] LOGICIEL AGATE	5 244,42	2	5 244,42	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2000000021] LOGICIEL A2F	5 537,02	2	5 537,02	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 200000032] LOGICIEL ADOBE ILLUSTRATOR 8.0	891,80	3	891,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000033] LOGICIEL ADOBE INDESIGN 1.5	1 302,01	3	1 302,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000062] PORTIQUES	1 684,10	6	1 684,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000085] PANNEAUX AVEC SUPPORTS	2 713,68	0	0,00	2 713,68	0,00	-2 713,68
31/12/2019	[inv 200000086] PANNEAUX	1 905,09	0	0,00	1 905,09	0,00	-1 905,09
31/12/2019	[inv 200000102] MINI AUTOMATE	420,43	6	420,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000103] LOGICIEL + INTERF	57,06	1	57,06	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000104] CONNECTION	88,59	1	88,59	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000115] BORNES ANTARES T30 +METALLISATION	1 411,23	2	1 411,23	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000116] BORNE ANTARES T60+METALLISATION	2 592,72	2	2 592,72	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000117] PANNEAUX DE POLICE ET SUPPORTS	845,31	6	845,31	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000122] BORDURES	562,94	6	562,94	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000123] ANNONCE TRX JALONNEMENT 2001	295,72	0	0,00	295,72	0,00	-295,72
31/12/2019	[inv 200000125] CAISSONS	549,25	6	549,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000126] CAISSON	477,34	3	477,34	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000128] PANNEAUX JALONNEMENT	261,64	0	0,00	261,64	0,00	-261,64
31/12/2019	[inv 200000129] PANNEAUX JALONNEMENT	1 140,50	6	1 140,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000130] LETTRE RELIEF	167,74	6	167,74	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000131] MATS	3 303,80	0	0,00	3 303,80	0,00	-3 303,80
31/12/2019	[inv 200000132] PANNEAUX	6 541,60	0	0,00	6 541,60	0,00	-6 541,60
31/12/2019	[inv 200000133] PAPANNEAUX	5 321,64	6	5 321,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000134] ANNONCES TRVX JALONNEMENT2001	399,26	6	399,26	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000136] MATS ET CAISSONS	1 465,49	6	1 465,49	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000137] PANNEAU DE JALONNEMENT	3 244,31	0	0,00	3 244,31	0,00	-3 244,31
31/12/2019	[inv 200000138] CORBEILLES	5 996,07	6	5 996,07	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000139] BANC	3 272,59	6	3 272,59	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000142] BORNES ET BORDURES	10 423,75	6	10 423,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000231] PILONNEUSE	2 180,11	6	2 180,11	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000383] IMPRIMANTE LASER P12-02	1 325,58	3	1 325,58	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000451] MODEM US ROBOTICS 56 K FAXMODEM	89,75	3	89,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000467] MICRO-ORDINATEURS	14 528,23	0	0,00	14 528,23	0,00	-14 528,23
31/12/2019	[inv 200000469] MICRO-ORDINATEUR PORTABLE	1 792,27	0	0,00	1 792,27	0,00	-1 792,27
31/12/2019	[inv 200000470] IMPRIMANTES-ACCESSOIRES-SCANNER	2 916,35	0	0,00	2 916,35	0,00	-2 916,35
31/12/2019	[inv 200000471] LOGICIELS	4 402,98	0	0,00	4 402,98	0,00	-4 402,98
31/12/2019	[inv 200000472] APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	590,72	0	0,00	590,72	0,00	-590,72
31/12/2019	[inv 200000473] POSTES TELEPHONIQUES	5 673,33	0	0,00	5 673,33	0,00	-5 673,33
31/12/2019	[inv 200000474] FAX TELECOPIEUR	468,53	0	0,00	468,53	0,00	-468,53
31/12/2019	[inv 200000481] PC COMPLETS	1 485,98	3	1 485,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000497] TABLE DESSERT 2 PLATEAUX	84,57	1	84,57	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000522] CASIERS PORTE DOCUMENTS	66,19	1	66,19	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000531] BUREAU	116,56	1	116,56	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000561] TABLE AVEC ALLONGES	735,03	10	735,03	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000602] DESSERT MULTISERVICES	123,98	1	123,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000603] RAYONNAGE	59,26	1	59,26	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 200000604] TABLE BASSE	74,75	1	74,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000608] CHAISE COLLECTIVES	869,34	10	869,34	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000639] CHAISES	2 144,19	10	2 144,19	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000648] FAUTEUIL SYNCHRONE	393,83	10	393,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000650] SIEGE SYNCHRONE	967,07	10	967,07	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000660] SIEGE ASSIS-DEBOUT	254,35	1	254,35	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000773] CLASSEUR MONOBLOC	233,38	1	233,38	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000786] CHARIOTS DE SERVICE 3 ETAGES	1 686,54	10	1 686,54	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000790] MOBILIER SECRETARIAT	2 689,02	10	2 689,02	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000791] MOBILIER DIRECTEUR	1 808,86	10	1 808,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000792] MOBILIER EDUCATEUR	1 800,67	10	1 800,67	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000793] MOBILIER PSYCHOLOGUE	1 363,09	10	1 363,09	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000794] MOBILIER ENSEIGNANT	1 648,61	10	1 648,61	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000795] MOBILIER PATIO 1ER ETAGE	2 075,38	10	2 075,38	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000796] MOBILIER DEGAGEMENT	1 049,66	10	1 049,66	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000797] MOBILIER SALLE D'ACTIVITE JEUNE	832,17	10	832,17	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000840] LECTEUR DVD	675,35	5	675,35	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000843] BALANCE DE MENAGE	15,09	1	15,09	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000846] TELEVISION	760,72	5	760,72	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000860] DIABLE	91,74	1	91,74	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000864] RELAIS STATIQUE POUR FOUR CERAMIQUE	421,85	6	421,85	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000884] LAMPE DE BUREAU	45,58	1	45,58	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000887] ENSEMBLE RESISTANCES	341,97	6	341,97	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000897] EMBRAYAGE COMPLET POUR TRACTEUR	670,23	8	670,23	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000903] ABAT-JOUR ET LAMPADAIRE	132,72	1	132,72	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000910] CHAINE AUDIO	455,82	5	455,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000917] CAGE AQUATIQUE	584,10	5	584,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000971] ASPIRATEUR SUCEUR BROSSEUR	659,48	6	659,48	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200000991] COMBINE 6 FONCTIONS	3 742,62	3	3 742,62	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200001008] PODIUM PRAKTIKUS	3 318,90	5	3 318,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200001059] CHARIOT DE TRANSPORT	173,21	1	173,21	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200001060] MAGNETOSCOPE	333,86	5	333,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200001070] LECTEUR LASER DISC	228,67	0	0,00	228,67	0,00	-228,67
31/12/2019	[inv 200001076] CONGELATEURS	257,64	6	257,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200001136] ORGANISEUR	984,61	0	0,00	984,61	0,00	-984,61
31/12/2019	[inv 200001137] MEUBLE INFORMATIQUE	71,11	0	0,00	71,11	0,00	-71,11
31/12/2019	[inv 200001138] PRESENTOIR DOUBLE FACE	253,44	0	0,00	253,44	0,00	-253,44
31/12/2019	[inv 200001139] SUPPORT POUR PHOTOCOPIEUR	271,67	0	0,00	271,67	0,00	-271,67
31/12/2019	[inv 200001140] PESE LETTRE + OUVRE BOITE	63,82	0	0,00	63,82	0,00	-63,82
31/12/2019	[inv 200001141] THERMORELIEUSE	114,87	0	0,00	114,87	0,00	-114,87
31/12/2019	[inv 200001142] PERFO-RELIEUSE "STAR" ELECTRIQUE	474,06	0	0,00	474,06	0,00	-474,06
31/12/2019	[inv 200001143] DESTRUCTEUR	108,49	0	0,00	108,49	0,00	-108,49
31/12/2019	[inv 200001144] TITREUSE	100,28	0	0,00	100,28	0,00	-100,28
31/12/2019	[inv 200001145] MACHINE CALCULEUR	43,76	0	0,00	43,76	0,00	-43,76
31/12/2019	[inv 200001146] CALCULATRICE IBICO 1218 E	62,90	0	0,00	62,90	0,00	-62,90
31/12/2019	[inv 200001147] CAISSETTE A MONNAIE	27,35	0	0,00	27,35	0,00	-27,35
31/12/2019	[inv 200001148] ARMOIRE A CLES POUR 68 CLES	63,82	0	0,00	63,82	0,00	-63,82

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 200001149] RANGEMENT MULTIMEDIA	13,67	0	0,00	13,67	0,00	-13,67
31/12/2019	[inv 200001150] RANGEMENT MULTIMEDIA	17,32	0	0,00	17,32	0,00	-17,32
31/12/2019	[inv 200001151] COFFRES FORT	1 422,17	0	0,00	1 422,17	0,00	-1 422,17
31/12/2019	[inv 200001152] PORTE PARAPLUIES NOIR	98,46	0	0,00	98,46	0,00	-98,46
31/12/2019	[inv 200001153] CENDRIER POUBELLE SUR PIED GRIS	125,81	0	0,00	125,81	0,00	-125,81
31/12/2019	[inv 200001154] CENDRIER	215,15	0	0,00	215,15	0,00	-215,15
31/12/2019	[inv 200001155] PENDULE QUARTZ	51,96	0	0,00	51,96	0,00	-51,96
31/12/2019	[inv 200001156] VITRINE PORTE RELEVABLE	951,76	0	0,00	951,76	0,00	-951,76
31/12/2019	[inv 200001157] PLANNING PORTEFEUILLES	847,83	10	847,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200001158] PLANNING MAGNETIQUE HEBDOMADAIRE	145,86	0	0,00	145,86	0,00	-145,86
31/12/2019	[inv 200001159] PLANNING MAGNETIQUE MENSUEL	145,86	0	0,00	145,86	0,00	-145,86
31/12/2019	[inv 200001160] PLANNING MAGNETIQUE ANNUEL	72,93	0	0,00	72,93	0,00	-72,93
31/12/2019	[inv 200001161] CHEVALET CONFERENCE LAQUE NOIR	94,81	0	0,00	94,81	0,00	-94,81
31/12/2019	[inv 200001162] MINI VITRINE EXTRA PLATE	51,05	0	0,00	51,05	0,00	-51,05
31/12/2019	[inv 200001163] LOT DE 10 DALLES ALVEOLEES	96,63	0	0,00	96,63	0,00	-96,63
31/12/2019	[inv 200001164] STORES	4 813,82	0	0,00	4 813,82	0,00	-4 813,82
31/12/2019	[inv 200001165] PANNEAU LIEGE CADRE PVC	382,89	0	0,00	382,89	0,00	-382,89
31/12/2019	[inv 200001166] TONDEUSE	446,71	2	446,71	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200001167] PRESTATION MONTAGE INSTALLATION	2 005,62	0	0,00	2 005,62	0,00	-2 005,62
31/12/2019	[inv 200001168] MOBILIER	4 099,73	0	0,00	4 099,73	0,00	-4 099,73
31/12/2019	[inv 200001172] EXTINCTEURS EP6 L SS8B	276,56	0	0,00	276,56	0,00	-276,56
31/12/2019	[inv 200001173] EXTINCTEURS CO2	159,83	0	0,00	159,83	0,00	-159,83
31/12/2019	[inv 200001174] EXTINCTEURS	76,78	0	0,00	76,78	0,00	-76,78
31/12/2019	[inv 200001194] BANCS SANS DOSSIER	361,01	5	361,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200001226] CHASSIS ISOLATION UV1 FACE	622,34	6	622,34	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200001230] JEUX INTERIEURS	2 936,48	0	0,00	2 936,48	0,00	-2 936,48
31/12/2019	[inv 200001232] CHARIOT DE TRANSPORT	401,46	6	401,46	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200001240] MATERIELS AUDIOVISUELS	10 094,99	0	0,00	10 094,99	0,00	-10 094,99
31/12/2019	[inv 200001250] FOUR CERAMIQUE	712,43	6	712,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200001273] MATERIEL ET MOBILIER	5 142,22	10	5 142,22	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200001281] BATEAU RIGILEX JEANNEAU	943,96	10	943,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100069] POSTE COMPACT INFORMATIQUE	163,18	10	163,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100070] CHAISES	217,34	10	217,34	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100073] SIEGE DACTYLO	68,37	1	68,37	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100098] MEUBLES 5 TIROIRS	1 677,43	10	1 677,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100148] PANNEAUX ET SUPPORTS DE SIGNALISATIONS	2 525,00	1	2 525,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100185] AVIS D'ATTRIBUTION TRX JALONNEMENT 2001	84,49	1	84,49	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100186] AVIS D'ATTRIBUTION TRX JALONNEMENT 2001	145,79	1	145,79	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100194] PANNEAUX	2 280,83	1	2 280,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100199] PLAQUE DE SIGNALISATION AV.M.DASSAULT	1 002,81	1	1 002,81	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 200100200] BI-MAT POUR SIGNALISATION	1 258,19	1	1 258,19	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100259] SIEGES ASSIS / DEBOUT	364,66	10	364,66	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100317] CHAISES BUREAUX TABLES	7 589,70	10	7 589,70	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100318] JEUX ET EQUIPEMENTS SPORTIFS	6 466,85	5	6 466,85	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100324] BANC CONFORT	1 522,45	6	1 522,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100327] CORBEILLES	3 208,99	6	3 208,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100349] PANNEAU	1 014,66	6	1 014,66	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100387] MATERIEL RESTAURATION	7 220,78	10	7 220,78	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100394] POTELETS	2 527,08	6	2 527,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100395] BARRIERES	2 647,42	6	2 647,42	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100412] PROJECTEUR	1 982,83	10	1 982,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100413] FLASHMETRE	324,25	1	324,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100430] AMPLIFICATEUR	455,82	1	455,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100431] PLATINE LASER	242,39	1	242,39	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100432] TELE MAGNETOSCOPE	608,27	1	608,27	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100433] CHAINE HIFI	684,50	5	684,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100434] CAFETIERE	91,32	1	91,32	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100440] BARRIERE PROTECTOR	729,32	6	729,32	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100441] BENNE BASCULANTE SUR ROULETTES	648,54	8	648,54	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100443] TABLE ELEVATRICE MOBILE HYDRAULIQUE	874,21	3	874,21	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100444] ARMOIRE A OUTILLAGE SUR SOCLE	172,85	1	172,85	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100445] COFFRES	585,33	1	585,33	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100483] ETABLI PLIANT	67,84	1	67,84	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100524] ENCEINTE CO-AXIALE L ACOUSTIQUE	6 906,62	10	6 906,62	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100525] CONTROLEUR STEREO POUR ENCEINTE	2 315,58	10	2 315,58	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100526] AMPLIFICATEUR L ACOUSTICS	4 230,03	10	4 230,03	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100527] CABLAGE HAUT PARLEUR	145,86	10	145,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100528] FLIGHT CASE	455,82	1	455,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100529] CABLAGE DU RACK	63,82	1	63,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100530] PERCEUSE	105,19	1	105,19	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100531] SOUDEUSE	30,95	1	30,95	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100532] TOURET	278,96	1	278,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100533] MEULES	129,15	3	129,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100534] CARRELETTE	270,76	1	270,76	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100535] SCIE SAUTEUSE	70,65	1	70,65	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100536] VISSEUSE	113,96	1	113,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100538] PANNEAUX	598,04	6	598,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100560] MONITEUR GENELEC 1031APM	8 037,06	5	8 037,06	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100561] SUB GENELEC 1094P	2 754,08	5	2 754,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100575] BUNDLE MAX/MSP	686,02	2	686,02	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100576] ADOBE PHOTOSHOP	1 177,55	2	1 177,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100577] LOGICIEL DREAMWEAVER MACRO MEDIA 4	344,60	1	344,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100610] MAC + MODEM+ECRAN NEC 17"	2 630,10	3	2 630,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100623] IMPRIMANTES LASER	2 639,44	3	2 639,44	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100627] LOGICIEL	345,51	2	345,51	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100650] ARMOIRE REFRIGEREE	8 236,04	10	8 236,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100657] PANNEAUX SIGNALISATION ROUTIERE	6 979,34	6	6 979,34	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 200100668] PANNEAUX SIGNALISATION	742,08	6	742,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100669] PANNEAUX SIGNALISATION	1 129,67	6	1 129,67	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100673] LICENCE WINDOWS ET ACCES	1 296,36	3	1 296,36	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100696] PC	2 962,85	3	2 962,85	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100698] PC	1 481,42	3	1 481,42	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100718] IMPRIMANTE	246,14	1	246,14	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100728] IMPRIMANTE	246,14	1	246,14	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100731] IMPRIMANTE	246,14	1	246,14	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100734] RAYONNAGE	90,94	1	90,94	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100754] COFFRE-FORT +ETAGERE	310,23	1	310,23	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100757] MACHINE A COUDRE	279,69	1	279,69	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100786] IMPRIMANTE	608,30	3	608,30	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100841] PAROIS JEUX D'ENFANTS	640,34	5	640,34	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100881] PANONCEAUX	464,94	6	464,94	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100895] LECTEUR ZIP	225,78	3	225,78	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100915] MACHINE A COUPER LE PAPIER	913,17	5	913,17	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100932] PC	8 888,55	3	8 888,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100947] REGULATION AUTOMATIQUE	446,71	3	446,71	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100948] INDICATEUR DE TEMPERATURE	136,75	1	136,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100949] CROUTEUSE	1 075,74	3	1 075,74	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100950] TOUR ELECTRIQUE	1 093,97	3	1 093,97	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100951] FOUR RAKU	1 002,81	3	1 002,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100952] LOGICIEL GESTION FINANCE	1 367,47	1	1 367,47	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100957] PANNEAUX	1 667,64	6	1 667,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100969] MOBILIER	1 441,48	10	1 441,48	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100970] MOBILIER	2 984,63	10	2 984,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200100981] INSTALLATION MODULES CIVITAS GF	12 471,31	3	12 471,31	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200101018] VITRINE D'EXTERIEUR	333,47	1	333,47	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200101020] MOBILIER	18 902,71	10	18 902,71	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200004] 1PALM M505 + CARTE EXTENSION	520,55	3	520,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200012] TAPIS ANTIDERAPANT	120,68	2	120,68	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200024] CASQUE HIFI	257,64	1	257,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200035] SIGNALISATION POLICE	5 508,82	0	0,00	5 508,82	0,00	-5 508,82
31/12/2019	[inv 200200053] ENSEMBLE CASIERS	1 523,18	10	1 523,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200071] TABLE LUMINEUSE	679,45	10	679,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200073] SCIE CIRCULAIRE	126,38	3	126,38	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200081] RADIO K7 CD SONY	129,43	1	129,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200132] MATS ET CAISSONS DE JALONNEMENT	750,47	0	0,00	750,47	0,00	-750,47
31/12/2019	[inv 200200195] ESCABEAU	101,06	1	101,06	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200369] PANNEAUX DE SIGNALISATION	3 940,84	6	3 940,84	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200374] VEHICULE JUMPER	20 886,31	8	20 886,31	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200443] ARMOIRES FROIDES POSITIVES	7 238,19	10	7 238,19	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200462] TELEPHERIQUES	10 236,56	6	10 236,56	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200487] PC CONFIG MARCHE	2 420,70	3	2 420,70	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200506] ENSEMBLE DE SIGNALISATION DIRECTIONNELLE	3 994,42	6	3 994,42	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200559] BUREAUX	655,08	10	655,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200620] PC	1 584,70	3	1 584,70	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200641] SOCLES POUR EXPO	1 985,36	6	1 985,36	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 200200647] ZIP 250PC - ZIP 250MAC	344,46	3	344,46	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200648] ZIP 250PC	172,22	1	172,22	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200689] PLATE-FORME APPLE POWER MAC G4	568,87	3	568,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200705] SCANNER A4	86,85	1	86,85	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200200743] PAIRE DE BUTS	1 365,83	5	1 365,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300001] FILTRE ECRAN	158,47	1	158,47	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300002] FILTRE ECRAN	158,47	1	158,47	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300013] CHARIOTS ROULANTS	2 973,45	10	2 973,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300023] CONFIGURATION MAC	3 588,00	3	3 588,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300024] ECRAN PC MAC	1 413,67	3	1 413,67	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300025] HUB 8 PORTS ETHERNET	71,76	1	71,76	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300026] CABLE RJ 45	23,92	1	23,92	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300027] CONFIGURATION PC MAC	370,76	3	370,76	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300114] DETECTEUR DE METAUX	354,18	6	354,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300115] PANNEAUX SIGNALISATIONS	5 711,22	6	5 711,22	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300142] ETAUX	259,35	1	259,35	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300163] FAUTEUIL	201,01	1	201,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300168] SIEGES	1 140,60	10	1 140,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300169] SIEGE	135,54	10	135,54	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300177] PLANS DE TRAVAIL	1 411,69	10	1 411,69	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300191] PANNEAUX DE SIGNALISATION	11 036,28	6	11 036,28	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300195] APPAREIL PHOTOS NUMERIQUES	899,00	5	899,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300211] PLANS DE TRAVAIL	540,35	10	540,35	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300215] SIEGE	641,96	10	641,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300260] SIEGES	1 210,67	10	1 210,67	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300270] CAISSONS	642,62	10	642,62	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300305] GERBEUR	1 305,19	6	1 305,19	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300329] TREUIL MURAL	367,17	6	367,17	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300341] PC PORTABLE IBM+SACOCHE	3 300,96	3	3 300,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300356] TOUR ELECTRIQUE	1 165,73	3	1 165,73	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300368] FAX CANON L360	908,96	5	908,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300406] PANNEAUX ET SUPPORTS SIGNALISATION	4 760,94	6	4 760,94	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300427] VELOS	1 560,16	8	1 560,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300428] PANNEAUX SIGNALISATIONS	5 272,18	6	5 272,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300459] REFRIGERATEUR	299,99	1	299,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300465] FOUR MIXTE GAZ niveaux 2/1	23 598,52	10	23 598,52	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300466] SAUTEUSE BASCULANTE	21 741,37	10	21 741,37	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300473] BUREAU	324,01	10	324,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300544] PULVERISATEURS	1 316,65	6	1 316,65	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300553] CONSOLE PIVOTANTE	851,55	10	851,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300614] LAVE VAISSELLE A AVANCEMENT	6 368,70	10	6 368,70	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300646] CHARIOTS POUR CHAISES	1 971,01	5	1 971,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300758] POUSETTES	2 512,63	10	2 512,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300761] MOBILIER DIVERS	5 992,32	10	5 992,32	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300819] SCANNER A4/A3	465,24	3	465,24	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300826] RAYONNAGE ET ETAGERE	832,19	10	832,19	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300849] TAPIS RADEAU	325,31	5	325,31	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300852] SIEGES AUTO POUR BEBE	781,35	10	781,35	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 200300874] PC COMPLET	1 231,88	3	1 231,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300970] PANNEAUX DE SIGNALISATION	9 499,24	6	9 499,24	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300973] MACHINE A CALCULER	303,50	1	303,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300983] BAC DE RANGEMENT	545,38	5	545,38	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300984] BANCS DE SOLS BOIS 1.2M	334,88	6	334,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200300991] JEU DE MEMOIRES	1 095,54	3	1 095,54	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200301016] SOUFFLEUR THERMIQUE	767,41	6	767,41	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200301018] NETTOYEUR ELECTRIQUE	331,29	6	331,29	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400000] MASSIF POUR HORODATEURS	1 714,82	6	1 714,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400013] PIED PHOTO + ROTULE	238,00	1	238,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400014] MATERIEL DE DEVELOPPEMENT	40,81	1	40,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400015] BOITIER NIKON COOLPIX	499,00	5	499,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400016] TV/MAGNETOSCOPE	299,00	1	299,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400026] ARBRES ET ARBUSTES	10 888,28	15	6 533,01	4 355,27	0,00	-4 355,27
31/12/2019	[inv 200400052] BENNE A ORDURE	382,00	6	382,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400073] COMPACT ARGENTIQUE KONICA / BOITIER AUTO CANON	1 884,24	5	1 884,24	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400080] PANNEAUX ,SUPPORTS GIC	4 711,04	6	4 711,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400083] DECLENCHEUR HERTZIEN POUR FLASH	369,00	5	369,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400084] BOITIER REFLEX MANUEL NIKON	341,48	5	341,48	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400090] FOUR MICRO-ONDES	79,00	1	79,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400094] FILTRE ET FOURRE TOUT	73,77	1	73,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400134] ROSIERS	609,63	15	609,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400135] PANNEAUX DE SIGNALISATION TEMPORAIRES	5 557,31	6	5 557,31	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400155] ARBRES ET ARBUSTES	3 030,49	15	1 818,27	1 212,22	0,00	-1 212,22
31/12/2019	[inv 200400156] ARBRES ET ARBUSTES	1 023,35	15	613,98	409,37	0,00	-409,37
31/12/2019	[inv 200400158] HUB SWITCH DLINK 5 PORTS	29,90	1	29,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400194] ROSIERS	552,29	15	552,29	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400199] SCANNER A4	59,80	1	59,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400218] ROSIERS	3 355,20	15	3 355,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400225] PLANTATIONS	337,60	15	202,59	135,01	0,00	-135,01
31/12/2019	[inv 200400226] PLANTATIONS	25,32	1	25,32	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400227] PLANTATIONS	52,75	1	52,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400228] PLANTATIONS	316,50	15	189,90	126,60	0,00	-126,60
31/12/2019	[inv 200400229] PLANTATIONS	270,71	1	270,71	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400230] PLANTATIONS	453,65	15	272,16	181,49	0,00	-181,49
31/12/2019	[inv 200400248] ARBRES ET ARBUSTES	1 474,15	15	884,52	589,63	0,00	-589,63
31/12/2019	[inv 200400249] CAISSON A ROULETTES	198,60	1	198,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400281] TAMBOURIN	57,00	1	57,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400298] ARMOIRES HAUTES RIDEAUX	731,95	10	731,95	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400300] PANNEAUX DE SIGNALISATION	5 207,31	6	5 207,31	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400305] MAGNETOSCOPE - DVD	149,00	1	149,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400317] MAGNETOSCOPE	158,96	1	158,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400324] ARBRES ET ARBUSTES	6 357,59	15	3 814,56	2 543,03	0,00	-2 543,03
31/12/2019	[inv 200400329] ARBRES	109,72	1	109,72	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400330] VEGETAUX (PRUNUS)	865,10	15	865,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400371] ARBUSTES	4 917,89	15	2 950,74	1 967,15	0,00	-1 967,15
31/12/2019	[inv 200400614] BAIN DE SOLEIL PLIANT / FAUTEUIL MONOBLOC	715,95	10	715,95	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 200400619] ETAGERE	456,00	10	456,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400624] ARBRE	474,75	15	284,85	189,90	0,00	-189,90
31/12/2019	[inv 200400635] ARBUSTES	1 302,93	15	781,74	521,19	0,00	-521,19
31/12/2019	[inv 200400641] BUREAU ARMOIRE ET CAISSON	885,94	10	885,94	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400675] BABY FOOT CORNER	2 186,22	5	2 186,22	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400676] SIEGE DE BUREAU	219,26	1	219,26	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400703] DESTRUCTEUR DE PAPIER	287,04	1	287,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400758] PC CONFIG COMPLETE PC VIDE	4 042,81	3	4 042,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400760] VITRINE D'INFORMATION	326,10	10	326,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400780] TABLES DE LOISIRS ECHEC / DAME	2 200,64	5	2 200,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400783] PLANTATION	15 417,00	15	9 250,20	6 166,80	0,00	-6 166,80
31/12/2019	[inv 200400786] PARASOLS NAUTILE + PIEDS	806,35	6	806,35	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400806] PANNEAU D'INFORMATION	160,26	1	160,26	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400811] PLANTATIONS	217,60	1	217,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400848] BUREAU DIRECTION ADJOINTE 1ER ETAGE	2 861,07	10	2 861,07	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400853] SOUDEUSE + GAINÉ	1 208,98	3	1 208,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400891] COCOTIERS LUMINEUX	3 281,82	6	3 281,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400893] PERFORATEUR	952,67	3	952,67	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400935] TABLE DE PING PONG	1 661,25	5	1 661,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400949] GUERIDON	294,81	10	294,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200400955] BUREAU SECRETARIAT 1ER ETAGE	5 591,90	10	5 591,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401070] LOGICIEL 4D SERVEUR 2003 (7.0)	955,60	2	955,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401071] LOGICIEL 4D WRITE EXPENSION PACK	118,41	1	118,41	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401115] LIT / CADRE 90 X 190	82,00	1	82,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401120] CHAISE DE TRAVAIL	178,57	1	178,57	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401121] FAUTEUIL + RENFORT LOMBAIRE	311,94	10	311,94	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401153] BUTS HAND	2 148,75	5	2 148,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401158] SOUFFLEUR THERMIQUE	578,00	6	578,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401225] PLANTATIONS ARBUSTES	3 861,30	15	2 316,78	1 544,52	0,00	-1 544,52
31/12/2019	[inv 200401233] HORODATEURS	51 219,68	6	51 219,68	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401253] VIDEO PROJECTEUR	1 447,50	5	1 447,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401254] RADIO CD K7	179,00	1	179,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401255] MICRO CHAINE	159,00	1	159,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401256] MICRO CHAINE	159,00	1	159,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401261] AGRANDISSEUR PHOTO M370 KIT CO	550,16	5	550,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2004012843] PANNEAUX SIGNALISATION STATIONNEMENT HORODATEURS	2 980,43	6	2 980,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401292] TABOURETS DE PIANO	91,00	1	91,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200401305] PLANTATIONS	2 153,99	15	1 292,40	861,59	0,00	-861,59
31/12/2019	[inv 200401311] PLANTATIONS	4 539,71	15	2 723,85	1 815,86	0,00	-1 815,86
31/12/2019	[inv 200401315] SOUFFLEURS STIHL	294,04	6	294,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500008] APPAREIL PHOTO	447,90	5	447,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500013] SECHOIR A CLAIES	1 803,57	5	1 803,57	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500040] CONGELATEUR WHIRLPOOL	299,00	1	299,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500046] TABOURETS	4 306,35	10	4 306,35	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500057] PUPITRE EXTRA LARGE	666,08	10	666,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500058] CHAISE PLIANTE	1 100,02	10	1 100,02	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 200500062] CHAISES EMPILABLES	548,25	10	548,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500118] MEUBLE A PLAN + SOCLE	726,29	10	726,29	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500119] RG HORODATEURS	90,25	1	90,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500120] FAUTEUILS IATIS AT4H60	438,53	10	438,53	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500137] TABLES 80 x 80	1 034,78	10	1 034,78	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500138] PIEDS MOBILES POUR TABLES 80 X80	4 493,90	10	4 493,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500186] PLANTATIONS THUYAS	3 066,89	15	1 840,14	1 226,75	0,00	-1 226,75
31/12/2019	[inv 200500208] PLANTATIONS ACER CAMPESTRE, ARBRES	17 000,61	15	10 200,33	6 800,28	0,00	-6 800,28
31/12/2019	[inv 200500219] MATS ALU DIAM.76 LAQUE HAUTEUR 3M30	2 043,73	6	2 043,73	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500220] COLLEIRS ALU SIMPLE FACE DIAM.76	625,03	6	625,03	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500221] CHAPEAU ALU STANDARD DIAM.76	187,83	1	187,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500231] CHARIOTS D'ENTRETIEN	920,40	2	920,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500233] TRAPEZES HYGIENE 55CM	264,36	1	264,36	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500302] AUTOLAVEUSE R4 B	3 976,70	2	3 976,70	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500313] VEGETAUX	15 005,42	15	9 003,24	6 002,18	0,00	-6 002,18
31/12/2019	[inv 200500314] ROSIER PLEUREUR	99,96	1	99,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500316] TAILLE HAIES STHIL HS80	464,25	6	464,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500327] ROSIERS	1 125,06	15	1 050,00	75,06	0,00	-75,06
31/12/2019	[inv 200500331] PANNEAUX VILLE FLEURIE	3 534,18	6	3 534,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500373] ROSIERS BROCELIANDE	68,90	1	68,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500374] ROSIERS JARDIN DE BAGATELLE	31,05	1	31,05	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500375] ROSIERS	81,60	1	81,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500376] ROSIERS MATIN DES SENTEURS	51,90	1	51,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500377] ROSIERS COVENT GARDEN	216,90	1	216,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500378] ROSIERS HYDE PARK	144,60	1	144,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500379] ROSIERS ROSE DE CORNOUAILLE	144,60	1	144,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500380] ROSIERS QUEEN ELISABETH	40,80	1	40,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500381] ROSIERS EMERA	331,00	15	215,53	115,47	0,00	-115,47
31/12/2019	[inv 200500382] ROSIERS THE FAIRY	176,80	1	176,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500383] ROSIERS DOUCEUR NORMANDE	122,40	1	122,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500384] ROSIERS SAHARA	61,20	1	61,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500385] ROSIERS RUSH	110,60	1	110,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500386] ROSIERS BOBBY JAMES	53,15	1	53,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500387] ROSIERS FELICITE ET PERPETUE	53,15	1	53,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500388] ROSIERS NEIGE D'AVRIL	21,26	1	21,26	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500389] ROSIERS PAUL'S HIMALYAN MUSK	63,78	1	63,78	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500390] ROSIERS SEAGULL	85,04	1	85,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500391] ROSIERS WEDDING DAY	53,15	1	53,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500392] ROSIERS ALBERTINE	46,75	1	46,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500393] ROSIERS CANTERBURY	46,75	1	46,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500394] ROSIERS CLAIR MATIN	42,10	1	42,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500395] ROSIERS CRIMSON GLORY	16,84	1	16,84	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500396] ROSIERS GITES DE FRANCE	42,10	1	42,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500397] ROSIERS ICEBERG	84,20	1	84,20	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 200500398] ROSIERS BLUSH NOISETTE	86,70	1	86,70	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500399] ROSIERS BALLERINA	173,40	1	173,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500400] ROSIERS CUISSE DE NYMPHE	86,70	1	86,70	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500401] ROSIERS FELICIA	260,10	1	260,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500402] ROSIERS GHISLAINE DE FELIGONDE	161,50	1	161,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500403] ROSIERS JACQUES CARTIER	129,20	1	129,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500404] ROSIERS MARGUERITE HILLING	69,36	1	69,36	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500405] ROSIERS PARFUM DE L'HAY	86,70	1	86,70	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500406] ROSIERS PHYLLIS BIDE	130,05	1	130,05	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500407] ROSIERS NEW DOWN	84,20	1	84,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500408] ROSIERS SANTANA	42,10	1	42,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500409] ROSIERS POLKA	42,10	1	42,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500410] ROSIERS VEILCHENBLAU	93,50	1	93,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500411] ROSIERS RIMOSA	84,20	1	84,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500451] DALLES MOQUETTE POUR PODIUM	764,25	6	764,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500454] KIT LECTEUR DE CARTE MONEO SUR HORODATEUR	15 655,64	6	15 655,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500474] APPUI LOMBAIRE POUR FAUTEUIL DE TRAVAIL	35,45	1	35,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500475] VEGETAUX	1 067,98	15	640,80	427,18	0,00	-427,18
31/12/2019	[inv 200500507] VEGETAUX CONIFERES	1 637,63	15	982,62	655,01	0,00	-655,01
31/12/2019	[inv 200500544] BATEAUX CAPELLI CRISTAL	6 680,01	10	6 680,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500709] PANNEAUX SIGNALISATION STATIONNEMENT PAYANT	2 199,96	6	2 199,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500833] FIAT STILO JTD 100 5P	17 880,00	8	17 880,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500844] MARTEAU PIQUEUR HITACHI H65 SB2	1 100,32	6	1 100,32	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200500909] APPAREIL PHOTO NUMERIQUE COOLPIX	238,90	1	238,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200600067] ARBUSTES POUR AMENAGEMENT	1 737,87	15	1 042,74	695,13	0,00	-695,13
31/12/2019	[inv 200600068] ARBUSTES POUR AMENAGEMENT	4 673,90	15	2 804,31	1 869,59	0,00	-1 869,59
31/12/2019	[inv 200600077] SCIE CIRCULAIRE 2000 W	149,00	1	149,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200600099] BALAYEUSE A MAIN	560,52	6	560,52	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200600151] TRANCHEUR A VIANDE DELCOUPE 350	2 597,12	10	2 597,12	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200600197] TAPIS DE COURSE AVEC TRIANGLE DETIRAGE	717,00	5	717,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200600212] PANNEAUX ET SUPPORTS SIGNALISATION	3 506,50	6	3 506,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200600343] CORBEILLES SPIRALES	1 209,15	6	1 209,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200600402] BUT DE HAND	1 413,67	5	1 413,67	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200600409] FOUGERES	1 709,10	15	1 481,22	227,88	0,00	-227,88
31/12/2019	[inv 200600457] TELEVISEUR THOMSON ARGENT	295,00	1	295,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200600479] BANC ROYAL AVEC LATTES BOIS EXOTIQUE	1 782,04	6	1 782,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200600482] CHARIOTS POUR TABLES	2 691,00	5	2 691,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200600511] HORODATEURS	37 931,55	6	37 931,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200600581] HORODATEURS	40 108,27	6	40 108,27	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 200600750] AUTOLAVEUSE R4B+ CHARIOT	4 122,61	6	4 122,61	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200600934] BAC A ALBUMS	171,89	1	171,89	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200600963] SERVANTE PREPARATION DOUBLE 6 BACS	618,00	10	618,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700030] APPAREIL DE MESURE ELECTRIQUE	251,16	1	251,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700052] POUBELLE ACIER INOX 60L JAUNE	159,07	1	159,07	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700053] SEAU DE PRE TRIE JAUNE	66,97	1	66,97	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700074] PANNEAUX DE SIGNALISATION	19 651,95	6	19 651,95	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700276] TABLE DE MIXAGE WZ3	1 770,08	5	1 770,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700278] BACS A PALMIER	4 354,88	6	4 354,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700289] OUTILLAGE DIVERS	763,40	3	763,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700308] PROJECTEUR DE SON TROMPETTE MONACOR	926,90	6	926,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700338] PANNEAU FLEURISSEMENT 1000 X 400	4 754,10	6	4 754,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700381] VISSEUSE A CHOC 14.4V	436,54	3	436,54	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700426] RAMPE MODULAIRE ACCES HANDICAPE	4 772,04	6	4 772,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700428] BORNE DE DISTRIBUTION ELECTRIQUE 32A	8 159,21	6	8 159,21	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700620] HORODATEURS	11 632,57	6	11 632,57	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700657] LAVE LINGE LM 1252	285,00	1	285,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700777] DECORS DE POTEAUX POUR ILLUMINATIONS	11 818,87	6	11 818,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700902] CANOE TOBAGO BLEU	619,00	10	619,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700980] CONTROLEUR D'ISOLEMENT	616,63	3	616,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200700981] TESTEUR OPEN JAW AMPEREMETRIQUE	1 674,40	3	1 674,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200800126] BOOSTER DE DEMARRAGE	785,27	6	785,27	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200800278] TONDEUSE THERMIQUE HRH 536 HXE	1 703,19	8	1 703,19	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200800280] SOUFFLEURS STHIL BG 85	242,25	6	242,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200800369] POTELETS A SANGLES NOIRS	2 098,98	6	2 098,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200800690] TELEVISION LCD TOSHIBA	549,00	5	549,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200800747] POULAILLER LE GOURNAY	538,01	3	538,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200800813] VIDEO PROJECTEUR VIEWSONIC DLP	766,04	5	766,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200801204] VISSEUSE GSR 10 / GSR 14 4V 13 MM	304,98	1	304,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200801205] COMPRESSEUR S/HUILE 6L	488,81	6	488,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200801277] TOBOGGAN FAMILLE PACHYDERME	4 048,10	6	4 048,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900003] COMMUTATEURS HP PROCURVE 5406ZL	6 147,44	3	6 147,44	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900043] ARBRES, VEGETAUX	3 318,90	15	2 212,60	1 106,30	0,00	-1 106,30
31/12/2019	[inv 200900048] OUTILLAGES FORESTIERS	297,09	1	297,09	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900061] HORODATEUR + 4 SOCLE	4 413,07	6	4 413,07	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900066] CAMERAS POUR SECURITE BALAYEUSE	1 972,20	3	1 972,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900069] ARBRES	2 240,76	15	1 493,80	746,96	0,00	-746,96

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 200900070] ALIMENTATION REDONDANTE	1 674,40	3	1 674,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900074] MODULE EXT. HP PROCURVE 5400ZL	8 132,80	3	8 132,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900075] POE MODULE HP PROCURVE SWITCH 5400ZL	16 624,40	3	16 624,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900076] HP ALIM POUR SWITCH 5400	1 674,40	3	1 674,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900094] MARTEAU PERFORATEUR 36V	868,51	3	868,51	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900095] MARTEAU PERFORATEUR GBH2 800W	456,23	3	456,23	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900110] LICENCE PROCURVE SWITCH 5400	3 165,81	2	3 165,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900137] ANNONCE SOLUTION OPTIQUE CAMERA DE SURVEILLANCE	55,00	1	55,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900222] LAVE LINGE FRONTAL 6 KG VIVA	465,99	6	465,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900230] COMPTEURS RADRAS TRAFFIC MASTER	10 134,90	3	10 134,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900243] LECTEUR CD DENON	472,42	5	472,42	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900244] ENREGISTREUR NUMERIQUE MARANTZ	831,22	5	831,22	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900245] CAPSULE MICRO SENNHEISER	275,08	1	275,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900246] COL DE CYGNE POUR MICRO SENNHEISER	466,44	10	466,44	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900247] ENCEINTE MARTIN F12+	4 363,01	10	4 363,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900248] CAPSULE MICRO SENNHEISER ME36	645,84	10	645,84	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900249] KIT RACKAGE HF	92,09	1	92,09	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900250] EMETTEUR HF SENNHEISER	861,12	10	861,12	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900251] MICRO HF SENNHEISER	897,00	10	897,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900269] SOUFFLEUR STHILL BG 86D	268,10	1	268,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900276] PLAQUE VIBRANTE MCV40G	1 182,84	6	1 182,84	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900300] ARBRES AMNGT ROND POINT DASSAULT	3 188,50	15	2 125,70	1 062,80	0,00	-1 062,80
31/12/2019	[inv 200900301] ARBRES (Acer pseudoplatanus)	847,00	15	564,70	282,30	0,00	-282,30
31/12/2019	[inv 200900323] CABLE RESEAU RJ45 DROIT BLINDE 50M	538,20	3	538,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900324] CABLE RESEAU RJ45 DROIT BLINDE 10M	161,46	1	161,46	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900325] CABLE RESEAU RJ45 DROIT BLINDE 20M	334,88	3	334,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900338] FIXATIONS/ VIS LOURDES VIS LEGERES/ EQUERRE	730,75	3	730,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900355] CABLE RESEAU RJ45 DROIT BLINDE 20M	47,84	1	47,84	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900560] ARBUSTES	2 065,37	15	1 376,90	688,47	0,00	-688,47
31/12/2019	[inv 200900642] HP PREMIUM EDGE LICENCE	8 611,20	2	8 611,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900702] MODULE EXTENSION 24 ports PoE 100/1000Mbps	5 848,44	3	5 848,44	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900703] JARRETIERE OPTIQUE LC-SC-9/125	323,28	3	323,28	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900704] JARRETIERE OPTIQUE mono LC-SC-9/125	672,87	3	672,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900705] MODULE EXTENSION 24 ports mono 1000Mbps	7 158,06	3	7 158,06	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900706] CONNECTEUR POUR FO monomode	12 055,68	3	12 055,68	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 200900707] MODULE MTRJ 100Mbps	2 726,88	3	2 726,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900708] COMMUTATEUR 5406	3 324,88	3	3 324,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900709] COMMUTATEUR 2810-24g	5 202,60	3	5 202,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900711] MODULE EXTENSION 14p 10/100/1000+2miniGbic	1 506,96	3	1 506,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900712] ALIM REDONDANTE 875W	2 176,72	3	2 176,72	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900878] PLANTES VIVACES	768,57	15	512,40	256,17	0,00	-256,17
31/12/2019	[inv 200900882] MICRO HF CRAVATE FREEPORT	182,99	1	182,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900932] ECHELLE EN ALU	311,32	3	311,32	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200900938] LAVE LINGE HOOVER / SECHE LINGE BRANDT	1 299,00	6	1 299,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200901022] POSTE A SOUDER MINARMIG	1 090,75	3	1 090,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200901058] TOBOGGAN ALIGATO	2 729,57	6	2 729,57	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200901069] ARBUSTES	9 419,47	15	6 279,60	3 139,87	0,00	-3 139,87
31/12/2019	[inv 200901070] ARBUSTES PLANTATIONS	5 726,99	15	3 818,00	1 908,99	0,00	-1 908,99
31/12/2019	[inv 200901106] FOURNITURE CONIFERES	3 805,65	15	2 537,10	1 268,55	0,00	-1 268,55
31/12/2019	[inv 200901107] FOURNITURE CONIFERES	597,55	15	398,40	199,15	0,00	-199,15
31/12/2019	[inv 200901114] POULAILLER 1 PAN	584,00	6	584,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200901143] ARBUSTES DE MASSIF	103,85	1	103,85	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200901144] ARBUSTES	994,03	15	662,70	331,33	0,00	-331,33
31/12/2019	[inv 200901151] DECORS D'ILLUMINATION	29 968,53	6	29 968,53	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 200901155] ARBUSTES	148,76	1	148,76	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF1039] papiers peints peinture	4 050,09	13	3 240,10	809,99	0,00	-809,99
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF1064] papiers peints peinture salle de change	2 993,34	13	2 394,40	598,94	0,00	-598,94
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF1427] Installation ligne (cablage informatique)	2 735,34	15	1 823,60	911,74	0,00	-911,74
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF1432] instal lignes St Quentin	2 445,78	15	1 630,50	815,28	0,00	-815,28
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF2135a] sols plastiques	1 081,95	15	721,30	360,65	0,00	-360,65
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF2135b] ??	2 508,68	1	2 508,68	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF2138a] Aménagement crèche Saint quentin	163 663,83	15	109 109,20	54 554,63	0,00	-54 554,63
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF2138b] Bâtiment crèche saint quentin	39 618,46	15	26 412,30	13 206,16	0,00	-13 206,16
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF880] 5 fenetres PVC	5 525,48	11	5 157,07	368,41	0,00	-368,41
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF881] Trvx remise aux normes	1 187,14	12	1 060,36	126,78	0,00	-126,78
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF912] Trvx alimentation en eau froide	1 112,21	11	1 062,59	49,62	0,00	-49,62
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF946] porte entrée PVC	1 197,49	12	1 037,79	159,70	0,00	-159,70
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF978] 11 fenetres & volets PVC blanc	15 303,44	12	13 262,99	2 040,45	0,00	-2 040,45
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF997] rénovation cages d'escalier	6 341,70	12	5 496,14	845,56	0,00	-845,56
31/12/2019	[inv 2009B00025-PENF999] pose volets battants	438,75	12	387,53	51,22	0,00	-51,22
31/12/2019	[inv 201000022] ARBRES SOLITAIRES	2 482,80	15	1 489,68	993,12	0,00	-993,12
31/12/2019	[inv 201000038] ROSIERS	4 141,22	15	2 484,72	1 656,50	0,00	-1 656,50
31/12/2019	[inv 201000062] ARBUSTES	1 188,56	15	713,16	475,40	0,00	-475,40
31/12/2019	[inv 201000089] ARBUSTES SALIX X	914,94	15	549,00	365,94	0,00	-365,94
31/12/2019	[inv 201000090] ARBUSTES	612,27	15	367,38	244,89	0,00	-244,89
31/12/2019	[inv 201000145] ARBRES FRUITIERS	1 594,11	15	956,43	637,68	0,00	-637,68

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 201000156] ARBRES	1 076,00	15	645,57	430,43	0,00	-430,43
31/12/2019	[inv 201000163] ARBUSTES	543,70	15	326,25	217,45	0,00	-217,45
31/12/2019	[inv 201000180] ARBUSTES	766,99	15	460,17	306,82	0,00	-306,82
31/12/2019	[inv 201000186] ARBUSTES	115,96	1	115,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000296] PLANTS FORESTIERS	601,35	15	360,81	240,54	0,00	-240,54
31/12/2019	[inv 201000304] VEGETAUX SPECIMENS PARC DASSAULT	605,08	15	363,06	242,02	0,00	-242,02
31/12/2019	[inv 201000305] VEGETAUX SPECIMENS PARC DASSAULT	236,81	1	236,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000308] TAPIS DE SOL MOSAIC BLEU CLAIR / BLEU	269,69	1	269,69	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000348] CONNECTEUR POUR FO MULTIMODE	2 798,64	3	2 798,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000366] THUYA POUR HAIE	313,44	15	188,10	125,34	0,00	-125,34
31/12/2019	[inv 201000441] ROSIERS DIVERS	2 466,28	15	1 479,78	986,50	0,00	-986,50
31/12/2019	[inv 201000460] ASPIRATEUR PP CUVE 7L	386,70	6	386,70	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000478] BANQUE D'ACCUEIL + BUREAU	367,17	10	330,48	36,69	0,00	-36,69
31/12/2019	[inv 201000479] VEGETAUX DIVERS	804,65	15	482,76	321,89	0,00	-321,89
31/12/2019	[inv 201000483] MACHINE A LAVER HOTPOINT	527,25	6	527,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000493] REMORQUE LIDER ESSIEU 750 Kg	1 605,91	8	1 605,91	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000512] PANNEAUX DE SIGNALISATION ROUTIERE ET SUPPORTS	9 981,09	6	9 981,09	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000536] PROJECTEURS 150 W	929,58	6	929,58	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000570] CHALET EN KIT	998,44	6	998,44	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000616] PLANTS FORESTIERS	186,10	1	186,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000646] PLUVIOMETRE	109,53	1	109,53	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000654] OUVRE BOITE ELECTRIQUE	2 260,44	10	2 034,36	226,08	0,00	-226,08
31/12/2019	[inv 201000660] CHARIOT 4 ROUES	91,92	1	91,92	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000689] ASPIRATEUR EAU ET POUSSIERE 17 L KACHER 1400W	74,99	1	74,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000748] ASPIRATEUR JET 50	601,09	6	601,09	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000792] DECORS LUMINEUX	4 831,84	6	4 831,84	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000793] DECORS LUMINEUX	23 202,40	6	23 202,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000813] WINSVRS 2008R2 OLP NL Gov	1 961,77	2	1 961,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000841] ANNONCE FOURNITURE DE VEGETAUX (AAPC)	924,00	5	924,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000860] VESTIAIRE MONOBLOC	305,66	10	275,13	30,53	0,00	-30,53
31/12/2019	[inv 201000871] PLANTES DE TERRE DE BRUYERE	766,40	15	459,81	306,59	0,00	-306,59
31/12/2019	[inv 201000891] BALISAGE LUMINEUX OBSTA	7 245,86	6	7 245,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000928] FEUX TRICOLORES	18 952,27	6	18 952,27	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000970] LECTEUR RADIO/CD PHILIPS	60,00	1	60,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201000976] ROSIERS DIVERS	804,53	15	482,76	321,77	0,00	-321,77
31/12/2019	[inv 201000998] PORTEUR POUSS POUSS	332,12	10	298,89	33,23	0,00	-33,23
31/12/2019	[inv 201100021] JEU RESSORT TORTUE	813,28	6	813,28	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100105] BANC	249,96	1	249,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100106] BAC DE RANGEMENT	50,24	1	50,24	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100120] PORTE METALLIQUE F ET P	622,09	15	331,76	290,33	0,00	-290,33
31/12/2019	[inv 201100139] JEU RESSORT VACHE	667,37	6	667,37	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100143] ARBUSTES HAIE CHAMPETRE	75,90	1	75,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100146] GUIRLANDE 20M LED BLEU	948,43	6	948,43	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 201100147] ARBUSTES	295,06	1	295,06	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100148] ARBUSTES HAIE CHAMPETRE	23,59	1	23,59	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100162] ARBRES	12 648,01	15	6 745,60	5 902,41	0,00	-5 902,41
31/12/2019	[inv 201100233] ARBUSTES DIVERS	7 304,78	15	3 895,92	3 408,86	0,00	-3 408,86
31/12/2019	[inv 201100236] ARBUSTES DIVERS	5 742,72	15	3 062,80	2 679,92	0,00	-2 679,92
31/12/2019	[inv 201100238] SCIE SAUTEUSE GST 135CE 720W	250,37	1	250,37	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100242] PERCEUSE VISSEUSE GSR 14.4 VE	389,75	3	389,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100246] VEGETAUX	1 015,17	15	541,44	473,73	0,00	-473,73
31/12/2019	[inv 201100247] BALISAGE SENTIER BOTANIQUE	1 569,15	6	1 569,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100250] VEGETAUX	298,32	1	298,32	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100251] ARBUSTES	3 484,19	15	1 858,24	1 625,95	0,00	-1 625,95
31/12/2019	[inv 201100267] ARBUSTES HAIE CHAMPETRE	37,75	1	37,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100340] CADRE DE SCHELLEMENT HORODATEURS	502,32	6	502,32	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100368] ARBRES	270,46	1	270,46	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100375] ARBUSTES	1 738,22	15	927,04	811,18	0,00	-811,18
31/12/2019	[inv 201100383] ARBUSTES	408,03	15	217,60	190,43	0,00	-190,43
31/12/2019	[inv 201100394] ARBUSTES	74,63	1	74,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100408] ASPIRATEUR SOUFFLEUR THERMIQUE	403,77	6	403,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100638] SOUFFLEUR A DOS STHILL BR 550	633,50	6	633,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100659] ARBRES FRUITIERS GERFFES HAUTE TIGE	683,64	15	364,64	319,00	0,00	-319,00
31/12/2019	[inv 201100681] TABLE BANC CHENE 4 PLACES	367,17	6	367,17	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100696] ARBUSTES	314,93	15	168,00	146,93	0,00	-146,93
31/12/2019	[inv 201100697] ARBUSTES	7,93	1	7,93	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100743] ROSIERS	5 051,13	15	2 693,92	2 357,21	0,00	-2 357,21
31/12/2019	[inv 201100755] ARBUSTES	216,77	1	216,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100787] SCANNER CANON DR-3010C	995,79	3	995,79	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201100819] MICRO COL DE CYGNE SENNHEISER	322,92	10	258,32	64,60	0,00	-64,60
31/12/2019	[inv 201100931] CAPSULE SENNHEISER ME35	318,14	10	254,48	63,66	0,00	-63,66
31/12/2019	[inv 201100933] SYSTEME MICRO HF SENNHEISER G3	2 045,16	10	1 636,16	409,00	0,00	-409,00
31/12/2019	[inv 201101036] SONO 80W USB CACATOES	534,00	5	534,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201101050] ASPIRATEUR INOX 30 L SEC/EAU JET 30	396,77	6	396,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201101251] SECHE-MAINS ELECTRIQUE 1400W	214,20	6	214,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201101315] SCIE SAUTEUSE GST 135 CE 720W	257,88	1	257,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201101316] MEULEUSE D125 GWS 14-125CI 1400W	175,43	1	175,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201101333] EVOLUTION MATERIEL VIRTUALISATION	16 821,74	3	16 821,74	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201101356] UNITE DE CONTROLE PROJECTEURS	451,25	10	361,04	90,21	0,00	-90,21
31/12/2019	[inv 201101357] REMOTE CONTROLE	1 289,29	10	1 031,44	257,85	0,00	-257,85
31/12/2019	[inv 201101358] PROJECTEURS A LEDS 65W	9 439,43	10	7 551,52	1 887,91	0,00	-1 887,91
31/12/2019	[inv 201101372] TABLE RECTANGULAIRE 120X80	482,61	10	386,08	96,53	0,00	-96,53
31/12/2019	[inv 201101394] CHAISES PLIANTES BLEUES	100,46	1	100,46	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 201101401] RIDEAU 600 LED	4 147,73	6	4 147,73	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201101411] MARTEAU PERFORATEUR 36V GBH	675,96	3	675,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201200126] PANNEAUX DE POLICE	14 927,44	6	14 927,44	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201200201] NETTOYEUR KRANZLE HAUTE PRESSION	1 209,80	6	1 209,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201200241] ARBUSTES	1 181,39	15	551,32	630,07	0,00	-630,07
31/12/2019	[inv 201200517] RONDINS 1M DIAM 140 CHANFREINE	896,64	6	896,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201200546] BACS BOIS ORNEMENT 1220X730	234,18	1	234,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201200547] BACS BOIS ORNEMENT 1220 X 730	10 537,96	6	10 537,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201200678] REFRIGERATEUR BOSCH	458,16	6	458,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201200759] POSTE ANALOGIQUE Alcatel - Temporis 10	67,34	1	67,34	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201200823] DOUBLEUR PORT Eth/Eth RJ45-2xRJ45 0,15m	80,73	1	80,73	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201200893] TELEPHONE HTC Explorer	105,25	1	105,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201200938] ENREGISTREUR VIDEO PANASONIC DMREX773	954,41	6	954,41	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201200989] LAMPADAIRE SPRAY H. 2M	2 938,56	6	2 938,56	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201201135] CORBEILLES RONDES EN TOLE	3 555,71	6	3 555,71	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201201164] FLEUR MULTICOLORE JENNIFER	105,90	1	105,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201201165] NID DOUILLET DIAM 120	131,40	1	131,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201201272] PANNEAUX SIGNALISATION	9 984,73	6	9 984,73	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201201277] CADRE DE SCELLEMENT HORODATEURS	532,22	6	532,22	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201201291] NETGEAR RANGE MAX WIRELESS N300 USB	65,06	1	65,06	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201201292] SWITCH HP Networking 1405-8G v2	299,48	1	299,48	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300012] DALLES GRAVILLONNEES 40 X 40	406,64	6	406,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300017] DELL LATITUDE E5530	3 558,10	3	3 558,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300027] SAN HP4500 G2 SAS 7,2To Storage System	24 839,99	3	24 839,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300037] TELEPHONIE DIVERS MATERIELS	7 155,41	5	7 155,41	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300121] PERCEUSE VISSEUSE MAKITA PERCU 18 V 3AH	1 101,59	3	1 101,59	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300203] PLANTES FEERIES DE NOEL	4 296,49	1	4 296,49	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300204] ARBUSTES FEERIES DE NOEL	4 336,65	15	1 734,66	2 601,99	0,00	-2 601,99
31/12/2019	[inv 201300211] PC DELL OPTIPLEX 3010	1 196,00	3	1 196,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300212] PLANTES DE BRUYERE	1 305,55	1	1 305,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300273] MEMOIRE SERVEUR DDR-3-1333 PC3-10600R hp 8 Go	1 353,39	3	1 353,39	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300313] PC PORTABLE E5530	2 134,86	3	2 134,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300344] PANNEAUX JALONNEMENT	9 725,42	6	9 725,42	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300442] PC PORTABLE DELL LATITUDE E 5530	10 943,40	3	10 943,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300484] PANNEAUX DE SIGNALISATION / SUPPORTS	10 004,74	6	10 004,74	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300518] TELEPHONE PORTABLE HTC EXPLORER	106,44	1	106,44	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 201300559] CHAISES COQUILLES BEIGE	2 008,08	10	1 204,86	803,22	0,00	-803,22
31/12/2019	[inv 201300561] FLECHAGE ET POTEAUX	1 712,67	6	1 712,67	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300584] CHARIOTS PROPRETE	595,61	2	595,61	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300617] MINI CONVERTISSEUR D'INTERFACE GIGABIT	2 511,60	3	2 511,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300643] TAPIS DE SOL	47,25	1	47,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300691] GUIRLANDE LED 20M	949,98	6	949,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300692] GUIRLANDE LED 20M	583,05	6	583,05	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300722] PC PORTABLE DELL LATITUDE E5530	12 402,52	3	12 402,52	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300773] POSTE TELEPHONIQUE Alcatel 4028 IP	2 014,83	5	2 014,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300775] TELEPHONE Alcatel 4028 IP	1 259,27	5	1 259,27	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300777] PC DELL OPTIPLEX 3010	11 960,00	3	11 960,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300879] SWING ROLLER	158,70	10	95,22	63,48	0,00	-63,48
31/12/2019	[inv 201300880] TALKIE WAKIE MOTOROLA (x2)	267,52	5	267,52	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300934] ONDULEUR EATON EX 1500 - On Line - version tour	1 282,79	3	1 282,79	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300935] CARTE DE COMMUNICATION WEB/SNMP	194,00	1	194,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300936] RAILS TELESCOPIQUES pour EX convertible	138,15	1	138,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300937] ONDULEUR EATON EX 3000 - On Line - version rack	916,20	3	916,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300945] JEUX D'IMITATION	2 082,14	5	2 082,14	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201300951] POTELETS AMOVIBLES	3 933,40	6	3 933,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301018] BARRIERE METAL + 2 RALLONGES	128,43	1	128,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301048] REHAUSSE BETON 30x30	141,36	1	141,36	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301049] CANIVEAU SELF 100 grill galva B125	973,07	6	973,07	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301050] CANIVEAU SELF 100 m acier A15	400,66	6	400,66	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301051] BORDURE A2 (2p/48)	500,60	6	500,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301052] BORDURE T2 (3p/18)	623,88	6	623,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301053] BORDURE T1 (4p/32)	1 213,99	6	1 213,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301054] BORDURE P1 (5p/48)	1 340,48	6	1 340,48	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301055] BORDURE CS2 (3p/18)	863,70	6	863,70	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301071] PC DELL OPTIPLEX 3010 (Win7 + 32bits)	7 176,00	3	7 176,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301072] PC PORTABLE DELL LATITUDE E5530	1 459,12	3	1 459,12	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301110] PALOX D'ORNEMENTS 1000x1000x705	4 606,90	6	4 606,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301111] PALOX D'ORNEMENTS 1000x1000x415	3 981,01	6	3 981,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301113] JALONNEMENT car 32-5,89-1,89-3,32-4,ens 17	6 581,37	6	6 581,37	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201301156] MODULE TOBOGGAN	71,89	1	71,89	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201400037] PC DELL OPTIPLEX 3010	14 950,00	3	14 950,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201400081] IAVE LINGE FAURE	345,99	6	288,35	57,64	0,00	-57,64
31/12/2019	[inv 201400132] LAVE VAISSELLE PROLINE	289,00	1	289,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201401160] POULAILLER COTTAGE	149,00	1	149,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201401183] POSTE CACATOES PHILIPS	325,13	5	325,13	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2014012054] ASPIRATEUR EAU ET POUSSIERE KARCHER	51,50	1	51,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2014012078] Optiplex 3020 SFF - Win7 Pro 3	19 950,00	3	19 950,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 2014012079] Latitude E5540 - Win7 Pro 32bi	4 620,00	3	4 620,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2014012099] SIEGE POUR TRACTEUR KUBOTA	363,96	6	300,00	63,96	0,00	-63,96
31/12/2019	[inv 2014012166] POSTE LECTEUR CD MP3	294,98	1	294,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2014012167] POSTE CD MP3 PHILIPS / ENCEINTES	105,90	1	105,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2014012314] POSTE CD MP3 PHILIPS/MICRO/JEUX ROUTIERS	458,88	6	380,00	78,88	0,00	-78,88
31/12/2019	[inv 2014012448] OPTIPLEX 3020 SFF	3 120,00	3	3 120,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201401379] PROJECTEUR PANASONIC	1 200,00	3	1 200,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201401528] tondeuse HONDA HRH HXE 536	1 783,20	6	1 485,20	298,00	0,00	-298,00
31/12/2019	[inv 201401529] débroussailluse STHILL FS 90 R	367,23	6	305,21	62,02	0,00	-62,02
31/12/2019	[inv 201401588] Dell Optiplex 3020 SFF	15 960,00	3	15 960,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201401807] CHARIOT	666,00	6	555,00	111,00	0,00	-111,00
31/12/2019	[inv 201401808] CHARIOT CUISINE	201,60	1	201,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 201401809] CHARIOT CUISINE	556,80	6	460,00	96,80	0,00	-96,80
31/12/2019	[inv 2015012455] PC Dell Optiplex 3020 MT	1 248,00	3	1 248,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2015012672] PC PORTABLE DELL LATITUDE E5540	9 000,00	3	9 000,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2015012673] DELL OPTIPLEX 3020 SFF + MSOff	7 980,00	3	7 980,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2015012674] CHAISES LONGUES LENA	1 070,73	5	856,22	214,51	0,00	-214,51
31/12/2019	[inv 2015012845] Distributeur de graisse	523,14	6	348,00	175,14	0,00	-175,14
31/12/2019	[inv 2015012864] LICENCE NXPOWERLITE Serveur v6	1 864,80	2	1 864,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2015012883] roue avant de secours tondeuse	309,10	6	204,00	105,10	0,00	-105,10
31/12/2019	[inv 2015012910] CABLE ALIM batterie PELLENC (secateur)	360,00	6	240,00	120,00	0,00	-120,00
31/12/2019	[inv 2015013165] MARCHEPIED 5 MARCHES ALU	138,00	1	138,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2015013821] KAS ADVANCED Endpoint Security	16 996,50	2	16 996,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2015014200] TABOURETS	478,42	6	316,00	162,42	0,00	-162,42
31/12/2019	[inv 2015014201] TABOURETS	235,41	1	235,41	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2016014763] Cage renard/ nasse à pies/ collet	486,50	6	243,00	243,50	0,00	-243,50
31/12/2019	[inv 2016014816] FILETS DE HOCKEY EN SALLE	153,18	5	90,00	63,18	0,00	-63,18
31/12/2019	[inv 2016042505] SCIE SABRE DEWALT 1100W DWE305PK	247,08	1	247,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2016042667] PARASOLS ANZIO 2,3 M PUSHUP	479,84	6	239,92	239,92	0,00	-239,92
31/12/2019	[inv 2016042668] PIEDS DE PARASOL BETON 25KG GRIS	391,30	6	195,66	195,64	0,00	-195,64
31/12/2019	[inv 2016042669] BAINS DE SOLEIL LETTINO BLANC	299,75	6	149,88	149,87	0,00	-149,87
31/12/2019	[inv 2016042670] CHAISES BISTRO METAL VERVEINE	299,40	6	149,70	149,70	0,00	-149,70
31/12/2019	[inv 2016042671] TABLES BISTRO D96 PRUNE	318,00	6	159,00	159,00	0,00	-159,00
31/12/2019	[inv 2016043067] CONTROLEUR DE SIGNAUX DMX CX1 POUR FEUX TRICOLORES	414,00	6	207,00	207,00	0,00	-207,00
31/12/2019	[inv 2016043254] PERCEUSE VIS. GSR 14.4V-EC 4.0AH	366,00	6	183,00	183,00	0,00	-183,00
31/12/2019	[inv 2016043497] ACHAT DECORATIONS DE NOEL	7 923,38	6	3 961,68	3 961,70	0,00	-3 961,70

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2019	[inv 2017043692] DECORATIONS DE NOEL	644,28	6	214,76	429,52	0,00	-429,52
31/12/2019	[inv 2017044173] ASPIRATEUR TASKI	517,58	6	172,52	345,06	0,00	-345,06
31/12/2019	[inv 2017044602] TAPIS FLOTTANT 8M	353,47	5	141,38	212,09	0,00	-212,09
31/12/2019	[inv 2017044810] MATERIEL ELECTRIQUE : ALIM ELECT FEERIES/PATINOIRE	4 430,66	6	1 476,88	2 953,78	0,00	-2 953,78
31/12/2019	[inv 2017044892] Extension de garantie 5 ans/site	1 920,00	3	1 280,00	640,00	0,00	-640,00
31/12/2019	[inv 2017044933] Matériel électrique	6 452,16	6	2 150,72	4 301,44	0,00	-4 301,44
31/12/2019	[inv 2017044941] Matériel électrique	1 032,58	6	344,20	688,38	0,00	-688,38
31/12/2019	[inv 2017045004] Achat de fournitures pour les Fêtes de Noël 2017	861,57	6	287,20	574,37	0,00	-574,37
31/12/2019	[inv 2017045094] Fournitures d'éléments de décoration Fêtes 2017	3 464,83	6	1 154,94	2 309,89	0,00	-2 309,89
31/12/2019	[inv 2018045183] TOILE HORS SOL NOIRE	801,36	6	133,56	667,80	0,00	-667,80
31/12/2019	[inv 2018045205] Moquette extérieure Fêtes 2017	1 439,16	6	239,86	1 199,30	0,00	-1 199,30
31/12/2019	[inv 2018045245] TOUR DE SON TECHATL 100X NOI	99,00	1	99,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2018045457] Echelle	376,58	5	75,32	301,26	0,00	-301,26
31/12/2019	[inv 2018045486] CERF BLANC FEERIES	869,99	6	145,00	724,99	0,00	-724,99
31/12/2019	[inv 2018045582] PONCEUSE EXCENTRIQUE GEX125-150AVE 400W	329,52	3	109,84	219,68	0,00	-219,68
31/12/2019	[inv 2018045720] Crosscall Trekker M1 core	976,18	3	325,39	650,79	0,00	-650,79
31/12/2019	[inv 2018045808] GYMNASSE COUBERTIN : 1 NETTOYEUR KARCHER	199,90	1	199,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv PENF1108] micro ordinateur HP DF412F	1 585,90	1	1 585,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv PENF1325] 2 POUSETTES + HABILLAGE	1 436,00	2	1 436,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv PENF1597] Etudes crèche saint quentin	35 796,32	5	35 796,32	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv PENF874] 6 meubles	426,86	5	426,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv PENF998] BUNGALOW	2 172,91	1	2 172,91	0,00	0,00	0,00
Divers							
31/12/2019	[inv 201300885] BARNUM 3 X 3	1 673,80	6	1 673,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2014012502] PERCEUSE VISSEUSE GSR10	277,82	1	277,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2019	[inv 2014012503] MARTEAU PARFORATEUR GBH 18V + EMBOUTS	843,13	6	702,60	140,53	0,00	-140,53
TOTAL GENERAL		3 027 489,41					-820 910,62

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	553 096,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	46 904,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					3 062 199,00	2 647 623,97											17 025,02	64 086,92
ANRH	2003	P	A.N.R.H / POUR LA CREATION D'UN C.A.T	CDC	295 829,00	69 351,66	3,67	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,940	A-1	EUR	1 693,65	17 502,18
ANRH	2014	P	Extension 6 places de l'Etablissement ou Services d'Aide par le Travail	CDC	299 174,00	241 832,24	24,00	A	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	A-1	EUR	1 978,57	9 972,48
ANRH	2014	P	Extension 6 places de l'Etablissement ou Services d'Aide par le Travail	CDC	297 296,00	183 332,61	9,00	A	F	Taux fixe à 0.71 %	0,710	F	Taux fixe à 0.71 %	0,710	A-1	EUR	1 385,89	19 819,72
SCI ST PIERRE	2018	P		CREDIT AGRICOLE	2 169 900,00	2 153 107,46	24,69	M	F	Taux fixe à 1.99 %	2,010	F	Taux fixe à 1.99 %	1,720	A-1	EUR	11 966,91	16 792,54
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					56 707 798,83	39 143 371,66											715 098,32	2 185 056,60

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
1001 VIES HABITAT	2018	P		CDC	510 016,57	462 241,90	16,83	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	6 564,91	24 047,49
LOGEMENT FRANCILIEN	2006	P		CDC	20 386,25	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.3	3,550	V	Livret A + 1.3	7,520	A-1	EUR	158,33	2 098,40
OPH DE L'OISE	1989	P	OPAC / 50 LOGTS SENEFONTAINE	CDC	134 590,83	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	4 486,38
OSICA	2003	P	HLM NOUVEAU LOGIS PICARD/ 25 LOGTS AV DES ECOLES	CDC	1 085 370,43	345 084,14	4,67	A	V	Livret A + 0.52	2,770	V	Livret A + 0.52	1,270	A-1	EUR	5 272,67	70 086,60
OSICA	2003	P	HLM NOUVEAU LOGIS PICARD / 28 LOGTS RUE DES ECOLES	CDC	1 220 257,42	438 482,05	5,67	A	V	Livret A + 0.52	2,770	V	Livret A + 0.52	1,270	A-1	EUR	6 514,10	74 439,26
OSICA	2003	P	HLM NOUVEAU LOGIS PICARD / 73 LOGTS ZAC ST JEAN	CDC	3 519 076,78	947 011,28	4,67	A	V	Livret A + 1.3	3,550	V	Livret A + 1.3	2,040	A-1	EUR	23 333,07	191 187,32
OSICA	2010	P	Réhabilitation 94 logts résidence Sénéfontaine	CDC	725 525,00	509 456,27	15,50	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	1,000	A-1	EUR	5 386,70	29 213,97
OSICA	2018	P	Réhabilitation de 135 logements , 1 à 8 rue Franz Liszt	CDC	2 246 968,61	2 170 805,73	23,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	20 149,72	76 162,88
OSICA	2018	P	Réhabilitation 135 logts Résidence Franz Liszt St Jean	CDC	491 599,27	471 472,02	24,25	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,340	A-1	EUR	6 468,54	16 128,93
OSICA	2018	P	Réhabilitation 101 logts Résidences Bach et Haendel St Jean	CDC	1 590 102,12	1 513 738,16	29,83	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,340	A-1	EUR	20 865,77	38 512,43
OSICA	1999	P	HLM LE NOUVEAU LOGIS / 58 LOGTS ZAC SENEFONTAINE	CDC	2 196 543,21	538 972,65	3,67	A	V	Livret A + 0.52	2,770	V	Livret A + 0.52	1,270	A-1	EUR	8 577,67	136 434,35
OSICA	1999	P	HLM LE NOUVEAU LOGIS / ZAC ST JEAN	CDC	1 399 003,33	406 092,66	4,67	A	V	Livret A + 0.52	2,770	V	Livret A + 0.52	1,270	A-1	EUR	6 204,84	82 477,42
SA HLM LE NOUVEAU LOGIS PICARD	2004	P	SA HLM LE NOUVEAU LOGIS PICARD	DEXIA CL	39 999,90	20 767,72	9,00	A	V	Libor USD 12M(Postfixé) + Taux fixe 0% à barrière 7% sur Libor USD 12M(Postfixé) (Marge de -0.23%)	3,140	V	Euribor 12M + 0.14	0,020	A-1	EUR	-11,37	1 663,23
SAHLM DE L'OISE	2014	P	Réhabilitation 161 Logts Clos St Antoine	CDC	2 067 338,00	1 616 096,65	14,83	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,590	A-1	EUR	27 366,71	94 322,56
SAHLM DE L'OISE	2014	P	Réhabilitation 458 logts ZUP Argentine	CDC	2 610 860,00	2 040 983,16	14,92	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,600	A-1	EUR	34 561,66	119 120,83

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SAHLM DU BEAUVAISIS	2018	P	SA HLM DU BEAUVAISIS Compactage n°8	CDC	12 789 974,90	12 307 316,75	28,07	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,940	A-1	EUR	141 535,83	354 641,27
SAHLM DU BEAUVAISIS	2018	P	SA HLM DU BEAUVAISIS Compactage n° 3	CDC	232 179,93	225 742,03	28,07	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,940	A-1	EUR	2 569,34	6 437,90
SAHLM DU BEAUVAISIS	2005	C	HLM BVAISIS / refinancement n° 94101 et 97101	DEXIA CL	5 521 693,24	3 363 327,13	15,67	A	V	Taux fixe à 1.8 %	1,800	F	Euribor 12M + 0.25	0,020	A-1	EUR	3 044,14	211 000,00
SAHLM DU BEAUVAISIS	1997	P	HLM BVAISIS / 24 LOGTS RUE DE LA MADELEINE	Crédit Foncier	795 067,36	134 535,68	1,25	A	F	Taux fixe à 6 %	6,000	F	Taux fixe à 6 %	6,000	A-1	EUR	11 707,86	60 595,38
SAHLM DU BEAUVAISIS	2005	P	HLM BVAISIS / Refinancement n° 93119,93201,94102,95101	DEXIA CL	6 178 245,68	3 932 245,68	15,75	A	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	F	Taux fixe 3.55% à barrière 7% sur Libor USD 12M(Postfixé) (Marge de 0.2%)	3,590	B-4	EUR	149 488,00	221 000,00
SAHLM DU BEAUVAISIS	2006	P	HLM BVAISIS/ Refinancement n° 93110,93120,93211,00102,00101,94103	CE	9 933 000,00	6 299 000,00	15,98	A	F	Taux fixe à 3.1 %	3,150	F	Taux fixe 3.48% si Spread CMS EUR 10A(Postfixé)-CMS EUR 2A(Postfixé) >= 0.1% sinon (6.6% - 5 x sprea	3,520	E-3	EUR	235 339,83	371 000,00
Sté Les patinoires modernes	2019	M	Les Patinoires modernes	Credit agricole Brie Picardie	1 400 000,00	1 400 000,00	25,00	M	F		2,420	F	2.42	0,000	-		0,00	0,00
TOTAL GENERAL					59 769 997,83	41 790 995,63											732 123,34	2 249 143,52

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	4 381 266,86
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	9 331 281,44
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	13 712 548,30
Recettes réelles de fonctionnement	II	85 312 970,35

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	16,07
---	---------------	--------------

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.5

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					3 111 400,00	3 111 400,00	0,00
Au profit d'organismes publics					3 111 400,00	3 111 400,00	0,00
2019	Portage foncier Immeuble anc pouponniere av JMoulin K1446/1447 Acq1,1MHT+Trvx530KHT	EPFLO	5	A	1 956 000,00	1 956 000,00	0,00
2019	Portage foncier Immeuble anc.McDonald rue Carnot M106/253 Acq1,09M€+Frs 65,4K€	EPFLO	5	A	1 155 400,00	1 155 400,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					3 111 400,00	3 111 400,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dettes en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dettes en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

**B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 2313-1 du CGCT)**

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
<u>Associations</u>		
A DOMICILE 60	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
A VRAI DIRE	5 000,00	
ABC - ASSOC BEAUVAIS CATHEDRALE	10 000,00	
ABCA - ASSOC BEAUVAISIENNE DE CATCH ET ATHLETISME	1 000,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ABE - ACADEMIE BEAUVAISIENNE D'ESCRIME	50 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ABIL -ASSOC BEAUVAIS IN LINE	5 000,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ACAB-ASSOC DE COURSE A PIED ET DE SPORTS ATHLETIQUES DU BEAUVAISIS	1 500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ACCUEIL ET PROMOTION RESIDENCE JEUNES DE BEAUVAIS (FJT Beauvais)	45 000,00	
ACIV - ASSOC CULTURELLE INTERNATIONALE DE VOLONTAIRES	0,00	/Locaux permanents/
ACPG CATM SECTION DE BEAUVAIS	450,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ADAPEI 60 - LIOVETTE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ADARS - ASSOC DEPARTEMENTALE D'ACCUEIL ET DE REINSERTION SOCIALE	5 000,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ADOMA	0,00	Materiel
ADOS DE TORTUE	0,00	/Locaux permanents/
ADPAMB ASSOC DE DEFENSE ET DE PROMOTION DES ASSISTANTES MATERNELLES DU BEAUVAISIS	470,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ADPC 60 - ANTENNE DE BEAUVAIS JEAN-MOULIN	1 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ADPC 60 - ANTENNE LOCALE DE BEAUVAIS SAINT-JEAN	1 500,00	/Locaux permanents/
ADPEP 60	0,00	Materiel
ADSEAO - ASSOC DEPARTEMENTALE POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE A L'ADULTE DE L'OISE	45 000,00	/Locaux permanents/Materiel
AEROCUB DU BEAUVAISIS	0,00	Materiel
AFIB - ASSOC FAMILIALE INTERCOMMUNALE DE BEAUVAIS	37 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
AFM TELETHON	0,00	
AFSEP - ASSOC FRANCAISE DES SCLEROSES EN PLAQUES	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AGENCE POUR LE PICARD	0,00	/Locaux permanents/
AGVB ASSOC GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DE BEAUVAIS	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AJL ASSOC JORGE LUBAKI	1 565,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ALCOOLIQUE ANONYMES	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ALEP - ASSOC LUTTE POUR L'ENVIRONNEMENT EN PICARDIE	900,00	
AMAP - ASSOC POUR LE MAINTIEN DE L'AGRICULTURE PAYSANNE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AMERICAN GYM (HALTERO CLUB BEAUVAIS)	2 000,00	/Locaux permanents/Materiel
AMICALE CYCLISTE BEAUVAIS VOISINLIEU	0,00	Materiel
AMICALE DES ANCIENS MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS DU BEAUVAISIS	650,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AMICALE DES RANDONNEURS PEDESTRES DU BEAUVAISIS	200,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AMICALE DES RETRAITES BOCH	0,00	Materiel
AMICALE DU PERSONNEL DU CENTRE HOSPITALIER DE BEAUVAIS	500,00	
AMICALE FRANCO-MALIENNE DE L'OISE	1 320,00	Materiel
AMICALE INTERREGIONALE FRANCO MAROCAINE	4 000,00	
AMPHIBIA	500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
APCE - ASSOC POUR LE COUPLE ET L'ENFANT	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
APEDYS OISE	500,00	
APEI DE BEAUVAIS ET SA REGION	2 000,00	Materiel
APF - ASSOC DES PARALYSES DE FRANCE DELEGATION DE L'OISE	2 000,00	/Locaux permanents/Materiel
APPMA LA TRUIE DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
APPRENTIS D'AUTEUIL	0,00	Materiel
APSLO - ASSOC PROFESSION SPORT ET LOISIRS OISE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
APSUS - Assoc du Personnel aux Soins d'Urgence et de Secours SAMU60	0,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
AQAS Qui m'aime me suive	0,00	Materiel
ARGENTINE EN FÊTE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AS ALLONNE SECTION FOOTBALL	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AS GIMA MASSEY	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASBM ASSOC SPORTIVE BEAUVAIS MARISSSEL SECTION BILLARD	2 000,00	/Locaux permanents/
ASBO - ASSOC SPORTIVE BEAUVAIS OISE	270 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ASCA - ASSOC CULTURELLE ARGENTINE	481 600,00	/Locaux permanents/
ASCAO- ASSOC SOCIO-CULTURELLE DES AFRICAINS DE L'OISE	4 720,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ASCE actions socio culturelles pour la citoyenneté et l'égalité	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ASCOM - ASSOC DES COMMUNAUX DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASCOM TENNIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASPTT BEAUVAIS	11 500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSO COLLEGE CHARLES FAUQUEUX	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC BEAUVAISIENNE D'AQUARIOPHILIE	500,00	/Locaux permanents/
ASSOC COLLEGE HENRI BAUMONT	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC DE GESTION DES CRECHES ET HALTE GARDERIE PIERRE JACOBY	720 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ASSOC DE L'ESPACE ARGENTINE	0,00	Materiel
ASSOC DES CADRES DE LA REGION DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC DES COMMERCANTS D'ARGENTINE	0,00	Materiel
ASSOC DES COMMERCANTS DE ST LUCIEN	0,00	Materiel
ASSOC DES IVOIRIENS DE BEAUVAIS OISE AIBO	1 720,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ASSOC DES PLUMES MESNILOISES	0,00	Materiel
ASSOC ELA	400,00	
ASSOC EMMAUS BEAUVAIS	8 000,00	Materiel
ASSOC FRANCE PALESTINE SOLIDARITE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC FRANCO-TURQUE	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC GENEALOGIQUE DE L'OISE AGO	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC LES GILETS JAUNES	0,00	Materiel
ASSOC POUR LA SOLIDARITE EN AFRIQUE CENTRALE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC POUR LE DON DE SANG BENEVOLE DE BEAUVAIS ET SA REGION	700,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ASSOC POUR LE RAYONNEMENT DU VIOLONCELLE	61 000,00	Personnel/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ASSOC ROSALIE	2 000,00	Materiel
ASSOC SOCIO CULTURELLE ESPOIR ET FRATERNITE ASCEF	0,00	Materiel
ASSOC SPORTIVE CULTURELLE BEAUVAIS SETUBAL MIMOSAS DE PORTUGAL	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ASSOC SPORTIVE DE LA POLICE DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ASSOC SPORTIVE SAINT ESPRIT	0,00	Materiel
ASSOC SPORTIVE VOISINLIEU TWIRLING	1 300,00	
ASSOC SPORTS ET LOISIRS DU QUARTIER PLOUY ST LUCIEN	0,00	/Locaux permanents/
ASSOC SYNDICALE LIBRE DU TILLOY	0,00	Materiel
ATELIER CREATIF	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ATELIER LES PETITES MAINS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AVENIR PLUS	800,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AVF - ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES	300,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
AÏKIDO CLUB DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BABY CLUB DE BEAUVAIS	1 500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BBCO BEAUVAIS BASKET CLUB OISE	30 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BEAUVAIS ANADOLU	0,00	
BEAUVAIS ARGENTINE AQUARIOPHILIE	3 500,00	Materiel
BEAUVAIS BIKE	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BEAUVAIS DANSE SPORTIVE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BEAUVAIS DANSES LATINES	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS GR (Beauvais Gymnastique Rythmique)	1 500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BEAUVAIS JUDO JUJITSU BRESILIEN	2 800,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BEAUVAIS MMA (ex Beauvais Pancrace Team)	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS MOTO-CLUB	600,00	Materiel

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BEAUVAIS OISE TENNIS	16 500,00	/Locaux permanents/Materiel
BEAUVAIS OISE UNITED CLUB OF BADMINTON	4 000,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS PATAPLOUF	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS RUGBY CLUB "LES INDEPENDANTS"	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BEAUVAIS SHOPPING (ex BBP - Beauvais boutiques plaisirs)	45 600,00	/Locaux permanents/Materiel
BEAUVAIS TEAM CYCLISTE	5 000,00	Materiel
BEAUVAIS TRIATHLON	28 000,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BEAUVAIS TT (Tennis de table de Beauvais)	3 000,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BEAUVAIS UNITED COMMUNEAUX	400,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS WOLF BASKETBALL	1 200,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS XV RUGBY CLUB	210 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BEAUVAISIS AQUATIC CLUB	38 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BEAUVELO	0,00	Materiel
BEHAR FRANCO KOSOVARD	0,00	
BENKADI	2 391,20	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BGE PICARDIE	3 500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BIEN DANS SON ASSIETTE A L'AISE DANS SES BASKETS	2 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BIO VAIS	0,00	Materiel
BO-WAY INK	0,00	Materiel
BOUC ATHLETISME	9 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BOUC BADMINGTON	0,00	Materiel
BOUC BASKET	0,00	Materiel
BOUC HAND BALL	92 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
BOUC SPORT AU TAMBOURIN	1 500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BOUC VOLLEY	130 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
CANTUS FELIX	3 300,00	Materiel
CARTOPHIL OISE	0,00	Materiel
CCMO EVEIL - CRECHE BISOUS D'ESQUIMAUX	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
CENTRE MEDICO SCOLAIRE	0,00	/Locaux permanents/
CENTRE RABELAIS LANGAGE ET INTEGRATION (subv classe decouverte)	106,68	
CENTRE SPORTIF SAINT LUCIEN BEAUVAIS	2 000,00	
CERCLE NAUTIQUE DE BEAUVAIS	2 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
CIDFF - CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CIMG COMMUNAUTE ISLAMIQUE MILLI GORUS	0,00	Materiel
CISD - CENTRE INTERCOMMUNAL DE SERVICES A DOMICILE ALLO J'ECOUTE	2 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CLUB AGE D'OR	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
CLUB D'ESCALADE DU BEAUVAISIS	3 146,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
CLUB DANIELLE SABLE DES ANCIENS DE MARISSSEL	2 200,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
CLUB DE BRIDGE DE BEAUVAIS	0,00	Materiel
CLUB DE CANOE KAYAK DU BEAUVAISIS CCK	1 800,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CLUB DES AMATEURS D'OISEAUX DU BEAUVAISIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
CLUB DES CHIENS DE DEFENSE	0,00	Materiel
CLUB DU BEAUVAISIS DE LA RETRAITE SPORTIVE CBRS	1 800,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
CLUB FEMININ ARGENTINE LOISIRS MARIE-ANTOINETTE LECLERCQ	500,00	/Locaux permanents/
CLUB RETRAITE GAIETE LOISIRS	1 300,00	
COALLIA	0,00	Materiel
COLLECTIF POLYGLONE (photomnales)	0,00	Materiel
COLLEMBOLE ET COMPAGNIE	1 420,00	
COMITE D'ENTR'AIDE SAINT-JACQUES VOISINLIEU	800,00	
COMITE DE DEFENSE DES LOCATAIRES	1 000,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
COMITE DE JUMELAGE BEAUVAIS	15 000,00	Personnel/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMITE DE L'OISE DE LA LIGUE CONTRE LE CANCER	500,00	Materiel
COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE DE L'OISE	0,00	Materiel
COMITE DES FETES DE MARISSSEL	3 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
COMITE DES FETES DE ST-JUST DES MARAIS ST-QUENTIN	3 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
COMITE DES FORAINS DE L'OISE	0,00	Materiel
COMITE DES SAGES	0,00	/Locaux permanents/
COMITE MISS OISE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
COMITE MISS PICARDIE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
COMITE MISTER PICARDIE	0,00	Materiel
COMITE OISE DE HANDBALL	0,00	Materiel
COMITE REGIONAL PICARDIE	0,00	Materiel
COMPAGNIE D'ARC JEANNE-HACHETTE	2 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
COMPAGNIE DE LA CYRENE	2 000,00	
COMPAGNIE DE LA YOLE	5 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CONSEIL CITOYEN BEAUVAIS ARGENTINE	1 505,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CONSEIL CITOYEN SAINT LUCIEN	0,00	/Locaux permanents/
CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE PICARDIE	0,00	/Locaux permanents/
COOP SCOL A. CAMUS MATERNELLE	1 290,00	
COOP SCOL A. CAMUS PRIMAIRE	200,00	
COOP SCOL ANDERSEN MATERNELLE	730,49	
COOP SCOL ELSA TRIOLET/ GREBER MATERNELLE	1 905,00	
COOP SCOL GASTON SUEUR MATERNELLE	1 075,00	
COOP SCOL GRENOUILLERE MATERNELLE	1 140,00	
COOP SCOL J MICHELET MATERNELLE	925,00	
COOP SCOL J. MACE MATERNELLE	700,00	
COOP SCOL J.MOULIN MATERNELLE	1 250,00	
COOP SCOL JF LANFRANCHI PRIMAIRE	654,68	/Locaux partiels ou occasionnels/
COOP SCOL JULES VERNE MATERNEL	925,00	
COOP SCOL LAUNAY MATERNELLE	1 176,00	
COOP SCOL LAUNAY PRIMAIRE	325,00	
COOP SCOL M PAGNOL MATERNELLE	925,00	
COOP SCOL M PAGNOL PRIMAIRE	325,00	
COOP SCOL MARISSSEL A PRIMAIRE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
COOP SCOL P BERT PRIMAIRE	575,00	
COOP SCOL P.PICASSO MATERNELLE	950,00	
COOP SCOL PAUL BERT MATERNELLE	1 030,00	
COOP SCOL VOISINLIEU MATERNELLE	925,00	
COOP. SCOL. ROSTAND PRIMAIRE	390,00	
COOP.SCOL VICTOR DURUY PRIMAIRE	250,00	
COOP.SCOL. BOSSUET PRIMAIRE	325,00	
COOP.SCOL. BRIQUETERIE MATERNELLE	780,00	
COOP.SCOL. COUSTEAU PRIMAIRE	1 572,00	
COOP.SCOL. ECOLE DE L'EUROPE	650,00	
COOP.SCOL. EMILE FOEX PRIMAIRE	525,00	
COOP.SCOL. G. DARTOIS PRIMAIRE	390,00	
COOP.SCOL. G. REGNIER PRIMAIRE	325,00	
COOP.SCOL. JEAN MACE PRIMAIRE	250,00	
COOP.SCOL. JEAN MOULIN PRIMAIRE	636,28	
COOP.SCOL. KERGOMARD MATERNELLE	925,00	
COOP.SCOL. L.ARAGON PRIMAIRE	325,00	
COOP.SCOL. LANFRANCHI MATERNELLE	1 195,57	
COOP.SCOL. LEBESGUE MATERNELLE	1 125,00	
COOP.SCOL. P. ELUARD MATERNELLE	775,00	
COOP.SCOL. PERRAULT MATERNELLE	1 050,00	
COOP.SCOL. ST EXUPERY PRIMAIRE	250,00	
COOP.SCOL.PREVERT PRIMAIRE	200,00	
COS -COMITE DES OEUVRES SOCIALES DU PERSONNEL MUNICIPAL	267 161,98	Personnel/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
COURSE A PIED BEAUVAIS OISE	600,00	/Locaux partiels ou occasionnels/

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CPK - CLUB DE PLONGEE KOOL	500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CRE'ARTS Chez Mme Marie-Christine GLODT	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
CRESCENDO KOLOBANE - LE CHAT PERCHE	306 150,00	Materiel
CROIX-ROUGE FRANCAISE	0,00	/Locaux permanents/
CSF Confédération syndicale des familles	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
DANSE ET SPECTACLE	800,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
DANSELAVIE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
DELIRE D'ECRIRE	0,00	Materiel
DESTIN DE FEMMES	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
DETENTE POUR TOUS	2 200,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
DIAPHANE	58 000,00	Personnel/Locaux partiels ou occasionnels/
DISTRICT OISE DE FOOTBALL	0,00	Materiel
DISTRICT UNSS OUEST	0,00	Materiel
DJF EVENTS	0,00	Materiel
ECHIQUEUR BEAUVAISIEN	1 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ECOLE DE JUDO DE BEAUVAIS	2 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ECOLE DU CHAT DE L'OISE	200,00	
ECUME DU JOUR	26 000,00	/Locaux permanents/
EGLISE CATHOLIQUE DE BEAUVAIS	0,00	Materiel
EGLISE PROTESTANTE UNIE DE BEAUVAIS	0,00	Materiel
ELAN-CES	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
EN AVANT LES ENFANTS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ENSEMBLE VOCAL CANA	150,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ENTENTE BEAUVAISIENNE DE PETANQUE	4 700,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ENTR'AIDE SAMU SOCIAL OISE	0,00	/Locaux permanents/
ENTRAIDE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ENTREDANSES (CIE K)	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ENVOL	400,00	
ESAT BEAUVAIS	0,00	Materiel
ESCALE EN BEAUVAISIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ESCOPETTE PICARDE	2 500,00	/Locaux permanents/
ESPACE GALILEE	0,00	Materiel
ESPOIR SPORT CYCLISTE BEAUVAIS	0,00	/Locaux permanents/
ESSENTIEL STYLE BEAUVAIS	3 930,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ETOILE DE SOI	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
EUROP RAID	0,00	Materiel
EXTERNAT MEDICO PEDAGOGIQUE DE VOISINLIEU	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
FALCAO BAHIA CAPOEIRA BEAUVAIS -(ex -CAPOEIRA AGUIA DOURADA BEAUVAIS)	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
FEDDE PINAL PULLAR	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
FEDERATION DE LA LIBRE Pensee DE L'OISE	0,00	Materiel
FEDERATION GENERALE DES RETRAITES DES CHEMINS DE FER	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
FEDERATION OISE POUR LA PECHE	0,00	Materiel
FIL D'ARIANE ANTENNE DE BEAUVAIS	4 000,00	
FITNESS CLUB BEAUVAISIEN	1 500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
FNACA - FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS EN ALGERIE MAROC ET TUNISIE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
FOLKLORE SANS FRONTIERES	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
FONDATION 30 MILLIONS D'AMIS	8 750,00	
FOOTBALL CLUB DE SAINT-JUST-DES-MARAIS	3 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
FORME PLAISIR DANS LE MONDE MODERNE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
FOYER DES JEUNES TRAVAILLEUSES FJT LOUISE MICHEL	160 400,00	
FRANCAS DE L'OISE	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
FRANCE ALZHEIMER OISE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
FULL CONTACT BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
France VICTIMES 60	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
GACRO 60 Artisans et Commerçants retraités de l'Oise	0,00	Materiel
GARAGE SOLIDAIRE DU BEAUVAISIS	0,00	Materiel
GEM LE CLUB BEAUVAISIEN	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
GEMOB - GROUPE D'ETUDE DES MONUMENTS ET OEUVRES D'ART DE L'OISE ET DU BEAUVAISIS	2 000,00	/Locaux permanents/
GENDARMERIE NATIONALE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
GEPSLP - Groupement employeurs profession Sport et Loisirs en Picardie	3 500,00	
GORIDE	0,00	/Locaux permanents/
GRECB - GROUPE DE RECHERCHES ET D'ETUDES DE LA CERAMIQUE DU BEAUVAISIS	2 000,00	/Locaux permanents/
GROUPE SOS JEUNESSE OISE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
GROUPEMENT D'UTILISATION DU BOXER	0,00	/Locaux permanents/
GROUPEMENT PHILATELIQUE DU BEAUVAISIS	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
GYM STEP TONIC	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
H DANCE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
HANICROCHES	600,00	/Locaux permanents/
HLM DE L'OISE	0,00	Materiel
HOMMES GRENOUILLES DE BEAUVAIS	2 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
HORS CADRE	1 800,00	
HYPE	1 710,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
IFEP - INSERTION - FORMATION - EDUCATION PREVENTION	360,00	
IMPROTHEO LIGUE D'IMPROVISATION THEATRALE DE L'OISE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
INTERNATIONAL INNER WHEEL	0,00	Materiel
ITINER'AIR	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
JARDIN DE LA PAIX PARC LEBLANC	0,00	Materiel
JARDINS DURABLES DE LA MIE AU ROY	300,00	/Locaux permanents/
JARDINS FAMILIAUX BEAUVAIS MARISSSEL	600,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
JARDINS FAMILIAUX JEAN ROSTAND	0,00	Materiel
JARDINS FAMILIAUX SECTION BEAUVAIS CENTRE	600,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
JARDINS FAMILIAUX SECTION NOTRE DAME-DU-THIL	500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
JARDINS FAMILIAUX SECTION SAINT QUENTIN	300,00	
JARDINS FAMILIAUX SECTION SAINT-JUST DES MARAIS	700,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
JARDINS FAMILIAUX SECTION SAINTE-HELENE	600,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
JARDINS FAMILIAUX SECTION VOISINLIEU	600,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
JEANNE DE LA LUNE	450,00	
JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE BEAUVAIS	1 000,00	/Locaux permanents/
JUDO BEAUVAIS OISE JBO	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
KIWANIS CLUB DE BEAUVAIS	0,00	Materiel
KRAKOWIAK	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
L'ARCHE	0,00	Materiel
LA BALAYETTE A CIEL	2 500,00	/Locaux permanents/
LA BANDE DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LA BATOUDE CENTRE DES ARTS DU CIRQUE ET DE LA RUE	112 500,00	/Locaux permanents/Materiel
LA COMPASSION	0,00	Materiel
LA FARANDOLE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LA LICORNE FLEURIE /LES VICTORYNES DE BEAUVAIS OISE	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
LA LUDO PLANETE	3 340,00	/Locaux permanents/Materiel
LA PARENTINE ETABLISSEMENT MULTI ACCUEIL COLLECTIF	177 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
LA PREVENTION ROUTIERE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LA VAILLANTE DE BEAUVAIS	18 400,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
LA VIDA	0,00	Materiel
LAM SAI WING	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LE CHAHUT	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LE CLOS DU BEAUVAISIS	0,00	Materiel
LE COMPTOIR MAGIQUE	74 000,00	Personnel/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
LES 5 SAISONS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LES AINES DE NOTRE DAME DU THIL	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
LES AMIS DE BACCHUS	0,00	Materiel
LES AMIS DE NOTRE DAME DE MARISSSEL	500,00	/Locaux permanents/
LES AMIS DES FETES JEANNE HACHETTE	73 000,00	Personnel/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
LES ARLEQUINS RUGBY XV	1 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
LES ARTISTES DU BEAUVAISIS	600,00	PersonnelMateriel
LES ATELIERS DE LA BERGERETTE	8 000,00	Materiel
LES DIABLES BLEUS DE L'OISE	250,00	
LES FOULEES DE LA RUE	7 000,00	Materiel
LES PANSARDS DU BOUC - HOCKEY SUR GAZON	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
LES PETITS FRERES DES "PAUVRES	0,00	Materiel
LES PIEDS DANS L'EAU	0,00	/Locaux permanents/
LES PREDATORS	1 500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
LES QUARTIERS PARLENT A LA REPUBLIQUE	0,00	Materiel
LES RANDONNEURS BEAUVAISIENS	200,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LES RESTAURANTS DU COEUR /Les Restos du Coeur	1 000,00	/Locaux permanents/
LES SOURCES	3 800,00	Materiel
LES UNS POUR LES AUTRES	0,00	Materiel
LFSM - LIGUE FRANCAISE POUR LA SANTE MENTALE	0,00	/Locaux permanents/
LIGUE ATHLETISME HAUTS DE FRANCE	0,00	Materiel
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	0,00	Materiel
LIGUE DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN	300,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
LIONS CLUB BEAUVAIS ANGADREME	0,00	Materiel
LIONS CLUB BEAUVAIS CATHEDRALE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
LIONS CLUB BEAUVAIS HELEN KELLER	0,00	Materiel
LIONS CLUB BEAUVAIS JEANNE-HACHETTE	0,00	Materiel
LIONS CLUB DE BEAUVAIS	0,00	Materiel
LIOVETTE MOTO CLUB	3 500,00	
LOISIRS SPORTS ST MARTIN LE NOEUD	0,00	Materiel
LOUP FOLK	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LUTTE OUVRIERE	0,00	Materiel
MAISON DE RETRAITE L'AGE D'OR	0,00	Materiel
MAR LODJ BEAUVAIS	200,00	
MEDICIS	0,00	Materiel
MEF - MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DU PAYS DU GRAND BEAUVAISIS	0,00	Personnel/Locaux permanents/Materiel
MFICE Mouvement fédérateur des initiatives citoyennes	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
MONNAIES CLUB DU BEAUVAISIS	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
MOSAÏQUE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
MOUVEMENT ATD QUART MONDE	0,00	Materiel
MRJC	0,00	Materiel
MUTUALITE FRANCAISE DE PICARDIE	0,00	Materiel
NO-MADE	480,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
OGEC -INSTITUTION DU ST ESPRIT	3 761,47	/Locaux partiels ou occasionnels/
OGEC COLLEGE NOTRE DAME	0,00	Materiel
OGEC ECOLE BERNADETTE	7 774,49	Materiel
OGEC ECOLE SAINT-PAUL	7 272,95	PersonnelMateriel
OHB - ORCHESTRE D'HARMONIE DE BEAUVAIS	17 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
OLYMPIC KARATE CLUB BEAUVAIS OKCB	1 500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
OPAC DE L'OISE (renforcement sécurité)	12 975,00	
OPHS - INSTITUT LEON BERNARD	60 000,00	
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE L'OISE LE CONCERT (sté philharmonique de Beauvais)	3 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
PAROISSE BEAUVAIS NORD	0,00	Materiel
PAROISSE BEAUVAIS SUD	0,00	Materiel
PERSPECTIVE CONTRE LE CANCER	500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
PETANQUE ST JUST DES MARAIS	0,00	Materiel

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
PHOTO CLUB BEAUVAISIEN	550,00	Personnel/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
PICARDIE NATURE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
PK60 - POINT KILOMETRIQUE 60	0,00	/Locaux permanents/
PMJB - PROMOUVOIR LA MEMOIRE ET LA JEUNESSE DU BEAUVAISIS	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
POLE ANIMALIER DE BEAUVAIS CLARA	0,00	Materiel
PROMEEO FORMATION	0,00	Materiel
QUESTIONS POUR UN CHAMPION DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
REA CORPS (Danse et rythme)	800,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
RED STAR FC	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
RESEAU BULLE 60	0,00	Materiel
RESONNANCE ET MIEUX-ÊTRES	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
RICOCHETS	5 520,00	Materiel
RING BEAUVAISIEN	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ROTARY CLUB DE BEAUVAIS	0,00	Materiel
ROTARY CLUB DE NOYON	0,00	Materiel
ROTARY INTERNATIONAL	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SAINT LUCIEN FETE LE LIEN	421,00	
SAINT PAUL POSITION SPP	0,00	Materiel
SALSAPILLS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SAMB BAGAGE	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SATO PICARDIE CENTRE DE SOINS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE PREVENTION ET ADDICTOLOGIE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SAVATE BOXING CLUB	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SECOURS CATHOLIQUE DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS DE BEAUVAIS	1 000,00	/Locaux permanents/
SNUIPP - SYNDICAT NATIONAL UNITAIRE DES INSTITUTEURS PROFESSEURS DES ECOLES ET PEGC	0,00	/Locaux permanents/Materiel
SOCIETE COLOMBOPHILE LA JEANNE HACHETTE / GROUPEMENT COLOMBOPHILE DE L'OISE	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
SOCIETE D'HORTICULTURE DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
SOCIETE D'HORTICULTURE DE BOTANIQUE ET D'APICULTURE DE BEAUVAIS	4 500,00	
SOFIA (assoc Fraternité Internationale par l'Art)	4 345,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
SOIE VAUBAN CREATIF	300,00	
SOL ITINERA	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SOLIDARITE MIGRANTS OISE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SOPHROLOGIE ET YOGA	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SOS PAPA PICARDIE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SOSIE - SOS INSERTION EMPLOI	29 922,00	/Locaux permanents/Materiel
SPA - SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX	0,00	/Locaux permanents/
SPORT EVASION ET DIVERSITE	1 350,00	
SPORT HUMANITAIRE EDUCATION POUR UN MEILLEUR AVENIR	720,00	
SYNDICAT FORCE OUVRIERE DES TERRITORIAUX DE BEAUVAIS	302,00	
SYNDICAT SUD COLLECTIVITES TERRITORIALES DE L OISE	164,00	
TAICHI HARMONIE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
TAROT CLUB DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
TEMPS ET YOGA	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
TENNIS CLUB DE L'AGGLOMERATION DU BEAUVAISIS (Beauvais St Lucien Tennis)	8 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
THEATRE DE L'ORAGE	5 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
THEATRE DU BEAUVAISIS COMITE DE GESTION	25 014,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
TKD60 - TAEKWONDO DOJANG BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
TOUSMOBILE	0,00	/Locaux permanents/
TROPICANA BRASIL SHOW	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
TWIRLING DANSE BEAUVAIS (ex TWIRLING CLUB BEAUVAIS)	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
UDIOM UNION DE L'ORDRE DE MALTE	0,00	Materiel
UFOLEP	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
UMRAC - UNION DES MUTILES, REFORMES ET ANCIENS COMBATTANTS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
UN CIEL POUR TOUS	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
UNACITA -UNION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS D'INDOCHINE DES TOE D'AFRIQUE DU NORD DES OPEX UNAPEI60	400,00 0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel /Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
UNAPEI60 IME LES PAPILLONS BLANCS	250,00	Materiel
UNC - UNION NATIONALE DES COMBATTANTS	600,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
UNICEF OISE	0,00	/Locaux permanents/
UNILASALLE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
UNION DES BERBERES DU BEAUVAISIS	6 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
UNION DES COMMERCANTS DE BEAUVAIS	0,00	Materiel
UNION LOCALE CGT DU BEAUVAISIS	543,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
UNION LOCALE DES SYNDICATS CGT - FORCE OUVRIERE	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
UNION SPORTIVE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
UNION SPORTIVE ET CULTURELLE DES PORTUGAIS DE BEAUVAIS	15 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
UNIRIDERS (projet Triat jump)	800,00	
UNIVERSITE POUR TOUS	4 900,00	
UNPRG - UNION NATIONALE DU PERSONNEL EN RETRAITE DE LA GENDARMERIE	200,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
UNRPA- UNION NATIONALE DES RETRAITES ET PERSONNES AGEES	3 100,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
UNSS UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE	1 000,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
VAINCRE LA MUCOVISCIDOSE	0,00	Materiel
VAUBAN LOISIRS PLUS	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
VELLOVAQUE	1 300,00	/Locaux permanents/
VELOCE CLUB BEAUVAISIEN OISE (VCB OISE)	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
VIE LIBRE SECTION DE BEAUVAIS	800,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
VMEH - VISITE DES MALADES DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS	800,00	
VOISINLIEU POUR TOUS	88 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
YOGA DU POSSIBLE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
YOGA ET VIE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ZERO DECHET BEAUVAIS	0,00	Materiel
<u>Entreprises</u>		
<u>Personnes physiques</u>		
DAARA DJI (bourse Etre autonome aux devoirs)	585,00	
DORIGO CLEMENT (bourse Athlete haut niveau)	800,00	
GORAM MELISSA (bourse Athlete haut niveau)	800,00	
MIDELTON LUIDJI (bourse Athlete haut niveau)	800,00	
NGOM HELENE (bourse Athlete haut niveau)	800,00	
<u>Autres</u>		
CLINIQUE DU PARC	0,00	Materiel
Personnes de droit public		
<u>Etat</u>		
DELEGATION MILITAIRE	0,00	Materiel
DIRECTION ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	0,00	Materiel
POLICE NATIONALE COMMISSARIAT	0,00	Personnel/Locaux permanents/Materiel
PREFECTURE DE L'OISE	0,00	Materiel
<u>Régions</u>		
IUT BEAUVAIS	0,00	Materiel
LYCEE FRANCOIS TRUFFAUT	0,00	Materiel
LYCEE JEANNE HACHETTE	0,00	Materiel
LYCEE PAUL LANGEVIN	0,00	Materiel
LYCEE PROFESSIONNEL DES JACOBINS	0,00	Materiel
UPJV - UNIVERSITE JULES VERNE	0,00	PersonnelMateriel
<u>Départements</u>		
COLLEGE CHARLES FAUQUEUX	12 703,96	Materiel

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COLLEGE GEORGES SAND	0,00	Materiel
COLLEGE HENRI BAUMONT	11 622,60	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
COLLEGE MICHELET	0,00	Materiel
COLLEGE PELLERIN	0,00	Materiel
CONSEIL DEPARTEMENTAL	0,00	Materiel
<u>Communes</u>		
COMMUNE D'OROER	0,00	Materiel
COMMUNE DE BRESLES (frais de scolarité)	920,00	Materiel
COMMUNE DE CLERMONT (frais de scolarité)	2 328,00	
COMMUNE DE NOAILLES	0,00	Materiel
<u>Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC....)</u>		
CAB COMMUNAUTE AGGLO DU BEAUVAISIS (actions CLEA)	1 670,62	Materiel
CAB COMMUNAUTE AGGLO DU BEAUVAISIS (particip CyclAvenir)	34 000,00	
CAB CONSERVATOIRE EUSTACHE DU CAURROY	0,00	Materiel
CAB MEDIATHEQUES	0,00	Materiel
CCAS CENTRE COMMUNAL D'ACTIONS SOCIALES	3 080 000,00	Materiel
CCIO Chambre de commerce et industrie oise	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
CENTRE DE SECOURS	0,00	Materiel
CENTRE HOSPITALIER DE BEAUVAIS	0,00	Materiel
CHAMBRE D'AGRICULTURE	0,00	Materiel
OFFICE DE TOURISME DU BEAUVAISIS	0,00	/Locaux permanents/
<u>Autres</u>		
CONSULAT ALGERIEN	0,00	Materiel
ORDRE DES AVOCATS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
TOTAL GENERAL	7 350 975,97	

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Crédits de paiement réalisés durant l'exercice N	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
000045 Coeur de Ville amenagt zone 30	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	648 332,02	22 644,00	22 644,00	0,00
000055 Local EV coteaux St Jean	800 000,00	0,00	800 000,00	73 927,39	1 359 506,37	876 663,59	0,00
000047 Maison Quartier St Lucien	3 400 000,00	0,00	3 400 000,00	1 344 336,32	1 214 571,63	1 517 010,61	0,00
000044 Place J Hachette Coeur de Ville	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	5 483 791,57	2 043,60	0,00	0,00
000052 Plan Lumière	8 850 000,00	0,00	8 850 000,00	5 670 269,48	-91 698,64	2 099 279,19	0,00
000053 Plan Maxi Voirie	6 900 000,00	0,00	6 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
000049 Plan Renovation des Ecoles	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	1 666 456,06	252 990,21	518 863,46	0,00
000050 Plan Renovation des Gymnases	2 070 000,00	0,00	2 070 000,00	1 067 056,08	250 943,29	304 232,35	0,00
000051 Plan renovation ALSH	750 000,00	0,00	750 000,00	139 190,02	741 894,19	971 989,03	0,00
000056 Pole Solidarité	2 504 000,00	0,00	2 504 000,00	94 284,41	1 074 536,70	1 567 502,30	0,00
000046 Rehabilitation d'une Creche	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	2 417 112,58	10 042,72	8 157,27	0,00
000054 Salle des Fetes	600 000,00	0,00	600 000,00	13 950,00	0,00	0,00	0,00
000048 Vestiaires stade P Omet	710 000,00	0,00	710 000,00	789 144,86	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	B3

Libellé de la recette : Produit des amendes de police			
Reste à employer au 01/01/N :			0,00
Recettes			
Chapitres	Articles	Libellé de l'article	Montant
	1342	Produit des amendes de police	583 607,00
	70384	Forfait post stationnement	305 699,80
Total recettes			889 306,80
Dépenses			
Chapitres	Articles	Libellé de l'article	Montant
	20/2315/215x	Trvx 2019 Circulation routière -a/ Etudes mises en oeuvre de plans de circulation	9 420,00
	2031	Trvx 2019 Circulation routière -g/ Etudes & mise en oeuv Zones à circulation restreinte (CVille)	18 385,20
	2315/215x	Trvx 2019 Circulation routière -b/ Parcs stationnement (Chevallier/Bizet/Barbé)	50 901,12
	2315/215x	Trvx 2019 Circulation routière -c/ Signalisation lumin. & horiz (feux tri,panneaux,regultraffic..)	149 472,13
	2315/215x	Trvx 2019 Circulation routière -e/ Différenciation du trafic (pistes cyclables)	77 974,78
	2315/215x	Trvx 2019 Circulation routière -f/ Sécurité routière (amenagts, réfections voiries, revêtement...)	1 934 841,84
Total dépenses			2 240 995,07
Reste à employer au 31/12/N :			-1 351 688,27

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		0,00
TOTAL Recettes	889 306,80	TOTAL Dépenses
		2 240 995,07
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		-1 351 688,27

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		130,00	0,00	130,00	116,20	5,00	121,20
Adjoint adm principal 2e classe	C	37,00	0,00	37,00	35,90	0,00	35,90
Attaché	A	21,00	0,00	21,00	17,90	1,00	18,90
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	13,00	0,00	13,00	10,00	2,00	12,00
Rédacteur principal de 1re classe	B	8,00	0,00	8,00	7,80	0,00	7,80
Rédacteur principal de 2e classe	B	9,00	0,00	9,00	8,00	0,00	8,00
adjoint administratif	C	17,00	0,00	17,00	14,00	2,00	16,00
adjoint administratif principal de 1re classe	C	23,00	0,00	23,00	21,60	0,00	21,60
FILIERE TECHNIQUE (c)		515,00	16,07	531,07	490,27	17,00	507,27
Adjoint technique	C	138,00	6,20	144,20	121,80	14,00	135,80
Adjoint technique principal 1re classe	C	59,00	0,00	59,00	56,00	0,00	56,00
Adjoint technique principal 2e classe	C	211,00	9,87	220,87	213,87	0,00	213,87
Agent de Maîtrise	C	28,00	0,00	28,00	26,80	0,00	26,80
Agent de maîtrise principal	C	26,00	0,00	26,00	26,00	0,00	26,00
Ingénieur	A	6,00	0,00	6,00	4,90	0,00	4,90
Ingénieur en chef	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur en chef hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Ingénieur principal	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Technicien principal de 1re classe	B	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00
Technicien principal de 2e classe	B	11,00	0,00	11,00	9,90	1,00	10,90
Technicien territorial	B	20,00	0,00	20,00	16,00	2,00	18,00
FILIERE SOCIALE (d)		85,00	1,80	86,80	73,90	4,80	78,70
ATSEM principal 1re classe	C	33,00	0,00	33,00	31,00	0,00	31,00
ATSEM principal 2e classe	C	27,00	1,80	28,80	22,40	2,80	25,20
Agent social	C	9,00	0,00	9,00	7,60	1,00	8,60

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Agent social principal 1re classe	C	2,00	0,00	2,00	1,80	0,00	1,80
Agent social principal 2e classe	C	5,00	0,00	5,00	4,30	0,00	4,30
Assistant socio-éduc 1ère cl A	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant socio-éduc 2ème cl A	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Cadre de santé de 2e classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur jnes enfants 1è cl A	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Educateur jnes enfants 2è cl A	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
INFIRMIER SOINS GX CL NORMALE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Puéricultrice classe normale	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		20,00	0,00	20,00	16,50	3,00	19,50
Auxiliaire puér princ 1re classe	C	11,00	0,00	11,00	10,50	0,00	10,50
Auxiliaire puér princ 2e classe	C	9,00	0,00	9,00	6,00	3,00	9,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,29	0,29	0,00	0,29	0,29
Technicien paramédical cl sup	B	0,00	0,29	0,29	0,00	0,29	0,29
FILIERE SPORTIVE (g)		10,00	0,00	10,00	8,00	2,00	10,00
Conseiller Territorial APS	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur APS ppal 1re classe	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Educateur APS ppal 2e classe	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Educateur territorial APS	B	3,00	0,00	3,00	1,00	2,00	3,00
FILIERE CULTURELLE (h)		5,00	0,50	5,50	5,00	0,50	5,50
Adjoint du patrimoine	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assist.Conservat.princ.2e classe	B	0,00	0,50	0,50	0,00	0,50	0,50
Attaché Conservat. Patrimoine	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Attaché principal conserv pat	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conservateur en Chef Patrim.	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		109,00	0,00	109,00	97,50	1,00	98,50
Adjoint animation princ 1re classe	C	9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
Adjoint animation princ 2e classe	C	52,00	0,00	52,00	47,00	0,00	47,00
Adjoint d'animation	C	31,00	0,00	31,00	24,70	1,00	25,70
Animateur	B	11,00	0,00	11,00	10,80	0,00	10,80
Animateur principal de 1re classe	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Animateur principal de 2e classe	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE POLICE (j)		53,00	0,00	53,00	50,00	0,00	50,00
Brigadier chef principal	C	20,00	0,00	20,00	20,00	0,00	20,00
Chef de service 2011	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Chef de service princip. 1ère cl. 2011	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Chef de service princip. 2ème cl. 2011	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Chef police municipale (prov)	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Gardien-brigadier	C	28,00	0,00	28,00	25,00	0,00	25,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		19,00	15,69	34,69	0,00	29,99	29,99
Agent d'animation	C	0,00	0,69	0,69	0,00	0,69	0,69
Agent technique de fouilles	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Archéologue		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Auxiliaire de quartier	C	0,00	13,00	13,00	0,00	10,50	10,50
Chargé d'études archéologiques	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Chargé de mission		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Directeur des services tech.	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Emplois permanents catégorie A	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Emplois permanents catégorie B	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Journaliste	C	2,00	0,00	2,00	0,00	1,80	1,80
Manager centre ville	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Responsable de service	A	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Responsable de service assistant petite enfance	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
directeur		2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
directeur adjoint	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
directeur d'établis.culturel	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
directrice de centre de loisirs	C	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00	2,00
technicien du spectacle	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		946,00	34,35	980,35	857,37	63,58	920,95

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
ATSEM principal 2e classe	C	S	351	0,00	3-2	CDD
ATSEM principal 2e classe	C	S	351	0,00	3-2	CDD
ATSEM principal 2e classe	C	S	351	0,00	3-1	CDD
Adjoint d'animation	C	ANIM	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	348	0,00	3-1	CDD
Agent d'animation	C	OTR		0,00	A CDI article 21	CDI
Agent social	C	S	348	0,00	3-1	CDD
Agent technique de fouilles	C	OTR	372	0,00	A Avenant	CDI
Archéologue		OTR	515	0,00	3-3-1°	CDI
Assist.Conservat.princ.2e classe	B	CULT	415	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éduc 2ème cl A	A	S	404	0,00	3-2	CDD
Attaché	A	ADM	490	0,00	3-2	CDD
Auxiliaire de quartier	C	OTR	362	0,00	A Début de Contrat	CDI
Auxiliaire de quartier	C	OTR	362	0,00	A Début de Contrat	CDI
Auxiliaire de quartier	C	OTR	362	0,00	A Début de Contrat	CDI
Auxiliaire de quartier	C	OTR	362	0,00	A Avenant	CDI
Auxiliaire de quartier	C	OTR	362	0,00	A Début de Contrat	CDI
Auxiliaire de quartier	C	OTR	348	0,00	3-3-1°	CDD
Auxiliaire de quartier	C	OTR	351	0,00	3-3-1°	CDI
Auxiliaire de quartier	C	OTR	351	0,00	3-3-1°	CDI
Auxiliaire de quartier	C	OTR	351	0,00	3-3-1°	CDI
Auxiliaire de quartier	C	OTR	351	0,00	3-3-1°	CDI

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Auxiliaire de quartier	C	OTR	348	0,00	3-3-1°	CDD
Auxiliaire de quartier	C	OTR	350	0,00	3-3-1°	CDD
Auxiliaire de quartier	C	OTR	350	0,00	3-3-1°	CDD
Auxiliaire de quartier	C	OTR	348	0,00	3-3-1°	CDD
Auxiliaire de quartier	C	OTR	350	0,00	3-3-1°	CDD
Auxiliaire de quartier	C	OTR	350	0,00	3-3-1°	CDD
Auxiliaire de quartier	C	OTR	348	0,00	3-3-1°	CDD
Auxiliaire de quartier	C	OTR	348	0,00	3-3-1°	CDD
Auxiliaire de quartier	C	OTR	348	0,00	3-3-1°	CDD
Auxiliaire de quartier	C	OTR	348	0,00	3-3-1°	CDD
Auxiliaire de quartier	C	OTR	348	0,00	3-3-1°	CDD
Auxiliaire puér princ 2e classe	C	MS	351	0,00	3-2	CDD
Auxiliaire puér princ 2e classe	C	MS	351	0,00	3-2	CDD
Auxiliaire puér princ 2e classe	C	MS	351	0,00	3-1	CDD
Chargé d'études archéologiques	B	OTR	406	0,00	3-3-1°	CDD
Chargé de mission		OTR	379	0,00	3-3-1°	CDD
Directeur des services tech.	A	OTR	1027	0,00	A Début de Contrat	CDI
Educateur territorial APS	B	SP	372	0,00	3-2	CDD
Educateur territorial APS	B	SP	372	0,00	3-2	CDD
Emplois permanents catégorie A	A	OTR	825	0,00	3-3-1°	CDD
Emplois permanents catégorie B	B	OTR	581	0,00	3-3-1°	CDI
Journaliste	C	OTR	558	0,00	A Avenant	CDI
Journaliste	C	OTR	558	0,00	A Temps partiel 1 an	CDI
Manager centre ville	B	OTR	480	0,00	3-3-1°	CDD
Responsable de service	A	OTR	783	0,00	A Avenant	CDI
Responsable de service	A	OTR	462	0,00	3-3-1°	CDD
Responsable de service	A	OTR	558	0,00	3-3-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	478	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	452	0,00	3-2	CDD
Technicien paramédical cl sup	B	MT	653	0,00	A CDI article 21	CDI
Technicien principal de 2e classe	B	TECH	389	0,00	3-2	CDD
Technicien territorial	B	TECH	563	0,00	3-2	CDD
Technicien territorial	B	TECH	379	0,00	3-2	CDD
adjoint administratif	C	ADM	348	0,00	3-1	CDD
adjoint administratif	C	ADM	348	0,00	3-1	CDD
assistant petite enfance		OTR	350	0,00	A Début de Contrat	CDD
assistant petite enfance		OTR		0,00	A Début de Contrat	CDD
directeur	A	OTR	846	0,00	A Avenant	CDI
directeur adjoint	A	OTR	645	0,00	3-3-2°	CDD
directeur d'établis.culturel	A	OTR	679	0,00	3-3-2°	CDD
directrice de centre de loisirs	C	OTR		0,00	A CDI article 21	CDI
technicien du spectacle	B	OTR	599	0,00	3-3-1°	CDD

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL - CA - 2019

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agent social	C	S	348	0,00	3-1	CDD
Agent social	C	S	348	0,00	3-a°	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR		0,00	110	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	350	0,00	A Début de Contrat	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR		0,00	110	CDD
Emplois permanents catégorie C	C	OTR	347	0,00	3-a°	CDD
Rédacteur	B	ADM	379	0,00	3-a°	CDD
Rédacteur	B	ADM	379	0,00	3-a°	CDD
Technicien territorial	B	TECH	379	0,00	3-a°	CDD
adjoint administratif	C	ADM	348	0,00	3-a°	CDD
adjoint administratif	C	ADM	348	0,00	3-a°	CDD
adjoint administratif	C	ADM	348	0,00	3-a°	CDD
adjoint administratif	C	ADM	351	0,00	3-a°	CDD
adjoint administratif	C	ADM	348	0,00	3-1	CDD
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
C CAYEUX	Congrès des Maires de France nov2018 - 95€
C HERBANNE	Journées nationales dees femmes élues - 22-23nov19 - 1068€

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Hôtel de Ville (1). Toute personne a le droit de demander communication.				
La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
19/12/2008 - concession	Chaufferie & réseau de chaleur	CRAM SAS	société	0,00
27/07/2011 - affermage	Service des Eaux	SEAO (Groupe Veolia)	société	0,00
19/04/2016 - concession	Fourrière automobile	ALLO DEPANNAGE	société	81 806,55
28/02/2017 - affermage avec ilot concessif	Service de stationnement	INDIGO INFRA	société	297 224,21
06/06/2017 - concession	Crématorium	OGF	société	0,00
01/09/2017 - affermage	Fourrière animale	SACPA	société	102 324,95
<u>Détention d'une part du capital</u>				
-	S.A. H.L.M. DU BEAUVAISIS			139 865,59
-	SOCIETE LOCALE D'ÉPARGNE DE BEAUVAIS CENTRE			7 616,00
-	CRCAMO			76,22
-	S.A. H.L.M.			15,24
-	SPLA S.A.O (Société d'Amenagt de l'Oise/ Dept Oise)			2 500,45
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
-	SA HLM DE L'OISE		SA HLM	3 657 079,81
-	OSICA		SA HLM	7 341 114,96
-	SA HLM LE NOUVEAU LOGIS PICARD		SA HLM	20 767,72
-	SA HLM DU BEAUVAISIS		SA HLM	26 262 167,27
-	SCI ST PIERRE			2 153 107,46
-	ANRH		Association	494 516,51
-	1001 VIES HABITAT		Association	462 241,90
-	LES PATINOIRES MODERNES		Société	1 400 000,00
<u>Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme</u>				
-	ASBO			270 000,00
-	ASCA			481 600,00
-	BEAUVAIS XV RUGBY CLUB			210 000,00
-	BEAUVAIS SHOPPING			45 600,00
-	BOUC HANDBALL			92 000,00
-	BOUC VOLLEY			130 000,00
-	CCAS DE BEAUVAIS			3 080 000,00
-	COMITE D'OEUVRES SOCIALES DU PERSONNEL MUNICIPAL			267 161,98
-	CRECHE LA PARENTINE			177 500,00
-	CRECHE PIERRE JACOBY			720 000,00
-	CRESCENDO			306 150,00
-	FOYER DES JEUNES TRAVAILLEUSES			160 400,00
-	LA BATOUDE			112 500,00
-	LE COMPTOIR MAGIQUE			74 000,00
-	ORCHESTRE D'HARMONIE DE BEAUVAIS			17 000,00
-	VOISINLIEU POUR TOUS			88 000,00
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

**C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU
L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Syndicat d'électrification de l'Oise SE60			0,00
Communauté d'Agglomération du Beauvaisis	01/01/2004	CET	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES PAR LA COMMUNE	C3.2

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale		-	SPA	Non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	Budget Eau	01/01/1966	-	21600056200738	SPIC	Non
Lotissement	Lotissement de la Longue Haie	29/06/1999	-	21600056200787	SPA	Oui
Régie à seule autonomie financière	Régie d'Exploitation de l'Elispace	27/09/2002	-	21600056200779	SPA	Oui
Lotissement	Lotissement Agel	08/07/2004	-	21600056200845	SPA	Oui

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Concession	Concession du Crématorium	26/10/2007	-	SPA
Régie directe	Baux commerciaux & locations diverses	03/05/2010	-	SPA
Régie directe	Ventes de terrains	01/07/2011	-	SPA
Régie directe	Fouilles archéologiques	01/07/2011	-	SPA
Régie directe	Delegations services publics	01/01/2018	-	SPA

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES**1 – BUDGET PRINCIPAL**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	52 378 906,74	38 754 718,44	5 600 175,54	8 024 012,76
RECETTES	52 378 906,74	31 146 799,49	2 549 400,00	18 682 707,25
 FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	91 858 643,01	75 209 124,23	0,00	16 649 518,78
RECETTES	93 458 643,01	94 592 754,28	0,00	-1 134 111,27

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : Budget Eau / N°SIRET : 21600056200738				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	2 892 925,56	1 646 000,45	307 809,33	939 115,78
RECETTES	2 892 925,56	1 567 952,90	285 101,65	1 039 871,01
 FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 409 952,44	720 696,51	0,00	689 255,93
RECETTES	1 409 952,44	1 186 000,64	0,00	223 951,80

BUDGET : Régie d'exploitation de l'Elispace / N°SIRET : 21600056200779				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	159 245,21	66 075,77	49 210,79	43 958,65
RECETTES	159 245,21	115 286,56	0,00	43 958,65
 FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	722 861,00	693 858,31	0,00	29 002,69
RECETTES	722 861,00	693 858,31	0,00	29 002,69

BUDGET : Lotissement de la Longue Haie / N°SIRET : 21600056200787				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	131 928,73	0,00	0,00	131 928,73
RECETTES	131 928,73	0,00	0,00	131 928,73
 FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	180 274,89	0,00	0,00	180 274,89
RECETTES	180 274,89	0,44	0,00	180 274,45

BUDGET : Lotissement Agel / N°SIRET : 21600056200845				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 400 000,00	1 350 000,00	0,00	50 000,00
RECETTES	1 400 000,00	1 400 000,00	0,00	0,00

BUDGET : Lotissement Agel / N°SIRET : 21600056200845				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 410 000,00	1 400 000,00	0,00	10 000,00
RECETTES	1 410 000,00	700 000,00	0,00	710 000,00

BUDGET : Lotissement PA Tilloy / N°SIRET : 21600056200878				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	790 168,16	0,00	0,00	790 168,16
RECETTES	790 168,16	790 168,16	0,00	0,00

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	56 963 006,24	41 816 794,66	5 957 195,66	9 189 015,92
RECETTES	56 963 006,24	34 230 038,95	2 834 501,65	19 898 465,64
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	96 371 899,50	78 023 679,05	0,00	18 348 220,45
RECETTES	97 971 899,50	97 962 781,83	0,00	9 117,67
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	153 334 905,74	119 840 473,71	5 957 195,66	27 537 236,37
TOTAL GENERAL DES RECETTES	154 934 905,74	132 192 820,78	2 834 501,65	19 907 583,31

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 415 000,00	1 371 045,35	0,00	43 954,65
RECETTES	65 000,00	1 371 041,35	0,00	-1 306 041,35
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 068 000,00	1 063 703,96	0,00	4 296,04
RECETTES	1 068 000,00	1 063 703,96	0,00	4 296,04

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	55 548 006,24	40 445 749,31	5 957 195,66	9 145 061,27
RECETTES	56 898 006,24	32 858 997,60	2 834 501,65	21 204 506,99
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	95 303 899,50	76 959 975,09	0,00	18 343 924,41
RECETTES	96 903 899,50	96 899 077,87	0,00	4 821,63
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	150 851 905,74	117 405 724,40	5 957 195,66	27 488 985,68
TOTAL GENERAL DES RECETTES	153 801 905,74	129 758 075,47	2 834 501,65	21 209 328,62

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	71 986 891,00	2,58	16,60	0,00	11 948 207,00	2,56
TFPB	75 494 129,00	2,35	35,66	0,00	26 929 613,00	2,29
TFPNB	178 264,00	-1,27	68,56	0,00	122 218,00	-1,27
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	147 659 284,00	2,46			39 000 038,00	2,36

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

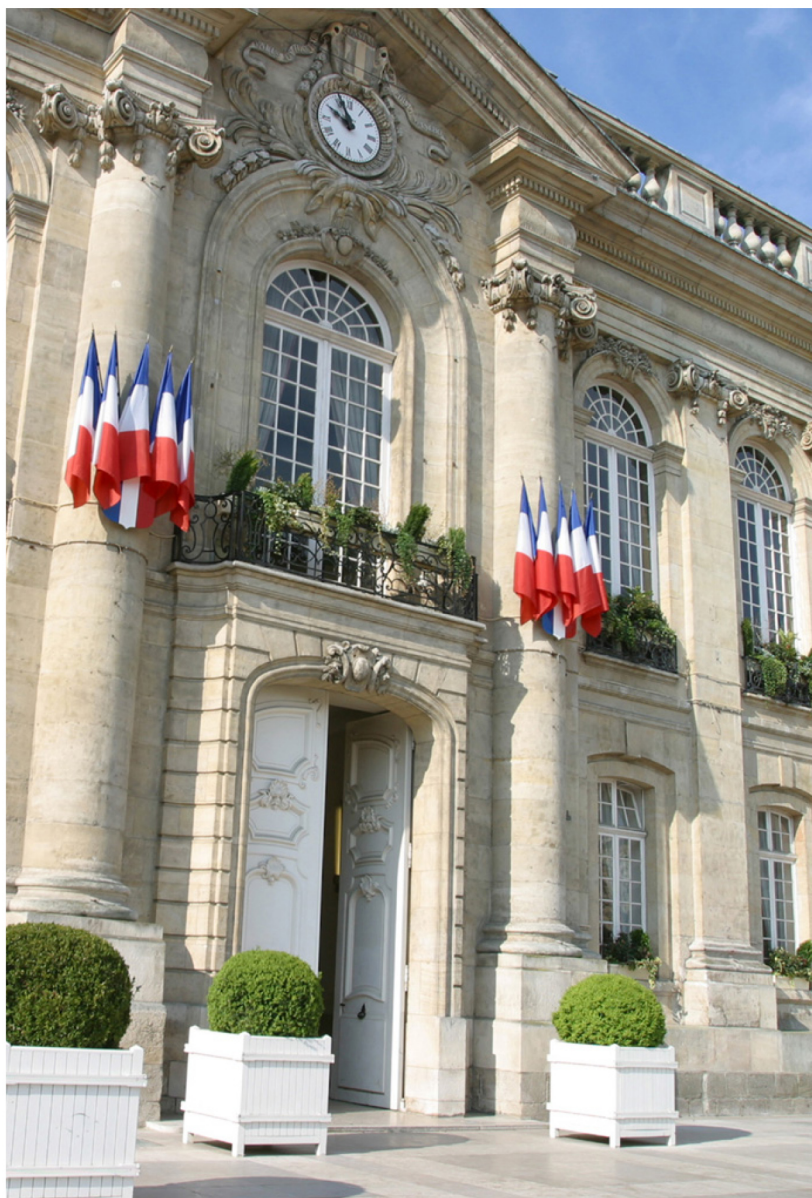
23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Laureen HULOT	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .



VILLE DE BEAUVAIS

COMPTE ADMINISTRATIF 2019

ANNEXES SUPPLEMENTAIRES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BEAUVAIS

Numéro SIRET : 21600056200019

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE DE BEAUVAIS MUNICIPALE

COMPTE ADMINISTRATIF 2019

Annexes supplémentaires

- A - Etat des services mutualisés
- B- Liste des concours attribués à des tiers - Subventions de fonctionnement (détail)
- C- Subventions d'investissement
- D- Variation du patrimoine - Foncier (détail)

IV – ANNEXE
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
CA 2019 - ETAT DES SERVICES MUTUALISES

Pôle / direction	Services mutualisés	Au profit de				Agents employés par		
		CCAS	CAB	Ville	OT	CCAS	CAB	Ville
Cabinet								
	Directeur du cabinet		X	X			X	
	Relations publiques	X	X	X				X
	Communication	X	X	X			X	X
	événementiel	X	X	X				X
Pôle Administration								
	Directeur du pôle	X	X	X			X	
Direction Juridique	Juridique-contentieux	X	X	X			X	
	Patrimoine		X	X			X	
	Assurance	X	X	X			X	
Direction commande publique		X	X	X	X		X	
Direction des Services Intérieurs	Documentation- archives	X	X	X			X	X
	Courrier	X	X	X			X	
	Imprimerie	X	X	X			X	
	Logistique intérieure		X	X			X	X
Direction sécurité et prévention	Prévention sécurité		X	X			X	X
	Centre de supervision urbaine		X	X				X
Service vie associative			X	X				X
Pôle Aménagement - Développement								
Directeur du pôle			X	X			X	
	Direction de l'aménagement		X	X			X	X
	Foncier		X	X			X	
	Aménagement - PLU		X	X			X	
	Droit des sols		X	X			X	
	Chantiers d'insertion		X	X			X	
Politique de la ville	Direction de la politique de la ville		X	X			X	
Pôle Technique opérationnel								
Direction des Espaces publics	Bureau d'étude / gestion de la sous-traitance		X	X				X
Direction de l'Architecture	Bureau d'étude / gestion de la sous-traitance		X					X
	Chargé de mission PCET		X	X			X	
	Patrimoine - énergie	X	X	X				X
Direction des Espaces verts, parcs et jardins	Gestion de la sous-traitance		X					X
	Biodiversité		X					X
Direction eau et assainissement			X	X			X	
Direction Transports	Circulation signalisation		X	X			X	
Administration des services techniques		X	X	X				X
Centre technique municipal	Maitrise d'ouvrage des travaux	X	X	X				X
Garage	Garage	X	X	X				X
Pôle Jeunesse - Sports - Culture								
Direction du pôle			X	X				X
Direction de la Jeunesse et des Sports	Direction jeunesse et sports		X	X				X
	Plateforme administrative et financière		X	X				X
	Gestion des équipements sportifs		X	X				X
	Gestion des Gymnases		X	X				X
	Direction des équipements aquatiques		X	X				X
	Equipe des équipements aquatiques		X	X			X	X
	Pédagogie du sport aquatique		X	X				X
	Atelier des sports		X	X				X
Direction de la Culture	Direction affaires culturelles		X	X			X	X
	Administration de la culture		X	X				X
	Valorisation du patrimoine culturel		X	X				X
	Entretien de l'espace culturel		X	X			X	X
	Régie technique		X	X				X
Fonctions transversales								
	Conseil / partenariat		X	X			X	
	Développement durable		X	X			X	
	Conseil de gestion		X	X			X	
	Direction des Finances	X	X	X	X		X	
	Direction des ressources humaines	X	X	X	X		X	
	Direction des Systèmes d'information et de télécommunication	X	X	X		X	X	

IV – ANNEXES

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS

B1.6

B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition			
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques
A DOMICILE 60	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Aide à domicile				Salle ancienne Mairie de marissel le mardi, jeudi	
A VRAI DIRE	CULTURE ET ARTS /	5 000,00				
ABC - ASSOC BEAUVAIS CATHEDRALE	CULTURE	10 000,00				
ABCA - ASSOC BEAUVAISIENNE DE CATCH ET ATHLETISME	SPORTS / Sports de combat - arts martiaux	1 000,00			Leo Lagrange mardi/jeudi 17h30-21h samedi 10h-12h	834,30
ABE - ACADEMIE BEAUVAISIENNE D'ESCRIME	SPORTS / Sports de combat - arts martiaux	50 000,00		Local administratif et de stockage	Gymnase Louis Roger - usage exclusif Aquaspace mardi 18h45 à 20 h 15 1 ligne	1 681,90
ABIL -ASSOC BEAUVAIS IN LINE	SPORTS / Divers	5 000,00			Leo lagrange lundi mardi 18h-20h, mercredi 18h-20h, jeudi vendredi 20h-2h	444,20
ACAB-ASSOC DE COURSE A PIED ET DE SPORTS ATHLETIQUES DU BEAUVAIS	SPORTS / Athlétisme et course	1 500,00			Ladoumègue mardi 18h15-20h15 Louchard jeudi 18h15-20h15 + reserv occasionnelles de salles de fetes	1 387,45
ACCUEIL ET PROMOTION RESIDENCE JEUNES DE BEAUVAIS (FIT Beauvais)	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Accueil et hébergement	45 000,00				
ACIV - ASSOC CULTURELLE INTERNATIONALE DE VOLONTAIRES	ÉDUCATION ET JEUNESSE / ÉDUCATION ET JEUNESSE		(+880€ à verser en 2020)	1 Bureau de permanence à l'Espace Argentine-14m2		
ACPG CATM SECTION DE BEAUVAIS	MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS / MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS	450,00			salle St just des marais pour AG 1x par an	
ADAPEI 60 - LIOVETTE					Auditorium Rostro : 18/06 + maison des familles le vendredi matin	
ADARS - ASSOC DEPARTEMENTALE D'ACCUEIL ET DE REINSERTION SOCIALE	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Accueil et hébergement	5 000,00			Salle à la Maison de Quartier Saint-Lucien(hebdomadaire) /salle Pré Martinet (mensuel)	508,40
ADOMA						51,35
ADOS DE TORTUE				Parcelle de terrain Ecospace		
ADPAMB ASSOC DE DEFENSE ET DE PROMOTION DES ASSISTANTES MATERNELLES DU BEAUVAIS	LOISIRS ET VIE LOCALE / Lieux de rencontre et d'échange	470,00			1x/mois salle 60 reunion + Réservations occasionnelles salle fetes argentine	253,46
ADPC 60 - ANTENNE DE BEAUVAIS JEAN-MOULIN	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International	1 500,00		2 bureaux n° 102 et 103 espace Argentine 17+12 m2	salle de reunion argentine 5/an	
ADPC 60 - ANTENNE LOCALE DE BEAUVAIS SAINT-JEAN	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International	1 500,00		local n° 128 à l'Espace Pré-Martinet-58 m2		
ADPEP 60						723,10
ADSEAO - ASSOC DEPARTEMENTALE POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE A L'ADULTE DE L'OISE	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Soutien aux personnes	45 000,00		Bureau n° 4 Espace Morvan-10 m2		197,00
AEROCLEUB DU BEAUVAIS	SPORTS / Divers					1 572,65
AFIB - ASSOC FAMILIALE INTERCOMMUNALE DE BEAUVAIS	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Soutien aux personnes	37 000,00	(+250€ à verser en 2020)	Bureaux rue Saint Quentin 470 m2	maison des familles jeudi de 9h00 à 12h30 + bureau partagé MSIH 14m2 le mardi de 13h30 à 17h	
AFM TELETHON			(+2.874€ à verser en 2020)			
AFSEP - ASSOC FRANCAISE DES SCLEROSES EN PLAQUES	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Maladie - Soutien aux malades				1 samedi / mois ancienne mairie de marissel	
AGENCE POUR LE PICARD				40 rue de songeons -75m2		
AGVB ASSOC GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DE BEAUVAIS		500,00			Coubertin lundi/mardi/jeudi 9h-10h Allonne mardi/jeudi 18h-19h	
AIKIDO CLUB DE BEAUVAIS	SPORTS / Sports de combat - arts martiaux				Coubertin mardi jeudi 19h30-21h30 samedi 14h-17h	
AJL ASSOC JORGE LUBAKI		1 565,00	(+85€ à verser en 2020)		1 reunion / mois argentine	1 021,80
ALCOOLIQUE ANONYMES	SANTÉ ET BIEN ETRE / Dépendances				Salle de Voisinlieu (hebdo)	
ALEP - ASSOC LUTTE POUR L'ENVIRONNEMENT EN PICARDIE	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Environnement - Qualité de vie	900,00				
AMAP - ASSOC POUR LE MAINTIEN DE L'AGRICULTURE PAYSANNE	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Environnement - Qualité de vie				Salle au 98 rue de Notre-Dame du Thil (hebdo) / locaux Ecospace	
AMERICAN GYM (HALTERO CLUB BEAUVAIS)	SPORTS / Divers	2 000,00		Gymnase Coubertin salle de musculation à usage exclusif		988,40
AMICALE CYCLISTE BEAUVAIS VOISINLIEU						403,70
AMICALE DES ANCIENS MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS DU BEAUVAIS	MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS / MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS	650,00			1 reunion / mois Salle à la Maison de Quartier Saint-Just des Marais	

**B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -**

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition			
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques
AMICALE DES RANDONNEURS PEDESTRES DU BEAUVAIS	SPORTS / Randonnée	200,00			Piscine A. Bellier -JSP vendredi 18h30 à 19h30- pompiers mercredi- samedi 8h00 à 9h00 Plan d'eau - du lundi au vendredi 8h30-10h30 du 23/04 au 31/10	
AMICALE DES RETRAITES BOCH						480,50
AMICALE DU PERSONNEL DU CENTRE HOSPITALIER DE BEAUVAIS	LOISIRS ET VIE LOCALE / Amicales - Associations de quartier	500,00				
AMICALE FRANCO-MALIENNE DE L'OISE	LOISIRS ET VIE LOCALE / Amicales - Associations de quartier	1 320,00				2 591,00
AMICALE INTERREGIONALE FRANCO MAROCAINE		4 000,00				
AMPHIBIA	SPORTS / Sports aquatiques	500,00		sous sol immeuble 171 avenue Marcel Dassault local de stockage (36,44 m2 + salle de réunion mutualisée (21 m2) + bureau mutualisé (10 m2) + local technique mutualisé (11 m2)	réservations occasionnelles Plan d'eau samedi 9h-11h du 7/07 au 1/09 Aquaspace vendredi 19h45 à 21 h45 fosse-19h45 à 20h30 2 lignes-20h30 à 21 h 45 4 lignes	
APCE - ASSOC POUR LE COUPLE ET L'ENFANT	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Médiation familiale				bureau partagé MSH 14m2 le mardi de 8h30 à 12h + maison des familles mercredi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30	
APEDYS OISE	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Troubles du langage	500,00				
APEI DE BEAUVAIS ET SA REGION	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Handicap	2 000,00				513,60
APF - ASSOC DES PARALYSES DE FRANCE DELEGATION DE L'OISE	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Handicap	2 000,00		local n° 4 à l'Espace Pré-Martinet-56m2		90,40
APPMA LA TRUITE DE BEAUVAIS	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Associations animalières				Droit de pêche (loyer symbolique)	
APPRENTIS D'AUTEUIL						162,10
APSLO - ASSOC PROFESSION SPORT ET LOISIRS OISE	EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / Emploi, insertion et formation professionnelle				1/semaine salle des fetes argentine	
APSUS - Assoc du Personnel aux Soins d'Urgence et de Secours SAMU60				(+800€ à verser en 2020)		
AQAS Qui m'aime me suive						418,20
ARGENTINE EN FÊTE	LOISIRS ET VIE LOCALE / Amicales - Associations de quartier				2 samedis / an salle des fetes argentine	
AS ALLONNE SECTION FOOTBALL					Allonne mercredi 14h-18h	
AS GIMA MASSEY					Piscine Langevin samedi 16h00 à 18h00	
ASBM ASSOC SPORTIVE BEAUVAIS MARISSSEL SECTION BILLARD	SPORTS / Divers	2 000,00		locaux à l'espace Pré Martinet 239 m2		
ASBO - ASSOC SPORTIVE BEAUVAIS OISE	SPORTS / Sports collectifs	270 000,00		STADE OMET	STADES BRISSON/SAHNOUN POUR MATCH/ + 3 entraînements par semaine, Stade P, Omet usage exclusif + locaux centre multisport	3 135,80
ASCA - ASSOC CULTURELLE ARGENTINE	CULTURE ET ARTS / Divers	481 600,00		Centre Culturel Argentine 8 avenue de Bourgogne		
ASCAO - ASSOC SOCIO-CULTURELLE DES AFRICAINS DE L'OISE	LOISIRS ET VIE LOCALE / Amicales - Associations de quartier	4 720,00		Local 9 Allée Johann Strauss 85 m2	Réservations occasionnelles	1 464,60
ASCE actions socio culturelles pour la citoyenneté et l'égalité	LOISIRS ET VIE LOCALE / Activités de loisirs			Bureau à l'Espace Argentine-16 m2-	salle de l'ASCA	
ASCOM - ASSOC DES COMMUNAUX DE BEAUVAIS	SPORTS / Sports collectifs				Louchard mercredi 19h30-21h	
ASCOM TENNIS	SPORTS / Sports de raquettes				GYMNASSE JEAN MOULIN ENTRAÎNEMENTS	
ASPTT BEAUVAIS	SPORTS / Football	11 500,00		(+200€ à verser en 2020)	Stade Louis ROGER mardi vendredi 19h30-21h	
ASSO COLLEGE CHARLES FAUQUEUX					Piscine Bellier mercredi 14h10 à 15h10	
ASSOC BEAUVAISIENNE D'AQUARIOPHILIE	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Associations animalières	500,00		local Bat B8 rue des Alpes 94 m2		
ASSOC COLLEGE HENRI BAUMONT					AS collège Aquaspace mercredi 15h00 à 16h00 2 lignes-16h00 à 17h00 2 lignes	
ASSOC DE GESTION DES CRÈCHES ET HALTE GARDERIE PIERRE JACOBY	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Crèches et halte-garderie	720 000,00		pour memoire 16 av Flandres Dunkerque (facturé) 1106m2	réservations occasionnelles/ salle fetes esp Argentine	142,70
ASSOC DE L'ESPACE ARGENTINE						201,10
ASSOC DES CADRES DE LA REGION DE BEAUVAIS	LOISIRS ET VIE LOCALE / Lieux de rencontre et d'échange				Salle maison de quartier St Just des Marais (mensuel)	
ASSOC DES COMMERCANTS D'ARGENTINE						1 522,00
ASSOC DES COMMERCANTS DE ST LUCIEN						1 154,05
ASSOC DES IVOIRIENS DE BEAUVAIS OISE AIBO		1 720,00		(+80€ à verser en 2020)	les samedis salle de reunion espace argentine	1 020,60
ASSOC DES PLUMES MESNOISES						168,35
ASSOC ELA	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Maladie - Soutien aux malades	400,00				
ASSOC EMMAUS BEAUVAIS	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International	8 000,00				209,35

**B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -**

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition			
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques
ASSOC FRANCE PALESTINE SOLIDARITE	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International				1 reunion /mois salle argentine	
ASSOC FRANCO-TURQUE				1 armoire local de stockage espace Argentine	bureau partagé espace- Argentine 10m2 le lundi de 9h à 17h30 + mardi gymnase Morvan 20h-22h	
ASSOC GENEALOGIQUE DE L'OISE AGO				rangement ancienne mairie Voisinlieu 4m2	Salle des Fêtes de Voisinlieu (bi-mensuel)	
ASSOC LES GILETS JAUNES						109,95
ASSOC POUR LA SOLIDARITE EN AFRIQUE CENTRALE	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International				Réservations occasionnelles + Salle 98 rue notre dame du thil (hebdomadaire)	
ASSOC POUR LE DON DE SANG BENEVOLE DE BEAUVAIS ET SA REGION	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Maladie - Soutien aux malades	700,00		armoire de rangement bureau mutualisé espace Pré Martinet	Amphithéâtre de l'Espace Pré-Martinet (mensuel)	181,10
ASSOC POUR LE RAYONNEMENT DU VIOLONCELLE	CULTURE ET ARTS / Musique - chants - concerts	61 000,00	intermittents du spectacle + personnel d'accueil	espace pré martinet local n° 119 de stockage 18 m2 + 3 bureaux n° 120,121,122 de 12m2	Auditorium Rostropovitch : du 25 mai au 3 juin	113,35
ASSOC ROSALIE	ÉDUCATION ET JEUNESSE / ÉDUCATION ET JEUNESSE	2 000,00				3 075,40
ASSOC SOCIO CULTURELLE ESPOIR ET FRATERNITE ASCEF						1 563,10
ASSOC SPORTIVE CULTURELLE BEAUVAIS SETUBAL MIMOSAS DE PORTUGAL				Local de stockage 2 rue Saint Lucien 27 m2	Salle au 98 rue de Notre-Dame du Thil (hebdo)	1 274,40
ASSOC SPORTIVE DE LA POLICE DE BEAUVAIS					ALLONNE vendredi 14h-16h	677,10
ASSOC SPORTIVE SAINT ESPRIT						291,75
ASSOC SPORTIVE VOISINLIEU TWIRLING		1 300,00				
ASSOC SPORTS ET LOISIRS DU QUARTIER PLOUY ST LUCIEN				Local technique 1 rue saint Pierre à Plouy saint Lucien 10,5 m2		
ASSOC SYNDICALE LIBRE DU TILLOY						533,80
ATELIER CREATIF					1/semaine au 98 nd du thil	
ATELIER LES PETITES MAINS					3 x par semaine Anc Mairie de Marissel	
AVENIR PLUS	EDUCATION ET JEUNESSE / Education et jeunesse	800,00	(+200€ à verser en 2020)		Auditorium le 10/04	
AVF - ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES	LOISIRS ET VIE LOCALE / Lieux de rencontre et d'échange	300,00		salle d'activités 4 rue de l'école maternelle 58 m2	salle mutualisée rue de l'école maternelle 31 m2 les mercredis jeudis et vendredis de 13h à 19h	
BABY CLUB DE BEAUVAIS	SPORTS / Sports aquatiques	1 500,00			créneaux aquaspace -créneaux BELLIER SAM 18h00 à 20h00 / DIM 8h30 à 10h00	648,60
BBCO BEAUVAIS BASKET CLUB OISE	SPORTS / Sports collectifs	30 000,00		LOCAL STOCKAGE MATERIEL GYMNASE ROBERT PORTE	Gymnase Morvan lundi 18h-21h30 mercredi 18h-20h /G. Sand merc 18h-20h, jeudi 18h-22h vendredi 20h-22h/Porte lun, mar, jeudi, vendredi 18h-22h et merc 15h30-20h sam 9h30-12h30/ Aubaud lundi 20h-22h/ jeudi 18h-20h mardi -Vendredi 18h-22h // réservations occasionnelles	256,35
BEAUVAIS ANADOLU		0,00	(+1500€ à verser en 2020)			
BEAUVAIS ARGENTINE AQUARIOPHILIE	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Associations animalières	3 500,00				198,80
BEAUVAIS BIKE	SPORTS / Cyclisme	500,00			salle des fetes Voisinlieu (mensuel)	841,00
BEAUVAIS DANSE SPORTIVE					COUBERTIN 1 fois pa an en juin	256,25
BEAUVAIS DANSES LATINES					Salle des fêtes Argentine (hebdo)	
BEAUVAIS GR (Beauvais Gymnastique Rythmique)	SPORTS / Gymnastique	1 500,00			R Briard Lundi 18h-20h mercredi/vendredi 18h-20h F Faure samedi 9h-13h30	1 118,70
BEAUVAIS JUDO JUJITSU BRÉSILIEN	SPORTS / Sports de combat - arts martiaux	2 800,00			Gymnase Aubaud Mardi 18h-21h30 Jeudi 18h-20h Vendredi 17h45-21h15 samedi 10h-11h //réservations occasionnelles/salle motricité école maternelle la grenouillère les mardis jeudis vendredis 17h30 à 22h	457,80
BEAUVAIS MMA (ex Beauvais Pancrace Team)					Léo lagrange dojo mer 19h45-21h45 Aubaud dojo sam 14h-16h	
BEAUVAIS MOTO-CLUB	SPORTS / Motocyclisme	600,00				1 081,85
BEAUVAIS OISE TENNIS	SPORTS / Sports de raquettes	16 500,00		4 COURTS DE TENNIS RUE DE L'ORANGERIE PARC KENNEDY + 2 courts de tennis extérieur		33,35
BEAUVAIS OISE UNITED CLUB OF BADMINTON		4 000,00			GYMNASE FELIX FAURE lundi mardi merc 17h30-22h jeudi 17-302-20h30 vend 20h-22h/SEMAINE	

**B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -**

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition			
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques
BEAUVAIS PATAPLOUF	SPORTS / Sports aquatiques	500,00			Communeau vendredi 20h-22h + 1 reunion / mois espace argentine Aquaspace lundi 18h00 à 20h00 fosse-18h45 à 20h00 1 ligne	
BEAUVAIS RUGBY CLUB "LES INDEPENDANTS"	SPORTS / Sports collectifs	500,00			Communeau vendredi 19h30-21h30	3 826,80
BEAUVAIS SHOPPING (ex BBP - Beauvais boutiques plaisirs)	EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / Représentation des commerçants	45 600,00	(+9.120€ à verser en 2020)	bureau Maison du Maire		13 796,25
BEAUVAIS TEAM CYCLISTE	SPORTS/ Cyclisme	5 000,00				511,80
BEAUVAIS TRIATHLON	SPORTS / Triathlon	28 000,00			/ Ladoumegue lundi, jeudi 18h-20h30 vendredi 18h-20h/ Aquaspace mardi 11h30 à 12h30 4 lignes-12h30 à 13h30 2 lignes/mercredi 20h00 à 21h30 3 lignes/vendredi 11h30 à 13h30 4 lignes-12h30 à 13h30 2 lignes-19h45 à 21h30 4 lignes Plan d'eau du Canada - vendredi 18h30-20h00 du 26/04 au 1/09 et vendredi 18h-20h du 2/09 au 29/09 // 1 reunion / mois salle ancienne mairie marissel/ Piscine Bellier juillet -aout mardi 12h15-13h30 mercredi 18h45 20h30 Piscine Langevin mardi 6h45 à 8h00 4 lignes/ mercredi 13h30 à 15h00 4 lignes- 20h00 à 22h00 4 lignes/vendredi 6h30 à 8h00 4 lignes/samedi 10h30 à 13h30 4 lignes	7 216,40
BEAUVAIS TT (Tennis de table de Beauvais)	SPORTS / Tennis de table	3 000,00			Gymnase Corot mardi 18h-22h jeudi 18h30-22h vendredi 18h-22h	505,40
BEAUVAIS UNITED COMMUNEAUX		400,00			MOULIN jeudi 20h-22h	
BEAUVAIS WOLF BASKETBALL		1 200,00	(+300€ à verser en 2020)		LAGRANGE lundi 19-21h/mercredi jeudi 20-22h	
BEAUVAIS XV RUGBY CLUB	SPORTS / Sports collectifs	210 000,00		Club House stade Marcel Communeau	Communeau : lundi 19h-21h/mardi 17h-21h30/merc 14h/21h30/jeudi 17h-21h/vend 18h-21h30/sam 14h-18h + Brisson et Sahnoun matchs fed 2	3 879,15
BEAUVAIS AQUATIC CLUB	SPORTS / Sports aquatiques	38 000,00		Bureau Aquaspace	Piscine Langevin lundi 17h30 à 20h30 4 lignes/ mercredi 18h00 à 20h00 4 lignes/ vendredi 17h30 à 21h30 4 lignes/ samedi 9h00 à 11h30 4 lignes 13h30 à 15h00 4 lignes / Piscine A. BELLIER mardi 17h30 à 20h30 4 lignes/ mercredi 11h30 à 14h00 4 lignes jeudi 17h00 à 20h00 4 lignes/ samedi 11h30 à 14h30 Aquaspace lundi 7h à 9h00 3 lignes -16h45 à 18h15 2 lignes-18h15 à 20 h 15 3lignes-20h15 à 21h30 5 lignes/mardi 7h à 9h00 3 lignes -16h45 à 18h15 2 lignes-18h15 à 20 h 15 3lignes-20h15 à 21h30 3 lignes/ mercredi 13h30 à 15h00 3 lignes-19h00 à 19h45 1 lignes 19h45 à 21h30 4 lignes/ jeudi 7h à 9h00 3 lignes -16h45 à 18h15 2 lignes-18h15 à 20h30 3lignes-20h15 à 21h30 4 lignes/ vendredi 7h à 9h00 3 lignes -16h45 à 18h15 2 lignes-18h15 à 20h30 3 lignes/samedi 12h30 à 12h00 3 lignes - 12h30 à 14h00 4 lignes.	777,00
BEAUVELO						872,50
BEHAR FRANCO KOSOVARD		0,00	(+450€ à verser en 2020)			
BENKADI	LOISIRS ET VIE LOCALE / Amicales - Associations de quartier	2 391,20	(+96,80€ à verser en 2020)		Réservations occasionnelles Salle d'activités partagé à la MJA St Jean les lundis et mardis de 14h à 16h	51,35
BGE PICARDIE		3 500,00			Bureau partagé à l'Espace Argentine le jeudi de 9h à 12h et à la MSIH 14m2 le jeudi de 13h30 à 17h	

**B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -**

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition			
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques
BIEN DANS SON ASSIETTE A L' AISE DANS SES BASKETS	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Bien-être - Relaxation	2 500,00		salles d'activités 4 rue de l'école maternelle 76m2	salle mutualisée 4 rue de l'école maternelle 31 m2 utilisation occasionnelle/Quadrilatère le 16/06	1 986,30
BIO VAIS						3 237,20
BOUC ATHLETISME	SPORTS / Athlétisme et course	9 000,00		Local administratif sous tribune du stade Ladoumegue + un local de stockage	1 /an Salle à l'Espace Pré-Martinet / G. Sand Lundi et mardi 18h-20h sam 9h30-12h /Ladoumegue : lundi, mardi, jeudi, vend 18h-20h, mercredi 10h-12h/14h-16h/18h-Briard merc 10h-12h 13h30-15h30	311,60
BOUC BADMINGTON						810,60
BOUC BASKET						112,10
BOUC HAND BALL	SPORTS / Sports collectifs	92 000,00		Local de stockage Gymnase AMBROISE	Salles à l'Espace Pré-Martinet (mensuel)/ GYMNASE AMBROISE du lundi/mardi/jeudi 17h45 à 20h30 /mercredi 17h15-20h30 / vend 17h45-22h samedi 8h30-12h / Gymnase Aubaud samedi 10h-12h/ Gymnase Allonne lundi au vend 18h-22h	
BOUC SPORT AU TAMBOURIN	SPORTS / Divers	1 500,00			Gymnase Tillé lundi jeudi 20h-22h / Gymnase Sand mardi merc 20h-22h / Gymnase Moulin jeudi 18h-19h30	
BOUC VOLLEY	SPORTS / Sports collectifs	130 000,00		local Hotel Dieu 105 m2	GYMNASE Truffaut lundi 20h-22h mardi au vend 17h30-22h /Gym Coubertin Lundi au vend 17h30 22h sam 10h30-12h	916,90
BO-WAY INK						790,20
CAB COMMUNAUTE AGGLO DU BEAUVAISIS (actions CLEA)		1 670,62				2 327,85
CAB COMMUNAUTE AGGLO DU BEAUVAISIS (particip CyclAvenir)		34 000,00				
CAB CONSERVATOIRE EUSTACHE DU CAURROY						220,45
CAB MEDIATHEQUES						970,60
CANTUS FELIX	CULTURE ET ARTS / Musique - chants - concerts	3 300,00				505,45
CARTOPHIL OISE						403,35
CCAS CENTRE COMMUNAL D'ACTIONS SOCIALES		3 080 000,00				3 096,40
CCIO Chambre de commerce et industrie oise					1/mois salle de reunion MSHI	237,05
CCMO EVEIL - CRECHE BISOUS D'ESQUIMAUX	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Crèches et halte-garderie				salles maternelle grenouillère en juillet 2016	
CENTRE DE SECOURS						175,35
CENTRE HOSPITALIER DE BEAUVAIS						3 258,10
CENTRE MEDICO SCOLAIRE				locaux à l'espace Pré Martinet 134 m2		
CENTRE RABELAIS LANGAGE ET INTEGRATION (subv classe decouverte)		106,68				
CENTRE SPORTIF SAINT LUCIEN BEAUVAIS	SPORTS / Jeux de boules	2 000,00				
CERCLE NAUTIQUE DE BEAUVAIS	SPORTS / Sports aquatiques	2 000,00		LOCAL BASE NAUTIQUE PLAN D'EAU DU CANADA (vestiaires + bureau + local rangement + parc à bateaux + ponton)	PLAN D'EAU	151,60
CHAMBRE D'AGRICULTURE						285,35

**B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -**

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition			
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques
CIDFF - CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES	ACCES AUX DROITS / ACCES AUX DROITS			bureau à la MSIH 13,50 m2	bureau partagé MSIH 14 m2 le lundi de 9h à 17h et le vendredi de 13h30 à 17h30 + Maison des familles jeudi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30	
CIMG COMMUNAUTE ISLAMIQUE MILLI GORUS						1 215,40
CISD - CENTRE INTERCOMMUNAL DE SERVICES A DOMICILE ALLO J'ECOUTE	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Aide à domicile	2 000,00		Bureaux au 11 bis rue de la Préfecture-124m2	Coubertin lundi mercredi 10h-11h/Tillé lundi 18h15-19h15 + 1 salle de reunion / mois St just des marais	
CLINIQUE DU PARC						35,85
CLUB AGE D'OR	LOISIRS ET VIE LOCALE / Activités de loisirs				Salle des Fêtes de Voisinlieu (hebdo)	
CLUB DANIELLE SABLE DES ANCIENS DE MARISEL	LOISIRS ET VIE LOCALE / Troisième âge	2 200,00		2 armoires de stockage local salle des fêtes Marissel	Salle des Fêtes de Marissel (hebdo)	338,40
CLUB DE BRIDGE DE BEAUVAIS						428,70
CLUB DE CANOE KAYAK DU BEAUVAISIS CCK	SPORTS / Sports aquatiques	1 800,00		LOCAL BASE NAUTIQUE PLAN D'EAU DU CANADA (vestiaires + bureau + local rangement + parc à bateaux + ponton)	PLAN D'EAU	
CLUB DES AMATEURS D'OISEAUX DU BEAUVAISIS	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Associations animalières				Salle de reunion pre martinet (mensuel)	
CLUB DES CHIENS DE DEFENSE						1 811,70
CLUB D'ESCALADE DU BEAUVAISIS	SPORTS / Divers	3 146,00	<i>(+400€ à verser en 2020)</i>	MUR ESCALADE ELISPACE	Salle Elispace Annexe du Lundi au vendredi de 18h à 22h	209,60
CLUB DU BEAUVAISIS DE LA RETRAITE SPORTIVE CBRS	SPORTS / Divers	1 800,00		Bureaux à l'Espace Argentine 21m2	Salles à l'Espace Argentine(hebdo)/Salle fetes de Jean moulin / Gymnase jean moulin Mardi 11h30-13h30 / Coubertin : mardi 10h30-12h30, vendredi 10h-12h/Morvan vend 9h-11h/Briard lundi mardi 9h-12h mercredi 9h-10h jeudi 9h-11h/vend 16h-19h Piscine A. Bellier samedi 8h30 à 11h00 - jeudi 13h30 à 16h00	3 544,00
CLUB FEMININ ARGENTINE LOISIRS MARIE-ANTOINETTE LECLERCQ	LOISIRS ET VIE LOCALE / Amicales - Associations de quartier	500,00		local B7 rue des Alpes 84m2		
CLUB RETRAITE GALETTE LOISIRS	LOISIRS ET VIE LOCALE / Troisième âge	1 300,00				
COALLIA	EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / Emploi, insertion et formation professionnelle					277,55
COLLECTIF POLYGLONE (photomnales)						27,35
COLLEGE CHARLES FAUQUEUX	Enseignement	12 703,96				2 057,10
COLLEGE GEORGES SAND	Enseignement					596,85
COLLEGE HENRI BAUMONT	Enseignement	11 622,60			Aquaspace lundi 12h00 à 13h00 2 lignes/mardi 12g30 à 13h30 2 lignes/jeudi 12h00 à 13h00 2 lignes/vendredi 12h30 à 13h30	396,45
COLLEGE MICHELET	Enseignement					527,60
COLLEGE PELLERIN	Enseignement					395,30
COLLEMBOLE ET COMPAGNIE	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Environnt-Qualité de vie	1 420,00	<i>(+80€ à verser en 2020)</i>			
COMITE DE DEFENSE DES LOCATAIRES	ACCES AUX DROITS / ACCES AUX DROITS	1 000,00			Réservations occasionnelles	
COMITE DE JUMELAGE BEAUVAIS	LOISIRS ET VIE LOCALE / Lieux de rencontre et d'échange	15 000,00	<i>1 pers à 30%</i>	Bureau Hotel de Ville	Réservations occasionnelles	
COMITE DE L'OISE DE LA LIGUE CONTRE LE CANCER	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Maladie - Soutien aux malades	500,00				151,00

**B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -**

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition			
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques
COMITE D'ENTR'AIDE SAINT-JACQUES VOISINLIEU	LOISIRS ET VIE LOCALE / Troisième âge	800,00				
COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE DE L'OISE						841,10
COMITE DES FETES DE MARISSSEL	LOISIRS ET VIE LOCALE / Amicales - Associations de quartier	3 000,00		Bureau à l'Ancienne Mairie de Marissel-25m2	Réservations occasionnelles	5 219,16
COMITE DES FETES DE ST-JUST DES MARAIS ST-QUENTIN	LOISIRS ET VIE LOCALE / Activités de loisirs	3 000,00		Local 149 rue de saint Just des Marais 124m2	Réservations occasionnelles	8 778,60
COMITE DES FORAINS DE L'OISE						200,60
COMITE DES SAGES				local RDE centre commercial Bellevue rue de Sénéfontaine 146 m2		
COMITE MISS OISE					salle à la mairie 1x par an	
COMITE MISS PICARDIE					salle à la mairie 1x par an	1 983,95
COMITE MISTER PICARDIE						507,30
COMITE OISE DE HANDBALL						239,80
COMITE REGIONAL PICARDIE						213,35
COMMUNE DE BRESLES (frais de scolarité)		920,00				159,20
COMMUNE DE CLERMONT (frais de scolarité)		2 328,00				
COMMUNE DE NOAILLES						123,85
COMMUNE D'ORDER						211,35
COMPAGNIE D'ARC JEANNE-HACHETTE	SPORTS / Divers	2 000,00		Local administratif et de stockage Parc Marcel Dassault + container stockage enceinte ST rue de Tilloy 15 m2	Morvan mardi vendredi 18h-20h jeudi 18h-22h et Parc Dassault	210,85
COMPAGNIE DE LA CYRENE	CULTURE	2 000,00				
COMPAGNIE DE LA YOLE	CULTURE ET ARTS / Théâtre	5 000,00		Bureau n° 113 Espace Pré-Martinet-25m2 +container n° 8 stockage enceinte ST rue de Tilloy 15 m2	Le Plateau du 15 au 19/04 et du 13 au 17/05 // Rostro du 19 au 21/09	
CONSEIL CITOYEN BEAUVAIS ARGENTINE		1 505,00	<i>(+75€ à verser en 2020)</i>	bureau N° 8 espace Argentine 15 m2 + salle reunion n°2	1 reunion / mois salle argentine + reservations occasionnelles salle des fetes argentine	
CONSEIL CITOYEN SAINT LUCIEN				local en partage-rue P Garbet 55 m2		
CONSEIL DEPARTEMENTAL						263,20
CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE PICARDIE	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Environnement - Qualité de vie			Locaux Ecospace-40m2		
CONSULAT ALGERIEN						202,10
COOP SCOL A. CAMUS MATERNELLE	Enseignement	1 290,00				
COOP SCOL J MICHELET MATERNELLE	Enseignement	925,00				
COOP SCOL P BERT PRIMAIRE	Enseignement	575,00				
COOP SCOL A. CAMUS PRIMAIRE	Enseignement	200,00				
COOP SCOL ANDERSEN MATERNELLE	Enseignement	730,49				
COOP SCOL ELSA TRIOLET/ GREBER MATERNELLE	Enseignement	1 905,00				
COOP SCOL GASTON SUEUR MATERNELLE	Enseignement	1 075,00				
COOP SCOL GRENOUILLERE MATERNELLE	Enseignement	1 140,00				
COOP SCOL J. MACE MATERNELLE	Enseignement	700,00				
COOP SCOL J.MOULIN MATERNELLE	Enseignement	1 250,00				
COOP SCOL JF LANFRANCHI PRIMAIRE	Enseignement	654,68			Journée ville ASCA	

**B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -**

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition			
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques
COOP SCOL JULES VERNE MATERNEL	Enseignement	925,00				
COOP SCOL LAUNAY MATERNELLE	Enseignement	1 176,00				
COOP SCOL LAUNAY PRIMAIRE	Enseignement	325,00				
COOP SCOL M PAGNOL MATERNELLE	Enseignement	925,00				
COOP SCOL M PAGNOL PRIMAIRE	Enseignement	325,00				
COOP SCOL MARISSSEL A PRIMAIRE	Enseignement				Journée ville ASCA	
COOP SCOL P.PICASSO MATERNELLE	Enseignement	950,00				
COOP SCOL PAUL BERT MATERNELLE	Enseignement	1 030,00				
COOP SCOL VOISINLIEU MATERNELLE	Enseignement	925,00				
COOP .SCOL. ROSTAND PRIMAIRE	Enseignement	390,00				
COOP.SCOL VICTOR DURUY PRIMAIRE	Enseignement	250,00				
COOP.SCOL. BOSSUET PRIMAIRE	Enseignement	325,00				
COOP.SCOL. BRIQUETERIE MATERNELLE	Enseignement	780,00				
COOP.SCOL. COUSTEAU PRIMAIRE	Enseignement	1 572,00				
COOP.SCOL. ECOLE DE L'EUROPE	Enseignement	650,00				
COOP.SCOL. EMILE FOEX PRIMAIRE	Enseignement	525,00				
COOP.SCOL. G. DARTOIS PRIMAIRE	Enseignement	390,00				
COOP.SCOL. G. REGNIER PRIMAIRE	Enseignement	325,00				
COOP.SCOL. JEAN MACE PRIMAIRE	Enseignement	250,00				
COOP.SCOL. JEAN MOULIN PRIMAIRE	Enseignement	636,28				
COOP.SCOL. KERGOMARD MATERNELLE	Enseignement	925,00				
COOP.SCOL. L.ARAGON PRIMAIRE	Enseignement	325,00				
COOP.SCOL. LANFRANCHI MATERNELLE	Enseignement	1 195,57				
COOP.SCOL. LEBESGUE MATERNELLE	Enseignement	1 125,00				
COOP.SCOL. P. ELUARD MATERNELLE	Enseignement	775,00				
COOP.SCOL. PERRAULT MATERNELLE	Enseignement	1 050,00				
COOP.SCOL. ST EXUPERY PRIMAIRE	Enseignement	250,00				
COOP.SCOL.PREVERT PRIMAIRE	Enseignement	200,00				
COS - COMITE DES OEUVRES SOCIALES DU PERSONNEL MUNICIPAL	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Soutien aux personnes	267 161,98	2 agents administratifs	Bureau Maison du Maire	Réservations occasionnelles	1 560,90
COURSE A PIED BEAUVAIS OISE	SPORTS / Athlétisme et course	600,00			Ladoumègue mardi et jeudi 19h-20h30	
CPK - CLUB DE PLONGEE KOOL	SPORTS / Sports aquatiques	500,00		container stockage enceinte ST rue de Tilloy 15 m2	Piscine Langevin mardi 19h00 à 20h30 4 lignes Aquaspace jeudi 19h00 à 21h30 fosse-19h00 à 21h45 1 ligne-20h à 21h45 2 lignes- 20h15 à 21h45 1 ligne	
CRE'ARTS Chez Mme Marie-Christine GLODT					2 / semaine Salle de l'Ancienne Mairie de Marissel	
CRESCENDO KOLOBANE - LE CHAT PERCHE	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Crèches et halte-garderie	306 150,00				210,10
CROIX-ROUGE FRANCAISE	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International			Locaux au 13 rue de la Préfecture-202m2		
CSF Confédération syndicale des familles		500,00			Bureau 12 m2 à l'espace Argentine + MJA 14 m2 le mercredi de 9h à 12h	
DAARA DJI (bourse Etre autonome aux devoirs)		585,00		(+65€ à verser en 2020)		
DANSE ET SPECTACLE	CULTURE ET ARTS/Danse	800,00			1 journée CAB Théâtre du Beauvaisis	
DANSELAVIE	CULTURE ET ARTS / Danse				Salle des Fêtes de Voisinlieu(hebdo)	
DELEGATION MILITAIRE						164,85
DELIRE D'ECRIRE						3 383,20
DESTIN DE FEMMES	LOISIRS ET VIE LOCALE / Amicales - Associations de quartier			Local 9 Allée Johann Strauss-21m2	Lagrange mercredi 11-12h	536,75
DETENTE POUR TOUS	LOISIRS ET VIE LOCALE / Troisième âge	2 200,00		local de stockage salle des fêtes st Just des Marais 14 m2	Salle des fêtes de St JUST DES MARAIS (hebdo)	
DIAPHANE	CULTURE ET ARTS / Arts visuels	58 000,00	personnel occasionnel montage/demontage expo		Partenariat avec le Quadrilatère pour Les photomnales	
DIRECTION ADMINISTRATION PENITENTIAIRE						103,35
DISTRICT OISE DE FOOTBALL						162,80

**B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -**

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition			
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques
DISTRICT UNSS OUEST						1 186,60
DJF EVENTS						632,40
DORIGO CLEMENT (bourse Athlete haut niveau)		800,00				
ECHIQUEUR BEAUVAISIEN	SPORTS / Divers	1 500,00		container stockage enceinte ST rue de Tilloy 15 m2 + armoire local de stockage espace Argentine	salles à l'Espace Argentine (hebdo) + Réservations occasionnelles	
ECOLE DE JUDO DE BEAUVAIS	SPORTS / Sports de combat - arts martiaux	2 500,00		2 Locaux Gymnase Coubertin	Gymnase courbertin lundi mercre vendredi 17h-21h, Mardi jeudi 17h-19h30, samedi 9h-13h30 et 17h-19h + Réservations occasionnelles	
ECOLE DU CHAT DE L'OISE		200,00				
ECUME DU JOUR	LOISIRS ET VIE LOCALE / Lieux de rencontre et d'échange	26 000,00		parcelle de terrain 200m2 St Jean		
EGLISE CATHOLIQUE DE BEAUVAIS						252,35
EGLISE PROTESTANTE UNIE DE BEAUVAIS						133,10
ELAN-CES	EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / Emploi, insertion et formation professionnelle				Réservations occasionnelles	
EN AVANT LES ENFANTS	ÉDUCATION ET JEUNESSE / ÉDUCATION ET JEUNESSE				Salle de reunion Argentine (hebdo)	
ENSEMBLE VOCAL CANA	CULTURE ET ARTS / Musique - chants - concerts	150,00		LOCAL DE STOCKAGE PARC KENNEDY	BOULODROME PARC KENNEDY	
ENTENTE BEAUVAISIENNE DE PETANQUE	SPORTS / Jeux de boules	4 700,00		LOCAL DE STOCKAGE PARC KENNEDY	BOULODROME PARC KENNEDY	827,50
ENTRAIDE	ACCES AUX DROITS / ACCES AUX DROITS				Bureau de permanence, bureau partagé à la MSIH 14m2 le mardi et vendredi de 8h30 à 12h + maison des familles mercredi de 14h00 à 17h00 et le vendredi de 14h00 à 17h00 + salle du Pré Martinet	
ENTR'AIDE SAMU SOCIAL OISE	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International			locaux espace Argentine N° 113, 114, 115 , 116 48,50m2		
ENTREDANSES (CIE K)	CULTURE ET ARTS / Danse				Gymnase de Tillé occasionnellement//le Plateau : du 20 mai au 4 juin	
ENVOL		400,00				
ESAT BEAUVAIS						103,50
ESCALE EN BEAUVAISIS					Piscine Langevin mardi 17H30 0 18H30	
ESCOPEPTE PICARDE	SPORTS / Divers	2 500,00		container stockage enceinte ST rue de Tilloy 15 m2		
ESPACE GALILEE						134,60
ESPOIR SPORT CYCLISTE BEAUVAIS				container stockage enceinte ST rue de Tilloy 15 m2		
ESSENTIEL STYLE BEAUVAIS		3 930,00	(+984€ à verser en 2020)		Coubertin merc 16h-18/20h-22h Allonne dim 14h-17h	
ETOILE DE SOI	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Soutien aux personnes				maison des familles réservations occasionnelles le mardi et jeudi après midi	
EUROP RAID						627,70
EXTERNAT MEDICO PEDAGOGIQUE DE VOISINLIEU					classe externalisée dans écoles PREVERT, LANFRANCHI	386,20
FALCAO BAHIA CAPOEIRA BEAUVAIS -(ex -CAPOEIRA AGUIA DOURADA BEAUVAIS)	SPORTS / Capoeira				Gymnase Léo Lagrange sam 14h-17h/Gym Tillé merc 18h30-21h30	323,45
FEDDE PINAL PULLAR	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International				Sallen d'activités à la MJA St Jean	
FEDERATION DE LA LIBRE Pensee DE L'OISE						158,90
FEDERATION GENERALE DES RETRAITES DES CHEMINS DE FER	LOISIRS ET VIE LOCALE / Troisième âge				Réservations occasionnelles	
FEDERATION OISE POUR LA PECHE						583,90
FIL D'ARIANE ANTENNE DE BEAUVAIS	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Handicap	4 000,00				
FITNESS CLUB BEAUVAISIEN	SPORTS / Gymnastique	1 500,00			Leo Lagrange vendredi 18h00-20h/ Corot lundi mercr 18h30-21h /Allonne sam 10h-12h / +Réservations occasionnelles/ Journée ville à l'ASCA MJA ST JEAN du 04/09/2013 au 02/07/2014 vendredi de 19h30 à 22h	142,10
FNACA - FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS EN ALGERIE MAROC ET TUNISIE	MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS / MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS				1 reunion / mois salle de st just des marais	
FOLKLORE SANS FRONTIERES					1 / mois salle de st just des marais	
FONDATION 30 MILLIONS D'AMIS		8 750,00				
FOOTBALL CLUB DE SAINT-JUST-DES-MARAIS	SPORTS / Sports collectifs	3 000,00		Local de stockage	Stade Barbier mardi mercredi jeudi vendredi 18h-21h30/mercr 13h30-18h // salles maison quartier St Just	3 738,30

**B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -**

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition			
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques
FORME PLAISIR DANS LE MONDE MODERNE	SPORTS / Athlétisme et course				GYM COUBERTIN lundi 10h-11h/18h-19h//mardi 12h30-13h30/14h-15h/mercredi 12h30-13h30/ jeudi 14h-15h vend 10h-11h / Tillé mardi 18h-20h30 //	
FOYER DES JEUNES TRAVAILLEUSES FJT LOUISE MICHEL	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Accueil et hébergement	160 400,00				
FRANCAS DE L'OISE	Jeunesse/Aide au BAFA			2 Bureaux N° 111 et 112 à l'Espace Pré-Martinet-50m2	Salles de l'Espace Pré-Martinet (journalier)	
FRANCE ALZHEIMER OISE	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Maladie - Soutien aux malades				1/semaine 98 notre dame du thil	212,70
France VICTIMES 60				Local 40 rue de songeons bat c 74,85m²	Locaux scolaire salle de restau voisinlieu 2 x par sem + Bureau de partage 1 matinée /sem MSIH	
FULL CONTACT BEAUVAIS	SPORTS / Sports de combat - arts martiaux				Allonne lundi 20h-21h30 jeudi 18h-21h samedi 10h-11h	
GACRO 60 Artisans et Commerçants retraités de l'Oise						144,20
GARAGE SOLIDAIRE DU BEAUVAISIS						162,10
GEM LE CLUB BEAUVAISIEN	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE/Soutien aux personnes				TILLE occasionnellement	
GEMOB - GROUPE D'ETUDE DES MONUMENTS ET OEUVRES D'ART DE L'OISE ET DU BEAUVAISIS	CULTURE ET ARTS / Patrimoine	2 000,00		Maison Gréber		
GENDARMERIE NATIONALE					Aquaspace Mardi 7h30 à 8h45 - 10h00 à 11 h 00 jeudi 7h30 à 8h45 - 10h00 à 11 h 00	354,10
GEPSLP - Groupement employeurs profession Sport et Loisirs en Picardie		3 500,00	(+600€ à verser en 2020)			
GORAM MELISSA (bourse Athlete haut niveau)		800,00				
GORIDE	SPORTS / Divers			Skatepark		
GRECB - GROUPE DE RECHERCHES ET D'ETUDES DE LA CERAMIQUE DU BEAUVAISIS	CULTURE ET ARTS / Patrimoine	2 000,00		Maison Gréber		
GROUPE SOS JEUNESSE OISE					1/semaine salle des fetes marissel	
GROUPEMENT D'UTILISATION DU BOXER				Terrain 13 rue Camard		
GROUPEMENT PHILATELIQUE DU BEAUVAISIS	LOISIRS ET VIE LOCALE / Activités de loisirs	500,00			Salle des fetes Voisinlieu 1/mois	113,50
GYM STEP TONIC	SPORTS / Gymnastique				Gymnase Allonne lundi 20h-21h30 mercredi 18h30-21h Coubertin vendredi 12h30-13h30 18h30-21h30	
H DANCE		0,00	(+250€ à verser en 2020)		1 / semaine jean moulin COUBERTIN lundi 19h30-21h30/mercredi 14-18h Lagrange jeudi 18-20h	
HANICROCHES	CULTURE ET ARTS / Musique - chants - concerts	600,00		Local 149 ruer Saint-Just des Marais-124 m2		
HLM DE L'OISE						103,35
HOMMES GRENOUILLES DE BEAUVAIS	SPORTS / Sports aquatiques	2 500,00		LOCAL CLUB HOUSE ESPACE DU FRANC MARCHE	Plan d'eau - vendredi 18h00-20h00 et samedi 9h30-11h30 du 02/05 au 27/09 piscine Langevin lundi 20h00 à 22h00 4 lignes -jeudi 19h30 à 22h00 4 lignes Aquaspace lundi 20h00 à 21 h 45 fosse-20h30 à 21h45 4 lignes-20h00 à 20 h 30 2lignes/ mardi 20h à 21h45 fosse 20h15 à 20h30 1 ligne - 20h45 à 21h45 4 lignes/mercredi 18h45 à 21h45 fosse-15h45 à 21 h45 2 lignes-20h30 à 21h45 bassin ludique une fois/mois	409,30
HORS CADRE	CULTURE ET ARTS / Arts visuels	1 800,00				
HYPE	HIP HOP	1 710,00	(+110€ à verser en 2020)		Aubaud lundi-mercredi 19-21h	
IFEP - INSERTION - FORMATION - EDUCATION PREVENTION	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Soutien aux personnes	360,00	(+40€ à verser en 2020)			
IMPROTHEO LIGUE D'IMPROVISATION THEATRALE DE L'OISE	CULTURE ET ARTS / Théâtre				Salle Jean Moulin (hebdo) + réservations occasionnelles	
INTERNATIONAL INNER WHEEL						149,30
ITINER'AIR	EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / Emploi, insertion et formation professionnelle			2 Bureaux MSIH 11 et 15m2 locaux 25 rue de sénéfontaine 55m2 + container stockage enceinte ST rue de Tilloy 15 m2	Gymnase Tillé : mardi 9h-12h	
IUT BEAUVAIS						227,85
JARDIN DE LA PAIX PARC LEBLANC	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Activités de jardinage					46,35
JARDINS DURABLES DE LA MIE AU ROY	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Activités de jardinage	300,00		Terrains à l'Ecospace 136 rue de la Mie-au-Roy		

**B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -**

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition				
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques	
JARDINS FAMILIAUX BEAUVAIS MARISSSEL	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Activités de jardinage	600,00		Jardins rue du Tilloy/ Champs-Dolents rue Bérégovoy /rue de la Liovette	Réservations occasionnelles		
JARDINS FAMILIAUX JEAN ROSTAND						98,45	
JARDINS FAMILIAUX SECTION SAINT-JUST DES MARAIS	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Activités de jardinage	700,00		jardins familiaux Saint-Just-des-Marais rue de la Bergerette	Réservations occasionnelles		
JARDINS FAMILIAUX SECTION BEAUVAIS CENTRE	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Activités de jardinage	600,00		Jardins Briquetterie (ancien chemin de Gisors),Jeanne-Hachette rue de Sénéfontaine ,av Jean Rostand,rue Paul Verlaine,Haut-Pothuis la Cavée aux Pierres	Réservations occasionnelles		
JARDINS FAMILIAUX SECTION NOTRE DAME-DU-THIL	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Activités de jardinage	500,00		Jardins ND-du-Thil/Jardins rue de la Belle-Mouleuse/ chemin de Ste Helene	Réservations occasionnelles		
JARDINS FAMILIAUX SECTION SAINT QUENTIN	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Activités de jardinage	300,00					
JARDINS FAMILIAUX SECTION SAINTE-HELENE	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Activités de jardinage	600,00		Jardins Chemin de Ste-Hélène	Réservations occasionnelles	198,75	
JARDINS FAMILIAUX SECTION VOISINLIEU	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Activités de jardinage	600,00		Jardins de Voisinlieu rue des Cheminots	Réservations occasionnelles		
JEANNE DE LA LUNE	CULTURE ET ARTS /Divers	450,00					
JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE BEAUVAIS	LOISIRS ET VIE LOCALE / Lieux de rencontre et d'échange	1 000,00		1 bureau partagé à l'espace Pré Martinet 22 m2			
JUDO BEAUVAIS OISE JBO	SPORTS / Sports de combat - arts martiaux				Gymn Briard mardi 17h-21h jeudi 18h-20h// Coubertin lundi jeudi 8h30-10h00/ Lagrange merc 16h-19h30		
KIWANIS CLUB DE BEAUVAIS	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International					419,20	
KRAKOWIAK		500,00			salle J Moulin (hebdo) + Salle de danse - MIA ST JEAN 19h30-22h30 (1er septembre 2014 au 31 août 2015)		
LA BALAYETTE A CIEL	CULTURE ET ARTS / Musique - chants - concerts	2 500,00		1 local de rangement de 18 m2 et 1 local de répétition partagé de 77 m2 à l'espace Pré Martinet			
LA BANDE DE BEAUVAIS					préau LANFRANCHI élémentaire occasionnellement		
LA BATOUDE CENTRE DES ARTS DU CIRQUE ET DE LA RUE	CULTURE ET ARTS / Arts de la rue et du cirque	112 500,00		Salle Jacques BREL et Local 9 Allée Johann Strauss-128m2		909,60	
LA COMPASSION						1 302,90	
LA FARANDOLE	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Crèches et halte-garderie				espace robert sene (hebdo)/ salle ND Thil (hebdo)		
LA LICORNE FLEURIE /LES VICTORYNES DE BEAUVAIS OISE	SPORTS / Gymnastique	500,00			prêt occasionnel gymnase	154,40	
LA LUDO PLANETE	ÉDUCATION ET JEUNESSE / ÉDUCATION ET JEUNESSE	3 340,00	(+60€ à verser en 2020)	locaux 2 rue saint lucien 33 m2		2 965,25	
LA PARENTINE ÉTABLISSEMENT MULTI ACCUEIL COLLECTIF	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Crèches et halte-garderie	177 500,00		13 rue de Thierache 205m2	Morvan mercredi 10h-12h		
LA PREVENTION ROUTIERE	ÉDUCATION ET JEUNESSE / ÉDUCATION ET JEUNESSE				Locaux MAII jeudi		
LA VAILLANTE DE BEAUVAIS	SPORTS / Gymnastique	18 400,00		BUREAU LOCAL AU GYMNASE LOUCHARD	Gymnase Louchard usage exclusif	1 964,50	
LA VIDA						500,15	
LAM SAI WING	SPORTS / Sports de combat - arts martiaux				Gymnase Lagrange lundi vendredi 18h00-22h, Allonne dimanche 10h-12h/Bruno METSU lundi au dimanche		
L'ARCHE	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Accueil et hébergement					1 208,55	
LE CHAHUT					reunions occasionnelles pre martinet		
LE CLOS DU BEAUVAISIS						881,75	
LE COMPTOIR MAGIQUE	CULTURE ET ARTS / Musique - chants - concerts	74 000,00	(+7000€ à verser en 2020)	intermittents recrutés directement par l'assoc.	Auditorium Rostropovitch du 12 au 25 mars / prêt de matériel technique (ponctuel)/Maladrerie	511,80	
LES 5 SAISONS	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Bien-être - Relaxation				salle fetes Marissel (hebdo) / salle maison de quartier St Just Marais (2xhebdo) / salle fete voisinlieu hebdo		
LES AINES DE NOTRE DAME DU THIL	LOISIRS ET VIE LOCALE / Troisième âge	500,00			Espace Robert Sené rue A Dancourt	127,10	
LES AMIS DE BACCHUS						2 079,00	
LES AMIS DE NOTRE DAME DE MARISSSEL	CULTURE ET ARTS / Patrimoine	500,00		local niveau 2 ancienne mairie de Marissel 113 m2			
LES AMIS DES FETES JEANNE HACHETTE	CULTURE ET ARTS / Patrimoine	73 000,00		2 agents temps partiel / personnel ST ponctuel	Tour Boileau 86 rue Desgroux 222m2	Prêt de matériel technique	11 593,80
LES ARLEQUINS RUGBY XV	SPORTS / Sports collectifs	1 000,00		local de stockage	Bois Quéquet mardi vendredi 18h30-21h00		

**B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -**

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition			
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques
LES ARTISTES DU BEAUVAISIS	CULTURE ET ARTS / Arts visuels	600,00	personnel occasionnel montage/demontage expo			627,10
LES ATELIERS DE LA BERGERETTE	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Environnement - Qualité de vie	8 000,00				3 843,10
LES DIABLES BLEUS DE L'OISE	MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS / MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS	250,00				
LES FOULEES DE LA RUE	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International	7 000,00				4 458,10
LES PANSARDS DU BOUC - HOCKEY SUR GAZON	SPORTS / Sports collectifs			LOCAL STOCKAGE STADE COMMUNEAU	Gymn Moulin : mercredi 17h00-22h, vendredi 20h30-22h // STADE COMMUNEAU merc vend 19h30-22h sam 13h30-16h30	
LES PETITS FRERES DES "PAUVRES						288,20
LES PIEDS DANS L'EAU	CULTURE ET ARTS / Musique - chants - concerts			Local sous sol Maison de Quartier Saint-Just M-56 m2		
LES PREDATORS	SPORTS/ Sports collectifs	1 500,00			Bois Quéquet lundi mercredi jeudi 19h-21h30	502,60
LES QUARTIERS PARLENT A LA REPUBLIQUE						63,35
LES RANDONNEURS BEAUVAISIENS	SPORTS / Randonnée	200,00			4/an salle de reunion pre martinet	
LES RESTAURANTS DU COEUR /Les Restos du Coeur	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International	1 000,00		11 rue de la Préfecture 370-m2		
LES SOURCES	Cohésion sociale. Solidarité nationale et internationale	3 800,00	(+1000€ à verser en 2020)			5 152,30
LES UNS POUR LES AUTRES						28,95
LFMSM - LIGUE FRANCAISE POUR LA SANTE MENTALE	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Maladie - Soutien aux malades			locaux n° 14, 15, 16 Espace Morvan-33 m2		
LIGUE ATHLETISME HAUTS DE FRANCE						1 588,90
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT						289,80
LIGUE DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN	ACCES AUX DROITS / ACCES AUX DROITS	300,00		1 armoire local de stockage espace Argentine	1 bureau partagé à l'espace Argentine le 1er jeudi du mois de 14h à 19h	471,30
LIONS CLUB BEAUVAIS ANGADREME	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International					655,60
LIONS CLUB BEAUVAIS CATHEDRALE	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International				Théâtre les 12 et 13 janvier	867,20
LIONS CLUB BEAUVAIS HELEN KELLER						118,70
LIONS CLUB BEAUVAIS JEANNE-HACHETTE	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International					299,20
LIONS CLUB DE BEAUVAIS						235,70
LIOVETTE MOTO CLUB	SPORTS / Motocyclisme	3 500,00				
LOISIRS SPORTS ST MARTIN LE NOEUD						130,35
LOUP FOLK	CULTURE ET ARTS / Musique - chants - concerts				2/semaine 98 nd du thil	
LUTTE OUVRIERE						196,10
LYCEE FRANCOIS TRUFFAUT						543,80
LYCEE JEANNE HACHETTE						148,35
LYCEE PAUL LANGEVIN						97,70
LYCEE PROFESSIONNEL DES JACOBINS						46,35
MAISON DE RETRAITE L'AGE D'OR						273,50
MAR LODJ BEAUVAIS		200,00				
MEDICIS						322,30
MEF - MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DU PAYS DU GRAND BEAUVAISIS	EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / Emploi, insertion et formation professionnelle		1 agent administratif (Mission Locale)	2 bureaux 28m2 à la MSIH		614,20
MFICE Mouvement fédérateur des initiatives citoyennes				1 armoire dans local de stockage à l'espace Argentine	bureau partagé à l'espace Argentine 12 m2 les vendredis de 13h30 à 19h et le samedi de 8h30 à 12h + armoire de stockage	
MIDELTON LUIDJI (bourse Athlete haut niveau)		800,00				
MONNAIES CLUB DU BEAUVAISIS	CULTURE			rangement MQ Saint Just des Marais 2m2	Salles de la Maison de Quartier Saint-Just des Marais(mensuel)	

**B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -**

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition			
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques
MOSAÏQUE	CULTURE ET ARTS / Danse				Salle des Fêtes de l'Espace Argentine(hebdo)/salle Pré Martinet (annuel)	
MOUVEMENT ATD QUART MONDE						252,60
MRJC						27,35
MUTUALITE FRANCAISE DE PICARDIE						741,80
NGOM HELENE (bourse Athlete haut niveau)		800,00				
NO-MADE		480,00		bureau espace Argentine 15m2 - espace de stockage partagé local espace Argentine 24 m2	Salle J Breil/2 journées Ville : Théâtre 15 et 16/06 Coubertin : mardi 17h-22h// Allonne jeudi 20h-22h/ Morvan samedi 13h30-17h30 / Journée ville au Théâtre du Beauvaisis MJA (St Jean DU 04/09/2013 au 03/07/2015 (mercredi de 18h à 21h30 : lundi de 9h à 10h et de 18h à 22h / mardi de 9h à 10 h / samedi de 9h à 17h // 1/semaine salle des fetes argentine	144,60
OFFICE DE TOURISME DU BEAUVAISIS	LOISIRS ET VIE LOCALE / Activités de loisirs			Locaux 1 rue Beauregard		
OGEC COLLEGE NOTRE DAME	Enseignement					388,55
OGEC ECOLE BERNADETTE	Enseignement	7 774,49				2 241,50
OGEC ECOLE SAINT-PAUL	Enseignement	7 272,95	1 agent technique			937,80
OGEC -INSTITUTION DU ST ESPRIT	Enseignement	3 761,47			1 spectacle pre martinet	
OHB - ORCHESTRE D'HARMONIE DE BEAUVAIS	CULTURE ET ARTS / Musique - chants - concerts	17 000,00		Local-au sein du C.R.D.	Théâtre les 7 et 8 décembre	
OLYMPIC KARATE CLUB BEAUVAIS OKCB	SPORTS / Sports de combat - arts martiaux	1 500,00			Coubertin dojo 2 : usage exclusif / + réservations occasionnelles salles quartiers	201,10
OPAC DE L'OISE (renforcement sécurité)		12 975,00				
OPHS - INSTITUT LEON BERNARD	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Crèches et halte-garderie	60 000,00				
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE L'OISE LE CONCERT (sté philharmonique de Beauvais)	CULTURE ET ARTS / Musique - chants - concerts	3 000,00		1 local n° 12 de stockage 18 m2 et 1 bureau n°114 à l'espace Pré Martinet 24 m2	Théâtre les 9 et 10 mars	
ORDRE DES AVOCATS					COMMUNEAU - 1 week en mai	
PAROISSE BEAUVAIS NORD						217,35
PAROISSE BEAUVAIS SUD						63,35
PERSPECTIVE CONTRE LE CANCER	SANTE ET BIEN ETRE / Maladie - soutien aux malades	500,00		locaux rue de l'école maternelle 24 m2	salle mutualisée 4 rue de l'école maternelle 31 m2 le mardi de 9h à 20h et le vendredi de 9h à 12h30	2 073,45
PETANQUE ST JUST DES MARAIS						176,10
PHOTO CLUB BEAUVAISIEN	CULTURE ET ARTS / Arts visuels	550,00	personnel occasionnel montage/demontage expo	locaux n° 106 et 107 à l'espace Argentine 38m2	Salle d'expo Médiathèque	
PICARDIE NATURE					Locaux Ecospace	
PK60 - POINT KILOMETRIQUE 60	LOISIRS ET VIE LOCALE / Activités de loisirs			locaux n° 108, 109, 110 Espace Pré-Martinet-126 m2		
PMJB - PROMOUVOIR LA MEMOIRE ET LA JEUNESSE DU BEAUVAISIS	CULTURE ET ARTS / Patrimoine			1 armoire dans local de stockage à l'espace Argentine	Bureau partagé à l'Espace Argentine 15m2 les lundis de 14h à 18h	26,70
POLE ANIMALIER DE BEAUVAIS CLARA						351,95
POLICE NATIONALE COMMISSARIAT			2 agents	logement square Bellot		913,05
PREFECTURE DE L'OISE						628,05
PROMEO FORMATION						236,35
QUESTIONS POUR UN CHAMPION DE BEAUVAIS	LOISIRS ET VIE LOCALE / Activités de loisirs				Salle des Fêtes de Marissel(hebdo)/Salles de la Maison Quartier Saint-Just des Marais(hebdo)	
REA CORPS (Danse et rythme)	SANTE ET BIEN ETRE / Bien être et relaxation	800,00			Gymnase Tillé jeudi 12h15-19h vendredi 13h15-21h	
RED STAR FC	SPORTS / Sports collectifs				Mise a disposition stade Brisson 10 matchs	693,90
RESEAU BULLE 60						362,40
RESONNANCE ET MIEUX-ÊTRES	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Bien-être - Relaxation				Salle des Fêtes de Marissel (hebdo)	
RICOCHETS	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Médiation familiale	5 520,00	(+730€ à verser en 2020)			2 780,70
RING BEAUVAISIEN	SPORTS / Sports de combat - arts martiaux			RING ET LOCAL ESPACE FRANC MARCHE	Centre Multisports Metsu Stade Omet usage exclusif	
ROTARY CLUB DE BEAUVAIS						786,00
ROTARY CLUB DE NOYON						1 393,40
ROTARY INTERNATIONAL					Quadrilatere le 7/11	
SAINT LUCIEN FETE LE LIEN		421,00				
SAINT PAUL POSITION SPP						347,30
SALSAPILLS					1/semaine salle de st just des marais	

**B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -**

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition			
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques
SAMB BAGAGE	CULTURE ET ARTS / Arts de la rue et du cirque	500,00			1/semaine jean moulin /saille d'activité Ecole élémentaire Jean Moulin le mardi de 18h30 à 20h30 et le mercredi de 18h à 20h	
SATO PICARDIE CENTRE DE SOINS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE PREVENTION ET ADDICTOLOGIE	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Dépendances				Gymnase Morvan : mercredi 9h-10h	
SAVATE BOXING CLUB	SPORTS / Sports de combat - arts martiaux				Leo Lagrange salle de boxe : usage exclusif + jeudi dojo 19h-22h	
SECOURS CATHOLIQUE DE BEAUVAIS	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International			locaux n° 12, 17, 18, 19, 20 à l'espace Argentine 64 m2	4/semaines salle de reunion argentine	79,35
SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS DE BEAUVAIS	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International	1 000,00		Locaux au 11 rue de la préfecture 268 m2, 4 rue de l'école maternelle 216 m2 + container de stockage ST rue de Tilloy		
SNUIPP - SYNDICAT NATIONAL UNITAIRE DES INSTITUTEURS PROFESSEURS DES ECOLES ET PEGC	ÉDUCATION ET JEUNESSE / ÉDUCATION ET JEUNESSE			Bureau n° 108, 109, 110, 111 Espace Morvan 98 m2		483,50
SOCIETE COLOMBOPHILE LA JEANNE HACHETTE / GROUPEMENT COLOMBOPHILE DE L'OISE	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Associations animalières			Local 11-13 rue de Paris-87m2	1/an salle du pre martinet	
SOCIETE D'HORTICULTURE DE BEAUVAIS	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Activités de jardinage			Local 4 rue de Paris-33m2	2/semaine salle des fetes de St Just des Marais	
SOCIETE D'HORTICULTURE DE BOTANIQUE ET D'APICULTURE DE BEAUVAIS	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Activités de jardinage	4 500,00				
SOFIA (assoc Fraternité Internationale par l'Art)		4 345,00	(+205€ à verser en 2020)		Le Plateau : de 22/04 au 06/05// Rostro le 23/02	2 361,35
SOIE VAUBAN CREATIF	LOISIRS ET VIE LOCALE / Activités de loisirs	300,00				
SOL ITINERA	Arts visuels		(+80€ à verser en 2020)		bureau partagé à l'espace Argentine 12 m2-de 8h30 à 12h30-du lundi au vendredi sauf le 2ème lundi et le 4ème mercredi	
SOLIDARITE MIGRANTS OISE					1/an salle des fetes berlioz	
SOPHROLOGIE ET YOGA	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Bien-être - Relaxation				1/semaine salle des fetes de St Just des Marais	
SOS PAPA PICARDIE	ACTION SOCIALE ET FAMILIALE / Médiation familiale				Salles à l'Espace Pré-Martinet (mensuel)	
SOSIE - SOS INSERTION EMPLOI	EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / Emploi, insertion et formation professionnelle	29 922,00	(+150€ à verser en 2020)	Local 18 rue Jean Bertrand 66 m2		3 641,76
SPA - SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Associations animalières			chenil municipal 822m2		
SPORT EVASION ET DIVERSITE		1 350,00	(+150€ à verser en 2020)			
SPORT HUMANITAIRE EDUCATION POUR UN MEILLEUR AVENIR		720,00	(+80€ à verser en 2020)			
SYNDICAT FORCE OUVRIERE DES TERRITORIAUX DE BEAUVAIS		302,00				
SYNDICAT SUD COLLECTIVITES TERRITORIALES DE L OISE		164,00				
TAICHI HARMONIE	SPORTS / Sports de combat - arts martiaux				salle Jean Moulin (hebdo)	
TAROT CLUB DE BEAUVAIS	LOISIRS ET VIE LOCALE / Activités de loisirs				2/semaines Salle des Fêtes de Saint-Just des Marais + réservations occasionnelles	
TEMPS ET YOGA					Locaux Ecole J Moulin (hebdo)	
TENNIS CLUB DE L'AGGLOMERATION DU BEAUVAISIS (Beauvais St Lucien Tennis)	SPORTS / Sports de raquettes	8 500,00	(+70€ à verser en 2020)	local en partage-rue P Garbet 55 m2	Gym Aubaud merc 13h-16 20h-22h sam 14h-17h/Gymn Moulin sam 14h-17h/Allonne samedi 9h-12h	351,10
THEATRE DE L'ORAGE	CULTURE ET ARTS / Théâtre	5 000,00		Bureau n° 115 à l'Espace Pré-Martinet -25m2 et local de stockage 8 Allée des Marronniers 59m2	Auditorium Rostropovitch 25/05 et du 4 au 9/11 // Le plateau du 7/10 au 4/11 / 2/semaine Salle de Voisinlieu	
THEATRE DU BEAUVAISIS COMITE DE GESTION	CULTURE ET ARTS / Théâtre	25 014,00		Théâtre	Rostro : 14/03//15 au 19/04//7,13 et 21 mai // 01/06 et 10/12	272,15
TKD60 - TAEKWONDO DOJANG BEAUVAIS	SPORTS / Sports de combat - arts martiaux				gymnaseAubaud : lundi 18h30-22h/ gymnase Moulin lundi 18h-19h30 mardi 20h30-22h vendredi 18h30-20h/ Lagrande samedi 17h-19h	
TOUSMOBILE	EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / Emploi, insertion et formation professionnelle			2 bureaux de 14 et 15 m2 à la MSIH		
TROPICANA BRASIL SHOW	SPORTS / Sports de combat - arts martiaux				Gymnase Allonne vend 20h30-22h / gymnase Tillé jeudi 18h30-21h30	
TWIRLING DANSE BEAUVAIS (ex TWIRLING CLUB BEAUVAIS)	SPORTS / Gymnastique				Léo Lagrange vend 18h30-20h samedi 14h-17h	971,55
UDIOM UNION DE L'ORDRE DE MALTE						79,35
UFOLEP					salle des fete jean moulin (hebdo)	904,55
UMRAC - UNION DES MUTILES, REFORMES ET ANCIENS COMBATTANTS	MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS / MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS				salle à la mairie pour AG 1x par an	

**B1.6 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE
OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT
Exercice 2019 - Détail -**

Bénéficiaire	Thème	Subvention versée en 2019	Mise à Disposition			
			Personnel	Locaux Permanents	Locaux Partiels	Prêt matériel Serv Techniques
UN CIEL POUR TOUS				local centre com-146m2 Bellevue	bureau partagé MJA 14m2 MJA St Jean du lundi au dimanche: salle de danse + auditorium + salles d'activités 1 et 2 + cuisine du 17/09/2014 au 31/08/2015	2 108,35
UNACITA - UNION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS D'INDOCHINE DES TOE D'AFRIQUE DU NORD DES OPEX	MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS / MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS	400,00			Salles à la Maison de Quartier Saint-Just des Marais (mensuel) + réservations occasionnelles	213,20
UNAPEI60				Chalet de stockage matériel (5,40m x 3,60m)	Plateau les 27 et 28/06	
UNAPEI60 IME LES PAPILLONS BLANCS		250,00				1 773,05
UNC - UNION NATIONALE DES COMBATTANTS	MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS / MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS	600,00			1/mois salle reunion st just des marais	
UNICEF OISE	SOLIDARITE NATIONALE ET INTERNATIONALE / Solidarite National et International			local stockage 24 m2 + bureau 10 m2 n° 105 à l'espace Argentine		
UNILASALLE					Quadrilatère : 21/10	16 231,25
UNION DES BERBERES DU BEAUVAISIS	CULTURE ET ARTS / Cultures étrangères - Folklore	6 000,00		1 armoire dans local de stockage à l'espace Argentine	Auditorium Rostro 31/01 28/02 21/11	309,50
UNION DES COMMERCANTS DE BEAUVAIS						152,90
UNION LOCALE CGT DU BEAUVAISIS	ACCES AUX DROITS / ACCES AUX DROITS	543,00		Bureaux Maison des Syndicats-160m2	Salle maison des syndicats	329,30
UNION LOCALE DES SYNDICATS CGT - FORCE OUVRIERE	ACCES AUX DROITS / ACCES AUX DROITS			Bureaux Maison des Syndicats-160m2	Salle maison des syndicats	
UNION SPORTIVE BEAUVAIS	SPORTS / Sports collectifs				Stade L Roger mercredi 19h-21h	
UNION SPORTIVE ET CULTURELLE DES PORTUGAIS DE BEAUVAIS	SPORTS / Sports collectifs	15 000,00		Local stockage 8 Ave des Chênes-30m2 ET CLUB HOUSE STADE COMMUNEAU	Stade Communeau lundi mardi jeudi vendredi 18h-22h mercredi 14h-22h	
UNIRIDERS (projet Triat jump)		800,00				
UNIVERSITE POUR TOUS		4 900,00				
UNPRG - UNION NATIONALE DU PERSONNEL EN RETRAITE DE LA GENDARMERIE	MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS / MILITAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS	200,00			salle à la mairie pour AG 1x par an	
UNRPA- UNION NATIONALE DES RETRAITES ET PERSONNES AGEES	LOISIRS ET VIE LOCALE / Troisième âge	3 100,00	(+400€ à verser en 2020)	1 local de rangement de 9 m2 et 1 bureau de 18 m2 à l'espace Pré Martinet	Salle de l'Espace Pré-Martinet (hebdo) + reservation ponctuelles	2 114,75
UNSS UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE	SPORTS / Omnisports	1 000,00			stade communaux merc 13h30-17h/Truffaut mercredi 13h30-17h / Lagrange merc 13h-17h / Ladoumegue mercredi 13h30-17h/ G Sand merc 13h-17h	3 260,60
UPJV - UNIVERSITE JULES VERNE				1 agent administratif		39,35
VAINCRE LA MUCOVISCIDOSE	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Maladie - Soutien aux malades					559,20
VAUBAN LOISIRS PLUS	LOISIRS ET VIE LOCALE / Activités de loisirs	500,00			4/an salle des fetes jean moulin	
VELLOVAQUE	NATURE ET ENVIRONNEMENT / Environnement - Qualité de vie	1 300,00		1 bureau partagé à l'espace Pré Martinet 22 m2		
VELOCE CLUB BEAUVAISIEN OISE (VCB OISE)	SPORTS / Cyclisme			ANNEAU CYCLISTE PARC Marcel DASSAULT + local de stockage Aquaspace	réservations occasionnelles	422,10
VIE LIBRE SECTION DE BEAUVAIS	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Dépendances	800,00			2/mois Salle de reunion Saint-Just des Marais	
VMEH - VISITE DES MALADES DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Maladie - Soutien aux malades	800,00				
VOISINLIEU POUR TOUS	LOISIRS ET VIE LOCALE / Amicales - Associations de quartier	88 000,00	(+800€ à verser en 2020)	Centre socio culturel Georges Desmarquet 437m2	Gymnase Louchard stade mercredi :10h-11h30 + salle motricité école mat Voisinlieu le lundi de 18h15 à 20h15 réservations occasionnelles	2 997,00
YOGA DU POSSIBLE	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Bien-être - Relaxation				2/semaine Salle des Fêtes de Marissel	
YOGA ET VIE	SANTÉ ET BIEN-ÊTRE / Bien-être - Relaxation				1 / semaine Salle des fetes Saint-Just des Marais + 1/semaine salle ancienne mairie de marissel	
ZERO DECHET BEAUVAIS						128,20
	Total mandaté en 2019 (6573+6574)	7 350 975,97				238 277,08
	Rattachements 2018	-121 846,70				
	Restes à verser sur 2020 (rattachements 2019)	30 244,80				
	TOTAL GENERAL >>>	7 259 374,07				

IV – ANNEXES	IV
LISTE DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	B1.7

B1.7 – LISTE DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT 2019

Bénéficiaires	Montant
AGGLOMERATION DU BEAUVAISIS - Participation pour travaux sur réseau eaux pluviales	23 456,05
BUDGET ELISPACE - Subv pour equipt & travaux batiment	21 041,35
ASCA OuvreBoite - Subvention investisst Acquis nouvelles consoles & cablage	2 984,00
Commerce L'ONGLERIE - Subvention FAAC	500,00
Commerce L'ATELIER COUTURE - Subvention FAAC	78,00
Commerce SAUTEUR MC FLEURS AGAPANTHE - Subvention FAAC	95,00
TOTAL >>>	48 154,40

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
VARIATION DU PATRIMOINE (article R.2313-3 du CGCT) - ENTREES	A10.1

A10.1 ETAT DES ENTREES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS- FONCIER 2019

N° Mandat	Imputation	Modalités d'acquisition	N° cadastre	Désignation du bien	Valeur Acquisition (coût historique)	Cumul des amort.	Durée de l'amort.
38	2111 824	Regul		Trvx securisation Pavillon de la Gare avant démolition	568,80		
359	2111 824	Regul		Trvx Pavillon de la Gare avant démolition	2 232,00		
447/467/8505	2111 824	Onéreuse	Q1604 (120m2) Q1606 (12m2)	18-10-17 Acquis epX CADOT-MORICE terrain / frais notaire	1 080,30		
1244	2111 824	Onéreuse	BN806 (330m2)	20-01-17 Acquis Sté IN VESTISS FRANCE / terrain/ frais	1 803,58		
1245	2111 824	Onéreuse	Q871 (430m2)	01-02-17 Acquis consorts DANIEL / terrain / frais	326,20		
2313/ A447/ A467	2111 824	Onéreuse	Q59/67/738/1489/1491/153 0 (1639m2)	27/02/2019 Acquis epX CADOT-MORICE terrain (2548,50€)+frais (951,50€)	2 974,40		
2907	2111 824	Onéreuse	U501 (735m2)	15-03-2019 Acquis MOISSON-LESOBRE / terrain	3 307,50		
3511	2111 822	Onéreuse	BO119 (2903m2)	Syndicat ds Eaux de l'agglo beauvaisienne / terrain	4 354,50		
5435	2138 020	Onéreuse	AS16 (285m2)	16-11-2016 Acquis Cts VITSE/ Maison 44 rue Desgroux /frais	3 044,96		
7729	2111 824	Onéreuse	AC1067 (583m2) AC1070 (282m2)	26/06/2019 Acquis HOUPIN-LEGRAIN / terrain	6 920,00		
8504	2111 824	Onéreuse	AN228 (4546m2)	05/07/2019 Acquis MARTIN / terrain	6 819,00		
8506	2111 824	Onéreuse	AX602 (51m2) AX604 (1074m2)	18-10-17 Acquis PEPIN-DUCLAUX / frais	1 231,67		
10690	2111 822	Onéreuse	AX81 82 83 (424m2)	06-11-18 Acquis Csts VANDERMALE Terrain / Frais	395,16		
11609	2138 020	Onéreuse	ZA278-503 (326m2)	10-08-18 Acquis RICHARD /Commerce Café Argentine /frais	3 528,77		
13825	2138 020	Onéreuse	Y54 (1407m2)	03-10-2019 Acquis MERZ-BAROUX / Local commercial rue des Jacobins 55.000€ + frais (5000+492,74)	60 492,74		
14364/ 15335/ 15336/ 15337	2111 824	Onéreuse	BG411 (5109m2)	Acquis adjudication 233 rue ND Thil /terrain+frais (vente annulée en 2020)	158 332,06		
15830	2111 824	Onéreuse	Q355-420 R266 (231m2)	21-12-17 Acquis VERON Terrain / Frais	632,34		
TR2649	2111 824	Onéreuse	Q821 (175m2)	07-02-17 Acquis consorts CROIZE terrain / regul frais	-10,00		
				Totaux :	258 033,98		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
VARIATION DU PATRIMOINE (article R.2313-3 du CGCT) - SORTIES	A10.1

A10.1 ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS- FONCIER 2019

N° Titre	Imputation	Modalités d'acquisition	N° cadastre	Désignation du bien	Valeur Acquisition (coût historique)	Cumul des amort.	Valeur nette comptable (jour cession)	Prix de cession	Plus (+) ou moins value (-)
2510		A titre onéreux	ZC202 (1447m2) ZC207 (1968m2) ZC208 (2709m2) ZC209 (340m2)	12-07-2019 Vente Communaute d'aggllo du Beauvaisis / terrain chemin ruraux ZAC Novaparc	0,00		0,00	32 320,00	+32 320,00 €
				TOTAL >>>	0,00	0,00	0,00	32 320,00	+32 320,00 €

(comptes 2111+2113+21312+21318+2138)

Commission Commission générale

Service Administration

Réf : 2020-314

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Finances - compte administratif 2019 - budget annexe de l'eau

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1612.12 et suivants,

S'agissant du budget annexe de l'Eau,

Vu les délibérations du conseil municipal en date du 21 décembre 2018 approuvant le budget primitif 2019, et du 27 septembre 2019 adoptant la décision modificative n°1,

Considérant que l'arrêté des comptes de la collectivité territoriale est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif présenté par le maire qui doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice, date prolongée au 31 juillet 2020 par l'ordonnance 2020-330 relative aux mesures de continuité budgétaire liées aux conséquences de l'épidémie de Covid-19,

Considérant que le compte de gestion du comptable fait ressortir une identité d'exécution d'écritures avec le compte administratif de l'ordonnateur,

Vu le document budgétaire conforme à l'instruction comptable et budgétaire M49 et le rapport de présentation,

Il est proposé au conseil municipal d'adopter le compte administratif 2019 du budget annexe de l'eau comme suit :

Fonctionnement

Dépenses		Recettes	
		Résultat reporté N-1 (excédent)	402 802,44
mandats émis	720 696,51	titres émis	1 186 000,64
Total :	720 696,51	Total :	1 588 803,08
		Résultat (excédent)	868 106,57

Investissement

Dépenses		Recettes	
		Solde d'investissement N-1	744 495,06
mandats émis	1 646 000,45	titres émis	823 457,84
Total :	1 646 000,45	Total :	1 567 952,90
Résultat (besoin de financement)	-78 047,55	Résultat (excédent de financement)	

Résultat de l'exécution : 790 059,02

Restes à réaliser - Investissement

Dépenses		Recettes	
reports	307 809,33	reports	285 101,65
Solde des restes à réaliser :	-22 707,68		

Résultat cumulé : 767 351,34

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21600056200738	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT VILLE DE BEAUVAIS
--	---

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE BEAUVAIS MUNICIPALE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : BEAUVAIS-BUDGET EAU (2)

ANNEE 2019

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10

B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet

A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet

A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet

A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 25

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 26

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet

A6 - Etat des charges transférées Sans Objet

A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 27

A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet

A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet

A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet

A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet

A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet

B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet

B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 28

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 30

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 31

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	720 696,51	G	1 186 000,64	G-A	465 304,13
	Section d'investissement	B	1 646 000,45	H	823 457,84	H-B	-822 542,61

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	0,00 (si déficit)	I	402 802,44 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	744 495,06 (si excédent)

		=		=		SOLDE D'EXECUTION (1)	
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D	2 366 696,96	Q= G+H+I+J	3 156 755,98	=Q-P	790 059,02

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	307 809,33	L	285 101,65
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	307 809,33	= K+L	285 101,65

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	720 696,51	= G+I+K	1 588 803,08	868 106,57	
	Section d'investissement	= B+D+F	1 953 809,78	= H+J+L	1 853 054,55	-100 755,23	
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	2 674 506,29	= G+H+I+J+K+L	3 441 857,63	767 351,34	

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés		0,00		
70	Ventes produits fabriqués, prestations				0,00
73	Produits issus de la fiscalité				0,00
74	Subventions d'exploitation				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	307 809,33	L	285 101,65
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	307 809,33	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	285 101,65

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	42 230,00	354,98	854,00	0,00	41 021,02
012	Charges de personnel, frais assimilés	108 770,00	68 130,45	40 529,00	0,00	110,55
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100,00	1,21	0,00	0,00	98,79
Total des dépenses de gestion courante		151 100,00	68 486,64	41 383,00	0,00	41 230,36
66	Charges financières	91 000,00	68 169,14	10 396,68	0,00	12 434,18
67	Charges exceptionnelles	200,00	115,21	0,00	0,00	84,79
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		242 300,00	136 770,99	51 779,68	0,00	53 749,33
023	Virement à la section d'investissement (4)	547 552,44				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	620 100,00	532 145,84			87 954,16
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		1 167 652,44	532 145,84			635 506,60
TOTAL		1 409 952,44	668 916,83	51 779,68	0,00	689 255,93
Pour information		0,00				
D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1						

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 000 000,00	1 178 903,71	0,00	0,00	-178 903,71
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		1 000 000,00	1 178 903,71	0,00	0,00	-178 903,71
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		1 000 000,00	1 178 903,71	0,00	0,00	-178 903,71
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	7 150,00	7 096,93			53,07
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		7 150,00	7 096,93			53,07
TOTAL		1 007 150,00	1 186 000,64	0,00	0,00	-178 850,64
Pour information		402 802,44				
R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1						

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 049 775,56	1 186 472,21	307 809,33	555 494,02
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	2 053 775,56	1 186 472,21	307 809,33	559 494,02
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	482 000,00	452 431,31	0,00	29 568,69
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	482 000,00	452 431,31	0,00	29 568,69
45...	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	2 535 775,56	1 638 903,52	307 809,33	589 062,71
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	7 150,00	7 096,93		53,07
041	Opérations patrimoniales (2)	350 000,00	0,00		350 000,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	357 150,00	7 096,93		350 053,07
	TOTAL	2 892 925,56	1 646 000,45	307 809,33	939 115,78
	Pour information	0,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	11 312,00	0,00	-11 312,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	280 778,06	280 000,00	0,00	778,06
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	280 778,06	291 312,00	0,00	-10 533,94
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	350 000,00	0,00	285 101,65	64 898,35
	Total des recettes financières	350 000,00	0,00	285 101,65	64 898,35
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	630 778,06	291 312,00	285 101,65	54 364,41
021	Virement de la section d'exploitation (2)	547 552,44			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	620 100,00	532 145,84		87 954,16
041	Opérations patrimoniales (2)	350 000,00	0,00		350 000,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	1 517 652,44	532 145,84		985 506,60
	TOTAL	2 148 430,50	823 457,84	285 101,65	1 039 871,01
	Pour information	744 495,06			
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

- (1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
- (2) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
- (3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
- (4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 208,98		1 208,98
012	Charges de personnel, frais assimilés	108 659,45		108 659,45
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1,21		1,21
66	Charges financières	78 565,82	0,00	78 565,82
67	Charges exceptionnelles	115,21	0,00	115,21
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	532 145,84	532 145,84
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés(4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	188 550,67	532 145,84	720 696,51

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	720 696,51
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	7 096,93	7 096,93
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	452 431,31	0,00	452 431,31
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	1 186 472,21	0,00	1 186 472,21
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations(reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	1 638 903,52	7 096,93	1 646 000,45

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	1 646 000,45
--	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 178 903,71		1 178 903,71
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	7 096,93	7 096,93
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		1 178 903,71	7 096,93	1 186 000,64

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	402 802,44
---	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 588 803,08
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	11 312,00	0,00	11 312,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	280 000,00	0,00	280 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		532 145,84	532 145,84
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		291 312,00	532 145,84	823 457,84

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	744 495,06
---	-------------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 567 952,90
---	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général (2) (3)	42 230,00	354,98	854,00	0,00	41 021,02
604	Achats d'études, prestations de services	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
6068	Autres matières et fournitures	2 645,00	0,00	0,00	0,00	2 645,00
611	Sous-traitance générale	710,00	354,98	0,00	0,00	355,02
618	Divers	5 821,00	0,00	0,00	0,00	5 821,00
6226	Honoraires	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6251	Voyages et déplacements	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
6256	Missions	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
627	Services bancaires et assimilés	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6287	Remboursements de frais	854,00	0,00	854,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	108 770,00	68 130,45	40 529,00	0,00	110,55
6218	Autre personnel extérieur	36 059,00	0,00	40 529,00	0,00	-4 470,00
6331	Versement de transport	390,00	386,94	0,00	0,00	3,06
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	217,00	214,49	0,00	0,00	2,51
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	390,00	385,94	0,00	0,00	4,06
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	130,00	128,76	0,00	0,00	1,24
6411	Salaires, appointements, commissions	43 230,00	37 120,09	0,00	0,00	6 109,91
6414	Indemnités et avantages divers	10 064,00	11 808,47	0,00	0,00	-1 744,47
6415	Supplément familial	74,00	0,00	0,00	0,00	74,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	10 197,00	10 310,52	0,00	0,00	-113,52
6453	Cotisations aux caisses de retraites	6 752,00	6 687,12	0,00	0,00	64,88
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 196,00	1 016,96	0,00	0,00	179,04
6458	Cotisations autres organismes sociaux	71,00	71,16	0,00	0,00	-0,16
014	Atténuations de produits (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100,00	1,21	0,00	0,00	98,79
658	Charges diverses de gestion courante	100,00	1,21	0,00	0,00	98,79
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		151 100,00	68 486,64	41 383,00	0,00	41 230,36
66	Charges financières (b) (5)	91 000,00	68 169,14	10 396,68	0,00	12 434,18
66111	Intérêts réglés à l'échéance	90 000,00	78 083,41	0,00	0,00	11 916,59
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	1 000,00	-9 914,27	10 396,68	0,00	517,59
67	Charges exceptionnelles (c)	200,00	115,21	0,00	0,00	84,79
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	116,00	115,21	0,00	0,00	0,79
678	Autres charges exceptionnelles	84,00	0,00	0,00	0,00	84,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		242 300,00	136 770,99	51 779,68	0,00	53 749,33
023	Virement à la section d'investissement	547 552,44				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)	620 100,00	532 145,84			87 954,16
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	620 100,00	532 145,84			87 954,16
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		1 167 652,44	532 145,84			635 506,60
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		1 167 652,44	532 145,84			635 506,60
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 409 952,44	668 916,83	51 779,68	0,00	689 255,93
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	482,41

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 000 000,00	1 178 903,71	0,00	0,00	-178 903,71
70128	Autres taxes et redevances	1 000 000,00	1 178 903,71	0,00	0,00	-178 903,71
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		1 000 000,00	1 178 903,71	0,00	0,00	-178 903,71
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		1 000 000,00	1 178 903,71	0,00	0,00	-178 903,71
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	7 150,00	7 096,93			53,07
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	7 150,00	7 096,93			53,07
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		7 150,00	7 096,93			53,07
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		1 007 150,00	1 186 000,64	0,00	0,00	-178 850,64
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		402 802,44				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	2 049 775,56	1 186 472,21	307 809,33	555 494,02
2313	Constructions	358 659,98	76 387,94	91 154,57	191 117,47
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 691 115,58	1 110 084,27	216 654,76	364 376,55
Total des dépenses d'équipement		2 053 775,56	1 186 472,21	307 809,33	559 494,02
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	482 000,00	452 431,31	0,00	29 568,69
1641	Emprunts en euros	480 000,00	450 587,98	0,00	29 412,02
1681	Autres emprunts	2 000,00	1 843,33	0,00	156,67
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		482 000,00	452 431,31	0,00	29 568,69
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		2 535 775,56	1 638 903,52	307 809,33	589 062,71
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	7 150,00	7 096,93	0,00	53,07
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	7 150,00	7 096,93	0,00	53,07
139111	Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau	5 500,00	5 454,29	0,00	45,71
13918	Autres subventions d'équipement	1 650,00	1 642,64	0,00	7,36
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	350 000,00	0,00	0,00	350 000,00
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	350 000,00	0,00	0,00	350 000,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		357 150,00	7 096,93	0,00	350 053,07
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		2 892 925,56	1 646 000,45	307 809,33	939 115,78
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	11 312,00	0,00	-11 312,00
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	11 312,00	0,00	-11 312,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	280 778,06	280 000,00	0,00	778,06
1641	Emprunts en euros	280 778,06	280 000,00	0,00	778,06
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		280 778,06	291 312,00	0,00	-10 533,94
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	350 000,00	0,00	285 101,65	64 898,35
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	350 000,00	0,00	285 101,65	64 898,35
Total des recettes financières		350 000,00	0,00	285 101,65	64 898,35
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		630 778,06	291 312,00	285 101,65	54 364,41
021	Virement de la section d'exploitation	547 552,44			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	620 100,00	532 145,84		87 954,16
28121	Aménagement Terrains nus	5 200,00	5 138,11		61,89
28128	Aménagement Autres terrains	500,00	145,08		354,92
281351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	95 000,00	55 566,42		39 433,58
28151	Installations complexes spécialisées	65 000,00	46 711,14		18 288,86
281531	Réseaux d'adduction d'eau	453 400,00	424 200,69		29 199,31
28183	Matériel de bureau et informatique	400,00	384,40		15,60
28188	Autres	600,00	0,00		600,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		1 167 652,44	532 145,84		635 506,60
041	Opérations patrimoniales (6)	350 000,00	0,00		350 000,00
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	50 000,00	0,00		50 000,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	300 000,00	0,00		300 000,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		1 517 652,44	532 145,84		985 506,60
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		2 148 430,50	823 457,84	285 101,65	1 039 871,01
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		744 495,06			

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
 (2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
 (3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
 (4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.
 (5) Les comptes 15.2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
 (6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					8 458 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					8 458 000,00									
1101consolidation	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	01/12/2011	01/12/2011	30/12/2012	1 200 000,00	V	Euribor 3M + 1.15	2,360	2,420	EUR	A	C	O	A-1
1204	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/04/2012	25/04/2012	01/05/2013	500 000,00	F	Taux fixe à 4.23 %	4,230	4,230	EUR	A	P	O	A-1
1306	BANQUE POSTALE	10/10/2013	20/11/2013	01/03/2014	750 000,00	V	Euribor 3M + 1.63	1,850	1,890	EUR	T	C	O	A-1
1505	SFIL CAFFIL	18/06/2015	31/12/2015	01/04/2016	700 000,00	F	Taux fixe à 1.79 %	1,790	1,800	EUR	T	P	O	A-1
1602	CAISSE D'EPARGNE	27/07/2016	26/12/2016	25/03/2017	1 450 000,00	F	Taux fixe à 1.46 %	1,460	1,470	EUR	T	P	O	A-1
1604	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2016	25/04/2017	25/07/2017	800 000,00	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	1,460	EUR	T	P	O	A-1
1702	CAISSE D'EPARGNE	24/07/2017	15/12/2017	25/03/2018	800 000,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	1,630	EUR	T	P	O	A-1
1801	BANQUE POSTALE	07/12/2018	11/12/2018	01/04/2019	810 000,00	F	Taux fixe à 1.52 %	1,520	1,530	EUR	T	C	O	A-1
1906	BANQUE POSTALE	19/11/2019	18/12/2019	01/04/2021	698 000,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0.71)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,710	0,720	EUR	X	P	O	A-1
802	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2008	22/12/2008	25/04/2009	750 000,00	F	Taux fixe à 4.47 %	4,160	4,230	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET EAU - CA - 2019

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					27 650,00									
1681 Autres emprunts (total)					27 650,00									
1206	Agence de l'eau Seine Normandie	16/02/2012	16/02/2012	15/02/2013	27 650,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					8 485 650,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		5 225 554,89					450 587,98	78 083,41	0,00	10 396,68
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		5 225 554,89					450 587,98	78 083,41	0,00	10 396,68
1101consolidation	N	0,00	A-1	400 000,00	4,00	V	Euribor 3M + 1.15	0,810	100 000,00	4 086,12	0,00	8,36
1204	N	0,00	A-1	71 928,30	0,33	F	Taux fixe à 4.23 %	4,230	69 009,18	5 961,66	0,00	2 019,91
1306	N	0,00	A-1	450 000,00	8,92	V	Euribor 3M + 1.63	1,300	50 000,00	6 282,44	0,00	693,00
1505	N	0,00	A-1	542 169,58	11,00	F	Taux fixe à 1.79 %	1,790	43 127,00	10 188,40	0,00	2 399,25
1602	N	0,00	A-1	1 258 503,90	16,98	F	Taux fixe à 1.46 %	1,460	64 764,51	18 966,21	0,00	255,20
1604	N	0,00	A-1	712 197,53	17,32	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	35 502,69	10 649,19	0,00	1 864,58
1702	N	0,00	A-1	731 130,58	17,98	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	34 713,06	12 196,50	0,00	164,50
1801	N	0,00	A-1	779 625,00	19,00	F	Taux fixe à 1.52 %	1,480	30 375,00	9 494,78	0,00	2 929,66
1906	N	0,00	A-1	280 000,00	20,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0.71)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	1,160	0,00	0,00	0,00	62,22
802	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.47 %	4,520	23 096,54	258,11	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-BUDGET EAU - CA - 2019

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		14 746,69					1 843,33	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		14 746,69					1 843,33	0,00	0,00	0,00
1206	N	0,00	A-1	14 746,69	7,12	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 843,33	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		5 240 301,58					452 431,31	78 083,41	0,00	10 396,68

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	11	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	5 240 301,58	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		489 150,00	459 528,24
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		482 000,00	452 431,31
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	480 000,00	450 587,98
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	2 000,00	1 843,33
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		7 150,00	7 096,93
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	7 150,00	7 096,93
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	459 528,24	307 809,33	0,00	767 337,57

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		1 517 652,44	III 532 145,84
Ressources propres externes de l'année (a)		350 000,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	350 000,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		1 167 652,44	532 145,84
15...	<i>Provisions pour risques et charges</i>		
169	<i>Primes de remboursement des obligations</i>	0,00	0,00
26...	<i>Participations et créances rattachées</i>		
27...	<i>Autres immobilisations financières</i>		
28...	<i>Amortissement des immobilisations</i>		
28121	<i>Aménagement Terrains nus</i>	5 200,00	5 138,11
28128	<i>Aménagement Autres terrains</i>	500,00	145,08
281351	<i>Aménagement Bâtiments d'exploitation</i>	95 000,00	55 566,42
28151	<i>Installations complexes spécialisées</i>	65 000,00	46 711,14
281531	<i>Réseaux d'adduction d'eau</i>	453 400,00	424 200,69
28183	<i>Matériel de bureau et informatique</i>	400,00	384,40
28188	<i>Autres</i>	600,00	0,00
29...	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		
39...	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		
481...	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		
021	<i>Virement de la section d'exploitation</i>	547 552,44	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	532 145,84	285 101,65	744 495,06	0,00	1 561 742,55

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	767 337,57
Ressources propres disponibles	IV	1 561 742,55
Solde	V = IV – II (3)	794 404,98

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
	[cpte 2313/inv DIV40-T21351-19] Trvx 2019	76 387,94	0,00	0
	[cpte 2315/inv DIV40-T21531-19] Trvx 2019	1 110 084,27	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		1 186 472,21	0,00	

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		2,00	0,00	2,00	0,80	1,00	1,80
Technicien territorial	B	2,00	0,00	2,00	0,80	1,00	1,80
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		2,00	0,00	2,00	0,80	1,00	1,80

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Technicien territorial	B	TECH	372	0,00	3-2	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

- 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
- 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
- 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
- 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
- 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
- 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
- 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
- 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
- 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
- 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
- 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
- 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnaires
- 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
- 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
- A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u> 27/07/2011 - affermage	Service des Eaux	SEAO (Groupe Veolia)	société	0,00
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Laureen HULOT	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

Commission Commission générale

Service Administration

Réf : 2020-315

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Finances - compte administratif 2019 - budget annexe régie d'exploitation de l'Elispace

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1612.12 et suivants,

S'agissant du budget annexe régie d'exploitation de l'Elispace,

Vu les délibérations du conseil municipal en date du 21 décembre 2018 approuvant le budget primitif 2019, et du 27 septembre 2019 adoptant la décision modificative n°1,

Considérant que l'arrêté des comptes de la collectivité territoriale est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif présenté par le maire qui doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice, date prolongée au 31 juillet 2020 par l'ordonnance 2020-330 relative aux mesures de continuité budgétaire liées aux conséquences de l'épidémie de Covid-19,

Considérant que le compte de gestion du comptable fait ressortir une identité d'exécution d'écritures avec le compte administratif de l'ordonnateur,

Vu le document budgétaire conforme à l'instruction comptable et budgétaire M14 et le rapport de présentation,

Il est proposé au conseil municipal d'adopter le compte administratif 2019 du budget annexe régie d'exploitation de l'Elispace comme suit :

Fonctionnement

Dépenses		Recettes	
		Résultat reporté N-1 (excédent)	0,00
mandats émis	693 858,31	titres émis	693 858,31
Total :	693 858,31	Total :	693 858,31
		Résultat (excédent)	0,00

Investissement

Dépenses		Recettes	
		Solde d'investissement N-1	43 735,21
mandats émis	66 075,77	titres émis	71 551,35
Total :	66 075,77	Total :	115 286,56
		Résultat (excédent)	49 210,79

Résultat de l'exécution : 49 210,79

restes à réaliser - Inv.

Dépenses		Recettes	
reports	49 210,79	reports	0,00
Solde des restes à réaliser :	-49 210,79		

Résultat cumulé : **0,00**

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

- VILLE DE BEAUVAIS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21600056200779

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE BEAUVAIS MUNICIPALE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BEAUVAIS-REGIE EXPLOIT. ELISPACE (3)

ANNEE 2019

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	18

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	19
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 20

C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier Sans Objet

C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet

C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet

C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet

C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet

D2 - Arrêté et signatures 23

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.


Code INSEE 57	VILLE DE BEAUVAIS BEAUVAIS-REGIE EXPLOIT. ELISPACE	CA 2019
-------------------------	---	--------------------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE⁽¹⁾

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	693 858,31	G	693 858,31
	Section d'investissement	B	66 075,77	H	71 551,35

+ +

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	43 735,21 (si excédent)

= =

TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	759 934,08	= G+H+I+J	809 144,87
---------------------------------------	-----------	------------	-----------	------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	49 210,79	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	49 210,79	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	693 858,31	= G+I+K	693 858,31
	Section d'investissement	= B+D+F	115 286,56	= H+J+L	115 286,56
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	809 144,87	= G+H+I+J+K+L	809 144,87

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	49 210,79
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	49 210,79	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	326 887,00	260 848,02	37 234,25	0,00	28 804,73
012	Charges de personnel, frais assimilés	345 264,00	344 581,91	682,09	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100,00	2,04	0,00	0,00	97,96
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		672 251,00	605 431,97	37 916,34	0,00	28 902,69
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		672 351,00	605 431,97	37 916,34	0,00	29 002,69
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	50 510,00	50 510,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		50 510,00	50 510,00			0,00
TOTAL		722 861,00	655 941,97	37 916,34	0,00	29 002,69
Pour information		(3) 0,00				
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1						

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	185 000,00	177 730,72	3 149,42	0,00	4 119,86
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	518 000,00	492 963,58	0,00	0,00	25 036,42
Total des recettes de gestion courante		703 000,00	670 694,30	3 149,42	0,00	29 156,28
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	153,59	0,00	0,00	-153,59
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		703 000,00	670 847,89	3 149,42	0,00	29 002,69
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	19 861,00	19 861,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		19 861,00	19 861,00			0,00
TOTAL		722 861,00	690 708,89	3 149,42	0,00	29 002,69
Pour information		(3) 0,00				
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	139 384,21	46 214,77	49 210,79	43 958,65
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	139 384,21	46 214,77	49 210,79	43 958,65
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des op. pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	139 384,21	46 214,77	49 210,79	43 958,65
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	19 861,00	19 861,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	19 861,00	19 861,00		0,00
	TOTAL	159 245,21	66 075,77	49 210,79	43 958,65
	Pour information	(2) 0,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	65 000,00	21 041,35	0,00	43 958,65
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	65 000,00	21 041,35	0,00	43 958,65
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des op. pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	65 000,00	21 041,35	0,00	43 958,65
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	50 510,00	50 510,00		0,00

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		50 510,00	50 510,00		0,00
TOTAL		115 510,00	71 551,35	0,00	43 958,65
Pour information		(2) 43 735,21			
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	298 082,27		298 082,27
012	Charges de personnel, frais assimilés	345 264,00		345 264,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2,04		2,04
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	50 510,00	50 510,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		643 348,31	50 510,00	693 858,31
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	19 861,00	19 861,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	46 214,77	0,00	46 214,77
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		46 214,77	19 861,00	66 075,77
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	180 880,14		180 880,14
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	492 963,58	0,00	492 963,58
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	153,59	19 861,00	20 014,59
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		673 997,31	19 861,00	693 858,31
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	21 041,35	0,00	21 041,35
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		50 510,00	50 510,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		21 041,35	50 510,00	71 551,35
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				43 735,21

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	326 887,00	260 848,02	37 234,25	0,00	28 804,73
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	8 500,00	6 016,60	2 448,00	0,00	35,40
60611	Eau et assainissement	5 000,00	4 933,14	0,00	0,00	66,86
60612	Energie - Electricité	88 000,00	89 424,56	0,00	0,00	-1 424,56
60622	Carburants	1 000,00	627,43	0,00	0,00	372,57
60623	Alimentation	600,00	482,57	0,00	0,00	117,43
60628	Autres fournitures non stockées	8 841,00	7 455,20	1 309,52	0,00	76,28
60631	Fournitures d'entretien	2 400,00	1 568,51	492,93	0,00	338,56
60632	Fournitures de petit équipement	3 660,00	1 775,21	1 575,36	0,00	309,43
60636	Vêtements de travail	800,00	424,11	347,76	0,00	28,13
6064	Fournitures administratives	250,00	207,71	0,00	0,00	42,29
6078	Autres marchandises	6 000,00	4 517,33	0,00	0,00	1 482,67
611	Contrats de prestations de services	8 881,00	7 394,26	0,00	0,00	1 486,74
6135	Locations mobilières	2 674,00	1 689,61	267,26	0,00	717,13
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	10 700,00	9 629,50	0,00	0,00	1 007,50
61551	Entretien matériel roulant	2 000,00	280,56	80,99	0,00	1 638,45
61558	Entretien autres biens mobiliers	9 900,00	8 381,18	0,00	0,00	1 518,82
6156	Maintenance	28 236,00	13 420,39	5 545,12	0,00	9 270,49
6184	Versements à des organismes de formation	6 000,00	2 120,00	912,50	0,00	2 967,50
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	480,00	160,68	0,00	0,00	319,32
6231	Annonces et insertions	3 500,00	1 370,00	2 075,00	0,00	55,00
6232	Fêtes et cérémonies	12 940,00	5 098,15	7 833,84	0,00	8,01
6236	Catalogues et imprimés	7 550,00	7 290,00	246,66	0,00	13,34
6251	Voyages et déplacements	800,00	29,00	0,00	0,00	771,00
6256	Missions	500,00	243,85	0,00	0,00	256,15
6262	Frais de télécommunications	2 360,00	1 893,49	473,51	0,00	-7,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	85 050,00	70 937,76	10 626,65	0,00	3 485,59
6283	Frais de nettoyage des locaux	20 265,00	13 414,22	2 999,15	0,00	3 851,63
012	Charges de personnel, frais assimilés	345 264,00	344 581,91	682,09	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	166,16	0,00	0,00	-166,16
6331	Versement de transport	1 805,00	1 710,19	0,00	0,00	94,81
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 003,00	949,34	0,00	0,00	53,66
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 804,00	1 708,79	0,00	0,00	95,21
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	602,00	569,65	0,00	0,00	32,35
64111	Rémunération principale titulaires	120 054,00	118 393,33	0,00	0,00	1 660,67
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 425,00	4 575,87	0,00	0,00	-2 150,87
64118	Autres indemnités titulaires	41 206,00	37 817,16	682,09	0,00	2 706,75
64131	Rémunérations non tit.	84 640,00	89 114,20	0,00	0,00	-4 474,20
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	44 164,00	42 161,32	0,00	0,00	2 002,68
6453	Cotisations aux caisses de retraites	36 911,00	37 930,59	0,00	0,00	-1 019,59
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 845,00	3 119,97	0,00	0,00	725,03
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	5 963,00	5 949,82	0,00	0,00	13,18
6472	Prestations familiales directes	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6488	Autres charges	342,00	415,52	0,00	0,00	-73,52
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100,00	2,04	0,00	0,00	97,96
65888	Autres	100,00	2,04	0,00	0,00	97,96
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		672 251,00	605 431,97	37 916,34	0,00	28 902,69
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
678	Autres charges exceptionnelles	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		672 351,00	605 431,97	37 916,34	0,00	29 002,69
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00			0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	50 510,00	50 510,00			0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	50 510,00	50 510,00			0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		50 510,00	50 510,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		50 510,00	50 510,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		722 861,00	655 941,97	37 916,34	0,00	29 002,69
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	185 000,00	177 730,72	3 149,42	0,00	4 119,86
7078	Autres marchandises	10 000,00	5 170,28	3 149,42	0,00	1 680,30
70878	Remb. frais par d'autres redevables	175 000,00	172 560,44	0,00	0,00	2 439,56
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	518 000,00	492 963,58	0,00	0,00	25 036,42
752	Revenus des immeubles	150 000,00	129 257,31	0,00	0,00	20 742,69
7552	Prise en charge déficit BA administratif	368 000,00	363 703,96	0,00	0,00	4 296,04
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	2,31	0,00	0,00	-2,31
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		703 000,00	670 694,30	3 149,42	0,00	29 156,28
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	153,59	0,00	0,00	-153,59
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	153,59	0,00	0,00	-153,59
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		703 000,00	670 847,89	3 149,42	0,00	29 002,69
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	19 861,00	19 861,00			0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	19 861,00	19 861,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		19 861,00	19 861,00			0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		722 861,00	690 708,89	3 149,42	0,00	29 002,69
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	139 384,21	46 214,77	49 210,79	43 958,65
2135	Installations générales, agencements	98 920,96	43 871,69	18 877,11	36 172,16
2183	Matériel de bureau et informatique	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00
2184	Mobilier	1 000,00	0,00	743,01	256,99
2188	Autres immobilisations corporelles	37 663,25	2 343,08	29 590,67	5 729,50
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		139 384,21	46 214,77	49 210,79	43 958,65
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		139 384,21	46 214,77	49 210,79	43 958,65
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	19 861,00	19 861,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	19 861,00	19 861,00	0,00	0,00
139141	Sub. transf cpte résult. Communes du GFP	19 861,00	19 861,00	0,00	0,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		19 861,00	19 861,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		159 245,21	66 075,77	49 210,79	43 958,65
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	65 000,00	21 041,35	0,00	43 958,65
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	65 000,00	21 041,35	0,00	43 958,65
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		65 000,00	21 041,35	0,00	43 958,65
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		65 000,00	21 041,35	0,00	43 958,65
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	50 510,00	50 510,00		0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	32 280,00	32 620,17		-340,17
281533	Réseaux câblés	230,00	229,95		0,05
28158	Autres installat°, matériel et outillage	3 600,00	3 596,04		3,96
28183	Matériel de bureau et informatique	140,00	135,00		5,00
28184	Mobilier	540,00	534,54		5,46
28188	Autres immo. corporelles	13 720,00	13 394,30		325,70
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		50 510,00	50 510,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		50 510,00	50 510,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		115 510,00	71 551,35	0,00	43 958,65
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		43 735,21			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
	[cpte 2135/inv B256-2135-19] Trvx Elispace 2019	40 903,45	0,00	15
	[cpte 2135/inv DIV15-2135-314-19] P3 CHAUFFAGE	2 968,24	0,00	15
	[cpte 2188/inv 2019047542] ASPIRATEUR	183,08	0,00	1
	[cpte 2188/inv 2019048108] poutre ST500 2.80M	2 160,00	0,00	6
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		46 214,77	0,00	

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		2,00	0,00	2,00	1,90	0,00	1,90
Adjoint adm principal 2e classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur principal de 2e classe	B	1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
FILIERE TECHNIQUE (c)		3,00	0,70	3,70	3,70	0,00	3,70
Adjoint technique	C	0,00	0,70	0,70	0,70	0,00	0,70
Adjoint technique principal 2e classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Technicien principal de 2e classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
directeur	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		6,00	0,70	6,70	5,60	1,00	6,60

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
directeur	A	OTR	712	0,00	3-3-1°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

- 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
- 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
- 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
- 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
- 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
- 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
- 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
- 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
- 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
- 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
- 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
- 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
- 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
- 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
- A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Laureen HULOT	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

Commission Commission générale

Service Administration

Réf : 2020-316

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Finances - compte administratif 2019 - budget annexe zone de la Longue Haie

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1612.12 et suivants,

S'agissant du budget annexe zone de la Longue Haie,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 22 mars 2019 approuvant le budget primitif 2019,

Considérant que l'arrêté des comptes de la collectivité territoriale est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif présenté par le maire qui doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice, date prolongée au 31 juillet 2020 par l'ordonnance 2020-330 relative aux mesures de continuité budgétaire liées aux conséquences de l'épidémie de Covid-19,

Considérant que le compte de gestion du comptable fait ressortir une identité d'exécution d'écritures avec le compte administratif de l'ordonnateur,

Vu le document budgétaire conforme à l'instruction comptable et budgétaire M14 et le rapport de présentation,

Il est proposé au conseil municipal d'adopter le compte administratif 2019 du budget annexe zone de la Longue Haie comme suit :

Fonctionnement

Dépenses		Recettes	
		Résultat reporté N-1 (Excédent)	131 928,73
mandats émis	0,00	titres émis	0,44
Total :	0,00	Total :	131 929,17
		Résultat (excédent)	131 929,17

Investissement

Dépenses		Recettes	
Solde d'investissement N-1	83 582,57		
mandats émis	0,00	titres émis	0,00
Total :	83 582,57	Total :	0,00
		Résultat (excédent)	-83 582,57

Résultat de l'exécution : 48 346,60

Restes à réaliser - Fonct.

Dépenses		Recettes	
reports	0,00	reports	
Solde des restes à réaliser	0,00		
:			

Résultat cumulé : 48 346,60

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

- VILLE DE BEAUVAIS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21600056200787

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE BEAUVAIS MUNICIPALE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BEAUVAIS-LOTISST LONGUE HAIE (3)

ANNEE 2019

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	18
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	19
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	20

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.


Code INSEE 57	VILLE DE BEAUVAIS BEAUVAIS-LOTISST LONGUE HAIE	CA 2019
-------------------------	---	--------------------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE⁽¹⁾

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	0,00	G	0,44
	Section d'investissement	B	0,00	H	0,00

+ +

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00	I	131 928,73
			(si déficit)		(si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	83 582,57	J	0,00
			(si déficit)		(si excédent)

= =

TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	83 582,57	= G+H+I+J	131 929,17
--------------------------------	-----------	-----------	-----------	------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	0,00	= G+I+K	131 929,17
	Section d'investissement	= B+D+F	83 582,57	= H+J+L	0,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	83 582,57	= G+H+I+J+K+L	131 929,17

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	48 346,16	0,00	0,00	0,00	48 346,16
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		48 346,16	0,00	0,00	0,00	48 346,16
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		48 346,16	0,00	0,00	0,00	48 346,16
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	131 928,73	0,00			131 928,73
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		131 928,73	0,00			131 928,73
TOTAL		180 274,89	0,00	0,00	0,00	180 274,89
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) 0,00				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,44	0,00	0,00	-0,44
Total des recettes de gestion courante		0,00	0,44	0,00	0,00	-0,44
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		0,00	0,44	0,00	0,00	-0,44
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	48 346,16	0,00			48 346,16
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		48 346,16	0,00			48 346,16
TOTAL		48 346,16	0,44	0,00	0,00	48 345,72
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) 131 928,73				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des op. pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	48 346,16	0,00		48 346,16
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	48 346,16	0,00		48 346,16
	TOTAL	48 346,16	0,00	0,00	48 346,16
	Pour information	(2) 83 582,57			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des op. pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	131 928,73	0,00		131 928,73

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		131 928,73	0,00		131 928,73
TOTAL		131 928,73	0,00	0,00	131 928,73
Pour information					
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		(2) 0,00			

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		0,00	0,00	0,00
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				83 582,57

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,44	0,00	0,44
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		0,44	0,00	0,44
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				131 928,73

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	48 346,16	0,00	0,00	0,00	48 346,16
605	Achats matériel, équipements et travaux	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
608	Frais accessoires sur terrains en cours	23 346,16	0,00	0,00	0,00	23 346,16
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		48 346,16	0,00	0,00	0,00	48 346,16
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		48 346,16	0,00	0,00	0,00	48 346,16
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00			0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	131 928,73	0,00			131 928,73
71355	Variat° stocks terrains aménagés	131 928,73	0,00			131 928,73
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		131 928,73	0,00			131 928,73
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		131 928,73	0,00			131 928,73
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		180 274,89	0,00	0,00	0,00	180 274,89
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
 (2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
 (3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
 (4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
 (5) Dont 675 et 676.
 (6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
 (7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,44	0,00	0,00	-0,44
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,44	0,00	0,00	-0,44
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		0,00	0,44	0,00	0,00	-0,44
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		0,00	0,44	0,00	0,00	-0,44
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	48 346,16	0,00			48 346,16
71355	Variat° stocks terrains aménagés	48 346,16	0,00			48 346,16
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		48 346,16	0,00			48 346,16
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		48 346,16	0,44	0,00	0,00	48 345,72
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		131 928,73				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections (4)</i>	<i>48 346,16</i>	<i>0,00</i>		<i>48 346,16</i>
	<i>Reprises sur autofinancement antérieur (5)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>
	<i>Charges transférées (6)</i>	<i>48 346,16</i>	<i>0,00</i>		<i>48 346,16</i>
3555	<i>Terrains aménagés</i>	<i>48 346,16</i>	<i>0,00</i>		<i>48 346,16</i>
041	<i>Opérations patrimoniales (7)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		48 346,16	0,00		48 346,16
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		48 346,16	0,00	0,00	48 346,16
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		83 582,57			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042*.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)</i>	131 928,73	0,00	0,00	131 928,73
3555	<i>Terrains aménagés</i>	131 928,73	0,00	0,00	131 928,73
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		131 928,73	0,00	0,00	131 928,73
041	<i>Opérations patrimoniales (5)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		131 928,73	0,00	0,00	131 928,73
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		131 928,73	0,00	0,00	131 928,73
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	0,00	83 582,57	83 582,57

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		0,00	III 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		0,00	0,00
15...	<i>Provisions pour risques et charges</i>		
169	<i>Primes de remboursement des obligations</i>	0,00	0,00
26...	<i>Participations et créances rattachées</i>		
27...	<i>Autres immobilisations financières</i>		
28...	<i>Amortissement des immobilisations</i>		
29...	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations</i>		
39...	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours</i>		
481...	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		
49...	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers</i>		
59...	<i>Prov. dépréc. comptes financiers</i>		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 83 582,57
Ressources propres disponibles	IV 0,00
Solde	V = IV – II (3) -83 582,57

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Laureen HULOT	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

Commission Commission générale

Service Administration

Réf : 2020-335

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Finances - compte administratif 2019 - budget annexe lotissement Agel

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1612.12 et suivants,

S'agissant du budget annexe lotissement Agel,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 22 mars 2019 approuvant le budget primitif 2019,

Considérant que l'arrêté des comptes de la collectivité territoriale est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif présenté par le maire qui doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice, date prolongée au 31 juillet 2020 par l'ordonnance 2020-330 relative aux mesures de continuité budgétaire liées aux conséquences de l'épidémie de Covid-19

Considérant que le compte de gestion du comptable fait ressortir une identité d'exécution d'écritures avec le compte administratif de l'ordonnateur,

Vu le document budgétaire conforme à l'instruction comptable et budgétaire M14 et le rapport de présentation,

Il est proposé au conseil municipal d'adopter le compte administratif 2019 du budget annexe lotissement Agel comme suit :

Fonctionnement

Dépenses		Recettes	
		Résultat reporté N-1	700 000,00
mandats émis	1 400 000,00	titres émis	700 000,00
Total :	1 400 000,00	Total :	1 400 000,00
		Résultat (excédent)	0,00

Investissement

Dépenses		Recettes	
Solde d'investissement N-1	39 996,29		
mandats émis	1 350 000,00	titres émis	1 400 000,00
Total :	1 389 996,29	Total :	1 400 000,00
		Résultat (excédent)	10 003,71

Résultat de l'exécution : 10 003,71

Restes à réaliser - Fonct.

Dépenses		Recettes	
reports	0,00	reports	0,00
Solde des restes à réaliser :	0,00		

Résultat cumulé : 10 003,71

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

- VILLE DE BEAUVAIS (1)

AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21600056200845

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE BEAUVAIS MUNICIPALE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BEAUVAIS-LOTISST AGEL (3)

ANNEE 2019

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	18
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	22
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	24
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet

C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier Sans Objet

C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet

C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet

C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet

C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet

D2 - Arrêté et signatures 25

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.


Code INSEE 57	VILLE DE BEAUVAIS BEAUVAIS-LOTISST AGEL	CA 2019
-------------------------	--	--------------------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE⁽¹⁾

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	1 400 000,00	G	700 000,00
	Section d'investissement	B	1 350 000,00	H	1 400 000,00

+ +

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	700 000,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	39 996,29 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

= =

TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	2 789 996,29	= G+H+I+J	2 800 000,00
---------------------------------------	-----------	--------------	-----------	--------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	1 400 000,00	= G+I+K	1 400 000,00
	Section d'investissement	= B+D+F	1 389 996,29	= H+J+L	1 400 000,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	2 789 996,29	= G+H+I+J+K+L	2 800 000,00

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	1 400 000,00	1 400 000,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		1 400 000,00	1 400 000,00			0,00
TOTAL		1 410 000,00	1 400 000,00	0,00	0,00	10 000,00
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) 0,00				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	700 000,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		700 000,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		700 000,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	10 000,00	0,00			10 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		10 000,00	0,00			10 000,00
TOTAL		710 000,00	700 000,00	0,00	0,00	10 000,00
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) 700 000,00				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 350 003,71	1 350 000,00	0,00	3,71
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	1 350 003,71	1 350 000,00	0,00	3,71
45...	Total des op. pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	1 350 003,71	1 350 000,00	0,00	3,71
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	10 000,00	0,00		10 000,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	10 000,00	0,00		10 000,00
	TOTAL	1 360 003,71	1 350 000,00	0,00	10 003,71
	Pour information	(2) 39 996,29			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des op. pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	1 400 000,00	1 400 000,00		0,00

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		1 400 000,00	1 400 000,00		0,00
TOTAL		1 400 000,00	1 400 000,00	0,00	0,00
Pour information		(2) 0,00			
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		1 400 000,00	1 400 000,00
Dépenses de fonctionnement – Total		0,00	1 400 000,00	1 400 000,00
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 350 000,00	0,00	1 350 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		1 350 000,00	0,00	1 350 000,00
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				39 996,29

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	700 000,00	0,00	700 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		700 000,00	0,00	700 000,00
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				700 000,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	1 400 000,00	1 400 000,00
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
608	Frais accessoires sur terrains en cours	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00			0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	1 400 000,00	1 400 000,00			0,00
71355	Variat° stocks terrains aménagés	1 400 000,00	1 400 000,00			0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		1 400 000,00	1 400 000,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		1 400 000,00	1 400 000,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 410 000,00	1 400 000,00	0,00	0,00	10 000,00
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	700 000,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00
7552	Prise en charge déficit BA administratif	700 000,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		700 000,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		700 000,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	10 000,00	0,00			10 000,00
71355	Variat° stocks terrains aménagés	10 000,00	0,00			10 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		10 000,00	0,00			10 000,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		710 000,00	700 000,00	0,00	0,00	10 000,00
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		700 000,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 350 003,71	1 350 000,00	0,00	3,71
168741	Dettes - Communes membres du GFP	1 350 003,71	1 350 000,00	0,00	3,71
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		1 350 003,71	1 350 000,00	0,00	3,71
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		1 350 003,71	1 350 000,00	0,00	3,71
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections (4)</i>	<i>10 000,00</i>	<i>0,00</i>		<i>10 000,00</i>
	<i>Reprises sur autofinancement antérieur (5)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>
	<i>Charges transférées (6)</i>	<i>10 000,00</i>	<i>0,00</i>		<i>10 000,00</i>
3555	<i>Terrains aménagés</i>	<i>10 000,00</i>	<i>0,00</i>		<i>10 000,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales (7)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		10 000,00	0,00		10 000,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		1 360 003,71	1 350 000,00	0,00	10 003,71
Pour information		39 996,29			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042*.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041=RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)</i>	1 400 000,00	1 400 000,00	0,00	0,00
3555	<i>Terrains aménagés</i>	1 400 000,00	1 400 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		1 400 000,00	1 400 000,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales (5)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		1 400 000,00	1 400 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		1 400 000,00	1 400 000,00	0,00	0,00
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					3 900 000,00									

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-LOTISST AGEL - CA - 2019

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					3 900 000,00									
avance budget principal au budget Agel	Ville de Beauvais Avance du Budget Principal	07/11/2011	07/11/2011	07/11/2020	3 900 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	X	F	O	A-1
Total général					3 900 000,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		2 550 000,00					1 350 000,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		2 550 000,00					1 350 000,00	0,00	0,00	0,00
avance budget principal au budget Agel	N	0,00	A-1	2 550 000,00	0,85	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 350 000,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		2 550 000,00					1 350 000,00	0,00	0,00	0,00

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Laureen HULOT	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

Commission Commission générale

Service Administration

Réf : 2020-318

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Finances - compte administratif 2019 - budget annexe zone parc d'activités du Tilloy

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1612.12 et suivants,

S'agissant du budget annexe parc d'activités du Tilloy,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 22 mars 2019 approuvant le budget primitif 2019,

Rappelant que cette zone à vocation économique relève de l'EPCI, compte tenu du changement législatif intervenu avec la loi NOTRe, et que le présent budget enregistre les dernières écritures comptables de clôture

Considérant que l'arrêté des comptes de la collectivité territoriale est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif présenté par le maire qui doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice, date prolongée au 31 juillet 2020 par l'ordonnance 2020-330 relative aux mesures de continuité budgétaire liées aux conséquences de l'épidémie de Covid-19,

Considérant que le compte de gestion du comptable fait ressortir une identité d'exécution d'écritures avec le compte administratif de l'ordonnateur,

Vu le document budgétaire conforme à l'instruction comptable et budgétaire M14 et le rapport de présentation,

Il est proposé au conseil municipal :

- d'adopter le compte administratif 2019 du budget annexe parc d'activités du Tilloy comme suit :

Fonctionnement

Dépenses		Recettes	
Résultat reporté N-1 (déficit)	790 168,16		
mandats émis	0,00	titres émis	790 168,16
Total :	790 168,16	Total :	790 168,16
		Résultat (excédent)	0,00

Investissement

Dépenses		Recettes	
		Solde d'investissement N-1	0,00
mandats émis	0,00	titres émis	0,00
Total :	0,00	Total :	0,00

		Résultat (excédent)	0,00
Résultat de l'exécution :	0,00		
Restes à réaliser :	0,00		

- de prononcer la clôture de ce budget

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

- VILLE DE BEAUVAIS (1)

AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21600056200878

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE BEAUVAIS MUNICIPALE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BEAUVAIS-LOTISST PA TILLOY (3)

ANNEE 2019

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel

Sans Objet

C1.2 - Actions de formation des élus

Sans Objet

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier

Sans Objet

C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement

Sans Objet

C3.2 - Liste des établissements publics créés

Sans Objet

C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe

Sans Objet

C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe

Sans Objet

C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes

Sans Objet

C3.6 - Identification des flux croisés

Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes

Sans Objet

D2 - Arrêté et signatures

18

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.


Code INSEE 57	VILLE DE BEAUVAIS BEAUVAIS-LOTISST PA TILLOY	CA 2019
-------------------------	---	--------------------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE⁽¹⁾

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	0,00	G	790 168,16
	Section d'investissement	B	0,00	H	0,00

+ +

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	790 168,16 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

= =

TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	790 168,16	= G+H+I+J	790 168,16
---------------------------------------	-----------	------------	-----------	------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	790 168,16	= G+I+K	790 168,16
	Section d'investissement	= B+D+F	0,00	= H+J+L	0,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	790 168,16	= G+H+I+J+K+L	790 168,16

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		0,00	0,00			0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) 790 168,16				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	598 815,00	598 815,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	191 353,16	191 353,16	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		790 168,16	790 168,16	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		790 168,16	790 168,16	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		0,00	0,00			0,00
TOTAL		790 168,16	790 168,16	0,00	0,00	0,00
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) 0,00				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des op. pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00	0,00		0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
	Pour information				
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	(2) 0,00			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des op. pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	0,00	0,00		0,00

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-LOTISST PA TILLOY - CA - 2019

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		0,00	0,00		0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00
Pour information					
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		(2) 0,00			

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				790 168,16

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		0,00	0,00	0,00
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	598 815,00		598 815,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	191 353,16	0,00	191 353,16
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		790 168,16	0,00	790 168,16
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00			0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		790 168,16				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	598 815,00	598 815,00	0,00	0,00	0,00
7015	Ventes de terrains aménagés	598 815,00	598 815,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	191 353,16	191 353,16	0,00	0,00	0,00
7552	Prise en charge déficit BA administratif	191 353,16	191 353,16	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		790 168,16	790 168,16	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		790 168,16	790 168,16	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		790 168,16	790 168,16	0,00	0,00	0,00
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00	0,00
Pour information		0,00			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales (5)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00	0,00
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Laureen HULOT	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

Commission Commission générale

Service Administration

Réf : 2020-319

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Finances - compte administratif 2019 - affectation du résultat du budget principal

Vu la délibération du conseil municipal de ce jour adoptant le compte administratif de l'exercice 2019 du budget principal,

Vu l'article L2311-5 1er alinéa du code général des collectivités territoriales et conformément à l'instruction budgétaire et comptable M14, le conseil municipal décide, chaque année, de l'affectation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement dégagé au titre de l'exercice clos dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif,

Aussi, compte tenu des éléments suivants :

- l'excédent de la section de fonctionnement s'élève à + 19 383 630,05 euros,
- le besoin de financement de la section d'investissement s'établit à -10 658 694,49 euros au vu du solde des restes à réaliser (-3 050 775,54 euros), du résultat d'exécution 2019 d'investissement (- 374 984,04 euros) et du résultat reporté de 2018 (-7 232 934,91 euros),

Il est proposé au conseil municipal :

- d'affecter 10 658 694,49 euros du résultat de la section de fonctionnement au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » ;

- de reporter 8 724 935,56 euros au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté ».

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable.

Commission Commission générale

Service Administration

Réf : 2020-320

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Finances - compte administratif 2019 - affectation du résultat du budget annexe de l'eau

Vu la délibération du conseil municipal de ce jour adoptant le compte administratif de l'exercice 2019 du budget annexe de l'Eau,

Vu l'article L2311-5 1er alinéa du code général des collectivités territoriales et conformément à l'instruction budgétaire et comptable M4, le conseil municipal décide, chaque année, de l'affectation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement dégagé au titre de l'exercice clos dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif,

Aussi, compte tenu des éléments suivants :

- l'excédent de la section de fonctionnement s'élève à + 868 106,57 euros ;
- la section d'investissement présente un besoin de financement de -100 755,23 euros au vu du solde des restes à réaliser (-22 707,68 euros), du résultat d'exécution 2019 d'investissement (-822 542,61 euros) et du résultat reporté de l'année 2018 (+744 495,06 euros)

Il est proposé au conseil municipal :

- d'affecter 100 755,23 euros du résultat de la section de fonctionnement au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » ;
- de reporter 767 351,34 euros au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté ».

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable.

Commission Commission générale

Service Administration

Réf : 2020-306

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Finances -budget annexe lotissement Agel - Budget primitif 2020

Conformément à l'article L 2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Sur la base du rapport de présentation joint et du document budgétaire conforme à l'instruction comptable et budgétaire M14,

Il est proposé au conseil municipal :

- d'adopter le budget primitif 2020 du budget annexe « lotissement Agel» qui s'équilibre de la manière suivante :

Fonctionnement

Dépenses		Recettes	
Dépenses de l'exercice	3 250 002,00	Recettes de l'exercice	3 250 002,00
		Solde exécution fonctionnement reporté	0,00
Total :	3 250 002,00	Total :	3 250 002,00

Investissement

Dépenses		Recettes	
Dépenses de l'exercice	3 250 001,00	Recettes de l'exercice	3 239 997,29
		Solde exécution investissement reporté	10.003,71
Total :	3 250 001,00	Total :	3 250 001,00

- de décider le remboursement en investissement d'une partie des avances de financement du budget principal pour un montant de 700.000€.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

PROJETS DE BUDGETS PRIMITIFS 2020
Budgets annexes « opérations de lotissement » :
Lotissement Longue Haie
Lotissement Agel

RAPPORT DE PRESENTATION

Préambule

Il est rappelé que les projets de budgets primitifs 2020 du budget principal et des budgets annexes de l'Eau et de la régie d'exploitation de l'Elispace ont été soumis à l'assemblée délibérante le 19 décembre 2019.

Les budgets annexes concernés par le présent rapport de présentation, se rapportent à des «opérations de lotissements». Ces budgets de zones sont soumis à une gestion des stocks de terrains aménagés selon l'inventaire intermittent et l'adoption des budgets primitifs 2020 n'est proposée qu'à la présente séance du conseil municipal afin de pouvoir reprendre en comptabilité la valeur des stocks et les résultats issus de la clôture de l'exercice 2019.

Les articles L.1612-1 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales prévoient l'adoption des budgets primitifs avant le 15 avril de l'exercice auquel ils s'appliquent, ou avant le 30 avril de l'année du renouvellement des organes délibérants. Cette disposition a été modifiée par l'ordonnance no 2020-330 du 25/03/2020 prise suite aux conséquences de l'épidémie de Covid-19, qui reporte au 31 juillet 2020 les dates limites d'adoption des budgets primitifs 2020 et comptes administratifs 2019.

Les documents budgétaires « officiels », remis à l'ensemble des membres du conseil municipal, répondent aux exigences du cadre légal comptable et budgétaire de l'instruction comptable et budgétaire (M14).

Le présent rapport de présentation explicite a vocation à synthétiser et commenter les données issues de ces documents budgétaires. Il actualise en outre les bilans prévisionnels de clôture de ces budgets annexes présentés dans le précédent rapport de présentation des budgets primitifs 2019.

Sommaire

BUDGETS ANNEXES

Lotissement Longue Haie
Lotissement Agel

page 2
page 4

Lotissement Longue Haie

Ce budget annexe est susceptible d'être clôturé à moyen terme, vu le rythme des ventes réalisées et le petit nombre de parcelles aménagées restant à céder (3 ventes prévues sur 2020 et 2 derniers lots activités à commercialiser).

1 - Section de fonctionnement

Recettes

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
002	-	Résultat reporté	131.929	Reprise du résultat 2019
70	7015	Vente de terrains aménagés	330.000	3 ventes potentielles (Lot 14 Habitat / Lots 41 et 43 Activités)
042	71355	Variation stocks	85 568	Ecriture d'ordre comptabilisation des stocks
-	-	Total :	547 497	

Dépenses

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
011	-	Charges à caractère général	100 000	Travaux ponctuels de finition 50K€ (+réserve imprévus 50K€)
65	6522	Reverst au budget principal de l'excédent	363.914	Excédent constaté si les ventes prévues sont réalisées
042	71355	Variation stocks	83.583	Ecriture d'ordre comptabilisation des stocks
-	-	Total :	547 497	

Si les ventes escomptées se réalisent, la section de fonctionnement dégage sur l'exercice un excédent de 363.914€. Il est prévu de reverser cet excédent au budget principal pour ce montant maximum ou ajusté proportionnellement au volume des ventes effectuées dans l'année.

2 - Section d'investissement

Ressources

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
040	3555	Stock terrains aménagés	83.583	Ecriture d'ordre sortie du stock
16	1641	Emprunt	85.568	Besoin de financement (pour équilibre)
-	-	Total :	169 151	

Emplois

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
001	-	Solde d'investissement reporté	83 583	Reprise résultat 2019.
040	3555	Stock terrains aménagés	85.568	Ecriture d'ordre stock final
-	-	Total :	169 151	

3 – Endettement

Absence d'endettement au 1^e janvier 2020 sur ce budget annexe.

4 – Bilan prévisionnel de clôture

Compte tenu des éléments d'informations connus en ce début d'année 2020, le bilan prévisionnel de clôture de ce budget annexe est le suivant :

LOTISSEMENT LONGUE HAIE	DEBIT	CREDIT	Commentaires
<i>résultat de clôture 2019</i>		48 347	
<i>-- prévisionnel --</i>			
travaux à venir (en prévision dégâts)	25 000		
Reprise trottoirs, voiries selon parcellaire lié aux ventes puis travaux de finition	25 000		
ventes parcelles		129 360	1 lot habitat vente prévue 2020 (lot 14)
ventes parcelles		491 705	2 lots économiques lots 41/43 ventes prévues 2020 2 lots restants à commercialiser (lots 42/44)
totaux >>	50 000	669 412	
Bilan prévisionnel (excédent estimé)		619 412	

Lotissement Agel

Par délibération du 20/06/2019, le conseil municipal a adopté le principe de vendre en 2 tranches et à l'euro symbolique les derniers terrains de ce lotissement à la sa HLM du Beauvaisis.

Ce budget affiche en conséquence un déficit prévisionnel de 2.550.000€ à couvrir à terme par une subvention de fonctionnement équivalente en provenance du budget principal.

Parallèlement, la section d'investissement a bénéficié les années passées pour ce même montant d'un financement sous la forme d'une avance sans intérêt du budget principal. Cette avance est remboursée au fur et à mesure en fonction des données d'équilibre de la section.

1 - Section de fonctionnement

Recettes

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
002	002	Résultat reporté	0	Reprise du résultat 2019
70	7015	Vente de terrains	1	Vente à l'euro symbolique terrains 1ere tranche du projet HLM du Beauvaisis
70	7552	Subv du budget principal	700 000	Subv d'équilibre du budget principal
042	71355	Variation stocks	2 550 001	Ecriture d'ordre comptabilisation du stock
-	-	Total :	3 250 002	

Dépenses

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
011	608	Frais accessoires	10.000	Pour imprévus
65	658	Charges diverses	5	Arrondis éventuels de TVA
042	71355	Variation stocks	3 239 997	Ecriture d'ordre sortie du stock
-	-	Total :	3 250 002	

2 - Section d'investissement

Ressources

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
001		Solde d'investissement reporté	10.004	Reprise résultat 2019
040	3555	Stock terrains aménagés	3 239 997	Ecriture d'ordre sortie du stock
-	-	Total :	3 250 001	

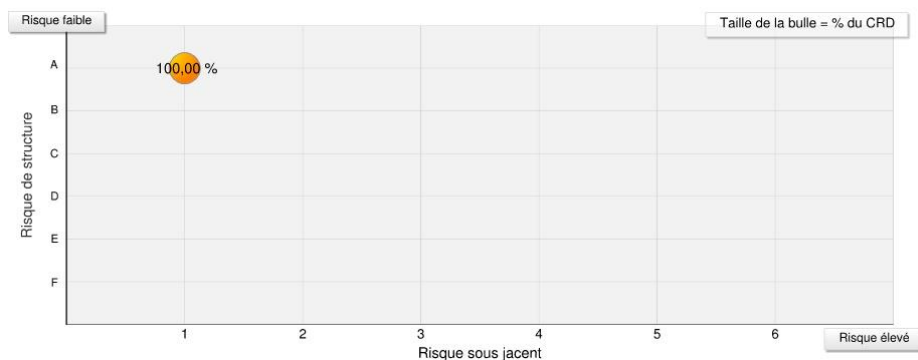
Emplois

Chap.	Article	Libellé	Montant	Explications
16	1618	Rb avance Budg principal	700 000	Rb partiel avances 3,9M€ faites en 2011-2015
040	3555	Stock terrains aménagés	2 550 001	Ecriture d'ordre stock final
-	-	Total :	3 250.001	

3 – Endettement

Attention, les données qui suivent ne portent pas sur des emprunts contractualisés auprès d'un organisme financier, mais sur des avances consenties par le budget principal. Ces avances sont imputées à un compte de la classe 16 et sont donc intégrées aux états de la dette.

Analyse des risques :



L'intégralité des emprunts souscrits (100%) sur ce budget annexe sont classés 1A, soit la classification la moins risquée.

Analyse par type de taux :

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)
2.550.000 €	0,00%

4 – Bilan prévisionnel de clôture

Le bilan prévisionnel de clôture de ce budget annexe est le suivant :

LOTISSEMENT AGEL	DEBIT	CREDIT	Commentaires
<i>Résultat de clôture 2019</i>		<i>10 004</i>	
-- prévisionnel --			
rembst avance du budget principal	2 550 000		
Frais accessoires	10 000		
Ventes à venir :			
tranche1: 6.953m2		1	vente 2020
tranche2: 8.707m2		1	vente 2022
totaux >>	2 560 000	10 006	
Déficit >>	-2 549 994		
Subvention 2020 du budget principal		700 000	
Subvention 2021/2022 du budget principal		1 849 994	
Total		2 549 994	

REPUBLIQUE FRANÇAISE

- VILLE DE BEAUVAIS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21600056200845

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE BEAUVAIS MUNICIPALE

M. 14

Budget primitif

voté par nature

BUDGET : BEAUVAIS-LOTISST AGEL (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	19

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3)	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4)	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	20

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.


Code INSEE 57	VILLE DE BEAUVAIS BEAUVAIS-LOTISST AGEL	BP 2020
-------------------------	--	--------------------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
 - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	3 250 002,00	3 250 002,00

+

+

+

R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=

=

=

TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	3 250 002,00	3 250 002,00
--	---------------------	---------------------

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	3 250 001,00	3 239 997,29

+

+

+

R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 10 003,71

=

=

=

TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	3 250 001,00	3 250 001,00
---	---------------------	---------------------

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	6 500 003,00	6 500 003,00
----------------------------	---------------------	---------------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	4,71	4,71	4,71
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		10 000,00	0,00	10 004,71	10 004,71	10 004,71
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		10 000,00	0,00	10 004,71	10 004,71	10 004,71
023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	1 400 000,00		3 239 997,29	3 239 997,29	3 239 997,29
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		1 400 000,00		3 239 997,29	3 239 997,29	3 239 997,29
TOTAL		1 410 000,00	0,00	3 250 002,00	3 250 002,00	3 250 002,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	3 250 002,00
--	---------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	1,00	1,00	1,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	700 000,00	0,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
Total des recettes de gestion courante		700 000,00	0,00	700 001,00	700 001,00	700 001,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		700 000,00	0,00	700 001,00	700 001,00	700 001,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	10 000,00		2 550 001,00	2 550 001,00	2 550 001,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		10 000,00		2 550 001,00	2 550 001,00	2 550 001,00
TOTAL		710 000,00	0,00	3 250 002,00	3 250 002,00	3 250 002,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	3 250 002,00
--	---------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	689 996,29
---	-------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) $DF\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RF\ 042$; $RI\ 040 = DF\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DF\ 043 = RF\ 043$.

(6) Solde de l'opération $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 350 003,71	0,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	1 350 003,71	0,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	1 350 003,71	0,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	10 000,00		2 550 001,00	2 550 001,00	2 550 001,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	10 000,00		2 550 001,00	2 550 001,00	2 550 001,00
	TOTAL	1 360 003,71	0,00	3 250 001,00	3 250 001,00	3 250 001,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 250 001,00
---	---------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	1 400 000,00		3 239 997,29	3 239 997,29	3 239 997,29
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	1 400 000,00		3 239 997,29	3 239 997,29	3 239 997,29

VILLE DE BEAUVAIS - BEAUVAIS-LOTISST AGEL - BP - 2020

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
	TOTAL	1 400 000,00	0,00	3 239 997,29	3 239 997,29	3 239 997,29

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	10 003,71
--	------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 250 001,00
---	---------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	689 996,29
--	-------------------

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	10 000,00		10 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	4,71		4,71
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		3 239 997,29	3 239 997,29
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		10 004,71	3 239 997,29	3 250 002,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	3 250 002,00
--	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	700 000,00	0,00	700 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	<i>Neutral. amort. subv. équip. versées</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	2 550 001,00	2 550 001,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		700 000,00	2 550 001,00	3 250 001,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 250 001,00
---	---------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
- (5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
- (7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1,00		1,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		2 550 001,00	2 550 001,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	700 000,00	0,00	700 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		700 001,00	2 550 001,00	3 250 002,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	3 250 002,00
--	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (4)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (4)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	3 239 997,29	3 239 997,29
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	3 239 997,29	3 239 997,29

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	10 003,71
--	------------------

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00
-----------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 250 001,00
---	---------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général	10 000,00	10 000,00	10 000,00
608	Frais accessoires sur terrains en cours	10 000,00	10 000,00	10 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	4,71	4,71
65888	Autres	0,00	4,71	4,71
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		10 000,00	10 004,71	10 004,71
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		10 000,00	10 004,71	10 004,71
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)	1 400 000,00	3 239 997,29	3 239 997,29
71355	Variat° stocks terrains aménagés	1 400 000,00	3 239 997,29	3 239 997,29
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		1 400 000,00	3 239 997,29	3 239 997,29
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		1 400 000,00	3 239 997,29	3 239 997,29
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 410 000,00	3 250 002,00	3 250 002,00

+		0,00
+	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00
=	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	3 250 002,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) Cf. Modalités de vote I-B.
- (3) Hors restes à réaliser.
- (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- (7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
- (8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
- (9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	1,00	1,00
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	1,00	1,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	700 000,00	700 000,00	700 000,00
7552	Prise en charge déficit BA administratif	700 000,00	700 000,00	700 000,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013		700 000,00	700 001,00	700 001,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		700 000,00	700 001,00	700 001,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	10 000,00	2 550 001,00	2 550 001,00
71355	Variat° stocks terrains aménagés	10 000,00	2 550 001,00	2 550 001,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		10 000,00	2 550 001,00	2 550 001,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		710 000,00	3 250 002,00	3 250 002,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	3 250 002,00
--	---------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES				B1
Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 350 003,71	700 000,00	700 000,00
168741	Dettes - Communes membres du GFP	1 350 003,71	700 000,00	700 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		1 350 003,71	700 000,00	700 000,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		1 350 003,71	700 000,00	700 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7)	10 000,00	2 550 001,00	2 550 001,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées (9)	10 000,00	2 550 001,00	2 550 001,00
3555	Terrains aménagés	10 000,00	2 550 001,00	2 550 001,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		10 000,00	2 550 001,00	2 550 001,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		1 360 003,71	3 250 001,00	3 250 001,00

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 250 001,00
---	---------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RF 042.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES				B2
Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	1 400 000,00	3 239 997,29	3 239 997,29
3555	Terrains aménagés	1 400 000,00	3 239 997,29	3 239 997,29
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		1 400 000,00	3 239 997,29	3 239 997,29
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		1 400 000,00	3 239 997,29	3 239 997,29
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		1 400 000,00	3 239 997,29	3 239 997,29

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	10 003,71
---	------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 250 001,00
---	---------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Laureen HULOT	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

Commission Commission générale

Service Administration

Réf : 2020-307

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Finances -budget annexe lotissement de la Longue Haie - Budget primitif 2020

Budget annexe lotissement Longue Haie : budget primitif 2020

Conformément à l'article L 2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Sur la base du rapport de présentation joint et du document budgétaire conforme à l'instruction comptable et budgétaire M14,

Il est proposé au conseil municipal :

- d'adopter le budget primitif 2020 du budget annexe « lotissement de la longue Haie» qui s'équilibre de la manière suivante :

Fonctionnement

Dépenses		Recettes	
Dépenses de l'exercice	547.497,17	Recettes de l'exercice	415.568,00
Restes à réaliser	0,00	Résultat de fct reporté	131 929,17
Total :	547.497,17	Total :	547.497,17

Investissement

Dépenses		Recettes	
Dépenses de l'exercice	85 568,00	Recettes de l'exercice	169.150,57
Solde exécution investissement reporté	83 582,57		
Total :	169.150,57	Total :	169.150,57

- de décider le reversement au budget principal de l'excédent de fonctionnement dégagé par le budget Longue Haie sur l'exercice 2020, pour un montant maximum de 363.914,60€.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

- VILLE DE BEAUVAIS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BEAUVAIS-BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21600056200787

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE BEAUVAIS MUNICIPALE

M. 14

Budget primitif

voté par nature

BUDGET : BEAUVAIS-LOTISST LONGUE HAIE (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	19

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3)	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4)	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	20

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE 57	VILLE DE BEAUVAIS BEAUVAIS-LOTISST LONGUE HAIE	BP 2020
-------------------------	---	--------------------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
 - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	547 497,17	415 568,00

+

+

+

R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 131 929,17

=

=

=

TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	547 497,17	547 497,17
--	-------------------	-------------------

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	85 568,00	169 150,57

+

+

+

R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 83 582,57	(si solde positif) 0,00

=

=

=

TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	169 150,57	169 150,57
---	-------------------	-------------------

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	716 647,74	716 647,74
----------------------------	-------------------	-------------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	48 346,16	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	363 914,60	363 914,60	363 914,60
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		48 346,16	0,00	463 914,60	463 914,60	463 914,60
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		48 346,16	0,00	463 914,60	463 914,60	463 914,60
023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	131 928,73		83 582,57	83 582,57	83 582,57
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		131 928,73		83 582,57	83 582,57	83 582,57
TOTAL		180 274,89	0,00	547 497,17	547 497,17	547 497,17

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	547 497,17
--	-------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	330 000,00	330 000,00	330 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		0,00	0,00	330 000,00	330 000,00	330 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		0,00	0,00	330 000,00	330 000,00	330 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	48 346,16		85 568,00	85 568,00	85 568,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		48 346,16		85 568,00	85 568,00	85 568,00
TOTAL		48 346,16	0,00	415 568,00	415 568,00	415 568,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	131 929,17
---	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	547 497,17
--	-------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	-1 985,43
---	------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) $DF\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RF\ 042$; $RI\ 040 = DF\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DF\ 043 = RF\ 043$.

(6) Solde de l'opération $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	48 346,16		85 568,00	85 568,00	85 568,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	48 346,16		85 568,00	85 568,00	85 568,00
	TOTAL	48 346,16	0,00	85 568,00	85 568,00	85 568,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	83 582,57
--	------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	169 150,57
---	-------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	85 568,00	85 568,00	85 568,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	85 568,00	85 568,00	85 568,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	85 568,00	85 568,00	85 568,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	131 928,73		83 582,57	83 582,57	83 582,57
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	131 928,73		83 582,57	83 582,57	83 582,57

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
	TOTAL	131 928,73	0,00	169 150,57	169 150,57	169 150,57

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	169 150,57
---	-------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	-1 985,43
--	------------------

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	100 000,00		100 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	363 914,60		363 914,60
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		83 582,57	83 582,57
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		463 914,60	83 582,57	547 497,17

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	547 497,17
--	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	<i>Neutral. amort. subv. équip. versées</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	85 568,00	85 568,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		0,00	85 568,00	85 568,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	83 582,57
--	------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	169 150,57
---	-------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
- (5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
- (7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	330 000,00		330 000,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		85 568,00	85 568,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		330 000,00	85 568,00	415 568,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	131 929,17
---	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	547 497,17
--	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	85 568,00	0,00	85 568,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (4)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (4)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	83 582,57	83 582,57
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		85 568,00	83 582,57	169 150,57

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00
-----------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	169 150,57
---	-------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général	48 346,16	100 000,00	100 000,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	25 000,00	25 000,00	25 000,00
608	Frais accessoires sur terrains en cours	23 346,16	75 000,00	75 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	363 914,60	363 914,60
6522	Reverst excédent BA admin. au principal	0,00	363 914,60	363 914,60
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		48 346,16	463 914,60	463 914,60
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		48 346,16	463 914,60	463 914,60
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)	131 928,73	83 582,57	83 582,57
71355	Variat° stocks terrains aménagés	131 928,73	83 582,57	83 582,57
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		131 928,73	83 582,57	83 582,57
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		131 928,73	83 582,57	83 582,57
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		180 274,89	547 497,17	547 497,17

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	547 497,17
--	-------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	330 000,00	330 000,00
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	330 000,00	330 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013		0,00	330 000,00	330 000,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		0,00	330 000,00	330 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	48 346,16	85 568,00	85 568,00
71355	Variat° stocks terrains aménagés	48 346,16	85 568,00	85 568,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		48 346,16	85 568,00	85 568,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		48 346,16	415 568,00	415 568,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	131 929,17
--	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	547 497,17
--	-------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES				B1
Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections (7)</i>	<i>48 346,16</i>	<i>85 568,00</i>	<i>85 568,00</i>
	<i>Reprises sur autofinancement antérieur (8)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	<i>Charges transférées (9)</i>	<i>48 346,16</i>	<i>85 568,00</i>	<i>85 568,00</i>
3555	<i>Terrains aménagés</i>	<i>48 346,16</i>	<i>85 568,00</i>	<i>85 568,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales (10)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		48 346,16	85 568,00	85 568,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		48 346,16	85 568,00	85 568,00

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	83 582,57
---	------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	169 150,57
---	-------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042*.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(11) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES				B2
Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	85 568,00	85 568,00
1641	Emprunts en euros	0,00	85 568,00	85 568,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	85 568,00	85 568,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		0,00	85 568,00	85 568,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	131 928,73	83 582,57	83 582,57
3555	Terrains aménagés	131 928,73	83 582,57	83 582,57
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		131 928,73	83 582,57	83 582,57
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		131 928,73	83 582,57	83 582,57
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		131 928,73	169 150,57	169 150,57

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	169 150,57
---	-------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Laureen HULOT	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

Commission Commission générale

Service Conseil de Gestion

Réf : 2020-323

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Commission consultative des services publics locaux - bilan des travaux 2019 de la C.C.S.P.L.

L'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'article 13 de la loi n°2007-1787 du 20 décembre 2007, relative à la participation des habitants et des usagers à la vie des services publics, oblige désormais le président de la Commission Consultative des Services Publics Locaux à présenter à son assemblée délibérante ou son organe délibérant, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission.

Les compétences de la Commission Consultative des Services Publics Locaux sont les suivantes :

1. Examen des rapports

La commission examine tous les ans :

- - le rapport établi par chaque délégataire de service public tel que prévu à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales et par le décret n°2005-236 du 14 mars 2005 précisant et renforçant les obligations relatives au rapport annuel du délégataire de service public local (rapport comportant notamment des données comptables, des données d'investissement, et les conditions d'exécution et qualité du service) ;
- le rapport sur le prix et la qualité des services du service d'eau potable visé à l'article L. 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- le bilan d'activité des services publics exploités en régie directe dotée de l'autonomie financière.

Ce rôle de simple examen n'est assorti d'aucune sanction.

2. Les consultations obligatoires de la C.C.S.P.L.

La commission est obligatoirement consultée pour avis, par l'organe délibérant, sur tout projet de création de services publics, en délégation de service public ou en régie dotée de l'autonomie financière, qu'ils s'agissent de services publics industriels et commerciaux ou de services publics administratifs.

Au cours de l'exercice 2019, la C.C.S.P.L. s'est réunie 1 fois, le 8 octobre 2019, afin d'examiner les rapports d'activités 2018 des délégations suivantes :

1. Exploitation de la fourrière automobile
2. Exploitation de la fourrière animale
3. Gestion du stationnement payant en ouvrage et sur voirie
4. Exploitation du réseau de chaleur
5. Gestion du crématorium
6. Gestion du service d'eau potable

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte des travaux de la commission consultative des services publics locaux pour l'année 2019.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

Ville de Beauvais



Commission consultative des services publics locaux

Compte rendu de la réunion du 08 octobre 2019

✓ **Membres représentants de la collectivité :**

Etaient présents : M. Jean-Marie JULLIEN, Conseiller Municipal, Président de la Séance par délégation de Madame le Maire
M. Jean-Luc BOURGEOIS, maire-adjoint
M. Arnaud DE SAINTE MARIE, Maire-Adjoint
M. Jacques DORIDAM, Conseiller Municipal
M. Pierre MICHELINO, Maire-Adjoint
Mme Anne GEFFROY, Conseillère Municipale

Absents / Excusés : Mme Caroline CAYEUX, Maire de Beauvais
Mme Catherine THIEBLIN, maire-adjointe
M. David NEKKAR, Conseiller Municipal
Mme Nathalie BERTOIS, Conseillère Municipale
Mme Guylaine CAPGRAS, Conseillère Municipale
Mme Stéphanie PRIOU, Conseillère Municipale

✓ **Membres représentants de délégataire**

Etaient présents : M. TOUSVERTS, fourrière automobile – Allo dépannage
Mme KAISER, fourrière automobile - Allo dépannage
Mme PERRAULT, fourrière animale – SACPA
M. SABALCAGARAY, fourrière animale – SACPA
M. NGOM, stationnement - Indigo
Mme BRANDICOURT, stationnement – Indigo
M. DE FRUYT, gestion du service d'eau potable – SEAO
Mme DUSQUENE, gestion du service d'eau potable – SEAO
M. VANDEPUTTE, gestion du service d'eau potable - SEAO
Mme LANIRAY, exploitation du crématorium – OGF
Mme FLAMENT, exploitation du crématorium - OGF
M. FRION, réseau de chaleur - CRAM
M. MASSE, réseau de chaleur – CRAM

✓ **Membres représentants des associations**

Etait présente : Mme FORTUNA, OPAC de l'Oise – Réseau de Chaleur

✓ **Ont également participé à la réunion :**

M. STERCKEMAN – Police Municipale
M. DUFLOT – Marchés publics ST
M. SERGEANT – Directeur Développement durable
M. PLOTTU – directeur des services Eau et Assainissement
Mme GLORIEUX – Technicienne service Eau Potable
Mme BAGATTO – Conseil de gestion

✓ **Ordre du jour de la Commission :**

Rapports annuels d'activité 2018 des délégataires :
Exploitation de la fourrière automobile
Exploitation de la fourrière animale
Gestion du stationnement
Gestion du service de l'eau potable
Exploitation du crématorium
Exploitation du réseau de chaleur

M. Jullien ouvre la séance à 13h30.

1. EXPLOITATION DE LA FOURRIERE AUTOMOBILE

Mme Kaiser présente brièvement le rapport d'activité 2018 du service délégué. Le nombre d'enlèvements s'élève à 834 véhicules (soit une hausse de 124 véhicules par rapport à 2017). Sur ces enlèvements :

- 772 faits par la police municipale soit 92,5 %, 62 par la police nationale soit 7,5 % ;
- Sur les 119 enlevés par la police municipale au mois de juin, 30 ont été enlevés lors des fêtes Jeanne Hachette, soit 25,2 % ;
- 525 véhicules ont été restitués à leur propriétaire, soit 63 % ;
- 301 ont été envoyés en destruction après le délai légal, soit 36 %, dont 9 véhicules détruits à la demande de leur propriétaire ;
- 8 véhicules ont été remis aux domaines.

Le volume d'activité est en hausse de 17,4 % par rapport à 2017. L'activité fourrière représente 17,29% du chiffre d'affaires de la société.

Le nombre de véhicules détruits dont le propriétaire reste inconnu ou ne s'est pas manifesté, facturés à la ville de Beauvais, s'élève à 293 en 2018, soit 38 de plus que 2017. Ceci a eu pour conséquence d'augmenter les frais de gardiennage à la charge de la ville de Beauvais.

M. STERCKEMAN souhaite apporter des précisions suite aux problèmes rencontrés quant aux levées d'immobilisation des véhicules mis en fourrière par la police nationale. Suite à la création de la Direction centrale de la sécurité publique, les agents référents de la PN ont changé. Il existe de réels problèmes de transmission des dossiers à la police municipale. Il est nécessaire de former les agents concernés.

Mme BAGATTO indique que ce problème a déjà été souligné les années précédentes, conséquemment aux changements récurrents du personnel en charge de la gestion de ce dossier. Des rencontres entre les deux services de police avaient d'ailleurs été organisées afin de pouvoir trouver des solutions d'amélioration de la procédure. Un audit sur cette situation va être fait dans les prochains mois. Par ailleurs, ce n'est pas à la ville de supporter le coût de garde et destruction des véhicules mis en fourrière par la PN, mais à la Préfecture. M. STERCKEMAN ajoute que Beauvais est la seule ville qui prenne en charge les frais liés aux véhicules mis en fourrière par la PN.

Mme KAISER demande que les tarifs soient augmentés conformément à l'arrêté du 2 août 2019 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

La collectivité prend en considération la demande qui sera étudiée postérieurement à la C.C.S.P.L.

La commission n'ayant plus de questions à poser, M Jullien remercie le délégataire de sa participation.

2. FOURRIERE ANIMALE

La fourrière animale a été reprise depuis le 1^{er} septembre 2017 par la SACPA. La fondation Clara (fondation d'entreprise de la SACPA) a repris également la partie adoptions.

Détail de l'activité fourrière animale 2018 pour la commune de Beauvais :

- 328 interventions, 284 prises en charge d'animaux sur la voie publique (vivants et cadavres) ;
- Accueil de 526 animaux vivants : 373 chats, 149 chiens, 4 volatiles et autres espèces (dont 36 abandons, 3 gardes sociales, 1 mordeur, 5 réquisitions judiciaires) ;
- 85% des animaux recueillis étaient en bonne santé ;

- Identification : 67,31 % des chiens et seulement 6,22 % des chats sont identifiés ;
- Durée moyenne de séjours : 24 jours. Lorsque les animaux sont identifiés, ils séjournent entre 7 et 8 jours au sein de la fourrière avant d'être restitués ;
- Plus de la moitié des chiens en fourrière sont restitués à leur propriétaire, la restitution chez les chats représente 5 % ;
- Délai d'intervention de 31 minutes en moyenne.

Concernant les finances de la délégation, le résultat 2018 est déficitaire de 71 000 euros, et ce pour plusieurs raisons.

- Recettes réalisées 2018 : 312 116 euros (contre 332 390 euros prévus), soit un déficit de recettes de 20 000 euros. Principales différences entre le prévisionnel et réalisé :
 - Contrats communes extérieures : prévisionnel 183 333 euros, réalisé 133 716 euros, soit un delta de - 50 000 euros.
 - Contrat ville de Beauvais : prévisionnel 83 957 euros, réalisé 100 659 euros, soit un delta de + 16 700 euros (augmentation population légal INSEE).
 - Restitutions fourrières : prévisionnel 12 167 euros, réalisé 19 350 euros, soit + 7 000 euros.
- Dépenses réalisées : 383 443 euros (contre 310 736 prévues), soit une différence de + 72 700 euros. Cette différence s'explique par la mise en place de l'activité. Le délégataire a dû racheter tout le matériel nécessaire au fonctionnement de la fourrière. Il a dû faire face également aux charges liées à la restructuration de son équipe étant sur place (licenciements par rupture conventionnel de contrat entre autres).

L'année 2018 fut une année exceptionnelle au niveau des dépenses. Malgré ce résultat, la ville de Beauvais est complètement satisfaite du service de fourrière. Par ailleurs, la fondation Clara, fondation d'entreprise de la SACPA, a repris la gestion de la partie chenil, et procède ainsi aux adoptions des animaux.

La commission n'ayant plus de questions à poser, M Jullien remercie le délégataire de sa participation.

3. GESTION STATIONNEMENT

M. JULLIEN donne la parole à M. NGOM afin de présenter en quelques mots le rapport 2018 de la délégation de service public du Stationnement.

Parking souterrain HDV

La fréquentation horaire du parking est une nouvelle fois en baisse en 2018 de 3 % par rapport à 2017, passant de 28 368 à 27 480 visiteurs. Pour autant, les recettes horaires ont augmenté, passant de 58 430 euros à 60 700 euros (soit +3,9 %). Cela s'explique par un délai de stationnement plus long. Le ticket moyen horaire s'élève à 2,21 euros contre 2,06 euros en 2017.

Le nombre de mensualités d'abonnés a légèrement baissé, passant de 3 186 mois d'abonnement en 2017 à 3 150 en 2018, soit une baisse de 1 %. Les recettes liées aux abonnements sont restées stables, elles s'élèvent à 174 702 euros.

Les sorties gratuites (moins de 30 minutes) ont augmenté, passant de 10 901 à 11 400, soit 499 sorties gratuites supplémentaires.

Parking Foch

La fréquentation horaire du parking Foch est légère baisse de 2,6%, passant de 61 807 visiteurs horaire en 2017 à 60 180 en 2018. Conséquemment les recettes ont également baissé de 7 293 euros, passant de 93 283 euros à 85 990 euros. Le ticket moyen horaire est passé à 1,43 euros au lieu de 1,51 euros.

Les recettes horaires ont baissé au profit des recettes abonnés, qui passent de 9 676 euros en 2017 à 27 243 euros en 2018 (soit une évolution de + 181 %). Le parking Foch attire de plus en plus d'abonnés (mensualités en 2017 : 281 / en 2018 : 639).

Les sorties gratuites (moins de 30 minutes) ont explosé en 2018, passant de 22 564 en 2017 à 30 342 en 2018, soit + 7 778 sorties gratuites (+ 34,5%).

Voirie

Les recettes ont augmenté de + 24%, passant de 405 262 euros en 2017 à 502 488 euros, alors même que le délégataire a subi en 1 an 2 modifications du périmètre du stationnement payant du centre-ville (mise en gratuité d'un certain nombre de places de stationnement). Les recettes retrouvent le même niveau que 2016 qui pourtant, intégraient auparavant les recettes du parking Foch. Depuis que le parking Foch est passé en barriérage, ses recettes font l'objet d'une comptabilisation qui lui est propre.

L'association Vellovaque ne pouvant être présente, elle a demandé par mail des renseignements concernant le service INDIGOWEEL présenté en page 52 du RAD 2018. L'association demande si ce service sera proposé prochainement aux Beauvaisiens. M. NGOM répond par la négative. En effet, le parking souterrain de Beauvais n'est pas agencé pour assurer la sécurité des utilisateurs de vélo. Par ailleurs, le contrôle d'accès ne fonctionnerait pas pour les vélos.

Mme BAGATTO informe la commission qu'un avenant à la délégation devrait être passé pour certaines formalités administratives engendrées par la dépénalisation. Celui-ci sera passé courant 2020.

La commission n'ayant plus de questions à poser, M Jullien remercie le délégataire de sa participation.

4. EXPLOITATION DU RESEAU DE CHALEUR

M. JULLIEN donne la parole à M. MASSE afin de présenter le rapport 2017-2018 et 2^{ème} semestre 2018 de la société (le délégataire tiendra désormais ses comptes en année civile dès 2019).

Partie technique

❖ Taux de couverture Bois :

- 2017-2018 : 72,8 %. En hausse de 1,6 % par rapport à 2017-2018.
- 2^{ème} semestre 2018 : 72,8%, en hausse par rapport au 2^{ème} semestre 2017.

Ce taux est toujours en deçà du taux contractuel de 85 % (article 15 du contrat de concession).

❖ Consommation de bois :

- 2017-2018 : 11 040 tonnes
- 2^{ème} semestre 2018 : 3 624 tonnes

Ce taux est en légère hausse par rapport à la saison précédente malgré une rigueur climatique en légère baisse.

❖ Ratio de consommation électrique

- 2017-2018 : 28,1 kWhel/MWhth
- 2^{ème} semestre 2018 : 30,2 kWhel/MWhth

Le ratio de consommation électrique indique une diminution de performance pour les deux saisons. Pour la saison 2017-2018, le ratio kWhel/MWhth reste en dessous de l'objectif de 30 kWhel/MWhth, ce qui n'est pas le cas pour le 2^{ème} semestre 2018.

Partie financière

Ventes R1 :

- ❖ Prix unitaire moyen R1
 - 2017-2018 : 33,30 € HT/MWh (contre 33,75 € HT/MWh en 2016-2017)
 - 2^{ème} semestre 2018 : 33,88 € HT/MWh

Charges R1 :

Les besoins de chaleur ont été couverts à 82,2 % par le bois contre 92,4 % au CEP (en baisse par rapport à la saison précédente), avec une rigueur climatique en légère baisse et un fonctionnement au gaz l'été (14,9 % contre 7,3 % prévu au contrat/CEP).

Cette baisse du recours au bois a entraîné une diminution de 189 K€ entre les achats bois réalisés et budgétés, pour 2017-2018, et 199 K€ pour le 2^{ème} semestre 2018. Le niveau de consommation de bois a été compensé par le recours au gaz, entraînant une augmentation de 71 K€ entre les achats gaz réalisés et budgétés pour 2017-2018, et 95 K€ pour le 2^{ème} semestre 2018.

La marge brute R1 s'élève à - 149 K€ pour 2017-2018, et -113 K€ pour le 2^{ème} semestre.

Ventes R2 :

Le nombre total d'URF pour la saison 2017-2018 et 2^{ème} semestre 2018 s'est élevé à 26 068, et est resté stable par rapport à la saison 2016-2017. Il n'y a eu aucun raccordement effectué depuis quelques années.

- ❖ Recettes 2017-2018 :
 - Prix unitaire 2017-2018 : 45,49 € HT/URF (contre 45,14 € HT/URF en 2016-2017)
 - Recette 2017-2018 : 1 185 876 € HT (soit une hausse de 9 K€ par rapport à 2016-2017)

Charges R2 :

Le nombre d'heures de maintenance conduite s'élève à 2 226 h pour 2017-2018 (contre 2 844 heures pour 2016-2017) valorisé au taux standard du centre d'exploitation, soit 48 € de l'heure depuis le 1^{er} octobre 2015. La charge de maintenance s'élève à 111 K€ en 2017-2018 contre 139 K€ en 2016-2017.

Les frais de gestion opérationnelle, fonctions support et direction s'élèvent à 107 K€.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation 2017-2018 s'élève à 30 110 K€ soit une marge de 1,1 %. Pour le 2^{ème} semestre 2018, le résultat est déficitaire de 63 K€. Toutefois, ce résultat est biaisé considérant que ce n'est le résultat que d'un seul semestre.

M. MASSE s'inquiète du peu de rentabilité du service. Mme BAGATTO se permet de rappeler au délégataire que la société mère n'est pas perdante dans cette délégation. En effet, l'audit mené il y a 4 ans sur la construction de la chaufferie avait démontré que les tarifs de prestations de travaux de la société mère envers sa filiale avaient été largement surévalués.

Mme FORTUNA est satisfaite du service, de son fonctionnement et de la communication avec le délégataire. Le délégataire est très réactif à chaque sollicitation des abonnés.

M. SERGEANT indique qu'après comparatif du coût bois/gaz, sur une période de 9 ans, le gain global a été pour les abonnés de 3,7 millions d'euros.

La commission n'ayant plus de questions à poser, M JULLIEN remercie le délégataire de sa participation.

5. EXPLOITATION DU CREMATORIUM

M. JULLIEN donne la parole à Mme LANIRAY afin de présenter le rapport 2018 de la société OGF.

L'année 2018 a été marquée par l'inauguration des nouveaux espaces du crématorium suite aux travaux de modernisation qui ont été réalisés dès le début du contrat. Désormais il existe un jardin du souvenir et la salle de cérémonie peut accueillir jusque 200 personnes.

Le nombre de crémations est passé de 691 en 2017 à 888 en 2018. Cette hausse est tout à fait normale, en effet en 2017 le crématorium a fermé quelques jours pour le changement du four, et il est resté partiellement ouvert pendant la durée du reste des travaux.

Le chiffre d'affaires 2018 est en hausse de 72 K€ (il est passé de 428 K€ en 2017 à 500 K€ en 2018). Le résultat est excédentaire, il s'élève à 144 K€ avant IS (impôt sur les sociétés).

Mme LANIRAY informe que le coût de gaz par crémation a augmenté en 2018, et ce malgré le nouveau four plus performant et une reprise de l'activité à la hausse qui a permis une meilleure planification des crémations. Il est passé de 29,50 € en 2017 à 32,56 € en 2018. Ceci est dû à l'augmentation du coût du gaz par le fournisseur du délégataire, et ce malgré la présence d'un accord cadre entre les 2 parties.

Par ailleurs, à la date de la CCSPL, les travaux étaient quasiment terminés (nouveau four, salle de cérémonie plus grande, jardin cinéraire, vestiaires hommes et femmes, travaux de sécurisation). Depuis l'installation du nouveau four, le crématorium est resté ouvert même pendant la phase de travaux.

La commission n'ayant plus de questions à poser, M JULLIEN remercie le délégataire de sa participation.

6. GESTION DU SERVICE DE L'EAU POTABLE

M. JULLIEN donne la parole à M. DE FRUYT de la SEAO afin de présenter en quelques mots le rapport 2018 de la délégation de service public d'eau potable.

Les chiffres clés de 2018 :

- 26 989 abonnés pour 56 425 habitants desservis ;
- Volume mis en distribution de 4 461 910 m³ ;
- Volume vendu de 3 964 505 m³ ;
- 263 km de canalisations ;
- 6 stations de pompage et de surpression ;
- 7 réservoirs de capacité de 20 300 m³ ;
- 100 % des analyses microbiologiques et 100 % physicochimiques sont aux normes ;
- Télé-relève déployé à 99% sur le territoire de la commune (quelques habitations ne sont pas dotées car les propriétaires des habitations concernées n'ont pas donné l'accès à leur propriété).

La vie du service d'eau potable :

- Volume vendu en hausse de 3,1 % par rapport à 2017 ;
- Volume produit en baisse de 1,2 %
- 28 799 compteurs.

La performance environnementale :

- L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable est de 110/120 ;
- Le rendement de réseau pour l'année 2015 est de 85,2 % ;
- L'indice linéaire de consommation : 41,56 m³/km ;
- L'indice linéaire de perte en réseau : 5,31 m³/km ;
- Le linéaire soumis à la recherche de fuite en 2017 est de 136 km ;
- Plus de branchement en plomb.

La qualité du service :

- Un taux d'interruption du service de 0,63 u ‰ ;
- Les délais d'ouverture sont toujours respectés ;
- Le taux de réclamations clients est très faible (0,04 ‰) ;
- Le taux des factures impayées est de 2,67 % (en hausse) ;
- Le nombre d'échéanciers de paiement ouverts au cours de l'année 2017 est de 4 202 (soit + 147 par rapport à 2017).

Après 3 exercices déficitaires, 2018 est de nouveau positif, le résultat s'élève à 156 K€.

Mme BAGATTO remercie le délégataire de l'envoi des réponses suite à des questions posées antérieurement à la commission, et précise que ces réponses seront étudiées postérieurement à la commission.

M. PLOTTU présente brièvement le R.P.Q.S. 2018 de la ville de Beauvais.

- Chiffres clés :
 - Habitants desservis : 56 425 / usagers (clients) : 26 989 ;
 - Points de production : 6 / capacité de production d'eau potable : 25 800 m³/j ;
 - Réservoir de stockage : 7 / volume de stockage : 20 300 m³ ;
 - Longueur de réseau : 343 km / nombre de branchements : 13 223 ;
 - Volume d'eau potable consommé : 3 951 367 m³ ;
 - Volume d'eau potable vendu aux abonnés domestiques : 3 365 252 m³/an, 163 l/habitant.
- Faits marquants :
 - Production d'eau potable :
 - Travaux de régénération du forage F₃
 - Distribution de l'eau potable (réseaux, réservoirs, station de reprise, branchements) :
 - Mise en place d'un analyseur de chlore en continu sur le réservoir du Mont Capron ;
 - Suppression de 4 branchements plomb ;
 - Renouvellement de 12 poteaux d'incendie et de 4 vannes ;
 - Inventaire des bouches d'arrosage ;
 - Renouvellement ou extension de 1 827 ml de canalisations de distribution d'eau potable, notamment renforcement de 490 ml de canalisation Ø 400 mm rue de Bretagne.
 - Gestion du service :
 - Rupture d'une canalisation principale d'eau potable rue du Thérain avec coupure d'eau de 15 000 habitants du centre-ville.

- Perspectives 2019 :
 - Production d'eau potable :
 - Etude en vue des travaux de régénération du forage F₀ (travaux prévus en 2020) ;
 - Diagnostic du génie civil du réservoir du Mont Capron ;
 - Lancement de l'étude de diagnostic territorial multi-pressions, en vue de la définition d'un plan d'actions de reconquête de la qualité de l'eau pour les sources de Friancourt ;
 - Inspection des forages F₁ F_{2bis} F₄ de la plaine du Canada.
 - Distribution de l'eau potable (réseaux, réservoirs, station de reprise, branchements) :
 - Remplacement et doublement de la canalisation entre le réservoir du parc des eaux et le boulevard de l'île de France ;
 - Remplacement de l'hydraulique du réservoir du parc des eaux ;
 - Mise en place d'un analyseur de chlore en continu sur le réseau de distribution au niveau du réservoir du parc des eaux ;
 - Etude préalable à l'installation de 5 bornes de puisage et lutte contre les prélèvements illégaux sur les hydrants ;
 - Suppression des bouches d'arrosage inutilisées et mise en place de compteurs sur les bouches d'arrosage conservées.
 - Gestion du service :
 - Etude de transfert de la compétence eau potable vers la C.A.B.

- Indicateurs réglementaires

Dans un objectif de comparaison des performances du service eau potable de la ville de Beauvais par rapport à d'autres services, nous avons indiqué dans la colonne « Observation », lorsque celle-ci était disponible, la valeur de l'indicateur moyen national, issue de ce rapport, pour des collectivités de taille comparable à Beauvais (c'est à dire collectivités urbaines de 50 000 à 100 000 habitants). Lorsque ce chiffre est suivi d'un astérisque*, cela signifie que la valeur indiquée est la valeur nationale, toutes collectivités confondues.

- Prix TTC du service d'eau potable (hors assainissement au m³ pour 120 m³)

2015	2016	2017	2018	Observation
1,48 €/m ³ TTC	1,48 €/m ³ TTC	1,51 €/m ³ TTC	1,36 €/m ³ TTC	2,10 €/m ³ TTC

- Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable

2015	2016	2017	2018	Observation
0,82 %	0,77 %	0,82 %	0,80 %	0,54 % *

- Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente

2015	2016	2017	2018	Observation
2,44 %	2,18 %	3,05 %	2,67 %	1,1 % *

- Indice d'avancement de la protection de la ressource

2015	2016	2017	2018	Observation
80 %	80 %	80 %	80 %	74 % *

- Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (unité/1000 abonnés)

2015	2016	2017	2018	Observation
0,82	1,41	0,78	0,63	2,5 *

- Rendement du réseau de distribution

2015	2016	2017	2018	Observation
82,4%	84,6%	85,2 %	88,7 %	76,2 %*

- Taux de conformité des prélèvements – microbiologie

2015	2016	2017	2018	Observation
100 %	98,8 %	100 %	100 %	99,5 %*

- Taux de conformité des prélèvements – paramètres physico-chimiques

2015	2016	2017	2018	Observation
97,7 %	97,7 %	100 %	100 %	98,3 %*

La commission n'ayant plus de questions à poser, M JULLIEN remercie le délégataire de sa participation.

L'ordre du jour étant épuisé, M JULLIEN lève la séance à 17h30

Commission Commission générale**Service** Juridique - Contentieux

Réf : 2020-284

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Protection fonctionnelle des agents et des élus

Les agents publics peuvent être exposés en raison de la nature de leurs fonctions, à des relations parfois conflictuelles avec des usagers du service public, ainsi qu'à la mise en cause de leur responsabilité juridique.

L'article 11 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifié par l'article 73 de la loi n°2018-727 du 10 août 2018 pose le principe de la protection fonctionnelle. Ainsi la collectivité est tenue de protéger les agents qu'elle emploie (titulaires et non titulaires) ainsi que les agents l'ayant quittée, au titre des faits survenus durant la période où ils étaient en activité, dans trois types de situation :

- Les agents publics bénéficient de la protection de l'administration contre les violences, menaces, voies de fait, injures, diffamation ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions.
- La protection fonctionnelle leur garantit la prise en charge par la collectivité de la condamnation civile prononcée à leur encontre par des juridictions judiciaires dès lors qu'aucune faute personnelle détachable de l'exercice de leurs fonctions ne leur est imputable.
- Les agents publics sont protégés contre les poursuites pénales dont ils peuvent faire l'objet pour des faits ne présentant pas le caractère d'une faute personnelle. La protection octroyée à l'agent victime recouvre l'obligation d'assistance juridique via la prise en charge financière des honoraires d'avocats et autres frais de procédure occasionnés (frais d'expertise, d'huissiers etc...).

De même, conformément au code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.2123-34 et L.2123-35 modifiés par l'article 104 de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019, la commune est tenue de protéger le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer le cas échéant, le préjudice qui en est résulté ainsi que lorsque ceux-ci font l'objet de poursuites pénales à l'occasion des faits qui n'ont pas de caractère de faute détachable de l'exercice de leurs missions.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à mettre en œuvre la protection fonctionnelle des agents et des élus, relative aux frais de procédure dans les conditions prévues par l'article 11 de loi du 13 juillet 1983 et du CGCT.

Les dépenses seront imputées sur les crédits prévus à cet effet.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

Commission Commission générale

Service Ressources Humaines

Réf : 2020-322

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : tableau des effectifs ajustement

Je vous propose un ajustement du tableau des effectifs de la ville de Beauvais pour les motifs suivants :

- Favoriser le déroulement de carrières des agents de la Ville par des avancements de grade et des promotions internes (procédure annuelle suite aux commissions administratives paritaires du 30 juin 2020)
- Modification de grades ou de temps de travail suite aux remplacements d’agents mutés ou partis en retraite
- Modification du fondement juridique du recrutement de certains agents contractuels

Concernant tous ces points il s’agit, en l’espèce, d’une transformation (suppression/création) des emplois ou grades correspondants, lesquels seront supprimés du tableau après consultation du comité technique à l’occasion de l’actualisation annuelle en fin d’année civile.

Ainsi dans le cadre des promotions pour déroulement de carrière, il est donc proposé les créations d’emplois suivantes :

Nature de la modification du tableau	emploi / grade préexistant à temps complet (sauf indications contraires)	emploi / grade créé à temps complet (sauf indications contraires)	nombre
Avancement de grade	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 2 ^e classe	
Avancement de grade	Adjoint administratif principal de 2 ^e classe	Adjoint administratif principal de 1 ^{re} classe	
Avancement de grade	Adjoint d’animation	Adjoint d’animation principal de 2 ^e classe	
Avancement de grade	Adjoint d’animation principal de 2 ^e classe	Adjoint d’animation principal de 1 ^{re} classe	
Avancement de grade	Agent social	Agent social principal de 2 ^e classe	
Avancement de grade	Auxiliaire de puériculture principal de 2 ^e classe	Auxiliaire de puériculture principal de 1 ^{re} classe	
Avancement de grade	ASEM principal de 2 ^e classe	ASEM principal de 1 ^{re} classe	

Avancement de grade	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Adjoint technique principal de 1 ^{re} classe	
Avancement de grade	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	

Avancement de grade	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise principal	
Avancement de grade	Gardien-brigadier	Brigadier-chef principal	
Avancement de grade	Rédacteur	Rédacteur principal de 1 ^{re} classe	
Avancement de grade	éducateur principal de 2 ^e classe	éducateur principal de 1 ^{re} classe	
Avancement de grade	Educateur	éducateur principal de 2 ^e classe	
Avancement de grade	Attaché principal	Attaché hors classe	
Promotion interne	Rédacteur principal de	Attaché	
Promotion interne	Adjoint technique principal de	technicien	
Promotion interne	Adjoint administratif principal de xx	Rédacteur	
Promotion interne	Brigadier-chef principal	Chef de service de PM	
Promotion interne	Adjoint technique principal de	Agent de maîtrise	

Concernant le second point il s'agit de modifier les grades suite aux remplacements d'agents mutés ou partis en retraite (cf tableau ci-dessous).

Nature de la modification du tableau	Service ou Direction	Emploi / grade préexistant à temps complet* à supprimer à terme après passage en CT	Emploi / grade créé à temps complet*	Nombre
Création/ suppression	Pares et jardins	jardinier/ Adjoint technique ppal de 1 ^{re} classe	jardinier/ Adjoint technique	2
Création/ suppression	DEEJ/ Coordination centre sociaux	Coordinateur animation adjoint au directeur/ RP1	Coordinateur animation adjoint au directeur/	1

			Rédacteur principal de 2° classe	
Création/ suppression	Sports	Agent d'exploitation des gymnases et des stades/ Adjoint technique ppal de 2° classe	Agent d'exploitation des gymnases et des stades/ Adjoint technique	2
Création/ suppression	DEEJ	Agent d'animation/ Adjoint d'animation ppal de 2° classe	Agent d'animation/ Adjoint d'animation	2
Création/ suppression	Services à la population	Agent de gestion administrative état civil / Adjoint administratif ppal de 2° cl	Agent de gestion administrative état civil/ Adjoint administratif	1
Création/ suppression	Services à la population/Cimetiere	Agent polyvalent / Adjoint technique ppal de 2re classe	Agent polyvalent / Adjoint technique	1

Enfin l'article 21 de la loi du 6 août 2019 dite loi de transformation de la fonction publique a étendu la possibilité de recourir au contrat sur emplois permanents aux agents de catégorie B et C dans la FPT jusqu'alors réservé aux emplois de catégorie A.

Cette disposition élargit les cas de recours au contrat pluriannuel dans la fonction publique territoriale (contrat de 3 ans maximum renouvelable pour la même durée, avant le cas échéant, la proposition du CDI), par dérogation au principe de l'occupation des emplois permanents par des fonctionnaires.

Il est donc possible désormais de recruter par contrat sur les emplois de catégories B et C, lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient, dans les mêmes conditions que pour celles applicables aux emplois de catégorie A et si aucun fonctionnaire n'a pu être recruté.

Compte tenu des difficultés récurrentes que rencontre la collective pour recruter du personnel titulaire sur certains postes ci-dessous désignés, il est proposé la modification suivante au tableau des emplois :

Nature de la modification du tableau (motif)	Service	Emploi / grade préexistant à temps complet* à supprimer à terme dans l'attente de l'avis du comité technique	Emploi / grade créé à temps complet*	Nombre
Création/ suppression (Modification fondement juridique du recrutement et	Logement	Responsable du service/ Attaché	Responsable du service/ Ingénieur titulaire, stagiaire ou emploi contractuel de catégorie A sur le fondement de l'article 3.3 2° de la Loi 84-53 (contrat de 3 ans maximum renouvelable	1

Nature de la modification du tableau (motif)	Service	Emploi / grade préexistant à temps complet* à supprimer à terme dans l'attente de l'avis du comité technique	Emploi / grade créé à temps complet*	Nombre
fin de contrat)			compte de la nature des fonctions ou des besoins du service)	
Création/ suppression (Modification fondement juridique du recrutement et mutation)	Développement durable/ Chantiers d'insertion	Réfèrent et encadrant technique/ technicien	Réfèrent et encadrant technique/ Cadre d'emplois des techniciens titulaire, stagiaire ou emploi contractuel de catégorie B sur le fondement de l'article 3.3 2° de la Loi 84-53 (contrat de 3 ans maximum renouvelable compte de la nature des fonctions ou des besoins du service)	1

Considérant l'inscription des crédits nécessaires au budget prévisionnel 2020, au chapitre 012 - charges de personnel et frais assimilés,

La commission administrative paritaire se réunira le 30 juin 2020.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver les termes de ce rapport.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

Commission Commission générale

Service Ressources Humaines

Réf : 2020-331

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Indemnité de rupture conventionnelle

Vu l'article 72 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n°2019-1593 du 31 décembre 2019 relatif à la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique (articles 1 à 8),

Vu le décret n°2019-1596 du 31 décembre 2019 relatif à l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle dans la fonction publique et portant diverses dispositions relatives aux dispositifs indemnitaires d'accompagnement des agents dans leurs transitions professionnelles,

Vu le décret 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale (articles 49 bis à 49 decies),

La rupture conventionnelle consiste en un accord mutuel par lequel un agent public et son employeur public conviennent des conditions de cessation définitive de fonctions. Elle entraîne la radiation des cadres et la perte de la qualité de fonctionnaire ou la fin du contrat ainsi que le versement d'une indemnité spécifique de rupture conventionnelle.

Créée en 2008 pour les salariés du secteur privé, la rupture conventionnelle est instituée dans les trois versants de la fonction publique par la loi du 6 août 2019. Son article 72 prévoit le dispositif, à titre expérimental pour les fonctionnaires, du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2025 et pose le principe de rupture conventionnelle pour les agents contractuels en CDI.

La rupture conventionnelle dans la fonction publique concerne uniquement :

- Les fonctionnaires titulaires ;
- Les contractuels de droit public recrutés en contrat à durée indéterminée (CDI)

sauf pour les agents ayant atteints l'âge d'ouverture du droit à pension de retraite et justifiant d'une durée d'assurance suffisante pour obtenir la liquidation d'une pension de retraite au taux plein.

L'initiative peut venir de l'agent ou de l'autorité territoriale. Elle ne peut pas être imposée par l'une ou l'autre des parties.

Lorsque les deux parties parviennent à un accord, elles signent une convention de rupture établie selon un modèle défini par arrêté ministériel (publié le 6 février 2020) laquelle doit prévoir obligatoirement la date de cessation définitive du fonctionnaire ou de fin de contrat de l'agent contractuel et le montant de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle (ISRC).

Les modalités de calcul de cette indemnité sont prévues par le décret n°2019-1596 du 31/12/2019.

L'employeur doit déterminer :

- l'ancienneté de l'agent à savoir l'ensemble des services publics effectifs en qualité de contractuels (CDD et CDI), de stagiaire et de fonctionnaire dans les trois versants de la fonction publique. Les contrats de droit privé (CUI, contrat apprentissage ...) ne sont pas pris en compte. Sont donc décomptées les périodes de disponibilité (de droit ou sur autorisation), de congé parental, d'absence de service fait ou d'exclusions ;
- une rémunération brute de référence.

La rémunération brute de référence à prendre en compte dans le calcul de l'ISRC est celle perçue par l'agent au cours de l'année civile précédant celle de la date d'effet de la rupture conventionnelle.

Le montant de l'indemnité ne peut pas être inférieur aux montants suivants :

- Un quart de mois de rémunération brute par année d'ancienneté pour les années jusqu'à 10 ans ;
- Deux cinquièmes de mois de rémunération brute par année d'ancienneté pour les années à partir de 10 ans et jusqu'à 15 ans ;
- Un demi mois de rémunération brute par année d'ancienneté à partir de quinze ans et jusqu'à vingt ans ;
- Trois cinquièmes de mois de rémunération brute par année d'ancienneté à partir de vingt ans et jusqu'à vingt-quatre ans.

Il ne peut pas non plus excéder une somme équivalente à un douzième de la rémunération brute annuelle perçue par années d'ancienneté, dans la limite de vingt-quatre ans d'ancienneté.

La rupture conventionnelle relève de l'un des cas d'ouverture à l'allocation d'assurance chômage conformément à l'article 2 § 3 de l'annexe du décret 2019-797 du 26 juillet 2019. Cela implique que pour chaque rupture conventionnelle de l'un de ses fonctionnaires et de ses contractuels (si pas de convention de gestion avec Pôle Emploi), la collectivité pourra être amenée à lui verser une allocation chômage d'aide au retour à l'emploi.

Enfin, les sommes perçues au titre de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle doivent être remboursées par les fonctionnaires et les agents contractuels si dans les six années suivant la rupture conventionnelle, ils sont recrutés en tant qu'agent public pour occuper un emploi au sein de la même collectivité territoriale mais également dans une collectivité ou un établissement public relevant ou auquel appartient la collectivité territoriale (commune membre d'un EPCI).

Ce dispositif de rupture conventionnelle a pour conséquence de mettre un terme, à compter du 1er janvier 2020, à la possibilité de verser l'indemnité de départ volontaire existante dans la fonction publique territoriale dans les deux circonstances suivantes : démission pour créer ou reprendre une entreprise et démission pour mener à bien un projet personnel. Le versement de cette indemnité de départ volontaire reste donc possible uniquement en cas de restructuration de service. Un dispositif transitoire est mis en place pour les demandes de versement de l'indemnité de départ volontaire (pour création/reprise d'entreprise ou projet personnel) avant le 30 juin 2020 et ce à condition que la démission soit effective avant le 01/01/2021 (article 9 décret 2019-596).

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'approuver la mise en place de l'indemnité de rupture conventionnelle dans la collectivité ;
- d'autoriser madame le maire à prendre toutes les décisions et actes y relatifs et notamment :
- de décider de l'opportunité d'utiliser cet outil, de l'accepter, de le refuser si elle l'estime nécessaire dans l'intérêt du service et de la collectivité ;
- de signer les conventions formalisées dans le cadre de cette procédure ;

- de fixer le montant de l'indemnité dans la limite du plafond fixé par les textes et en tenant compte de l'ancienneté de l'agent dans la collectivité ;
- de prévoir le budget nécessaire dans la limite de 100 000 euros par an.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 10 abstentions.

Commission Commission générale

Service Ressources Humaines

Réf : 2020-327

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Avenant n°3 au règlement relatif à l'organisation du temps de travail

Un nouveau règlement relatif à l'organisation du temps de travail, commun à la Ville de Beauvais, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis (CAB), est entré en application au 1er janvier 2019.

Deux avenants ont été adoptés depuis :

- le premier pour apporter des précisions ou compléments nécessaires à sa mise en œuvre,
- le second pour adopter des dispositions spécifiques aux services de la direction prévention-sécurité fonctionnant 7j sur 7j ou 24h sur 24h.

Il est proposé aujourd'hui d'adopter un troisième avenant à ce règlement, afin d'assouplir les règles relatives à l'organisation du temps de travail pour les agents réalisant des heures supplémentaires dans certaines situations dérogatoires, notamment les périodes d'astreintes.

Vu l'avis unanimement favorable du comité technique de la Ville et du CCAS en date du 11 juin 2020,

Il est proposé :

- d'adopter l'avenant n°3 au règlement relatif à l'organisation du temps de travail, ci-après annexé,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

Avenant n°3 au règlement sur l'organisation du temps de travail

Projet vu en CT

Ville de Beauvais

Communauté d'agglomération du
Beauvaisis

Centre communal d'action sociale de
Beauvais



Sommaire

Préambule	3
Références juridiques	4
1. Dérogations liées aux astreintes	6
2. Dérogations ponctuelles liées à des circonstances exceptionnelles	9
3. Adaptation du règlement initial	10

Projet vu en CT

Préambule

Le règlement d'organisation du temps de travail de la ville de Beauvais, de la communauté d'agglomération du Beauvaisis et du centre communal d'action sociale, dont l'organisation est mutualisée depuis de nombreuses années, a été adopté par le conseil municipal le 18 juin 2018, le conseil communautaire le 29 juin 2018 et le conseil d'administration du centre communal d'action sociale le 29 juin 2018 et est applicable à l'ensemble des services depuis le 1er janvier 2019.

Ce règlement a pour objectif de proposer un dispositif cohérent qui permette de :

- respecter la réglementation en vigueur relative à la durée du travail ;
- harmoniser l'organisation du temps de travail au sein des 3 entités ;
- améliorer les conditions de travail et de vie en veillant, notamment, à faciliter l'équilibre entre la vie professionnelle et personnelle des agents ;
- apporter des mesures nouvelles prévues par les textes ;
- tenir compte des nécessités de services et des contraintes organisationnelles des 3 entités.

L'actualisation des cycles de travail a permis de mettre en lumière certains éléments devant être précisés, ajoutés ou modifiés. Ces ajustements ont fait l'objet d'un avenant n°1 adopté en juin 2019.

Des dispositions spécifiques aux services de la direction prévention-sécurité fonctionnant 7 jours sur 7 j ou 24h sur 24 ont ensuite fait l'objet d'un avenant n°2, adopté en septembre 2019 par la Ville de Beauvais.

Une première année de mise en application a mis en évidence une grande rigidité des règles en matière de gestion des heures supplémentaires et des temps de repos liés, qu'il conviendrait, dans certaines situations, de pouvoir assouplir par le présent avenant n°3.

Dans le présent document, la ville de Beauvais, la communauté d'agglomération du Beauvaisis et le centre communal d'action sociale de Beauvais seront ci-après nommés « la collectivité ».

Références juridiques

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et la loi n°84-53 du 26 janvier modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié, relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'Etat ;
- Vu la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 modifiée relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et handicapées ;
- Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps (CET) dans la fonction publique territoriale modifié par le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 ;
- Vu le décret n° 2007-1430 du 4 octobre 2007 portant application aux agents publics de l'article 1^{er} de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat ;
- Vu la loi n° 2008-351 du 16 avril 2008 modifiée relative à la journée de solidarité ;
- Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux modalités d'organisation du télétravail dans la fonction publique ;
- Considérant l'avis des comités techniques sur le règlement initial et sur le l'avenant n°1 au règlement ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 18 juin 2018, approuvant les termes du règlement et autorisant le maire de Beauvais à signer les arrêtés en résultant, notamment ceux fixant les cycles de travail individuels ;

- Vu la délibération du conseil communautaire du 29 juin 2018 approuvant les termes du règlement et autorisant la présidente à signer les arrêtés en résultant, notamment ceux fixant les cycles de travail individuels ;
- Vu la délibération du conseil d'administration du centre communal d'action sociale du 29 juin 2018 approuvant les termes du règlement et autorisant la présidente à signer les arrêtés en résultant, notamment ceux fixant les cycles de travail individuels ;
- Vu la délibération du conseil municipal approuvant les termes du présent avenant n°1 au règlement et autorisant le maire de Beauvais à signer les arrêtés en résultant, notamment ceux fixant les cycles de travail individuels ;
- Vu la délibération du conseil communautaire approuvant les termes du présent avenant n°1 règlement et autorisant la présidente à signer les arrêtés en résultant, notamment ceux fixant les cycles de travail individuels ;
- Vu la délibération du conseil d'administration du centre communal d'action social approuvant les termes du présent avenant n°1 règlement et autorisant la présidente à signer les arrêtés en résultant, notamment ceux fixant les cycles de travail individuels.
- Considérant l'avis du comité technique Ville/CCAS sur le règlement initial et sur le présent projet d'avenant n°2 au règlement ;
- Vu la délibération du conseil municipal approuvant les termes du présent avenant n°2 au règlement et autorisant le maire de Beauvais à signer les arrêtés en résultant, notamment ceux fixant les cycles de travail individuels ;
- Considérant l'avis des comités techniques sur le présent avenant n°3 au règlement ;
- Vu la délibération du conseil municipal approuvant les termes du présent avenant n°3 au règlement ;
- Vu la délibération du conseil communautaire approuvant les termes du présent avenant n°3 au règlement ;
- Vu la délibération du conseil d'administration du centre communal d'action social approuvant les termes du présent avenant n°3 au règlement.

1. Dérogations liées aux astreintes

Le règlement général est complété comme suit :

« Article 3.7 - Dérogations liées aux astreintes

1) Définition de l'astreinte

Une **période d'astreinte** s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif (article 5 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000).

Au cours de la période d'astreinte, seule la durée de l'intervention constitue un temps de travail effectif. Il en résulte que la position d'astreinte sans intervention ne génère pas d'infraction aux règles relatives au repos quotidien continu (RQC) ou au repos hebdomadaire continu (RHC).

2) Gestion des temps d'intervention durant les astreintes

2.1 - Garanties minimales

Lors des périodes d'astreintes, sous réserve de nécessités de services et sur demande du chef de service, il peut être dérogé aux dispositions générales en matière de temps de travail et de repos, de la façon suivante :

- temps de repos quotidien minimum : 7 h
- temps de repos hebdomadaire minimum (calcul sur une période glissante de 7 jours) : 24h en principe le dimanche
- amplitude maximale de la journée : 15 h
- durée de travail quotidienne maximum : 12 h
- durée de travail hebdomadaire maximum : 60 h sur une semaine isolée
- durée moyenne de travail : 44 h sur 12 semaines

Ces dérogations s'appliqueront sous réserve de respecter les conditions suivantes :

- Dès la première réduction du temps de repos, un examen de la situation de travail antérieure de l'agent sera réalisé. **S'il apparaît lors de ce constat que l'agent n'a pas pu bénéficier d'un repos quotidien continu d'au moins 7 heures** sur les 24 heures précédant sa reprise de service, il devra prendre un repos récupérateur d'au moins 11 heures à compter du retour à son domicile.
- S'il n'a pas bénéficié d'un repos continu de 11 h après son intervention, et qu'**au cours de la même semaine un agent est amené à réduire pour la deuxième fois son repos quotidien continu en deçà de 9 h**, alors il devra prendre un repos récupérateur d'au moins 11 heures à compter du retour à son domicile.
- **Si la durée d'intervention entre 22h00 et 7h00 est supérieure à 4 h** et que l'agent n'a pas bénéficié d'un repos continu de 11 h sur les 24 heures précédant sa reprise de service, l'agent devra alors prendre un repos récupérateur d'au moins 11 heures à compter du retour à son domicile.
- Les interventions durant les astreintes autorisent **la réduction du repos hebdomadaire continu (RHC) à 24 h**. Ce repos peut être pris soit le samedi, soit le dimanche. Dans le cas exceptionnel où le RHC serait inférieur à cette limite, l'agent devrait alors prendre un repos récupérateur d'au moins 35 heures à compter du retour à son domicile.

2.2 - Gestion des temps de pause durant les interventions

Afin de préserver des conditions de sécurité suffisantes pour les agents, les temps de pause durant les interventions pourront être augmentés, sur demande du chef de service, dans la limite d'une **pause de 10 minutes toutes les deux heures**. Les temps de pause sont inclus dans le temps de travail effectif.

2.3 - Prise en compte des temps de trajet domicile-travail

Le temps de travail effectif pris en compte durant les astreintes correspond à la durée des interventions et aux temps de trajet domicile - travail.

2.4 - Définition de la notion de repos récupérateur

Le repos récupérateur a pour effet de reporter la prise de service suivante. Il commence à compter du retour de l'agent à son domicile à l'issue de l'intervention et prend fin à la reprise de service, sur site. L'agent déclare son heure de retour selon une procédure permettant que l'encadrant direct comme le cadre d'astreinte en soient informés dès le

lendemain matin. Dans le cadre des astreintes, ce temps est assimilé à une absence exceptionnelle justifiée.

Si l'organisation collective du travail rend impossible la reprise de service d'un agent en cours de demi-journée, et qu'aucune autre tâche en rapport avec ses missions ne peut lui être confiée sur ce temps, alors le chef de service disposera de la possibilité de prolonger le repos récupérateur jusqu'au début de la demi-journée suivante.

(ex : le repos récupérateur prend théoriquement fin à 11h, mais l'agent fait partie d'une équipe partie en déplacement en début de matinée → le chef de service peut autoriser une reprise d'activité à 13h30, à l'issue de la pause méridienne). »

Projet vu en CTR

2. Dérogations ponctuelles liées à des circonstances exceptionnelles

Le règlement général est complété comme suit :

« Article 3.8 - Dérogations ponctuelles liées à des circonstances exceptionnelles

Durant les périodes de circonstances exceptionnelles ouvrant la possibilité de déroger aux dispositions générales relatives au temps de travail (art. 3-II du décret n°2000-815 du 25 août 2000 modifié), il est possible d'augmenter le temps de travail et de réduire les temps de repos dans les mêmes conditions que celles prévues dans le cadre des astreintes. »

Projet vu en

3. Adaptation du règlement initial

La phrase « Le travail en heures supplémentaires et en astreinte n'exonère pas du respect des dispositions générales précitées. » (en page 12 du règlement) est reformulée comme suit :

« Le travail en heures supplémentaires n'exonère pas du respect des dispositions générales précitées, hormis dans le cadre des dérogations spécifiques, notamment liées aux astreintes. »

L'article 3.5 « heures supplémentaires » (page 24) est complété comme suit :

Le choix entre récupération ou indemnisation relève de l'agent sous réserve des nécessités de service. **« La collectivité pourra notamment exiger la récupération si aucune autre solution n'est trouvée pour permettre le respect des temps de repos minimum obligatoires. »**

Commission Commission générale**Service** Eau et Assainissement

Réf : 2020-282

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Environnement - eau potable - convention de délégation de la compétence eau potable

La loi NOTRe du 7 août 2015 prévoit que le transfert de la compétences « eau potable » vers les communautés d'agglomération du Beauvaisis (CAB) est effectif depuis le 1^{er} janvier 2020. L'organisation des services d'eau potable sur le territoire de la communauté d'agglomération du Beauvaisis se caractérise actuellement par la présence de 16 services d'eau potable :

- 7 communes (dont 2 sont exploitées en régie) ;
- 9 syndicats (tous en délégation de service public), dont 2 syndicats sont intégralement dans le périmètre de la CAB.

Dans l'attente des conclusions de l'étude de gouvernance relative à la prise de compétence eau potable et en application de l'article L. 5216-7 IV du code général des collectivités territoriales (CGCT), la communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) a décidé de recourir au mécanisme de représentation-substitution pour les 7 syndicats exerçant la compétence eau potable et regroupant des communes appartenant à au moins deux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre. Pour les 2 syndicats intégralement dans le périmètre de la CAB, la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique prévoit que ces syndicats soient maintenus jusqu'à six mois suivant la prise de compétence, c'est-à-dire jusqu'à fin juin 2020, sans nécessité de délibérations des syndicats ou de la CAB. Par ailleurs, l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 accorde un délai supplémentaire de 3 mois aux EPCI à fiscalité propre afin qu'ils délibèrent sur la possibilité d'une délégation de compétence au profit des syndicats infra-communautaires compétents en matière d'eau potable.

Pour les 7 communes (Beauvais, Bresles, Crèvecœur-le-Grand, Francastel, Rotangy, Nivillers et Haudivillers) exerçant en propre la compétence eau potable, les dispositions de la loi engagement et proximité prévoit que :

« La communauté d'agglomération peut déléguer, par convention, tout ou partie des compétences mentionnées aux 8° à 10° du présent I à l'une de ses communes membres. « La délégation prévue au treizième alinéa du présent I peut également être faite au profit d'un syndicat mentionné à l'article L. 5212-1, existant au 1^{er} janvier 2019 et inclus en totalité dans le périmètre de la communauté d'agglomération. « Les compétences déléguées en application des treizième et quatorzième alinéas du présent I sont exercées au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération délégante.

« La convention, conclue entre les parties et approuvée par leurs assemblées délibérantes, précise la durée de la délégation et ses modalités d'exécution. Elle définit les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures ainsi que les modalités de contrôle de la communauté d'agglomération délégante sur la commune délégataire. Elle précise les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée. »

Le conseil communautaire s'était prononcé favorablement sur cette délégation de compétence aux 7 communes lors de son conseil du 13 décembre 2019, avant l'entrée en vigueur de la loi. Aussi, afin d'assurer la continuité du service d'eau potable et dans l'attente des orientations de l'étude de gouvernance relative à la prise de compétence eau potable, le conseil communautaire a pris une nouvelle délibération dans sa séance du 7 mai 2020 pour déléguer à chaque commune la compétence eau potable jusqu'au 30 juin 2021, selon les modalités définies dans la convention ci-annexée.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention ci-annexées de délégation de la compétence eau potable entre la communauté d'agglomération du Beauvaisis et la Ville de Beauvais ;
- d'autoriser Madame le Maire à signer cette convention et toutes les pièces relatives ou en lien avec cette convention.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE EAU POTABLE ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BEAUVAISIS ET LA VILLE DE BEAUVAIS

Entre d'une part,

La communauté d'agglomération du Beauvaisis représentée par sa présidente, Madame Caroline Cayeux autorisée par délibération n° 2020-335 du conseil communautaire du 7 mai 2020, ci-après désignée « l'autorité délégante » ou « CAB »

et d'autre part,

La ville de Beauvais représentée par son maire en exercice Madame Caroline Cayeux, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du (date), ci-après désignée « l'autorité délégataire » ou « la commune »

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5214-16 et L. 5214-16-1

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes

Vu La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

Vu les statuts de la CAB et l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2018 entérinant le transfert de la compétence eau potable.

Vu la délibération en date du du conseil municipal de la ville de Beauvais adoptant un plan des investissements à réaliser dans la cadre de la délégation de la compétence eau et s'engageant à respecter le cahier des charges intégré à la présente convention de délégation,

Vu la délibération en date du 7 mai 2020 du conseil communautaire de la communauté approuvant la délégation de compétence,

Considérant qu'à compter du 1^{er} janvier 2020, la communauté d'agglomération du Beauvaisis exercera la compétence eau potable sur son territoire,

Considérant qu'il importe à l'égard des usagers d'assurer la continuité et la sécurité du service public d'eau potable relevant désormais de la responsabilité de la communauté d'agglomération du Beauvaisis,

Considérant que, dans l'attente des conclusions de l'étude de gouvernance relative à la prise de compétence eau potable et de la mise en place de l'organisation interne et des services opérationnels de la CAB sur l'année 2020, il convient que cette dernière puisse, à titre transitoire, bénéficier du savoir-faire et de l'expérience de la commune, laquelle est la mieux à même d'assurer les impératifs de sécurité et de continuité de ce service public,

Il a été préalablement exposé et convenu ce qui suit :

Préambule

A compter du 1^{er} janvier 2020, la CAB exercera de plein droit la compétence eau potable visée au 8° de l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales dans sa version en vigueur à cette date. L'exercice de cette nouvelle compétence implique les transferts de biens et de services importants des communes vers la CAB, ainsi que la mise en place par cette dernière d'une organisation administrative et opérationnelle.

La présente délégation de compétence a donc pour objectif de garantir la bonne organisation du service et de disposer, pour la CAB du temps nécessaire pour définir les conditions du transfert de la compétence et le mettre en œuvre dans de bonnes conditions.

Les services communaux disposant d'une connaissance et d'une expérience confirmée en matière d'exploitation des équipements et d'intervention sur le domaine public, il est apparu opportun de faire bénéficier à la CAB de ses connaissances et compétences, à titre transitoire, pour le transport, le stockage et la distribution de l'eau sur la commune de BEAUVAIS.

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet, pour l'autorité délégante de déléguer en son nom et pour son compte à l'autorité délégataire l'exercice de l'intégralité de la compétence « eau potable » visée au 8° de l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales dans sa version en vigueur à cette date, définie à l'article L. 2224-7 du code général des collectivités territoriales comme : « *Tout service assurant tout ou partie de la production par captage ou pompage, de la protection du point de prélèvement, du traitement, du transport, du stockage et de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine est un service d'eau potable* ».

La convention est conclue sur le fondement des articles L. 5214-16 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales.

En application du XII de l'article 133 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la convention emporte substitution de plein droit de l'autorité délégante par l'autorité délégataire dans l'ensemble de ses droits et obligations, dans toutes ses délibérations et tous ses actes. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance.

L'autorité délégante informera ses cocontractants de la substitution opérée par la présente convention.

Article 2 – Périmètre de la délégation

Le périmètre porte sur les activités suivantes du service d'eau potable :

- captage ou pompage de l'eau,
- protection du(des) point(s) de prélèvement,
- traitement de l'eau,
- transport de l'eau,
- stockage de l'eau,
- distribution de l'eau,
- facturation et gestion du service.

Ce périmètre est circonscrit aux ouvrages faisant partie intégrante du service d'eau potable de la commune (exclus les ouvrages dédiés à la seule défense extérieure contre l'incendie), au sein ou en dehors du territoire communal.

Article 3 - Durée

La présente convention prend effet au 1^{er} janvier 2020 pour une durée de 18 mois. Son terme est fixé au 30 juin 2021 inclus.

Cette durée pourra être modifiée par voie d'avenant.

Elle peut être résiliée plus tôt dans les conditions précisées à l'article 10 de la présente convention.

Article 4 – Objectifs à atteindre

La délégation de compétence a pour objectif d'assurer la continuité du service eau potable ainsi que la bonne exécution des missions décrites dans l'article 2 de la présente convention selon les normes et la réglementation qui y sont applicables.

Article 5 – Modalités de contrôle de l'autorité délégante sur l'autorité délégataire et indicateurs de suivi

L'autorité délégataire remet à l'autorité délégante le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable tel que défini à l'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales. Ce document comportera l'ensemble des éléments exigés par cet article ainsi que par les articles D. 2224-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Un comité de pilotage réunira au moins une fois par an les représentants de l'autorité délégataire et l'autorité délégante afin de veiller à la bonne exécution de la convention et de permettre un échange entre les parties.

L'autorité délégataire s'engage à informer sans délai l'autorité délégante avant toute modification ou lors du renouvellement du contrat de délégation du service d'eau potable et avant toute modification des tarifs du service public d'eau potable.

Article 6 – Dispositions financières

La délégation de compétence intervient à titre gratuit : l'autorité délégataire ne percevra aucune rémunération pour l'exercice de cette compétence au nom et pour le compte de l'autorité délégante. De même, l'autorité délégante ne demandera aucune rémunération à l'autorité délégataire pour le soutien technique et humain qu'elle est susceptible de lui apporter.

Il est donné mandat à l'autorité délégataire comme suivant :

- Fonctionnement : mandat complet pour le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes liées à l'exécution de la présente convention ;
- Investissements : mandat complet pour le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes.

Les recettes de la redevance communale d'eau potable collectées par le délégataire du service public seront reversées à l'autorité délégataire, dans les conditions définies au contrat de délégation de service public d'eau potable.

L'autorité délégataire se voit confier la responsabilité, l'initiative et la maîtrise d'ouvrage des investissements à opérer sur le patrimoine affecté au service public de l'eau potable. Elle pourra donc financer ces investissements par le biais de la redevance communale d'eau potable qu'elle continuera de percevoir.

Article 7 – Moyens humains et financiers consentis à l'exercice de la compétence déléguée

Dans le cadre de la présente convention de délégation, l'autorité délégante met à disposition les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice des missions objet de la présente convention.

Ces biens meubles et immeubles correspondent aux biens qui ont été, de plein droit, mis à disposition de l'autorité délégante par l'autorité délégataire du fait du transfert de la compétence eau à compter du 1^{er} janvier 2020, en application des articles L 1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

L'autorité délégataire doit veiller en permanence au bon état, à la sécurité et à la qualité des biens relevant des services dont elle assure la gestion.

L'autorité délégataire assure la gestion des services qui lui sont confiés avec son propre personnel et le personnel mis à disposition pour l'autorité délégante. Le personnel ayant été transféré à l'autorité délégante suite au transfert de la compétence eau sera mis à disposition de l'autorité délégataire. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire. L'autorité délégataire conserve l'autorité hiérarchique et le pouvoir disciplinaire au regard du personnel concerné, continue de gérer la situation administrative de celui-ci. Elle prend en charge la rémunération de celui-ci au titre des prestations relevant de la présente convention. Elle a en charge la protection statutaire et la protection fonctionnelle du personnel, pour lesquelles elle atteste disposer des assurances nécessaires.

L'autorité délégataire s'engage à informer sans délai l'autorité délégante en cas de remplacement temporaire ou définitif du personnel concerné par les prestations relevant de la présente convention.

L'autorité délégante apportera son soutien technique et humain à l'autorité délégataire dans la stratégie de définition et la conduite des investissements sur son patrimoine.

Article 8 – Investissements envisagés sur la durée de la convention

Le plan prévisionnel des investissements que l'autorité délégataire prévoit de réaliser sur la durée de la convention est détaillé dans le tableau ci-après :

Captage ou pompage de l'eau	<ul style="list-style-type: none">• Travaux de régénération du forage F0 de la plaine du Canada• Inspection et diagnostic de productivité des forages F1, F2bis et F4 de la plaine du Canada
Protection du(des) point(s) de prélèvement	<ul style="list-style-type: none">• Elaboration du plan d'actions pour la reconquête de la qualité de l'eau des sources de Friancourt à Auneuil• Mise en œuvre des prescriptions de la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection des forages de la plaine du Canada
Traitement de l'eau (désinfection, adoucissement,...)	<ul style="list-style-type: none">• /
Transport de l'eau	<ul style="list-style-type: none">• Renforcement de la canalisation de remplissage du château d'eau du quartier Saint-Jean
Stockage de l'eau	<ul style="list-style-type: none">• Etudes préalables à la reconstruction d'un réservoir semi-enterré pour le centre-ville (coteau Saint-Jean)
Distribution de l'eau	<ul style="list-style-type: none">• Travaux de remplacement et de renforcement des conduites de distribution et des branchements d'eau potable rue Têtard, rue Edmond Léveillé, rue Angrand

	Leprince et rue de Sénéfontaine
Facturation et gestion du service	<ul style="list-style-type: none"> • Installation de 5 bornes de puisage pour les besoins d'eau de service et lutte contre les prélèvements illégaux sur les hydrants

L'autorité délégataire s'engage à informer l'autorité délégante en cas de modification significative de ce plan prévisionnel d'investissements.

Article 9 – Responsabilités

L'autorité délégataire est responsable, à l'égard de la communauté et des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Elle est en outre responsable, à l'égard de la communauté et des tiers, des éventuels dommages résultant d'engagements ou actions réalisés au-delà des missions qui lui ont été fixées par la présente convention.

Elle est tenue de couvrir sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance qu'elle transmettra pour information à la communauté et de souscrire tous les contrats la garantissant contre les risques inhérents à l'utilisation de biens mobiliers, mis à sa disposition par la communauté, nécessaires à l'exercice de la compétence visée à la présente convention.

La communauté s'assurera contre toute mise en cause de sa responsabilité et celle de ses représentants en sa qualité d'autorité titulaire de la compétence visée par la présente convention.

Article 10 – Résiliation

En cas d'impossibilité, pour l'une ou l'autre des parties, de remplir ses obligations, ou en cas de modification des besoins de la communauté liée à une nécessité d'évolution du service, il sera mis fin à la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception adressée par la partie la plus diligente. La résiliation prendra effet trois mois après la date de réception. Elle ne pourra donner lieu à aucune indemnisation.

Article 11 – Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend au tribunal administratif compétent.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait en deux exemplaires

A, le

Pour la ville de Beauvais,

Le Maire

Caroline CAYEUX

**Pour la communauté
d'agglomération du Beauvaisis
Le premier Vice-Président,**

Dominique DEVILLERS

Le 07/05/2020 à 09h30

Le conseil communautaire, dûment convoqué par madame la présidente conformément aux dispositions de l'article L.5211-11 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni dans la salle du conseil de la communauté d'agglomération de Beauvaisis.

PRESIDENT Madame Caroline CAYEUX

PRESENTS Madame CAYEUX, Monsieur DEVILLERS, Monsieur JULLIEN, Monsieur HEDIN, Monsieur PIA, Monsieur DUFOUR, Monsieur LOCQUET, Monsieur DORIDAM, Monsieur MARCHETTI, Monsieur TABOUREUX, Monsieur BOITEL, Madame ABLA, Monsieur COËT, Madame DELAPLACE, Monsieur CORDIER, Monsieur BRACQUART, Monsieur GAMBLIN, Monsieur LEFEVRE, Monsieur DELMAS, Monsieur VANDEBURIE, Monsieur DURIEZ, Monsieur DEGOUY, Monsieur DRUJON, Monsieur VERSCHAEVE, Madame ROLLAND, Monsieur MICHELINO, Monsieur SENECHAL, Monsieur CORDIER, Monsieur DESIREST, Madame DEVILLERS, Monsieur LEBESGUE, Monsieur ROUTIER, Madame GEOFFROY, Monsieur VANYSACKER, Monsieur DE L'HAMAIDE, Madame GEFFROY, Madame FUMERY, Madame FONTAINE, Monsieur PAILLART, Monsieur ROUSSELLE, Monsieur VAN WALLEGHEM, Monsieur BALACHE, Monsieur SAUVE, Monsieur DELAERE, Monsieur LY, Monsieur VIBERT, Monsieur GASPART, Madame COLIGNON DUROYON, Monsieur PALANDRE, Monsieur TABARY, Monsieur NARZIS, Monsieur BOURLEAU, Monsieur RAHOUI, Madame KABILE, Monsieur SALITOT.

SUPPLEANTS Monsieur Serge COURTOIS à Monsieur Marcel DUFOUR, Monsieur Sylvain FRENOY à Monsieur Serge DACHON, Monsieur Daniel NEDONCHEL à Monsieur Dominique LEROY.

ABSENTS Monsieur DE SAINTE MARIE, Monsieur DEGROOTE, Monsieur SADOWSKI, Madame LESURE, Madame WISSOTZKY, Monsieur CHATELET, Monsieur SAULNIER, Madame ITALIANI, Monsieur NOGRETTE, Monsieur DUBOIS, Madame DJENADI, Madame BERTOIS, Madame PERNIER, Monsieur GRUEL, Monsieur SIGNOIRT, Monsieur VIGUIER, Madame SENOL, Monsieur LIEVAIN, Monsieur ILLIGOT, Madame NAKIB, Madame TRAORE, Monsieur MIRON, Monsieur BONAL, Madame BAPTISTE.

POUVOIRS Monsieur Robert CHRISTIAENS à Madame Nathalie KABILE, Madame Béatrice LEJEUNE à Monsieur Jean-Marie JULLIEN, Monsieur Jean-Luc BOURGEOIS à Monsieur Alain DRUJON, Monsieur Hubert PROOT à Monsieur Jean-Jacques DEGOUY, Monsieur Claude POLLE à Monsieur Olivier TABOUREUX, Monsieur André DUTHOIT à Monsieur Dominique CORDIER, Monsieur Jacques BILLORE à Monsieur Gérard HEDIN, Monsieur Erik MULLOT à Monsieur Hubert VANYSACKER, Madame Nelly DEBRY à Madame Caroline CAYEUX, Madame Catherine THIEBLIN à Monsieur Charles LOCQUET, Madame Françoise BRAMARD à Monsieur Jacques DORIDAM, Madame Corinne CORILLION à Madame Fatima ABLA, Monsieur Yves SAJOT à Madame Claudine GEOFFROY, Monsieur Régis LANGLET à Monsieur Dominique DEVILLERS, Monsieur Joël LIONNET à Monsieur Gilles BOITEL, Madame Guylaine CAPGRAS à Madame Martine DELAPLACE, Madame Cécile PARAGE à Monsieur Jean-Paul CORDIER, Monsieur David NEKKAR à Monsieur Jean-Marie DURIEZ, Monsieur Mohrad LAGHRARI à Monsieur Antoine SALITOT.

Date d'affichage	14 mai 2020
Date de la convocation	30 avril 2020
Nombre de présents	58
Nombre de votants	77

Le secrétaire désigné pour toute la durée de la séance est Christophe TABARY

Date de réception préfecture :
Accusé en préfecture : 060-200067999-
20200507-135639-DE-1-1
Date de télétransmission : 15 mai 2020
Date de réception en préfecture : 15 mai
2020

Environnement - eau potable - convention de délégation de la compétence eau potable

Madame Caroline CAYEUX, Présidente

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 prévoit que le transfert de la compétences « eau potable » vers les communautés d'agglomération du Beauvaisis (CAB) est effectif depuis le 1^{er} janvier 2020. L'organisation des services d'eau potable sur le territoire de la communauté d'agglomération du Beauvaisis se caractérise actuellement par la présence de 16 services d'eau potable :

- 7 communes (dont 2 sont exploitées en régie) ;
- 9 syndicats (tous en délégation de service public), dont 2 syndicats sont intégralement dans le périmètre de la CAB.

Dans l'attente des conclusions de l'étude de gouvernance relative à la prise de compétence eau potable et en application de l'article L. 5216-7 IV du code général des collectivités territoriales (CGCT), la communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) a décidé de recourir au mécanisme de représentation-substitution pour les 7 syndicats exerçant la compétence eau potable et regroupant des communes appartenant à au moins deux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre. Pour les 2 syndicats intégralement dans le périmètre de la CAB, la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique prévoit que ces syndicats soient maintenus jusqu'à six mois suivant la prise de compétence, c'est-à-dire jusqu'à fin juin 2020, sans nécessité de délibérations des syndicats ou de la CAB. Par ailleurs, l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 accorde un délai supplémentaire de 3 mois aux EPCI à fiscalité propre afin qu'ils délibèrent sur la possibilité d'une délégation de compétence au profit des syndicats infra-communautaires compétents en matière d'eau potable.

Pour les 7 communes (Beauvais, Bresles, Crèvecœur-le-Grand, Francastel, Rotangy, Nivillers et Haudivillers) exerçant en propre la compétence eau potable, les dispositions de la loi engagement et proximité prévoit que :

« La communauté d'agglomération peut déléguer, par convention, tout ou partie des compétences mentionnées aux 8° à 10° du présent I à l'une de ses communes membres ».

« La délégation prévue au treizième alinéa du présent I peut également être faite au profit d'un syndicat mentionné à l'article L. 5212-1, existant au 1^{er} janvier 2019 et inclus en totalité dans le périmètre de la communauté d'agglomération ».

« Les compétences déléguées en application des treizième et quatorzième alinéas du présent I sont exercées au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération délégante ».

« La convention, conclue entre les parties et approuvée par leurs assemblées délibérantes, précise la durée de la délégation et ses modalités d'exécution. Elle définit les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures ainsi que les modalités de contrôle de la communauté d'agglomération délégante sur la commune délégataire. Elle précise les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée. »

Le conseil communautaire s'était prononcé favorablement sur cette délégation de compétence aux 7 communes lors de son conseil du 13 décembre 2019, avant l'entrée en vigueur de la loi. Aussi, afin d'assurer la continuité du service d'eau potable et dans l'attente des orientations de l'étude de gouvernance relative à la prise de compétence eau potable, il est proposé de nouveau de déléguer à chaque commune la compétence eau potable jusqu'au 30 juin 2021, selon les modalités définies dans les conventions ci-annexées.

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'approuver les termes des conventions (ci-annexées) de délégation de la compétence eau potable avec les communes de Beauvais, Bresles, Crèvecœur-le-Grand, Francastel, Rotangy, Nivillers et Haudivillers ;
- d'autoriser la présidente ou le vice-président délégué à signer ces conventions et toutes les pièces relatives ou en lien avec ces conventions.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité , décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Pour Extrait Conforme,
La Présidente,
Caroline CAYEUX



Commission Commission générale

Service Espaces Verts, Parcs et Jardins

Réf : 2020-294

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Adhésion au réseau Idéal Connaissances - Communauté espaces verts

L'adhésion au réseau Idéal Connaissances – Communauté Espaces Verts permet de compléter et d'enrichir la formation professionnelle des agents de la collectivité, ainsi que de suivre l'actualité dans le domaine d'activité des espaces verts et d'échanger sur des problématiques communes.

L'abonnement à la Communauté Espaces Verts permet à tous les agents de la collectivité de disposer d'un compte personnalisé leur offrant :

- un service de formation et de développement des compétences avec l'organisation de « rencontres techniques » basées sur des retours d'expériences (accessibles en présentiel ou depuis ordinateur), l'organisation de Web conférences (accessibles en direct depuis ordinateur), mais aussi la mise à disposition en ligne et à la demande de l'ensemble de nos modules de formation,
- un réseau social professionnel permettant à l'ensemble des agents de la collectivité d'échanger avec leurs pairs, de développer leur réseau et d'accéder à un annuaire professionnel des collectivités,
- un contenu d'expertise composé de documents, produits par les agents, mais également par un pôle expert, composé de professionnels, sélectionné par IDEAL Connaissances, afin d'aider les collectivités à obtenir des réponses sur des éléments techniques ou juridiques.

Le prix de l'abonnement annuel s'élève à 990 euros TTC par an.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser l'adhésion de la commune au réseau Idéal Connaissances – Communauté Espaces Verts pour un montant annuel de 990 euros TTC.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.



Vos contacts:

Comptabilité : Véronique RICHARD
Tél : 01 45 15 13 20
Email : compta@idealco.fr

MAIRIE BEAUVAIS
1 RUE DESGROUX

60000 BEAUVAIS

Devis N° 55912

Objet	Description	Date de devis				
Description	Produit	Taxes	Nb	Prix unit.	Réduc.(%)	Prix
Communauté professionnelle Espaces Verts	Forfait accès plateforme idealCO annuel 2020 du 01/01/2020 au 31/12/2020	TVA collectée (vente) 20,0%	1.00	825.00	0.00	825.00
						Total HT : 825.00
						Taxes: 165.00
						Total TTC : 990.00
Type Taxe	Base	Montant				
TVA collectée (vente) 20,0%	825.00	165.00				
	Total	165.00				

ACCORD CLIENT

Organisme :

Nom et Prénom du signataire :

Fonction :

Adresse :

CP : Ville :

Tel : Courriel :

Date, Signature et

Cachet de l'organisme :

	<u>OBLIGATOIRE</u>
	Siret :
	N° Engagement:
	Code Service:

Courrier arrivé le

16 OCT. 2019

Ville de Beauvais



Commission Commission générale

Service Foncier

Réf : 2020-312

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Foncier - Bilan des acquisitions et cessions 2019

Comme tous les ans et conformément à l'article L 2241-1 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal est appelé à prendre connaissance du bilan des acquisitions et cessions immobilières engagées par la Ville de Beauvais en 2019 afin notamment d'en assurer l'information au public.

Ainsi au cours de l'année 2019, la ville a procédé aux acquisitions suivantes :

Budget principal :

- Acquisition par voie de préemption d'un local commercial Place des Halles en vue de créer une boutique test
- Constitution de réserves foncières (Bois de l'Aulnaie, Voisinlieu, côteau Saint-Jean)
- Diverses régularisations foncières

et aux cessions suivantes :

Budget principal :

- Diverses régularisations foncières (vente de chemins ruraux à la CAB inclus dans le périmètre de la ZAC NOVAPARC, régularisations sur le quartier Saint-Jean)

Budgets annexes :

- Lotissement du Tilloy
- Transfert des lots 1, 2, 4 à la CAB dans le cadre de la loi NOTRe

- Lotissement Agel
- Cession des parcelles AL 482, 636, 639 et 645 pour 6653 m² à la SA HLM du Beauvaisis pour un projet de 43 logements individuels et 16 logements collectifs en accession sociale à la propriété.

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte de ce rapport.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

ACQUISITIONS 2019

VENDEUR	DATE DE L'ACTE	OPERATION	PRIX
Madame Morice	27/02/2019	Q 59, 67, 738, 1489, 1491, 1530 pour 1639 m ² RF Bois de l'Aulnaie	2458,50 €
Cst LESOBRE	15/03/2019	U n°501 (pour jardins familiaux)	3307,50 €
Syndicat intercommunal d'adduction d'eau du beauvaisis	18/03/2019	BO 119 pour 2903 m ² Aménagement entrée de ville rue de Tillé	4354,50 €
LEGRAIN	27/06/2019	ER 2 rue de Paris	6920 €
Mme MARTIN	05/08/19	AN 228 pour 4546 m ² Coteau Saint-Jean	6819 €
Consorts MERTZ	03/10/2019	Local commercial place des Halles pour 36 m ² Cadastré Y 54, lots 56, 57 et 61	55 000 € + 5000 € frais
1001 Vie Habitat	02/12/2019	Régularisations foncières quartier St Jean AJ 627-628-629 pour 3045 m ²	1 €
Mme CLAICHE	03/12/2019	BM n°566	1 €

VENTES 2019

ACQUEREUR	DATE DE L'ACTE	OPERATION	PRIX
C.A.B	12/07/2019	ZAC Novaparc – vente des chemins ruraux Parcelles ZC n°s 202, 207, 208, et 209 pour 6464 m ²	32 320 €
1001 Vie Habitat	02/12/2019	Régularisations foncières quartier St Jean AJ 630 et 631 pour 134 m ²	1 €
SA HLM du Beauvaisis	16/12/2019	AL 482, 636, 639 et 645 pour 6653 m ² Accession sociale - Agel	1 €
C.A.B	16/12/2019	Transfert du lotissement du Tilloy à la C.A.B Lots 1, 2 et 4 pour 17 109 m ²	598 815 € HT 718 578 € TTC

Commission Commission générale

Service Foncier

Réf : 2020-296

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Foncier - Ouverture du Guichet Numérique des Autorisations d'Urbanisme (GNAU)

Dans le cadre de la modernisation de l'action territoriale, visant notamment à simplifier les démarches administratives, les usagers ont la possibilité de saisir par voie électronique (SVE) toute commune ou EPCI depuis le 7 novembre 2016.

L'échéance a été reportée au 1^{er} janvier 2022 concernant les demandes d'autorisations d'urbanisme eu égard aux enjeux techniques, financiers et juridiques que cette mise en œuvre représente.

La ville de Beauvais s'inscrit pleinement dans cette démarche avec l'appui technique de son prestataire OPERIS, qui fournit les logiciels informatiques permettant le traitement des demandes d'urbanisme.

Les évolutions techniques permettent à ce jour d'ouvrir un guichet numérique des autorisations d'urbanisme (GNAU) qui sera accessible depuis le site de la ville de Beauvais à partir du 1^{er} septembre 2020.

La ville souhaite dans un premier temps ouvrir ce guichet aux professionnels, et notamment les notaires, pour le dépôt des Déclarations d'intentions d'Aliéner (DIA) et les Certificats d'Urbanisme d'information (CUa) qui sont les démarches administratives les plus simples mais aussi les plus importantes en termes de volume (plus de 1000 dépôts annuels pour chaque document).

Etant ici précisé que le dépôt des DIA et CUa au format papier sera toujours possible.

Vu le décret n°2016-685 du 27 mai 2016 autorisant les téléservices

Vu la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une république numérique

Vu le décret n°2016-1491 du 4 novembre 2016 relatif aux exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique (SVE) concernant les démarches effectuées auprès des collectivités territoriales, de leurs établissements publics ou des établissements publics de coopération intercommunale,

Vu la circulaire du 10 avril 2017 n° NOR ARCB1711345C relative à mise en œuvre de la SVE

Il est donc proposé au conseil municipal :

- D'approuver les conditions générales d'utilisation pour la saisine par voie électronique des demandes d'autorisations d'urbanisme
- D'autoriser madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.



GNAU

**Guichet numérique
des autorisations d'urbanisme**

Conditions générales d'utilisation - CGU pour la saisine par voie électronique (SVE)

Sommaire

I. ENGAGEMENT A DESTINATION DE L'USAGER	3
■ Engagement de l'utilisateur vis-à-vis des CGU	3
■ Entrée en vigueur des CGU	3
II. CONTENU A LIRE PAR L'USAGER	4
1. Périmètre du guichet	4
2. Catégories d'utilisateurs ciblés	4
3. Droits et obligations de la collectivité	4
4. Droits et obligations de l'utilisateur	5
5. Mode d'accès	5
6. Disponibilité du téléservice	6
7. Fonctionnement du téléservice	6
8. Spécificités techniques	7
9. Limitations au téléservice	7
10. Conservation et sauvegarde des données	7
11. Traitement des AEE et ARE	7
12. Traitement des données à caractère personnel	8
13. Traitement des données abusives, frauduleuses	9
14. Utilisation d'une plateforme tierce	9
15. Textes de référence	9

I. ENGAGEMENT A DESTINATION DE L'USAGER

■ Engagement de l'utilisateur vis-à-vis des CGU

→ L'utilisation du service est strictement conditionnée à l'acceptation par l'utilisateur authentifié des présentes conditions générales d'utilisation.

«J'ai pris connaissance des conditions générales d'utilisation du guichet. En cas de non-respect des conditions énoncées, toute demande sera considérée comme irrecevable et rejetée par l'administration».

■ Entrée en vigueur des CGU

→ Les dispositions du présent règlement entrent en vigueur pour les usagers de la collectivité et des établissements publics administratifs qui en dépendent, à compter du jour où la délibération qui les institue revêt un caractère exécutoire.

II. CONTENU A LIRE PAR L'USAGER

1. Périmètre du guichet

Le GNAU (Guichet Numérique des Autorisations d'Urbanisme) permet exclusivement, dans ce cadre, de réaliser la saisine par voie électronique, des demandes d'autorisation d'urbanisme. Ce service ne permet pas de déposer une démarche exclue du droit de saisine électronique, stipulée dans le décret n° 2016-1411 du 20/10/2016.

Ce service est gratuit et facultatif. L'usage de la langue française y est obligatoire.

Ce téléservice est mis en œuvre dans le cadre des dispositions relatives :

- à la *Modernisation de l'Action Territoriale*, qui contribue à simplifier les démarches administratives des usagers,
- au décret d'application n° 2016-1411 du 20/10/2016 relatif aux modalités de saisine de l'administration par voie électronique.

2. Catégories d'usagers ciblés

Par usager, il convient d'entendre les usagers "*particuliers*", les usagers "*professionnels*" et les associations.

- Usagers "*particuliers*" : ils indiqueront dans leur envoi, leur nom, prénom, adresses postale et électronique.
- Usagers "*professionnels*" : ils indiqueront dans leur envoi, leur numéro d'inscription au répertoire des entreprises et de leurs établissements.
- Usagers de type "*association*" : ils indiqueront dans leur envoi, leur numéro d'inscription à l'ordre national des associations.
- Les collectivités, les EPCI, les syndicats et les services de l'Etat.

3. Droits et obligations de la collectivité

- L'administration doit informer les usagers du téléservice qu'elle met en place pour recevoir leurs demandes. Par la suite elle devra informer les usagers de toute évolution concernant ce téléservice.
- L'administration garantit les conditions de mise en œuvre de téléservices afin que le droit de saisine électronique des usagers soit effectif.
- L'administration ne peut garantir la sécurité du système de messagerie électronique que l'utilisateur utilise pour remplir sa demande et l'envoyer à l'administration, les délais d'acheminement des transmissions effectuées via Internet, ni la préservation de la confidentialité ou de l'intégrité des messages transmis jusqu'à leur arrivée sur les serveurs de l'administration.

4. Droits et obligations de l'utilisateur

- L'utilisateur peut, de plein droit, saisir l'administration par voie électronique, dès lors qu'il s'est authentifié auprès de celle-ci dans les conditions fixées dans les présentes conditions générales d'utilisation.
- L'administré accepte l'usage de ses coordonnées et l'exploitation des données fournies à la Collectivité aussi largement que le nécessite le traitement de la demande d'autorisation.
- L'utilisateur du téléservice s'engage à ne diffuser que des données exactes, à jour et complètes. Dans l'hypothèse inverse, l'administration se réserve le droit de suspendre ou de résilier la démarche administrative de saisine par voie électronique sans préjudice des éventuelles actions en responsabilité pénale et civile qui pourraient être engagées à son encontre.
- L'utilisateur s'engage à signaler dans les meilleurs délais à l'administration tout incident de sécurité (piratage, vol de moyen d'authentification, usurpation d'identité, virus...) qui nécessiterait de suspendre l'utilisation de son adresse de messagerie ou de prendre des précautions particulières.
- Il est rappelé que toute personne procédant à une fausse déclaration pour elle-même ou pour autrui s'expose, notamment, aux sanctions prévues à l'article 441-1 du Code Pénal, prévoyant des peines pouvant aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende.

5. Mode d'accès

Le Guichet numérique des autorisations d'urbanisme est disponible via l'URL :

<https://urbanisme.beauvaisis.fr/gnau>

Le GNAU dispose d'un accès libre pour les fonctions de consultations publiques.

Il nécessite une authentification valide pour les fonctions de dépôt et suivi des dossiers, et une adresse électronique.

Les modes d'authentification autorisés sont : France Connect et le portail du GNAU Guichet numérique des autorisations.

L'authentification inclut la transmission d'une adresse de messagerie. Celle-ci sera utilisée par la collectivité pour les échanges avec l'administré.

Lors de l'inscription au Service, l'Usager choisit un mot de passe. Le mot de passe doit être composé de huit caractères ou plus dont au moins une lettre et un chiffre. L'Usager doit conserver son identifiant et son mot de passe qui lui seront utiles pour tout accès à son compte personnel et aux services qui y sont liés. Le mot de passe doit être choisi par l'Usager de façon qu'il ne puisse pas être deviné par un tiers. L'Usager s'engage à en préserver la confidentialité.

6. Disponibilité du téléservice

Le service est disponible 7 jours sur 7 et 24H sur 24 (sous réserve d'incident...)

- L'hébergeur se réserve toutefois la faculté de faire évoluer, de modifier, de suspendre le téléservice pour des raisons de maintenance ou pour tout autre motif jugé nécessaire, sans préavis.

L'indisponibilité du service ne donne droit à aucune indemnité. Les termes des présentes conditions peuvent être amendés à tout moment en fonction des modifications apportées au téléservice, de l'évolution de la législation ou de la réglementation, ou pour tout autre motif jugé nécessaire.

7. Fonctionnement du téléservice

- Pour utiliser ce service, limité aux dépôts des demandes d'autorisations d'urbanisme, l'utilisateur fournit une adresse électronique valide. Cette adresse sera utilisée pour l'envoi de toute réponse de l'autorité administrative compétente relative à la demande.
- L'autorité administrative se réserve le droit de répondre par voie postale.
- Tout dépôt de demande d'autorisation d'urbanisme doit être fait au moyen du formulaire cerfa, qui correspond au type de la demande accessible sur le guichet. Ci-après, la liste des formulaires cerfa strictement admis sur le guichet :
 - o CU - Certificat d'urbanisme (13410)
 - o DP - Déclaration préalable (13703, 13404, 13702)
 - o DPE - Déclaration préalable enseigne (14798)
 - o PC - Permis de construire (maison individuelle) (13406)
 - o PC - Permis de construire (13409)
 - o PA - Permis d'aménager (13409)
 - o PD - Permis de démolir (13405)
 - o MODIFICATIF - Permis de construire ou d'aménager modificatif (13411)
 - o TRANSFERT - Transfert sur permis de construire ou d'aménager (13412)
- L'utilisateur remplit en ligne le formulaire cerfa de demande et valide celui-ci en y joignant les pièces obligatoires nécessaires au traitement de sa demande et selon la nature ou le type de son projet.
- Le service affiche un récapitulatif de la demande et des pièces versées afin que celui-ci puisse les vérifier et les confirmer.
- La confirmation et la transmission de la demande par l'utilisateur vaut signature de celle-ci
- Toutes les pièces inhérentes à la gestion du dossier seront transmises sous forme dématérialisées
- L'utilisateur est encouragé à se déconnecter à la fin de la navigation, d'autant plus sur un appareil public ou qui ne lui appartient pas.

8. Spécificités techniques

L'utilisation du téléservice nécessite une connexion et navigateur internet. Les types de navigateurs admis sont : *Internet Explorer, Mozilla firefox, googleChrome.*

Les types de formats et la taille (volume) des pièces admises à transiter par le téléservice sont les suivantes :

TYPE FORMAT PIECE	TAILLE MAX	MOT DE PASSE ADMIS
PDF	10 Mo	Non admis
JPG	10 Mo	Non admis
Compression zip	Non admis	Non admis
Compression rar	Non admis	Non admis

9. Limitations au téléservice

- L'administration limite à 10 Mo la taille de chaque document, et à 200 Mo l'ensemble.
- En cas de fichiers de très grosse taille, le pétitionnaire doit prendre contact préalablement avec le service instructeur.
- Les formats acceptés sont : pdf, jpg

10. Conservation et sauvegarde des données

- L'ensemble des documents déposés sur le Guichet Numérique d'Operis, est conservé sur celui-ci dans les limites suivantes :
 - o totalité des pièces de la demande, jusqu'à déclaration de dossier complet par le service instructeur, plus 3 mois
 - o totalité des éléments de suivi du dossier jusqu'à déclaration de clôture du dossier par le service instructeur, plus 1 an
 - o Suppression de la demande et du dossier dans les 2 années après déclaration de clôture par le service instructeur.

La commune est seule responsable de l'archivage des données transitant sur le télé-service. Seuls les éléments ayant fait l'objet d'un tel archivage peuvent être utilisés en qualité de preuve dans la résolution d'un éventuel différend entre le demandeur et le service gestionnaire.

11. Traitement des AEE et ARE

L'administration met en œuvre les conditions d'envoi des accusés de réception et d'enregistrement qui font suite aux envois électroniques des usagers.

Après transmission de la demande, un **accusé d'enregistrement électronique (AEE)** est immédiatement envoyé à l'adresse électronique enregistrée. Il mentionne la date de réception de l'envoi sur le guichet.

Si, cet accusé d'envoi électronique (AEE) n'est pas fourni dans le délai d'un jour ouvré, l'utilisateur doit considérer que sa demande n'a pas été prise en compte pour défaut de fonctionnement de son adresse électronique.

L'utilisateur reçoit à l'adresse électronique enregistrée, dans les 10 jours ouvrés à compter de la réception de la demande par le service instructeur compétent, l'**accusé de réception (ARE)**. Cet accusé de réception comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- La date de réception de l'envoi électronique
- La désignation du service chargé du dossier, ainsi que l'adresse électronique ou postale et son numéro de téléphone

L'**accusé de réception électronique** indique si la demande est susceptible de donner lieu à une décision tacite d'acceptation ou de rejet, en précisant les conditions.

L'**accusé d'enregistrement électronique et l'accusé de réception électronique** sont adressés à l'utilisateur, excepté si ce dernier a porté mention d'une adresse électronique différente à utiliser à cette fin.

Lorsque la demande par saisine est incomplète, l'administration indique à l'utilisateur **dans l'accusé de réception électronique ou par une transmission complémentaire** les pièces et les informations manquantes exigées par la réglementation en vigueur, ainsi que le délai fixé pour la réception de ces pièces et de ces informations.

Au terme de la réception de toutes les pièces et informations manquantes dans le délai fixé, l'administration pourra communiquer à l'utilisateur ou son représentant la date limite de délivrance de la décision d'autorisation d'urbanisme.

12. Traitement des données à caractères personnel

La Présidente de l'Agglomération du Beauvaisis sis à Beauvais (60000), 48 rue Desgroux a désigné l'ADICO sis à Beauvais (60000), 5 rue Jean Monnet en qualité de délégué à la protection des données.

Les données recueillies sont destinées à la réalisation de l'instruction de la demande concernée. Le traitement des données à caractère personnel est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement, en vertu des dispositions suivantes (cf partie 15 textes de référence).

Les données ne sont traitées que dans le cadre exclusif de l'instruction de la demande concernée et ne sont transmises à aucun tiers autres qu'aux partenaires exerçant un rôle dans cette instruction. Cela exclut de fait toute utilisation de ces données par la collectivité à des fins commerciales ou autres en dehors du cadre prévu par le législateur.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, en particulier la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016, vous disposez des droits suivants

Accéder à vos données ;

Rectifier vos données, si celles-ci sont inexactes ;

Demander la suppression de vos données ;

Demander la limitation du traitement de vos données ;

Vous opposer, pour des motifs légitimes, au traitement de vos données ;

Pour exercer vos droits, nous vous invitons à contacter l'Agglomération du Beauvaisis par email à l'adresse cnil@beauvaisis.fr ou par courrier :

Communauté d'Agglomération du beauvais

48 rue Desgroux – BP 90508 – 60005 Beauvais Cedex

Si vous estimez, après nous avoir contacté, que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation en ligne ou par voie postale à la CNIL.

13. Traitement des données abusives, frauduleuses

« Le droit de saisine électronique ne s'applique pas aux envois abusifs ou à caractères frauduleux susceptibles de porter atteinte à la sécurité des systèmes d'informations.

Le service gestionnaire se réserve le droit de prendre toute mesure leur semblant adéquate à l'encontre de tout usager contrevenant selon lui aux dispositions de la législation en vigueur ou des présentes CGU. Ces mesures peuvent comprendre notamment un ou plusieurs avertissements adressés à l'utilisateur en cause, son exclusion du téléservice ou des actions en justice.

14. Utilisation d'une plateforme tierce

Sans objet

15. Textes de référence

- Loi CEN Confiance dans l'économie numérique
- Code général des collectivités locales
- Code des relations entre le public et l'administration, articles L112-2 et suivants
- Ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives,
- Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,
- Loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013 relative à la simplification des relations entre l'administration et les citoyens,
- Ordonnance n° 2014-1330 du 6 novembre 2014
- Décret n° 2015-1404 du 5 novembre 2015 relatif au droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique SVE,
- Décret n° 2015-1426 du 5 novembre 2015 relatifs aux exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique SVE,
- Décret n° 2016-685 du 27 mai 2016 autorisant les téléservices
- Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une république numérique
- Décret n° 2016-1411 du 20 octobre 2016, relatif aux modalités de saisine de l'administration par voie électronique,
- Décret n° 2016-1491 du 4 novembre 2016 relatif aux exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique SVE concernant les démarches effectuées auprès des

collectivités territoriales, de leurs établissements publics ou des établissements publics de coopération intercommunale

- Circulaire N° NOR ARCB1711345C relative à la mise en œuvre de la SVE

Commission Commission générale

Service Foncier

Réf : 2020-297

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Foncier - Vente à l'OPAC de l'Oise - parcelle cadastrée section ZA n°776

Dans le cadre de sa politique de mise aux normes d'accessibilité de son patrimoine, l'OPAC de l'Oise souhaite installer une rampe d'accès pour les personnes à mobilité réduite à l'entrée des logements collectifs sis 5 avenue de Champagne à Beauvais.

C'est pourquoi l'OPAC de l'Oise a sollicité la ville de Beauvais pour que lui soit cédée l'emprise foncière nécessaire au projet, cadastrée section ZA n°776.

L'avis des domaines en date du 10 avril 2020 précise qu'une cession à l'euro symbolique n'appelle pas d'observation.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- de déclasser au besoin du domaine public l'emprise de 36 m² nécessaire à l'édification de la rampe PMR,
- de céder la parcelle cadastrée section ZA n°776 d'une superficie de 36 m² à l'OPAC de l'Oise moyennant l'euro symbolique, conformément à l'avis des domaines,
- d'autoriser madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

Commune :
BEAUVAIS (057)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 9144 D

Document vérifié et numéroté le 03/02/2020
APTCG BEAUVAIS
Par LEDEIN
GÉOMETRE
Signé

BEAUVAIS
POLE TOPOGRAPHIQUE
29 RUE DU DOCTEUR GERARD

60018 BEAUVAIS CEDEX
Téléphone : 03-44-79-54-42
Fax : 03-44-79-55-17

cdif.beauvais@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

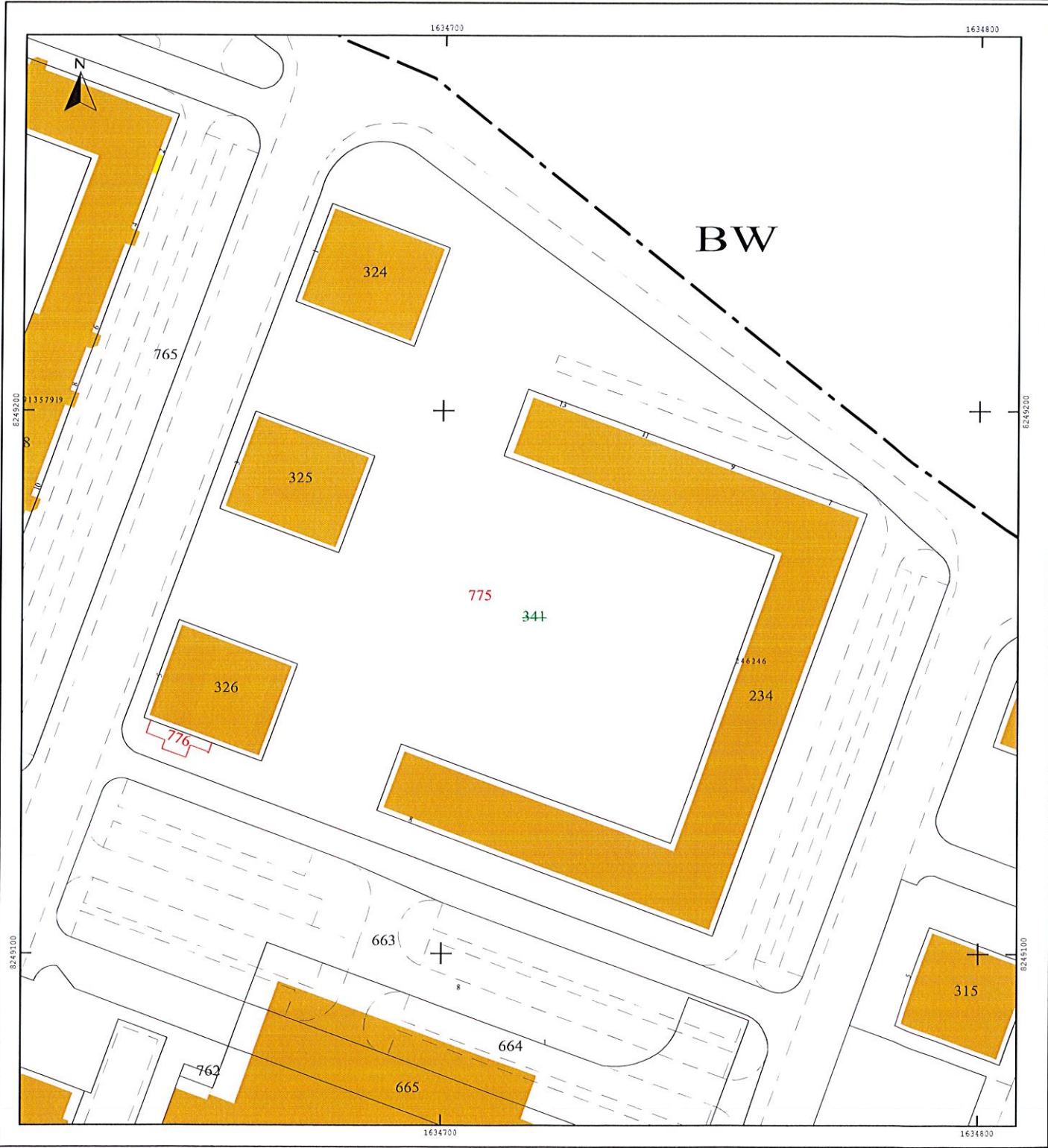
CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)
a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : ----- effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le ----- par ----- géomètre à -----
Les propriétaires désignent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la remise 6463.
A -----, le -----



Section : ZA
Feuille(s) : 000 ZA 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 03/02/2020
Support numérique : -----

D'après le document d'arpentage
dressé
Par FACHE DAVID (2)
Réf. : 1522284
Le 19/12/2019

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan révisé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...)
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité espropriant, etc...)



Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du 04/02/2020
validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : ABSCISSE GEOMETRE EXPERT SAS

SF2000573073

DESIGNATION DES PROPRIETES

Département : 060										
Commune : 057 BEAUVAIS										
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	n° plan	Contenance
ZA	0341			LES CHAMPS DOLENTS	1ha02a43ca		057 0009144	ZA	0775	1ha02a07ca
							057 0009144	ZA	0776	0ha00a36ca

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Commission Commission générale

Service Foncier

Réf : 2020-299

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

**Objet : Foncier - Convention de rétrocession de VRD avec la SA HLM du Beauvaisis
Avenant n°1 - Opération les allées d'Agel**

Par délibération en date du 20 juin 2019, la ville de Beauvais vendait à la SA HLM du Beauvaisis les parcelles cadastrées section AL 482 pour 1875 m², AL 645 pour 2249 m², AL 636 pour 141 m², AL 639 pour 2388 m², AL 486 pour 4708 m², AM 656 pour 3999 m² pour une superficie totale de 15 360 m².

Le programme consiste en la construction de 43 pavillons en accession sociale à la propriété, ainsi que deux collectifs d'environ 8 logements sociaux.

La première tranche prévue courant 2020 correspond aux parcelles cadastrées section AL n°s 482, 645, 636 et 639 en vue de construire un programme d'environ 17 maisons et deux collectifs.

En application de l'article R 431-24 du code de l'urbanisme, il a été convenu entre les parties que les futures voiries réalisées dans le cadre de ladite opération seront rétrocédées moyennant l'euro symbolique à la ville de Beauvais.

Une convention a été signée le 20 novembre 2019.

Néanmoins, au cours d'une réunion en mars 2020, il a été décidé d'amender le plan masse du projet de construction de la tranche 1, et plus précisément le projet envisagé sur la parcelle AL n°482. Les modifications portent sur les points suivants : retrait de l'aire de retournement, création d'une aire de stockage des containers d'ordures ménagères et de tri les jours de ramassage, création d'une simple voirie desservant des maisons de chaque côté et création de 2 maisons en accession supplémentaires.

L'emprise d'une superficie de 478,50 m² correspondant à la voirie et réseaux divers, qui sera rétrocédée à la ville, s'en trouve donc modifiée, et figure sur le nouveau plan de repérage annexé au présent avenant.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention de rétrocession de voirie et des espaces verts entre la ville de Beauvais et la SA HLM du Beauvaisis signé le 20 novembre 2019 pour la tranche 1 de l'opération précitée,
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

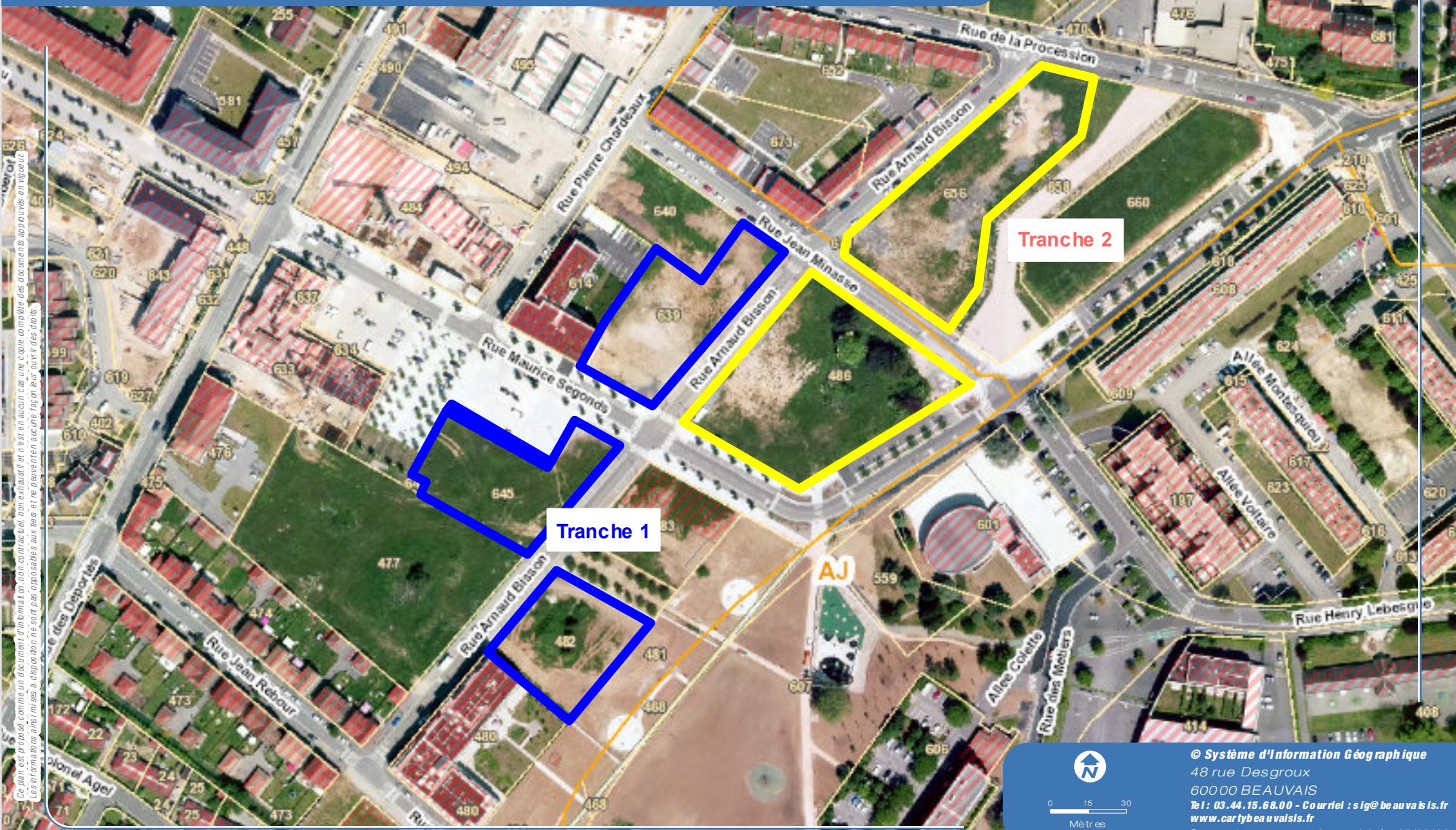


Agglo du Beauvaisis

Site Agel

VENTE À LA SA HLM DU BEAUVAISIS

Ce plan est proposé comme un document d'information non contractuel, non exhaustif et n'est en aucun cas une copie complète des documents approuvés en vigueur. Les informations ainsi mises à disposition ne sont pas opposables aux tiers et ne peuvent en aucun cas servir à leur avantage.



Tranche 1

Tranche 2



0 15 30
Mètres

© Système d'Information Géographique
48 rue Desgroux
60000 BEAUVAIS
Tel : 03.44.15.68.00 - Courriel : sig@beauvaisis.fr
www.cartbeauvaisis.fr
Conception : www.cartbeauvaisis.fr - 07/05/2019

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE RETROCESSION DE VRD

Convention signée le 20 novembre 2019 ayant pour objet de fixer les modalités de rétrocession des espaces extérieurs sur lesquels auront été réalisés par la SA d'HLM du Beauvaisis les voiries, réseaux et espaces verts inclus dans le projet de construction d'une quarantaine de pavillons en accession et d'environ 16 logements collectifs sociaux sur les parcelles AL n°482 - 636 - 639 et 645 dans le quartier Saint Jean.

ENTRE d'une part,

La Ville de Beauvais représentée par son Maire en exercice, Madame Caroline CAYEUX agissant au nom et pour le compte de la Commune,

Et d'autre part,

La SA d'HLM du Beauvaisis, société anonyme ayant son siège social à Beauvais, 6, rue des Tuileries, représentée par Monsieur ERIC WILLOQUAUX, agissant en qualité de Directeur Général de la dite société,

Il est arrêté et convenu ce qui suit,

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

Le présent avenant permet d'amender l'article 1 de la convention signée le 20 Novembre 2019 comme suit :

D'un commun accord entre les parties, l'objet de la convention reste inchangé sur le principe d'une rétrocession par la SA d'HLM du Beauvaisis à la Ville de Beauvais de la voirie et des réseaux desservant le projet ainsi que des espaces verts inclus dans ce projet une fois ceux-ci réalisés par la SA du Beauvaisis.

Néanmoins, au cours d'une réunion en mars 2020, il a été décidé d'amender le plan masse du projet de construction de la tranche 1 et plus précisément le projet envisagé sur la parcelle AL 482. Le projet se voit ainsi modifié par la voie d'un permis de construire modificatif : retrait de l'aire de retournement, création d'une aire de stockage des containers OM et tri les jours de ramassage, création d'une simple voirie desservant des maisons de chaque côté et création de 2 maisons en accession supplémentaires.

Un nouveau plan de repérage de l'espace à rétrocéder est donc joint en annexe du présent avenant (annexe 1), il annule et remplace celui annexé à la Convention signée le 20 novembre 2019 (anciennement annexe 4).

ARTICLE 2 : PRIX

Article inchangé

ARTICLE 3: DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

Article inchangé

ARTICLE 3: EXECUTION ET SUIVI DES TRAVAUX

Article inchangé malgré l'erreur dans sa numérotation

ARTICLE 4: MODALITE DE REMISE DES OUVRAGE DANS LE DOMAINE PUBLIC

Article inchangé malgré l'erreur dans sa numérotation

ARTICLE 4 : CONTESTATIONS LITIGES

Article inchangé malgré l'erreur dans sa numérotation

Fait à Beauvais, le

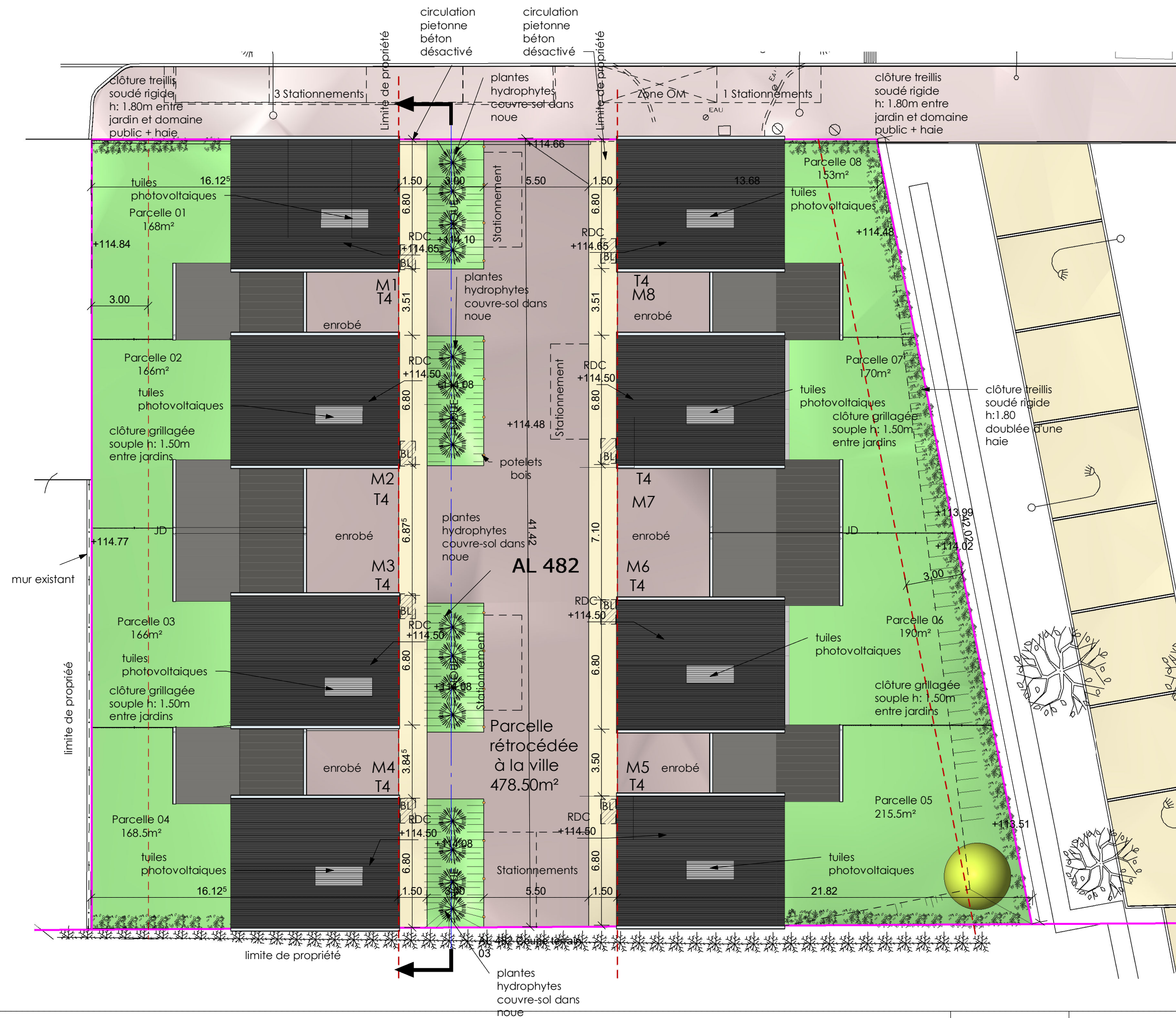
En 2 exemplaires originaux

Pour la Ville de Beauvais,

Pour la SA d'HLM du Beauvaisis,

Madame Caroline CAYEUX

M. Eric WILLOQUAUX



Commission Commission générale

Service Foncier

Réf : 2020-302

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Foncier - NPNRU - Cession à l'Entreprise Sociale pour l'Habitat (E.S.H.) Clésence - Parcelles cadastrées section BW n°29p et BX n° 161p - quartier Argentine

La ville de Beauvais est propriétaire de la parcelle sise avenue Pierre Bérégovoy cadastrée section BW n°29p et BX n° 161p sur le quartier Argentine.

Ce terrain, anciennement à usage de terrain de baseball et aujourd'hui sans affectation particulière, est attenant au collège Beaumont.

Celui-ci a été identifié comme pouvant accueillir un programme mixte d'une trentaine de logements (13 PLUS/PLAI, 12 PLS et 10 PSLA (prêt social location-accession) afin de pouvoir reconstituer l'offre en logements démolis dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPRU) des quartiers Saint-Lucien et Argentine, et dans une optique de diversification en termes d'habitat.

Le programme sera porté par l'Entreprise Sociale pour l'Habitat (ESH) Clésence partenaire du NPNRU et signataire de la déclaration d'engagement pour le renouvellement urbain des quartiers d'intérêt national de la communauté d'agglomération du Beauvaisis signée le 4 décembre 2019 avec notamment l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, la communauté d'agglomération du Beauvaisis et la ville de Beauvais.

L'emprise nécessaire au programme est d'environ 13 000 m². Le document d'arpentage est en cours.

Le terrain est situé en zone UCb du PLU.

L'avis des Domaines en date du 24 avril 2020 s'élève à 1 400 000 €.

Compte tenu de l'intérêt général du projet, il est proposé de vendre ce terrain à l'euro symbolique.

Par ailleurs, en application de l'article R 431-24 du code de l'urbanisme, il a été convenu entre les parties que les futures voiries réalisées dans le cadre des opérations précitées seront rétrocédées moyennant l'euro symbolique à la ville de Beauvais.

Il est donc proposé au conseil municipal :

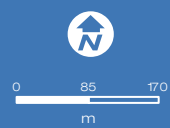
- d'autoriser l'ESH Clésence à déposer le permis de construire en vue de réaliser un programme mixte d'une trentaine de logements dans le cadre du NPNRU Saint-Lucien et Argentine,

- de céder à l'euro symbolique au profit de l'ESH Clésence le terrain cadastré section section BW n°29p et BX n° 161p d'une superficie d'environ 13 000 m², au vu de l'avis des Domaines, afin de réaliser l'opération précitée,
- d'approuver les termes de la convention de rétrocession de VRD,
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

TERRAIN BASEBALL ARGENTINE- SITUATION

Ce plan est proposé comme un document d'information, non contractuel, non exhaustif et n'est en aucun cas une copie complète des documents approuvés en vigueur.
Les informations ainsi mises à disposition ne sont pas opposables aux tiers et ne peuvent en aucune façon leur ouvrir des droits.

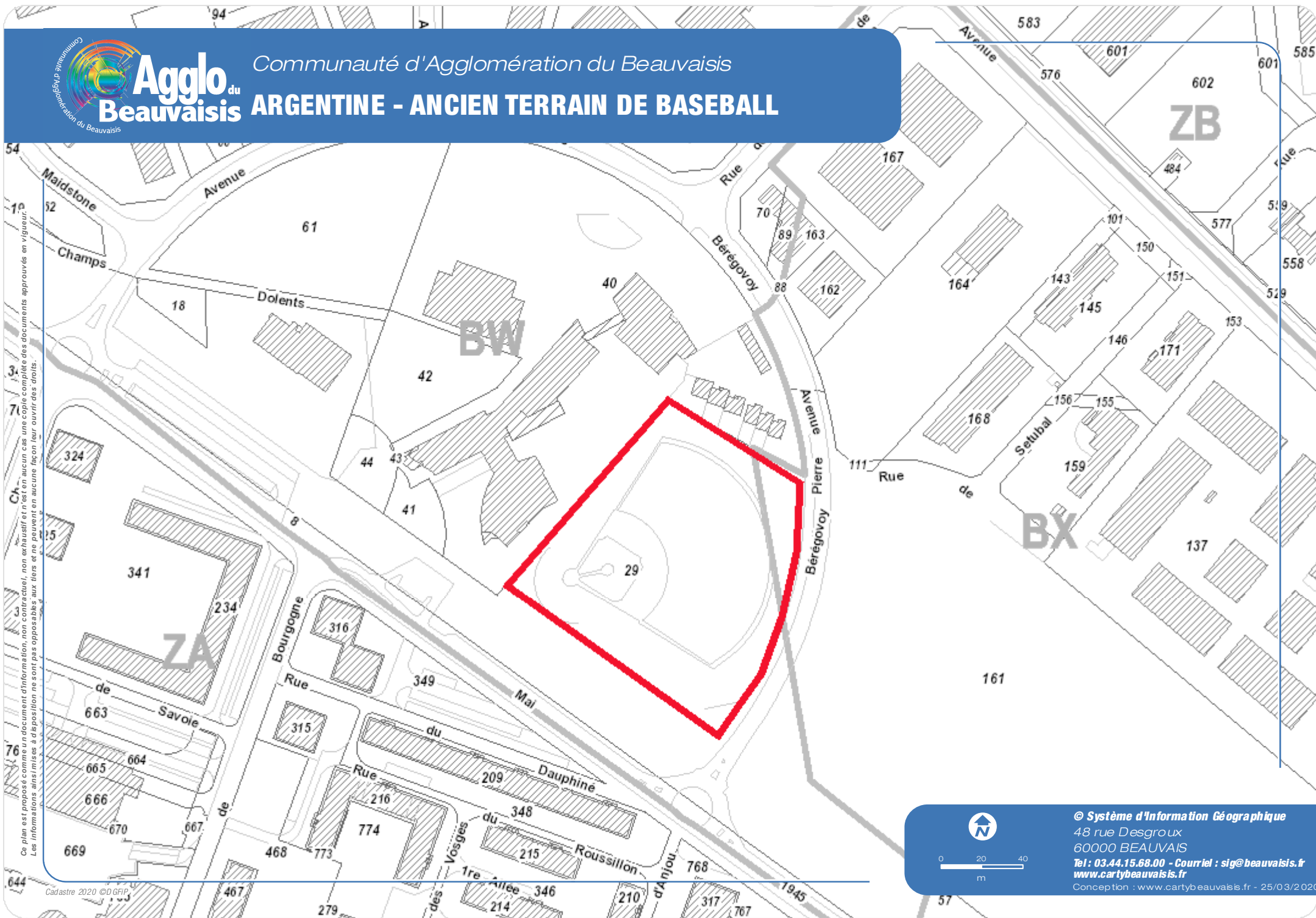




Agglo
du
Beauvaisis

Communauté d'Agglomération du Beauvaisis

ARGENTINE - ANCIEN TERRAIN DE BASEBALL



Ce plan est proposé comme un document d'information, non contractuel, non exhaustif et n'est en aucun cas une copie complète des documents approuvés en vigueur. Les informations ainsi mises à disposition ne sont pas opposables aux tiers et ne peuvent en aucune façon leur ouvrir des droits.

0 20 40
m

Commission Commission générale

Service Foncier

Réf : 2020-303

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Foncier - NPNRU - Conventions de rétrocession de VRD avec l'OPAC de l'Oise

La ville de Beauvais est signataire de la déclaration d'engagement pour le renouvellement urbain des quartiers d'intérêt national de la communauté d'agglomération du Beauvaisis signée le 4 décembre 2019 avec notamment l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine, la communauté d'agglomération du Beauvaisis et l'OPAC de l'Oise.

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPRU) des quartiers Saint-Lucien et Argentine, l'OPAC de l'Oise est concerné par la démolition de 245 logements sociaux dont 196 doivent être reconstruits,

Des sites ont ainsi été identifiés pour pouvoir permettre la reconstitution de l'offre en logements démolis.

Il s'agit notamment des terrains sis 21 rue du Pont Laverdure cadastré section Q n°s 983 et 986, rue de la Trépinrière cadastré section AY n°724 et rue Vinot-Préfontaine cadastré section AE n°474.

En application de l'article R 431-24 du code de l'urbanisme, il a été convenu entre les parties que les futures voiries réalisées dans le cadre des opérations précitées seront rétrocédées moyennant l'euro symbolique à la ville de Beauvais.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de rétrocession de voirie et des espaces verts entre la ville de Beauvais et l'OPAC de l'Oise relative aux opérations précitées,
- D'autoriser madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

CONVENTION DE RETROCESSION

ENTRE d'une part,

La Commune de Beauvais représentée par son Maire en exercice, Madame Caroline CAYEUX agissant au nom et pour le compte de la Commune en vertu d'une délibération en date du 3 juillet 2020,

Et d'autre part,

L'OPAC de l'Oise, Office Public de l'Habitat, demeurant 9 avenue du Beauvaisis à Beauvais (60000), représentée par Monsieur Vincent Péronnaud, agissant en qualité de Directeur Général dudit office en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du

PREAMBULE

La ville de Beauvais est signataire de la déclaration d'engagement pour le renouvellement urbain des quartiers d'intérêt national de la communauté d'agglomération du Beauvaisis signée le 4 décembre 2019 avec notamment l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine, la communauté d'agglomération du Beauvaisis et l'OPAC de l'Oise.

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPRU) des quartiers Saint-Lucien et Argentine, l'OPAC de l'Oise est concerné par la démolition de 245 logements sociaux dont 196 doivent être reconstruits.

Des sites ont ainsi été identifiés pour pouvoir permettre la reconstitution de l'offre en logements démolis, dont celui objet de la présente convention sis 21 rue du Pont Laverdure, cadastré section Q n°983 et 986 et destiné à accueillir une opération de 23 logements individuels.

Afin de ne pas laisser à la charge des futurs locataires la gestion de la voirie, il a été convenu que celle-ci soit rétrocédée dans le domaine public.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit,

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de rétrocession de la voirie et des réseaux desservant le projet ainsi que des espaces verts inclus dans ce projet.

La surface à rétrocéder à la ville de Beauvais, d'une superficie d'environ 2006 m², figure en vert sur le plan de repérage annexé à la présente convention.

ARTICLE 2 : PRIX

Il est convenu entre les parties signataires que la rétrocession se fera à l'euro symbolique.

Il est à noter que les frais de géomètre pour la division des parcelles et les frais de notaire pour rédiger l'acte de rétrocession sont pris en charge par l'OPAC de l'Oise.

ARTICLE 3: DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la date de livraison de l'opération.

ARTICLE 4: EXECUTION ET SUIVI DES TRAVAUX

La commune s'engage à reprendre l'ensemble des voiries et équipements VRD (réseaux enterrés etc...) et espaces verts de l'opération réalisée par l'OPAC de l'Oise.

Le bailleur accepte de réaliser les travaux en respect des préconisations techniques des services de la Ville de Beauvais et de la communauté d'agglomération du Beauvaisis.

En cours d'exécution, le bailleur s'engage à permettre à tout représentant de la commune de pénétrer sur l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.461-1 du code de l'urbanisme.

Le bailleur autorisera les services techniques de la ville de Beauvais à participer aux réunions de chantier et communiquera les dates de ces réunions ainsi que leurs compte-rendus.

Les ouvrages conformes (après suivi des travaux) seront réceptionnés par les différents services. Préalablement à la réception des ouvrages, le bailleur invitera les services techniques à une inspection desdits travaux.

La réception des travaux ne sera prononcée qu'après constat de la bonne réalisation des travaux.

ARTICLE 5 : MODALITE DE REMISE DES OUVRAGES DANS LE DOMAINE PUBLIC

Dès l'achèvement complet des V.R.D et après réception de l'ensemble des ouvrages de voirie, le bailleur demandera à la commune la prise en charge des terrains et ouvrages destinés à être classés dans le Domaine public communal.

Le bailleur fournira, à l'appui de sa demande, l'ensemble des procès-verbaux de réception des concessionnaires de service public, ainsi que les plans de récolement des ouvrages exécutés, sous forme de tirage papier et de fichiers informatique, au format dwg, dxf ou dgn, ces fichiers devront être sous la projection Lambert 93 CC44.

Les ouvrages feront alors l'objet d'une réception par la commune et il y sera dressé procès-verbal contradictoire entre les parties à la présente convention. Le procès-verbal sera le fait générateur du transfert dans le domaine public.

Le procès-verbal de reprise par la commune des voiries, réseaux et des équipements, au profit de la commune de BEAUVAIS, devra être signé dans les 3 mois maximum du dépôt de la Déclaration d'Achèvement Conforme des Travaux de finition de l'opération par l'OPAC de l'Oise.

ARTICLE 6 : CONTESTATIONS LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable à tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution, de la validité et des conséquences de la présente convention.

Toute contestation qui n'aura pu être réglée à l'amiable sera portée devant le tribunal administratif d'Amiens.

Fait à Beauvais, le
En 2 exemplaires originaux

Pour la Commune de Beauvais,

Pour l'OPAC de l'Oise,

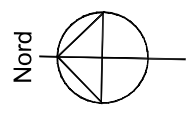
Madame Caroline CAYEUX









Monsieur Vincent Péronnaud



984 CPArchitectes
 873, Boulevard de la Riollette
 60520 La Chapelle En Serval
 tél:03.44.54.68.67




Ech: 1/400
 PC32 PLAN DE DIVISION
 BEAUVAIS



-  Cheminement piéton et stationnements privés en enrobé coloré sable
-  Stationnements visiteurs en gravillons stabilisés
-  Voiries en enrobés gris
-  Entrée en pavé grès sciés
-  Espaces verts
-  Arbres plantés
-  Arbres à abattre
-  Limite de projet

PRINCIPE DE CLOTURE

Echelle 1/100e

-  Limite de parcelle et fond de jardin: Grillage en treillis soudé + haie Ht 180cm
-  Limite entre jardins et stationnements privés: Grillage en treillis soudé Ht 180cm + portillon métallique
-  Limite entre jardins et stationnements visiteurs: Grillage en treillis soudé Ht 180cm



Limite: Clôture existante conservée. Grillage en treillis soudé + création haie Ht 180cm

985

Stationnement visiteurs en gravillons stabilisés

Ouverture vers le bois suivant volontés de la commune
Végétalisation et plantation d'arbres d'essences locales le long du Wage

2 stationnements par logements T5 et T4 dont 1 PMR

5 stationnements visiteurs

1 stationnement PMR pour logement T3

Limite entre jardins et stationnements privés: Grillage en treillis soudé Ht 180cm + portillon métallique

Cheminement piéton en enrobé coloré sable

Nord

Limite: Grillage en treillis soudé + haie Ht 180cm

984

Limite: Grillage en treillis soudé + haie Ht 180cm

Limite entre jardins: Grillage en treillis soudé avec remplissage lames Ht 180cm

GPArchitectes
079, boulevard de la Harlette
60520 La Chapelle-En-Serval
(03) 44 54 66 07

Ech: 1/250
PC2b PLAN DE MASSE PROJET
BEAUVAIS

946

LE TERRAIN :
Section Q n°983-986
S. Cadastre : 5977m²
S. Foncière : 5703m²
Emprise au sol : 1546m²
Espaces verts : 1949m²

CONVENTION DE RETROCESSION

ENTRE d'une part,

La Commune de Beauvais représentée par son Maire en exercice, Madame Caroline CAYEUX agissant au nom et pour le compte de la Commune en vertu d'une délibération en date du 3 juillet 2020,

Et d'autre part,

L'OPAC de l'Oise, Office Public de l'Habitat, demeurant 9 avenue du Beauvaisis à Beauvais (60000), représentée par Monsieur Vincent Péronnaud, agissant en qualité de Directeur Général dudit office en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du

PREAMBULE

La ville de Beauvais est signataire de la déclaration d'engagement pour le renouvellement urbain des quartiers d'intérêt national de la communauté d'agglomération du Beauvaisis signée le 4 décembre 2019 avec notamment l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine, la communauté d'agglomération du Beauvaisis et l'OPAC de l'Oise.

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPRU) des quartiers Saint-Lucien et Argentine, l'OPAC de l'Oise est concerné par la démolition de 245 logements sociaux dont 196 doivent être reconstruits.

Des sites ont ainsi été identifiés pour pouvoir permettre la reconstitution de l'offre en logements démolis, dont celui objet de la présente convention sis rue Vinot Préfontaine, cadastré section AE n°471 et destiné à accueillir une opération de 17 logements individuels.

Afin de ne pas laisser à la charge des futurs locataires la gestion de la voirie, il a été convenu que celle-ci soit rétrocédée dans le domaine public.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit,

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de rétrocession de la voirie et des réseaux desservant le projet ainsi que des espaces verts inclus dans ce projet.

La surface à rétrocéder à la ville de Beauvais, d'une superficie d'environ 964 m², correspond aux lots R, S et T tels que figurés sur le plan de repérage annexé à la présente convention.

ARTICLE 2 : PRIX

Il est convenu entre les parties signataires que la rétrocession se fera à l'euro symbolique.

Il est à noter que les frais de géomètre pour la division des parcelles et les frais de notaire pour rédiger l'acte de rétrocession sont pris en charge par l'OPAC de l'Oise.

ARTICLE 3: DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la date de livraison de l'opération.

ARTICLE 4: EXECUTION ET SUIVI DES TRAVAUX

La commune s'engage à reprendre l'ensemble des voiries et équipements VRD (réseaux enterrés etc...) et espaces verts de l'opération réalisée par l'OPAC de l'Oise.

Le bailleur accepte de réaliser les travaux en respect des préconisations techniques des services de la Ville de Beauvais et de la communauté d'agglomération du Beauvaisis.

En cours d'exécution, le bailleur s'engage à permettre à tout représentant de la commune de pénétrer sur l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.461-1 du code de l'urbanisme.

Le bailleur autorisera les services techniques de la ville de Beauvais à participer aux réunions de chantier et communiquera les dates de ces réunions ainsi que leurs compte-rendus.

Les ouvrages conformes (après suivi des travaux) seront réceptionnés par les différents services. Préalablement à la réception des ouvrages, le bailleur invitera les services techniques à une inspection desdits travaux.

La réception des travaux ne sera prononcée qu'après constat de la bonne réalisation des travaux.

ARTICLE 5 : MODALITE DE REMISE DES OUVRAGES DANS LE DOMAINE PUBLIC

Dès l'achèvement complet des V.R.D et après réception de l'ensemble des ouvrages de voirie, le bailleur demandera à la commune la prise en charge des terrains et ouvrages destinés à être classés dans le Domaine public communal.

Le bailleur fournira, à l'appui de sa demande, l'ensemble des procès-verbaux de réception des concessionnaires de service public, ainsi que les plans de récolement des ouvrages exécutés, sous forme de tirage papier et de fichiers informatique, au format dwg, dxf ou dgn, ces fichiers devront être sous la projection Lambert 93 CC44.

Les ouvrages feront alors l'objet d'une réception par la commune et il y sera dressé procès-verbal contradictoire entre les parties à la présente convention. Le procès-verbal sera le fait générateur du transfert dans le domaine public.

Le procès-verbal de reprise par la commune des voiries, réseaux et des équipements, au profit de la commune de BEAUVAIS, devra être signé dans les 3 mois maximum du dépôt de la Déclaration d'Achèvement Conforme des Travaux de finition de l'opération par l'OPAC de l'Oise.

ARTICLE 6 : CONTESTATIONS LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable à tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution, de la validité et des conséquences de la présente convention.

Toute contestation qui n'aura pu être réglée à l'amiable sera portée devant le tribunal administratif d'Amiens.

Fait à Beauvais, le
En 2 exemplaires originaux

Pour la Commune de Beauvais,

Pour l'OPAC de l'Oise,

Madame Caroline CAYEUX

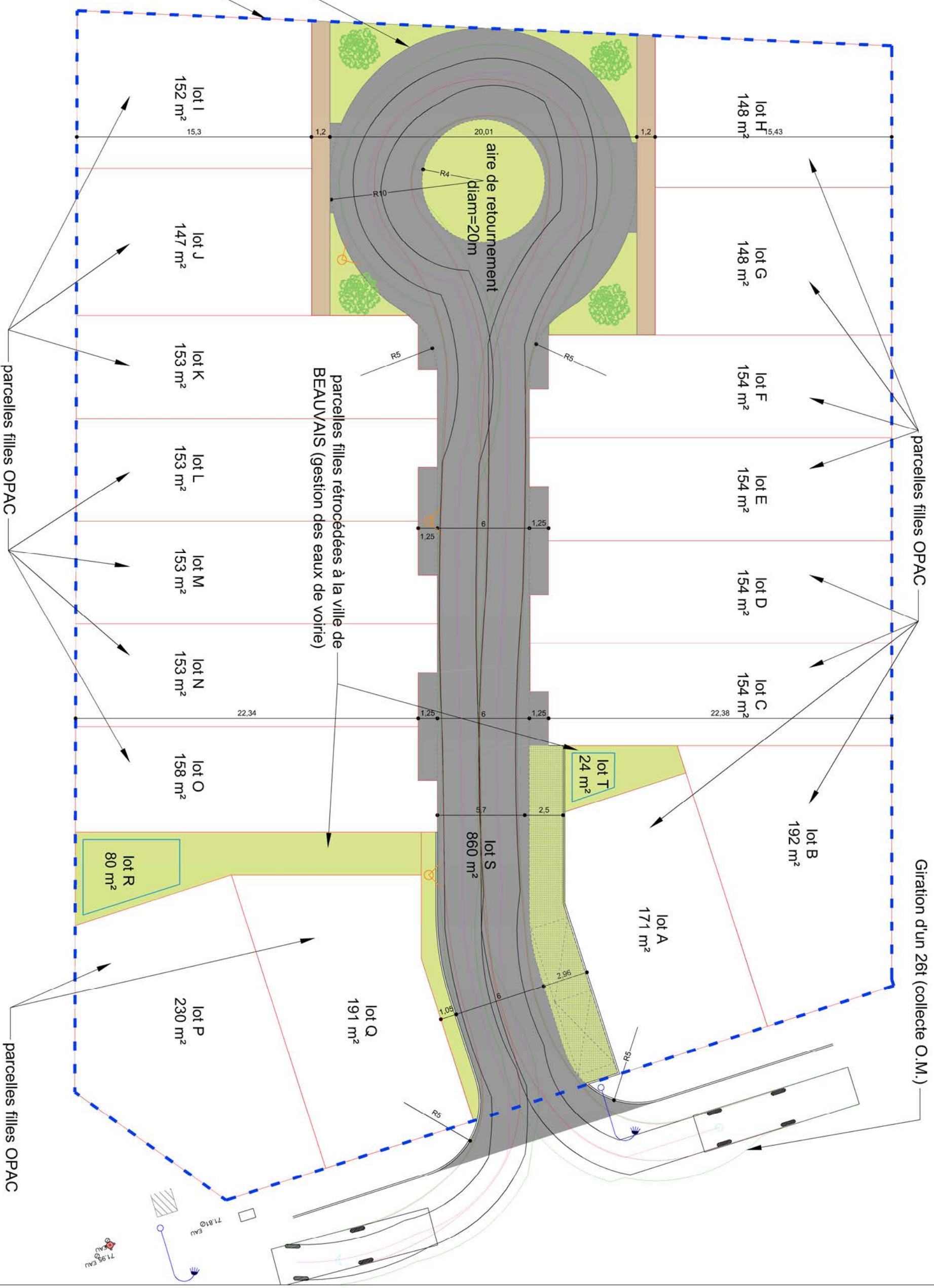
Monsieur Vincent Péronnaud



- redécoupage parcellaire des lots
- parcelle initiale du projet
- gestion des eaux pluviales de la voirie
- engazonnement
- Voie carrossable VL et piétonne type enrobés ou béton balayé
- voie carrossable VL et PL enrobés noirs
- Sens de circulation
- Accès VL
- Haies vives
- arbres décoratifs type prunus ou pommiers d'ornementation
- arbres existants sauvegardés à élaguer
- emplacement des arbres existants coupés car trop proches du bâti
- candélabres
- borne incendie

parcelles filles rétrocedées à la ville de BEAUVAIS (voirie)

parcelle mère 000-AE-471 3740 m²



ATELIER D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN
 290 rue de la Montagne 60050 ONS EN BRAY
 Tél: 03 44 45 13 56 - Fax: 03 44 45 64 33
 atelier.architecture.design@wanadoo.fr

Construction de 17 logements individuels rue Vinot Préfontaine à BEAUVAIS
 OPAC DE LOISE

PERMIS DE CONSTRUIRE
 PLAN de rétrocession à la ville de BEAUVAIS (lots R, S & T)

Date : 10/06/2020

Echelle : 1/250

PC 2.6
 INDICE : 2

CONVENTION DE RETROCESSION

ENTRE d'une part,

La Commune de Beauvais représentée par son Maire en exercice, Madame Caroline CAYEUX agissant au nom et pour le compte de la Commune en vertu d'une délibération en date du 3 juillet 2020,

Et d'autre part,

L'OPAC de l'Oise, Office Public de l'Habitat, demeurant 9 avenue du Beauvaisis à Beauvais (60000), représentée par Monsieur Vincent Péronnaud, agissant en qualité de Directeur Général dudit office en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du

PREAMBULE

La ville de Beauvais est signataire de la déclaration d'engagement pour le renouvellement urbain des quartiers d'intérêt national de la communauté d'agglomération du Beauvaisis signée le 4 décembre 2019 avec notamment l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine, la communauté d'agglomération du Beauvaisis et l'OPAC de l'Oise.

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPRU) des quartiers Saint-Lucien et Argentine, l'OPAC de l'Oise est concerné par la démolition de 245 logements sociaux dont 196 doivent être reconstruits.

Des sites ont ainsi été identifiés pour pouvoir permettre la reconstitution de l'offre en logements démolis, dont celui objet de la présente convention sis 21 rue de la Trépinère, cadastré section AY n°724 et destiné à accueillir une opération de 24 logements individuels.

Afin de ne pas laisser à la charge des futurs locataires la gestion de la voirie, il a été convenu que celle-ci soit rétrocédée dans le domaine public.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit,

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de rétrocession de la voirie et des réseaux desservant le projet ainsi que des espaces verts inclus dans ce projet.

La surface à rétrocéder à la ville de Beauvais figure en hachuré rouge sur le plan de repérage annexé à la présente convention.

ARTICLE 2 : PRIX

Il est convenu entre les parties signataires que la rétrocession se fera à l'euro symbolique.

Il est à noter que les frais de géomètre pour la division des parcelles et les frais de notaire pour rédiger l'acte de rétrocession sont pris en charge par l'OPAC de l'Oise.

ARTICLE 3: DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la date de livraison de l'opération.

ARTICLE 4: EXECUTION ET SUIVI DES TRAVAUX

La commune s'engage à reprendre l'ensemble des voiries et équipements VRD (réseaux enterrés etc...) et espaces verts de l'opération réalisée par l'OPAC de l'Oise.

Le bailleur accepte de réaliser les travaux en respect des préconisations techniques des services de la Ville de Beauvais et de la communauté d'agglomération du Beauvaisis.

En cours d'exécution, le bailleur s'engage à permettre à tout représentant de la commune de pénétrer sur l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.461-1 du code de l'urbanisme.

Le bailleur autorisera les services techniques de la ville de Beauvais à participer aux réunions de chantier et communiquera les dates de ces réunions ainsi que leurs compte-rendus.

Les ouvrages conformes (après suivi des travaux) seront réceptionnés par les différents services. Préalablement à la réception des ouvrages, le bailleur invitera les services techniques à une inspection desdits travaux.

La réception des travaux ne sera prononcée qu'après constat de la bonne réalisation des travaux.

ARTICLE 5 : MODALITE DE REMISE DES OUVRAGES DANS LE DOMAINE PUBLIC

Dès l'achèvement complet des V.R.D et après réception de l'ensemble des ouvrages de voirie, le bailleur demandera à la commune la prise en charge des terrains et ouvrages destinés à être classés dans le Domaine public communal.

Le bailleur fournira, à l'appui de sa demande, l'ensemble des procès-verbaux de réception des concessionnaires de service public, ainsi que les plans de récolement des ouvrages exécutés, sous forme de tirage papier et de fichiers informatique, au format dwg, dxf ou dgn, ces fichiers devront être sous la projection Lambert 93 CC44.

Les ouvrages feront alors l'objet d'une réception par la commune et il y sera dressé procès-verbal contradictoire entre les parties à la présente convention. Le procès-verbal sera le fait générateur du transfert dans le domaine public.

Le procès-verbal de reprise par la commune des voiries, réseaux et des équipements, au profit de la commune de BEAUVAIS, devra être signé dans les 3 mois maximum du dépôt de la Déclaration d'Achèvement Conforme des Travaux de finition de l'opération par l'OPAC de l'Oise.

ARTICLE 6 : CONTESTATIONS LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable à tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution, de la validité et des conséquences de la présente convention.

Toute contestation qui n'aura pu être réglée à l'amiable sera portée devant le tribunal administratif d'Amiens.

Fait à Beauvais, le
En 2 exemplaires originaux

Pour la Commune de Beauvais,

Pour l'OPAC de l'Oise,

Madame Caroline CAYEUX

Monsieur Vincent Péronnaud



PM 1/500

B.G. CONCEPT
architecture

153 rue Robert Schuman
60610 Lacroix Saint Ouen

T/ 03 44 23 01 04
F/ 03 44 23 11 63

DATE: 15.06.2020
AFF. N°: 1947
ECHELLE: 1/500
INDICE: B

DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

PLAN DE MASSE PROJETÉ
SURFACE RÉTROCÉDÉE

M.O. OPAC DE L'OISE

Construction de 24 maisons individuelles

Rue de la Trépinière - 60000 BEAUVAIS

OPERATION

PC02e

Cour Lemoine

Gymnase

Avenue Jean Mermoz

Rue de la Belle Mouleuse

Rue Neuve

Rue de la Trépinière

Limite de propriété

Limite de propriété

Limite de propriété

Commission Commission générale

Service Foncier

Réf : 2020-321

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Foncier - NPNRU - Avenant n°1 à la convention de portage avec l'EPFLO - Parcelle cadastrée section K n° 1451

Par délibération en date du 21 décembre 2018, la ville de Beauvais a sollicité l'Etablissement Public Foncier Local de l'Oise (EPFLO) en vue de l'acquisition pour son compte de la parcelle cadastrée section K n°s 1446 et 1447 d'une superficie de 17 136 m².

La convention de portage avec l'EPFLO a été signée le 15 mai 2019 pour une durée de cinq années.

Le bien objet de ladite convention a été acquis par l'EPFLO auprès du conseil départemental de l'Oise le 17 mai 2019.

Il s'avère qu'un réservoir d'eau se trouve sur cette parcelle et que l'emprise concernée ne peut faire l'objet d'aucun aménagement. Une division parcellaire a donc été effectuée pour détacher cette emprise du reste du site, nouvellement cadastrée section K n°1451 d'une superficie de 2200 m².

L'emprise du projet étant ainsi modifiée, il convient de régulariser la situation par voie d'avenant à la convention du 15 mai 2019.

Par ailleurs la communauté d'agglomération du Beauvaisis étant compétente en matière d'eau potable depuis le 1^{er} janvier 2020, il est proposé que la parcelle cadastrée section K n°1451 lui soit cédée moyennant l'euro symbolique dans le cadre de l'exercice de sa compétence.

L'avis des Domaines en date du 31 mars 2020 précise que la vente à l'euro symbolique n'appelle pas d'observation.

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 16 octobre 2017,

Vu la délibération de la communauté d'agglomération du Beauvaisis en date du 16 février 2007 portant adhésion à l'EPFLO et adoption de ses statuts,

Il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de portage du 15 mai 2019
- D'approuver la cession moyennant l'euro symbolique au profit de la communauté d'agglomération du Beauvaisis de la parcelle cadastrée section K n° 1451 d'une superficie de 2200 m², conformément à l'avis des Domaines,

- D'autoriser madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.



Agglo du
Beauvaisis

NPRU Argentine

ANCIENNE POUPONNIÈRE DÉPARTEMENTALE

Ce plan est proposé comme un document d'information non contractuel, non exhaustif et n'est en aucun cas une copie complète des documents approuvés en vigueur. Les informations qu'il met à disposition ne sont pas opposables aux tiers et ne peuvent être utilisées à quelque titre que ce soit.

Source(s) : Direction Générale des Impôts - Cadastre - Droits réservés - Reproduction interdite - 2017 © DGFIP // Orthophotoplan 2013 © GeoPicarde



0 15 30
Mètres

© Système d'Information Géographique

48 rue Desgroux
60000 BEAUVAIS

Tel : 03.44.15.68.00 - Courriel : SIG@beauvaisis.fr
www.cartysteauvaisis.fr

Conception : www.cartysteauvaisis.fr - 22/11/2018

Commune :
BEAUVAIS (057)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 9139 N
Document vérifié et numéroté le 24/01/2020
A BEAUVAIS
Par DELACOURT Maxime
Géomètre
Signé

BEAUVAIS
POLE TOPOGRAPHIQUE
29 RUE DU DOCTEUR GERARD

60018 BEAUVAIS CEDEX
Téléphone : 03-44-79-54-42
Fax : 03-44-79-55-17
cdfif.beauvais@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

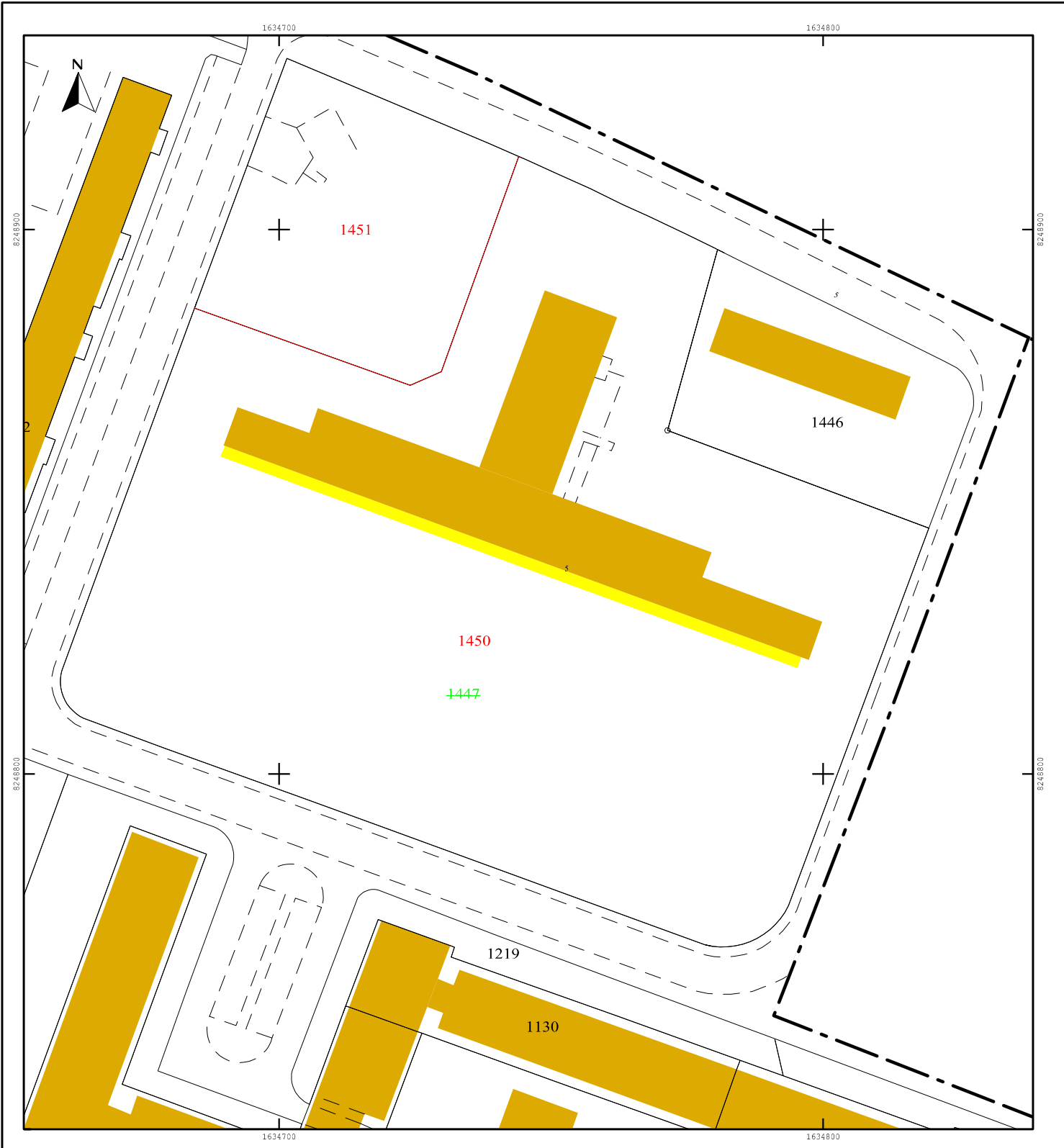
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)
a été établi (1) :

- A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
 - B - En conformité d'un piquetage : ----- effectué sur le terrain ;
 - C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le ----- par ----- géomètre à -----.
- Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la présente 6463.
A -----, le -----

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).

Section : K
Feuille(s) : 000 K 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 24/01/2020
Support numérique : -----

D'après le document d'arpentage
dressé
Par MAXIME CORRE (2)
Réf. :
Le 20/12/2019



Commune de Beauvais
Avenue Jean Moulin
(Section K n°1447 & 1446)



Avenant n°1 à la Convention
de Portage Foncier

entre

l'Établissement Public Foncier Local
du Département de l'Oise
(EPFLO)

et

la Commune de Beauvais

et

La Communauté d'Agglomération du Beauvaisis
Portant sur la cession d'une emprise comportant un
réservoir d'eau potable

Convention de Portage Foncier
entre
L'Établissement Public Foncier Local du département de l'Oise
et
La Commune de Beauvais
et
La Communauté d'Agglomération du Beauvaisis
Portant sur la cession d'une emprise comportant un réservoir d'eau potable

VU, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 324-1 et suivants 221-1, L 221-2, L300-1, L.213.3,

VU, l'arrêté préfectoral du 21 mai 2007 portant création de l'Établissement Public Foncier Local du Département de l'Oise,

VU, la délibération du Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier Local du département de l'Oise en date du 7 décembre 2007 portant nomination de son Directeur Général,

VU, les arrêtés préfectoraux d'extension du périmètre de l'EPFLO en date des 18 janvier, 4 avril et 8 septembre 2008,

VU, les arrêtés de Monsieur le Préfet de la Région Hauts de France – Nord-Pas-de-Calais Picardie, en date des 22 juillet 2016, 17 mars 2017, 26 juin 2017, 22 juillet 2019 et 8 novembre 2019 portant extension du périmètre de l'EPFLO,

VU, la délibération de l'Assemblée Générale de l'Établissement Public Foncier Local du département de l'Oise en date du 14 mars 2018 portant adaptation des statuts et **changement de sa dénomination en Etablissement Public Foncier Local des territoires Oise & Aisne.**

VU, la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis en date du 16 février 2007 portant adhésion à l'Établissement Public Foncier Local du Département de l'Oise,

VU, les statuts de l'Établissement Public Foncier Local du département de l'Oise,

VU, le Règlement Intérieur de l'Établissement Public Foncier Local du département de l'Oise,

VU, la délibération CA EPFLO 2018 06/20-4 en date du 20 juin 2018 portant sur l'actualisation des Clauses Générales de portage des biens,

VU, la délibération CA EPFLO 2018 28/03-20, portant délégation de pouvoir et de signature à Monsieur le Directeur de l'EPFLO,

VU, la délibération CA EPFLO 2018 28/11-2 adoptant le Programme Pluriannuel d'Intervention 2019-2023,

VU, la délibération de la Commune de Beauvais en date du 21 décembre 2018 sollicitant l'intervention de l'EPFLO,

VU, la délibération de la commission permanente du département de l'Oise en date du 25 février 2019,

VU, l'estimation réalisée par les services France Domaine, le 7 décembre 2018,

VU, la délibération CA EPFLO 2019 27/03-10, en date du 27 mars 2019 approuvant l'intervention sur la commune de Beauvais,

VU, la convention de portage foncier intervenue entre l'EPFLO et la Commune de Beauvais,

VU, la délibération de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis sollicitant l'acquisition du réservoir d'eau à l'euro symbolique,

VU, la délibération de la Commune de Beauvais approuvant cette cession du réservoir d'eau à l'euro symbolique,

VU, la délibération CA EPGFLO 2020 ++/++-++, en date du +++ approuvant la cession du réservoir d'eau à la commune de Commune de Beauvais à l'euro symbolique,

CONSIDERANT,

- Que par délibération en date du 21 décembre 2018, la ville de Beauvais a sollicité l'Etablissement Public Foncier Local des territoires Oise & Aines (EPFLO) en vue de l'acquisition pour son compte de l'ancienne pouponnière départementale cadastrée section K numéros 1446 et 1447 d'une superficie de 17 136 m².
- La convention de portage conclue entre l'EPFLO et la Commune de Beauvais le 15 mai 2019 pour une durée de cinq années.
- L'acquisition du bien objet de ladite convention par l'EPFLO auprès du conseil départemental de l'Oise le 17 mai 2019.
- L'existence d'un réservoir d'eau sur une emprise de cette propriété ne pouvant faire l'objet d'aucun aménagement.
- Qu'il convient de céder l'emprise foncière dudit réservoir d'eau potable à la communauté d'agglomération du Beauvaisis, compétente pour la gestion et la distribution de l'eau potable, moyennant l'euro symbolique.
- Qu'une canalisation d'eau potable reliant le réservoir d'eau potable passe à proximité de de la clôture longeant la rue du Poitou sur les parcelles cadastrées K 1451 (faisant l'objet de la cession) et K 1450 (demeurant la propriété de l'EPFLO pour le compte de la commune de Beauvais dans l'attente de la réalisation du projet d'aménagement)
- Qu'il convient de constituer une servitude de passage de ladite canalisation afin de régulariser cette situation. Le Fond servant sera constitué de la parcelle K 1450 et le fond dominant sera constitué de la parcelle K 1451. De plus, le propriétaire du fond servant devra garantir un accès à ladite canalisation au propriétaire du fond dominant

ENTRE :

L'Etablissement dénommé « **Etablissement Public Foncier Local du Département de l'Oise** » (**EPFLO**), établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège se trouve à Beauvais, 1 Rue Cambry, identifié au Répertoire des Entreprises sous le n° SIREN. 498 408 392,

Représenté par Monsieur Jean-Marc DESCHODT, demeurant professionnellement
PAE du Haut Villé «28 rue Jean Baptiste Godin » - Beauvais (Oise),
Nommé à partir du 14 janvier 2008 aux fonctions de Directeur dudit établissement par
délibération de son conseil d'administration en date du 7 décembre 2007,

Et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en sa dite qualité de Directeur en vertu de
l'article 16 des statuts de l'EPFLO et des dispositions de l'article L 324-6 du Code de
l'Urbanisme.

Ci-après dénommé « **l'EPFLO** »,

ET :

La commune de Beauvais, régulièrement représentée par son Maire en exercice,
Madame Caroline CAYEUX

Et ladite opération spécialement autorisée aux termes d'une délibération du Conseil
Municipal de Beauvais, en date du +++++ rendue exécutoire le +++++.

Ci-après dénommée « **le Bénéficiaire de portage** »

ET :

La communauté d'agglomération du Beauvaisis, régulièrement représentée par sa
Présidente en exercice, Madame Caroline CAYEUX

Spécialement autorisée aux termes d'une délibération du Conseil d'agglomération du
Beauvaisis, en date du +++++ rendue exécutoire le +++++.

Ci-après dénommée « **le Bénéficiaire de la cession** »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Par délibération en date du 21 décembre 2018, la ville de Beauvais a sollicité l'Etablissement Public
Foncier Local des Territoires Oise & Aines (EPFLO) en vue de l'acquisition pour son compte de
l'ancienne pouponnière départementale cadastrée section K numéros 1446 et 1447 d'une superficie
de 17 136 m².

Une convention de portage a été conclue entre la Commune de Beauvais et l'EPFLO le 15 mai 2019
pour une durée de cinq années.

Le bien objet de ladite convention a été acquis par l'EPFLO auprès du conseil départemental de
l'Oise le 17 mai 2019.

Il s'avère qu'un réservoir d'eau se trouve sur cette parcelle et que l'emprise concernée ne peut faire
l'objet d'aucun aménagement.

Une division parcellaire a donc été effectuée pour détacher cette emprise du reste du site en vue de
sa cession à la communauté d'agglomération du Beauvaisis, compétente pour la gestion et la
distribution de l'eau potable, moyennant l'euro symbolique.

En outre, une canalisation d'eau potable reliant le réservoir d'eau potable passe à proximité de de la clôture longeant la rue du Poitou sur les parcelles cadastrées K 1451 (faisant l'objet de la cession) et K 1450 (demeurant la propriété de l'EPFLO pour le compte de la commune de Beauvais dans l'attente de la réalisation du projet d'aménagement)

Dès lors, il convient de constituer une servitude de passage de ladite canalisation afin de régulariser cette situation. Le Fond servant sera constitué de la parcelle K 1450 et le fond dominant sera constitué de la parcelle K 1451. De plus, le propriétaire du fond servant devra garantir un accès à ladite canalisation au propriétaire du fond dominant

- **Emprise de l'opération**

L'opération concerne les parcelles, ci-après listées et tel que précisé dans le plan parcellaire figurant en annexe.

Commune de : **Beauvais**

Section	Numéro	Lieudit / Adresse	Contenance cadastrale
K	1451		2 200 m ²
K	1450	Rue du Poitou	13 313 m ²
K	1446	Avenue Jean Moulin	1 623 m ²
Soit une contenance totale			17 136 m²

Article 1 - Objet de la Cession

- **Emprise à céder**

La cession concerne la parcelle, ci-après listée et tel que précisé dans le plan parcellaire figurant en annexe.

Commune de : **Beauvais**

Section	Numéro	Lieudit / Adresse	Contenance cadastrale
K	1451	Avenue Jean Moulin	2 200 m ²
Soit une contenance totale			2 200 m²

- **Programmation**

Cette cession doit permettre l'exercice de la compétence de gestion et de distribution d'eau potable.

- **Prix de cession**

Prix de cession d'un montant de 1 € HT.

- **Bénéficiaire de la cession**

L'emprise foncière sera cédée à la communauté d'agglomération du Beauvaisis.

- Instauration de servitudes

Instauration d'une servitude de passage de la canalisation d'eau potable à proximité de la clôture longeant la rue du Poitou.

Instauration d'une servitude d'accès à la canalisation d'eau potable.

Fond dominant :

Section	Numéro	Lieudit / Adresse	Contenance cadastrale
K	1451	Avenue Jean Moulin	2 200 m ²
Soit une contenance totale			2 200 m²

Fond servant :

Section	Numéro	Lieudit / Adresse	Contenance cadastrale
K	1450	Avenue Jean Moulin	14 936 m ²
Soit une contenance totale			14 936 m²

Toutes les autres clauses de la convention initial demeurent identiques.

Il est donc décidé de :

- d'approuver les modalités et les conditions de cession ;
- de charger Madame la Présidente de signer tous les actes et conventions nécessaires à l'application des délibérations ci-dessus visées.

Fait à Beauvais le,

Le Directeur de l'EPFLO

Le Maire de Beauvais
Présidente de la Communauté
d'Agglomération du Beauvaisis

Jean-Marc DESCHODT

Caroline CAYEUX

ANNEXES :

- Plan de division
- Plan cadastral
- L'estimation rendue par les services de France domaine
- Délibération de la Commune
- Délibération de l'EPFLO (extrait page 1 à ++)

Plan de division

Département de l'Oise

BEAUVAIS

Avenue Jean Moulin
Rue du Poitou


Propriété de l'EPFLO
Section K, parcelle 1447

PLAN DE DIVISION

Echelle: 1/250

Date	Indice	Description
11-12-2019	A	Elaboration du projet de division
12-02-2020	B	Mise à jour de la numérotation cadastrale


Systèmes de coordonnées		Réf. plan: 2019/MF/02-801831	Decembre 2019
X: Lambert 93 (C249)	Z: NGSF (GPS)		



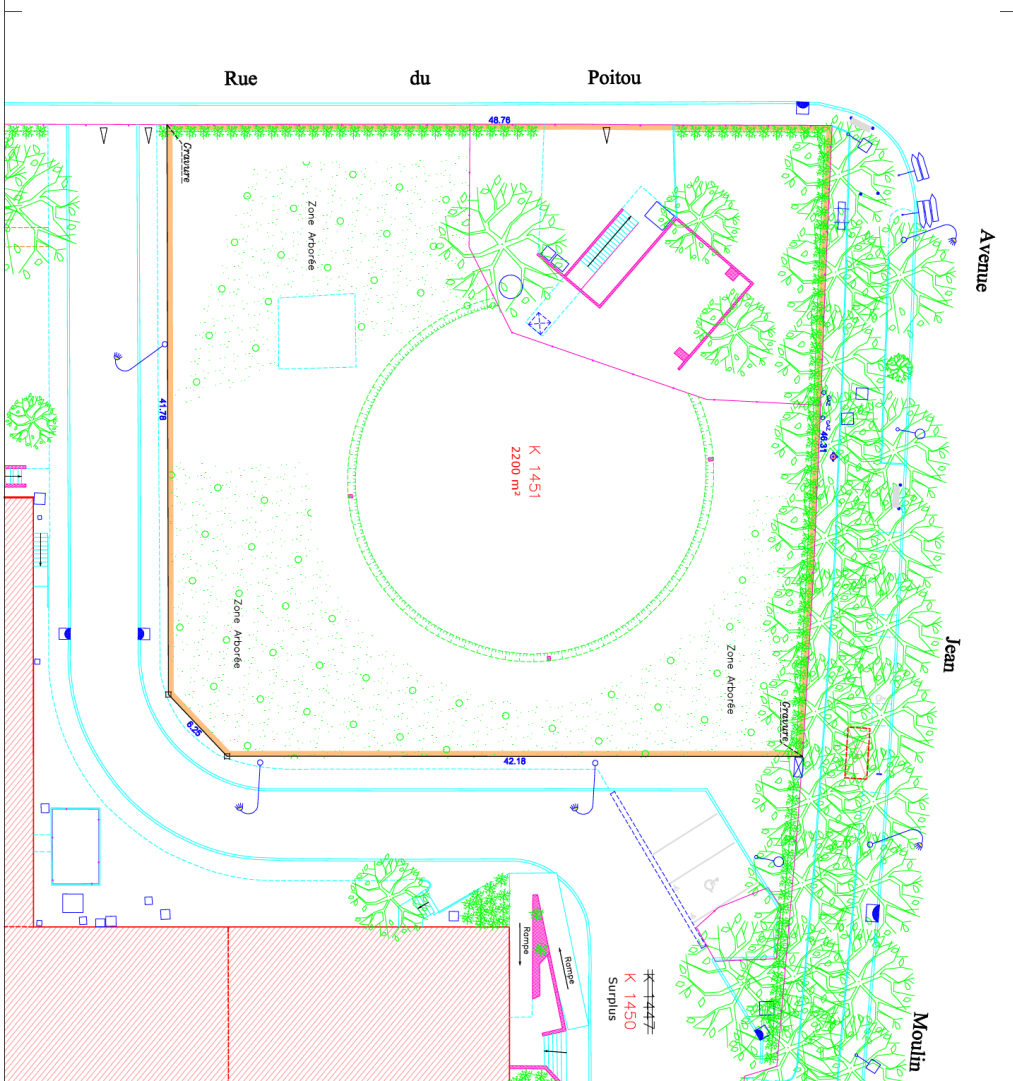
Géomètre-Expert

Maxime CORRE

BRUVAIS - 5, rue de Sébastien 80000 - Tél. 03 44 03 17 34
 OSOSES - 16, rue des Petites Péruaises 27140 - Tél. 02 32 35 13 64
 CHAMONV - 53 - VIGNY - 55, rue de l'Église de Villy - BP 25 - 60240 - Tél. 03 44 49 20 23
 contact.max@pncivil.com



OISE DES GÉOMETRES EXPERTS



L'estimation rendue par les services de France Domaine



N° 7300-SD
(septembre 2016)

Beauvais, le 31/03/2020

Le Directeur départemental des Finances Publiques de l'Oise

à

EPFLO

PAE DU HAUT-VILLÉ
60 000 BEAUVAIS

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Direction Départementale des Finances publiques
Pôle État et Ressources
Pôle d'Évaluation domaniale de Beauvais
Adresse : 2 rue Molière. 60 000 BEAUVAIS.
Téléphone : 03.44.06.77.36.

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : David PERIE
Téléphone : 03.44.06.77.33
Courriel :
ddfip60.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. LIDO: 2020-60057V0250

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VENALE

DÉSIGNATION DU BIEN : CESSION A 1 € D'UNE EMPRISE DE 2 200 M² D'UN TERRAIN AVEC RESERVOIR D'EAU SUR PARCELLE CADASTRÉE SECTION K N°1451.

ADRESSE DU BIEN : AVENUE JEAN MOULIN ET RUE DU POITOU 60 000 BEAUVAIS.

VALEUR VÉNALE : **Une cession à 1 € symbolique n'appelle pas d'observation, Pour les besoins comptables et de publicité foncière une valeur de 58 000 € peut-être retenue.**

1 – SERVICE CONSULTANT :EPFLO.
AFFAIRE SUIVIE PAR :M. Jean-Marc DESCHODT

2 – Date de consultation :02/03/2020
Date de réception :02/03/2020
Date de visite :
Date de constitution du dossier « en état » :02/03/2020

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Cession par l'EPFLO d'une emprise à la commune de Beauvais à l'Euro symbolique.
Cette cession intervient dans le cadre de l'acquisition pour le compte de la commune de Beauvais de l'ex pouponnière départementale dans le cadre de l'ANRU en vue de sa démolition.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Le bien est situé au carrefour entre la rue du Poitou et l'avenue Jean Moulin.
Le département de l'Oise a mis en vente le site de l'ancienne pouponnière, actuellement sans usage d'une superficie d'environ 1,7 hectare.



Dans le cadre de l'ANRU, la ville de Beauvais envisage après démolition du bâti existant, la réalisation d'un programme de logement et d'aménagement d'un parc public.
L'EPFLO sollicité par la ville de Beauvais est intervenu auprès du Département dans le cadre de l'acquisition et démolition du site.

Le terrain de 2 200 m² à rétrocéder à la commune comprend pour l'essentiel un bassin de rétention de près de 15 m de diamètre au sein d'une zone arborée et séparée des rues par une haie.
Il est envisagé une cession à l'euro symbolique.

5 – SITUATION JURIDIQUE

présumé libre d'occupation
propriété de l'EPFLO

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Zone UC au PLU .

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La méthode d'évaluation par comparaison semblerait la plus appropriée pour ce site. Toutefois, ce type de biens est cédé à l'euro symbolique d'une collectivité à l'autre. Aucune vente marchande n'a été relevée sur le secteur.

Différentes sources ont permis de dégager la valeur de construction à neuf d'un tel équipement. Cette méthode permettra de dégager une valeur-plafond. Un coefficient de vétusté sera ensuite appliqué pour tenir compte de l'ancienneté du bassin. Une plus-value correspondant à la valeur de l'emprise de terrain qu'aurait nécessité l'aménagement d'un tel équipement sur le terrain actuel de l'acquéreur potentiel, sera calculée.

La rétrocession de voirie étant généralement analysée comme un transfert de la charge de l'entretien sur l'acquéreur, une cession à l'euro symbolique est admise. Une cession à l'euro symbolique n'appelle pas d'observation.

Une valeur de vénale de 58 000 € avec terrain intégré peut être retenue pour les besoins comptables et de publicité foncière.

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

Sa durée de validité est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES¹

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, d'insectes xylophages, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,

L'inspecteur des Finances publiques

David PERIE



1- L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Délibération de la Commune

Délibération de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis

Délibération de l'EPFLO (extrait page 1 à ++)

PROJET

Commission Commission générale

Service Foncier

Réf : 2020-301

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Foncier - NPNRU - Avenant n°1 à la convention de portage avec l'Etablissement Public Foncier de l'Oise - parcelle AY 724

Par délibération en date du 30 juin 2016, la ville de Beauvais a sollicité l'Etablissement Public Foncier Local de l'Oise (EPFLO) en vue de l'acquisition pour son compte de la parcelle cadastrée section AY n°724 d'une superficie de 6603 m² sise rue de la Trépinrière à Beauvais.

La convention de portage avec l'EPFLO a été signée le 3 novembre 2016 pour une durée de cinq années.

Le bien objet de ladite convention a été acquis par l'EPFLO auprès des consorts Genton le 8 décembre 2016

Ce terrain a été identifié comme pouvant accueillir un programme mixte de 24 logements sociaux (dont 4 PLS) portés par l'OPAC de l'Oise dans le cadre de la reconstitution de l'offre en logements du Nouveau Programme national de Renouvellement Urbain (NPRU) des quartiers Saint-Lucien et Argentine.

Le foncier sera mis à disposition de cet organisme dans le cadre d'un bail emphytéotique qui lui sera consenti par l'EPFLO.

C'est dans ce contexte qu'il vous est proposé d'approuver la concrétisation de ce dossier, et notamment le transfert, par avenant, de la convention de portage conclue entre la Ville et l'EPFLO en date du 3 novembre 2016, au profit de l'OPAC de l'Oise.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-22,

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L 324-1,

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis en date du 16 février 2007 portant adhésion à l'Etablissement Public Foncier Local du département de l'Oise et adoption de ses statuts,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 30 juin 2016 sollicitant l'intervention de l'EPFLO dans le cadre de cette opération,

Vu la convention de portage foncier (convention numéro CA EPFLO 2016 29/09-4/C147) conclue avec l'Etablissement Public Foncier Local de l'Oise (l'EPFLO) en date du 3 novembre 2016, rendue exécutoire le même jour,

Il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver la réalisation d'un programme mixte de 24 logements sur le terrain sis rue de la Trépinrière cadastré section AY n°724,
- d'approuver le transfert par voie d'avenant de la convention de portage foncier conclue par la Ville de Beauvais avec l'EPFLO et afférant à cette opération au profit de l'OPAC de l'Oise,

- d'approuver, dans le cadre de ce projet la conclusion d'un bail emphytéotique entre l'EPFLO et l'OPAC de l'Oise, cet organisme prenant l'engagement de racheter au terme du bail la totalité de l'emprise foncière,
- d'autoriser madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire, et notamment l'avenant valant transfert de la convention de portage foncier conclue le avec l'EPFLO au profit de l'OPAC de l'Oise.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 10 abstentions.



Agglo
du
Beauvaisis

Ville de Beauvais

TERRAIN GENTON - AY 724

Ce plan est proposé comme un document d'information non contractuel, non exhaustif et n'est en aucun cas une copie complète des documents approuvés en vigueur.
Les informations à jour mises à disposition ne sont pas opposables aux tiers et ne peuvent être utilisées à leur avantage.



0 30 60
Mètres

© **Système d'Information Géographique**

48 rue Desgroux
60000 BEAUVAIS

Tel : 03.44.15.68.00 - Courriel : sig@beauvais.fr
www.cartbeauvais.fr

Conception : www.cartbeauvais.fr - 01/06/2016

Commune de Beauvais
Rue de la Trépinère
(Section AY n° 724)

Avenant n° 1
Convention de Portage Foncier
Entre

l'Établissement Public Foncier Local
du Département de l'Oise (EPFLO)

et

la Ville de Beauvais

et

l'Office Public de l'Habitat
« OPAC de l'Oise »

Portant signature d'un bail emphytéotique et
transfert de la convention de portage
à l'OPH OPAC de l'Oise

PROJET

Avenant n° 1 à la Convention de Portage Foncier
Entre
L'Établissement Public Foncier Local du département de l'Oise
la Ville de Beauvais et l'OPH OPAC de l'Oise
Portant signature d'un bail emphytéotique et
transfert de la convention de portage à l'OPH OPAC de l'Oise

VU, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 324-1 et suivants 221-1, L 221-2, L300-1, L.213.3,

VU, l'arrêté préfectoral du 21 mai 2007 portant création de l'Établissement Public Foncier Local du département de l'Oise,

VU, la délibération du Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier Local du département de l'Oise en date du 7 décembre 2007 portant nomination de son Directeur Général,

VU, les arrêtés préfectoraux d'extension du périmètre de l'EPFLO en date des 18 janvier, 4 avril et 8 septembre 2008,

VU, la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis, en date du 16 février 2007, sollicitant l'adhésion à l'Établissement Public Foncier Local du Département de l'Oise

VU, les arrêtés de Monsieur le Préfet de la Région Hauts de France – Nord-Pas-de-Calais Picardie, en date des 22 juillet 2016, 17 mars 2017, 26 juin 2017, 22 juillet 2019 et 8 novembre 2019 portant extension du périmètre de l'EPFLO,

VU, les statuts de l'Établissement Public Foncier Local du département de l'Oise,

VU, le Règlement Intérieur de l'Établissement Public Foncier Local du département de l'Oise,

VU, la délibération 2018 20/06-4 du Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier Local du Département de l'Oise en date du 20 juin 2018, portant sur l'actualisation des Clauses Générales de portage des biens,

VU, la délibération CA EPFLO 2019 26/11-32, portant délégation de pouvoir et de signature à Monsieur le Directeur de l'EPFLO,

VU, la délibération CA EPFLO 2018 28/11-2 adoptant le Programme Pluriannuel d'intervention 2019-2023,

VU, la délibération CA EPFLO 2019 03/07-3 portant suivi du programme pluriannuel d'intervention (PPI) 2019-2023,

VU, la délibération du Conseil Municipal de Beauvais en date du 30 juin 2016, sollicitant l'intervention de l'EPFLO,

VU, la délibération du conseil d'administration de l'EPFLO n° CA EPFLO 2016 29/09-4, en date du 29 septembre 2016, autorisant l'intervention de l'EPFLO,

VU, la convention de portage n° CA EPFLO 2016 29/09-4/C147 entre l'EPFLO et la Commune de Beauvais signée le 3 novembre 2016,

VU, la délibération du Bureau de l'OPAC de l'Oise en date du 11 septembre 2019 sollicitant le transfert du bénéfice de la convention de portage et la mise en place d'un bail emphytéotique à son profit,

VU, la délibération du conseil municipal de Beauvais autorisant le transfert du bénéfice de la convention de portage au profit de l'OPAC de l'Oise,

VU, l'avis des services de France domaine en date du 26 novembre 2019,

VU, la délibération n° CA EPFLO 2019 26/11-17 en date du 26 novembre 2019, autorisant la signature d'un avenant n°1 à la convention de portage,

CONSIDERANT,

- Que l'Etablissement Public Foncier Local de l'Oise a acquis une emprise foncière cadastrée section AY numéro 724, d'une superficie de 6 603 m², située sur la Commune de Beauvais, rue de la Trépinère, au prix de 530 000 € HT.
- La convention de portage CA EPFLO 2016 29/09-4/C147 conclue entre l'EPFLO et la Commune de Beauvais.
- Que cette emprise foncière doit permettre la réalisation d'un programme de construction de 24 logements locatifs dont au moins 70 % financés en PLUS et PLAI dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain du quartier Saint-Lucien.
- Qu'afin de permettre la réalisation de ce projet d'aménagement, il est proposé de transférer la convention de portage au bénéfice de l'OPAC de l'Oise et d'acter le principe de la conclusion d'un bail emphytéotique.

ENTRE :

L'Etablissement dénommé « **Etablissement Public Foncier Local du département de l'Oise** » (**EPFLO**), établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège se trouve à Beauvais, 1 Rue Cambry, identifié au Répertoire des Entreprises sous le n° S.I.R.E.N. 498 408 392 00013,

Représenté par Monsieur Jean-Marc DESCHODT, demeurant professionnellement PAE du Haut Villé « 28 rue Jean Baptiste Godin » - Beauvais (Oise) et nommé à partir du 14 janvier 2008 aux fonctions de Directeur dudit établissement par délibération de son Conseil d'Administration en date du 7 décembre 2007,

Et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en qualité de Directeur en vertu de l'article 16 des statuts de l'EPFLO et des dispositions de l'article L 324-6 du Code de l'Urbanisme et de la délibération du CA EPFLO 2019 26/11-17.

Ci-après dénommé "**l'EPFLO**",

ET :

La **ville de Beauvais**, régulièrement représentée par son Maire en exercice, Madame Caroline CAYEUX.

Et ladite opération spécialement autorisée aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de Beauvais, en date du ++++++, rendue exécutoire le +++++.

Ci-après dénommée « **la Ville de Beauvais** »

ET :

L'Office Public de l'Habitat – O.P.A.C de l'Oise (O.P.A.C.), Etablissement Public, créé par décret interministériel du 24 février 1977, et modifié par ordonnance n°2007 – 137 du 1^{er} février 2007, dont le siège social est à Beauvais (Oise) 9 Avenue du Beauvaisis, immatriculé au R.C.S. de Beauvais sous le n° B 780 503 918 – n° SIRET B 780 503 918 000 10,

Ledit établissement représenté par Monsieur Vincent PERONNAUD, Directeur Général de l'O.P.A.C. de l'Oise, demeurant à Beauvais (Oise), 9 Avenue du Beauvaisis, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration dudit organisme en date du 29 octobre 2014 rendue exécutoire le 1er novembre 2014,

Et ladite opération spécialement autorisée aux termes d'une délibération du Bureau de l'O.P.A.C. de l'Oise en date du 11 septembre 2019, rendue exécutoire le 16 septembre suivant.

Ci-après dénommé « **Le bénéficiaire du portage** »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

En suivi de la demande de la Commune de Beauvais, l'Etablissement Public Foncier des Territoires Oise & Aisne a acquis, le 8 décembre 2016, une emprise foncière située rue de la Trépinère, cadastrée section AY numéro 724, d'une superficie globale de 6 603 m², avec pour objectif la réalisation d'une opération à vocation d'habitat.

Ainsi, une convention de portage n° CA EPFLO 2016 29/09-4/C147 a été signée le 3 novembre 2016 entre l'EPFLO et la Commune.

Cette emprise foncière pourrait permettre la réalisation par l'OPAC de l'Oise d'un projet comportant 24 logements individuels en reconstitution de l'offre de logements déconstruits dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain du quartier Saint-Lucien.

Afin de permettre la réalisation de ce projet d'aménagement, il est proposé de transférer dans un premier temps la convention de portage foncier au bénéfice de l'OPAC de l'Oise.

Dans un second temps, cette emprise foncière serait mise à disposition de l'OPAC de l'Oise dans le cadre d'un bail emphytéotique dans l'hypothèse où au moins 70 % de logements seraient financés en PLAI et PLUS.

En conséquence, un avenant à la convention de portage est conclu avec l'OPH OPAC de l'Oise, avec l'accord de la Ville de Beauvais.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

**Avenant n°1 à la Convention de Portage Foncier
n° CA EPFLO 2016 29/09-4/C147
entre l'EPFLO et l'OPH OPAC de l'Oise**

Madame Caroline CAYEUX, Maire la Commune de Beauvais et Monsieur Jean-Marc DESCHODT, Directeur de « **l'Etablissement Public Foncier Local du département de l'Oise** » (EPFLO), signataires de la convention de portage n° **CA EPFLO 2016 29/09-4/C147** ainsi que Monsieur Vincent PERONNAUD, Directeur Général de l'OPH OPAC de l'Oise,

Approuvent l'Avenant n° 1 à la convention de portage n° CA EPFLO 2016 29/09-4/C147 et la conclusion d'un bail emphytéotique dans les conditions suivantes :

- Emprise du bail emphytéotique

Le bail emphytéotique concerne la parcelle ci-après listée et telle que précisée dans le plan parcellaire figurant en annexe.

Section	Numéro	Lieudit / Adresse	Contenance cadastrale
AY	724	Rue de la Trépinrière	6 603 m ²
Soit une contenance totale environ			6 603 m²

- Programmation

Réalisation par l'OPAC de l'Oise d'un programme de construction de 24 logements individuels dont au moins 70 % financés en PLAI et PLUS.

- Prix de cession à terme

Le prix de cession correspond au prix de revient soit 535 817,35 € HT, conformément aux clauses générales de portage des biens, et tel que détaillé dans la fiche de calcul ci-annexée.

La conclusion d'un bail emphytéotique emporte exonération des frais d'ingénierie et d'actualisation de l'EPFLO.

- Montant de la redevance annuelle du bail emphytéotique

Le montant **de la redevance annuelle du bail emphytéotique est estimé à la somme de 5 358,17 € HT**, conformément aux clauses générales de portage des biens, et tel que détaillé dans la fiche de calcul ci-annexée.

Cette redevance annuelle sera actualisée annuellement, selon la formule suivante :

$$\text{Actualisation (A)} = \text{Taux du Livret A au 1er janvier de l'année considérée} -$$

1,5 %, A ne pouvant être inférieur à 1 %

- Durée du bail emphytéotique

La durée du bail emphytéotique sera de **60** ans.

- Bénéficiaire du bail emphytéotique

Le terrain fera l'objet d'un bail emphytéotique au bénéfice de l'OPAC de l'Oise.

Ainsi, l'EPFLO restera propriétaire du foncier pendant une durée maximale de **60 ans**. L'OPAC de l'Oise s'engageant à racheter le foncier au terme du bail emphytéotique.

Conformément à l'article 4 de la convention, l'OPH OPAC de l'Oise laisse l'EPFLO diffuser toute communication relative à cette intervention sur tout support à sa convenance et à mentionner la participation de l'EPFLO dans tous documents d'information ou de communication relatifs à l'opération envisagée.

D'un commun accord entre les parties, cet avenant prendra effet à compter de la signature du bail emphytéotique.

Fait à Beauvais le,

Le Directeur de l'EPFLO

Le Maire de la Ville de
Beauvais

Le Directeur Général de l'OPH
OPAC de l'Oise

Jean-Marc DESCHODT

Caroline CAYEUX


Vincent PERONNAUD

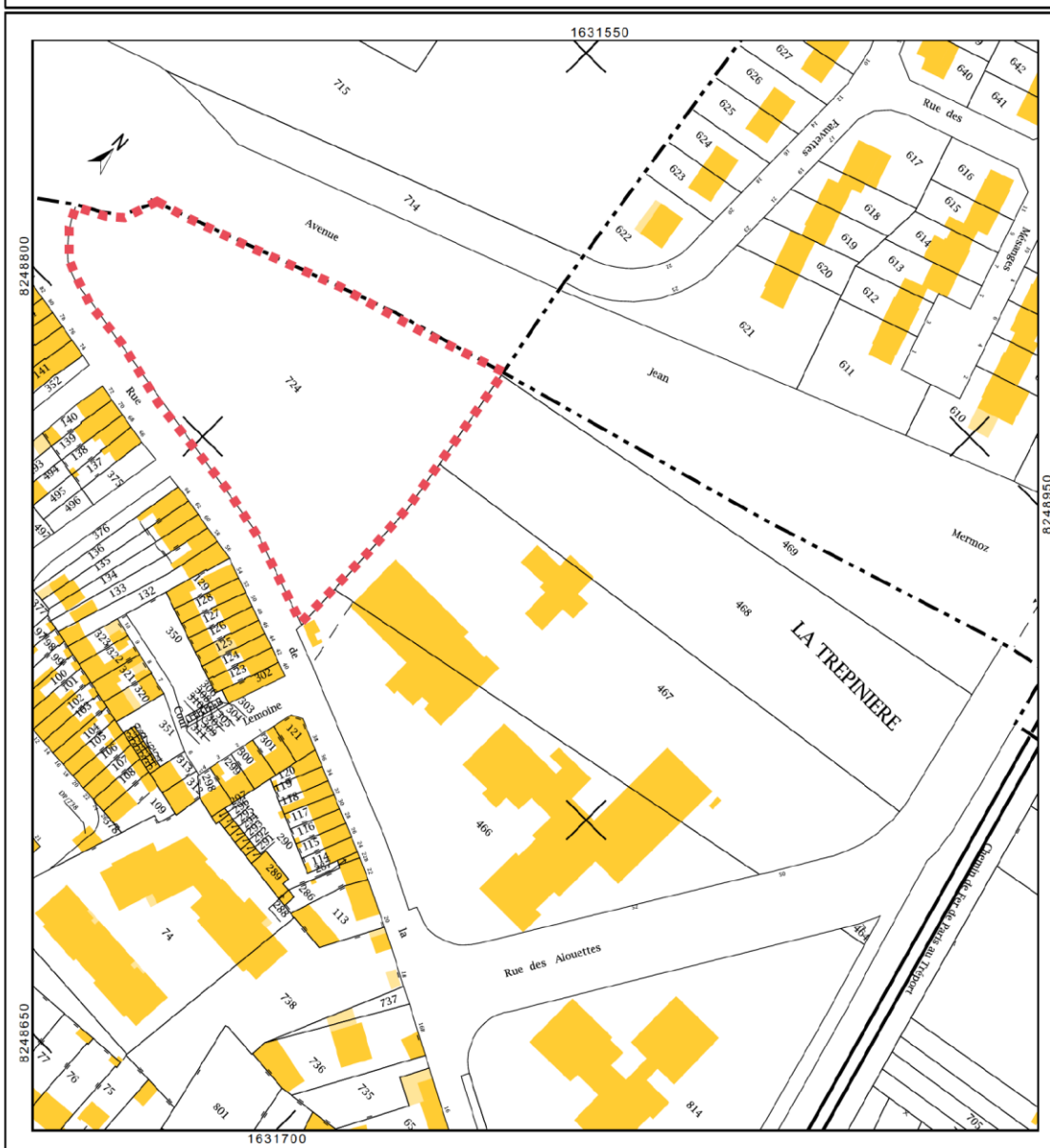
ANNEXES :

- Plan cadastral,
- Fiche de calcul,
- Faisabilité - Insertion,
- Lettre -Avis services de France Domaine en date du 26 novembre 2019,
- Délibération de la Ville de Beauvais,
- Délibération de l'OPH OPAC de l'Oise,
- Délibération CA EPFLO 2019 26/11-17 (Extrait pages 1 à 5),
- Clauses Générales de portage des biens.

PROJET

Plan cadastral

Département : OISE	DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES ----- EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL -----	Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant : BEAUVAIS POLE TOPOGRAPHIQUE 29 RUE DU DOCTEUR GERARD 80018 60018 BEAUVAIS CEDEX tél. 03-44-79-54-42 -fax 03-44-79-55-17 cdf.beauvais@dgflp.finances.gouv.fr
Commune : BEAUVAIS		
Section : AY Feuille : 000 AY 01	 Emprise du bail emphytéotique à consentir à l'OPAC de l'Oise (AY n°724)	Cet extrait de plan vous est délivré par : cadastre.gouv.fr
Échelle d'origine : 1/1000 Échelle d'édition : 1/1500		
Date d'édition : 29/10/2019 (fuseau horaire de Paris)		
Coordonnées en projection : RGF93CC49 ©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics		



Fiche de calcul

PROPRIETE EPFLO - FICHE DE CALCUL DU PRIX DE CESSION

Fiche de calcul éditée le : 28/10/2019

Cette fiche de calcul est valable 6 mois, sous réserve de modifications éventuelles des clauses de portage

n° Opération : OP0145
n° Convention : C 147

Beauvais
Rue de la Trépinère

Objectif Construction de 24 logements individuels

Opérateur désigné OPAC de l'Oise

Modalité de cession Vente à l'issue d'un bail emphytéotique EPFLO 60 ans

Acquisitions	N° Acquisiti	Cadastre		Superficie acquise en m ²	Prix d'acquisition €HT	Frais ou indemnités accessoires HT	
		Section	n°				
Consorts Genton	A0045	AY	724	6 603 m ²	530 000,00 €	0,00 €	
				0 m ²	0,00 €	0,00 €	
				0 m ²	0,00 €	0,00 €	
TOTAL				6 603 m ²	530 000,00 €	0,00 €	

Coût d'acquisition (dont frais accessoires directement liés à l'acquisition)	Total Prix d'acquisition	530 000,00 € HT
	Frais d'acte Hors taxes	5 287,35 € HT
	Frais d'actes sans TVA	530,00 € HT
	Frais d'agence	0,00 € HT
	Diagnostics	0,00 € HT
Coût d'acquisition		535 817,35 € HT

Coût des travaux et études de préparation du site	Démolition	0,00 € HT
	Désamiantage	0,00 € HT
	Coût des travaux et études	0,00 € HT

Surface à céder 6 603 m² soit 100,00%

Prix de revient EPFLO affectée au projet de cession 535 817,35 € HT

PRIX DE VENTE HT à l'issue du Bail Emphytéotique EPFLO 535 817,35 €

Régime de la TVA

Pour la perception des droits applicables à la vente, le Bailleur/Vendeur déclare :

- qu'il est assujéti à la TVA au sens de l'article 256 A du Code général des impôts ;
- que l'immeuble présentement vendu est assimilé à un terrain à bâtir au sens de du Code général des impôts ;
- que son acquisition n'avait pas ouvert droit à déduction de la TVA.

Par conséquent, la présente vente entre dans le champ d'application de la TVA suivant le régime de la TVA sur marge au titre de l'article 268 du code général des impôts au taux de 10% eu égard à la qualité de bailleur social de l'acquéreur . La TVA sera réglée par l'acquéreur le jour de la signature de l'acte.

Calcul de la marge fiscale Marge fiscale = Prix devente HT - (Prix d'acquisition + Frais sans TVA) 5 287,35 €

Montant de la TVA Taux applicable : 10% 528,74 €

PRIX DE VENTE TTC 536 346,09 €

Exonération des frais d'ingénierie et des frais d'actualisation pour un bail emphytéotique EPFLO

Redevance annuelle HT du bail emphytéotique EPFLO (montant actualisable) 5 358,17 €

Actualisation = Taux du livret A au 1er janvier de l'année considérée - 1,5 points de pourcentage.
L'actualisation ne peut être inférieure à 1% du prix de revient HT

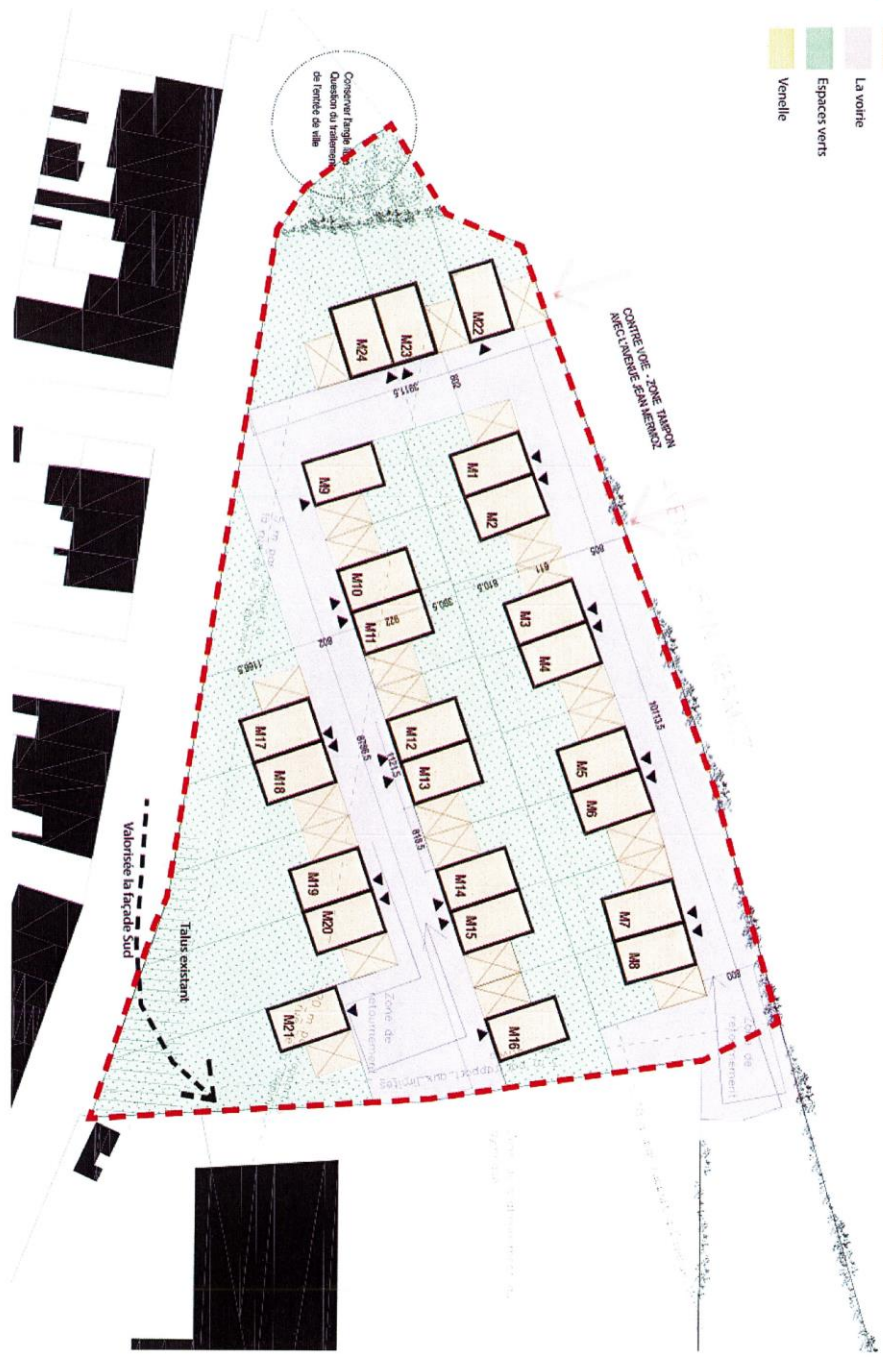
Faisabilité - Insertion



24 maisons accolées avec jardins

- Bâti
- La voirie
- Espaces verts
- Venelle

OPAC de l'Oise
Date de la réunion
27/08/2019



Lettre -Avis services de France Domaine en date du 26 novembre 2019



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Pôle d'évaluation domaniale de Beauvais
Téléphone :03 44 06 77 36
Courriel. :david.perie@dgfip.finances.gouv.fr
POUR NOUS JOINDRE :
Affaire suivie par : David PERIE
Réf LIDO : 2019-60057L1258

BEAUVAIS, le 26/11/2019

à

EPFLO

PAE DU HAUT VILLE

28 RUE JEAN-BAPTISTE GODIN

60 000 BEAUVAIS

Lettre -avis du Domaine

Objet :Bail emphytéotique rue de la Trépinère à Beauvais.

Par courrier du 4 novembre 2019, vous avez sollicité un avis du Domaine concernant les conditions financières du bail emphytéotique entre l'EPFLO et l'OPAC de l'Oise en vue de réaliser un programme de 24 logements sur la parcelle sise rue de la Trépinère à Beauvais (parcelle cadastrée AY 724).

Dans le cadre de l'évaluation de la valeur locative et de la valeur résiduelle du bien, il y a lieu en matière de bail emphytéotique de connaître les éléments permettant de calculer les apports nets respectifs du bailleur et du preneur.

S'agissant de votre opération, il s'agit en définitive d'un bail emphytéotique inversé dans lequel l'emphytéote aura la faculté de réunir la propriété du sol et du bâti à l'expiration du bail, en connaissant dès le départ de l'opération la valeur résiduelle.

Dans ces conditions, il s'agit d'une valeur financière qui n'appelle pas d'observation de la part du service.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,

Stéphane Régula

Responsable du pôle d'évaluation domaniale



Délibération de l'OPH OPAC de l'Oise

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT – OPAC DE L'OISE

9, avenue du Beauvaisis – B.P. 80616 – 60016 BEAUVAIS CEDEX

BUREAU

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 11 SEPTEMBRE 2019

Aujourd'hui, mercredi onze septembre deux mille dix-neuf à quatorze heures trente minutes, le **BUREAU** de l'Office Public de l'Habitat – **OPAC de l'Oise** dûment convoqué s'est réuni en son Siège situé 9, avenue du Beauvaisis – PAE du Haut Villé à BEAUVAIS sous la présidence de **Monsieur Arnaud DUMONTIER, Président de l'OPH OPAC de l'OISE.**

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Madame Ginette BAUDOIN, *Administrateur*

Monsieur Jean DESESSART, *Administrateur*

Madame Brigitte LEFEBVRE, *Administrateur*

Monsieur Gilles SELLIER, *Administrateur*

DÉPOSÉ
À LA PRÉFECTURE DE L'OISE

LE 16 SEP. 2019

ÉTAIENT EXCUSÉES :

Madame Gillian ROUX, *Administrateur pouvoir en blanc attribué à Brigitte LEFEBVRE*

Madame Danièle CARLIER, *Administrateur pouvoir en blanc attribué à Jean DESESSART*



Monsieur Vincent PERONNAUD, Directeur Général, remplit les fonctions de secrétaire administratif.

Le compte-rendu de la séance du 3 juillet 2019 est adopté.

OPH – OPAC DE L'OISE
BUREAU
Séance du 11 septembre 2019

BEAUVAIS – rue de la Trépinère – NPNRU Saint-Lucien :
Construction de 24 logements individuels en financement PLUS, PLAI et PLS dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du Quartier Saint-Lucien de Beauvais.

Le Président expose aux membres du BUREAU que l'O.P.H. – OPAC de l'Oise a un projet de construction de 24 logements sur un terrain sis à BEAUVAIS (Oise), rue de la Trépinère, cadastré section AY n° 724 d'une superficie de 6 603 m².

Ce projet fait partie de l'offre de reconstitution en logements dans le cadre du NPNRU du Quartier Saint-Lucien de Beauvais.

Sur ce terrain l'O.P.H. – OPAC de l'Oise prévoit de construire 24 logements individuels de type IV répartis en 8 PLUS, 12 PLAI et 4 PLS.

Une convention de portage foncier est intervenue entre l'E.P.F.L.O. et la commune de Beauvais en date du 03 novembre 2016.

Le terrain a été acquis par l'E.P.F.L.O. en date du 08 décembre 2016 pour un coût brut d'acquisition de 530.000,00 € HT.

Le bail emphytéotique d'une durée de 60 ans portera sur ce montant.

Un avenant de transfert à la convention de portage sera signé entre l'E.P.F.L.O., la commune de BEAUVAIS et l'O.P.H. – OPAC de l'Oise. Ainsi l'E.P.F.L.O. portera le terrain d'une assiette foncière de 6 603 m², afin que l'O.P.H. – OPAC de l'Oise puisse réaliser de 24 logements locatifs, moyennant un loyer ne pouvant pas être inférieur à 1% indexé sur le taux du Livret A au 1^{er} janvier de l'année considérée -1,5 point de pourcentage. À terme, l'E.P.F.L.O. s'engage à revendre le terrain à l'O.P.H.- OPAC de l'Oise au prix d'acquisition initial plus les frais de notaire.

Le dossier a été présenté et approuvé par le Comité d'Engagement et d'Investissement le 05 septembre 2019.

Conformément aux dispositions légales, l'avis sur les conditions financière de l'acquisition a été sollicité auprès du Service des Domaines par l'E.P.F.L.O. le 16 juin 2016 et obtenu le 29 juin 2016, et sera réactualisé.

Le BUREAU, après en avoir délibéré (**à l'exception de J. Desessart qui ne prend pas part au vote**), autorise le Directeur Général à signer la convention de portage et ses avenants, le bail emphytéotique ainsi que toutes les pièces nécessaires au bon déroulement de cette opération.

O.P.H. – OPAC DE L'OISE
 BUREAU
 Séance du 11 septembre 2019

.....
L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15h05.

Pour copie conforme,
LE PRÉSIDENT,


Arnaud DUMONTIER

DÉPOSÉ
À LA PRÉFECTURE DE L'OISE
LE 16 SEP. 2019



O.P.H. - OPAC DE L'OISE
BUREAU
Séance du 11 septembre 2019

PROJET

Délibération CA EPFLO 2019 26/11-17 (extrait de la page 1 à 5)

Envoyé en préfecture le 27/11/2019
Reçu en préfecture le 27/11/2019
Affiché le 
ID : 060-498408392-20191126-CA2019_26_11_17-DE

**Etablissement Public Foncier Local
du département de l'Oise**

CA EPFLO 2019 26/11-17

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LOCAL DU DÉPARTEMENT DE L'OISE

RÉUNION DU 26 NOVEMBRE 2019

**Objet : Opération dite « Rue de la Trépinère » - Commune de Beauvais
Signature d'un avenant n° 1 à la convention de portage n° CA EPFLO 2016 29/09-4/C147
Bail emphytéotique entre l'EPFLO et l'OPAC de l'Oise**

APRES avoir été convoqué par Jean DESESSART, Président, par courrier du 12 novembre 2019,

L'an deux mille dix-neuf, le mardi vingt-six novembre, le Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local des Territoires Oise & Aisne, s'est réuni dans l'Hémicycle au Conseil départemental de l'Oise à Beauvais.

En présence de 26 de ses membres présents ou représentés :

En tant que titulaires : 19

Monsieur Jean DESESSART, Monsieur Patrice FONTAINE, Madame Brigitte LEFEBVRE, Monsieur Franck PIA, Monsieur Didier RUMEAU, Madame Claire MARAIS BEUIL, Monsieur Jean-Luc BOURGEOIS, Monsieur Gérard HEDIN, Monsieur Jean-Noel GUESNIER, Monsieur Jean-Jacques DAUBRESSE, Monsieur Jean-Marie CARRE, Monsieur Pierre DESLIENS, Monsieur Benoît BIBERON, Monsieur Jean-Pierre LAGNY, Monsieur Jean-Louis DOR, Monsieur Lionel OLLIVIER, Monsieur Thierry BALLINER, Monsieur Alain BOUCHER, Monsieur Jean-Paul DOUET

En tant que suppléant remplaçant son titulaire : 1

Monsieur Michel FOUBERT

Etaient excusés et ayant donné pouvoir : 6

Monsieur Jean CAUWEL, ayant donné pouvoir à **Monsieur Jean-Noël GUESNIER**

Monsieur Alain CRÉMONT, ayant donné pouvoir à **Monsieur Jean-Marie CARRE**

Monsieur Patrice MARCHAND, ayant donné pouvoir à **Monsieur Franck PIA**

Madame Sophie LEVESQUE, ayant donné pouvoir à **Madame Brigitte LEFEBVRE**

Monsieur Arnaud DUMONTIER, ayant donné pouvoir à **Monsieur Benoît BIBERON**

Madame Manuelle MARTIN, ayant donné pouvoir à **Monsieur Jean DESESSART**

En présence également des membres suppléants suivants en qualité d'auditeur :

Monsieur Jacques DORIDAM, Monsieur Philippe VINCENTI, Madame Ophélie VAN ELSUWE

CA EPFLO 2019 26/11-17

Page 1/14

En présence également de :

Monsieur Jean-Marc DESCHODT, Directeur de l'Etablissement
Monsieur Jean-François LANDIER, Payeur Départemental

Etaient excusés :

Madame Nathalie LEBAS, Madame Audrey HAVEZ, Monsieur Philippe MARINI, Monsieur Jean-Claude VILLEMAIN, Monsieur Michel TRIAL, Monsieur Grégory TRUMP, Madame Corry NEAU, Monsieur Olivier PACCAUD, Madame Martine BORGOO, Monsieur Christophe DIETRICH, Madame Sandrine DE FIGUEIREDO, Madame Anne-Sophie FONTAINE, Monsieur Denis PYPE, Madame Béatrice DESESSART, Madame Fatima MASSAU, Monsieur Michel GUINIOT, Monsieur Philippe LAMBILLOTTE, Madame Béatrice LEJEUNE, Monsieur Laurent PORTEBOIS, Monsieur Serge MACUDZINSKI, Monsieur Abdelkrim KORDJANI, Monsieur Franck DELATTRE, Monsieur Dominique BONNAUD, Monsieur Jean-Jacques DUMORTIER, Madame Dolorès HUDO, Monsieur Charles POUPLIN, Monsieur Guy GODEFROY, Madame Catherine SABBAGH, Madame Amélie LACHAT, Monsieur Yves DULMET, Monsieur Philippe FALKENAU, Monsieur Didier JEUDON, Madame Marie-Hélène DURAND

Le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés, le Conseil d'Administration a valablement délibéré.

LE PRESIDENT EXPOSE,

Qu'en suivi de la demande de la Commune de Beauvais, l'Etablissement Public Foncier des Territoires Oise & Aisnes, a acquis le 8 décembre 2016, une emprise foncière située rue de la Trépinère, cadastrée section AY numéro 724 d'une superficie globale de 6 603 m² avec pour objectif la réalisation d'une opération à vocation d'habitat.

Ainsi, une convention de portage n° CA EPFLO 2016 29/09-4/C147 a été signée le 3 novembre entre l'EPFLO et la Commune.

Cette emprise foncière pourrait permettre la réalisation par l'OPAC de l'Oise d'un projet comportant 24 logements individuels en reconstitution de l'offre de logements déconstruits dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbains du quartier Saint-Lucien.

Afin de permettre la réalisation de ce projet d'aménagement, il est proposé de transférer dans un premier temps la convention de portage foncier au bénéfice de l'OPAC de l'Oise.

Dans un second temps, cette emprise foncière serait mise à disposition de l'OPAC de l'Oise dans le cadre d'un bail emphytéotique dans l'hypothèse où au moins 70 % de logements seraient financés en PLAI et PLUS.

Conformément aux clauses générales de portage, ce bail emphytéotique serait conclu dans les conditions suivantes :

- Durée de **60 ans**,
- Prix de vente à terme d'un montant de **535 817,35 € HT**,
- Redevance annuelle la première année, pour une signature de BE en 2020 : **5 358,17 € HT**
- **Actualisation annuelle** de la redevance selon la formule suivante : Taux du Livret A au 1^{er} janvier de l'année considérée – 1,5 point de pourcentage, avec un taux ne pouvant être inférieur à 1 %.

Etant précisé que l'EPFLO restera propriétaire du foncier pendant la durée du bail, l'OPAC de l'Oise s'engageant au rachat du bien au terme du bail emphytéotique.

La conclusion d'un bail emphytéotique emportera exonération des frais d'ingénierie et d'actualisation de l'EPFLO.

En conséquence, un avenant à la convention de portage n° CA EPFLO 2016 29/09-4/C147 sera conclu en vue du transfert du bénéfice de cette convention à l'OPH OPAC de l'Oise.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

VU, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 324-1 et suivants 221-1, L 221-2, L300-1, L.213.3,

VU, l'arrêté préfectoral du 21 mai 2007 portant création de l'Etablissement Public Foncier Local du département de l'Oise,

VU, la délibération du Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier Local du département de l'Oise en date du 7 décembre 2007 portant nomination de son Directeur Général,

VU, les arrêtés préfectoraux d'extension du périmètre de l'EPFLO en date des 18 janvier, 4 avril et 8 septembre 2008,

VU, la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis, en date du 16 février 2007, sollicitant l'adhésion à l'Etablissement Public Foncier Local du Département de l'Oise

VU, les arrêtés de Monsieur le Préfet de la Région Hauts de France – Nord-Pas-de-Calais Picardie, en date des 22 juillet 2016, 17 mars 2017, 26 juin 2017, 22 juillet 2019 et 8 novembre 2019 portant extension du périmètre de l'EPFLO,

VU, les statuts de l'Etablissement Public Foncier Local du département de l'Oise,

VU, le Règlement Intérieur de l'Etablissement Public Foncier Local du département de l'Oise,

VU, la délibération 2018 20/06-4 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Département de l'Oise en date du 20 juin 2018, portant sur l'actualisation des Clauses Générales de portage des biens,

VU, la délibération CA EPFLO 2018 28/03-20, portant délégation de pouvoir et de signature à Monsieur le Directeur de l'EPFLO,

VU, la délibération CA EPFLO 2018 28/11-2 adoptant le Programme Pluriannuel d'intervention 2019-2023,

VU, la délibération CA EPFLO 2019 03/07-3 portant suivi du programme pluriannuel d'intervention (PPI) 2019-2023,

VU, la délibération du Conseil Municipal de Beauvais en date du 30 juin 2016, sollicitant l'intervention de l'EPFLO,

VU, la délibération du conseil d'administration de l'EPFLO n° CA EPFLO 2016 29/09-4, en date du 29 septembre 2016, autorisant l'intervention de l'EPFLO,

VU, la convention de portage n° CA EPFLO 2016 29/09-4/C147 entre l'EPFLO et la Commune de Beauvais signée le 3 novembre 2016,

VU, la délibération du Bureau de l'OPAC de l'Oise en date du 11 septembre 2019 sollicitant le transfert du bénéfice de la convention de portage et la mise en place d'un bail emphytéotique à son profit,

VU, la délibération du conseil municipal de Beauvais autorisant le transfert du bénéfice de la convention de portage au profit de l'OPAC de l'Oise,

VU, la demande d'estimation faite auprès des services de France domaine en date du 30 octobre 2019,

CONSIDERANT,

- Que l'Etablissement Public Foncier Local de l'Oise a acquis une emprise foncière cadastrée section AY numéro 724, d'une superficie de 6 603 m², située sur la Commune de Beauvais, rue de la Trépinère, au prix de 530 000 € HT.
- La convention de portage CA EPFLO 2016 29/09-4/C147 conclue entre l'EPFLO et la Commune de Beauvais.
- Que cette emprise foncière doit permettre la réalisation d'un programme de construction de 24 logements locatifs dont au moins 70 % financés en PLUS et PLAI dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain du quartier Saint-Lucien.
- Qu'afin de permettre la réalisation de ce projet d'aménagement, il est proposé de transférer la convention de portage au bénéfice de l'OPAC de l'Oise et d'acter le principe de la conclusion d'un bail emphytéotique.

APRES avoir entendu le rapport de Monsieur le Président de l'Etablissement Public Foncier Local du département de l'Oise

Après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité, les conclusions suivantes :

Commune de Beauvais – Opération dite « Rue de la Trépinère »

- Emprise de l'opération

Le bail emphytéotique concerne la parcelle ci-après listée et telle que précisée dans le plan parcellaire figurant en annexe.

Section	Numéro	Lieudit / Adresse	Contenance cadastrale
AY	724	Rue de la Trépinère	6 603 m ²
Soit une contenance totale environ			6 603 m²

- Programmation

Réalisation par l'OPAC de l'Oise d'un programme de construction de 24 logements individuels dont au moins 70 % financés en PLAI et PLUS.

- Prix de cession à terme

Le prix de cession correspond au coût brut d'acquisition soit 535 817,35 € HT, conformément aux clauses générales de portage des biens, et tel que détaillé dans la fiche de calcul ci-annexée.

La conclusion d'un bail emphytéotique emporte exonération des frais d'ingénierie et d'actualisation de l'EPFLO.

- Montant de la redevance annuelle du bail emphytéotique

Le montant **de la redevance annuelle du bail emphytéotique est estimé à la somme de 5 358,17 € HT**, conformément aux clauses générales de portage des biens, et tel que détaillé dans la fiche de calcul ci-annexée.

Cette redevance annuelle sera actualisée annuellement, selon la formule suivante :

$$\text{Actualisation (A)} = \text{Taux du Livret A au 1er janvier de l'année considérée} - 1,5 \%, \text{ A} \\ \text{ne pouvant être inférieur à } 1 \%$$

- Durée du bail emphytéotique

La durée du bail emphytéotique sera de **60** ans.

- Bénéficiaire du bail emphytéotique

Le terrain fera l'objet d'un bail emphytéotique au bénéfice de l'OPAC de l'Oise.

Ainsi, l'EPFLO restera propriétaire du foncier pendant une durée maximale de **60 ans**. L'OPAC de l'Oise s'engageant à racheter le foncier au terme du bail emphytéotique.

AUTORISE Monsieur le Directeur de l'Etablissement Public Foncier Local du département de l'Oise ou les représentants qu'il désignerait expressément, à signer tous les documents relatifs à ce dossier et notamment :

- L'avenant n° 1 à la convention de portage conclue avec la Commune de Beauvais et l'OPAC de l'Oise, en vue du transfert du bénéfice de la convention et de la conclusion du bail emphytéotique,
- Le bail emphytéotique.

**Par délégation du Conseil d'Administration
Jean-Marc DESCHODT**



Directeur de l'EPFLO

Clauses Générales de portage des biens

Envoyé en préfecture le 11/12/2018
Reçu en préfecture le 11/12/2018
Affiché le 
ID : 060-498408392-20181128-2018_28_11_2_CA-DE

CLAUSES GÉNÉRALES DE PORTAGE

Annexe à la délibération PPI 2019-2023 du CA EPFLO du 28 novembre 2018

ARTICLE 1 : CADRE DE L'INTERVENTION DE L'EPFLO

1.1 CONDITIONS D'INTERVENTION

L'Établissement Public Foncier Local des territoires Oise et Aisne (EPFLO, également dénommé Établissement Public Foncier Local du Département de l'Oise) peut réaliser des opérations de portage foncier pour les Établissements Publics de Coopération Intercommunaux (EPCI) adhérents, les communes faisant partie des EPCI adhérents, les communes adhérentes sans leur EPCI ou toute personne publique. Des acquisitions foncières ou immobilières peuvent, à titre exceptionnel, être réalisées pour le compte de l'EPFLO.

Le bénéficiaire du portage foncier (EPCI, commune ou personne publique) est la personne engagée au rachat vis-à-vis de l'EPFLO.

L'EPFLO intervient sur le territoire des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale qui en sont membres et, à titre exceptionnel, il peut intervenir à l'extérieur de ce territoire d'intervention pour des acquisitions nécessaires à des actions ou opérations menées à l'intérieur de celui-ci.

Toute opération de portage foncier réalisée sur le territoire d'intervention de L'EPFLO nécessite l'accord des communes d'implantation, conformément aux dispositions prévues par l'article L 324-1 du code de l'Urbanisme :

« (...) aucune opération de l'établissement public ne peut être réalisée sans l'avis favorable de la commune sur le territoire de laquelle l'opération est prévue. Cet avis est réputé donné dans un délai de deux mois à compter de la saisine de la commune »

Après validation d'une nouvelle intervention par le Conseil d'Administration de l'EPFLO, une convention de portage ou un programme d'action foncière est signé entre le bénéficiaire du portage et l'Établissement. Ce document contractuel engage le bénéficiaire du portage foncier (EPCI, commune, personne publique) sur le respect des conditions et modalités de portage figurant aux présentes clauses générales de portages des biens de l'établissement, notamment en premier lieu l'engagement de garantir le rachat des biens concernés.

À l'issue de la période de portage définie contractuellement, la cession peut se faire soit au bénéficiaire de la convention de portage, soit à un opérateur désigné par ses soins.

1.2 - PROGRAMMES D'ACTION FONCIERE ET CONVENTIONS DE PORTAGE FONCIER

L'activité de l'EPFLO s'exerce dans le cadre d'un programme pluriannuel d'intervention fixé par son conseil d'administration, définissant l'orientation de la politique à suivre

Les opérations réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme relèvent en dernier ressort du conseil d'administration qui statue par délibération, en fonction des priorités et capacités d'intervention de l'établissement public foncier local.

À l'échelle de chaque intercommunalité, le programme pluriannuel d'intervention a vocation à être décliné en programmes d'activités globaux et contractualisés, les Programmes d'Action Foncière :

- **Le programme d'action foncière (PAF)** est une convention globale entre un EPCI et l'EPFLO, regroupant l'ensemble des acquisitions sollicitées par l'intercommunalité, sur la base des priorités de développement et d'aménagement de celle-ci, et dans le cadre d'un plafond financier fixé contractuellement.

Envoyé en préfecture le 11/12/2018
Reçu en préfecture le 11/12/2018
Affiché le 
ID : 060-498408392-20181128-2018_28_11_2_CA-DE

Le PAF permet des portages fonciers à court, moyen et long terme. Son objectif est de faciliter les opérations d'aménagement ou de renouvellement urbain à mener. Les démarches prospectives et globales sur un territoire, permettant la réalisation d'opérations urbaines longues et complexes avec un coût foncier supportable pour la collectivité.

L'autre dispositif contractuel d'intervention de l'EPFLO est la convention de portage foncier :

- **La convention de portage foncier** est une convention signée avec une collectivité, un EPCI ou une personne publique, incluant une ou des opérations de portage foncier menées avec l'EPFLO à court et moyen terme.

En l'absence d'acquisitions réalisées sur une période de 5 ans à compter de la signature de la convention de portage foncier, l'EPFLO sollicitera le bénéficiaire du portage foncier sur la nécessité de maintenir la convention. En l'absence de réponse dans un délai de deux mois, l'EPFLO peut mettre fin à la convention.

Les relations entre l'Établissement Public et les collectivités ou personnes publiques qui le sollicitent sont régies par un Programme d'Action Foncière ou une convention de portage foncier fixant les conditions d'acquisition, de gestion et de revente des biens fonciers et immobiliers.

Dans le cadre des Programmes d'Action Foncière ou des Conventions de portage foncier, des opérations de veille foncière peuvent être définies. Les **opérations de veille foncière** correspondent à des opérations pour lesquelles l'EPFLO ne va pas réaliser de démarches d'acquisitions directes, mais dans lesquelles l'existence d'opportunités foncières pourra donner lieu à des acquisitions par voie amiables ou par préemption. Les opérations de veille foncière sont définies dans le cadre d'un Programme d'Action Foncière ou d'une convention de portage foncière.

1.3 : TYPOLOGIE DES INTERVENTIONS

L'intervention de l'Établissement pour l'acquisition de biens fonciers et immobiliers est menée prioritairement pour accompagner les projets portés par les collectivités ou personnes publiques bénéficiaires, et ce, afin d'éviter toute spéculation à caractère privé.

De ce fait, l'EPFLO entend favoriser le portage **foncier sur la base de destinations préalablement affirmées**, portant sur les actions du Programme Pluriannuel d'Intervention décrites dans le présent article. L'engagement du bénéficiaire du portage à réaliser ou faire réaliser l'opération envisagée sera repris dans la convention de portage foncier ou dans le programme d'action foncière.

L'Établissement Public Foncier Local, poursuit deux objectifs principaux et un objectif transversal:

- ✓ Acquérir des biens fonciers ou immobiliers en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement ayant pour finalité la construction de logements, notamment de logements sociaux et de logements en accession sociale.
- ✓ Mener des actions en matière de développement économique.
- ✓ Limiter l'étalement urbain et favoriser le recyclage foncier : action sur les friches, dents creuses et gisements fonciers dans l'enveloppe urbaine, valorisation du patrimoine bâti. Les opérations situées dans l'enveloppe urbaine et de recyclage du foncier sont privilégiées.

C'est à ce titre, et en fonction des priorités définies par les documents d'urbanisme (SCoT, PLU, PLUi), les programmes locaux et départementaux de l'habitat (PLH, PDH), que des stratégies foncières seront mises en œuvre pour le compte des communes et EPCI adhérents.

Ces stratégies pourront également être déclinées en fonction de documents d'urbanisme ou de PLH/PDH en cours d'élaboration, mais non encore approuvés, et ce, lorsque les orientations de ces futurs documents auront été explicitement affirmées. L'objectif étant de mobiliser le foncier à coûts



maitrisés, tout en permettant la concrétisation dans les meilleurs délais de l'opération d'aménagement et de développement du territoire.

Les typologies d'intervention de l'EPFLO se déclinent autour des sept axes d'interventions suivants, explicités dans le Programme Pluriannuel d'Intervention 2019-2023 :

- 1. Soutenir les politiques locales de l'habitat**
L'objectif est de répondre aux besoins en logement et de diversification du parc de chaque territoire. L'EPFLO intervient en priorité pour des opérations valorisant des espaces situés dans l'enveloppe urbaine. Un soutien renforcé est apporté aux opérations de logements locatifs sociaux et d'accession aidée.
- 2. Favoriser la réalisation des projets urbains d'ensemble et la revitalisation des centres**
L'intervention de l'EPFLO permet la maîtrise foncière d'opérations globales. Elle est conditionnée à la cohérence de ces projets avec les documents d'urbanisme (SCoT, PLUi/PLU) et à la limitation de la consommation d'espace. Si l'opération est en extension urbaine, une densité minimale de 20 logements par hectare doit être respectée ou celle du document d'urbanisme si elle est supérieure.
- 3. Accompagner le développement économique**
Il s'agit de soutenir le développement économique et touristique par la mobilisation de fonciers stratégiques, en cohérence avec les schémas de cohérence territoriaux et plans locaux d'urbanisme. L'intervention se fera en priorité pour les projets identifiés dans le cadre d'un Programme d'Action Foncière.
- 4. Soutenir le commerce de proximité**
L'objectif de cette action est de contribuer au maintien et au développement du commerce de centre-bourg et de centre-ville par l'acquisition de murs commerciaux. L'acquisition peut également porter sur du foncier destiné à la réalisation de stationnement qui s'avère indispensable au maintien du commerce, dans le cadre d'une réflexion globale sur le centre-bourg ou le centre-ville (exemple : démarche FISAC).
- 5. Accompagner le développement des maisons de santé et des maisons d'assistantes maternelles**
L'objectif est de faciliter l'accès aux services de proximité par l'action foncière pour la réalisation de maison de santé et de maisons d'assistantes maternelles. Ces interventions sont notamment susceptibles de répondre à la problématique des « déserts médicaux »
- 6. Contribuer à la préservation des espaces naturels et agricoles**
Pour les espaces agricoles, les interventions se font en partenariat avec la SAFER. L'objectif est de permettre de disposer du foncier pour des opérations d'aménagement en préservant au mieux l'espace agricole et les exploitations en place, ainsi que de disposer d'un mécanisme de compensations agricoles.
Pour les espaces naturels, l'action se fait en partenariat avec le Conseil Départemental, notamment au titre de la politique des Espaces Naturels Sensibles.
- 7. Préparer l'action foncière par le cofinancement d'études :**
L'objectif de cette action est d'affiner le projet en amont d'une éventuelle intervention de l'EPFLO, pour mieux définir l'action foncière par le cofinancement d'études et diagnostics pré-opérationnels. Cela concerne toute étude liée à un projet de portage foncier : repérage du foncier mutable et de ses caractéristiques, études de faisabilité et de programmation, études techniques permettant de vérifier les caractéristiques d'un site (topographie, géotechnique, diagnostic pollution, diagnostic technique et amiante d'un bâtiment) etc...
Après validation du projet par le Conseil d'Administration, le **taux de participation** sera de **70 % du montant HT**. L'aide maximale est de 70 000 €.



Pour renforcer l'efficacité de l'action foncière, des minorations foncières peuvent être attribuées au titre :

- du soutien au logement locatif social et à l'accèsion aidée
- du recyclage foncier et de l'action sur les friches (toutes typologies d'intervention)
- de la valorisation du patrimoine bâti (toutes typologies d'intervention)
- des projets « Action Cœur de Ville » (toutes typologies d'intervention)

Les modalités de ces minorations foncières sont reprises à l'article 4.5 « minorations foncières ».

1.4 : CONDITIONS LIEES AU STATUT DU TERRAIN AU MOMENT DE L'ACQUISITION

L'intervention de l'EPFLO porte en principe sur des fonciers ne relevant pas de la maîtrise des collectivités territoriales, qui n'appartiennent pas de manière directe ou indirecte aux bénéficiaires du portage, que ces derniers aient la qualité de communes, d'EPCI, ou de personnes publiques (sauf si ce patrimoine représente une part marginale d'une intervention plus globale).

Ce principe ne s'applique pas aux acquisitions consécutives à l'exercice par son titulaire d'un droit de préemption avec l'accord préalable de l'EPFLO pour le portage de l'opération.

Des situations particulières pourront toutefois amener à déroger à ce principe. Des propriétés appartenant à des personnes publiques pourront notamment faire l'objet de portages de l'EPFLO pour des opérations visant le développement du logement locatif aidé, pour des opérations visant le commerce de proximité ou lorsque ce foncier a vocation à s'intégrer dans une opération d'aménagement plus globale.

ARTICLE 2 : ACQUISITIONS

2.1 – CONDITIONS D'ACQUISITION

L'Établissement Public Foncier Local de l'Oise procède à l'acquisition des biens fonciers et immobiliers dans le cadre d'intervention défini par l'article 1 :

- au moyen de négociations de gré à gré,
- par exercice d'un droit de préemption, par délégation des droits y afférent, par la collectivité signataire du contrat, ou par une autre collectivité détentrice de ces droits,
- par voie d'expropriation pour le compte de la collectivité.

Les acquisitions sont réalisées par l'EPFLO, hors intervention du juge, dans la limite de la valeur vénale fixée par le Service des Domaines, assortie d'une marge de négociation de 10%. À défaut d'accord sur ce prix, il y a recours à l'arbitrage du juge.

En cas d'acquisition amiable, il ne pourra, à titre exceptionnel, être dérogé à ce principe que sur délibération dûment motivée du bénéficiaire du portage foncier engagé au rachat, ladite demande de dérogation sur les conditions d'acquisition devant également être approuvée par le conseil d'administration de l'EPFLO.

En l'absence d'avis du Service des Domaines, les acquisitions sont réalisées dans la limite du plafond fixé par le Conseil d'Administration, en accord avec le bénéficiaire du portage foncier. Dans le cas d'une préemption pour laquelle la Déclaration d'Intention d'Aliéner n'a pas fait l'objet d'un avis du Service des Domaines, le prix proposé par l'EPFLO est fondé sur sa connaissance des marchés fonciers et immobiliers locaux.

Les acquisitions réalisées par l'EPFLO font l'objet d'une réitération par acte notarié.

2.2 - DUREE DE PORTAGE (CAS GENERAL)

Sauf opérations spécifiques prévues au 2.3, la durée de portage est de 5 ans, éventuellement renouvelable. Dans le cas d'opérations complexes, la durée de portage initiale peut être de 10 ans.

La durée de portage est calculée à compter de la date d'acquisition des biens par l'EPFLO, sauf dispositions contraires définies dans la convention de portage foncier ou dans le Programme d'Action Foncière.

La catégorie de durée de portage est déterminée en fonction de la nature des projets et de la stratégie foncière présentés par la collectivité.

2.3 - DUREE DE PORTAGE (OPERATIONS SPECIFIQUES)

Pour la mise en œuvre du PPI, le Conseil d'Administration peut accepter des portages spécifiques :

- pour le développement d'une offre locative sociale,
- pour la préservation du commerce de proximité et pour le développement des maisons de santé et maisons d'assistantes maternelles,

L'EPFLO se réserve également la possibilité de conclure des baux et conventions spécifiques tels que le Bail à Construction, le Bail Réel Solidaire, ...

2.3.1 Développement d'une offre locative sociale (bail emphytéotique EPFLO 60 ans)

En vue de permettre le développement d'une offre locative sociale, le Conseil d'Administration de l'EPFLO aura la faculté d'accepter des durée de portage pouvant aller jusqu'à 60 années.

L'EPFLO donne le foncier à bail emphytéotique EPFLO à un organisme de logement social pour y développer une opération comportant au minimum 70% de logements financés en PLUS ou PLAI.

Les conditions sont présentées au 4.4.1

2.3.2. Préservation du commerce de proximité, développement des maisons de santé et maisons d'assistantes maternelles (bail emphytéotique EPFLO 20 ans)

Pour la préservation du commerce de proximité et pour le développement des maisons de santé et maisons d'assistantes maternelles, des portages de type Bail Emphytéotique EPFLO d'une durée de 20 ans peuvent être consentis au bénéficiaire du portage engagé au rachat ou à la personne publique qu'il aura désigné.

Les conditions sont présentées au 4.4.2

2.4 - CHANGEMENT DE CATEGORIE DE PORTAGE

Le passage d'un bien d'une catégorie de portage à une autre ne peut intervenir, si des modifications sensibles dans les conditions initialement prévues pour la réalisation d'une opération d'aménagement sont intervenues, qu'après accord de l'EPFL formalisé par un avenant au Programme d'Action Foncière ou à la convention de portage foncier.

2.5 - PROROGATION DE DELAI ET DEPASSEMENT D'ECHEANCE

Le bénéficiaire du portage foncier peut solliciter une prolongation de la durée de portage. Cette demande doit être motivée et intervenir au plus tard 6 mois avant le date de la fin de portage, faute de quoi les obligations de rachat définies au 4.3 peuvent s'appliquer.



Tout dépassement d'échéance de la durée de portage n'ayant pas fait l'EPFLO peut être, sur proposition du Conseil d'Administration, soumis aux modalités particulières suivantes :

Le taux simple de l'intérêt légal, majoré de 3 points, sera substitué au taux d'actualisation contractuel prévu au 4.2.2 suivant.

Les modalités en sont les suivantes :

- ⇒ La différence entre le taux d'actualisation prévu aux termes du contrat et le taux d'intérêt légal majoré de 3 points, sera recouvrée chaque année auprès du bénéficiaire du portage.

ARTICLE 3 : GESTION ET JOUISSANCE DES BIENS ACQUIS PAR L'EPFLO

3.1 - PRINCIPES GENERAUX

La gestion des biens acquis par l'EPFLO, libres ou occupés, pour le compte d'une collectivité ou d'une personne publique, est transférée au bénéficiaire du portage foncier, dans les conditions précisées dans les articles suivants.

Aux regards des spécificités de l'opération, l'EPFLO peut à tout moment, après accord express du bénéficiaire du portage engagé au rachat, recouvrer la gestion des biens acquis tant qu'il en demeurera propriétaire, notamment pour des projets d'occupations transitoires.

Cette dérogation, à défaut d'être retranscrite dans la convention de portage initiale ou dans le programme d'action foncière, devra faire l'objet d'une régularisation par voie d'avenant à ces conventions ou programmes

3.2 - DUREE

La gestion des biens est, sauf disposition spécifique prévue au 3.1, conférée au bénéficiaire du portage engagé au rachat:

- à compter de l'entrée en jouissance du bien par l'EPFLO, notifiée à la collectivité ou à la personne publique par l'EPFLO, pour les biens acquis postérieurement à la date de signature de la convention de portage foncier ou du programme d'action foncière
- à compter de la date de signature de la convention de portage foncier ou du programme d'action foncière, pour les biens déjà propriétés de l'EPFLO et intégrés à la convention de portage foncier ou au programme d'action foncière.
- jusqu'à la date :
 - du rachat par le bénéficiaire du portage (collectivité ou personne publique), ou l'opérateur qu'il aura désigné
 - ou de la signature du bail emphytéotique EPFLO, prévu à l'article 4.4 ci-après,
 - ou de la notification de reprise d'un bien à l'initiative de l'EPFLO, dans le cas où le bénéficiaire du portage ne respecterait pas ses engagements, notamment le rachat d'un bien à l'échéance prévue. Dans cette hypothèse, la gestion du bien sera assurée par l'EPFLO, à compter de la notification effectuée par ce dernier, par lettre recommandée avec accusé de réception.

3.3 - CHARGES ET CONDITIONS D'UTILISATION DES BIENS

Hormis en matière d'assurances et d'indemnisation des sinistres, le bénéficiaire du portage foncier (collectivité ou personne publique) est subrogé dans tous les droits et obligations de l'EPFLO, en sa qualité de propriétaire.

À ce titre, le bénéficiaire du portage foncier prend les biens dans l'état où ils lui sont remis par l'EPFLO et doit les maintenir en bon état d'entretien et de sécurité. Il en assume les charges de toute nature (frais d'impositions, contrats de fournitures, d'entretien..).

Il veille tout particulièrement à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des personnes et la conservation des biens. Il peut, de son propre chef, réaliser ou faire réaliser les travaux y afférent. Cependant, les travaux affectant durablement la consistance du bien, notamment de démolition, de construction, de réaménagement, de réhabilitation (...) sont soumis à l'accord préalable de l'EPFLO.

Le bénéficiaire du portage foncier peut toutefois demander à l'EPFLO de prendre en charge les travaux à réaliser sur les biens. Après accord de l'EPFLO, la commande se fait alors dans le respect de la législation applicable aux marchés publics, à partir d'un descriptif ayant reçu l'agrément de la collectivité. Le coût des travaux est dans ce cas répercuté sur le prix de cession des biens, suivant les modalités définies à l'article 4.2 ci-après.

Le bénéficiaire du portage foncier s'engage également à informer l'EPFLO de tous les problèmes et litiges pouvant survenir pendant la durée de détention des biens.

Il sollicitera l'autorisation de l'EPFLO préalablement au dépôt de toute demande pour laquelle l'autorisation du propriétaire est requise. Sont visées notamment les demandes de permis d'aménager, permis de démolir, de construire, les autorisations de fouilles et de sondages.

3.4 – OCCUPATIONS

Toute modification des conditions d'occupation doit faire l'objet d'une information préalable de l'EPFLO.

3.4.1- Pour les **biens acquis occupés**, le bénéficiaire du portage foncier doit veiller à la bonne exécution des baux et conventions en cours au moment de l'acquisition des biens par l'EPFLO, notamment percevoir et recouvrer, par voie judiciaire le cas échéant, les loyers et toute somme due au titre de la location.

Le bénéficiaire du portage foncier doit prendre en charge le relogement des occupants.

3.4.2 - Pour les biens **acquis libres**, et de ce fait soumis au régime de la précarité prévu par les codes de l'urbanisme et de l'expropriation, le bénéficiaire du portage foncier consentira exclusivement des concessions temporaires ne conférant au preneur aucun droit au renouvellement ni au maintien dans les lieux. Dans le cas de concessions pour des terres à usage agricole, la fin de ces concessions est encadrée suivant les dispositions de l'article L221-2 du Code de l'Urbanisme.

Ces règles ne s'appliquent pas aux biens pour lesquels il a été signé un Bail Emphytéotique EPFLO, le preneur du bail pouvant conclure des baux de droit commun.

3.5 - ASSURANCE DES BIENS

3.5.1 - Pour le propriétaire – EPFLO

En sa qualité de propriétaire, l'EPFLO assurera les biens acquis. Le contrat couvrira les biens contre les événements courants en matière immobilière. Les biens voués à la démolition bénéficient toutefois de garanties restreintes du fait de cette spécificité.

L'EPFLO informera le bénéficiaire du portage de toute modification des garanties souscrites en matière de dommages aux biens.

Envoyé en préfecture le 11/12/2018
Reçu en préfecture le 11/12/2018
Affiché le 
ID: 060-498408392-20181128-2018_28_11_2_CA-DE

3.5.2 - Pour le gestionnaire du bien (par défaut le bénéficiaire du portage)

Le bénéficiaire du portage devra le cas échéant se garantir contre les risques locatifs et produire annuellement à l'EPFLO l'attestation correspondante.

Le bénéficiaire du portage pourra choisir de compléter à son profit et à ses frais, s'il le souhaite, les garanties souscrites conformément au 3.5.1.

3.6 - INEXECUTION DES OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE DU PORTAGE

Les frais qui pourraient être mis à la charge de l'EPFLO du fait de l'inexécution ou de la mauvaise exécution des engagements pris par le bénéficiaire du portage foncier (indemnités d'éviction, indemnisation de préjudice subi par un tiers, frais de procédure, travaux éventuels...) s'ajouteront au prix de revient qui constitue la base du prix de vente du bien.

3.7 - SUSPENSION DES INTERVENTIONS DE L'EPFLO

L'Établissement pourra, après décision de son conseil d'administration et sans préjudice des dispositions de l'article 2.5, suspendre toute acquisition pour le compte du bénéficiaire du portage foncier dès lors qu'une des obligations énoncées dans les clauses de portage n'aura pas été satisfaite, et cela jusqu'au complet rétablissement des engagements pris ou de l'échéancier prévu.

ARTICLE 4 : CESSION DES BIENS

4.1 - CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions du présent article s'appliquent aux biens **acquis** dans le cadre des conventions de portage foncier et des programmes d'action foncière qui régissent les relations entre l'établissement public foncier local et les bénéficiaires de portages fonciers, ainsi qu'aux éventuels biens précédemment acquis et qui y sont intégrés conventionnellement.

4.2 - MODALITES DE CESSION

4.2.1 – Prix de cession

Le prix de cession hors taxes des biens fonciers et immobiliers est par principe le **prix de revient** hors taxes qui comprend :

- Le coût d'acquisition :
 - la valeur d'acquisition des biens et les indemnités de toutes natures versées aux ayant-droits,
 - les frais de notaire,
 - les frais divers liés aux acquisitions (cadastre, publicité foncière, document d'arpentage, diagnostics immobiliers ...),
- Le coût des travaux et études dont l'EPFLO est maître d'ouvrage et liés à la préparation du site (dépollution, sécurisation, clôtures, démolition, étude de sols, diagnostics,...)

Des minorations foncières peuvent être éventuellement accordées, venant dans les modalités définies ci-après au 4.5, applicables pour des opérations ne faisant pas l'objet d'un portage spécifique (bail emphytéotique EPFLO)



Le régime de soumission à la TVA des cessions sera arrêté dans les conditions en vigueur au jour de la vente suivant l'assujettissement ou non du vendeur et la qualité du bien considéré. Il en sera de même des modalités de ce calcul s'il y a lieu pour préciser s'il s'agira d'une TVA sur marge ou d'une TVA sur la totalité du prix de cession.

4.2.2. – Frais d'ingénierie et d'actualisation foncière

Les montant HT des frais d'ingénierie et d'actualisation foncière sont arrêtés dans le cadre des modalités de cession et deviennent exigibles le jour de l'acte de cession auprès du bénéficiaire de portage ou de l'acquéreur si substituant.

- ✓ Les frais d'ingénierie s'élèvent à 3,5 % du prix de revient défini au 4.2.1.
- ✓ À compter de la sixième année suivant l'année civile de l'acquisition, le bénéficiaire du portage ou l'acquéreur s'y substituant est également redevable d'une actualisation annuelle de A% applicable par acquisition au prix de revient hors taxes, A étant calculé selon la formule suivante par acquisition:

Actualisation : A= Taux du livret A au 1^{er} janvier de l'année considérée - 1,5 points de pourcentage, avec A ne pouvant être inférieur à 1%

L'actualisation est calculée par année civile, avec un différé d'amortissement de 5 ans (par exemple, pour un bien acheté en 2019, l'actualisation annuelle commencera à compter de 2025. Si la cession a lieu en 2024 ou avant, il n'y a pas de frais d'actualisation). L'acte de cession doit intervenir au plus tard le 31 décembre de l'année pour laquelle l'actualisation est arrêtée, faute de quoi l'actualisation reprend son cours.

Le Conseil d'Administration peut par délibération décider de l'exonération partielle ou totale des frais d'ingénierie et d'actualisation, notamment pour des opérations portées par des organismes dont la vocation principale est le logement social.

4.3 - ENGAGEMENTS DE RACHAT DE LA COLLECTIVITE OU DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Le bénéficiaire du portage foncier s'engage à procéder auprès de l'EPFLO au rachat des biens fonciers et immobiliers au plus tard au terme de la durée de portage (cf. article 2.2)

À tout moment, le bénéficiaire du portage peut procéder à des rachats par anticipation s'il le souhaite.

À la demande du bénéficiaire du portage, les biens pourront être cédés à l'opérateur de son choix, qu'il aura éventuellement désigné après mise en concurrence. Le bénéficiaire du portage foncier reste toutefois responsable des engagements qu'il a souscrits jusqu'à la signature de l'acte par l'opérateur qu'il aura désigné ou jusqu'au terme du bail emphytéotique conclu avec un opérateur qui n'est pas une personne publique (cf. article 4.4.1).

Envoyé en préfecture le 11/12/2018
Reçu en préfecture le 11/12/2018
Affiché le 
ID : 060-498408392-20181128-2018_28_11_2_CA-DE

4.4 - BAIL EMPHYTEOTIQUE EPFLO

4.4.1 Bail emphytéotique EPFLO logement (60 ans)

Pour des opérations comportant au minimum 70% de logements financés en PLUS ou PLAI, l'EPFLO peut consentir un Bail Emphytéotique spécifique dit « Bail Emphytéotique EPFLO – Logement » (dans la limite de 60 ans), tel que stipulé au 2.3.1. Ce bail a une durée maximale de 60 ans.

Le preneur verse à l'EPFLO une redevance annuelle actualisable égale à A % du prix de revient.

A= Taux du Livret A au 1^{er} janvier de l'année considérée – 1,5 points de pourcentage, avec A ne pouvant être inférieur à 1%

Le preneur s'engage à racheter le bien au prix de revient à l'échéance du bail. Toutefois, un rachat de manière anticipé est possible par le preneur à compter de la 19^{ème} année.

Il ne sera pas appliqué d'actualisation au moment de la revente du bien au bénéficiaire du portage ou au bailleur qui s'y substituerait.

Si le preneur du bail n'est pas une personne publique, le bénéficiaire du portage (commune, EPCI ou personne publique) intervient en tant que cosignataire du contrat de bail, s'engageant ainsi à en assurer l'exécution complète jusqu'à son terme.

Le montant de la TVA applicable sera exigible au jour de la signature du Bail Emphytéotique.

4.4.2 Bail emphytéotique EPFLO pour commerces, maisons de santé, maisons d'assistantes maternelles (20 ans)

Pour opérations de commerce de proximité, de maison de santé ou maisons d'assistantes maternelles, il peut être consenti par l'EPFLO un bail emphytéotique spécifique dit « Bail Emphytéotique EPFLO 20 ans » tel que stipulé au 2.3.2

Le preneur est le bénéficiaire du portage du foncier engagé au rachat, ou la collectivité ou la personne publique désignée par le bénéficiaire du portage foncier.

Le preneur verse à l'EPFLO une redevance annuelle calculée sur le prix de revient, composée d'une redevance actualisable A et d'une annuité B, calculées ainsi :

A= Taux du Livret A au 1^{er} janvier de l'année considérée – 1,5 points de pourcentage, avec A ne pouvant être inférieur à 1%

B = 2 points de pourcentage (2%) du prix de revient. Le total des sommes B sera déduit du prix de revient à rembourser en fin de bail.

Le preneur s'engage à racheter le bien au prix de revient à l'échéance du bail. Toutefois, un rachat de manière anticipé est possible. Dans tous les cas, les annuités B déjà versées sont déduites du prix de revient exigible.

Il ne sera pas appliqué d'actualisation au moment de la revente du bien au bénéficiaire du portage ou à la personne publique qui s'y substituerait.

Le montant de la TVA applicable sera exigible au jour de la signature du Bail Emphytéotique.

4.5 MINORATIONS FONCIERES

4.5.1 Champ d'application et modalités générales

Des minorations foncières pourront être accordées sur des biens acquis par l'EPFLO au moment de leur cession au bénéficiaire du portage engagé au rachat ou de l'opérateur qu'il aura désigné.

En tout état de cause et dans la limite des règles énoncées ci-après, l'attribution de minorations foncières relèvera de la décision du Conseil d'Administration de l'EPFLO qui se prononcera :

- au vu des éléments fournis par le bénéficiaire de la convention engagé au rachat et de la difficulté effective à réaliser l'opération envisagée, afin d'éviter tout effet d'aubaine.
- en fonction des capacités financières disponibles du fonds de minoration foncière

Les opérations bénéficiant d'un portage spécifique (bail emphytéotique EPFLO) ne sont pas éligibles aux minorations foncières.

Il existe trois axes de minoration foncière :

- La minoration « soutien au logement aidé »
- La minoration « friches et recyclage foncier »
- La minoration « valorisation du patrimoine bâti »

Une minoration complémentaire « Cœur de Ville » peut être sollicitée en complément d'une ou de plusieurs minorations foncières. Les modalités d'éligibilité aux minorations sont détaillées ci-après.

Les minorations « logement », « friches et recyclage foncier », « patrimoine bâti » et « cœur de ville » sont cumulables mais **ne peuvent donner lieu à une prise en charge de plus de 50% du prix de revient HT EPFLO**, tel que défini au 4.2.1.

Pour garantir l'usage conforme du montant de minoration total aux modalités et objectifs des différentes minorations, les règles suivantes sont définies :

- Si la cession se fait au profit d'une commune, d'une intercommunalité, d'une personne publique ou d'un organisme de logement social, le montant de la minoration foncière totale est directement déduit du prix de cession. Si le projet réalisé ne respecte pas les modalités définies, la part correspondante de minoration doit être remboursée (clause de remboursement).
- Si la cession ne se fait pas au profit d'une personne publique ou d'un organisme de logement social, le montant de la minoration foncière est séquestré (ou consigné) lors de la cession. Si le projet réalisé respecte les modalités de minoration, le montant de minoration pourra être débloqué. Si le projet ne respecte pas les modalités définies, la part correspondante de minoration sera restituée à l'EPFLO.
- Dans tous les cas, si les caractéristiques finales du projet réalisé sont modifiées, il ne sera pas octroyé de minoration supplémentaire au total délibéré par le Conseil d'Administration.

Le montant des minorations est calculé sur une base de prix hors taxes. La TVA, si elle est exigible, sera calculée sur la base du prix de cession minoré. En cas de non-respect des modalités donnant lieu à restitution du montant de la minoration, l'EPFLO se réserve le droit d'exiger le complément de TVA calculé sur le prix de cession total avant minoration.

Dans le cas d'opérations où l'EPFLO ne maîtrise qu'une partie du foncier, l'application de la minoration éventuelle se fera au prorata de la surface portée par l'EPFLO.

Exemple : si l'EPFLO porte 30% du foncier d'un programme de logement, le calcul de la minoration se fera en appliquant un coefficient de 30% sur la programmation totale en logement.

4.5.2 Modalités de la minoration « soutien au logement aidé »

- La minoration concerne :
 - o les logements locatifs sociaux (PLUS, PLAI, PLS)
 - o le locatif intermédiaire financé par un PLI
 - o les logements en accession aidée (PSLA, Bail Réel Solidaire ou autre dispositif destiné à des ménages dont les revenus ne dépassent pas les plafonds de ressources du PSLA).
- Les montants de minoration sont définis par type de logement et par mètre carré de surface utile, et le montant de la minoration ne peut pas dépasser 50% du prix de revient EPFLO HT.

Type de logement	PLAI	PLUS	PLS	PLI	Accession aidée
Montant par m ²	110	90	60	20	50

- L'éligibilité à la minoration foncière « logement » est conditionnée au respect d'une densité minimale de 20 logements par hectare, ou celle du document d'urbanisme si elle est supérieure.
 - En cas d'assainissement non collectif, l'emprise nécessaire à l'assainissement n'entre pas dans le calcul de la densité.
- Le montant de la minoration sera calculé sur la base des surfaces du programme définies lors du permis de construire ou pour le logement social dans le dossier de financement.
 - Pour les cessions à un Organisme Foncier Solidaire, cette minoration pourra être exceptionnellement majorée sur décision du Conseil d'Administration de l'EPFLO.
- Pour les logements de type « accession aidée », des clauses anti-spéculatives pourront être insérées dans l'acte de cession par l'EPFLO.

4.5.3 Modalités de la minoration « friches et recyclage foncier »

- Travaux et études éligibles : tout travaux et études liés à la préparation du site (dépollution, sécurisation, démolition, diagnostics...).
- Le montant de la minoration correspond à 100% du montant HT des travaux et études engagés par l'EPFLO, dans la limite de 50% du prix de revient EPFLO HT.
- Attribution de la minoration pour des projets entrant dans le cadre du PPI (sauf opération bénéficiant d'un bail emphytéotique).

4.5.4 Modalités de la minoration « valorisation du patrimoine bâti »

- Le montant de la minoration peut atteindre jusqu'à 300 € par mètre carré de bâti préservé.
- Attribution sur dossier de la minoration pour des projets entrant dans le cadre du PPI (sauf opération bénéficiant d'un bail emphytéotique).
 - o Par dérogation, l'attribution de la minoration pour le patrimoine peut porter sur des biens dont la destination est un équipement public.
- Le maître d'ouvrage doit s'associer des compétences d'un architecte. Le dossier doit présenter les plans du projet et les coûts associés à la valorisation du patrimoine.
- Une commission, notamment composée de représentants de l'EPFLO et des CAUE de l'Oise et de l'Aisne (Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement), émet un avis sur l'éligibilité des projets, préalablement à leur présentation au Conseil d'Administration de l'EPFLO qui reste le seul organe compétent pour acter du montant des minérations foncières.

Envoyé en préfecture le 11/12/2018
Reçu en préfecture le 11/12/2018
Affiché le 
ID : 060-498408392-20181128-2018_28_11_2_CA-DE

4.5.5 Modalités de la minoration complémentaire « Action Cœur de

- Les opérations éligibles sont celles situées dans un périmètre d'opération de revitalisation de territoire (ORT), liés aux conventions « Action Cœur de Ville »
- Minoration de 25% du prix de revient HT, complémentairement à une ou plusieurs minoration (« logement aidé », « friches et recyclage foncier », « patrimoine bâti »), dans la limite de 50% du prix de revient HT.
- Attribution de la minoration pour des projets entrant dans le cadre du PPI (sauf opération bénéficiant d'un bail emphytéotique).

ARTICLE 5 : APPLICATION DES CLAUSES DE PORTAGE

Les clauses de portage s'appliquent par défaut aux portages de l'EPFLO. À la demande du bénéficiaire du portage foncier, les présentes clauses de portage peuvent être appliquées aux conventions de portage foncier et Programme d'Actions Foncières déjà signées.

Sur décision du Conseil d'Administration, les conventions de portage foncier ou Programmes d'Action Foncière peuvent, de manière exceptionnelle et motivée, définir des modalités qui diffèrent des clauses de portage. Le cas échéant, les conditions particulières définies dans les conventions de portage foncier ou Programmes d'Action Foncière l'emportent alors sur les clauses générales de portage.

Envoyé en préfecture le 11/12/2018
Reçu en préfecture le 11/12/2018
Affiché le 
ID : 060-498408392-20181128-2018_28_11_2_CA-DE

ANNEXE : LEXIQUE DES TERMES UTILISÉS

Bénéficiaire du portage : commune, intercommunalité ou personne publique pour laquelle l'EPFLO réalise un portage foncier. Le bénéficiaire du portage est la personne engagée au rachat vis-à-vis de l'EPFLO.

Biens : le terme de « biens » décrit les biens fonciers et immobiliers pour lesquels l'EPFLO réalise des acquisitions : parcelles (bâties ou non), locaux d'un bâti, lot bâti (lot de copropriété ou lot de division en volume).

Convention de portage foncier : convention signée avec une collectivité, un EPCI ou une personne publique, incluant une ou des opérations de portage foncier menées avec l'EPFLO à court et moyen terme.

Programme d'action foncière (PAF) : convention globale signée entre une intercommunalité et l'EPFLO, regroupant l'ensemble des opérations de portage foncier sollicitées par l'intercommunalité, sur la base des priorités de développement et d'aménagement de celle-ci.

Commission Commission générale**Service** Foncier

Réf : 2020-305

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Foncier - Regularisations foncières avec le bailleur CDC Habitat - Quartier Saint-Jean

Le bailleur CDC HABITAT possède un ensemble immobilier sis rue Bach et Haendel à Beauvais, composé de deux îlots. Chacun d'entre eux est constitué d'un ensemble de logements individuels et collectifs en front de rue et desservis par une voirie interne actuellement propriété de la ville de Beauvais.

Des travaux de résidentialisation ont été menés dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine du quartier Saint-Jean afin de sécuriser l'accès de la résidence et permettre aux locataires une appropriation plus forte de leur cadre de vie.

Dans ce contexte les allées César Franck et Etienne Chabrier ont été privatisées car intégrées dans le périmètre de résidentialisation des Musiciens.

Il convient donc de régulariser la situation foncière en cédant notamment au bailleur les emprises foncières situées en cœur d'îlot qui ont été privatisées ainsi que des allées piétonnes, des emplacements de stationnement servant aux locataires et quelques espaces verts.

L'avis des domaines en date du 20 mars 2020 précise qu'une cession à l'euro symbolique n'appelle pas d'observation.

La ville cède au bailleur social les parcelles nouvellement cadastrées section :

AJ 382 (353 m²), AJ 633 (1 m²), AJ n° 634 (12 m²), AJ n° 635 (506 m²), AJ n° 636 (516 m²), AJ n° 637 (1 m²), AJ n° 638 (26 m²), AJ n° 639 (62 m²), AJ n° 640 (746 m²), AJ n° 641 (49 m²), AJ n° 643 (1 m²), AJ n° 645 (31 m²), AJ n° 647 (164 m²), AJ n° 649 (11 m²) et AJ n° 651 (6 m²), le tout pour une superficie totale de 2485 m².

La ville de Beauvais accepte l'acquisition des parcelles nouvellement cadastrées AJ n° 654 (47 m²) et AJ n° 656 (4 m²), le tout pour une superficie totale de 51 m².

Etant ici précisé qu'en application de l'article L 141-3 du code de la voirie routière la cession est dispensée d'enquête publique préalable, les fonctions de desserte du site pour les riverains demeurant assurées.

Il est donc proposé au conseil municipal :

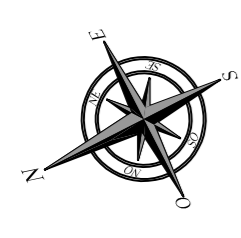
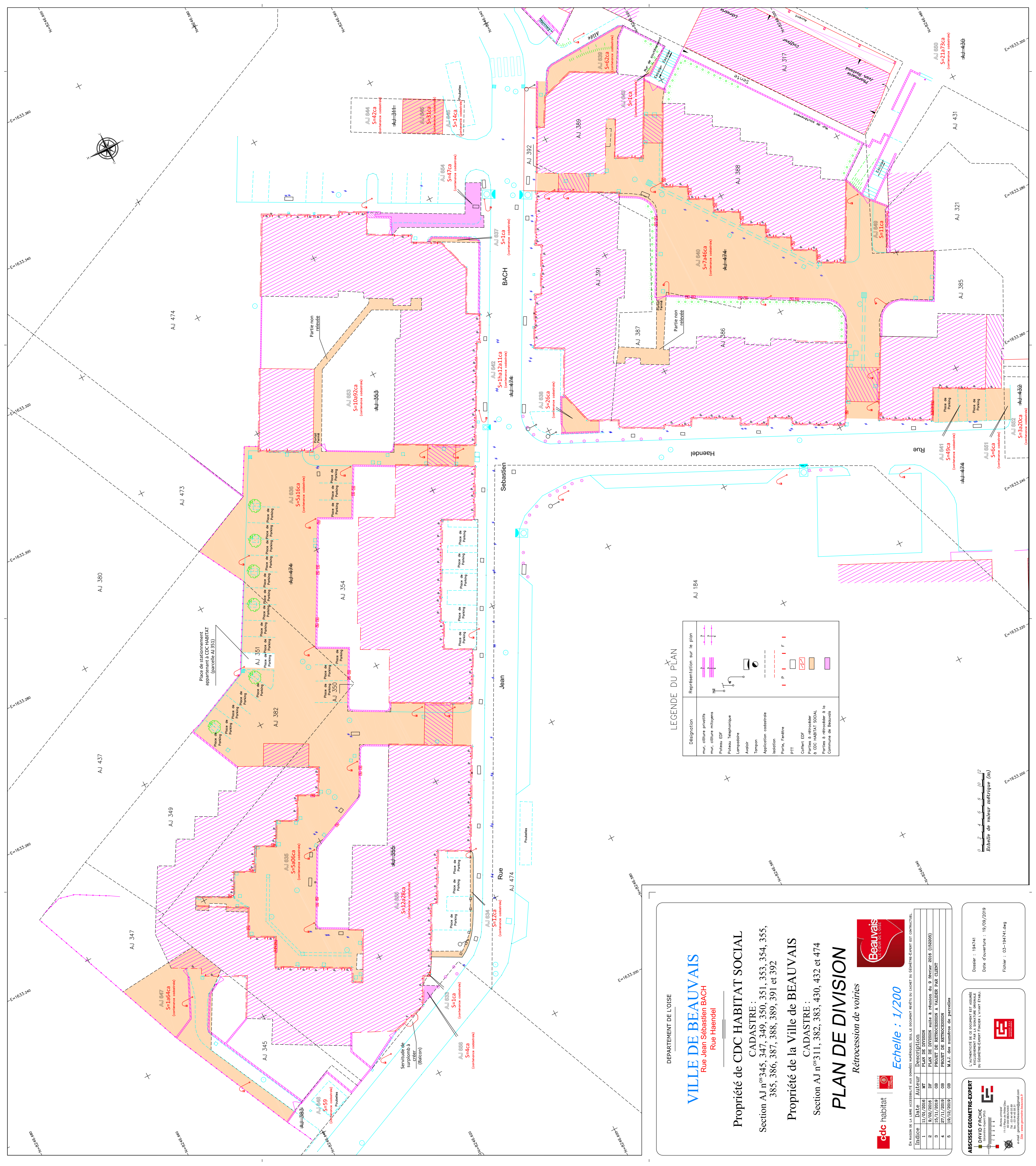
- de constater la désaffectation et déclasser du domaine public communal les parcelles cadastrées section AJ 382, AJ 633, AJ n° 634, AJ n° 635, AJ n° 636, AJ n° 637, AJ n° 638, AJ n° 639, AJ n° 640, AJ n° 641, AJ n° 643, AJ n° 645, AJ n° 647, AJ n° 649 et AJ n° 651, le tout pour une superficie totale de 2485 m²,
- de céder à l'euro symbolique à CDC HABITAT les parcelles cadastrées section AJ ns° 382, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 643, 645, 647, 649 et 651 d'une superficie totale de 2485 m²,

- d'acquérir à l'euro symbolique auprès de CDH HABITAT les parcelles cadastrées section AJ ns° 654 et 656 d'une superficie totale de 51 m²,
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

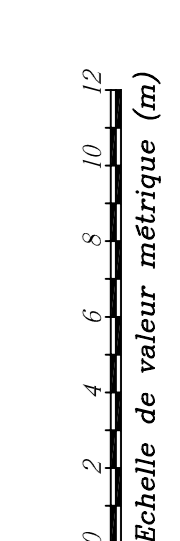
Ce plan est proposé comme un document d'information, non contractuel, non exhaustif et n'est en aucun cas une copie complète des documents approuvés en vigueur.
Les informations ainsi mises à disposition ne sont pas opposables aux tiers et ne peuvent être utilisées pour avoir des droits.





LEGENDE DU PLAN

Désignation	Représentation sur le plan
mur, clôture privatifs	[Symbol: Dashed line]
mur, clôture mitoyens	[Symbol: Dashed line with dots]
Poteau EDF	[Symbol: Square with cross]
Poteau Téléphonique	[Symbol: Square with cross]
Lampadaire	[Symbol: Circle with cross]
Avaloir	[Symbol: Circle with cross]
Touquet	[Symbol: Square with cross]
Application cadastrale	[Symbol: Dashed line]
Isolation	[Symbol: Dashed line]
Porte, Fenêtre	[Symbol: Dashed line]
PTT	[Symbol: Square with cross]
Coiffet EDF	[Symbol: Square with cross]
Perles à rétroscéder à CDC HABITAT SOCIAL	[Symbol: Square with cross]
Perles à rétroscéder à la Commune de Beauvais	[Symbol: Square with cross]



DEPARTEMENT DE LOISE

VILLE DE BEAUVAIS
Rue Jean Sébastien BACH
Rue Haendel

Propriété de CDC HABITAT SOCIAL

CADASTRE :
Section AJ n°s 345, 347, 349, 350, 351, 353, 354, 355,
385, 386, 387, 388, 389, 391 et 392

Propriété de la Ville de BEAUVAIS

CADASTRE :
Section AJ n°s 311, 382, 383, 430, 432 et 474

PLAN DE DIVISION

Rétrocession de voiries



Echelle : 1/200

En vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 août 2000 relative aux libertés d'accès aux documents administratifs, ce document est mis à disposition de tous les citoyens sur le site www.beauvais.fr.

Indice	Date	Auteur	Désignation
1	11/02/2016	DP	PLAN DE DIVISION
2	19/02/2016	DP	PLAN DE DIVISION suite à réunion du 9 février 2016 (142200)
3	15/11/2019	OB	PROJET DE RETROCESSION A VALIDER PAR CLIENT
4	27/11/2019	OB	PROJET DE RETROCESSION
5	19/12/2019	OB	M.A.J. des numéros de parcelles

ABCSSE GEOMETRE-EXPERT
1113 Rue de France
95000 BEAUVAIS
Tel : 03 44 48 02 00
email: geom@abcsse.com
Site: www.abcsse.com

L'AUTHENTICITE DE CE DOCUMENT EST ASSUREE
ET GARANTIE PAR LA SIGNATURE ELECTRONIQUE
DE GEOMETRE-EXPERT FORTIS L'UNION EUROPEENNE

Dossier : 194741
Date d'ouverture : 19/09/2019
Fichier : 03-194741.dwg

**DIRECTION GENERALE
DES FINANCES PUBLIQUES**

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Commune : BEAUVAIS (057)
Section : AU
Feuilles(s) : 000 A.J.01
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Qualité du plan : Plan régulier avant 20/03/1980
Date de l'édition : 18/12/2019
Support numérique : -----

Numero d'ordre du document darpentage : 9135 F
Document vérifié et numéroté le 18/12/2019
APTGC Beauvais
Par Jean Debeussart
Géomètre
Signé

Cachet du service d'origine :

BEAUVAIS
POLE TOPOGRAPHIQUE
29 RUE DU DOCTEUR GERARD
60018 BEAUVAIS CEDEX
Téléphone : 03 44 79 42 42
Fax : 03 44 79 55 17
cdif.beauvais@99fp.finances.gouv.fr

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)
Le présent document darpentage, certifié par le
propriétaire sousigné(s) (3) a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : ----- effectué
sur le terrain ;
C - D'après un plan darpentage de bornage, dont copie
ci-jointe, dressé le ----- par -----
géomètre à -----
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance
des informations relatives au dos de la chemise 6463.
A -----, le -----

Modification selon les énonciations d'un acte à publier

D'après le document d'arpentage dressé
Par **DAVID FACHE**
Réf. : **M4741**
Le **27/11/2019**

(1) Revoir les notices annexes. La formule a été applicable dans le cas d'une équipe (GAI) révisée par
(2) Qualité des plans, dans sa formule E, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(3) Praticien agréé (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou architecte titulaire du
diplôme de géomètre, etc.)
(4) Praticien agréé (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou architecte titulaire du
diplôme de géomètre, etc.)
responsable qualité de l'archive informatique, etc.,



Commune :
BEAUVAIS (057)

N° d'ordre du document d'arpentage : 9134 K
Document vérifié et numéroté le 18/12/2019
A PTGC Beauvais
Par Jean Debeaussart
Géomètre
Signé

Cachet du service d'origine :

BEAUVAIS
POLE TOPOGRAPHIQUE
29 RUE DU DOCTEUR GERARD

60018 BEAUVAIS CEDEX
Téléphone : 03-44-79-54-42
Fax : 03-44-79-55-17
cdf.beauvais@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION

(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : _____ effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le _____ par _____ géomètre à _____.
Les propriétaires ont eu pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.
A _____, le _____

- (1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).

Section : AJ
Feuille(s) : 000 AJ 01
Qualité du plan : Plan régulier avant 20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 18/12/2019
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage dressé
Par DAVID FACHE (2)

Réf. : 194741

Le 27/11/2019

Modification des enonciations d'acte à publier



Commission Commission générale**Service** Foncier

Réf : 2020-298

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Foncier - convention de servitude ENEDIS - parcelle ZE 553p - établissement d'un poste de transformation de courant électrique et passage de canalisations électriques

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique rue Jean-Michel SCHILLE à Beauvais, il est nécessaire d'installer un poste de transformation de courant électrique sur la parcelle cadastrée section ZE n° 553 sise lieudit le Manoury appartenant à la ville de Beauvais.

C'est pourquoi ENEDIS sollicite la ville de Beauvais pour établir à demeure pendant toute la durée de la concession sur la parcelle cadastrée section ZE n°553p d'une superficie d'environ 3,38 m² un poste de transformation de courant électrique et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité.

Par ailleurs, ENEDIS requiert également un droit de passage sous la parcelle cadastrée section ZE n° 553 afin de faire passer trois canalisations électriques dans une bande d'un mètre de large sur une longueur de huit mètres environ, et leurs accessoires nécessaires pour assurer l'alimentation du poste de transformation de courant électrique et la distribution publique d'électricité.

Il est ici précisé que la ville de Beauvais recevra à titre de compensation forfaitaire et définitive la somme de quinze euros (15 €) pour chaque convention de servitude à savoir l'édification du poste de transformation et l'installation des raccordements audit poste.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- de mettre à disposition d'ENEDIS pour toute la durée de la concession la parcelle cadastrée section ZE n° 553p d'une superficie d'environ 3,38 m² en vue d'édifier un poste de transformation de courant électrique ainsi que ses accessoires moyennant une indemnité unique et forfaitaire de quinze euros (15 €).
- de concéder à ENEDIS un droit de passage sur la parcelle cadastrée section ZE n°553p en vue d'établir à demeure dans une bande d'un mètre de large trois canalisations électriques sur une longueur totale de huit mètres environ et leurs accessoires moyennant une indemnité unique et forfaitaire de quinze euros (15€).
- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Commune de : Beauvais

Département : OISE

N° d'affaire Enedis : DC22/017163 60 - RACCORDEMENT C4 - PITPOINT FRANCE - RUE DE CLERMONT - RN31

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Le Directeur Régional ENEDIS Picardie M. Jean-Lorain GENTY, 15 rue Bruno D'Agay à Amiens, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE BEAUVAIS** représenté(e) par **CAYEUX Caroline**, dûment habilité(e) à cet effet

Demeurant à : **1 Rue Desgroux, 60000 BEAUVAIS**

Téléphone : **0344794000**

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association.

(*) Si le propriétaire est une commune ou un département, indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du....

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Le propriétaire susnommé se déclarant propriétaire des bâtiments et terrains, lui et ses ayants-droit concèdent à Enedis à titre de droit réel au profit de la distribution publique d'électricité, les droits suivants :

ARTICLE 1 - OCCUPATION

Occuper un Local d'une superficie de 3.38 m², situé MANOURY faisant partie de l'unité foncière cadastrée ZE 553 d'une superficie totale de 2819 m².

Ledit Local est destiné à l'installation d'un(e) Poste de transformation de courant électrique et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité (ci-joint annexé à l'acte, un plan délimitant l'emplacement réservé à Enedis.l'(le) Poste de transformation de courant électrique et les appareils situés sur cet emplacement font partie de la concession et à ce titre seront entretenus et renouvelés par Enedis.

ARTICLE 2 – DROIT DE PASSAGE

Faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension nécessaires et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens, pour assurer l'alimentation du Poste de transformation de courant électrique et la distribution publique d'électricité.

Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc)

Pour assurer l'exploitation desdits ouvrages, Enedis ou toute personne ayant un accès au réseau délivré par Enedis bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattages de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

ARTICLE 3 – DROIT D'ACCES

Le propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence de jour comme de nuit à l'emplacement réservé à Enedis (poste et canalisations), ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires, en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Le propriétaire susnommé s'engage à garantir ce libre accès. Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.

Le plan, ci-annexé et approuvé par les deux parties, situe le Local , le poste, les canalisations et les chemins d'accès.

Enedis veille à laisser la/les parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son/ses intervention(s) au titre des présentes.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations électriques, aucune plantation, aucune culture, et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages. Le propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le/le Poste de transformation de courant électrique ou d'en gêner l'accès.

Lorsque le propriétaire met à disposition d'Enedis un local, ce dernier reste la propriété du propriétaire, qui devra en assumer notamment l'entretien.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DES OUVRAGES

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice des droits réels ainsi constitués.

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires dans l'avenir, seront à la charge de la partie cause de la modification ou du déplacement.

ARTICLE 6 – CAS DE LA VENTE OU DE LA LOCATION

En cas de vente, de location ou de toute mise à disposition de ses bâtiments et terrains, le propriétaire susnommé et ses ayants-droit s'engagent à faire mention, dans l'acte de vente ou de location, des dispositions de la présente convention que l'acquéreur ou le locataire sera tenu de respecter.

ARTICLE 7 – DOMMAGES

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question aux articles 1 et 2, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants. Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, Enedis fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

ARTICLE 9 – INDEMNITE

En contrepartie des droits qui lui sont concédés, Enedis devra verser au plus tard au jour de la signature de l'acte authentique au propriétaire qui accepte, et par la comptabilité du notaire, une indemnité unique et forfaitaire de quinze euros (15 €).

Département :
OISE

Commune :
BEAUVAIS

Section : ZE
Feuille : 000 ZE 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 27/07/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

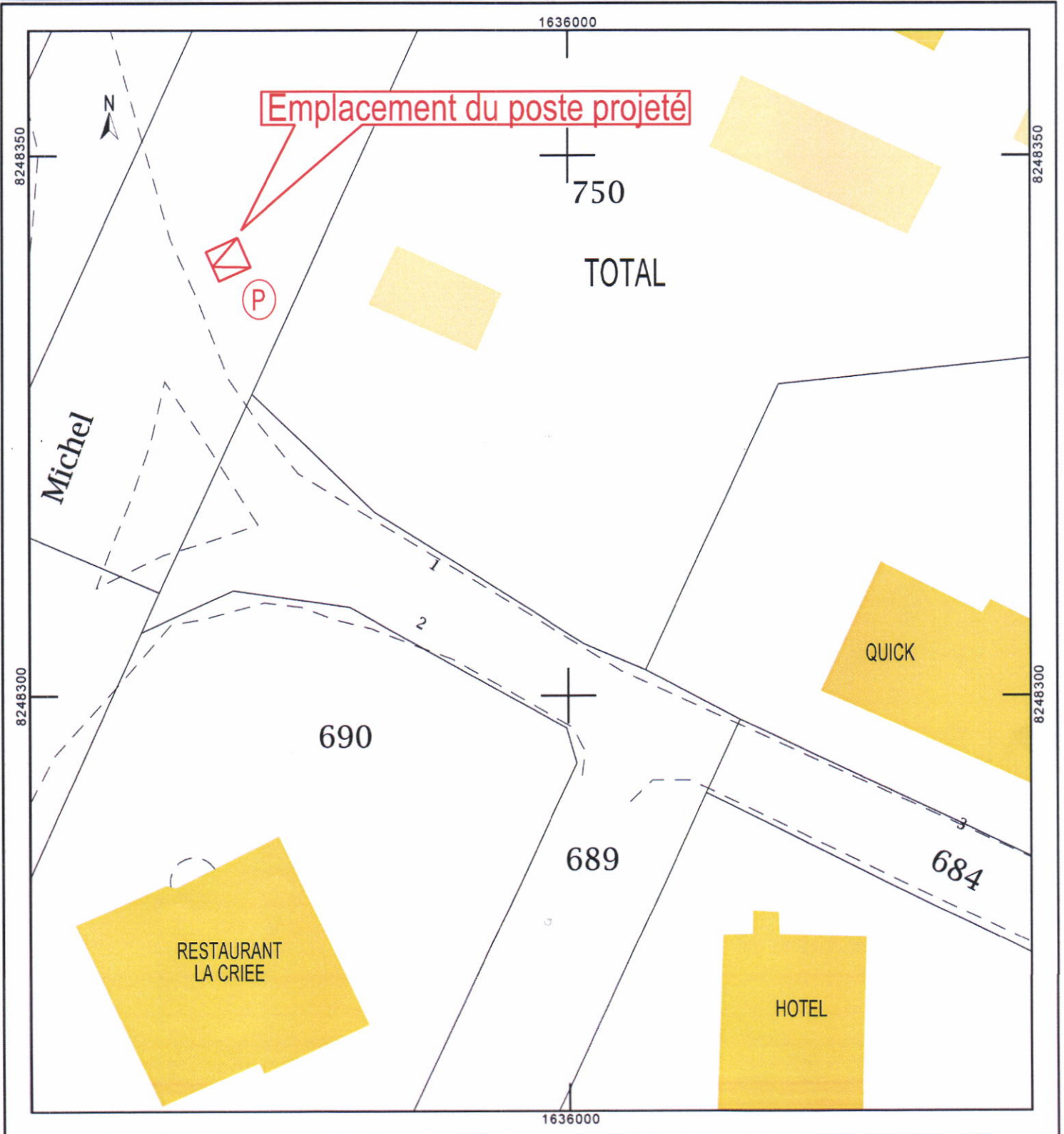
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
BEAUVAIS
POLE TOPOGRAPHIQUE 29 RUE DU
DOCTEUR GERARD 60018
60018 BEAUVAIS CEDEX
tél. 03-44-79-54-42 -fax 03-44-79-55-17
cdif.beauvais@dgifp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





CONVENTION DE SERVITUDES

Commune de : Beauvais

Département : OISE

Une ligne électrique souterraine : 20 000 et 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DC22/017163 60 - RACCORDEMENT C4 - PITPOINT FRANCE - RUE DE CLERMONT - RN31

Chargé d'affaire Enedis : GERARD Sébastien-1

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Le Directeur Régional ENEDIS Picardie M. Jean-Lorain GENTY, 15 rue Bruno D'Agay à Amiens, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE BEAUVAIS** représenté(e) par **CAYEUX Caroline**, dûment habilité(e) à cet effet

Demeurant à : **1 Rue Desgroux, 60000 BEAUVAIS**

Téléphone : **0344794000**

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association.

(*) Si le propriétaire est une commune ou un département, indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du....

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après lui appartient :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
Beauvais		ZE	553		

Le propriétaire déclare en outre, conformément aux articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, que la parcelle, ci-dessus désignée est actuellement (*) :

- non exploitée(s)
- exploitée(s) par-lui même
- exploitée(s) par

qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles décret s'il l'exploite lors de la construction de la(les) lignes électrique(s) souterraine(s). Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par les articles L.323-4 à L.323-9 et les articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la parcelle, ci-dessus désignée, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1.1/ Etablir à demeure dans une bande de 1 mètre(s) de large, 3 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 8 mètres ainsi que ses accessoires.

1.2/ Etablir si besoin des bornes de repérage.

1.3/ Sans coffret

1.4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.

1.5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Enedis veille à laisser la/les parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son/intervention(s).

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité desdits ouvrages.

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l'ouvrage(les ouvrages) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 - Indemnités

3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1er, Enedis s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 7 ci-après :

- au propriétaire qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de quinze euros (15 €).
- Le cas échéant, à l'exploitant qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (€).

Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles¹ conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

¹ Protocoles "dommages permanents" et "dommages instantanés" relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles

ARTICLE 4 - Responsabilité

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en vigueur

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

En égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par l'article L323-4 du Code de l'Energie, pourra être authentifiée, en vue de sa publication au service de la Publicité Foncière, par acte notarié, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Elle vaut, dès sa signature par le propriétaire, autorisation d'implanter l'ouvrage décrit à l'article 1er.

Nonobstant ce qui précède, le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif à la parcelle concernée, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....

Le.....

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE BEAUVAIS représenté(e) par CAYEUX Caroline, dûment habilité(e) à cet effet	

- (1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
- (2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A....., le

Département :
OISE

Commune :
BEAUVAIS

Section : ZE
Feuille : 000 ZE 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 27/07/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

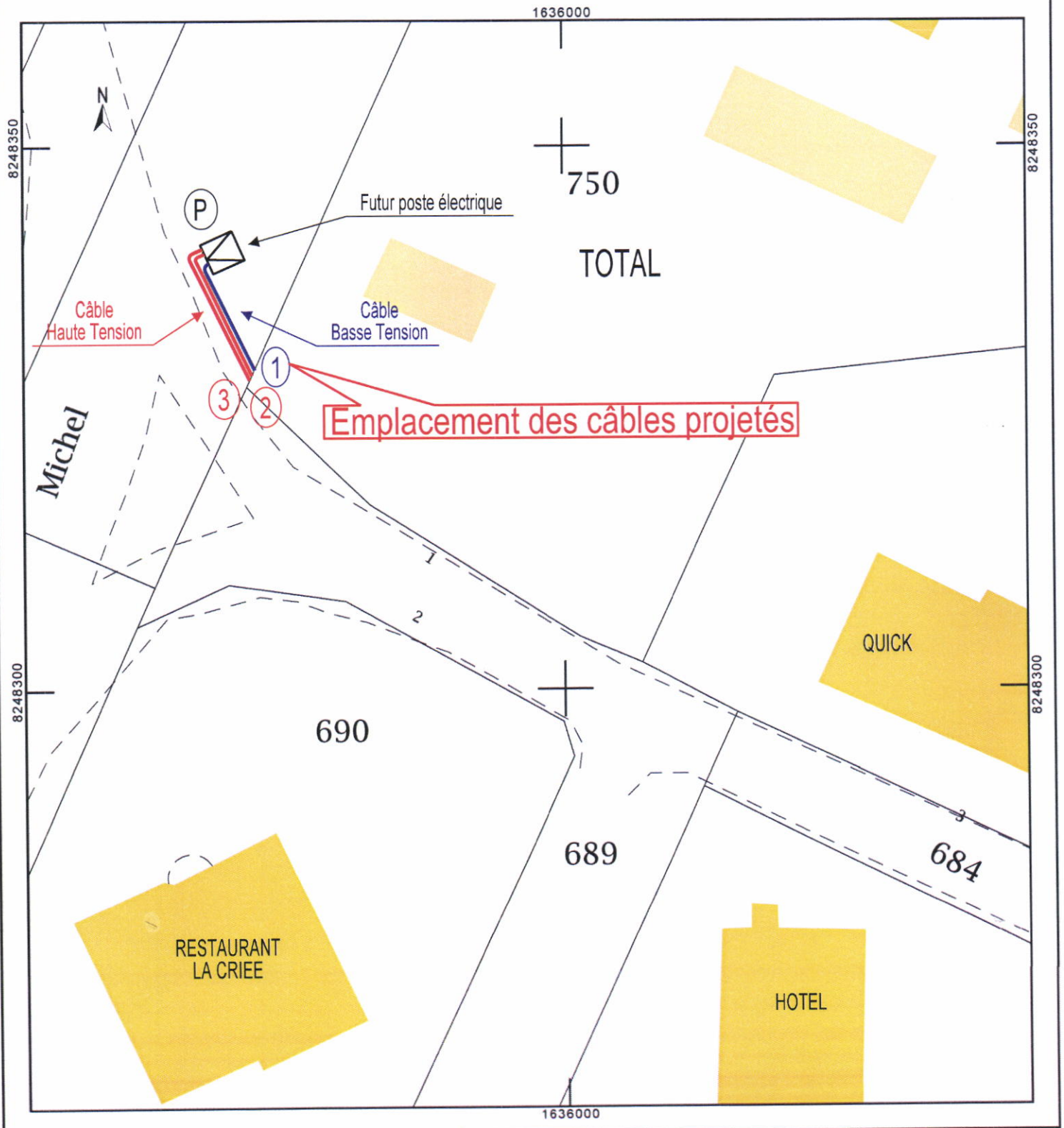
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
BEAUVAIS
POLE TOPOGRAPHIQUE 29 RUE DU
DOCTEUR GERARD 60018
60018 BEAUVAIS CEDEX
tél. 03-44-79-54-42 -fax 03-44-79-55-17
cdif.beauvais@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Commission Commission générale

Service Foncier

Réf : 2020-304

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Foncier - Lancement de la procédure d'enquête publique préalable au déclassement d'un terrain sis rue du Val

Monsieur et Madame LAASRI sont propriétaires de la parcelle cadastrée section BY n°338 sise 55 rue du Val à Beauvais.

Ces derniers ont sollicité la ville de Beauvais pour acquérir le parking adjacent à leur propriété d'une emprise d'environ 106 m².

Il s'agit d'un terrain à usage de parking comprenant six places de stationnement et situé en zone UDb au PLU.

L'acquisition dudit terrain leur permettrait de sécuriser leur propriété car ce parking est utilisé comme un lieu de dépôt sauvage.

Etant ici précisé que le service diagnostic quartier a observé la fréquentation du parking durant dix jours, à des heures différentes, en journée ainsi que le soir. Il a été constaté que le parking est peu fréquenté et que les riverains se stationnent au plus près de leur propriété.

L'usage de ce terrain étant public, une enquête publique préalable au déclassement éventuel de ce terrain est nécessaire en vue de sa cession.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- D'envisager le déclassement d'une emprise d'environ 106 m² à usage de parking issue du domaine public en vue de sa cession aux riverains
- De lancer la procédure d'enquête publique de déclassement,
- D'autoriser madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toute pièce nécessaire à la poursuite de cette affaire.

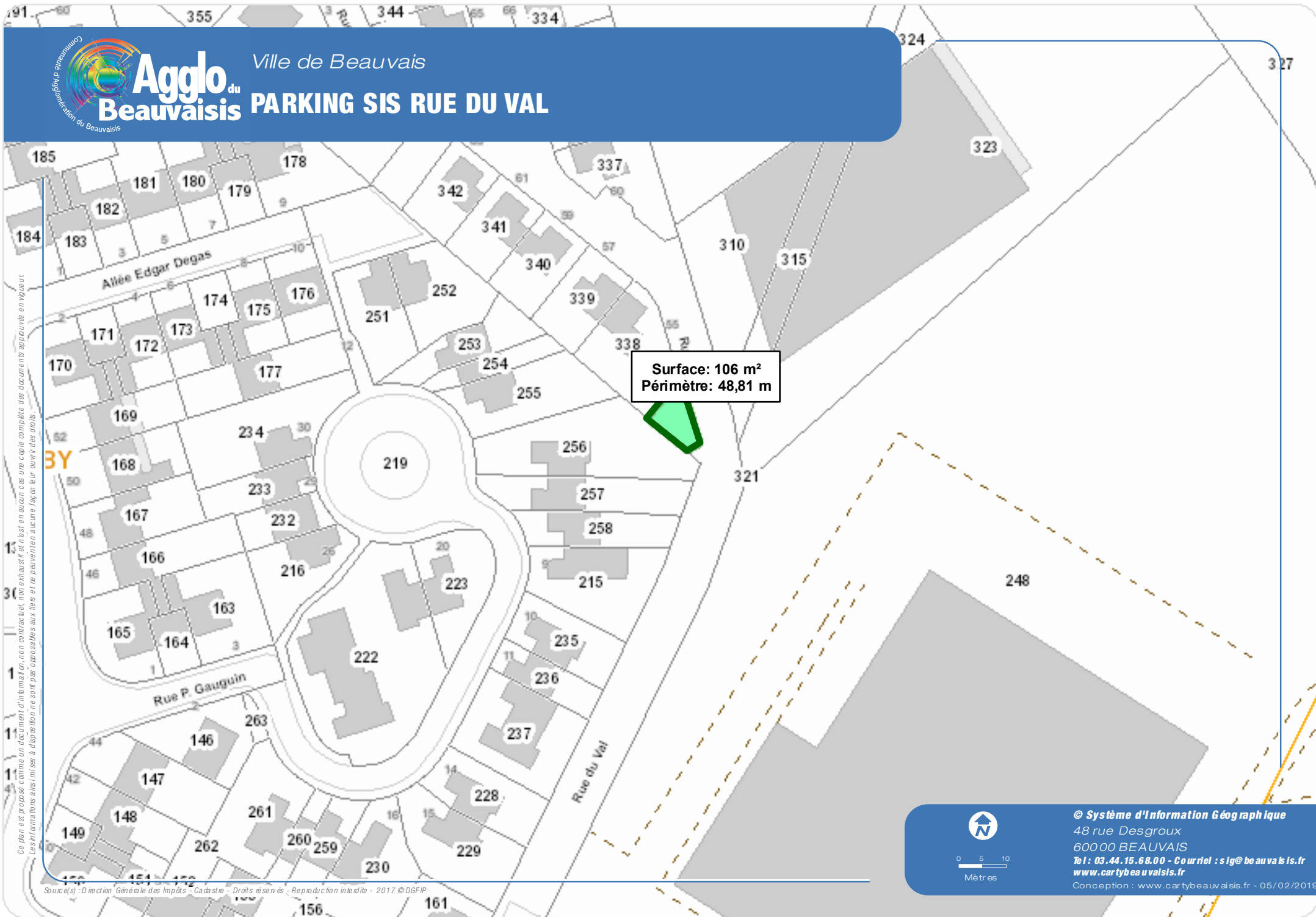
La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.



Agglo du
Beauvaisis

Ville de Beauvais

PARKING SIS RUE DU VAL



Surface: 106 m²
Périmètre: 48,81 m

Ce plan est proposé comme un document d'information, non contractuel, non exhaustif et n'est en aucun cas une copie complète des documents approuvés en vigueur. Les informations ainsi mises à disposition ne sont pas opposables aux tiers et ne peuvent en aucune façon ouvrir droit des droits.

Source(s) : Direction Générale des Impôts - Cadastre - Droits réservés - Reproduction interdite - 2017 © DGFIP



© **Système d'Information Géographique**
48 rue Desgroux
60000 BEAUVAIS
Tel : 03.44.15.68.00 - Courriel : sig@beauvaisis.fr
www.cartybeauvaisis.fr
Conception : www.cartybeauvaisis.fr - 05/02/2019



Agglo du
Beauvaisis

Ville de Beauvais

PARKING SIS RUE DU VAL

Ce plan est proposé comme un document d'information, non contractuel, non exhaustif et n'est en aucun cas une copie complète des documents approuvés en vigueur. Les informations ainsi mises à disposition ne sont pas opposables aux tiers et ne peuvent être utilisées, pour leur valeur des droits.



0 2,5 5
Mètres

© **Système d'Information Géographique**

48 rue Desgroux
60000 BEAUVAIS

Tel : 03.44.15.68.00 - Courriel : sig@beauvaisis.fr
www.cartbeauvaisis.fr

Conception : www.cartbeauvaisis.fr - 05/02/2019

Commission Commission générale

Service Systèmes d'Information Géographique

Réf : 2020-311

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Dénomination des voies

Dans le cadre de l'aménagement de la zone d'activités des Larris, il est proposé de dénommer la voie en impasse sur la rue Marius Doffoy.

Il est proposé, en référence au lieudit du site :

- Impasse de la Croix Poulette

De même, dans le cadre de la construction de 51 logements collectifs, il est nécessaire de dénommer la nouvelle voie située entre l'avenue du 8 mai 1945 et la rue Léonidas Gourdain.

Monsieur Philippe Bonnet Laborderie (1936-2006) fût professeur d'histoire pendant trente et un ans au lycée Félix-Faure à Beauvais. Cet agrégé s'est spécialisé dans l'art gothique et dans l'histoire de l'Oise, dont il est devenu l'historien de référence. Grand défenseur du patrimoine et de la cathédrale de Beauvais, il a rédigé une centaine d'articles et écrit une trentaine de livres sur ces sujets. Président fondateur du Groupe d'étude des monuments et oeuvres d'art de l'Oise et du Beauvaisis (Gemob), il a fait partager son engouement à des passionnés d'histoire.

Il est proposé au Conseil Municipal la dénomination suivante :

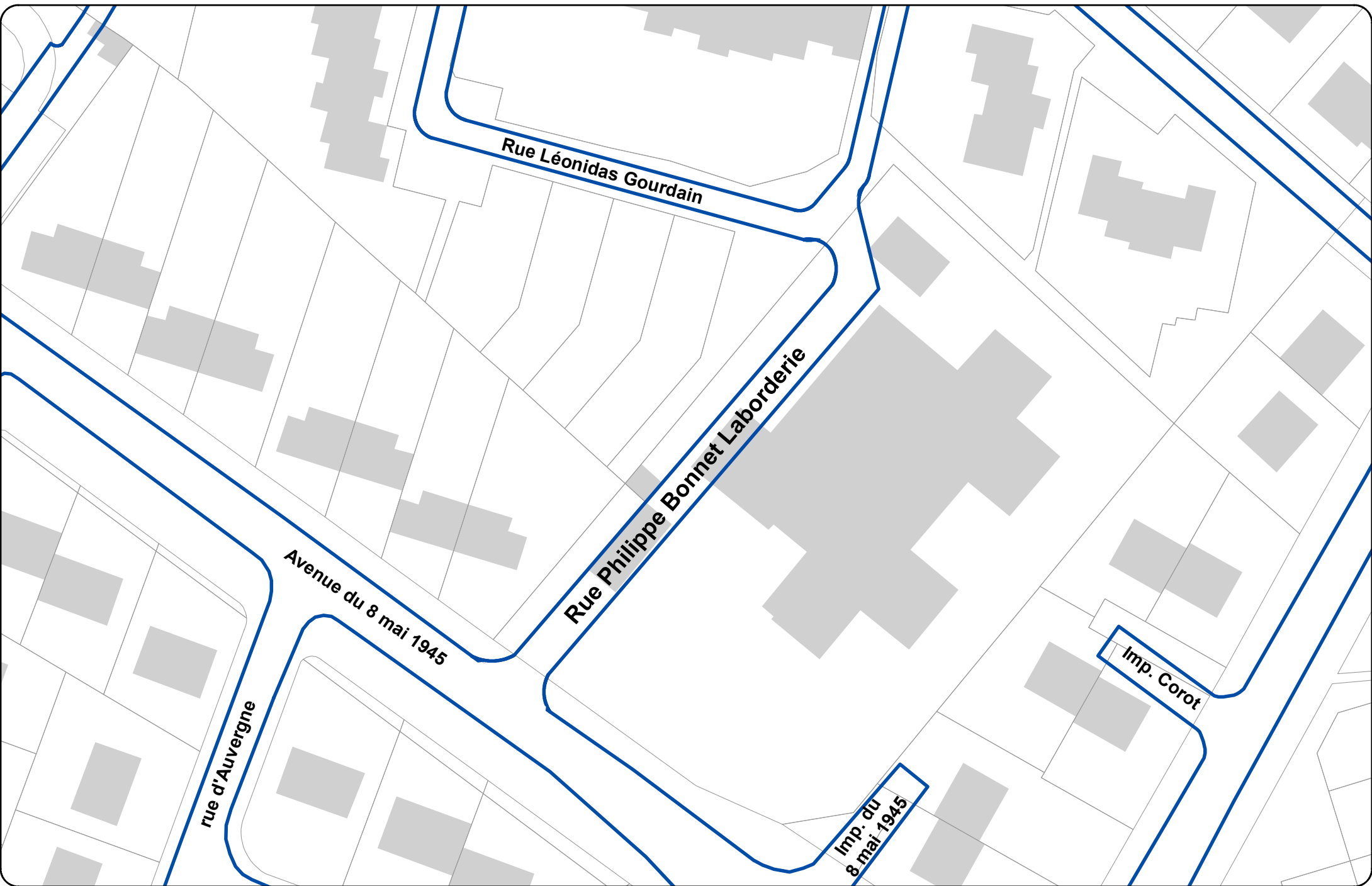
- Rue Philippe Bonnet Laborderie

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

Impasse de la Croix Poulette



RUE PHILIPPE BONNET LABORDERIE



Commission Commission générale

Service Accueil Proximité

Réf : 2020-334

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Redevance d'occupation du domaine public (RODP)

Enedis et SE60 ont renouvelé le contrat de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau public de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente pour une durée de 30 ans.

Ce contrat de concession fixe notamment les règles régissant le paiement des redevances dues par le concessionnaire aux communes.

A ce titre, les dispositions relatives à la RODP ont été modifiées afin de se mettre en conformité avec la réglementation du droit commun applicable aux communes fixées à l'article L2333-84 du CGT.

Nous bénéficions jusqu'alors d'un régime dérogatoire nous permettant de percevoir un montant propre à notre commune. Or, le nouveau modèle négocié au niveau national par Enedis n'a pas prorogé ce dispositif dérogatoire et nous impose à une application uniforme des règles de calculs.

Le montant de la RODP au titre de l'année 2020 est estimée à 36 789 €.

A titre exceptionnel, Enedis s'engage à verser, pour une période de 4 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2023, une enveloppe supplémentaire d'un montant global maximum, sur les 4 ans, de 400 000 € pour l'ensemble des communes pour permettre de financer des travaux d'enfouissement des ouvrages électriques à hauteur de 40 % du coût hors TVA de ces travaux.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer ce contrat de concession,
- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à solliciter cette redevance au regard des modalités de calcul en vigueur,
Cette redevance sera due chaque année à la commune sans qu'il soit nécessaire de délibérer à nouveau
- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à solliciter la participation d'Enedis dans le cadre de travaux éventuels d'enfouissement des ouvrages électriques sous maîtrise d'ouvrage de notre Autorité Organisation de la Distribution d'Energies.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

Instauration de la redevance d'occupation du domaine public (RODP) Electricité 2020

La perception de cette RODP par les communes nécessite impérativement sa création par délibération du conseil municipal.

Ce principe s'applique quel que soit le concessionnaire, en général Enedis.

Calcul de son montant

Le montant maximum de cette redevance est défini par le décret n°2002-409 du 26 mars 2002 qui en assoit la valeur sur la population de la commune.

- **Pour les communes dont la population est inférieure ou égale à 2 000 habitants : 212 euros**
La redevance maximale pour occupation du domaine public communal par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité applicable à ces communes est de 212,45 euros pour 2020. Le montant de la redevance pouvant être mis en recouvrement, pour ces communes, est donc égal à **212 euros** au titre de cette année, conformément à l'article L. 2322-4 du Code général de la propriété des personnes publiques qui prévoit que le montant de redevance doit être arrondi à l'euro le plus proche (la fraction d'euro égale à 0,5 étant comptée pour 1).
- **Pour les communes dont la population est supérieure à 2 000 habitants**, le plafond de la redevance est établi **suivant les formules de calcul** mentionnées respectivement aux articles R. 2333-105 et R. 3333-4 du Code général des collectivités territoriales, et reprises ci-après. Le résultat ainsi obtenu est **multiplié par 1,3885** pour obtenir le plafond de la redevance pour **2020**. (Le montant à mettre en recouvrement se voit appliquer la règle de l'arrondi telle que fixée à l'article L. 2322-4 précité).

Actualisation 2020

Le résultat PR est obtenu en application de la formule correspondant à chaque strate de population doit être multiplié par **1,3885** pour obtenir la somme qui peut être mise en recouvrement pour l'année 2020.

Perception de la redevance

Comme pour toutes les autres redevances d'occupation du domaine public, le versement effectif de la présente redevance due par les concessionnaires du réseau public d'électricité nécessite **l'émission préalable d'un titre de recette**.

Titre de recette à adresser au centre Enedis suivant :

**Direction régionale Enedis Picardie
Pôle Expertise Economie Concessionnaire
15, Rue Bruno d'Agay
80000 AMIENS**

Les formules

Article R. 2333-105 – la redevance due chaque année à une commune pour l'occupation du domaine public communal par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'énergie électrique est fixée par le conseil municipal dans la limite des plafonds suivants :

PR = Plafond de la Redevance

PR = 153 € pour les communes dont la population est inférieure ou égale à 2 000 habitants ;

PR = (0,183 P – 213) € pour les communes dont la population est supérieure à 2 000 habitants et inférieure ou égale à 5 000 habitants ;

PR = (0,381 P – 1 204) € pour les communes dont la population est supérieure à 5 000 habitants et inférieure ou égale à 20 000 habitants ;

PR = (0,534 P – 4 253) € pour les communes dont la population est supérieure à 20 000 habitants et inférieure ou égale à 100 000 habitants ;

PR = (0,686 P – 19 498) € pour les communes dont la population est supérieure à 100 000 habitants,

Où P représente la population sans double compte de la commune telle qu'elle résulte du dernier recensement publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Le montant à mettre en recouvrement se voit aussi appliquer la règle de l'arrondi telle que fixée à l'article L. 2322-4 précité.

Pour rappel : le chiffre de la population qui sert de base au calcul de la redevance, est celui de la population totale, obtenu en additionnant, et ceci depuis 2009, le chiffre de la population municipale à celui de la population comptée à part, selon le recensement général effectué chaque année par l'INSEE.

Mode de calcul

→ **Redevance 2020 = PR x 1,3885**

Exemple : Les plafonds pour les communes dont la population est inférieure ou égale à 2000 habitants sont valorisés comme suit :

Année	Plafond	Revalorisation
2002	153 €	-
2003	155,77 €	+ 1,81 %
2004	158,15 €	+ 1,53 %
2005	161,26 €	+ 1,97 %
2006	164,77 €	+ 2,17 %
2007	169,64 € arrondi à 170 €	+ 2,96 %
2008	173,15 € arrondi à 173 €	+ 2,07 %
2009	180,08 € arrondi à 180 €	+ 4,00 %
2010	180,12 € arrondi à 180 €	+ 0,026 %
2011	183,37 € arrondi à 183 €	+ 1,80 %
2012	188,60 € arrondi à 189 €	+ 2,85 %
2013	192,76 € arrondi à 193 €	+ 2,21 %
2014	194,74 € arrondi à 195 €	+ 1,03 %
2015	196,76 € arrondi à 197 €	+ 1,04 %
2016	197,31 € arrondi à 197 €	+ 0,28 %
2017	200,05 € arrondi à 200 €	+ 1,39 %
2018	202,79 € arrondi à 203 €	+ 1,37%
2019	208,98 € arrondi à 209 €	+ 3,05 %
2020	212,45 € arrondi à 212 €	+ 1,66 %

Commission Commission générale

Service Éducation

Réf : 2020-288

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

**Objet : Direction de l'enfance, de l'éducation et de la jeunesse
Politique éducative 2020-2021 - classes de découverte**

Dans le cadre de sa politique éducative, la Ville de Beauvais souhaite contribuer à la réussite éducative et au bien être des enfants à l'école.

Au-delà de ses compétences obligatoires, la ville soutient les écoles publiques et privées qui émettent le souhait d'organiser une classe de découvertes.

Les écoles publiques ou privées ont jusqu'au 10 Juillet 2020 pour faire acte de candidature et déposer leur dossier validé par leur inspecteur de circonscription.

Les écoles ont le choix de l'organisateur, du lieu et des activités (nature, sports, cirque, mer, neige...).

Sous réserve de crédits disponibles, sont aidées en priorité et dans l'ordre :

1. Les écoles dont le séjour n'a pas pu avoir lieu en 2020
2. les écoles qui n'ont jamais organisé de classes de découvertes
3. les écoles qui ne sont pas parties depuis 2018, puis 2019 puis 2020

PARTICIPATION DE LA VILLE POUR LES ELEVES DES ECOLES PUBLIQUES

La ville paie à l'organisateur choisi par l'école publique, un forfait de 52 € par jour et par enfant réellement parti, pour un séjour d'une durée inférieure ou égale à 9 jours.

Le dépassement (montant au-delà de la prise en charge de 52 € par jour), sera collecté par l'école porteuse du projet, puis versé par elle, à l'organisateur choisi par l'école.

PARTICIPATION DE LA VILLE POUR LES ELEVES DES ECOLES PRIVEES

Pour les classes d'environnement des établissements privés, sous contrat d'association, Notre-Dame, Sainte-Bernadette et Saint-Esprit, la somme de 7,62 € par jour est accordée pour les enfants beauvaisiens éligibles au forfait communal (sous réserve des crédits disponibles).

Cette somme est versée à l'école privée, sur présentation d'un état des enfants réellement partis.

L'école privée s'engage à déduire cette aide de la facture réclamée à la famille.

PARTICIPATION DE LA VILLE POUR LES ELEVES BEAUVAISIENS INSCRITS DANS UN ÉTABLISSEMENT DU 1^{ER} DEGRÉ OU SPECIALISÉ BEAUVAISIENS OU EXTERIEURS

Pour les établissements du 1^{er} degré extérieurs à Beauvais, accueillant des enfants beauvaisiens amenés à partir en classe de découvertes, ainsi que des enfants beauvaisiens accueillis dans des établissements spécialisés qui ont vocation à recevoir un public enfant ou adolescent en difficulté scolaire ou sociale ou présentant un handicap, et qui en feraient la demande, une participation de 7,62 € par jour et par enfant est accordée (sous réserve des crédits disponibles).

Cette somme est versée à l'établissement, sur présentation d'un état des enfants réellement partis.

L'établissement s'engage à la déduire de la facture réclamée à la famille.

GESTION ADMINISTRATIVE POUR LES FAMILLES DES ENFANTS DES ÉCOLES PUBLIQUES

La participation des familles est établie en fonction du quotient familial. Une facture est envoyée aux familles après le séjour.

Les familles de Beauvais et d'extérieur faisant partir 2 enfants ou plus durant cette même année scolaire, bénéficieront d'un tarif réduit de moitié, à partir du deuxième enfant (du montant pris en charge par la Ville).

Les familles doivent constituer leur dossier auprès de la direction de l'éducation situé au Bâtiment Malherbe, avant le départ de leur(s) enfant(s). Aucun acompte n'est demandé.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'acter de la politique éducative 2020-2021 des classes de découvertes, sous réserve des crédits votés au budget 2021 ;
- d'autoriser l'application du demi-tarif pour la participation des familles à partir du 2^{ème} enfant durant la même année scolaire ;
- d'autoriser le versement des participations aux écoles privées et aux établissements du 1^{er} degré, extérieurs ou spécialisés, sous réserve des crédits votés au budget 2021 ;
- d'autoriser le versement de la participation de la ville aux prestataires retenus par les écoles publiques.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 10 abstentions.

Commission Commission générale**Service** Éducation

Réf : 2020-289

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

**Objet : Direction de l'enfance, de l'éducation et de la jeunesse
Vie scolaire - politique éducative 2020-2021**

Dans le cadre de sa politique éducative, la ville de Beauvais souhaite contribuer à la réussite éducative et au bien être des enfants à l'école.

Au-delà de ses compétences obligatoires, la ville soutient de manière volontariste les écoles publiques dans la mise en œuvre de projets éducatifs :

- par l'accès à la plateforme des Actions Educatives et de Loisirs présentant l'ensemble des animations et actions proposées par les services de la ville et de ses partenaires,
- par la mise en œuvre du Contrat Local d'Education Artistique
- par un soutien financier aux projets préalablement validés par les Inspecteurs de l'Education Nationale de circonscription répondant aux critères d'éligibilité des dispositifs mis en place.

Ainsi, pour permettre aux équipes de préparer dans les conditions optimales les actions qu'elles souhaitent mettre en œuvre durant l'année scolaire prochaine, et dans la limite des crédits disponibles, l'ensemble des soutiens proposés ouverts aux candidatures est présenté ci-après :

Le soutien aux Projets Artistiques et Culturels (PAC) :

Le Projet Artistique et Culturel est un projet de classe conduit en partenariat avec un professionnel de la culture en lien avec les domaines suivants :

Arts plastiques, photographie, musique, théâtre, littérature et poésie, cinéma, danse, architecture, patrimoine, culture scientifique et technique, design, arts du goût.

Il a pour objectif de constituer un prolongement et un enrichissement des enseignements. Il s'appuie ainsi sur les programmes scolaires.

Dès lors qu'ils sont validés et donc cofinancés par la Direction Académique des Services de l'Éducation Nationale, les PAC sont aidés, par la ville, à hauteur de:

- 200€ pour un PAC dans une école en REP+
- 250€ pour un PAC dans une école hors REP+

Les projets sont à déposer avant le 16 octobre 2020 dernier délai, pour un versement en janvier 2021 aux coopératives scolaires.

Le soutien aux écoles dans le cadre des Réseaux d'Éducation Prioritaire+ (REP+) :

Les écoles des quartiers Argentine et Saint-Jean sont classées en REP+. Ce classement permet aux écoles d'accéder à des financements particuliers pour des projets au service de l'égalité réelle d'accès aux apprentissages et à la réussite scolaire.

Conformément aux dispositions de la circulaire N°2006-058 du 30 Mars 2006 et suite au lancement de la refondation de l'éducation prioritaire le 9 avril 2014, ces projets contribueront « aux acquisitions de connaissances et de compétences du socle commun » et « favoriseront l'animation de Réseau ».

Les secrétaires de Réseau, adresseront au service de la Vie Educative les dossiers complets (projets et devis détaillés) validés par les Inspecteurs de l'Éducation Nationale, pour le 16 Octobre 2020 au plus tard, afin que les demandes et leur financement soient étudiés en collaboration avec eux.

La subvention pour chaque école est calculée comme suit :

- Pour les écoles du 1^{er} groupe : les écoles qui comptent jusqu'à 125 élèves : 750 € maximum par école, dont un acompte de 250 €
- Pour les écoles du 2^{ème} groupe : les écoles qui comptent entre 126 et 250 élèves : 1000 € maximum par école, dont un acompte de 330 €
- Pour les écoles du 3^{ème} groupe : les écoles qui comptent 251 élèves et plus : 1250 € maximum par école dont un acompte de 400 €
- Pour les projets-passerelle menés avec le collège de secteur : 1000 € maximum dont un acompte de 330 € par collège.

L'acompte et le solde seront versés selon les termes de la convention annexée.

Les subventions aux REP+ sont versées aux 2 collèges de secteur, supports financiers des REP+, à savoir à l'Agent comptable du collège Henri BAUMONT pour le REP+ Argentine et à l'agent comptable du collège Charles FAUQUEUX pour le REP+ Saint-Jean.

L'école ouverte :

Opération interministérielle lancée en 1991, inscrite dans le Contrat de Ville, elle vise à aider les jeunes à modifier la représentation qu'ils se font de l'école, elle contribue à leur épanouissement, à leur formation citoyenne, à leur réussite scolaire et elle favorise l'intégration des élèves de CM2 lors du passage au collège.

Des activités ludo-éducatives sont proposées d'avril à septembre, les mercredis et durant les vacances scolaires par les collèges.

Soutenus financièrement par l'Education Nationale dans ce projet, les Collèges Charles FAUQUEUX à Saint-Jean et Henri BAUMONT à Argentine, tous deux volontaires, sont aidés par la ville. Cette aide, à hauteur de 2 000 € maximum, sera versée sur présentation **avant la fin du 1^{er} trimestre de l'année civile**, d'un appel à projet détaillé faisant apparaître l'ensemble des financeurs, un bilan qualitatif (actions menées, réalisations des objectifs...) et un bilan financier (dépenses / recettes) détaillés de l'opération « école ouverte » de l'année passée.

Une subvention aux transports

Cette subvention est versée en une seule fois aux écoles publiques qui en font la demande et sur présentation d'une facture acquittée justifiant d'un déplacement de leur choix, à l'exclusion de toute autre prestation.

Un montant forfaitaire est établi selon la règle suivante : le montant minimum de la subvention est de 325 € pour 125 élèves ou moins, augmenté de 65 € par tranche de 25 élèves supplémentaires et de 65 € supplémentaires pour les écoles qui ont une ou plusieurs classes spécialisée(s).

- si la facture est supérieure à la subvention estimée, la subvention versée sera égale à la subvention calculée
- si le montant de la facture est inférieur à la subvention estimée, la subvention versée sera égale au montant de la facture acquittée.

Les écoles bénéficient par ailleurs d'un accès libre au réseau de transport urbain sur demande d'un « pass » auprès de la société délégataire.

Les sorties effectuées vers les établissements sportifs de la ville et dans le cadre de la classe citoyenneté ne sont pas imputées sur ces crédits, mais prises en charge par la ville.

Le soutien aux fêtes de fin d'année dans les écoles maternelles :

Les écoles maternelles organisent des moments festifs à l'occasion des fêtes de fin d'année, sous forme de spectacle, cinéma, goûter, cadeau collectif ou individuel. Pour favoriser ces initiatives inscrites dans le projet d'école, une aide forfaitaire de 150 € par classe est versée à la coopérative scolaire.

Il est proposé au conseil municipal :

- de valider d'approuver le dispositif de la politique éducative 2020-2021,
- d'autoriser les dépenses prévues au budget.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

CONVENTION-CADRE

VILLE DE BEAUVAIS/ Réseau d'Éducation Prioritaire - REP+, quartier Argentine

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions de l'État ;

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 ;

Vu l'article 154 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 85-924 du 30 août 1985 modifié ;

Vu l'article 23 de l'instruction n° 88-079 portant sur l'organisation économique et financière des EPLE et ses annexes techniques ;

Vu l'article 18 de la loi d'orientation n° 89-736 du 10 juillet 1989 ;

Vu l'article 3 de la loi n° 95-836 du 13 juillet 1995, loi de programmation du nouveau contrat pour l'école ;

Vu la circulaire n° 89-145 du 10 juillet 1998 relative à la mise en place des Réseaux d'Éducation Prioritaire et des contrats de réussite ;

Vu la circulaire n°99-007 du 20 janvier 1999 relative à l'élaboration, le pilotage et l'accompagnement des contrats de réussite des Réseaux d'Éducation Prioritaire ;

Vu la décision rectorale de création du Réseau d'Éducation Prioritaire en date du 17 juin 1999 ;

Vu la délibération à prévoir lors du CA du Collège H. BAUMONT support du REP+

Vu la loi 2013-595 du 8 juillet 2013 sur la refondation de l'école de la République et le lancement de la refondation de l'Éducation prioritaire

Considérant la volonté de la Ville de Beauvais de mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'épanouissement de l'ensemble de ses concitoyens,

Considérant qu'un effort particulier doit être fait pour les plus jeunes d'entre eux pendant le temps de la construction de leur personnalité,

Considérant que celle-ci se fait durant la scolarité et pendant les temps péri et extra-scolaire, et que la continuité éducative est une nécessité,

Considérant les moyens supplémentaires affectés par le Ministère de l'Éducation Nationale aux établissements scolaires sis en REP+

Considérant que dans une démarche volontariste, la Ville de Beauvais souhaite accentuer son effort en direction de ces derniers,

CECI EXPOSÉ

ENTRE

La Ville de Beauvais représentée par Madame Caroline CAYEUX, son Maire et ci-après dénommée la Ville,

ET

Le Responsable du REP+, le Principal du Collège H. BAUMONT, ci-après dénommé Le coordonnateur du REP+

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'un partenariat entre la Ville de Beauvais et du Réseau « REP+ » de Beauvais, du Collège H.BAUMONT en arrêtant les modalités de participation de la Ville aux projets du Réseau pour l'année scolaire 2020-2021.

Article 2 : Modalités

Le coordonnateur du REP+, adresse à la Ville pour le 16 octobre 2020 les actions retenues pour l'année scolaire 2020-2021. Ces dernières sont détaillées sous forme de fiches et comportent les plans de financement accompagnés de devis. Le service Education statuera sur les actions et sur les montants alloués à chaque projet en fonction des modalités de subvention déterminées par le Conseil Municipal.

Article 3 : Objectifs

Le partenariat Ville/REP+, a pour objectif « de favoriser l'éveil de la personnalité des enfants, stimuler leur développement sensoriel, moteur, cognitif et social, développer l'estime de soi et des autres et concourir à leur épanouissement affectif ; ce partenariat a également vocation à développer chez chaque enfant l'envie et le plaisir d'apprendre afin de lui permettre progressivement de devenir élève » (art 44 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République)

Article 4 : Modalités de versement

Dans le courant du 1^{er} trimestre de l'année scolaire, la Ville de Beauvais verse un acompte, selon le groupe d'appartenance de l'école.

Le solde est versé à l'agent comptable du collège, en janvier n+1 déduits de l'acompte et des éventuels reliquats.

Les actions sont projetées en année scolaire, ainsi, aucune somme ne pourra être engagée au-delà du 25 juin 2021.

Article 5 : Évaluation de l'action

Au mois de juillet 2021, le coordonnateur REP+ s'engage à fournir à la Ville de Beauvais le bilan qualitatif et quantitatif des actions réalisées ainsi que l'ensemble des justificatifs correspondant aux dépenses effectuées.

Article 6 : Durée de la Convention

La présente convention est conclue à la date de sa signature jusqu'au 25 juin 2021. Elle ne pourra être prorogée.

Fait à Beauvais le septembre 2020.

Pour la Ville de Beauvais,

Pour le collège,
co-support du Réseau d'Éducation Prioritaire-REP+

Caroline CAYEUX
Maire de Beauvais

Éric MANSION
Principal

CONVENTION-CADRE

VILLE DE BEAUVAIS/ Réseau d'Éducation Prioritaire-REP+, quartier Saint-Jean

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions de l'État ;

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 ;

Vu l'article 154 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 85-924 du 30 août 1985 modifié ;

Vu l'article 23 de l'instruction n° 88-079 portant sur l'organisation économique et financière des EPLE et ses annexes techniques ;

Vu l'article 18 de la loi d'orientation n° 89-736 du 10 juillet 1989 ;

Vu l'article 3 de la loi n° 95-836 du 13 juillet 1995, loi de programmation du nouveau contrat pour l'école ;

Vu la circulaire n° 89-145 du 10 juillet 1998 relative à la mise en place des Réseaux d'Éducation Prioritaire et des contrats de réussite ;

Vu la circulaire n°99-007 du 20 janvier 1999 relative à l'élaboration, le pilotage et l'accompagnement des contrats de réussite des Réseaux d'Éducation Prioritaire ;

Vu la décision rectorale de création du Réseau d'Éducation Prioritaire en date du 17 juin 1999 ;

Vu la délibération à prévoir lors du CA du Collège Ch.FAUQUEUX support du REP+

Vu la loi 2013-595 du 8 juillet 2013 sur la refondation de l'école de la République et le lancement de la refondation de l'Éducation prioritaire

Considérant la volonté de la Ville de Beauvais de mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'épanouissement de l'ensemble de ses concitoyens,

Considérant qu'un effort particulier doit être fait pour les plus jeunes d'entre eux pendant le temps de la construction de leur personnalité,

Considérant que celle-ci se fait durant la scolarité et pendant les temps péri et extra-scolaire, et que la continuité éducative est une nécessité,

Considérant les moyens supplémentaires affectés par le Ministère de l'Éducation Nationale aux établissements scolaires sis en REP+

Considérant que dans une démarche volontariste, la Ville de Beauvais souhaite accentuer son effort en direction de ces derniers,

CECI EXPOSÉ

ENTRE

La Ville de Beauvais représentée par Madame Caroline CAYEUX, son Maire et dénommée ci-après la Ville,

ET

Le Responsable du REP+, le Principale du Collège Ch.FAUQUEUX, ci-après dénommé le coordonnateur du REP+

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'un partenariat entre la Ville de Beauvais et le Réseau « REP+ » de Beauvais, du Collège Ch. FAUQUEUX en arrêtant les modalités de participation de la Ville aux projets du Réseau pour l'année scolaire 2020-2021.

Article 2 : Modalités

Le coordonnateur du REP+, adresse à la Ville pour le 16 octobre 2020 les actions retenues pour l'année scolaire 2020-2021. Ces dernières sont détaillées sous forme de fiches et comportent les plans de financement accompagnés de devis. Le service Education statuera sur les actions et sur les montants alloués à chaque projet en fonction des modalités de subvention déterminées par le Conseil Municipal.

Article 3 : Objectifs

Le partenariat Ville/REP+, a pour objectif « de favoriser l'éveil de la personnalité des enfants, stimuler leur développement sensoriel, moteur, cognitif et social, développer l'estime de soi et des autres et concourir à leur épanouissement affectif ; ce partenariat a également vocation à développer chez chaque enfant l'envie et le plaisir d'apprendre afin de lui permettre progressivement de devenir élève » (art 44 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République)

Article 4 : Modalités de versement

Dans le courant du 1^{er} trimestre de l'année scolaire, la Ville de Beauvais verse un acompte, selon le groupe d'appartenance de l'école.

Le solde est versé à l'agent comptable du collège, en janvier n+1 déduits de l'acompte et des éventuels reliquats.

Les actions sont projetées en année scolaire, ainsi, aucune somme ne pourra être engagée au-delà du 25 juin 2021.

Article 5 : Évaluation de l'action

Au mois de juillet 2021, le coordonnateur REP+ s'engage à fournir à la Ville de Beauvais le bilan qualitatif et quantitatif des actions réalisées ainsi que l'ensemble des justificatifs correspondant aux dépenses effectuées.

Article 6 : Durée de la Convention

La présente convention est conclue à la date de sa signature jusqu'au 25 juin 2021. Elle ne pourra être prorogée.

Fait à Beauvais le septembre 2020.

Pour la Ville de Beauvais,

Pour le collège,
co-support du Réseau d'Éducation Prioritaire-REP+

Caroline CAYEUX
Maire de Beauvais

Geoffroy MERLOT
Principal

Commission Commission générale

Service Éducation

Réf : 2020-290

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

**Objet : Direction de l'enfance, de l'éducation et de la jeunesse
Vie éducative - convention d'objectifs et de financement extra et péri-scolaires
et contrat de participation complémentaire au fonctionnement des accueils de loisirs**

Depuis de nombreuses années la Caisse d'Allocations Familiales soutient le fonctionnement des accueils de loisir sans hébergement de la ville de Beauvais sur les temps d'accueil périscolaires et extrascolaires en versant une prestation de service égale à 30% du prix de revient (dans la limite d'un prix plafond).

Une participation financière complémentaire à la prestation de service est versée parce que la ville de Beauvais applique l'un des 5 barèmes proposés par la CAF qui tiennent compte de la composition familiale et des capacités contributives des bénéficiaires.

La ville de Beauvais applique le barème n° 5, le barème le plus bas.

Ces contrats sont conclus pour 3 ans, du 01 janvier 2020 au 31 décembre 2023.

Il est proposé au conseil municipal :

- de renouveler et d'approuver les termes des conventions d'objectifs et de financement avec la CAF pour les activités périscolaires et extrascolaires des Accueils de Loisirs ;
- de renouveler et d'approuver les termes des contrats de participation complémentaire avec la CAF pour le fonctionnement pour les activités en périscolaires et extrascolaires des accueils de loisirs ;
- d'autoriser le madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

EXTRASCOLAIRE - Liste des lieux d'implantation – Annexe 1

Année : 2020 Gestionnaire : Mairie de Beauvais
Structure : Extra scolaire de Beauvais - 201700032.
Code pièces – Famille / Type : monter convention / convention

Commune	Code postal	Adresse du lieu d'implantation	Nom du lieu d'implantation
<i>Ex : Vilbourg</i>	<i>98562</i>	<i>32 avenue du moulin</i>	<i>Centre du moulin</i>
Beauvais	60000	11 Rue du Morvan	ALSH LA SALAMANDRE
Beauvais	60000	Avenue Jean Moulin	ALSH LES MARMOUZETS
Beauvais	60000	Avenue des Écoles	ALSH LA BUISSONNIERE
Beauvais	60000	Boulevard Amyot d'Inville	ALSH L'ASTUCE
Beauvais	60000	50 Rue des Alouette	ALSH LE PETIT PRINCE
Beauvais	60000	Rue Aimé Bernard	ALSH LES LUCIOLES
Beauvais	60000	Rue de la Longue Haie	ALSH LES SANSONNETS
Beauvais	60000	Avenue de l'Europe	ALSH CŒUR DE MOMES
Beauvais	60000	4 Rue Hector Berlioz	ALSH LE NAUTILUS
Beauvais	60000	2 Rue Louis Roger	ALSH LE PETIT LION

Date : 21 mai 2020

Nom et prénom du Représentant légal : Caroline CAYEUX

Fonction du Représentant légal : Maire de Beauvais, Ancien Sénateur

Signature :



**CONTRAT DE PARTICIPATION
COMPLEMENTAIRE AU FONCTIONNEMENT
DE "L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS
HEBERGEMENT"**

ENTRE

La Mairie de Beauvais, représenté(e) par Madame Caroline CAYEUX, Le Maire, dont le siège est situé – 1 rue Desgroux - BP 60330 - 60000 BEAUVAIS

Ci-après désigné(e) « le gestionnaire ».

Pour l'accueil Extrascolaire de Beauvais

ET

La Caisse d'Allocations familiales de l'Oise, représentée par Monsieur Gaudérique BARRIERE, le Directeur, dont le siège est situé - 2 rue Jules Ferry - C.S. 90729 - 60012 BEAUVAIS CEDEX.

Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule :

Les Caisses d'allocations familiales poursuivent une politique d'action sociale familiale articulée autour de deux finalités :

- améliorer la vie quotidienne des familles, par une offre adaptée de services et d'équipements,
- mieux accompagner les familles, en particulier lorsqu'elles sont confrontées à des difficultés

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes, notamment au travers d'une politique tarifaire adaptée.

Pour ce faire, une aide complémentaire à la prestation de service est attribuée sur fonds propres aux accueils de loisirs qui appliquent l'un des barèmes proposés par la Caf en tenant compte de la composition familiale et des capacités contributives des bénéficiaires.

Le présent contrat définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la participation complémentaire à la prestation de service pour l'accueil Extrascolaire de Beauvais.

Article 1 – Objet de la convention

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition des familles visées à l'article 3 ci-après, son accueil de loisirs sans hébergement. L'accueil peut s'effectuer tout au long de l'année ou seulement à certaines périodes (périscolaire et/ou extra-scolaire).

En contrepartie, la Caf s'engage à participer financièrement aux frais de fonctionnement de l'accueil de loisirs sans hébergement sous forme de participation complémentaire à la prestation de service.

Article 2 – Les engagements du gestionnaire

Le gestionnaire de l'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) quel que soit son mode de fonctionnement doit :

- procéder à une déclaration d'ouverture auprès du service de la jeunesse et des sports
- bénéficier de la prestation de service ordinaire Cnaf
- appliquer obligatoirement un barème établi à partir des propositions de la Caf
- informer systématiquement les utilisateurs en affichant le barème dans le local d'accueil des parents. Une publicité précisant que cet équipement bénéficie du concours financier de la Caf doit être apposée près de ce barème
- s'engager à être en conformité à la réglementation DDCCS.

Le gestionnaire s'engage à assurer :

- un encadrement conforme aux textes en vigueur
- un environnement de qualité ainsi que des activités diversifiées, adaptées à l'âge des enfants et visant à leur épanouissement (en conformité avec la réglementation DDCCS)

La Caf pourra être associée à toutes les opérations destinées à l'amélioration de la qualité de l'accueil.

Article 3 – Mode de calcul

La participation complémentaire est attribuée aux bénéficiaires mentionnés dans le règlement intérieur d'action sociale et le montant est fixé par heure/enfant du régime général. Le taux de ressortissants du régime général pour la participation complémentaire est identique au taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service Alsh.

Le montant est susceptible d'évoluer sur décision du Conseil d'Administration. La Caf s'engage à communiquer le montant actualisé au gestionnaire.

Article 4 – Modalités de versements

Le gestionnaire doit avoir adressé les déclarations nécessaires au paiement de la prestation de service prévus à la convention d'objectifs et de financement – prestations de service "accueil de loisirs sans hébergement".

Le paiement de l'année N est réalisé en trois versements :

- Un premier acompte de 35 % du droit prévisionnel est payé en début d'année N, au vu des données prévisionnelles qui doivent être transmises à la Caf au plus tard le 31 janvier de l'année N,
- Un second acompte de 35 % du droit prévisionnel est versé en septembre de l'année N, (sous réserve que la déclaration réelle de l'année précédente ait été effectuée dans les délais impartis)
- Le solde est versé l'année suivante, sur production de la déclaration de données réelles l'année N, qui doivent être transmises à la Caf le 31 mars.

Chaque année, un ajustement s'effectuera au moment de la liquidation du droit réel, basé sur le bilan d'activité et la production des justificatifs dans les délais impartis, ce qui pourra entraîner :

- Un versement complémentaire,
- La mise en recouvrement d'un indu.

Cet indu fera l'objet d'une régularisation sur le prochain versement ou d'un remboursement direct à la Caf.

La Caf se réserve le droit de suspendre tout ou partie des acomptes en cas de cessation d'activité, activité en baisse notable ou tout autre changement ayant un impact sur le montant prévisionnel de la prestation de service.

La régularisation annuelle de la participation complémentaire est effectuée sur la base du nombre actes ouvrants droits, retenu pour la prestation de service concernant les enfants de familles relevant du régime général, à partir des éléments transmis par le gestionnaire.

Pour les ALSH fonctionnant uniquement l'été, la Caf peut verser, au gestionnaire qui en fait la demande, un acompte d'un montant égal à 70 % de l'aide financière prévisionnelle.

Le versement de la participation complémentaire est effectué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Article 5 – Contrôle de l'activité financée dans le cadre de ce contrat

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf ses livres comptables, pièces justificatives, notamment les avis d'imposition permettant l'application du barème, projet pédagogique et rapports divers concernant l'équipement afin de vérifier les conditions de son fonctionnement. En outre, il permet la visite de l'équipement par un agent habilité par le Directeur de la Caf qui devra avoir aussi accès au registre nominatif de fréquentation.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document peut entraîner la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

Article 6 – La durée du contrat

Le contrat est conclu du 01/01/2020 au 31/12/2023.

Article 7 – La fin du contrat

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

Le présent contrat sera résilié de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes du présent contrat sans la signature d'un avenant.

Résiliation par consentement mutuel

Le présent contrat peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

Effets de la résiliation

La résiliation du présent contrat entraînera l'arrêt immédiat des versements.

La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Article 8– Les recours

Recours amiable

La prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Extrascolaire » étant une subvention, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution du présent contrat.

Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution du présent contrat est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

Le gestionnaire reconnaît avoir reçu un exemplaire de l'ensemble des éléments constitutifs du présent contrat pour la participation complémentaire. De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1^{er} Septembre 2015 et annexée au présent contrat.

Il est établi un original du présent contrat pour chacun des co-signataires.

Fait à Beauvais, le 21 avril 2020
En 2 exemplaires

La Caf de l'Oise

Le Gestionnaire

Le Directeur
Gaudérique BARRIERE

Le Maire
Caroline CAYEUX

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois sociales de la fin du XIX^e siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1 LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2 LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3 LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4 LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5 LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6 LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7 LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscribed et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8 AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9 AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.



MINISTÈRE
DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SÉCURITÉ
ET DES DÉPENDANCES





**CONTRAT DE PARTICIPATION
COMPLEMENTAIRE AU FONCTIONNEMENT
DE " L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS
HEBERGEMENT "**

ENTRE

La Mairie de Beauvais, représenté(e) par Madame Caroline CAYEUX, Le Maire, dont le siège est situé – 1 rue Desgroux - BP 60330 - 60000 BEAUVAIS

Ci-après désigné(e) « le gestionnaire ».

Pour l'accueil Périscolaire de Beauvais

ET

La Caisse d'Allocations familiales de l'Oise, représentée par Monsieur Gaudérique BARRIERE, le Directeur, dont le siège est situé - 2 rue Jules Ferry - C.S. 90729 - 60012 BEAUVAIS CEDEX.

Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule :

Les Caisses d'allocations familiales poursuivent une politique d'action sociale familiale articulée autour de deux finalités :

- améliorer la vie quotidienne des familles, par une offre adaptée de services et d'équipements,
- mieux accompagner les familles, en particulier lorsqu'elles sont confrontées à des difficultés

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes, notamment au travers d'une politique tarifaire adaptée.

Pour ce faire, une aide complémentaire à la prestation de service est attribuée sur fonds propres aux accueils de loisirs qui appliquent l'un des barèmes proposés par la Caf en tenant compte de la composition familiale et des capacités contributives des bénéficiaires.

Le présent contrat définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la participation complémentaire à la prestation de service pour l'accueil Périscolaire de Beauvais.

Article 1 – Objet de la convention

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition des familles visées à l'article 3 ci-après, son accueil de loisirs sans hébergement. L'accueil peut s'effectuer tout au long de l'année ou seulement à certaines périodes (périscolaire et/ou extra-scolaire).

En contrepartie, la Caf s'engage à participer financièrement aux frais de fonctionnement de l'accueil de loisirs sans hébergement sous forme de participation complémentaire à la prestation de service.

Article 2 – Les engagements du gestionnaire

Le gestionnaire de l'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) quel que soit son mode de fonctionnement doit :

- procéder à une déclaration d'ouverture auprès du service de la jeunesse et des sports
- bénéficier de la prestation de service ordinaire Cnaf
- appliquer obligatoirement un barème établi à partir des propositions de la Caf
- informer systématiquement les utilisateurs en affichant le barème dans le local d'accueil des parents. Une publicité précisant que cet équipement bénéficie du concours financier de la Caf doit être apposée près de ce barème
- s'engager à être en conformité à la réglementation DDSCS.

Le gestionnaire s'engage à assurer :

- un encadrement conforme aux textes en vigueur
- un environnement de qualité ainsi que des activités diversifiées, adaptées à l'âge des enfants et visant à leur épanouissement (en conformité avec la réglementation DDSCS)

La Caf pourra être associée à toutes les opérations destinées à l'amélioration de la qualité de l'accueil.

Article 3 – Mode de calcul

La participation complémentaire est attribuée aux bénéficiaires mentionnés dans le règlement intérieur d'action sociale et le montant est fixé par heure/enfant du régime général. Le taux de ressortissants du régime général pour la participation complémentaire est identique au taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service Alsh.

Le montant est susceptible d'évoluer sur décision du Conseil d'Administration. La Caf s'engage à communiquer le montant actualisé au gestionnaire.

Article 4 – Modalités de versements

Le gestionnaire doit avoir adressé les déclarations nécessaires au paiement de la prestation de service prévus à la convention d'objectifs et de financement – prestations de service "accueil de loisirs sans hébergement".

Le paiement de l'année N est réalisé en trois versements :

- Un premier acompte de 35 % du droit prévisionnel est payé en début d'année N, au vu des données prévisionnelles qui doivent être transmises à la Caf au plus tard le 31 janvier de l'année N,
- Un second acompte de 35 % du droit prévisionnel est versé en septembre de l'année N, (sous réserve que la déclaration réelle de l'année précédente ait été effectuée dans les délais impartis)
- Le solde est versé l'année suivante, sur production de la déclaration de données réelles l'année N, qui doivent être transmises à la Caf le 31 mars.

Chaque année, un ajustement s'effectuera au moment de la liquidation du droit réel, basé sur le bilan d'activité et la production des justificatifs dans les délais impartis, ce qui pourra entraîner :

- Un versement complémentaire,
- La mise en recouvrement d'un indu.

Cet indu fera l'objet d'une régularisation sur le prochain versement ou d'un remboursement direct à la Caf.

La Caf se réserve le droit de suspendre tout ou partie des acomptes en cas de cessation d'activité, activité en baisse notable ou tout autre changement ayant un impact sur le montant prévisionnel de la prestation de service.

La régularisation annuelle de la participation complémentaire est effectuée sur la base du nombre actes ouvrants droits, retenu pour la prestation de service concernant les enfants de familles relevant du régime général, à partir des éléments transmis par le gestionnaire.

Pour les ALSH fonctionnant uniquement l'été, la Caf peut verser, au gestionnaire qui en fait la demande, un acompte d'un montant égal à 70 % de l'aide financière prévisionnelle.

Le versement de la participation complémentaire est effectué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Article 5 – Contrôle de l'activité financée dans le cadre de ce contrat

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf ses livres comptables, pièces justificatives, notamment les avis d'imposition permettant l'application du barème, projet pédagogique et rapports divers concernant l'équipement afin de vérifier les conditions de son fonctionnement. En outre, il permet la visite de l'équipement par un agent habilité par le Directeur de la Caf qui devra avoir aussi accès au registre nominatif de fréquentation.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document peut entraîner la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

Article 6 – La durée du contrat

Le contrat est conclu du 01/01/2020 au 31/12/2023.

Article 7 – La fin du contrat

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

Le présent contrat sera résilié de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes du présent contrat sans la signature d'un avenant.

Résiliation par consentement mutuel

Le présent contrat peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

Effets de la résiliation

La résiliation du présent contrat entraînera l'arrêt immédiat des versements.

La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Article 8– Les recours

Recours amiable

La prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Extrascolaire » étant une subvention, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution du présent contrat.

Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution du présent contrat est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

Le gestionnaire reconnaît avoir reçu un exemplaire de l'ensemble des éléments constitutifs du présent contrat pour la participation complémentaire. De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1^{er} Septembre 2015 et annexée au présent contrat.

Il est établi un original du présent contrat pour chacun des co-signataires.

Fait à Beauvais, le 21 avril 2020
En 2 exemplaires

La Caf de l'Oise

Le Gestionnaire

Le Directeur
Gaudérique BARRIERE

Le Maire
Caroline CAYEUX

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois sociales de la fin du XIX^e siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1 LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2 LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3 LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4 LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5 LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6 LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7 LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscribed et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8 AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9 AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.



MINISTÈRE
DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SÉCURITÉ
ET DES DÉPENDANCES



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Prestation de service Accueil de loisirs (Alsh) « Péricolaire »

Novembre 2018

Année : 2020
Gestionnaire : Mairie de Beauvais
Structure : Péricolaire de Beauvais - 201700034
Code pièces – Famille / Type : monter convention /convention

Les conditions ci-dessous de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement Alsh « Périscolaire » et le cas échéant de la subvention dite bonification « Plan mercredi » constituent la présente convention.

Entre :

La Mairie de Beauvais représenté(e) par Madame Caroline CAYEUX, Le Maire, dont le siège est situé 1 rue Desgroux - BP 60330 - 60000 BEAUVAIS

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales de l'Oise, représentée par Gaudérique BARRIERE, Le Directeur, dont le siège est situé 2, rue Jules Ferry – BP 90729 – 60012 BEAUVAIS Cedex.

Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule

Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les Caisses d'Allocations familiales contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

Au travers de diagnostics partagés, les Caisses d'Allocations familiales prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes et celles faisant face au handicap d'un parent ou d'un enfant, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficience ;
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans ;
- Soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou

par leurs enfants ;

- Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale.

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire » et le cas échéant de la bonification « Plan mercredi » pour les lieux d'implantation désignés dans l'Annexe 1.

Article 1- L'objet de la convention

1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire »

Dans le cadre de leur politique en direction du temps libre des enfants et des jeunes, les Caf soutiennent le développement et le fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement.

L'ensemble des temps d'accueil se déroulant sur des semaines où les enfants vont à l'école deviennent « Périscolaire » (à l'exception des samedis sans école et des dimanches).

Ces accueils sont éligibles à la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) versée par les Caf dès lors qu'ils remplissent les obligations réglementaires relatives à la protection des mineurs définies dans le Code de l'action sociale et des familles et prennent en compte les nouvelles dispositions induites par le Décret n°2018-647 du 23 Juillet 2018 modifiant les définitions et les règles applicables aux accueils de loisirs ainsi que les critères précisés à l'ensemble des points abordés à l'Article 3.

2 - Le mode de calcul de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire »

Elle se calcule de la façon suivante :

La Caf verse une prestation de service (Ps), basée sur l'unité de compte retenue selon les modalités de calcul détaillées dans la formule et les tableaux ci-après :

Montant de la prestation de service = 30 % x prix de revient dans la limite d'un prix plafond ¹x nombre d'actes ouvrant droit x taux de ressortissants du régime général².

¹ Le prix plafond est fixé annuellement par la Caf

² Tel que défini à l'Article 1.4

Nature d'activité	L'unité de calcul de la PS est l'acte réalisé quel que soit le mode de paiement des familles	
Accueil de loisirs sans hébergement périscolaire Incluant ou non une pause méridienne (1) (moins de 12-ans)	Unité de calcul de la prestation de service	En fonction du nombre d'heures réalisées au profit des familles et calculées par plage d'accueil limitées à 9 heures par jour La présence d'un enfant sur une plage d'accueil – quel que soit le temps de présence réel de cet enfant sur cette plage – permet de retenir pour cet enfant un nombre d'heures réalisées correspondant à l'amplitude d'ouverture de la plage dans la limite de 9 heures par jour
(1) La pause méridienne associée à un accueil périscolaire du matin et/ou du soir ayant fait l'objet d'une déclaration, et donc inscrite dans le cadre d'un projet global d'accueil de loisirs, peut bénéficier de la Ps « accueil de loisirs sans hébergement ». La Ps prend en compte le temps des animations éducatives organisées autour du repas, mais ne couvre pas la durée du repas qui est au minimum de 30 minutes. (Sauf pour le mercredi : demi- journée matin avec repas, demi-journée après- midi avec repas et journée complète incluant le repas).		

L'unité de calcul de la prestation de service (Ps) est l'acte réalisé quel que soit le mode de tarification aux familles

Quel que soit le mode de tarification aux familles retenu, le gestionnaire doit communiquer à la Caf la grille tarifaire à la signature de la convention.

Toute modification de cette grille doit être signalée par un envoi systématique à la Caf par le gestionnaire.

3 - Le niveau de recueil des informations

La Caf et le gestionnaire précisent les modalités de recueil concernant les données financières et les données d'activité.

Niveau de recueil des données financières

Le gestionnaire communique les données financières par commune.

Niveau communal

- Préciser la(es) commune(s) pour la(es)quelle(s) des données financières sont transmises

Niveau de recueil des données d'activité

Le gestionnaire communique les données d'activité par lieu d'implantation.

Par lieu(x) d'implantation

- Préciser la(es) commune(s) pour la(es)quelle(s) des données d'activité sont transmises

4 - Le versement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire »

Le taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) Périscolaire » est fixé à :

- Taux fixe : 98 %

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans les « conditions particulières prestation de service Alsh » de la présente convention, produites au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au 30 juin peut entraîner la récupération des montants versés et le non versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Le versement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire » est effectué sous réserve des disponibilités de crédits et de la production des justificatifs précisés à l'article 7.2

Le gestionnaire s'engage à communiquer à la Caf annuellement le détail du nombre d'heures réalisées et/ou facturées au profit des familles par période et par tranche d'âge.

Si les données d'activité détaillées sont désormais uniquement demandées pour la déclaration de données réelles, il est cependant nécessaire d'en assurer le suivi tout au long de l'année, notamment en cas de contrôle de votre Caf.

Modalités de versement

Le paiement de l'année N est réalisé en trois versements :

- Un 1er acompte de 35 % du droit prévisionnel est payé en début d'année N, au vu des données prévisionnelles qui doivent être adressées à la Caf au plus tard le 31 janvier de l'année N,
- Un 2ème acompte (réévalué avec le droit prévisionnel actualisé) est versé en septembre de l'année N de façon à ce que la somme des acomptes versés en N ne

dépasse pas 70 % du droit prévisionnel, après la transmission des données définitives de N-1,

- Le solde est versé l'année suivante, sur production du compte de résultat et de l'activité réelle de l'année N, qui doivent être envoyés à la Caf le 31 mars.

Chaque année, un ajustement s'effectuera au moment de la liquidation du droit réel, basé sur le bilan d'activité et la production des justificatifs dans les délais impartis.

Ce qui pourra entraîner :

- Un versement complémentaire,
- La mise en recouvrement d'un indu.

Cet indu fera l'objet d'une régularisation sur le prochain versement ou d'un remboursement direct à la Caf.

La Caf se réserve le droit de suspendre tout ou partie des acomptes en cas de cessation d'activité, activité en baisse notable ou tout autre changement ayant un impact sur le montant prévisionnel de la prestation de service.

Article 2 : Les modalités de la subvention dite bonification « Plan mercredi »

1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite bonification « Plan mercredi »

Pour que tous les enfants puissent bénéficier d'activités et de projets propices à leur épanouissement et à leur réussite, le Plan mercredi vise à soutenir la structuration et le développement d'activités de loisirs de qualité sur le temps du mercredi, tout en recherchant une meilleure articulation des temps scolaires, périscolaires.

Les principaux objectifs poursuivis par le Plan mercredi sont les suivants :

- Renforcer la qualité des offres périscolaires ;
- Promouvoir le caractère éducatif des activités du mercredi ;
- Favoriser l'accès à la culture et au sport ;
- Réduire les fractures sociales et territoriales.

Conçues dans une logique à la fois de loisirs, de découvertes et de pratiques, les activités du mercredi pourront être culturelles, artistiques, manuelles, environnementales, numériques, civiques et sportives. Elles devront garantir une diversité et une progressivité pédagogique sur l'année, et feront appel aux ressources du territoire.

Le Plan mercredi concerne tous les enfants de la maternelle au CM2, sur les temps du mercredi hors vacances scolaires, à partir de la rentrée 2018.

Pour s'inscrire dans un Plan mercredi, une collectivité doit remplir trois conditions cumulatives :

- Organiser un accueil de loisirs périscolaire défini à l'article R.227-1 du code de l'action sociale et des familles.
- Conclure un Projet éducatif territorial (Pedt) intégrant le mercredi afin de maintenir une cohérence éducative des activités périscolaires organisées dans les conditions de l'article R.551-13 du code de l'éducation. Elaboré dans un cadre partenarial élargi, (incluant notamment les acteurs du monde culturel ou sportif), il prend en compte les temps périscolaires. Le directeur de la Caf est signataire de la convention relative à ce Pedt aux côtés du Préfet de département, du directeur académique des services de l'éducation nationale (Dasen) et du maire ou président de l'Epci, réunis au sein du groupe d'appui départemental (Gad).
- S'engager à respecter la charte qualité Plan mercredi. Cet engagement doit être formalisé par la collectivité avec les services de l'Etat et la caisse d'allocations familiales et préciser les accueils concernés. Celle-ci est organisée autour de 4 axes :
 - o Veiller à la complémentarité éducative des temps périscolaires du mercredi avec les temps familiaux et scolaires ;
 - o Assurer l'inclusion et l'accessibilité de tous les enfants souhaitant participer à l'accueil de loisirs, en particulier des enfants en situation de handicap ;
 - o Inscrire les activités périscolaires sur le territoire et en relation avec ses acteurs ;
 - o Proposer des activités riches et variées en y associant des sorties éducatives et en visant une réalisation finale (œuvre, spectacle, exposition, tournoi, etc.).

L'organisation de l'accueil peut être confiée par la collectivité à un autre organisateur comme une association ou tout autre délégataire de service.

2 - Le mode de calcul de la subvention dite bonification « Plan Mercredi »

Afin de pouvoir bénéficier de la bonification « Plan mercredi », les Alsh devront répondre aux critères cumulatifs suivants :

- Remplir les critères d'éligibilité à la Pso Alsh sur le temps d'accueil du mercredi (et donc pratiquer une tarification modulée, pas de gratuité possible) ;
- Avoir signé un projet éducatif territorial intégrant le mercredi ;
- Figurer sur la liste des Alsh labellisés Plan mercredi par la collectivité ;
- Avoir développer des heures nouvelles à compter de Septembre 2018 par rapport à l'année de référence (ou à compter de Septembre 2017 pour les organisations de temps scolaire à 4 jours en 2017 et non intégré à un Contrat enfance jeunesse) ;
- Etre déclaré à la DDCS en périscolaire.

La bonification « Plan mercredi » se calcule de la façon suivante :

Nouvelles heures X Montant horaire fixé par la Cnaf X Taux RG de la Pso Péri-scolaire.

Seront considérées comme nouvelles heures d'accueil éligibles à la bonification « Plan mercredi » :

- **Le volume d'heures obtenu en comparant le nombre d'heures en Pso péri-scolaire N avec le nombre d'heures de la période de référence, sur le temps du mercredi en année N.**

Année de calcul du droit d'observation	Période de référence	
2019 et après	Pour les Alsh sur des collectivités passées à une organisation des temps scolaires à 4 jours en Septembre 2017 et hors Cej en 2017	Janvier à Décembre 2016
2019 et après	Pour les Alsh sur des collectivités passées à une organisation des temps scolaires à 4 jours en 2018 ou maintenue à 4,5jours en 2018	Janvier à Décembre 2017

3 – Le versement de la subvention dite bonification « Plan mercredi »

Le taux de ressortissants du régime général pour la bonification « Plan mercredi » est identique au taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service Alsh « Péri-scolaire » tel qu'indiqué à l'Article 1- 4. « Le versement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « péri-scolaire »

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 3.7 de la présente convention, produites au plus tard le *JJ / MM (saisie par la Caf : ne peut excéder le « 30 juin »)* de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au *JJ / MM (saisie par la Caf : ne peut excéder le « 30 juin »)* de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné peut entraîner la récupération des montants versés et le non versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Le versement de la subvention dite bonification « Plan mercredi » est effectué sous réserve des disponibilités de crédits et de la production des justificatifs précisés à l'article 3.7.

Aucun acompte ne sera versé.

Article 3 - Les engagements du gestionnaire

1 - Au regard de l'activité de l'équipement

Le gestionnaire met en œuvre un projet éducatif de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté.

Il s'engage à proposer des services et/ou des activités ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans :

- Le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service ;
- L'activité de l'équipement ou service (installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention) ;
- Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

2 - Au regard du public

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- Une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale ;
- Une accessibilité financière pour toutes les familles au moyen de tarifications modulées en fonction des ressources ;
- Une implantation territoriale des structures en adéquation avec les besoins locaux ;
- La production d'un projet éducatif obligatoire. Ce projet prend en compte la place des parents ;
- La mise en place d'activités diversifiées, excluant les cours et les apprentissages particuliers.

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er Septembre 2015 et annexée à la présente convention.

3 - Au regard de l'accès à l'espace Partenaires

3.1 - Objectif principal

« Mon Compte partenaire » permettra d'améliorer la qualité des offres numériques de la branche famille, et contribuera à l'accès aux droits des allocataires et à l'allègement des charges tant des partenaires que des Caf.

La transmission des données se fait via un accès à des services mis à disposition sur un espace sécurisé du « Caf.fr » dénommé « Mon Compte Partenaire ».

3.2 - Les modalités d'accès aux services

En amont de la mise à disposition des accès au portail, des documents contractuels sont à signer entre la Caf et le partenaire :

- Une convention d'accès « Mon compte Partenaire » : convention globale encadrant les accès aux différents services proposés ;
- Un contrat de services formalisant l'ensemble des accès et habilitation d'un organisme partenaire ;
- Un bulletin d'adhésion propre au service « aides financières d'action sociale » (Afas)
- Et des pièces justificatives : la fiche d'habilitation des utilisateurs (selon le mode de gestion), la liste des interlocuteurs partenaire et la liste des interlocuteurs Caf.

Les services ouverts au partenaire ayant signé la convention « Mon compte partenaire » et leurs modalités d'utilisation (plage d'ouverture, gestion des interruptions du service...) sont définis dans le contrat de service et ses annexes.

Chaque service fonctionnel fait l'objet d'une gestion d'accès selon les conditions fixées dans le contrat de services.

4 - Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr » et de l'application mobile « caf-mon-enfant »

Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr » et de son application mobile « caf-mon-enfant », le gestionnaire et la Caf conviennent que la présentation de la structure, ses coordonnées, les conditions ou les règles d'admission, les conditions spécifiques, les tarifs s'il y a lieu, figureront sur le site Internet « monenfant.fr » et l'application mobile « caf-mon-enfant » propriétés de la Caisse nationale des Allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à :

- Fournir toutes les informations précitées dans le présent article et recueillis via la fiche de référencement annexée à la présente convention pour une mise en ligne initiale de ces données par la Caf sur ledit site Internet ;
- Signaler dans les meilleurs délais à la Caf tous changements ou toutes modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit site Internet.

Dans le cas, où celui-ci a signé une convention d'habilitation " monenfant.fr » avec la Caf, l'autorisant à mettre à jour sur le site les informations relatives à la (aux) structure (s) dont il assure la gestion, le gestionnaire s'engage à effectuer lui-même tous changements ou modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit- site Internet.

Le référencement des données au moyen de la fiche annexée et tel que prévu dans l'article ci-dessus est obligatoire.

En revanche, la signature de la convention d'habilitation permettant d'encadrer la contractualisation entre le gestionnaire et la Caf pour une saisie directe sur le site Internet reste obligatoire si et seulement si le gestionnaire privilégie ce canal.

Toute modification de la fiche d'habilitation doit être signalée à la Caf par le gestionnaire par un envoi systématique.

La non - signature de cette convention d'habilitation ne remet pas en cause la signature de la convention d'objectifs et de financement et pourra intervenir à tout moment.

5 - Au regard de la communication

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, et messages internet, visant le service couvert par la présente convention.

6 - Au regard des obligations légales et réglementaires

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans les statuts (*ne concerne pas les collectivités territoriales*).

Le gestionnaire s'engage à respecter, sur toute la durée de la convention, les dispositions légales et règlementaires relatives aux accueils collectifs de mineurs.

Tout contrôle des services de l'Etat et notamment des services départementaux de la jeunesse concluant à un non-respect de la réglementation en matière d'accueil collectif de mineurs entraîne la suspension immédiate de la prestation de service et le remboursement des sommes correspondantes déjà versées.

Le gestionnaire s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans le fonctionnement de l'équipement.

7 - Au regard des pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives qui sont détaillées au titre des présentes conditions.

Le gestionnaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Le versement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire » et de la subvention dite bonification « Plan mercredi « le cas échéant s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci- après :

Plusieurs catégories de pièces justificatives sont nécessaires :

- Les pièces nécessaires à la signature de la convention ;
- Les pièces nécessaires au paiement de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire »,
- Les pièces nécessaires au paiement de la bonification « Plan Mercredi » le cas échéant.

Pour les Caf qui versent des acomptes :

- Les pièces qui permettent le versement d'acomptes ;
- Les pièces qui permettent la régularisation de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire ».

La convention est conclue en fonction des pièces justificatives correspondantes mentionnées à la présente convention.

7.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention

Associations – Mutuelles - Comité d'entreprise

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	- Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture. - Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles. - Pour les comités d'entreprises : procès-verbal des dernières élections constitutives	Attestation de non changement de situation
	- Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	- Statuts datés et signés	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Capacité du contractant	- Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)	

Collectivités territoriales - Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	- Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence	Attestation de non changement de situation
	- Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	- Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale datés et signés (détaillant les champs de compétence)	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal	

Entreprises – groupements d’entreprises

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Vocation	- Statuts datés et signés	Attestation de non changement de situation
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Existence légale	Numéro SIREN / SIRET	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois
	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois	
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)	

7.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention pour la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire »

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Qualité du projet	Projet éducatif	Attestation de non changement de situation
	Projet pédagogique	Projet pédagogique
Eléments financiers	Grille tarifaire	Grille tarifaire
Fiche de référencement « mon-enfant.fr »	Imprimé type recueil de données	Imprimé type recueil de données seulement si le partenaire est non habilité pour la mise à jour sur monenfant.fr et/ou en cas de campagne de réactualisation

Les pièces justificatives relatives au service Alsh nécessaire en cas de tout changement

Il est de la responsabilité du gestionnaire de transmettre à la Caf les pièces justificatives ci-dessous énumérées dès lors qu'il y a un changement ou une modification :

- La liste des lieux implantations (Annexe 1) ;
- La fiche de référencement « mon-enfant.fr » ;
- La grille tarifaire.

7.3 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires au paiement de la subvention dite Prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement Alsh « Périscolaire »

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement sans acompte - régularisation
Déclaration de fonctionnement	Récépissé de la déclaration de l'Alsh auprès des autorités administratives compétentes (*)	Récépissé de déclaration de l'Alsh auprès des autorités administratives compétentes. (*)
Eléments financiers	Budget prévisionnel N. (uniquement si l'Alsh a moins de 2 ans d'activité Acompte versé sous réserve de la présence à la Caf du compte de résultat N-1 ou N-2.	Compte de résultat
Activité	Nombre d'heures réalisées en N par nature d'activité selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement	Nombre d'heures réalisées détaillées par période et par âge et par nature d'activité selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement

(*) Les éléments liés aux déclarations DDCS- PP pourront également être consultés directement par la Caf à partir du système d'information des accueils de mineurs (Siam)- Gestion accueils de mineurs et téléprocédure accueil de mineurs (GAM- TAM)

7.4 - Les pièces justificatives relatives au suivi de l'activité dans le cadre de l'actualisation de la subvention dite Prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire »

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement
Activité	- Nombre d'heures réalisées en N selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement

7. 5 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires au paiement de la subvention dite bonification « Plan mercredi »

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement
Labellisation Plan Mercredi	Projet éducatif du territoire avec la convention Charte qualité « Plan mercredi » Liste des Alsh inscrits dans le Plan mercredi de la collectivité
Activité	Nombre d'heures réalisées les mercredis en N – Nombre d'heures réalisées les mercredis sur la période de référence par rapport à la période comparable

8 - Au regard de la tenue de la comptabilité

Si le gestionnaire a plusieurs activités, il présente un budget spécifique au service de l'Accueil de loisirs sans hébergement « Périscolaire » mis en œuvre.

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...).

La valorisation du bénévolat, n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la prestation de service.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

Article 4 - Les engagements de la Caisse d'allocations familiales

Si la convention porte sur une subvention soumise à conditions (barème, plafond), la Caf fait parvenir chaque année au gestionnaire les éléments actualisés. Elle adresse également le(s) formulaire(s) dématérialisé(s) permettant de compléter les éléments nécessaires au versement de la prestation de service accueil de loisirs sans hébergement (Ps Alsh) « Périscolaire » et le cas échéant de la subvention dite bonification « Plan mercredi »

Ces documents pourront être adressés au gestionnaire sous forme dématérialisée.

Article 5 – Le suivi des engagements, évaluations des actions, contrôle

1 – Le suivi des engagements et évaluation des actions

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

Le gestionnaire, en concertation avec la Caf, peut procéder à des enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires de l'équipement ou du service, qu'il transmet à la Caf.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.

L'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- L'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ;
- L'atteinte des objectifs fixés sur les missions supplémentaires le cas échéant.

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

2 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de

vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, etc.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

Article 6 – La durée de la convention

La présente convention de financement est conclue du 01/01/2020 au 31/12/2023.

La présente convention ne peut pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

Article 7 – La révision des termes

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis dans cette convention.

Article 8 – La fin de la convention

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

Résiliation par consentement mutuel

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

Effets de la résiliation

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Article 9 – Les recours

Recours amiable

La prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Périscolaire » et la subvention dite bonification « Plan mercredi » étant des subventions, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

Le gestionnaire reconnaît avoir reçu un exemplaire de l'ensemble des éléments constitutifs de la présente convention pour la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire » et le cas échéant de la subvention dite bonification « Plan Mercredi » et en avoir pris connaissance.

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

A Beauvais, le 24/04/2020

La Caf de l'Oise

La Mairie de Beauvais

Le Directeur
Gaudérique BARRIÈRE

Le Maire
Caroline CAYEUX

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois sociales de la fin du XIX^e siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les Institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1 LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2 LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3 LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4 LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5 LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6 LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7 LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8 AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9 AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Prestation de service Accueil de loisirs (Alsh) « Extrascolaire »

Novembre 2018

Année : 2020
Gestionnaire : Mairie de Beauvais
Structure : Extrascolaire de Beauvais - 201700032
Code pièces – Famille / Type : monter convention /convention

Les conditions ci-dessous de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire » constituent la présente convention.

Entre :

La Mairie de Beauvais représenté(e) par Madame Caroline CAYEUX, Le Maire, dont le siège est situé 1 rue Desgroux - BP 60330 - 60000 BEAUVAIS

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales de l'Oise, représentée par Gaudérique BARRIÈRE, Le Directeur, dont le siège est situé 2, rue Jules Ferry – BP 90729 – 60012 BEAUVAIS Cedex.

Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule

Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les Caisses d'Allocations familiales contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

Au travers de diagnostics partagés, les Caisses d'Allocations familiales prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes et celles faisant face au handicap d'un parent ou d'un enfant, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficacité ;
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans ;

- Soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants ;
- Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale.

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire » pour les lieux d'implantation désignés dans l'Annexe 1

Article 1- L'objet de la convention

1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire »

Dans le cadre de leur politique en direction du temps libre des enfants et des jeunes, les Caf soutiennent le développement et le fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement, des accueils de scoutisme sans hébergement et des accueils de jeunes déclarés auprès des services départementaux de la jeunesse.

L'accueil de loisirs extrascolaire est celui qui se déroule le samedi sans école, le dimanche et pendant les vacances scolaires.

Ces accueils sont éligibles à la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) versée par les Caf dès lors qu'ils remplissent les obligations réglementaires relatives à la protection des mineurs définies dans le Code de l'action sociale et des familles et prennent en compte les nouvelles dispositions induites par le Décret n°2018-647 du 23 Juillet 2018 modifiant les définitions et les règles applicables aux accueils de loisirs ainsi que les critères précisés à l'ensemble des points abordés à l'Article 2.

Le temps extrascolaire pris en compte par la Caf se situe pendant :

- les vacances scolaires (petites vacances et vacances d'été) ;
- les samedis sans école ;
- le dimanche (uniquement pour les séjours d'une durée maximum de 5 nuits et 6 jours).

Un accueil de loisirs sans hébergement extrascolaire est un accueil collectif de mineurs qui répond à l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- Etre organisé en dehors du domicile parental ;
- Accueillir de manière régulière 7 à 300 mineurs ;
- Offrir une diversité d'activités organisées ;
- Avoir un caractère éducatif ;
- Se dérouler sur 14 jours au moins consécutifs ou non au cours d'une même année ;
- S'étendre sur une durée minimale de deux heures.

Un accueil de scoutisme sans hébergement extrascolaire est un accueil collectif de mineurs qui répond à l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- être organisé en dehors du domicile parental ;
- accueillir de manière régulière au moins sept mineurs ;
- être organisé par une association dont l'objet est la pratique du scoutisme et bénéficiant d'un agrément national délivré par le ministre chargé de la jeunesse.

Les accueils de loisirs sans hébergement extrascolaires et les accueils de scoutisme sans hébergement extrascolaires sont éligibles à la prestation de service Accueils de loisirs sans hébergement Alsh « Extrascolaire » versée par les Caf.

Sont également éligibles à la prestation de service :

- Les séjours courts de trois nuits consécutives au plus, et les activités accessoires de quatre nuits au plus rattachés à un accueil sans hébergement (accueil de loisirs déclarés), et sous réserve qu'ils soient intégrés au projet éducatif de cet accueil.
- Les séjours d'une durée de cinq nuits et six jours au maximum, sous réserve qu'ils respectent les conditions cumulatives détaillées ci-après :
 - être prévus dès la déclaration annuelle d'un accueil de loisirs sans hébergement;
 - être intégrés au projet éducatif de l'accueil de loisirs;
 - faire l'objet d'une déclaration en tant que séjour de vacances.
- Les séjours organisés dans le cadre du projet éducatif d'un accueil de scoutisme sans hébergement, d'une durée maximum de cinq nuits et six jours, sous réserve qu'ils aient fait l'objet d'une fiche complémentaire à la déclaration initiale de l'accueil de scoutisme.

La prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Extrascolaire » ne peut être attribuée aux accueils :

- organisés par des établissements d'enseignement scolaire ;
- ne relevant pas du régime de protection des mineurs où les enfants sont accueillis hors du domicile parental ;
- dont la mission relève de la protection de l'enfance ;
- destinés à un public nécessitant une prise en charge spécifique (protection judiciaire de la jeunesse, etc.).

2 - Le mode de calcul de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire »

Elle se calcule de la façon suivante :

La Caf verse une prestation de service (Ps), basée sur l'unité de compte retenue selon les modalités de calcul détaillées dans la formule et les tableaux ci-après :

Montant de la prestation de service = 30 % x prix de revient dans la limite d'un prix plafond ¹x nombre d'actes ouvrant droit x taux de ressortissants du régime général.

Nature d'activité	Mode de paiement des familles		Unité de calcul de la prestation de service
Accueil de loisirs et de scoutisme sans hébergement extrascolaire	Paiement sur facturation		
	Option 1	Uniquement par une facturation à l'heure /enfant	En fonction du nombre d'heures figurant sur les factures (2) aux familles
	Option 2	Uniquement par une facturation à la ½ journée ou journée/enfant	En fonction du nombre de ½ journées ou journées figurant sur les factures (2) aux familles, avec la règle suivante : - si l'amplitude d'ouverture effective de l'équipement est égale ou supérieure à 8 heures pour une journée, alors la journée équivaut à 8 heures et la ½ journée équivaut à 4 heures ; - si l'amplitude d'ouverture effective de l'équipement est inférieure à 8 heures pour une journée, alors la journée équivaut à cette amplitude journalière et la ½ journée équivaut à la moitié de l'amplitude journalière d'ouverture effective de l'équipement.
	Option 3	Par les deux modes de facturation ci-dessus du fait d'un cumul sur une même journée d'une facturation à l'heure/enfant et d'une facturation à la ½ journée ou journée/enfant.	En fonction du nombre de journées facturées (2) aux familles dans la limite de l'amplitude d'ouverture effective de l'équipement (avec 1 journée = 8 h maximum et une ½ journée = 4 heures maximum).

¹ Le prix plafond est fixé annuellement par la Caf

	Option 4	Par les deux modes de facturation ci-dessus du fait <i>d'un cumul sur un même accueil</i> d'une facturation à l'heure/enfant et d'une facturation à la ½ journée ou journée/enfant.	Par le cumul du nombre d'heures figurant sur les factures (2) aux familles et du nombre de journées facturées aux familles dans la limite de l'amplitude d'ouverture effective de l'équipement (avec 1 journée = 8 h maximum et une ½ journée = 4 h maximum).
	Paiement selon un autre mode		
	Option 5	Uniquement pour l'acquittement d'un forfait (3)	En fonction du nombre d'heures réalisées au profit des familles.
	Option 6	Uniquement par une cotisation (4)	
	Option 7	Par au moins deux des modes de tarification ci-dessus à l'exclusion des options 3 ou 4 ci-dessus	
	<p>(2) La facturation résulte de l'établissement d'une facture qui précise à la famille la nature de l'unité de compte (heure ou journée), le tarif unitaire de cette unité de compte et le nombre d'unités retenues pour établir la facturation à la famille.</p> <p>(3) Le forfait correspond à une offre déterminée par avance sur une période supérieure à une journée, et dont la périodicité est soit hebdomadaire, mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle, et pour lequel est demandé un paiement global et invariable quel que soit le nombre d'actes effectués.</p> <p>(4) La cotisation est une somme d'argent permettant de financer les frais de fonctionnement d'un équipement.</p>		
Séjours organisés par un accueil de loisirs extrascolaire ou de scoutisme	<p>En fonction du nombre de journées réalisées au profit des familles avec 1 journée = 10 heures</p> <p>Sont éligibles les « séjours accessoires » à l'Alsh d'une durée de 1 à 4 nuits ainsi que les séjours de 6 jours 5 nuits remplissant les conditions définies dans l'objet de la convention.</p>		

Les parties signataires à la présente convention retiennent comme modalités de calcul de la prestation de service pour l'accueil de loisirs sans hébergement « Extrascolaire » l'option indiquée ci-dessus et relative au mode de paiement des familles telle que détaillée à l'article 1-2 « Le mode de calcul de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Extrascolaire » ».

Pour l'accueil de loisirs sans hébergement - extrascolaire, l'option n° est retenue

Quel que soit le mode de tarification aux familles retenu, le gestionnaire doit communiquer à la Caf la grille tarifaire à la signature de la convention. Toute modification de cette grille doit être signalée par un envoi systématique à la Caf par le gestionnaire.

3 - Niveau de recueil des informations

La Caf et le gestionnaire précisent les modalités de recueil concernant les données financières et les données d'activité.

Niveau de recueil des données financières

Le gestionnaire communique les données financières par commune.

Niveau communal

- Préciser la(es) commune(s) pour la(es)quelle(s) des données financières sont transmises

Niveau de recueil des données d'activité

Le gestionnaire communique les données d'activité par lieu d'implantation.

Par lieu(x) d'implantation

- Préciser la(es) commune(s) pour la(es)quelle(s) des données d'activité sont transmises

4- Le versement de la subvention dite prestation de service accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire »

Le taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire » est fixé à :

- Taux fixe : 98 %

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans les « conditions particulières prestation de service Alsh » de la présente convention, produites au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au 30 juin peut entraîner la récupération des montants versés et le non versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Le versement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire » est effectué sous réserve des disponibilités de crédits et de la production des justificatifs précisés à l'article 7.2

Le gestionnaire s'engage à communiquer à la Caf annuellement le détail du nombre d'heures réalisées et/ou facturées au profit des familles par période et par tranche d'âge.

Si les données d'activité détaillées sont désormais uniquement demandées pour la déclaration de données réelles, il est cependant nécessaire d'en assurer le suivi tout au long de l'année, notamment en cas de contrôle de votre Caf.

Modalités de versement

Le paiement de l'année N est réalisé en trois versements :

- Un 1er acompte de 35 % du droit prévisionnel est payé en début d'année N, au vu des données prévisionnelles qui doivent être adressées à la Caf au plus tard le 31 janvier de l'année N,
- Un 2ème acompte (réévalué avec le droit prévisionnel actualisé) est versé en septembre de l'année N de façon à ce que la somme des acomptes versés en N ne dépasse pas 70 % du droit prévisionnel, après la transmission des données définitives de N-1,
- Le solde est versé l'année suivante, sur production du compte de résultat et de l'activité réelle de l'année N, qui doivent être envoyés à la Caf le 31 mars.

Chaque année, un ajustement s'effectuera au moment de la liquidation du droit réel, basé sur le bilan d'activité et la production des justificatifs dans les délais impartis.

Ce qui pourra entraîner :

- Un versement complémentaire,
- La mise en recouvrement d'un indu.

Cet indu fera l'objet d'une régularisation sur le prochain versement ou d'un remboursement direct à la Caf.

La Caf se réserve le droit de suspendre tout ou partie des acomptes en cas de cessation d'activité, activité en baisse notable ou tout autre changement ayant un impact sur le montant prévisionnel de la prestation de service.

Article 2 - Les engagements du gestionnaire

1 - Au regard de l'activité de l'équipement

Le gestionnaire met en œuvre un projet éducatif de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté.

Il s'engage à proposer des services et/ou des activités ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans :

- le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service,
- l'activité de l'équipement ou service (installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention),
- les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

2 - Au regard du public

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale ;
- une accessibilité financière pour toutes les familles au moyen de tarifications modulées en fonction des ressources ;
- une implantation territoriale des structures en adéquation avec les besoins locaux ;
- la production d'un projet éducatif obligatoire. Ce projet prend en compte la place des parents.
- la mise en place d'activités diversifiées, excluant les cours et les apprentissages particuliers.

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er Septembre 2015 et annexée à la présente convention.

3 - Au regard de l'accès à l'espace Partenaires

3.1 - Objectif principal

« Mon Compte partenaire » permettra d'améliorer la qualité des offres numériques de la branche famille, et contribuera à l'accès aux droits des allocataires et à l'allègement des charges tant des partenaires que des Caf.

La transmission des données se fait via un accès à des services mis à disposition sur un espace sécurisé du « Caf.fr dénommé « Mon Compte Partenaire ».

3.2 - Les modalités d'accès aux services

En amont de la mise à disposition des accès au portail, des documents contractuels sont à signer entre la Caf et le partenaire :

- une convention d'accès « Mon compte Partenaire » : convention globale encadrant les accès aux différents services proposés ;
- un contrat de services formalisant l'ensemble des accès et habilitation d'un organisme partenaire ;
- un bulletin d'adhésion propre au service « aides financières d'action sociale » (AFAS)
- et des pièces justificatives: la fiche d'habilitation des utilisateurs (selon le mode de gestion), la liste des interlocuteurs partenaire et la liste des interlocuteurs Caf.

Les services ouverts au partenaire ayant signé la convention « Mon compte partenaire » et leurs modalités d'utilisation (plage d'ouverture, gestion des interruptions du service...) sont définis dans le contrat de service et ses annexes.

Chaque service fonctionnel fait l'objet d'une gestion d'accès selon les conditions fixées dans le contrat de services.

4 - Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr » et de l'application mobile « caf-mon-enfant »

Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr » et de son application mobile « caf-mon-enfant », le gestionnaire et la Caf conviennent que la présentation de la structure, ses coordonnées, les conditions ou les règles d'admission, les conditions spécifiques, les tarifs s'il y a lieu, figureront sur le site Internet « monenfant.fr » et l'application mobile « caf-mon-enfant » propriétés de la Caisse nationale des Allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à :

- fournir toutes les informations précitées dans le présent article et recueillis via la fiche de référencement annexée à la présente convention pour une mise en ligne initiale de ces données par la Caf sur ledit site Internet ;
- signaler dans les meilleurs délais à la Caf tous changements ou toutes modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit site Internet.

Dans le cas, ou celui-ci a signé une convention d'habilitation " monenfant.fr » avec la Caf, l'autorisant à mettre à jour sur le site les informations relatives à la (aux) structure (s) dont il assure la gestion,

Le gestionnaire s'engage à effectuer lui-même tous changements ou modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit- site Internet.

Le référencement des données au moyen de la fiche annexée et tel que prévu dans l'article ci-dessus est obligatoire.

En revanche, la signature de la convention d'habilitation permettant d'encadrer la contractualisation entre le gestionnaire et la Caf pour une saisie directe sur le site Internet reste obligatoire si et seulement si le gestionnaire privilégie ce canal.

Toute modification de la fiche d'habilitation doit être signalée à la Caf par le gestionnaire par un envoi systématique.

La non - signature de cette convention d'habilitation ne remet pas en cause la signature de la convention d'objectifs et de financement et pourra intervenir à tout moment.

5 - Au regard de la communication

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, et messages internet, visant le service couvert par la présente convention.

6 - Au regard des obligations légales et réglementaires

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- d'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- de droit du travail ;
- de règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes ;
- de procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans les statuts (*ne concerne pas les collectivités territoriales*).

Le gestionnaire s'engage à respecter, sur toute la durée de la convention, les dispositions légales et réglementaires relatives aux accueils collectifs de mineurs.

Tout contrôle des services de l'Etat et notamment des services départementaux de la jeunesse concluant à un non-respect de la réglementation en matière d'accueil collectif de mineurs entraîne la suspension immédiate de la prestation de service et le remboursement des sommes correspondantes déjà versées.

Le gestionnaire s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans le fonctionnement de l'équipement.

7 - Au regard des pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives qui sont détaillées au titre des présentes conditions.

Le gestionnaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Le versement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire » s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci- après :

Plusieurs catégories de pièces justificatives sont nécessaires :

- les pièces nécessaires à la signature de la convention ;
- les pièces nécessaires au paiement de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire ».

Pour les Caf qui versent des acomptes :

- les pièces qui permettent le versement d'acomptes ;
- les pièces qui permettent la régularisation de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire ».

La convention est conclue en fonction des pièces justificatives correspondantes mentionnées à la présente convention.

7.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention

Associations – Mutuelles- Comité d'entreprise

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture. - Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles. - Pour les comités d'entreprises : procès-verbal des dernières élections constitutives 	Attestation de non changement de situation
	- Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	- Statuts	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Capacité du contractant	- Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)	

**Collectivités territoriales –
Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)**

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	- Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence - Numéro SIREN / SIRET	Attestation de non changement de situation
Vocation	- Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal	

Entreprises – groupements d'entreprises

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Vocation	- Statuts	Attestation de non changement de situation
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Existence légale	Numéro SIREN / SIRET	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois
	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois	
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)	

7.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention pour la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire »

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Qualité du projet	Projet éducatif	Attestation de non changement de situation
	Projet pédagogique	Projet pédagogique
	Grille tarifaire	Grille tarifaire
Fiche de référencement « mon-enfant.fr »	Imprimé type recueil de données	Imprimé type recueil de données seulement si le partenaire est non habilité pour la mise à jour sur monenfant.fr et/ou en cas de campagne de réactualisation

Les pièces justificatives relatives au service Alsh nécessaire en cas de tout changement

Il est de la responsabilité du gestionnaire de transmettre à la Caf les pièces justificatives ci-dessous énumérées dès lors qu'il y a un changement ou une modification :

- La grille tarifaire ;
-
- La liste des lieux implantations (Annexe 1) ;
-
- La fiche de référencement « mon-enfant.fr ».

7.3 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires au paiement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire »

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement sans acompte - régularisation
Déclaration de fonctionnement	Accusé de réception de la déclaration de l'Alsh auprès des autorités administratives compétentes (*)	Récépissé de déclaration de l'Alsh auprès des autorités administratives compétentes. (*)
Eléments financiers	Budget prévisionnel N. (uniquement si l'Alsh a moins de 2 ans d'activité) Acompte versé sous réserve de la présence à la Caf du compte de résultat N-1 ou N-2.	Compte de résultat

Activité	Nombre d'heures réalisées et/ou facturées en N selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement	Nombre d'heures réalisées et/ou facturées détaillées par période et par âge selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement
-----------------	---	--

(*) Les éléments liés aux déclarations DDCS pourront également être consultés directement par la Caf à partir du système d'information des accueils de mineurs (Siam)- Gestion accueils de mineurs et téléprocédure accueil de mineurs (GAM- TAM)

7.4 - Les pièces justificatives relatives au suivi de l'activité dans le cadre de l'actualisation de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire »

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement
Activité	- Nombre d'heures facturées et /ou réalisées en N selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement

8 - Au regard de la tenue de la comptabilité

Si le gestionnaire a plusieurs activités, il présente un budget spécifique au service au projet de l'Accueil de loisirs sans hébergement « Extrascolaire » mis en œuvre.

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...).

La valorisation du bénévolat, n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la prestation de service.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

Article 3 - Les engagements de la Caisse d'allocations familiales

Si la convention porte sur une subvention soumise à conditions (barème, plafond), la Caf fait parvenir chaque année au gestionnaire les éléments actualisés. Elle adresse également le(s) formulaire(s) dématérialisé(s) permettant de compléter les éléments nécessaires au versement de la prestation de service accueil de loisirs sans hébergement (Ps Alsh) « Extrascolaire ».

Ces documents pourront être adressés au gestionnaire sous forme dématérialisée.

Article 4 - Suivi des engagements, évaluations des actions, contrôle

1 - Suivi des engagements et évaluation des actions

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

Le gestionnaire, en concertation avec la Caf, peut procéder à des enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires de l'équipement ou du service, qu'il transmet à la Caf.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.

L'évaluation porte notamment sur :

- la conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;
- les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ;
- l'atteinte des objectifs fixés sur les missions supplémentaires le cas échéant.

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

2 - Contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, etc.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

Article 5 – La durée de la convention

La présente convention de financement est conclue du 01/01/20 au 31/12/2023
La présente convention ne peut pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

Article 6 – La révision des termes

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis dans cette convention.

Article 7 – La fin de la convention

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

Résiliation par consentement mutuel

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

Effets de la résiliation

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Article 8 – Les recours

Recours amiable

La prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Extrascolaire » étant une subvention, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

Le gestionnaire reconnaît avoir reçu un exemplaire de l'ensemble des éléments constitutifs de la présente convention pour la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire » et en avoir pris connaissance.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

A Beauvais, le 24/04/2020

La Caf de l'Oise

La Mairie de Beauvais

Le Directeur
Gaudérique BARRIÈRE

Le Maire
Caroline CAYEUX

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et repêils identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIX^e siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1

LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2

LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3

LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4

LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5

LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6

LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7

LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans

le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrié et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8

AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9

AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.





ATTESTATION DE NON CHANGEMENT

Je soussigné,

atteste qu'il n'y a eu aucun changement dans les documents transmis lors de la signature de la convention d'objectifs et de financement en terme :

- d'existence légale
- de statuts
- de relevé d'identité bancaire

et

Pour les associations

- récépissé de déclaration en Préfecture

Le

Le signataire
(Cachet et signature obligatoire)

Commission Commission générale

Service Éducation

Réf : 2020-292

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

**Objet : Direction de l'enfance, de l'éducation et de la jeunesse
Politique éducative - règlement de la restauration scolaire**

Le règlement de la restauration scolaire fixe la cadre de fonctionnement sur les points suivants :

- Inscription (réservation de repas),
- Conditions tarifaires,
- Modes de facturation,
- Règles de vie et comportement,
- Menus,
- Prise en charge des enfants en PAI (Projet d'accueil individualisé).

Ce règlement demandait un ajustement pour être conforme à la réorganisation de la Direction de l'Enfance, de l'Éducation et de la Jeunesse – DEEJ.

Plusieurs points sont traités dans le cadre de l'ajustement de ce règlement :

- Le nouveau règlement précise le mode de calcul du quotient ainsi que le tarif de la restauration scolaire. Il sera appliqué à la rentrée des classes 2020-2021, soit au 1^{er} septembre 2020.
- Le délai de réservation des repas pour la rentrée des classes est ramené à 7 jours pour être harmonie avec les délais fixés sur l'année scolaire.
- La procédure de Projet d'Accueil Individualisé (PAI) précisée pour la prise du repas de l'enfant lorsque la famille apporte un repas. Les conditions de dépôt et de conservation des repas apportés par les parents sont rappelées.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver les termes du nouveau règlement de la restauration scolaire municipale.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 10 abstentions.

DIRECTION DE L'ENFANCE, DE L'EDUCATION ET DE LA JEUNESSE
Commune de Beauvais

RÈGLEMENT DE LA RESTAURATION SCOLAIRE
Applicable au 1^{er} septembre 2020

Article 1 - Dispositions générales

La ville de BEAUVAIS met à disposition de tous les enfants de ses écoles maternelles et élémentaires publiques et des accueils de loisirs, un service de restauration scolaire pour le repas du midi, en liaison froide.

Ce service est ouvert aux enseignants qui souhaitent être accueillis en qualité de commensal.

La restauration scolaire municipale est placée sous la responsabilité du Maire, ou de son représentant. Elle fonctionne de 11h30 à 13h35, heures de prise de fonction des enseignants, les lundis, mardis, jeudis et vendredis en période scolaire en fonction du calendrier fixé par l'Education Nationale et les jours de mise en place du service minimum d'accueil (SMA) dans les conditions prévues par la Loi.

Un service de restauration est assuré dans les accueils de loisirs, le mercredi et pendant les vacances scolaires les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis.

L'inscription en restauration est obligatoire. Cette inscription est un engagement de la part des parents, des enfants et des commensaux à se conformer au présent règlement.

Article 2 - Les inscriptions

L'inscription de l'enfant ou du commensal se fait auprès de la Direction de l'Enfance, de l'Education et de la Jeunesse, des mairies de quartier et dès sa mise en place, sur le Portail Citoyen, en procédure dématérialisée. Elle est préalable à l'accès au service de restauration scolaire, elle est validée lorsque le dossier est complet, fiche sanitaire comprise (exception faite pour le commensal). Les inscriptions doivent être faites **au plus tard 7 jours avant la rentrée scolaire de septembre sauf pour les nouveaux arrivants**.

L'inscription est faite pour une fréquentation régulière correspondant à une prise de repas une ou plusieurs fois par semaine, à jour(s) fixe(s). La famille ou le commensal **peut modifier la périodicité** choisie en informant Direction de l'Enfance, de l'Education et de la Jeunesse ou dès sa mise en place, par le Portail citoyen, **une semaine (7 jours ouvrables) avant la date de mise en œuvre souhaitée. (Exemple : annulation transmise le jeudi pour le jeudi suivant).**

L'inscription occasionnelle est possible, pour une durée limitée dans l'année, ou pour des dates précises, dès lors qu'elle est faite dans les délais requis.

L'inscription des enfants de TPS est soumise à l'avis de l'enseignante et du responsable de l'accueil de loisirs qui estimeront si l'enfant est prêt à la fréquentation de la restauration, il y a lieu d'éviter de trop longues journées aux très jeunes enfants.

Lorsque des circonstances particulières, justifiées à la Direction de la Vie Scolaire, ne permettent pas de prévoir la fréquentation de l'enfant dans les délais impartis (activité professionnelle, recherche d'emploi, traitement médical, etc.), le **délai d'inscription** peut être adapté en fonction des circonstances exposées. Le commensal ne bénéficie pas de cette disposition.

L'inscription prend fin

- avec la fin de l'année scolaire,
- sur décision de la famille ou du commensal dans le respect d'un préavis d'une semaine signifié par mail à scolaire@beauvais.fr ou **par courrier** à la direction de l'Éducation ,
- Ou sur décision de l'adjoint délégué en cas d'exclusion définitive dûment motivée et notifiée.

Article 3 - Les conditions tarifaires

La ville de Beauvais propose un tarif modulé en fonction des capacités contributives des familles. Il s'agit d'un calcul du tarif selon le quotient familial. La famille fournit son numéro d'allocataire de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Oise (CAFO) qui permettra chaque année, en mai, de mettre à jour le tarif pour la rentrée suivante. A défaut, elle fournira les ressources de l'année N – 2, justificatifs à l'appui.

Le mode de calcul du quotient

Le quotient de la CAF est privilégié.

A défaut, le mode de calcul est le suivant :

$$QF = \frac{\text{total annuel des salaires et assimilés} + \text{allocations annuelles CAF}}{\text{nombre de parts fiscales}}$$

A chaque quotient calculé pour une famille un tarif est appliqué pour les repas pris dans les accueils de loisirs et sur le temps scolaire.

Cette tarification peut être adaptée en cas de modification substantielle des revenus ou de la composition de la famille, dans un délai maximum de 2 mois après réception d'une demande écrite et de l'ensemble des justificatifs, sans effet rétroactif.

Le prix du repas commensal est forfaitaire ; il est fixé par décision municipale.

Article 4 - La facturation

La facturation est mensuelle et calculée sur la base de l'engagement pris par le représentant légal et du commensal. **Les repas non consommés sont facturés, sauf** dans les cas suivants :

- le service de restauration scolaire n'a pu être rendu, (cas de force majeure)
- l'enfant n'a pu être accueilli par l'école le matin ou par le Service Minimum d'Accueil (du fait de la Ville)
- l'absence de l'enfant ou du commensal a été signalée à la Direction de la Vie Scolaire (03 44 79 42 50 ou scolaire@beauvais.fr) **au minimum 1 semaine avant (7 jours ouvrables)**.
- l'absence de l'enfant ou du commensal signalée à la Direction de la Vie Scolaire est justifiée par un certificat médical ou un bulletin d'hospitalisation transmis dès la reprise de l'enfant.
- l'absence prolongée de l'enseignant empêche l'accueil de l'enfant lorsque 50 % des enseignants est absent durant 3 jours consécutifs.

Une liste nominative est établie en début de chaque mois pour chaque terminal de restauration scolaire. Elle est remise à l'école et à l'animateur référent. Ce document, mis à jour à chaque changement de régime d'un enfant ou du commensal, permet le pointage quotidien qui sert de base à la facturation mensuelle. Il est signé en fin de mois par l'animateur référent et transmis à la Direction de l'Enfance, de l'Education et de la Jeunesse qui établit la facturation. A la mise en place du Portail citoyen, ces échanges seront dématérialisés.

Le paiement se fait au Trésor Public, au choix de la famille ou du commensal par prélèvement automatique, chèque, carte bancaire, paiement TIPI (par internet) ou en espèces. Pour être prises en compte, les éventuelles réclamations concernant les repas facturés sont à adresser par courrier à la Direction de l'Enfance, de l'Education et de la Jeunesse, dans un délai maximum de 2 mois à compter de la date de réception de la facture.

Article 5 - Règles de vie à respecter par les enfants

Le temps du repas est pour les enfants un moment de détente et d'éducation : alimentation, éducation au goût, échanges, temps ludique et repos. Les enfants doivent respecter les règles fixées par les animateurs de restauration et le matériel mis à disposition. Le remboursement des dégradations,

volontaires ou non, pourra être réclamé au responsable légal de l'enfant concerné.

En inscrivant son enfant en restauration scolaire, la famille prend connaissance et accepte les règles de fonctionnement, elle se porte garante du bon comportement de l'enfant. Des mesures d'exclusion peuvent être prises à titre provisoire ou définitif (art 8).

Article 6 - Composition des menus et menus de remplacement

Seule la consommation des repas proposés par la restauration scolaire est autorisée. Les menus sont fabriqués selon les règles d'hygiène et de sécurité alimentaires en vigueur.

La Ville propose par ailleurs des menus de remplacement (sans porc) mais ne prend pas en compte les contraintes religieuses dans la composition de ses repas (viande halal, casher, ...) ni les demandes de régimes particuliers tels que ceux qui conduisent à supprimer la viande ou toute autre famille de produits.

Hors Projet d'Accueil Individualisé (PAI), aucun aliment ne doit être apporté de l'extérieur, ni emporté hors du terminal.

Article 7 - Les régimes particuliers

La restauration scolaire municipale a une vocation collective et ne peut répondre aux régimes alimentaires particuliers. Toutefois, tout enfant doit pouvoir être accueilli en toute sécurité dans les établissements scolaires ou en collectivité et notamment lorsqu'il est affecté par des allergies des contre-indications médicales. Dans le cadre de la circulaire 2003-135 du 8 septembre 2003, un Projet d'accueil Individualisé (PAI), peut être renouvelé avant chaque rentrée scolaire par les parents, le médecin de famille et favoriser l'accueil des enfants dont le régime est compatible avec les possibilités du service de la restauration scolaire.

Le PAI est mis en place sur prescription médicale du médecin de famille, il est signé par les familles et il est ensuite visé par le médecin scolaire et le Maire de la commune dans le cadre d'une convention établie entre la Ville et la famille. Le PAI est l'acte préalable obligatoire pour la fréquentation.

Les repas de substitution des enfants sont à déposer par les parents à l'ALSH entre 7h30 et 8h25 et au terminal de restauration à partir de 8h30. Les glacières portent le nom et le prénom des enfants. Elles contiennent au moins 2 pains de glaces ou plaques eutectiques.

Entre 7h30 et 8h30, les glacières sont entreposées dans le réfrigérateur de l'Accueil de loisirs sans hébergement. Dans le cas où l'accueil, de loisirs est proche du restaurant scolaire, les glacières seront déplacées par le personnel d'animation. En revanche, si l'accueil de loisirs est éloigné du restaurant scolaire, le chauffeur de l'UPC prendra en charge les glacières pour assurer un maintien de la chaîne du froid.

Aucun médicament n'est administré par le personnel de surveillance même sur présentation d'une ordonnance et d'une autorisation

Par mesure de sécurité, il n'y a pas de dérogation à cette procédure.

L'accueil d'un enfant porteur de handicap nécessite parfois des aménagements et/ou une réorganisation du service. Pour préparer cette venue, une demande écrite devra être transmise à l'adjoint délégué en charge du secteur qui s'assurera que les conditions mises en œuvre garantissent un accueil confortable et sécuritaire. Dans le cas où un personnel dédié est requis, ce dernier ne procédera pas à des actes médicaux ou des soins. Si toutes les conditions ne sont pas réunies pour son confort ou sa sécurité, l'accueil de l'enfant pourra être réduit ou refusé.

Article 8 - Gestion des comportements perturbateurs ou incorrects des enfants

Feront l'objet d'un cadrage éducatif régulier, les actes d'incivilité verbale ou physique (détérioration volontaire de matériel, tentative de fugue, sortie non autorisée, insolence, insulte, bagarre, etc.) et tout autre comportement jugé dangereux.

Dans le cas où un enfant ne prendrait pas en compte les remarques faites par les adultes malgré les avertissements ou mises en garde répétées, l'animateur référent rédigera un rapport sur les constatations de l'encadrant. Un courrier d'avertissement sera transmis aux parents de l'enfant afin d'organiser une rencontre avec le responsable concerné visant à mettre l'enfant et ses parents devant leurs responsabilités respectives.

Après deux avertissements, si l'enfant ne change pas radicalement d'attitude une exclusion temporaire de 15 jours est alors prononcée et dûment notifiée.

Si, après cette première exclusion, le comportement de l'enfant ne s'améliore pas de façon notable, le Maire ou l'Adjoint délégué peut prononcer l'exclusion définitive pour le reste de l'année scolaire en cours. Les parents sont avertis par lettre suivie. L'animateur référent et la Direction de l'école sont également informés. La facturation est recalculée ou annulée en conséquence à la demande du de l'animateur référent.

Préalablement à la reprise, le Maire ou l'adjoint délégué peut convoquer en Mairie les parents et l'enfant ; ce dernier doit s'engager par écrit à changer d'attitude. Cet engagement est transmis au service périscolaire, qui en assure le suivi.

Article 9 - Application et recours

Le présent règlement est applicable dès l'inscription de l'enfant et entraîne l'acceptation par les parents (ou le représentant légal) de le respecter et le faire respecter par son enfant.

Commission Commission générale

Service Politique de la Ville Rénovation Urbaine

Réf : 2020-283

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Cohésion sociale - Bourse aux initiatives citoyennes - Reconduction du dispositif en 2020 et approbation du règlement

Afin de donner les moyens aux habitants de se mobiliser dans la vie de leur quartier, la Ville de Beauvais a proposé au début de l'année 2015 la création de la Beauvais Bourse aux Initiatives Citoyennes (BBIC).

L'ambition de cette bourse est d'inciter les habitants à construire des micro-projets qui contribuent à l'animation de leur quartier, à l'amélioration du cadre de vie et au développement des échanges intergénérationnels.

Pour l'année 2020, la BBIC s'adresse à la fois aux associations et aux groupes d'habitants.

Pour les projets associatifs, il s'agit au travers de ce dispositif, d'encourager à nouveau les actions de lien social et de vivre ensemble au sein des quartiers relevant de la politique de la ville.

Le financement de projet d'habitants s'attache à favoriser la poursuite de la prise d'initiative citoyenne et s'adresse à l'ensemble des Beauvaisiens, de manière à encourager la mixité sociale entre les quartiers.

Les modalités de fonctionnement de la bourse sont précisées dans le règlement intérieur annexé à la présente délibération. Il est à noter une modification apportée à l'article 8 concernant la composition du comité de sélection des projets qui prévoit la désignation d'un élu parmi les membres du conseil municipal.

Ainsi, il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver la reconduction du dispositif de la bourse aux initiatives citoyennes impliquant une participation financière de 20 000 euros, inscrite au budget primitif 2020 ;
- d'approuver le règlement de la bourse ;
- de désigner un élu, parmi les membres du conseil municipal, invité à siéger au sein du comité de sélection pour avis sur les projets ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à solliciter une subvention de 10 000 euros auprès de l'État, et éventuellement de tout autre partenaire, et à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier ;
- d'affecter les recettes correspondantes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la ville.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 10 abstentions.

Règlement de la BOURSE AUX INITIATIVES CITOYENNES Année 2020

Article 1. Préambule

La bourse aux initiatives citoyennes est une enveloppe financière à rythme annuel abondée par la Ville de Beauvais afin de soutenir des initiatives collectives présentées par des associations et des groupes d'habitants, productrices de lien social. Cette bourse, initiée en 2015, s'inscrit dans les orientations prioritaires de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, relatives à l'émergence et l'accompagnement des initiatives locales. D'autres collectivités, d'autres structures publiques ou privées peuvent participer financièrement à cette bourse.

Le présent règlement précise les objectifs et le fonctionnement de la bourse, présente les instances, les procédures applicables et les critères de financement qui s'imposent à tout membre ou personne qui concourt à l'existence et participe à son fonctionnement, et tout porteur de projet déposant une demande de bourse.

Ce règlement n'est pas définitif, le comité de sélection a la possibilité de l'amender en cours d'année.

Article 2. Objectifs

La bourse aux initiatives citoyennes a pour buts de dynamiser et valoriser les initiatives des habitants, au plus près de leur vie quotidienne.

Ses objectifs sont donc, par une aide financière et souple, de :

- favoriser l'expression, la volonté, la capacité d'entreprendre des habitants, qu'ils soient ou non organisés en association ;
- contribuer au rapprochement des citoyens et des institutions dans un souci de démocratie locale, renforcer les échanges entre les associations et les habitants ;
- favoriser tous projets ou actions émanant d'initiatives locales, concourant à développer la vie sociale de proximité ;
- favoriser l'intégration et la mixité des populations d'âge et d'origine différents ;
- favoriser l'émergence d'actions sociales innovantes.

Article 3. L'enveloppe de la bourse et son public cible

L'enveloppe de la bourse aux initiatives citoyennes est votée dans le cadre du budget primitif de la Ville de Beauvais. Pour l'année 2020, elle s'élève à 20.000 € répartis entre les projets associatifs encourageant à la prise d'initiatives des habitants des quartiers de la politique de la ville et concourant à leur implication dans la vie de leur quartier et les projets d'habitants, pour la réalisation de projets d'animation et de renforcement du vivre ensemble au sein des quartiers beauvaisiens.

Article 4. Nature des projets soutenus

Les projets proposés pourront concerner les domaines aussi divers que les sports, la culture, les loisirs, le social, l'environnement et cadre de vie, à partir du moment où ils encourageront les prises d'initiative et/ou renforceront le vivre ensemble au sein des quartiers.

La bourse pourra servir à financer la communication, l'achat de petites fournitures pour l'action, les entrées de lieux sportifs ou culturels, le transport, mais en aucun cas les fournitures servant au fonctionnement ou à l'investissement d'une association. Le porteur de projet s'engage, autant que faire ce peut, à mettre en commun les moyens avec les partenaires du territoire.

Ne sont pas éligibles les projets d'ordre privé ou individuel (ex : formation d'un jeune), les projets de sorties extérieures à la commune, les opérations demandant des fonds importants, la vocation du fonds étant de privilégier les micro-projets pour lesquels le fonds serait un coup de pouce immédiat.

Article 5. Conditions d'attribution de la bourse

Les projets devront être présentés par des personnes physiques ou morales résidant à Beauvais. Si le projet est porté par un groupe d'habitants, les deux tiers des participants devront résider, à titre permanent, sur la commune et être majeurs. De plus, le projet devra revêtir un caractère collectif et être porté à minima par 3 personnes n'appartenant pas à la même

famille. Le porteur de projet associatif ne devra pas limiter ses actions à ses seuls adhérents ni à ses amis ou à sa famille, mais élargir aux habitants des quartiers prioritaires.

Instruction des dossiers :

Pour être financé, le porteur de projet doit suivre la procédure suivante :

- retirer les dossiers de demandes de bourse auprès du secrétariat de la Direction de la Politique de la Ville et du Renouvellement Urbain ou encore sur le site internet de la Ville de Beauvais (par téléchargement) ;
- rencontrer impérativement avant le dépôt du dossier, les chargés de mission ou référents de quartier ;
- déposer les projets 10 jours avant la date du comité de sélection au secrétariat de la Direction de la Politique de la Ville et Renouvellement Urbain ou auprès des chargés de mission territoriaux ;
- venir présenter et défendre leur action le jour du comité de sélection des projets.

Décision:

- les projets retenus seront soumis au vote en conseil municipal ;
- deux conventions seront envoyées par courrier aux porteurs de projet accompagnées du règlement et d'un imprimé-bilan. Elles devront être retournées signées à la Direction de la Politique de la Ville ;
- un bilan financier de l'action (compte-rendu qualitatif, quantitatif et copies des factures) devra être effectué par le porteur du projet dans les trois mois qui suivent l'action.

Article 6. Le dossier de demande de bourse

Le dossier de demande de bourse devra contenir les renseignements suivants:

- état civil du ou des demandeurs avec les statuts s'il s'agit d'une association ;
- descriptif du projet (objectifs, lieu, date, déroulé, partenariat, etc) ;
- plan de financement prévisionnel faisant apparaître le montant sollicité ;
- devis relatifs aux dépenses indiquées dans le budget prévisionnel ;
- attestation d'assurance couvrant les risques liés au projet présenté ;
- relevé d'identité bancaire récent, codes APE et SIRET dans le cas d'une première demande de financement ;
- identité et coordonnées précises de la personne habilitée à recevoir les fonds dans le cas d'un groupe d'habitants.

Article 7. Montant de la bourse et modalités de versement

Le montant de la bourse est déterminé par le jury au vu de l'examen des dossiers, dans la limite maximale de :

- 500 euros par projet d'habitants ;
- 800 euros par projet associatif, avec la possibilité d'un financement maximal de 1.500 € sur la période des fêtes de fin d'année (projets en lien avec les fêtes de Noël).

La bourse sera versée en deux temps par mandats administratifs, selon les règles et les délais propres à la comptabilité publique :

- 90 % de la bourse suite à la réception des deux exemplaires signés de la convention, après signature du maire et retour du contrôle de légalité ;
- le solde (10 %) à la remise du bilan qualitatif, quantitatif et financier de l'action et des factures correspondants au budget prévisionnel initial.

Article 8. Le comité de sélection des projets

Pour permettre un fonctionnement harmonieux de la bourse, un comité de sélection émet un avis sur les projets présentés.

Composition du comité :

Le comité de sélection de la bourse est présidé par l' élu en charge de la politique en faveur de la jeunesse et de la démocratie participative. Il est composé :

- des représentants des institutions, organismes ou collectivités abonnées ou participant à la bourse (représentants des services politiques de la ville, vie associative, délégué du Préfet etc.) ;
- de l' élu en charge des relations citoyennes et de la vie associative, du conseiller délégué en charge des centres sociaux et d' un élu choisi parmi les membres du conseil municipal (autre que les élus précédemment cités) ;
- de représentants de quartiers (associations, habitants, collectifs, centres sociaux etc.).

Sa composition n'est pas figée. Elle peut évoluer en fonction de la nature et de l' objet des projets déposés.

Compétences du comité :

Le comité de sélection des projets examine les dossiers de demande et donne un avis conforme aux objectifs cités à l' article 2. Pour ce faire, il examine les dossiers et entend les porteurs de projets, décide du montant de l' aide éventuellement attribuée pour le financement municipal. La validation définitive de l' attribution de la bourse est conditionnée à son vote en conseil municipal.

Organisation du comité :

Le comité de sélection des projets se réunit selon un calendrier tenant compte du rythme des conseils municipaux. Les membres sont informés une semaine avant la date du comité de sélection de l' ordre du jour avec une présentation des projets sous forme de fiches-actions.

Le comité de sélection des projets prend ses décisions et vote à huis clos. Les membres du comité porteurs d' un projet ne peuvent participer ni aux débats, ni aux décisions concernant ce projet.

Les membres du comité de sélection des projets sont tenus à la discrétion concernant les éléments présentés pendant les réunions.

Article 9 . Assurances

Selon la nature des projets, les porteurs de projet devront être couverts par un contrat d'assurance dont la photocopie devra figurer au dossier.

En cas d'accident dans la préparation et la conduite du projet, la Ville de Beauvais se dégage de toute responsabilité.

Article 10 . Engagement du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la bourse s'engage à :

- ✓ rendre compte de l'emploi des sommes versées au travers de la remise d'un bilan qualitatif, quantitatif et financier du projet et des factures correspondantes, dans les trois mois qui suivent l'action ;
- ✓ faciliter le contrôle par les services municipaux de la réalisation des actions décrites dans le projet ;
- ✓ faire connaître à la Ville de Beauvais, dans un délai raisonnable, tous les changements survenus sur son état civil, sa domiciliation et ses statuts ;
- ✓ faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités, le soutien apporté par la Ville de Beauvais par l'apposition de son logo.

Article 11 . Reversion de l'aide financière

En cas de non respect par le bénéficiaire de ses engagements ou de la non utilisation des fonds conformément au projet présenté, celui-ci devra reverser les fonds à la Ville de Beauvais après réception d'un titre exécutoire émis par la collectivité et validé par la trésorerie municipale.

De même, lorsque les factures produites ne suffisent pas à justifier le montant des fonds accordés, ceux-ci seront réajustés sur le montant réel des dépenses. Dans ce cas, l'excédent de la subvention déjà versée fera l'objet d'un titre de recette émis par la collectivité.

Commission Commission générale

Service Economie

Réf : 2020-281

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Commerce - Octroi d'une subvention - Association Beauvais Shopping

L'association de commerçants Beauvais Shopping participe activement à l'animation de la ville en organisant des opérations commerciales essentielles à sa vitalité économique et favorisant le lien social.

La communauté d'agglomération du Beauvaisis, dans le cadre de l'application de la loi NOTRe, du 7 août 2015, a souhaité laisser aux communes toute compétence pour le soutien aux associations contribuant à l'animation commerciale, par le versement de subventions.

Pour continuer à œuvrer pour la redynamisation commerciale, la Ville verse chaque année une subvention en rapport avec le budget prévisionnel de l'association qui lui permettra de mener à bien son programme d'animations.

Suite au bilan des animations fourni par l'association pour l'année 2019 et compte tenu de son programme pour 2020, il est proposé de maintenir cette contribution pour un montant maximum de 45 600 euros au budget de Beauvais Shopping.

Cependant, suite à l'épidémie de la COVID-19, des manifestations initialement prévues n'ont pas pu avoir lieu. Elles sont remplacées par de nouvelles animations ayant commencé depuis le début du mois de juin 2020 et seront mises en œuvre sur le deuxième semestre de l'année, dans le but de relancer l'attractivité et de soutenir les commerçants.

Ce montant de subvention nécessite de conventionner avec l'association.

Afin de permettre à Beauvais Shopping de mettre en œuvre son programme d'animations, il est donc proposé au conseil municipal :

- d'approuver la convention jointe en annexe,
- d'autoriser Madame le Maire à signer la convention,
- d'autoriser la dépense afférente qui sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 10 abstentions.



Convention annuelle de partenariat

Préambule

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) a inséré la politique locale du commerce et le soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire parmi les compétences obligatoires en matière économique des communautés d'agglomération.

Cependant, elle permet aux conseils communautaires de maintenir certaines actions de soutien aux activités commerciales au niveau de la compétence communale. C'est ainsi que, par délibération en date du 15 novembre 2018, la communauté d'agglomération du Beauvaisis a décidé que :

- le soutien aux animations des associations de commerçants et les festivités pouvant contribuer à dynamiser un espace commerçant,
- les animations commerciales de commerçants de centre-villes / centre-bourgs et de commerces de proximité de quartiers, resteraient du ressort des municipalités.
- Considérant que la Ville de Beauvais souhaite développer les actions de soutien aux activités commerciales telles que définies ci-dessus ;
- Considérant que la Ville de Beauvais, dans ses objectifs généraux de politique publique, souhaite encourager le développement du tissu associatif et dynamiser la vie sociale à Beauvais ;
- Considérant que le programme d'actions par l'association participe à ces objectifs ;
- Considérant le projet initié et conçu par l'association Beauvais Shopping conforme à son objet statutaire ;

Il est convenu ce qui suit :

Entre les soussignés :

La Ville de Beauvais représentée par Caroline CAYEUX, Maire de Beauvais agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020.

Désignée ci-après par " **la Ville de Beauvais** "

d'une part,

Et :

Beauvais Shopping, Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et déclarée en Préfecture de l'Oise le 29/01/02 sous le N°W601001278, ayant son siège social 4 place Clémenceau - 60000 BEAUVAIS, représentée par Monsieur Thierry HOEBEKE, Président.

Désignée ci-après par " **l'Association** "

d'autre part,

Article 1^{er} : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme prévisionnel d'actions figurant en annexe 1.

Ce programme est prévisionnel et peut évoluer en fonction des besoins de l'association.

L'administration n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour le programme d'animations de l'année 2020.

Article 3 : Condition de détermination du coût de l'action

3.1. Les coûts totaux estimés éligibles annuels du programme d'actions sont fixés en annexe 1. Le besoin de financement public prend en compte tous les produits affectés à l'action.

3.2. Les coûts à prendre en considération comprennent une partie des coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'actions conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association. Ils comprennent notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui :

- ✓ sont liés à l'objet du programme d'actions ;
- ✓ sont nécessaires à la réalisation du programme d'actions ;
- ✓ sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- ✓ sont dépensés par « l'association » ;
- ✓ sont identifiables et contrôlables ;

3.3. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre nature de charges éligibles tels que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement... Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 3.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions.

Enfin, en cas de non-perception des autres produits (associations et financeurs externes) mentionnés dans le budget prévisionnel de l'association, celle-ci devra adapter son budget prévisionnel et le transmettre pour accord aux services de la ville.

Article 4 : Condition de détermination de la contribution financière

Afin de soutenir les actions de l'Association mentionnées à l'article 3 ci-dessus, et à la condition qu'elle respecte toutes les clauses de la présente convention, la Ville de Beauvais s'engage à verser à l'Association une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de quarante-cinq mille six cents euros (45 600€).

La demande d'attribution de la subvention annuelle de fonctionnement sera à adresser à la ville de Beauvais au plus tard le 15 septembre de l'année N-1, via la plateforme mise en place par la collectivité. Cette demande devra obligatoirement être accompagnée :

- du programme détaillé des actions pour l'année à venir,

- du budget prévisionnel détaillé de l'association, établi au titre de l'année à venir, dans lequel devront figurer notamment les financements et les subventions attendues auprès de tout autre organisme ou partenaire,
- de toutes les pièces annexes nécessaires et demandées sur la plateforme.

L'association s'engage à respecter le budget prévisionnel. Toutefois, l'association se réserve la possibilité d'ajouter ou de modifier l'intitulé de certaines animations dans son programme prévisionnel. Les changements devront être notifiés par écrit lors du bilan annuel.

Article 5 : Le versement de la subvention annuelle

Le versement de la subvention annuelle de fonctionnement s'effectuera cette année comme suit :

- ✓ 50 % de la subvention attribuée dans le mois qui suit la signature de la convention
- ✓ 30 % en septembre après la remise des comptes certifiés du dernier exercice clos et du budget prévisionnel actualisé (en cas de modifications)
- ✓ 20% en janvier après présentation du bilan des activités de l'année écoulée

Article 6 : Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- les comptes annuels et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce et la rapport de l'assemblée générale approuvant les comptes de l'association
- le rapport d'activité.

Article 7 : Aides complémentaires de la Ville

En complément de la subvention de fonctionnement, la Ville de Beauvais apportera une aide complémentaire à l'Association à savoir :

- ✓ mise à disposition d'un local,
- ✓ mise à disposition de mobilier de bureau,
- ✓ mise à disposition de personnel et de matériel pour l'organisation des actions.

Cette mise à disposition fait l'objet d'une convention d'occupation spécifique

L'évolution de la valorisation des locaux mis à disposition sera communiquée à l'Association sur simple demande de sa part.

Article 8 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville de Beauvais, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville de Beauvais en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Contrôle de la Ville de Beauvais

9.1. Contrôle des actions

L'Association rendra compte régulièrement à la Ville de Beauvais de ses actions au titre de la présente convention.

L'Association transmettra notamment chaque année à la Ville de Beauvais, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, un rapport d'activité portant sur la réalisation des actions prévues au titre de l'année n-1.

9.2. Contrôle financier

9.2.1. - Engagements de l'association relatifs au contrôle financier

Les comptes de l'Association sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre. Dans le cas où l'exercice comptable de l'Association ne coïnciderait pas avec l'année civile, l'Association devra indiquer l'affectation qu'elle a effectuée ainsi que les règles d'affectation de la subvention entre les deux exercices comptables.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99.01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable et à faire approuver ses comptes par les organes compétents au plus tard dans les quatre mois qui suivent la clôture des comptes. Le cas échéant, les aides apportées par la Ville de Beauvais et les autres partenaires de l'Association seront valorisées.

9.2.2. - Comptes annuels

Au plus tard, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, l'Association transmettra à la Ville de Beauvais, après leur approbation, les comptes annuels de l'exercice clos (bilan, compte de résultat et annexe) certifiés attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention. Ce document devra, en outre, décrire les méthodes d'affectation retenues et notamment justifier les clefs de répartition des charges.

L'ensemble de ces documents devra être adressé à :

Monsieur le Directeur Général des Services

Hôtel de Ville - 1er étage
1 rue Desgroux - BP 330
60021 Beauvais Cedex

9.3. Contrôle exercé par la Ville de Beauvais

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par la Ville de Beauvais, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention.

A cet effet, le service développement économique est plus particulièrement chargé du contrôle de l'Association. Cependant, la Ville de Beauvais pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugera utile.

Sur simple demande de la Ville de Beauvais, l'Association devra lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles.

Dans ce cadre, l'Association s'engage en particulier à lui communiquer les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration ainsi que la composition du conseil d'administration et du bureau.

En outre, l'Association devra informer la Ville de Beauvais des modifications intervenues dans les statuts.

9.4. Paraphe du président de l'Association

Tout document (rapport d'activité, comptes annuels...) transmis à la Ville de Beauvais devra être revêtu du paraphe du président, représentant légal de l'Association.

Article 10 : Engagement aux actions et objectifs

En concertation avec la Ville de Beauvais, l'Association s'engage à développer ou promouvoir l'attractivité du centre-ville notamment à travers de l'organisation d'animations commerciales et

- justifiera de son engagement local dans **DEUX** événements différents parmi les actions que la ville organise (fête du sport, assise de la vie associative, forum des associations, fête de quartier.....)
- travaillera en partenariat avec les services municipaux notamment par l'orientation du public vers les services compétents.

Article 11 : Communication

L'Association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la Ville lors de ses représentations publiques et dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'Association s'engage à assurer la promotion de la participation de la Ville de Beauvais, dans les conditions suivantes :

- faire apparaître le nom et le logo de la Ville de Beauvais, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs et promotionnels édités par elle (plaquette, carton d'invitation, affiches, programmes, dossiers de presse, site internet, cédérom....)
- mentionner systématiquement la participation financière de la Ville de Beauvais dans les documents, y compris ceux adressés à la presse.
- Se concerter avec le service communication de la ville de Beauvais pour définir les modalités de mise en œuvre de ces dispositions

Article 12 : Conditions de renouvellement de la convention

La présente convention se terminera le 31 décembre 2020 et ne pourra être prorogée. La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation.

Article 13 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville de Beauvais et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 14 : Assurances

L'Association exerce les activités mentionnées à l'article 1er ci-dessus sous sa responsabilité exclusive.

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville de Beauvais ne puisse

être recherchée. L'association devra être en mesure de justifier à tout moment à la Ville de Beauvais de la souscription de ces polices d'assurances et du paiement effectif des primes correspondantes.

Article 15 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 16 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Le,

Pour la Ville
Le Maire de Beauvais,

Pour l'Association,
Le Président

ANNEXE INDICATEURS D'ÉVALUATION & CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

L'évaluation du dispositif se déroulera en plusieurs phases :

- Une rencontre annuelle sera organisée entre les représentants de la Ville et ceux de l'association qui portera principalement sur l'adéquation des moyens mis en œuvre par l'association et les objectifs de la ville. A cette occasion, l'association fera part à la Ville de ses perspectives. Elle donnera lieu le cas échéant à des réajustements ou à la dénonciation de la convention.

- Une évaluation terminale, à l'issue de la convention. Elle a pour objectif de mesurer l'impact de l'action auprès de la population beauvaisienne et sa pertinence. Cette évaluation terminale peut déboucher sur la signature d'une nouvelle convention.

Modalités

L'évaluation portera sur les éléments quantitatifs et qualitatifs suivants :

- I. Le fonctionnement démocratique de l'association
 - Le nombre de réunions du bureau et le nombre de présents à ces réunions
 - le nombre d'assemblées générales et le nombre de présents

- II. Les actions menées
 - Le nombre de commerçants adhérents à l'association, avec l'évolution sur les 3 dernières années, la répartition géographique
 - Le pourcentage de commerçants adhérents par rapport au total de commerces qui ont la possibilité d'adhérer à l'association
 - Le nombre de campagnes de communication, leurs modalités (internet, nombre d'affiches, répartition géographique et public cible)
 - Le nombre de commerces participant aux animations
 - Réalisation d'une enquête auprès des commerçants du centre-ville sur la notoriété de l'association et la portée de ses actions
 - Nombre de réunions de bureau

Commission Commission générale

Service Patrimoine - Assurances

Réf : 2020-295

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Vie associative et patrimoine locatif - Modification par un avenant des modalités de versement du 2ème acompte -

La collectivité a conclu en 2017 des conventions d'objectifs et de moyens avec les associations qui bénéficient de subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 15 000 euros pour une durée de 4 ans.

Ces contrats d'objectifs et de moyens, qui arrivent à échéance en décembre 2020, définissent l'objet et les conditions d'utilisation des subventions attribués au budget primitif.

Cependant, à l'article 5 « versement de la subvention annuelle » il est précisé que :

Le versement de la subvention annuelle de fonctionnement s'effectuera chaque année comme suit :

- ✓ 40 % de la subvention attribuée dans le mois qui suit l'adoption du budget primitif,
- ✓ 40 % en juin après la remise des comptes certifiés du dernier exercice clos et du rapport d'activité de l'année n-1,
- ✓ Le solde en octobre.

Mais au vu de la situation sanitaire actuelle, certaines associations concernées n'ont pas été en mesure de fournir les pièces nécessaires au versement de leur acompte (comptes certifiés de l'année N-1) car les assemblées générales ne se sont pas tenues.

Afin de ne pas fragiliser financièrement ces associations, il est proposé de modifier, par un avenant, les modalités de versement du 2ème acompte sans contrainte comme suit :

Le versement de la subvention annuelle de fonctionnement s'effectuera en 2020 comme suit :

- ✓ 40 % de la subvention attribuée dans le mois qui suit l'adoption du budget primitif,
- ✓ 40 % en juin
- ✓ Le solde en octobre après la remise des comptes certifiés du dernier exercice clos et du rapport d'activité de l'année n-1,

Les associations concernées sont les suivantes :

Accueil et Promotion
Association Familiale Intercommunale de Beauvais - AFIB
Le Foyer des Jeunes Travailleuses
Voisinlieu Pour Tous
SOSIE
L'écume du jour

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir autoriser Madame le Maire a signer les avenants ci-annexés.

Le crédit sera prélevé sur le chapitre budgétaire correspondant.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.



Convention pluri-annuelle d'Objectifs et de Moyens Avenant n°1 - modification de l'article 5 -

Entre les soussignés :

La ville de Beauvais représentée par Caroline CAYEUX, Maire de Beauvais agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2016.

Désignée ci-après par “ **la ville de Beauvais** ”
d'une part,

Et :

L'association, ECUME DU JOUR, association régie par la loi du 1er juillet 1901 et déclarée en Préfecture de l'Oise le 03 février 1995 sous le N° W601000939, ayant son siège social 5 rue du faubourg Saint-Jacques 60000 BEAUVAIS représentée par M. François DUMOULIN, Président

Désignée ci-après par “ **l'association** ”
d'autre part,

L'article 5 est modifié comme suit :

Article 5 : Le versement de la subvention annuelle

Le versement de la subvention annuelle de fonctionnement s'effectuera en 2020 comme suit :

- ✓ 40 % de la subvention attribuée dans le mois qui suit l'adoption du budget primitif
- ✓ 40 % en juin
- ✓ Le solde en octobre après la remise des comptes certifiés du dernier exercice clos et du rapport d'activité de l'année n-1,

Les autres articles restent inchangés

Pour la ville de Beauvais
le Maire

Pour l'association Ecume du Jour
la Présidente

Caroline CAYEUX

François DUMOULIN



Convention pluri-annuelle d'Objectifs et de Moyens Avenant n°1 - modification de l'article 5 -

Entre les soussignés :

La Ville de Beauvais représentée par Caroline CAYEUX, Maire de Beauvais, agissant en cette qualité, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2016.

Désignée ci-après par "**la Ville de Beauvais**"
D'une part,

Et :

SOSIE – SOS Insertion Emploi, association régie par la loi du 1er juillet 1901 et déclarée en Préfecture de l'Oise le 14 février 2011 sous le N°W601003141, ayant son siège social à Espace Robert Séné – 53 rue Alfred Dancourt – 60000 Beauvais, représentée par M. Daniel LANGLET, Président.

Désignée ci-après par "**SOSIE – SOS Insertion Emploi**"
D'autre part,

L'article 5 est modifié comme suit :

Article 5 : Le versement de la subvention annuelle

Le versement de la subvention annuelle de fonctionnement s'effectuera en 2020 comme suit :

- ✓ 40 % de la subvention attribuée dans le mois qui suit l'adoption du budget primitif,
- ✓ 40 % en juin
- ✓ Le solde en octobre après la remise des comptes certifiés du dernier exercice clos et du rapport d'activité de l'année n-1,

Les autres articles restent inchangés

Le

Pour la ville :

Le Maire,

Caroline CAYEUX

Pour SOSIE : S.O.S Insertion Emploi:

La Président,

Daniel LANGLET



Convention pluri-annuelle d'Objectifs et de Moyens Avenant n°1 - modification de l'article 5 -

Entre les soussignés :

La Ville de Beauvais représentée par Caroline CAYEUX, Maire de Beauvais, agissant en cette qualité, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2016.

Désignée ci-après par “ **la Ville de Beauvais** ”

D'une part,

Et :

Voisinlieu Pour Tous, association régie par la loi du 1er juillet 1901 et déclarée en Préfecture de l'Oise le 24 juillet 1950 sous le N° 0601002257, ayant son siège social Centre Georges Desmarquest – Rue de la Longue Haie – 60000 Beauvais et représentée par M. DELAPLACE Pascal, président.

Désignée ci-après par “ **l'association** ”

D'autre part,

L'article 5 est modifié comme suit :

Article 5 : Le versement de la subvention annuelle

Le versement de la subvention annuelle de fonctionnement s'effectuera en 2020 comme suit :

- ✓ 40 % de la subvention attribuée dans le mois qui suit l'adoption du budget primitif,
- ✓ 40 % en juin
- ✓ Le solde en octobre après la remise des comptes certifiés du dernier exercice clos et du rapport d'activité de l'année n-1,

Les autres articles restent inchangés

Le

Pour la ville :

Pour l'association :

Caroline Cayeux

Pascal DELAPLACE



Convention pluri-annuelle d'Objectifs et de Moyens Avenant n°1 - modification de l'article 5 -

Entre les soussignés :

La Ville de Beauvais représentée par Caroline CAYEUX, Maire de Beauvais, agissant en cette qualité, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2016

Et :

L'Association Accueil et Promotion, association régie par la loi du 1er juillet 1901 et déclarée en Préfecture de l'Aisne le 16 novembre 1966 sous le N°464, ayant son siège social 15 rue Voltaire – 02100 Saint-Quentin représentée par Monsieur Didier VAESKEN Président.

L'article 5 est modifié comme suit :

Article 5 : Le versement de la subvention annuelle

Le versement de la subvention annuelle de fonctionnement s'effectuera en 2020 comme suit :

- ✓ 40 % de la subvention attribuée dans le mois qui suit l'adoption du budget primitif,
- ✓ 40 % en juin
- ✓ Le solde en octobre après la remise des comptes certifiés du dernier exercice clos et du rapport d'activité de l'année n-1,

Les autres articles restent inchangés

Le

Le

Pour la ville :

Pour l'association :

Madame le Maire de Beauvais

Le Président



Convention pluri-annuelle d'Objectifs et de Moyens Avenant n°1 - modification de l'article 5 -

Entre les soussignés :

La Ville de Beauvais représentée par Caroline CAYEUX, Maire de Beauvais, agissant en cette qualité, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2016.

Désignée ci-après par "**la Ville de Beauvais**"
D'une part,

Et :

L'Association AFIB : ASSOCIATION FAMILIALE INTERCOMMUNALE DE BEAUVAIS, association régie par la loi du 1er juillet 1901 et déclarée en Préfecture de l'Oise le 23 juin 1944 sous le N°1639, ayant son siège social 2 rue Saint Quentin – 60000 BEAUVAIS, représentée par M. LEROY Michel, Président

Désignée ci-après par "**l'association**"
D'autre part,

L'article 5 est modifié comme suit :

Article 5 : Le versement de la subvention annuelle

Le versement de la subvention annuelle de fonctionnement s'effectuera en 2020 comme suit :

- ✓ 40 % de la subvention attribuée dans le mois qui suit l'adoption du budget primitif,
- ✓ 40 % en juin
- ✓ Le solde en octobre après la remise des comptes certifiés du dernier exercice clos et du rapport d'activité de l'année n-1,

Les autres articles restent inchangés

Le

Pour la ville :

Caroline Cayeux

Le

Pour l'association :

Michel Leroy



Convention pluri-annuelle d'Objectifs et de Moyens Avenant n°1 - modification de l'article 5 -

Entre les soussignés :

La Ville de Beauvais représentée par Caroline CAYEUX, Maire de Beauvais, agissant en cette qualité, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2016.

Désignée ci-après par " **la Ville de Beauvais** "
D'une part,

Et :

Le Foyer des Jeunes Travailleuses, association régie par la loi du 1er juillet 1901 et déclarée en Préfecture de l'Oise le 08 mars 1980 sous le N° 7481, ayant son siège social 18 rue Jean Vast – 60000 Beauvais et représentée par Madame CORDEAUX *Elisabeth*, Présidente.

Désignée ci-après par " **l'association** "
D'autre part,

L'article 5 est modifié comme suit :

Article 5 : Le versement de la subvention annuelle

Le versement de la subvention annuelle de fonctionnement s'effectuera en 2020 comme suit :

- ✓ 40 % de la subvention attribuée dans le mois qui suit l'adoption du budget primitif,
- ✓ 40 % en juin
- ✓ Le solde en octobre après la remise des comptes certifiés du dernier exercice clos et du rapport d'activité de l'année n-1,

Les autres articles restent inchangés

Le

Pour la ville :

Madame le Maire de Beauvais

Le

Pour l'association :

La Présidente

Commission Commission générale

Service Sports

Réf : 2020-285

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Sport - Subventions sur projets - attribution

La ville de Beauvais a reçu des demandes de subventions sur projet de la part d'associations à vocation sportive.

L'intérêt des projets et leur attractivité justifiant une aide financière, il est proposé au conseil municipal.

- d'accorder les subventions sur projets suivantes:

- FITNESS CLUB BEAUVAISIEN : 250 €, pour le projet d'une soirée zumba party birthday 10 ans, à destination des enfants de plus de 6 ans et des adultes, qui aura lieu à l'automne 2020 (80 participants attendus).
- BEAUVAIS MOTO CLUB : 1 500 €, pour le projet d'Enduro du Beauvaisis, qui aura lieu le 6 septembre 2020 (250 participants attendus).

- d'approuver les termes des conventions à passer avec ces associations ;

- de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévues à cet effet sur le budget 2020 ;

- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la réalisation de ce dossier.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 10 abstentions.

CONVENTION SUR PROJET

Intitulé du projet : "Soirée zumba party birthday 10 ans" Association : FCB (Fitness Club Beauvaisien)

Entre : La ville de Beauvais, représentée par Madame Caroline CAYEUX, le Maire, dûment autorisée par délibération du conseil municipal en date du 3 juillet 2020,
ci-après dénommée « la ville »

d'une part,

Et : L'Association FITNESS CLUB BEAUVAISIEN dont le siège social est situé au 15 rue de Metz 60000 BEAUVAIS,
représentée par sa Présidente, Madame Carole CHEZE,
ci-après dénommée « l'association »

d'autre part,

PRÉAMBULE

Chaque année, la ville de Beauvais souhaite soutenir des projets associatifs à destination des associations notamment, en apportant son concours financier à la réalisation des activités.

Plusieurs demandes de financements n'ont pu être instruites dans le cadre de la préparation du budget primitif et sont donc étudiées en cours d'année.

A ce titre, le conseil municipal s'est prononcé favorablement sur l'inscription au budget primitif de crédits non répartis au compte « subventions aux associations ».

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution de la subvention sur projet accordée par la ville. La ville soutient l'association du FCB pour la mise en place d'un projet intitulé :

“ Soirée zumba party birthday 10 ans ”

dont les objectifs sont :

- Faire découvrir et partager un moment festif avec le public
- Fêter les 10 ans de la zumba arrivée à Beauvais par le FCB
- Réunir des professeurs diplômés de ZUMBA pour animer la soirée

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENTS

La subvention, dont le montant est arrêté à **250 (deux cents cinquante euros)**, sera versée au compte de l'association selon les modalités suivantes :

- Le versement s'effectuera en un seul versement soit 250 €, est conditionné à la production par l'association à la ville d'un **bilan quantitatif, qualitatif et financier complet de l'action**.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET ÉVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle de la réalisation conforme de l'objectif défini, par tout agent de la ville, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Afin de permettre une évaluation des résultats au regard des objectifs, l'association s'engage à fournir à la ville, **un bilan quantitatif, qualitatif et financier propre à l'action**.

Les documents communiqués devront **impérativement** renseigner les éléments suivants :

- rappel des objectifs de l'action,
- réalisation de l'action : déroulé, territoire concerné, nombre de bénéficiaires, profil des bénéficiaires (nombre de bénéficiaires issus des quartiers prioritaires, répartition hommes/femmes, etc.),
- moyens mis en œuvre,

- écarts entre les résultats obtenus et attendus : effets observés, difficultés rencontrées, etc.,
- perspectives d'évolution.

ARTICLE 4 – COMMUNICATION

L'association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la ville lors de ses représentations publiques ou dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'association s'engage à assurer la promotion de la participation de la ville, dans les conditions suivantes :

- faire apparaître le nom et le logo de la ville, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs et promotionnels édités par elle (plaquette, carton d'invitation, affiches etc.) ;
- mentionner systématiquement la participation financière de la ville dans les documents, y compris ceux adressés à la presse ;
- à concerter le service communication de la ville pour définir les modalités de mise en œuvre de ces dispositions.

ARTICLE 5 – SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 7, la ville peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 6 – CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

La ville rappelle à l'association que, bénéficiant du concours de fonds publics, elle est soumise au contrôle de l'État. Elle s'engage ainsi à coopérer, le cas échéant, aux travaux de la Cour des Comptes, de l'Inspection Générale des Finances, de l'organe de contrôle désigné par la ville.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou par l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La présente convention pourra être résiliée dans le cas où l'association viendrait à faire l'objet d'une dissolution ou d'une fusion ou encore d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

L'association s'engage à assurer sa responsabilité civile pour l'ensemble de ses activités envers tous tiers (couverture de ses membres et autres usagers présents), tout mobilier, matériel, marchandises, glaces et installations lui appartenant ou mis à sa disposition par la collectivité contre l'incendie, les explosions, la foudre, les dégâts des eaux, les bris de glaces, le vol, etc. Lesdites polices doivent comporter renonciation par la compagnie d'assurance à tous recours contre la collectivité pour les risques et dommages susvisés. L'association doit adresser aux services municipaux compétents, une attestation de toutes ces polices en vigueur avec la convention signée sur la période qui concerne l'action subventionnée.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de désaccord sur l'interprétation ou l'exécution des clauses inscrites à la présente convention, les parties s'engagent à privilégier un règlement amiable. En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif d'Amiens. Élection de domicile : les parties font élection de domicile à l'Hôtel de Ville, sis 1 rue Desgroux 60000 – Beauvais.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS FINALES

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux. Après approbation et transmission au contrôle de légalité, la ville notifiera à l'association la présente convention signée.

Fait à Beauvais, le

Pour la ville,
Caroline CAYEUX
Maire de Beauvais

Pour l'association,
Carole CHEZE
Présidente

CONVENTION SUR PROJET

Intitulé du projet : "Enduro du Beauvaisis 2020" Association : BEAUVAIS MOTO CLUB

Entre : La ville de Beauvais, représentée par Madame Caroline CAYEUX, le Maire, dûment autorisée par délibération du conseil municipal en date du 3 juillet 2020,
ci-après dénommée « la ville »

d'une part,

Et : L'Association BEAUVAIS MOTO CLUB dont le siège social est situé au 15 rue de Grandvilliers 60210 BEAUDEDUIT, représentée par son Président, Monsieur Loic LEMOINE,
ci-après dénommée « l'association »

d'autre part,

PRÉAMBULE

Chaque année, la ville de Beauvais souhaite soutenir des projets associatifs à destination des associations notamment, en apportant son concours financier à la réalisation des activités.

Plusieurs demandes de financements n'ont pu être instruites dans le cadre de la préparation du budget primitif et sont donc étudiées en cours d'année.

A ce titre, le conseil municipal s'est prononcé favorablement sur l'inscription au budget primitif de crédits non répartis au compte « subventions aux associations ».

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution de la subvention sur projet accordée par la ville. La ville soutient l'association du BEAUVAIS MOTO CLUB pour la mise en place d'un projet intitulé :

“ Enduro du Beauvaisis 2020 ”

dont les objectifs sont :

- Organiser une compétition sportive d'enduro (motocycliste) pour promouvoir cette pratique sportive
- Faire venir des enduristes de différentes régions et faire découvrir au public beauvaisien ce sport

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENTS

La subvention, dont le montant est arrêté à **1 500 (mille cinq cents euros)**, sera versée au compte de l'association selon les modalités suivantes :

- La ville engagera 70% de sa participation à la signature de la présente convention, soit 1 000,00€
- Le versement du solde de 30%, soit 500,00 €, est conditionné à la production par l'association à la ville d'un **bilan quantitatif, qualitatif et financier complet de l'action.**

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET ÉVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle de la réalisation conforme de l'objectif défini, par tout agent de la ville, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Afin de permettre une évaluation des résultats au regard des objectifs, l'association s'engage à fournir à la ville, **un bilan quantitatif, qualitatif et financier propre à l'action.**

Les documents communiqués devront **impérativement** renseigner les éléments suivants :

- rappel des objectifs de l'action,
- réalisation de l'action : déroulé, territoire concerné, nombre de bénéficiaires, profil des bénéficiaires (nombre de bénéficiaires issus des quartiers prioritaires, répartition hommes/femmes, etc.),
- moyens mis en œuvre,

- écarts entre les résultats obtenus et attendus : effets observés, difficultés rencontrées, etc.,
- perspectives d'évolution.

ARTICLE 4 – COMMUNICATION

L'association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la ville lors de ses représentations publiques ou dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'association s'engage à assurer la promotion de la participation de la ville, dans les conditions suivantes :

- faire apparaître le nom et le logo de la ville, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs et promotionnels édités par elle (plaquette, carton d'invitation, affiches etc.) ;
- mentionner systématiquement la participation financière de la ville dans les documents, y compris ceux adressés à la presse ;
- à concerter le service communication de la ville pour définir les modalités de mise en œuvre de ces dispositions.

ARTICLE 5 – SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 7, la ville peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 6 – CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

La ville rappelle à l'association que, bénéficiant du concours de fonds publics, elle est soumise au contrôle de l'État. Elle s'engage ainsi à coopérer, le cas échéant, aux travaux de la Cour des Comptes, de l'Inspection Générale des Finances, de l'organe de contrôle désigné par la ville.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou par l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La présente convention pourra être résiliée dans le cas où l'association viendrait à faire l'objet d'une dissolution ou d'une fusion ou encore d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

L'association s'engage à assurer sa responsabilité civile pour l'ensemble de ses activités envers tous tiers (couverture de ses membres et autres usagers présents), tout mobilier, matériel, marchandises, glaces et installations lui appartenant ou mis à sa disposition par la collectivité contre l'incendie, les explosions, la foudre, les dégâts des eaux, les bris de glaces, le vol, etc. Lesdites polices doivent comporter renonciation par la compagnie d'assurance à tous recours contre la collectivité pour les risques et dommages susvisés. L'association doit adresser aux services municipaux compétents, une attestation de toutes ces polices en vigueur avec la convention signée sur la période qui concerne l'action subventionnée.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de désaccord sur l'interprétation ou l'exécution des clauses inscrites à la présente convention, les parties s'engagent à privilégier un règlement amiable. En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif d'Amiens. Élection de domicile : les parties font élection de domicile à l'Hôtel de Ville, sis 1 rue Desgroux 60000 – Beauvais.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS FINALES

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux. Après approbation et transmission au contrôle de légalité, la ville notifiera à l'association la présente convention signée.

Fait à Beauvais, le

Pour la ville,
Caroline CAYEUX
Maire de Beauvais

Pour l'association,
Loïc LEMOINE
Président

Commission Commission générale**Service** Sports

Réf : 2020-286

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

**Objet : Sport - Subventions de fonctionnement saison sportive 2020/2021
(ABE / ASBO / BBCO / BRC XV / HAND / VOLLEY)**

Au titre de la prochaine saison sportive 2020/2021, la ville de Beauvais a reçu des demandes de subventions de fonctionnement de la part des associations à vocation sportive suivantes :

- Académie Beauvaisienne d'Escrime (A.B.E)
- Association Sportive Beauvais Oise (A.S.B.O)
- Beauvais Basket Club Oise (B.B.C.O)
- Beauvais XV Rugby Club (B.R.C)
- B.O.U.C Handball
- B.O.U.C Volley

Afin de respecter les textes législatifs et réglementaires qui encadrent les relations entre les clubs sportifs et les collectivités territoriales, il convient de contractualiser nos rapports avec ces clubs.

Il est donc proposé au conseil municipal, dans le cadre du déroulement de la saison sportive 2020-2021 :

- d'approuver les termes des conventions annexées à la présente ;
- d'attribuer à l'Académie Beauvaisienne d'Escrime une subvention de 50 000 euros au titre du fonctionnement pour la saison 2020-2021, versée selon le calendrier ci-après :
 - Juillet 2020 : 16 000 euros / Janvier 2021 : 17 000 euros / Mars 2021 : 17 000 euros
 - de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet et ce de la façon suivante : 16 000 euros sur le budget 2020 et 34 000 euros lors du vote du budget 2021 ;
- d'attribuer à l'Association Sportive Beauvais Oise une subvention de 150 000 euros au titre du fonctionnement pour la saison 2020-2021, versée selon le calendrier ci-après :
 - Juillet 2020 : 50 000 euros / Janvier 2021 : 50 000 euros / Mars 2021 : 50 000 euros
 - de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet et ce de la façon suivante : 50 000 euros sur le budget 2020 et 100 000 euros lors du vote du budget 2021 ;
 - d'attribuer à l'A.S.B.O une subvention de 2 500 € par rencontre jouée avec public au stade P. Brisson par le FC Chambly Oise au cours de la saison 2020/2021, au titre du partenariat entre le FC Chambly Oise et les clubs utilisateurs du stade P. Brisson ;
- d'attribuer au Beauvais Basket Club Oise une subvention de 30 000 euros au titre du fonctionnement pour la saison 2020-2021, versée selon le calendrier ci-après :
 - Juillet 2020 : 10 000 euros / Janvier 2021 : 10 000 euros / Mars 2021 : 10 000 euros
 - de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet et ce de la façon suivante : 10 000 euros sur le budget 2020 et 20 000 euros lors du vote du budget 2021 ;

- d'attribuer au Beauvais XV Rugby Club une subvention de 170 000 euros au titre du fonctionnement pour la saison 2020-2021, versée selon le calendrier ci-après :

- Juillet 2020 : 60 000 euros / Janvier 2021 : 55 000 euros / Mars 2021 : 55 000 euros

- de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet et ce de la façon suivante : 60 000 euros sur le budget 2020 et 110 000 euros lors du vote du budget 2021 ;

- d'attribuer au BRC une subvention de 2 500 € par rencontre jouée avec public au stade P. Brisson par le FC Chambly Oise au cours de la saison 2020/2021, au titre du partenariat entre le FC Chambly Oise et les clubs utilisateurs du stade P. Brisson ;

- d'attribuer au B.O.U.C Handball une subvention de 80 000 euros au titre du fonctionnement pour la saison 2020-2021, versée selon le calendrier ci-après :

- Juillet 2020 : 30 000 euros / Janvier 2021 : 25 000 euros / Mars 2021 : 25 000 euros

- de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet et ce de la façon suivante : 30 000 euros sur le budget 2020 et 50 000 euros lors du vote du budget 2021 ;

- d'attribuer au B.O.U.C Volley une subvention de 130 000 euros au titre du fonctionnement pour la saison 2020-2021, verser selon le calendrier ci-après :

- Juillet 2020 : 45 000 euros / Janvier 2021 : 42 500 euros / Mars 2021 : 42 500 euros

- de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet et ce de la façon suivante : 45 000 euros sur le budget 2020 et 85 000 euros lors du vote du budget 2021 ;

- d'autoriser madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.



Convention d'Objectifs et de Moyens

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'association **ACADEMIE BEAUVAISIENNE D'ESCRIME** conforme à son objet statutaire.

Considérant que la ville, dans ses objectifs généraux de politique publique souhaite encourager le développement du tissu associatif et dynamiser la vie sociale à Beauvais.

Considérant que le programme d'actions par l'association participe à ces objectifs.

Entre les soussignés :

La Ville de Beauvais représentée par Caroline CAYEUX, maire de Beauvais agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 3 juillet 2020.

Désignée ci-après par " **la ville de Beauvais** "

d'une part,

Et :

L'ACADEMIE BEAUVAISIENNE D'ESCRIME, association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège social Gymnase Louis ROGER, 10 rue Louis ROGER – 60000 BEAUVAIS, représentée par monsieur Xavier LAMBERTYN, président.

Désignée ci-après par " **l'association** "

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions suivant : Participer aux différents championnats, initier et développer la pratique de l'escrime, organiser des manifestations sportives liées à l'escrime.

L'administration n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée correspondant à la saison sportive 2020/2021 soit de juillet 2020 à juin 2021, prenant effet à la date apposée par l'autorité préfectorale.

Article 3 : Condition de détermination du coût de l'action

3.1. Les coûts totaux estimés éligibles annuels du programme d'actions sont fixés en annexe. Le besoin de financement public prend en compte tous les produits affectés à l'action.

3.2. Les coûts à prendre en considération comprennent une partie des coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'actions conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association. Ils comprennent notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui :

- ✓ sont liés à l'objet du programme d'actions ;
- ✓ sont nécessaires à la réalisation du programme d'actions ;
- ✓ sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- ✓ sont dépensés par « l'association » ;
- ✓ sont identifiables et contrôlables ;

3.3. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre nature de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement... Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 3.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions.

Article 4 : Condition de détermination de la contribution financière

4.1. Afin de soutenir les actions de l'Association mentionnées à l'article 10, et à la condition qu'elle respecte toutes les clauses de la présente convention, la Ville de Beauvais s'engage à verser à l'Association une subvention de fonctionnement.

Ainsi, le montant de la subvention de fonctionnement voté par l'assemblée délibérante de la Ville de Beauvais et ce après examen du dossier de demande de subvention présenté par l'Association, a été fixé à **50 000 euros pour la saison sportive 2020/2021.**

4.2. La demande d'attribution de la subvention annuelle de fonctionnement sera adressée à la Ville de Beauvais au plus tard le 1er juin de l'année sportive n-1.

Cette demande devra obligatoirement être accompagnée :

- ✓ du programme détaillé des actions pour l'année à venir, complété par une note de présentation ;
- ✓ d'un budget prévisionnel détaillé de l'Association établi au titre de l'année à venir, dans lequel devront figurer notamment les financements et les subventions attendues auprès de tout autre organisme ou partenaire.

L'Association s'engage à respecter le programme détaillé et le budget prévisionnel.

Article 5 : Le versement de la subvention

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera comme suit :

- **JUILLET 2020 : 16 000 Euros**
- **JANVIER 2021 : 17 000 Euros**
- **MARS 2021 : 17 000 Euros**

Pour l'année 2021, l'échéancier sera respecté sous réserve du vote du budget primitif de la ville.

Article 6 : Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'[article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000](#) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme. Pour les associations qui poursuivent plusieurs actions, produire une comptabilité analytique.
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'[article L. 612-4 du code de commerce](#) ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 7 : Aides complémentaires de la Ville

En complément de la subvention de fonctionnement, la Ville de Beauvais apportera une aide complémentaire à l'Association à savoir :

- ✓ mise à disposition de la salle d'Armes Jean-Baptiste WIART

Cette dernière fait l'objet d'une convention d'occupation spécifique jointe ultérieurement en annexe.

L'évolution de la valorisation des locaux mis à disposition sera communiquée à l'Association sur simple demande de sa part.

Article 8 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville de Beauvais, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville de Beauvais en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Contrôle de la Ville de Beauvais

9.1. Contrôle des actions

L'Association rendra compte régulièrement à la Ville de Beauvais de ses actions au titre de la présente convention. L'Association transmettra notamment chaque année à la Ville de Beauvais, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, un rapport d'activité portant sur la réalisation des actions prévues au titre de l'année n-1.

9.2. Contrôle financier

9.2.1. - Engagements de l'association relatifs au contrôle financier

Les comptes de l'Association sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre. Dans le cas où l'exercice comptable de l'Association ne coïnciderait pas avec l'année civile, l'Association devra indiquer l'affectation qu'elle a effectuée ainsi que les règles d'affectation de la subvention entre les deux exercices comptables.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99.01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable et à faire approuver ses comptes par les organes compétents au plus tard dans les quatre mois qui suivent la clôture des comptes. Le cas échéant, les aides apportées par la Ville de Beauvais et les autres partenaires de l'Association seront valorisées.

9.2.2. – Comptes annuels

Au plus tard, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, l'Association transmettra à la Ville de Beauvais, après leur approbation, les comptes annuels de l'exercice clos (bilan, compte de résultat et annexe) certifiés attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention. Ce document devra, en outre, décrire les méthodes d'affectation retenues et notamment justifier les clefs de répartition des charges.

L'ensemble de ces documents devra être adressé à :

Monsieur le Directeur Général des Services

Hôtel de Ville – 1er étage

1 rue Desgroux – BP 330

60021 Beauvais Cedex

9.3. Contrôle exercé par la Ville de Beauvais

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par la Ville de Beauvais, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention.

A cet effet, le service des Sports est plus particulièrement chargé du contrôle de l'Association. Cependant, la Ville de Beauvais pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugera utile.

Sur simple demande de la Ville de Beauvais, l'Association devra lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles.

Dans ce cadre, l'Association s'engage en particulier à lui communiquer les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration ainsi que la composition du conseil d'administration et du bureau.

En outre, l'Association devra informer la Ville de Beauvais des modifications intervenues dans les statuts.

9.4. Paraphe du président de l'Association

Tout document (rapport d'activité, comptes annuels...) transmis à la Ville de Beauvais devra être revêtu du paraphe du président, représentant légal de l'Association.

Article 10 : Engagement aux actions et objectifs

En concertation avec la Ville de Beauvais, l'association **ACADEMIE BEAUVAISIENNE D'ESCRIME**, s'engage à :

- A minima pérenniser son haut niveau en individuel et par équipe, mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'évolution de ce niveau ;
- Assurer la formation des jeunes, des équipes d'encadrement, des dirigeants et des arbitres ;

- Assurer la promotion la plus large possible de la pratique sportive sur le territoire beauvaisien ;

En concertation avec la Ville, l'Association :

- s'engage à développer ou promouvoir la discipline de l'escrime notamment à travers des actions d'animation sportive des quartiers et des manifestations locales ;
- justifiera de son engagement local au minimum dans **DEUX** événements différents parmi lesquels s'inscrivent : l'Eté s'anime, la Fête du Sport, les fêtes de quartier ou autres actions de soutien à la recherche ou à la lutte contre la maladie (Téléthon, mucoviscidose, etc.) ou caritative ;
- Proposera la ou les actions de son choix qu'il mènera dans le cadre de l'Agenda 21, démontrant ainsi son engagement éco-responsable.

Article 11 : Communication

L'Association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la Ville lors de ses représentations publiques et dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'Association s'engage à assurer la promotion de la participation de la Ville de Beauvais, dans les conditions suivantes :

- faire apparaître le nom et les logos de la Ville de Beauvais, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs et promotionnels édités par elle (plaquette, carton d'invitation, affiches, programmes, dossiers de presse, site internet, cédérom....)
- apposer sur tous ses supports de communication ainsi que sur les équipements sportifs utilisés, les logos de la ville de Beauvais. Dans tous les cas, cette mention devra avoir un rang au moins égal aux mentions des autres partenaires tant par la taille que par la surface.
- mentionner systématiquement la participation financière de la Ville de Beauvais dans les documents, y compris ceux adressés à la presse.
- A concerter le service communication de la ville de Beauvais pour définir les modalités de mise en œuvre de ces dispositions.

Article 12 : Conditions de renouvellement de la convention

La présente convention se terminera le 30 juin 2021 et ne pourra être prorogée.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation.

Article 13 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville de Beauvais et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 14 : Assurances

L'Association exerce les activités mentionnées à l'article 1 ci-dessus sous sa responsabilité exclusive.

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville de Beauvais ne puisse être recherchée. L'association devra être en mesure de justifier à tout moment à la Ville de Beauvais de la souscription de ces polices d'assurances et du paiement effectif des primes correspondantes.

Article 15 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 16 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

BEAUVAIS, le

Pour la ville de BEAUVAIS,

**Pour l'association
Académie Beauvaisienne d'Escrime,**

**Caroline CAYEUX
Maire**

**Xavier LAMBERTYN
Président**



Convention d'Objectifs et de Moyens

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'**ASSOCIATION SPORTIVE BEAUVAIS OISE (A.S.B.O)** conforme à son objet statutaire.

Considérant que la ville, dans ses objectifs généraux de politique publique souhaite encourager le développement du tissu associatif et dynamiser la vie sociale à Beauvais.

Considérant que le programme d'actions par l'association participe à ces objectifs.

Entre les soussignés :

La Ville de Beauvais représentée par Caroline CAYEUX, Maire de Beauvais agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 3 juillet 2020.

Désignée ci-après par "**la Ville de Beauvais**"

d'une part,

Et :

L'A.S.B.O, Association régie par la loi du 1er juillet 1901, sise 171 Avenue Marcel Dassault – Centre METSU – 60000 BEAUVAIS, représentée par Monsieur Guillaume GODIN et Sylvain REGHEM, Co-Présidents.

Désignée ci-après par "**l'Association**"

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions suivant : Participer aux différents championnats, initier et développer la pratique du football, organiser des manifestations sportives liées au football.

L'administration n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée correspondant à la saison sportive 2020/2021 soit de juillet 2020 à juin 2021, prenant effet à la date apposée par l'autorité préfectorale.

Article 3 : Condition de détermination du coût de l'action

3.1. Les coûts totaux estimés éligibles annuels du programme d'actions sont fixés en annexe. Le besoin de financement public prend en compte tous les produits affectés à l'action.

3.2. Les coûts à prendre en considération comprennent une partie des coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'actions conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association. Ils comprennent notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui :

- sont liés à l'objet du programme d'actions ;
- sont nécessaires à la réalisation du programme d'actions ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.3. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre nature de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement... Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 3.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme

d'actions.

Article 4 : Condition de détermination de la contribution financière

4.1. Afin de soutenir les actions de l'Association mentionnées à l'article 10, et à la condition qu'elle respecte toutes les clauses de la présente convention, la Ville de Beauvais s'engage à verser à l'Association une subvention de fonctionnement.

Ainsi le montant de la subvention de fonctionnement voté par l'assemblée délibérante de la Ville de Beauvais et ce après examen du dossier de demande de subvention présenté par l'Association, a été fixé à **150 000 Euros pour la saison sportive 2020/2021.**

Enfin, au titre du partenariat entre le club du FC Chambly Oise et les autres clubs utilisateurs du stade Brisson pour la saison 2020-2021, la ville de Beauvais versera à l'A.S.B.O, en complément de la subvention de fonctionnement, une somme de 2 500 € de subvention par rencontre jouée avec public au stade P. Brisson par le FC Chambly Oise.

4.2. La demande d'attribution de la subvention annuelle de fonctionnement sera adressée à la Ville de Beauvais au plus tard le 1er juin de l'année sportive n-1. Cette demande devra obligatoirement être accompagnée :

- du programme détaillé des actions pour l'année à venir, complété par une note de présentation ;
 - d'un budget prévisionnel détaillé de l'Association établi au titre de l'année à venir, dans lequel devront figurer notamment les financements et les subventions attendues auprès de tout autre organisme ou partenaire.
- L'Association s'engage à respecter le programme détaillé et le budget prévisionnel.

Article 5 : Le versement de la subvention

Après réception des pièces mentionnées au 4.2, le versement prévisionnel de la subvention de fonctionnement s'effectuera comme suit :

- **OCTOBRE 2020 : 50 000 Euros**
- **JANVIER 2021 : 50 000 Euros**
- **MARS 2021 : 50 000 Euros**

A noter qu'il n'est pas défini de calendrier prévisionnel pour le versement des 2 500 € de subvention par rencontre jouée au stade P. Brisson par le FC Chambly Oise. Le rythme de se versement se fera d'un commun accord avec l'association.

Pour l'année 2021, l'échéancier sera respecté sous réserve du vote du budget primitif de la ville.

Article 6 : Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de [l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000](#) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. ;
 - Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme. Pour les associations qui poursuivent plusieurs actions, produire une comptabilité analytique.
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par [l'article L. 612-4 du code de commerce](#) ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 7 : Aides complémentaires de la Ville

En complément de la subvention de fonctionnement, la Ville de Beauvais apportera une aide complémentaire à l'Association à savoir :

- mise à disposition du complexe sportif municipal Pierre BRISSON ;
- mise à disposition du stade Pierre OMET et du centre METSU.

Ces mises à disposition font l'objet de conventions d'occupation spécifiques. L'évolution de la valorisation des locaux mis à disposition sera communiquée à l'association sur simple demande de sa part.

Article 8 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville de Beauvais, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville de Beauvais en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Contrôle de la Ville de Beauvais

9.1. Contrôle des actions

L'Association rendra compte régulièrement à la Ville de Beauvais de ses actions au titre de la présente convention. L'Association transmettra notamment chaque année à la Ville de Beauvais, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, un rapport d'activité portant sur la réalisation des actions prévues au titre de l'année n-1.

9.2. Contrôle financier

9.2.1. - Engagements de l'association relatifs au contrôle financier

Les comptes de l'Association sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre. Dans le cas où l'exercice comptable de l'Association ne coïnciderait pas avec l'année civile, l'Association devra indiquer l'affectation qu'elle a effectuée ainsi que les règles d'affectation de la subvention entre les deux exercices comptables.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99.01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable et à faire approuver ses comptes par les organes compétents au plus tard dans les quatre mois qui suivent la clôture des comptes. Le cas échéant, les aides apportées par la Ville de Beauvais et les autres partenaires de l'Association seront valorisées.

9.2.2. – Comptes annuels

Au plus tard, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, l'Association transmettra à la Ville de Beauvais, après leur approbation, les comptes annuels de l'exercice clos (bilan, compte de résultat et annexe) certifiés attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention. Ce document devra, en outre, décrire les méthodes d'affectation retenues et notamment justifier les clefs de répartition des charges.

L'ensemble de ces documents devra être adressé à :

Monsieur le Directeur Général des Services

Hôtel de Ville – 1er étage

1 rue Desgroux – BP 330

60021 Beauvais Cedex

9.3. Contrôle exercé par la Ville de Beauvais

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par la Ville de Beauvais, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention.

A cet effet, le service des SPORTS est plus particulièrement chargé du contrôle de l'Association. Cependant, la Ville de Beauvais pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugera utile.

Sur simple demande de la Ville de Beauvais, l'Association devra lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles.

Dans ce cadre, l'Association s'engage en particulier à lui communiquer les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration ainsi que la composition du conseil d'administration et du bureau.

En outre, l'Association devra informer la Ville de Beauvais des modifications intervenues dans les statuts.

9.4. Paraphe du président de l'Association

Tout document (rapport d'activité, comptes annuels...) transmis à la Ville de Beauvais devra être revêtu du paraphe du président, représentant légal de l'Association.

Article 10 : Engagement aux actions et objectifs

En concertation avec la Ville de Beauvais, l'**A.S.B.O** s'engage à :

- Maintenir a minima son équipe première masculine en Nationale 2 ;
- Maintenir a minima son équipe masculine réserve en Division Séniors Régionale 2.
- Maintenir a minima son équipe féminine en Division Séniors Régionale 1.
- Assurer la formation des jeunes, des équipes d'encadrement, des dirigeants et des arbitres ;
- Assurer la promotion la plus large possible de la pratique sportive sur le territoire beauvaisien ;

- Accompagner financièrement tel que défini en l'article 4 alinéa 4-1 et matériellement la section féminine dans ses projets de développement et de création d'école féminine de football.
- Développer son école du football en direction des très jeunes âgés de 6 à 12 ans.
- Permettre aux jeunes titulaires de la « Carte B.O.P. » de pouvoir assister à tous les matchs à titre gratuit ;
- Fournir par match 80 places destinées à des jeunes âgés de 18 à 25 ans. Les billets devront être revêtus de la mention « exonéré ».
- Fournir vingt places par match à la Ville de Beauvais.

En concertation avec la Ville, l'Association :

- S'engage à développer ou promouvoir la discipline du football, notamment à travers des actions d'animation sportive des quartiers et des manifestations locales ;
- L'Association justifiera de son engagement local au minima dans **DEUX** événements différents parmi lesquels s'inscrivent : l'Eté s'anime, les Challenges de la ville, les animations de fin d'année, les fêtes de quartier ou autres actions organisées par la ville et au moins **UNE** action de soutien à la recherche ou à la lutte contre la maladie (Téléthon, mucoviscidose, etc.) ou caritative ;
- Proposera la ou les actions de son choix qu'elle mènera dans le cadre de l'Agenda 21, démontrant ainsi son engagement éco-responsable.

Article 11 : Communication

L'Association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la Ville lors de ses représentations publiques et dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'Association s'engage à assurer la promotion de la participation de la Ville de Beauvais, dans les conditions suivantes :

- Faire apparaître le nom et les logos de la Ville de Beauvais, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs et promotionnels édités par elle (plaquette, carton d'invitation, affiches, programmes, dossiers de presse, site internet, cédérom....)
- Apposer sur tous ses supports de communication ainsi que sur les équipements sportifs utilisés, les logos de la ville de Beauvais. Dans tous les cas, cette mention devra avoir un rang au moins égal aux mentions des autres partenaires tant par la taille que par la surface.
- Mentionner systématiquement la participation financière de la Ville de Beauvais dans les documents, y compris ceux adressés à la presse.
- A concerter le service communication de la ville de Beauvais pour définir les modalités de mise en œuvre de ces dispositions.

Article 12 : Conditions de renouvellement de la convention

La présente convention se terminera le 30 juin 2021 et ne pourra être prorogée.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation.

Article 13 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville de Beauvais et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 14 : Assurances

L'Association exerce les activités mentionnées à l'article 1 ci-dessus sous sa responsabilité exclusive.

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville de Beauvais ne puisse être recherchée. L'association devra être en mesure de justifier à tout moment à la Ville de Beauvais de la souscription de ces polices d'assurances et du paiement effectif des primes correspondantes.

Article 15 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 16 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

BEAUVAIS, le

Pour la Ville de BEAUVAIS,

Pour L'A.S.B.O ,

Pour L'A.S.B.O ,

**Caroline CAYEUX
Maire**

**Guillaume GODIN
Co-Président**

**Sylvain REGHEM
Co-Président**



Convention d'Objectifs et de Moyens

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'association **BEAUVAIS BASKET CLUB OISE** conforme à son objet statutaire.

Considérant que la ville, dans ses objectifs généraux de politique publique souhaite encourager le développement du tissu associatif et dynamiser la vie sociale à Beauvais.

Considérant que le programme d'actions par l'association participe à ces objectifs.

Entre les soussignés :

La Ville de Beauvais représentée par Caroline CAYEUX, maire de Beauvais agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 3 juillet 2020.

Désignée ci-après par " **la ville de Beauvais** "

d'une part,

Et :

Le BEAUVAIS BASKET CLUB OISE, association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège social 1 rue Marcelle Geudelin 60000 BEAUVAIS, représentée par madame Nathalie LEFEUVRE, présidente.

Désignée ci-après par " **l'association** "

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions suivant : Participer aux différents championnats, initier et développer la pratique du basket, organiser des manifestations sportives liées au basket.

L'administration n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée correspondant à la saison sportive 2019/2020 soit de juillet 2020 à juin 2021, prenant effet à la date apposée par l'autorité préfectorale.

Article 3 : Condition de détermination du coût de l'action

3.1. Les coûts totaux estimés éligibles annuels du programme d'actions sont fixés en annexe. Le besoin de financement public prend en compte tous les produits affectés à l'action.

3.2. Les coûts à prendre en considération comprennent une partie des coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'actions conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association. Ils comprennent notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui :

- ✓ sont liés à l'objet du programme d'actions ;
- ✓ sont nécessaires à la réalisation du programme d'actions ;
- ✓ sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- ✓ sont dépensés par « l'association » ;
- ✓ sont identifiables et contrôlables ;

3.3. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre nature de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement... Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 3.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à

la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions.

Article 4 : Condition de détermination de la contribution financière

4.1. Afin de soutenir les actions de l'Association mentionnées à l'article 10, et à la condition qu'elle respecte toutes les clauses de la présente convention, la Ville de Beauvais s'engage à verser à l'Association une subvention de fonctionnement.

Ainsi, le montant de la subvention de fonctionnement voté par l'assemblée délibérante de la Ville de Beauvais et ce après examen du dossier de demande de subvention présenté par l'Association, a été fixé à **30 000 euros pour la saison sportive 2020/2021**.

4.2. La demande d'attribution de la subvention annuelle de fonctionnement sera adressée à la Ville de Beauvais au plus tard le 1er juin de l'année sportive n-1.

Cette demande devra obligatoirement être accompagnée :

- ✓ du programme détaillé des actions pour l'année à venir, complété par une note de présentation ;
- ✓ d'un budget prévisionnel détaillé de l'Association établi au titre de l'année à venir, dans lequel devront figurer notamment les financements et les subventions attendues auprès de tout autre organisme ou partenaire.

L'Association s'engage à respecter le programme détaillé et le budget prévisionnel.

Article 5 : Le versement de la subvention

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera comme suit :

- **JUILLET 2020 : 10 000 Euros**
- **JANVIER 2021 : 10 000 Euros**
- **MARS 2021 : 10 000 Euros**

Pour l'année 2021, l'échéancier sera respecté sous réserve du vote du budget primitif de la ville.

Article 6 : Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'[article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000](#) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme. Pour les associations qui poursuivent plusieurs actions, produire une comptabilité analytique.
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'[article L. 612-4 du code de commerce](#) ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 7 : Aides complémentaires de la Ville

En complément de la subvention de fonctionnement, la Ville de Beauvais apportera une aide complémentaire à l'Association à savoir :

- ✓ mise à disposition des Gymnases de l'Europe - Raoul AUBAUD, Robert PORTE, George SAND, MORVAN,

Cette dernière fait l'objet d'une convention d'occupation spécifique jointe ultérieurement en annexe.

L'évolution de la valorisation des locaux mis à disposition sera communiquée à l'Association sur simple demande de sa part.

Article 8 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville de Beauvais, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville de Beauvais en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Contrôle de la Ville de Beauvais

9.1. Contrôle des actions

L'Association rendra compte régulièrement à la Ville de Beauvais de ses actions au titre de la présente convention. L'Association transmettra notamment chaque année à la Ville de Beauvais, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, un rapport d'activité portant sur la réalisation des actions prévues au titre de l'année n-1.

9.2. Contrôle financier

9.2.1. - Engagements de l'association relatifs au contrôle financier

Les comptes de l'Association sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre. Dans le cas où l'exercice comptable de l'Association ne coïnciderait pas avec l'année civile, l'Association devra indiquer l'affectation qu'elle a effectuée ainsi que les règles d'affectation de la subvention entre les deux exercices comptables.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99.01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable et à faire approuver ses comptes par les organes compétents au plus tard dans les quatre mois qui suivent la clôture des comptes. Le cas échéant, les aides apportées par la Ville de Beauvais et les autres partenaires de l'Association seront valorisées.

9.2.2. – Comptes annuels

Au plus tard, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, l'Association transmettra à la Ville de Beauvais, après leur approbation, les comptes annuels de l'exercice clos (bilan, compte de résultat et annexe) certifiés attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention. Ce document devra, en outre, décrire les méthodes d'affectation retenues et notamment justifier les clefs de répartition des charges.

L'ensemble de ces documents devra être adressé à :

Monsieur le Directeur Général des Services
Hôtel de Ville – 1er étage
1 rue Desgroux – BP 330
60021 Beauvais Cedex

9.3. Contrôle exercé par la Ville de Beauvais

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par la Ville de Beauvais, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention.

A cet effet, le service des Sports est plus particulièrement chargé du contrôle de l'Association. Cependant, la Ville de Beauvais pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugera utile.

Sur simple demande de la Ville de Beauvais, l'Association devra lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles.

Dans ce cadre, l'Association s'engage en particulier à lui communiquer les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration ainsi que la composition du conseil d'administration et du bureau.

En outre, l'Association devra informer la Ville de Beauvais des modifications intervenues dans les statuts.

9.4. Paraphe du président de l'Association

Tout document (rapport d'activité, comptes annuels...) transmis à la Ville de Beauvais devra être revêtu du paraphe du président, représentant légal de l'Association.

Article 10 : Engagement aux actions et objectifs

En concertation avec la Ville de Beauvais, **l'ASSOCIATION BEAUVAIS BASKET CLUB OISE**, s'engage à :

- A minima pérenniser son niveau en Pré Nationale pour son équipe séniors masculins et en Régionale pour son équipe sénior féminines, et mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'évolution de ce niveau ;
- Assurer la formation des jeunes, des équipes d'encadrement, des dirigeants et des arbitres ;

- Assurer la promotion la plus large possible de la pratique sportive sur le territoire beauvaisien ;

En concertation avec la Ville, l'Association :

- s'engage à développer ou promouvoir la discipline du basket notamment à travers des actions d'animation sportive des quartiers et des manifestations locales ;
- justifiera de son engagement local au minimum dans **DEUX** événements différents parmi lesquels s'inscrivent : l'Eté s'anime, la Fête du Sport, les fêtes de quartier ou autres actions de soutien à la recherche ou à la lutte contre la maladie (Téléthon, mucoviscidose, etc.) ou caritative ;
- Proposera la ou les actions de son choix qu'il mènera dans le cadre de l'Agenda 21, démontrant ainsi son engagement éco-responsable.

Article 11 : Communication

L'Association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la Ville lors de ses représentations publiques et dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'Association s'engage à assurer la promotion de la participation de la Ville de Beauvais, dans les conditions suivantes :

- faire apparaître le nom et les logos de la Ville de Beauvais, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs et promotionnels édités par elle (plaquette, carton d'invitation, affiches, programmes, dossiers de presse, site internet, cédérom....)
- apposer sur tous ses supports de communication ainsi que sur les équipements sportifs utilisés, les logos de la ville de Beauvais. Dans tous les cas, cette mention devra avoir un rang au moins égal aux mentions des autres partenaires tant par la taille que par la surface.
- mentionner systématiquement la participation financière de la Ville de Beauvais dans les documents, y compris ceux adressés à la presse.
- A concerter le service communication de la ville de Beauvais pour définir les modalités de mise en œuvre de ces dispositions.

Article 12 : Conditions de renouvellement de la convention

La présente convention se terminera le 30 juin 2021 et ne pourra être prorogée.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation.

Article 13 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville de Beauvais et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 14 : Assurances

L'Association exerce les activités mentionnées à l'article 1 ci-dessus sous sa responsabilité exclusive.

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville de Beauvais ne puisse être recherchée. L'association devra être en mesure de justifier à tout moment à la Ville de Beauvais de la souscription de ces polices d'assurances et du paiement effectif des primes correspondantes.

Article 15 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 16 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

BEAUVAIS, le

Pour la ville de BEAUVAIS

Pour le Beauvais Basket Club Oise

Caroline CAYEUX
Maire

Nathalie LEFEUVRE
Présidente

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'association **BEAUVAIS XV RUGBY CLUB** conforme à son objet statutaire.

Considérant que la ville, dans ses objectifs généraux de politique publique souhaite encourager le développement du tissu associatif et dynamiser la vie sociale à Beauvais.

Considérant que le programme d'actions par l'association participe à ces objectifs.

Entre les soussignés :

La Ville de Beauvais représentée par Caroline CAYEUX, Maire de Beauvais agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020.

Désignée ci-après par " **la Ville de Beauvais** "

d'une part,

Et :

Le BEAUVAIS XV RUGBY CLUB, Association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège social Club House Stade Marcel Communeau, Rue Roger Couderc BP 790 – 60000 BEAUVAIS, représentée par son Président Monsieur Olivier LENORMANT.

Désignée ci-après par " **l'Association** "

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions suivant : Participer aux différents championnats, initier et développer la pratique du rugby, organiser des manifestations sportives liées au rugby.

L'administration n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée correspondant à la saison sportive 2020/2021 soit de juillet 2020 à juin 2021, prenant effet à la date apposée par l'Autorité Préfectorale.

Article 3 : Condition de détermination du coût de l'action

3.1. Les coûts totaux estimés éligibles annuels du programme d'actions sont fixés en annexe. Le besoin de financement public prend en compte tous les produits affectés à l'action.

3.2. Les coûts à prendre en considération comprennent une partie des coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'actions conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association. Ils comprennent notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui :

- sont liés à l'objet du programme d'actions ;
- sont nécessaires à la réalisation du programme d'actions ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.3. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre nature de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement... Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 3.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à

la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions.

Article 4 : Condition de détermination de la contribution financière

4.1. Afin de soutenir les actions de l'Association mentionnées à l'article 10, et à la condition qu'elle respecte toutes les clauses de la présente convention, la Ville de Beauvais s'engage à verser à l'Association une subvention de fonctionnement.

Ainsi, le montant de la subvention de fonctionnement voté par l'assemblée délibérante de la Ville de Beauvais et ce après examen du dossier de demande de subvention présenté par l'Association, a été fixé à **170 000 Euros pour la saison sportive 2020/2021**.

Enfin, au titre du partenariat entre le club du FC Chambly Oise et les autres clubs utilisateurs du stade Brisson pour la saison 2020-2021, la ville de Beauvais versera au B.R.C XV, en complément de la subvention de fonctionnement, une somme de 2 500 € de subvention par rencontre jouée avec public au stade P. Brisson par le FC Chambly Oise.

4.2. La demande d'attribution de la subvention annuelle de fonctionnement sera adressée à la Ville de Beauvais au plus tard le 1er juin de l'année sportive n-1.

Cette demande devra obligatoirement être accompagnée :

- ✓ du programme détaillé des actions pour l'année à venir, complété par une note de présentation ;
 - ✓ d'un budget prévisionnel détaillé de l'Association établi au titre de l'année à venir, dans lequel devront figurer notamment les financements et les subventions attendues auprès de tout autre organisme ou partenaire.
- L'Association s'engage à respecter le programme détaillé et le budget prévisionnel.

Article 5 : Le versement de la subvention

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera comme suit :

- ✓ **JUILLET 2020 : 60 000 Euros**
- ✓ **JANVIER 2021 : 55 000 Euros**
- ✓ **MARS 2021 : 55 000 Euros**

A noter qu'il n'est pas défini de calendrier prévisionnel pour le versement des 2 500 € de subvention par rencontre jouée au stade P. Brisson par le FC Chambly Oise. Le rythme de ce versement se fera d'un commun accord avec l'association.

Pour l'année 2021, l'échéancier sera respecté sous réserve du vote du budget primitif de la ville.

Article 6 : Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'[article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000](#) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme. Pour les associations qui poursuivent plusieurs actions, produire une comptabilité analytique.
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'[article L. 612-4 du code de commerce](#) ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 7 : Aides complémentaires de la Ville

En complément de la subvention de fonctionnement, la Ville de Beauvais apportera une aide complémentaire à l'Association à savoir : mise à disposition du stade Pierre BRISSON et du stade Marcel COMMUNEAU.

Ces mises à disposition font l'objet de conventions d'occupation spécifiques jointes ultérieurement en annexe.

L'évolution de la valorisation des locaux mis à disposition sera communiquée à l'Association sur simple demande de sa part.

Article 8 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville de Beauvais, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville de Beauvais en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Contrôle de la Ville de Beauvais

9.1. Contrôle des actions

L'Association rendra compte régulièrement à la Ville de Beauvais de ses actions au titre de la présente convention. L'Association transmettra notamment chaque année à la Ville de Beauvais, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, un rapport d'activité portant sur la réalisation des actions prévues au titre de l'année n-1.

9.2. Contrôle financier

9.2.1. - Engagements de l'association relatifs au contrôle financier

Les comptes de l'Association sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre. Dans le cas où l'exercice comptable de l'Association ne coïnciderait pas avec l'année civile, l'Association devra indiquer l'affectation qu'elle a effectuée ainsi que les règles d'affectation de la subvention entre les deux exercices comptables.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99.01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable et à faire approuver ses comptes par les organes compétents au plus tard dans les quatre mois qui suivent la clôture des comptes. Le cas échéant, les aides apportées par la Ville de Beauvais et les autres partenaires de l'Association seront valorisées.

9.2.2. – Comptes annuels

Au plus tard, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, l'Association transmettra à la Ville de Beauvais, après leur approbation, les comptes annuels de l'exercice clos (bilan, compte de résultat et annexe) certifiés attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention. Ce document devra, en outre, décrire les méthodes d'affectation retenues et notamment justifier les clefs de répartition des charges.

L'ensemble de ces documents devra être adressé à :

Monsieur le Directeur Général des Services

Hôtel de Ville – 1er étage

1 rue Desgroux – BP 330

60021 Beauvais Cedex

9.3. Contrôle exercé par la Ville de Beauvais

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par la Ville de Beauvais, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention.

A cet effet, le service des SPORTS est plus particulièrement chargé du contrôle de l'Association. Cependant, la Ville de Beauvais pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugera utiles.

Sur simple demande de la Ville de Beauvais, l'Association devra lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles.

Dans ce cadre, l'Association s'engage en particulier à lui communiquer les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration ainsi que la composition du conseil d'administration et du bureau.

En outre, l'Association devra informer la Ville de Beauvais des modifications intervenues dans les statuts.

9.4. Paraphe du président de l'Association

Tout document (rapport d'activité, comptes annuels...) transmis à la Ville de Beauvais devra être revêtu du paraphe du président, représentant légal de l'Association.

Article 10 : Engagement aux actions et objectifs

En concertation avec la Ville de Beauvais, **Le BEAUVAIS XV RUGBY CLUB**, s'engage à :

- Maintenir à minima son équipe première au niveau Fédérale 1 du championnat ;
- Assurer le développement et la pérennisation du niveau national ;
- Assurer la formation des jeunes, des équipes d'encadrement, des dirigeants et des arbitres ;
- Assurer la promotion la plus large possible de la pratique sportive sur le territoire beauvaisien ;

- Permettre aux jeunes titulaires de la « Carte B.O.P. » de pouvoir assister à tous les matchs à titre gratuit ;
- Fournir vingt places par match à la Ville de Beauvais.

En concertation avec la Ville, l'Association :

- s'engage à développer ou promouvoir la discipline du rugby notamment à travers des actions d'animation sportive en direction des quartiers, des établissements scolaires et des manifestations locales ;
- justifiera de son engagement local au minimum dans **DEUX** événements différents parmi lesquels s'inscrivent : l'Eté s'anime, Sport en Fête, les animations de fin d'année, les fêtes de quartier ou autres actions organisées par la Ville de Beauvais et au moins **UNE** action de soutien à la recherche ou à la lutte contre la maladie (Téléthon, mucoviscidose, etc.) ou caritative
- Proposera la ou les actions de son choix qu'il mènera dans le cadre de l'Agenda 21, démontrant ainsi son engagement éco-responsable.

Article 11 : Communication

L'Association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la Ville lors de ses représentations publiques et dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'Association s'engage à assurer la promotion de la participation de la Ville de Beauvais, dans les conditions suivantes :

- faire apparaître le nom et les logos de la Ville de Beauvais, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs et promotionnels édités par elle (plaquette, carton d'invitation, affiches, programmes, dossiers de presse, site internet, cédérom...)

- apposer sur tous ses supports de communication ainsi que sur les équipements sportifs utilisés, les logos de la ville de Beauvais. Dans tous les cas, cette mention devra avoir un rang au moins égal aux mentions des autres partenaires tant par la taille que par la surface.

- mentionner systématiquement la participation financière de la Ville de Beauvais dans les documents, y compris ceux adressés à la presse.

A concerter le service communication de la ville de Beauvais pour définir les modalités de mise en œuvre de ces dispositions.

Article 12 : Conditions de renouvellement de la convention

La présente convention se terminera le 30 juin 2021 et ne pourra être prorogée.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation.

Article 13 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville de Beauvais et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 14 : Assurances

L'Association exerce les activités mentionnées à l'article 1 ci-dessus sous sa responsabilité exclusive.

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville de Beauvais ne puisse être recherchée. L'association devra être en mesure de justifier à tout moment à la Ville de Beauvais de la souscription de ces polices d'assurances et du paiement effectif des primes correspondantes.

Article 15 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 16 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

BEAUVAIS, le

Pour la ville de BEAUVAIS,

Pour le BEAUVAIS XV RUGBY CLUB,

Caroline CAYEUX
Maire

Olivier LENORMANT
Président



Convention d'Objectifs et de Moyens

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'association **B.O.U.C. HANDBALL** conforme à son objet statutaire.

Considérant que la ville, dans ses objectifs généraux de politique publique souhaite encourager le développement du tissu associatif et dynamiser la vie sociale à Beauvais.

Considérant que le programme d'actions par l'association participe à ces objectifs.

Entre les soussignés :

La Ville de Beauvais représentée par Caroline CAYEUX, Maire de Beauvais agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 3 juillet 2020.

Désignée ci-après par " **la Ville de Beauvais** "

d'une part,

Et :

Le B.O.U.C. HANDBALL, Association régie par la loi du 1er juillet 1901, sise 31 rue du Pré-Martinet – gymnase AMBROISE – 60000 BEAUVAIS, représentée par Monsieur Ricardo RODRIGUEZ, Président.

Désignée ci-après par " **l'Association** "

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions suivant : Participer aux différents championnats, initier et développer la pratique du handball, organiser des manifestations sportives liées au handball.

L'administration n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée correspondant à la saison sportive 2020/2021 soit de juillet 2020 à juin 2021, prenant effet à la date apposée par l'autorité préfectorale.

Article 3 : Condition de détermination du coût de l'action

3.1. Les coûts totaux estimés éligibles annuels du programme d'actions sont fixés en annexe. Le besoin de financement public prend en compte tous les produits affectés à l'action.

3.2. Les coûts à prendre en considération comprennent une partie des coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'actions conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association. Ils comprennent notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui :

- sont liés à l'objet du programme d'actions ;
- sont nécessaires à la réalisation du programme d'actions ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.3. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre nature de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement... Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 3.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à

la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions.

Article 4 : Condition de détermination de la contribution financière

4.1. Afin de soutenir les actions de l'Association mentionnées à l'article 10, et à la condition qu'elle respecte toutes les clauses de la présente convention, la Ville de Beauvais s'engage à verser à l'Association une subvention de fonctionnement.

Ainsi, le montant de la subvention de fonctionnement voté par l'assemblée délibérante de la Ville de Beauvais et ce après examen du dossier de demande de subvention présenté par l'Association, a été fixé à **80 000 euros pour la saison sportive 2020/2021**.

4.2. La demande d'attribution de la subvention annuelle de fonctionnement sera adressée à la Ville de Beauvais au plus tard le 1er juin de l'année sportive n-1.

Cette demande devra obligatoirement être accompagnée :

- du programme détaillé des actions pour l'année à venir, complété par une note de présentation ;
 - d'un budget prévisionnel détaillé de l'Association établi au titre de l'année à venir, dans lequel devront figurer notamment les financements et les subventions attendues auprès de tout autre organisme ou partenaire.
- L'Association s'engage à respecter le programme détaillé et le budget prévisionnel.

Article 5 : Le versement de la subvention

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera comme suit :

- **JUILLET 2020 : 30 000 euros**
- **JANVIER 2021 : 25 000 euros**
- **MARS 2021 : 25 000 euros**

Pour l'année 2021, l'échéancier sera respecté sous réserve du vote du budget primitif de la ville.

Article 6 : Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'[article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000](#) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. ;
 - Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme. Pour les associations qui poursuivent plusieurs actions, produire une comptabilité analytique.
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'[article L. 612-4 du code de commerce](#) ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 7 : Aides complémentaires de la Ville

En complément de la subvention de fonctionnement, la Ville de Beauvais apportera une aide complémentaire à l'Association à savoir :

- mise à disposition des Gymnases AMBROISE

Cette dernière fait l'objet d'une convention d'occupation spécifique jointe ultérieurement en annexe. L'évolution de la valorisation des locaux mis à disposition sera communiquée à l'association sur simple demande de sa part.

Article 8 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville de Beauvais, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville de Beauvais en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Contrôle de la Ville de Beauvais

9.1. Contrôle des actions

L'Association rendra compte régulièrement à la Ville de Beauvais de ses actions au titre de la présente convention. L'Association transmettra notamment chaque année à la Ville de Beauvais, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, un rapport d'activité portant sur la réalisation des actions prévues au titre de l'année n-1.

9.2. Contrôle financier

9.2.1. - Engagements de l'association relatifs au contrôle financier

Les comptes de l'Association sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre. Dans le cas où l'exercice comptable de l'Association ne coïnciderait pas avec l'année civile, l'Association devra indiquer l'affectation qu'elle a effectuée ainsi que les règles d'affectation de la subvention entre les deux exercices comptables.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99.01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable et à faire approuver ses comptes par les organes compétents au plus tard dans les quatre mois qui suivent la clôture des comptes. Le cas échéant, les aides apportées par la Ville de Beauvais et les autres partenaires de l'Association seront valorisées.

9.2.2. – Comptes annuels

Au plus tard, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, l'Association transmettra à la Ville de Beauvais, après leur approbation, les comptes annuels de l'exercice clos (bilan, compte de résultat et annexe) certifiés attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention. Ce document devra, en outre, décrire les méthodes d'affectation retenues et notamment justifier les clefs de répartition des charges.

L'ensemble de ces documents devra être adressé à :

Monsieur le Directeur Général des Services

Hôtel de Ville – 1er étage

1 rue Desgroux – BP 330

60021 Beauvais Cedex

9.3. Contrôle exercé par la Ville de Beauvais

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par la Ville de Beauvais, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention.

A cet effet, le service des SPORTS est plus particulièrement chargé du contrôle de l'Association. Cependant, la Ville de Beauvais pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugera utile.

Sur simple demande de la Ville de Beauvais, l'Association devra lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles.

Dans ce cadre, l'Association s'engage en particulier à lui communiquer les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration ainsi que la composition du conseil d'administration et du bureau.

En outre, l'Association devra informer la Ville de Beauvais des modifications intervenues dans les statuts.

9.4. Paraphe du président de l'Association

Tout document (rapport d'activité, comptes annuels...) transmis à la Ville de Beauvais devra être revêtu du paraphe du président, représentant légal de l'Association.

Article 10 : Engagement aux actions et objectifs

En concertation avec la Ville de Beauvais, l'**ASSOCIATION B.O.U.C. HANDBALL** s'engage à :

- Maintenir à minima son équipe féminine en Championnat de France de Nationale 3 régionalisée ;

- Maintenir à minima son équipe masculine en Pré Nationale ;
- Assurer la formation des jeunes, des équipes d'encadrement, des dirigeants et des arbitres ;
- Assurer la promotion la plus large possible de la pratique sportive sur le territoire beauvaisien ;
- Permettre aux jeunes titulaires de la « Carte B.O.P. » de pouvoir assister à tous les matchs à titre gratuit ;
- Fournir vingt places par match à la Ville de Beauvais.

En concertation avec la Ville, l'Association :

- S'engage à développer ou promouvoir la discipline du Hand Ball, notamment à travers des actions d'animation sportive des quartiers et des manifestations locales ;
- L'Association justifiera de son engagement local au minima dans **DEUX** événements différents parmi lesquels s'inscrivent : l'Eté s'anime, les Challenges de la ville, les animations de fin d'année, les fêtes de quartier ou autres actions organisées par la ville et au moins **UNE** action de soutien à la recherche ou à la lutte contre la maladie (Téléthon, mucoviscidose, etc.) ou caritative ;
- Proposera la ou les actions de son choix qu'elle mènera dans le cadre de l'Agenda 21, démontrant ainsi son engagement éco-responsable.

Article 11 : Communication

L'Association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la Ville lors de ses représentations publiques et dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'Association s'engage à assurer la promotion de la participation de la Ville de Beauvais, dans les conditions suivantes :

- Faire apparaître le nom et les logos de la Ville de Beauvais, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs et promotionnels édités par elle (plaquette, carton d'invitation, affiches, programmes, dossiers de presse, site internet, cédérom....)
- Apposer sur tous ses supports de communication ainsi que sur les équipements sportifs utilisés, les logos de la ville de Beauvais. Dans tous les cas, cette mention devra avoir un rang au moins égal aux mentions des autres partenaires tant par la taille que par la surface.
- Mentionner systématiquement la participation financière de la Ville de Beauvais dans les documents, y compris ceux adressés à la presse.
- A concerter le service communication de la ville de Beauvais pour définir les modalités de mise en œuvre de ces dispositions.

Article 12 : Conditions de renouvellement de la convention

La présente convention se terminera le 30 juin 2021 et ne pourra être prorogée.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation.

Article 13 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville de Beauvais et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 14 : Assurances

L'Association exerce les activités mentionnées à l'article 1 ci-dessus sous sa responsabilité exclusive.

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville de Beauvais ne puisse être recherchée. L'association devra être en mesure de justifier à tout moment à la Ville de Beauvais de la souscription de ces polices d'assurances et du paiement effectif des primes correspondantes.

Article 15 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 16 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

BEAUVAIS, le

Pour la ville de BEAUVAIS,

**Pour l'association
le B.O.U.C. HANDBALL,**

**Caroline CAYEUX
Maire**

**Ricardo RODRIGUEZ
Président**



Convention d'Objectifs et de Moyens

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'association **B.O.U.C. VOLLEY** conforme à son objet statutaire.

Considérant que la ville, dans ses objectifs généraux de politique publique souhaite encourager le développement du tissu associatif et dynamiser la vie sociale à Beauvais.

Considérant que le programme d'actions par l'association participe à ces objectifs.

Entre les soussignés :

La Ville de Beauvais représentée par Caroline CAYEUX, Maire de Beauvais agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 3 juillet 2020.

Désignée ci-après par " **la Ville de Beauvais** "

d'une part,

Et :

Le B.O.U.C. VOLLEY, Association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège social 39/41 Place de l'Hôtel Dieu – 60000 BEAUVAIS, représentée par Monsieur Éric BATALLER, Président.

Désignée ci-après par " **l'Association** "

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions suivant : Participer aux différents championnats, initier et développer la pratique du volley, organiser des manifestations sportives liées au volley.

L'administration n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée correspondant à la saison sportive 2020/2021 soit de juillet 2020 à juin 2021, prenant effet à la date apposée par l'autorité préfectorale.

Article 3 : Condition de détermination du coût de l'action

3.1. Les coûts totaux estimés éligibles annuels du programme d'actions sont fixés en annexe. Le besoin de financement public prend en compte tous les produits affectés à l'action.

3.2. Les coûts à prendre en considération comprennent une partie des coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'actions conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association. Ils comprennent notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui :

- sont liés à l'objet du programme d'actions ;
- sont nécessaires à la réalisation du programme d'actions ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont dépensés par « l'association » ;
- sont identifiables et contrôlables ;

3.3. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre nature de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement... Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 3.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions.

Article 4 : Condition de détermination de la contribution financière

4.1. Afin de soutenir les actions de l'Association mentionnées à l'article 10, et à la condition qu'elle respecte toutes les clauses de la présente convention, la Ville de Beauvais s'engage à verser à l'Association une subvention de fonctionnement.

Ainsi, le montant de la subvention de fonctionnement voté par l'assemblée délibérante de la Ville de Beauvais et ce après examen du dossier de demande de subvention présenté par l'Association, a été fixé à **130 000 Euros pour la saison sportive 2020/2021**.

4.2. La demande d'attribution de la subvention annuelle de fonctionnement sera adressée à la Ville de Beauvais au plus tard le 1er juin de l'année sportive n-1.

Cette demande devra obligatoirement être accompagnée :

- du programme détaillé des actions pour l'année à venir, complété par une note de présentation ;
- d'un budget prévisionnel détaillé de l'Association établi au titre de l'année à venir, dans lequel devront figurer notamment les financements et les subventions attendues auprès de tout autre organisme ou partenaire.

L'Association s'engage à respecter le programme détaillé et le budget prévisionnel.

Article 5 : Le versement de la subvention

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera comme suit :

- **JUILLET 2020 : 45 000 euros**
- **JANVIER 2021 : 42 500 euros**
- **MARS 2021 : 42 500 euros**

Pour l'année 2021, l'échéancier sera respecté sous réserve du vote du budget primitif de la ville.

Article 6 : Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'[article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000](#) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. ;
 - Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme. Pour les associations qui poursuivent plusieurs actions, produire une comptabilité analytique.
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'[article L. 612-4 du code de commerce](#) ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 7 : Aides complémentaires de la Ville

En complément de la subvention de fonctionnement, la Ville de Beauvais apportera une aide complémentaire à l'Association à savoir :

- mise à disposition des gymnases TRUFFAUT et COUBERTIN

Cette dernière fait l'objet d'une convention d'occupation spécifique jointe ultérieurement en annexe. L'évolution de la valorisation des locaux mis à disposition sera communiquée à l'association sur simple demande de sa part.

Article 8 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville de Beauvais, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville de Beauvais en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Contrôle de la Ville de Beauvais

9.1. Contrôle des actions

L'Association rendra compte régulièrement à la Ville de Beauvais de ses actions au titre de la présente convention. L'Association transmettra notamment chaque année à la Ville de Beauvais, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, un rapport d'activité portant sur la réalisation des actions prévues au titre de l'année n-1.

9.2. Contrôle financier

9.2.1. - Engagements de l'association relatifs au contrôle financier

Les comptes de l'Association sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre. Dans le cas où l'exercice comptable de l'Association ne coïnciderait pas avec l'année civile, l'Association devra indiquer l'affectation qu'elle a effectuée ainsi que les règles d'affectation de la subvention entre les deux exercices comptables.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99.01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable et à faire approuver ses comptes par les organes compétents au plus tard dans les quatre mois qui suivent la clôture des comptes. Le cas échéant, les aides apportées par la Ville de Beauvais et les autres partenaires de l'Association seront valorisées.

9.2.2. – Comptes annuels

Au plus tard, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice, l'Association transmettra à la Ville de Beauvais, après leur approbation, les comptes annuels de l'exercice clos (bilan, compte de résultat et annexe) certifiés attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention. Ce document devra, en outre, décrire les méthodes d'affectation retenues et notamment justifier les clefs de répartition des charges.

L'ensemble de ces documents devra être adressé à :

Monsieur le Directeur Général des Services
Hôtel de Ville – 1er étage
1 rue Desgroux – BP 330
60021 Beauvais Cedex

9.3. Contrôle exercé par la Ville de Beauvais

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par la Ville de Beauvais, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention.

A cet effet, le service des SPORTS est plus particulièrement chargé du contrôle de l'Association. Cependant, la Ville de Beauvais pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugera utiles.

Sur simple demande de la Ville de Beauvais, l'Association devra lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles.

Dans ce cadre, l'Association s'engage en particulier à lui communiquer les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration ainsi que la composition du conseil d'administration et du bureau. En outre, l'Association devra informer la Ville de Beauvais des modifications intervenues dans les statuts.

9.4. Paraphe du président de l'Association

Tout document (rapport d'activité, comptes annuels...) transmis à la Ville de Beauvais devra être revêtu du paraphe du président, représentant légal de l'Association.

Article 10 : Engagement aux actions et objectifs

En concertation avec la Ville de Beauvais, l'**ASSOCIATION B.O.U.C. VOLLEY** s'engage à :

- Maintenir à minima son équipe première masculine en Nationale 1 Masculine ;
- Maintenir le développement et la pérennisation du niveau Pré National de ses équipes masculine et féminine ;
- Assurer la formation des jeunes, des équipes d'encadrement, des dirigeants et des arbitres ;
- Assurer la promotion la plus large possible de la pratique sportive sur le territoire beauvaisien ;
- Permettre aux jeunes titulaires de la « Carte B.O.P. » de pouvoir assister à tous les matchs à titre gratuit ;
- Fournir par match 80 places destinées à des jeunes de 18 à 25 ans. Les billets devront être revêtus de la mention « exonéré » ;
- Fournir vingt places par match à la Ville de Beauvais.

En concertation avec la Ville, l'Association :

- S'engage à développer ou promouvoir la discipline du volley-ball, notamment à travers des actions d'animation sportive des quartiers et des manifestations locales :
- L'Association justifiera de son engagement local au minima dans **TROIS** événements différents parmi lesquels s'inscrivent : l'Eté s'anime, les Challenges de la Ville, Sport en Fête, les animations de fin d'année ou autres actions organisées par la ville et au moins **UNE** action de soutien à la recherche ou à la lutte contre la maladie (Téléthon, mucoviscidose, etc.) ou caritative ;
- Proposera la ou les actions de son choix qu'elle mènera dans le cadre de l'Agenda 21, démontrant ainsi son engagement éco-responsable.

Article 11 : Communication

L'Association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la Ville lors de ses représentations publiques et dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'Association s'engage à assurer la promotion de la participation de la Ville de Beauvais, dans les conditions suivantes :

- faire apparaître le nom et les logos de la Ville de Beauvais, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs et promotionnels édités par elle (plaquette, carton d'invitation, affiches, programmes, dossiers de presse, site internet, cédérom....)
- apposer sur tous ses supports de communication ainsi que sur les équipements sportifs utilisés, les logos de la ville de Beauvais. Dans tous les cas, cette mention devra avoir un rang au moins égal aux mentions des autres partenaires tant par la taille que par la surface.
- mentionner systématiquement la participation financière de la Ville de Beauvais dans les documents, y compris ceux adressés à la presse.
- A concerter le service communication de la ville de Beauvais pour définir les modalités de mise en œuvre de ces dispositions.

Article 12 : Conditions de renouvellement de la convention

La présente convention se terminera le 30 juin 2021 et ne pourra être prorogée.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation.

Article 13 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville de Beauvais et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 14 : Assurances

L'Association exerce les activités mentionnées à l'article 1 ci-dessus sous sa responsabilité exclusive.

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville de Beauvais ne puisse être recherchée. L'association devra être en mesure de justifier à tout moment à la Ville de Beauvais de la souscription de ces polices d'assurances et du paiement effectif des primes correspondantes.

Article 15 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 16 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

BEAUVAIS, le

Pour la ville de BEAUVAIS,

**Pour l'association
Le B.O.U.C VOLLEY,**

**Caroline CAYEUX
Maire**

**Eric BATALLER
Président**

Commission Commission générale**Service** Sports

Réf : 2020-329

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Sport - équipement sportif - Stade Pierre Brisson - tarification - approbation

Le stade Pierre BRISSON est le lieu emblématique des grands rassemblements sportifs sur la ville de Beauvais depuis de nombreuses années, accueillant à la fois des rencontres de football, mais également de rugby.

Depuis la rénovation de sa pelouse en 2016, les demandes de réservations pour des matchs d'envergure nationale et internationale se sont multipliées.

C'est la raison pour laquelle le conseil municipal a approuvé, par délibération du 20 juin 2019, un tarif unique de location de l'équipement à 15 000 € le match.

Néanmoins, les circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie du COVID-19, nous poussent à anticiper le risque d'avoir à l'avenir des matchs joués à huis clos (c'est-à-dire sans public) imposés par les autorités ou les fédérations sportives nationales.

Par conséquent, il y a lieu de prévoir un deuxième tarif qui prenne à la fois en compte cette perte de recettes potentielles pour les clubs mais aussi le coût d'entretien de la pelouse hybride pour la ville de Beauvais gestionnaire de l'équipement. Ce point d'équilibre est aujourd'hui évalué à 10 000 € le match.

C'est la raison pour laquelle il est proposé la grille tarifaire suivante pour la mise à disposition du stade Pierre Brisson.

Configuration du match	Prix de la location du stade Pierre Brisson
Match avec public	15 000 € / match
Match sans public (huis clos)	10 000 € / match

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver la grille tarifaire de location du stade Pierre Brisson ci-dessus.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

Commission Commission générale

Service Sports

Réf : 2020-330

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Sport - Stade Brisson - Mise à disposition au FC Chambly Oise

La Ville de Beauvais a été sollicitée par la Société par Actions Simplifiées (S.A.S.) « FC Chambly Oise » pour la mise à disposition du stade municipal Pierre BRISSON lors de la première partie de la Ligue 2 de l'édition 2020/2021, dans l'attente de la fin de la construction de son nouveau stade des Marais à Chambly.

Pour mémoire, à l'occasion de son accession en Ligue 2 lors de la précédente saison 2019/2020, le club de football du « FC Chambly Oise » avait pu jouer 11 matchs sur les 15 initialement prévus au stade Pierre Brisson de Beauvais avant l'arrêt brutal du Championnat en raison de la crise sanitaire du COVID-19.

Ce club de football, qui a terminé dixième du championnat de France de Ligue 2 au terme de la saison 2019-2020, a obtenu son maintien au championnat professionnel de Ligue 2 mais ne dispose pas d'un stade homologué pour disputer des rencontres de ce niveau.

Compte-tenu du fait que le stade Pierre BRISSON est homologué pour recevoir des rencontres de Ligue 2, il est envisagé de conclure avec le « FC Chambly Oise » une convention de mise à disposition du stade pour la saison 2020-2021.

Ce projet présente de nombreux intérêts pour le territoire, tant du point de vue médiatique (retransmission de toutes les rencontres sur les principales chaînes sportives) qu'économique (hôtellerie, restauration, commerces,...) ou sportif (engouement du public local pour les rencontres de football, partenariat FC Chambly Oise - clubs locaux,...).

Le stade Pierre BRISSON étant déjà mis à la disposition de deux clubs locaux, l'Association Sportive Beauvais Oise (ASBO) et le Beauvais Rugby Club (BRC XV), il a été proposé d'accueillir le club de Chambly pour l'organisation de ses rencontres « à domicile » en fonction du calendrier de la saison de Ligue 2 et jusqu'à la réception de son nouveau stade.

L'accord conclu entre la Ville de Beauvais et le Football Club de Chambly Oise s'appuie sur les trois principes suivants :

1/ La gestion du calendrier du stade BRISSON

La concordance des calendriers de chacun de clubs utilisateurs (Ligue 2, National 2 de football, Fédérale 1 de rugby) devra être assurée par les organisateurs de compétitions, excluant ainsi les week-ends à trois rencontres au stade Pierre BRISSON.

En toute hypothèse, si les calendriers déterminés par les organisateurs de compétitions prévoient un week-end mentionnant trois rencontres au stade municipal Pierre BRISSON, les deux clubs locaux (ASBO et BRC XV) seraient considérés comme prioritaires entraînant par conséquent la nécessité pour le FCCO de trouver une solution d'accueil alternative pour l'organisation du match.

Ainsi, au titre de la mise à disposition du stade Pierre BRISSON, le FC Chambly s'acquittera auprès de la Ville de Beauvais d'une redevance d'occupation de 15 000 € par rencontre jouée avec public ou 10 000 € par rencontre jouée à huis clos.

2/ La prise en charge des opérations spécifiques de préparation et d'entretien de la pelouse

Compte tenu des risques importants de détérioration portant sur la pelouse du stade BRISSON du fait de l'accueil d'une majorité de rencontres de Ligue 2, le FC Chambly s'est engagé à supporter directement ou *via* ses partenaires, les charges liées :

- Au renforcement de l'équipe technique du stade par une entreprise spécialisée (1 équivalent temps plein) pour la gestion de la pelouse à compter du mois d'octobre 2020 et jusqu'à la dernière rencontre jouée par le club au stade Brisson

3/ La valeur ajoutée apportée par le FCCO aux clubs locaux

Au titre du partenariat souhaité par la Ville de Beauvais entre l'ensemble des clubs utilisateurs du stade BRISSON, le FCCO s'engage :

- À verser à la Ville de Beauvais une indemnité forfaitaire de 5 000 € par rencontre jouée avec public au stade municipal Pierre BRISSON, au bénéfice de chacun des clubs résidents du stade (2 500 € par rencontre avec public à destination de l'ASBO et du BRC XV),

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer la convention de mise à disposition du stade Pierre Brisson au profit du FC Chambly qui reprendra les éléments de la présente délibération, moyennant le paiement d'une redevance d'occupation de 15 000 € par match joué avec public et 10 000 € par match joué à huis clos, ainsi que le versement d'une indemnité de 5 000 € destinée aux deux clubs locaux (ASBO et BRC) par match joué avec public ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à reverser à chacune des associations locales (ASBO et BRC) une subvention de 2 500 € par rencontre jouée avec public par le FC Chambly au stade BRISSON ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à solliciter et percevoir une subvention auprès de tous les partenaires mobilisés dans ce dossier à un taux de financement maximum ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

Convention de mise à disposition du stade municipal Pierre BRISSON Entre la Ville de Beauvais et la S.A.S. « FC CHAMBLY OISE »

PREAMBULE :

Forte de ses installations sportives, la Ville de Beauvais a été sollicitée par la Société par Actions Simplifiées (S.A.S.) « FC Chambly Oise » pour la mise à disposition du stade municipal Pierre BRISSON.

Ce club de football, qui a terminé dixième du championnat de France de Ligue 2 au terme de la saison 2019-2020, a obtenu son maintien au championnat professionnel de Ligue 2 mais ne dispose pas d'un stade homologué pour disputer des rencontres de ce niveau.

Compte-tenu du fait que le stade Pierre BRISSON est homologué pour recevoir des rencontres de Ligue 2, il est envisagé de conclure avec le « FC Chambly Oise » une convention de mise à disposition du stade pour ses rencontres « à domicile » de la saison 2020-2021, dans la limite de 40 rencontres maximum, tous clubs confondus.

Comme ce fut le cas lors de la saison 2019-2020, l'ASBO et le BRC XV, clubs résidents locaux, demeurent prioritaires au regard de l'organisation à venir des rencontres au stade Pierre BRISSON pour la prochaine saison sportive.

Ce projet présente de nombreux intérêts pour le territoire, tant du point de vue médiatique (retransmission de toutes les rencontres sur les principales chaînes sportives) qu'économique (hôtellerie, restauration, commerces,...) ou sportif (engouement du public local pour les rencontres de football, partenariat FC Chambly Oise - clubs locaux,...).

ENTRE :

La ville de Beauvais représentée par Madame Caroline CAYEUX, en qualité de Maire, dûment habilitée en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 26 mai 2020,

Ci-après dénommée la « ville de Beauvais »,

d'une part,

ET :

La Société par Actions Simplifiées (S.A.S.) « FC Chambly Oise », dont le siège social est situé à la Mairie de Chambly, place de l'Hôtel de Ville – 60230 CHAMBLY, numéro de SIRET 84102783200010, représentée par son Président en exercice Monsieur Fulvio LUZI,

Ci-après dénommée le « FC Chambly Oise »,

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre du déroulement du championnat de football de Ligue 2 de la saison 2020-2021, la « ville de Beauvais » met à disposition du « FC Chambly Oise », le stade municipal Pierre BRISSON, route de Clermont, 60000 BEAUVAIS pour l'organisation de ses rencontres « à domicile », dans la limite de 40 rencontres maximum, tous clubs confondus.

Cette convention ne porte pas sur les éventuelles rencontres de Coupe de France de football du « FC Chambly Oise ».

Toute demande de rencontre supplémentaire devra être formalisée auprès de la « ville de Beauvais » avant officialisation de la rencontre.

Ces éventuelles rencontres supplémentaires feront l'objet de conventions de mise à disposition du stade municipal Pierre BRISSON spécifiques.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

Cette mise à disposition s'effectuera sur la durée du championnat de football de Ligue 2 de la saison sportive 2020-2021, selon le calendrier déterminé conjointement par la « ville de Beauvais » et le « FC Chambly Oise » après publication des calendriers de l'ensemble des clubs utilisant de stade (ASBO, BRC XV et « FC Chambly Oise »).

ARTICLE 3 : CAPACITE DU STADE

La « ville de Beauvais » précise que la capacité maximale du stade municipal Pierre BRISSON est de **10 138** places, réparties de la manière suivante :

- Tribune : EST **2 781** places
- Tribune : OUEST **3 757** places
- Pesage : 1800 places Nord / 1800 places Sud

Le « FC Chambly Oise » s'engage à se conformer aux dites capacités et aux adaptations qui pourraient être exigées par les autorités, les fédérations organisatrices ou lors des réunions de sécurité préparatoires aux rencontres et à émettre un nombre de billets inférieur ou égal aux chiffres précités.

ARTICLE 4 : CONTENU DE LA MISE A DISPOSITION

Les éléments mobiliers et immobiliers mis à la disposition du « FC Chambly Oise » par la « ville de Beauvais » sont les suivants :

- L'enceinte du complexe dans sa totalité, exceptée la surface de jeu du stade Omar SAHNOUN ;
- Les parkings habituellement utilisés par les organisateurs les jours de match, se décomposant de la façon suivante : P0, 33 places dans l'enceinte du stade – P2, 219 places – P3, 91 places dont 14 PMR – P4, 110 places. Soit un total de 420 places.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION, OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1. : Obligations de la « ville de Beauvais »

Alinéa 5.1.1. : la « ville de Beauvais » s'engage à mettre à disposition du « FC Chambly Oise » un stade homologué par la Fédération Française de Football au Niveau 2, conformément au *règlement des terrains et installations sportives de la Fédération Française de Football* en date du 27 février 2014.

La « ville de Beauvais » précise toutefois que l'éclairage du terrain, actuellement non conforme au cahier des charges de la Fédération Française de Football pour les rencontres de Ligue 2, ne fera l'objet d'aucune amélioration avant et pendant la saison 2020-2021.

De même, le dispositif de vidéosurveillance, dont l'homologation avait été accordée à titre dérogatoire au cours de la dernière saison, n'a pu être rénové comme la « ville de Beauvais » l'avait prévu avant la crise sanitaire et demeurera donc identique à celui de la saison 2019/2020.

Alinéa 5.1.2. : La « ville de Beauvais » met à la disposition du « FC Chambly Oise » un stade respectant l'ensemble des dispositions réglementaires applicables.

La « ville de Beauvais » a également l'obligation d'assurer la mise en conformité du Stade municipal Pierre BRISSON à toute nouvelle norme impérative qui entrerait en vigueur après la signature de la présente convention (hors normes fédérales).

Si cette mise en conformité est de nature à modifier substantiellement l'équilibre financier de l'exploitation du Stade municipal Pierre BRISSON, la « ville de Beauvais » et le « FC Chambly Oise » se rencontreront pour en évaluer les conséquences et, le cas échéant, envisager un avenant à la présente convention.

Alinéa 5.1.3. : la « ville de Beauvais » s'engage à mettre à disposition du « FC Chambly Oise » une surface de jeu de qualité.

En raison de la crise sanitaire du COVID 19, la remise en état profonde de cette pelouse n'a pu être réalisée pendant l'intersaison de l'été 2020 et ne le sera pas avant l'été 2021.

Si la qualité de la pelouse venait à se détériorer de façon importante en cours de saison pour quelque raison que ce soit, la « ville de Beauvais » ne saurait en être tenue responsable et ne saurait assurer une remise en état complète en cours de saison ni assumer les éventuelles pénalités qui pourraient être infligées au « FC Chambly Oise » par les organisateurs de compétitions.

Alinéa 5.1.4. : la « ville de Beauvais » met à disposition le stade Pierre BRISSON en l'état concernant l'affichage des publicités et ne prend en aucun cas à sa charge les coûts éventuels de démontage ou de masquage de la publicité habituellement présente dans le stade.

Alinéa 5.1.5. : la « ville de Beauvais » prend à sa charge les points suivants :

- L'entretien régulier et la préparation de la pelouse ;
- Les traçages du terrain ;
- Le nettoyage intérieur des locaux, le nettoyage extérieur (tribunes, axes de circulation, parkings) et la fourniture des containers ;
- Les fluides et la maintenance des installations techniques ;
- La présence d'au moins un agent municipal chargé du gardiennage du stade et de la remise en état de la pelouse à la mi-temps des rencontres ;

5.2. : Obligations du « FC Chambly Oise »

Alinéa 5.2.1. : Le « FC Chambly Oise » s'engage à ne pas utiliser les locaux mis à disposition pour une autre destination que celle prévue par l'article 1.

Alinéa 5.2.2. : Le « FC Chambly Oise » s'engage à laisser après chaque match les locaux en bon état et à prendre à sa charge les éventuels travaux qui découleraient de la présente mise à disposition.

Alinéa 5.2.3. : Le « FC Chambly Oise » s'engage à mettre en œuvre tous les moyens en sa possession pour s'assurer d'une cohabitation intelligente et respectueuse avec les autres utilisateurs, qu'ils soient résidents (ASBO et BRC XV) ou exceptionnels, du stade Pierre BRISSON.

Alinéa 5.2.4. : Il est interdit au « FC Chambly Oise » de mettre à disposition, de sous-louer ou de céder le droit d'utilisation, des locaux dont il est fait état dans la présente convention.

Alinéa 5.2.5. : Le « FC Chambly Oise » s'engage à régler les diverses taxes qui pourraient lui être réclamées ainsi que les cotisations éventuelles d'U.R.S.S.A.F., d'A.S.S.E.D.I.C. et toute rémunération de personnel qu'il pourrait éventuellement recruter pour chaque rencontre sportive.

Alinéa 5.2.6. : Le « FC Chambly Oise » s'engage à prendre à sa charge l'ensemble des frais d'organisation des rencontres qu'il organise au stade municipal Pierre BRISSON (sécurité, vidéo-surveillance, arbitrage, affichage publicitaire, protocoles sanitaires en vigueur, frais divers,...).

Alinéa 5.2.7. : Le « FC Chambly Oise » s'engage à respecter le Règlement intérieur en vigueur dans le stade. D'une manière générale, le « FC Chambly Oise » s'engage, pour la préparation et l'organisation des matchs, et pendant toute la durée de mise à disposition du stade, à respecter les consignes et recommandations techniques d'utilisation qui pourront lui être données par les agents de la « ville de Beauvais », et notamment par le responsable du stade et le référent pelouse du stade.

Le « FC Chambly Oise » s'engage notamment à veiller à la gestion rigoureuse des déchets produits pendant chaque rencontre, en s'efforçant de privilégier l'utilisation de produits réutilisables quand cela est possible (gobelets par exemple) et à respecter les consignes en matière de tri sélectif.

Alinéa 5.2.8. En aucun cas, le « FC Chambly Oise » ne pourra intervenir directement ou indirectement, notamment par le biais d'une société extérieure, pour effectuer tous travaux ou prestations affectant ou pouvant affecter les lieux, matériels et immeubles mis à sa disposition par la « ville de Beauvais », sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Alinéa 5.2.9. : Le « FC Chambly Oise » s'engage à prendre à sa charge les éventuels travaux d'aménagement ou investissements découlant du dispositif « licence club » de la Ligue de Football Professionnel.
La « ville de Beauvais » ne supportera aucun frais découlant directement du dispositif « licence club » de la Ligue de Football Professionnel.

Alinéa 5.2.10. : Le « FC Chambly Oise » s'engage à prendre à sa charge l'ensemble des frais liés à la promotion de ses partenaires dans l'enceinte du stade et à la retransmission télévisuelle des rencontres.

Alinéa 5.2.11. : Le « FC Chambly Oise » s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires destinées à faire face à l'épidémie de COVID 19 ou tout autre crise sanitaire.

ARTICLE 6 : ORGANISATION DES RENCONTRES

6.1. : Interlocuteur de la « ville de Beauvais »

Le « FC Chambly Oise » nommera, en son sein, un responsable, dénommé « stadium manager », chargé de traiter l'ensemble des questions liées à l'organisation des rencontres organisées au stade municipal Pierre BRISSON.

Ce « stadium manager » sera l'interlocuteur unique de la « ville de Beauvais ».

6.2. : Calendrier des rencontres

Le « FC Chambly Oise » communiquera à la « ville de Beauvais » le calendrier prévisionnel pour la saison sportive des compétitions officielles auxquelles il est susceptible de participer dès qu'il lui sera remis par les organisateurs des dites compétitions.

Le calendrier des rencontres que le « FC Chambly Oise » pourra organiser au stade municipal Pierre BRISSON sera déterminé conjointement par la « ville de Beauvais » et le « FC Chambly Oise » après publication des calendriers de l'ensemble des clubs utilisant de stade (ASBO, BRC XV et « FC Chambly Oise »).

La concordance des calendriers de chacun de clubs utilisateurs (Ligue 2, National 2 de football, Fédérale 1 de rugby) devra être assurée par les organisateurs de compétitions, excluant ainsi les week-ends à trois rencontres au stade Pierre BRISSON.

Lors de ses échanges avec les organisateurs, le « FC Chambly Oise » s'efforcera de solliciter prioritairement une alternance des rencontres de son équipe évoluant en Ligue 2 avec celle de l'équipe première masculine de l'ASBO, de telle sorte que les rencontres de ces deux équipes ne soient jamais programmées le même week-end.

En toute hypothèse, si les calendriers déterminés par les organisateurs de compétitions prévoyaient un week-end mentionnant trois rencontres au stade municipal Pierre BRISSON, la « ville de Beauvais » ne saurait répondre à cette programmation et exclurait de fait la rencontre du « FC Chambly Oise », les rencontres organisées par les clubs locaux (ASBO et BRC XV) étant considérés comme prioritaires.

Au fur et à mesure du déroulement de la saison, le « FC Chambly Oise » communiquera à la « ville de Beauvais » les dates qui seraient décalées en raison du choix de l'organisateur et/ou du diffuseur de la compétition.

Ce calendrier prévisionnel mentionnera les jours et horaires prévus des rencontres, ainsi que les délais de mise à disposition de l'enceinte sportive imposés par les règlements impératifs des compétitions auxquelles le « FC Chambly Oise » participe, avant et après les rencontres.

6.3. : Préparation de la saison

Le « FC Chambly Oise » s'engage à participer avant le démarrage de la saison de Ligue 2 à une ou plusieurs réunions de préparation d'avant saison organisées par la « ville de Beauvais », en présence de l'ASBO et du

BRC XV, destinées à définir les modalités d'organisation de la saison 2020/2021.

Ces réunions traiteront notamment des calendriers des rencontres, de l'organisation du stade avant, pendant et après chacune des rencontres, de la gestion des espaces publicitaires, des protocoles sanitaires en vigueur ou de tout autre sujet nécessitant une coordination entre ces acteurs.

6.4. : Préparation des rencontres

La mise en configuration de la pelouse est à la charge de la « ville de Beauvais ».

Pour chaque rencontre programmée, le « FC Chambly Oise », en application de la présente convention, prendra à sa charge la mise en configuration :

- des tribunes, y compris la zone dite de « parcage supporters adverses » ;
- des annexes sportives ;
- des espaces VIP ;
- des espaces presse et médias ;
- des buvettes ;
- des billetteries et des contrôles d'accès ;
- des dispositifs sécurité ;
- des dispositifs d'affichage publicitaire.

Le « FC Chambly Oise » s'engage à réaliser l'installation et la consolidation du barriérage dans l'enceinte pour la sécurisation de chaque match et devra, à l'expiration de la présente convention, rendre le stade et son barriérage dans la configuration dans laquelle il l'a trouvé.

6.5. : Respect des directives gouvernementales, fédérales et municipales permettant de satisfaire aux exigences des mesures générales sanitaires en vigueur pour faire face à l'épidémie de COVID 19 ou tout autre crise sanitaire :

En raison de la crise sanitaire COVID 19, des directives et protocoles sanitaires particuliers (tests, mise à disposition de gel hydroalcoolique, port de masques,...) pourront être exigés auprès du « FC Chambly Oise » par les autorités, les fédérations/ligues organisatrices des compétitions ou la « ville de Beauvais ».

Le « FC Chambly Oise », en tant qu'organisateur des rencontres de Ligue 2, sera seul responsable de la mise en œuvre de ces éventuelles directives, qu'il assumera financièrement.

Dans ce cadre, le « FC Chambly Oise » s'engage notamment à :

- faire respecter scrupuleusement les conditions et les modalités de reprise des activités physiques et sportives fixées par le gouvernement, de faire respecter les mesures barrières et les règles de distanciation physique. Ces règles sont affichées à l'entrée et dans les équipements utilisés ;
- faire respecter les protocoles particuliers mis en place par la « ville de Beauvais » compte tenu de la configuration du stade Pierre BRISSON et de ses obligations en tant que gestionnaire (affichage, restriction d'usage de certains espaces ou de locaux, sens de circulation des usagers, utilisation de poubelles spécifiques COVID 19 pour le dépôt de masques non lavables, entretien et désinfection des locaux ...) ;
- mettre en place une gestion permettant la traçabilité des personnes fréquentant l'équipement ;
- mettre en place et faire respecter les procédures de désinfection des équipements et matériels mis à disposition et/ou appartenant aux pratiquants.

La « ville de Beauvais » se réserve le droit de faire ou de faire faire des contrôles permettant de vérifier le respect scrupuleux des directives gouvernementales, municipales et fédérales, actuelles ou à venir.

La « ville de Beauvais » ne pourra, en aucune manière, être tenue pour responsable d'un quelconque problème en cas de non-respect des directives.

6.6. : Modalités de mise à disposition

Pour les rencontres programmées, les modalités et délais de mise à disposition et de restitution sont définies dans l'annexe 3.

En dehors des rencontres programmées, l'accès au stade Pierre BRISSON ne pourra se faire sans l'autorisation préalable du responsable-adjoint du service « équipements sportifs couverts et de plein-air » de la « ville de Beauvais » ou de l'un de ses responsables hiérarchiques.

6.7. : Nettoyage après les rencontres

Le « FC Chambly Oise » prend à sa charge le nettoyage des buvettes, de l'espace réceptif (ramassage des papiers, gobelets, canettes, tracts,...) et de la pelouse (bandes autocollantes, bouteilles, sacs,...).

Si le nettoyage des espaces intérieurs et extérieurs (tribunes, axes de circulation, parkings) du stade est assuré par la « ville de Beauvais », le « FC Chambly Oise » s'efforcera de rendre l'installation dans le même état de propreté qu'elle l'aura trouvé au moment de son arrivée.

6.8. : Utilisation de la pelouse

Alinéa 6.8.1. : Entraînements, repérages et mises en place tactiques

Le « FC Chambly Oise » n'est pas autorisé à utiliser la pelouse pour des séances d'entraînement ou de préparation.

L'accès à la pelouse n'est autorisé que pour le déroulement des matchs.

La « ville de Beauvais » n'autorise aucun repérage et mise en place tactique la veille ou l'avant-veille de rencontres sur le stade Pierre BRISSON.

Alinéa 6.8.2. : Rencontres amicales

Le « FC Chambly Oise » n'est pas autorisé à utiliser la pelouse pour des rencontres amicales.

Alinéa 6.8.3. : Utilisation de la pelouse pendant les rencontres

Le « FC Chambly Oise » s'engage à respecter les consignes d'utilisation de la pelouse du stade, et notamment celles qui lui seront données par le responsable des espaces verts et le référent pelouse du stade de la « ville de Beauvais ».

S'agissant de l'installation d'espaces publicitaires sur la pelouse, sont rigoureusement interdites les fixations plantées dans le sol.

Aucun engin, motorisé ou non, ne sera accepté sur la pelouse.

Le « FC Chambly Oise » s'engage, lors de ses rencontres, à participer si nécessaire à la remise en état de la pelouse à la mi-temps du match.

6.9. : Accès limités

Alinéa 6.9.1. : Accès à la zone vestiaire tribune Est

Avant, pendant et après les rencontres, l'accès à la zone vestiaire tribune Est (vestiaires, contrôle anti-dopage, salle de presse, salle de préparation,...) n'est autorisé qu'aux membres des clubs (joueurs, dirigeants et bénévoles dûment identifiés), aux officiels, aux services de sécurité et de sûreté, aux services de la « ville de Beauvais » habilités et à la presse.

L'accès du public est rigoureusement interdit.

Alinéa 6.9.2. : Accès à la pelouse

Avant, pendant et après les rencontres, l'accès à la pelouse n'est autorisé qu'aux staffs des clubs (joueurs et entraîneurs), aux officiels, aux services de sécurité et de sûreté et aux services de la « ville de Beauvais » habilités.

L'accès à toute autre personne est rigoureusement interdit.

Les responsables des espaces verts de la « ville de Beauvais » et les gardiens du stade ont autorité pour

organiser et limiter l'accès à la pelouse.

Alinéa 6.9.3. : Accès aux passerelles

L'accès aux passerelles de la tribune Est donnant sur le « terrain annexe Omar SAHNOUN » n'est autorisé qu'aux services de sécurité et de sûreté et aux services de la « ville de Beauvais » habilités.

L'accès à toute autre personne est rigoureusement interdit.

Alinéa 6.9.4. : Le « FC Chambly Oise » est chargé de faire respecter l'ensemble de ces obligations.

6.10. : État des lieux

Après chaque match du « FC Chambly Oise », un état des lieux contradictoire est réalisé par la « ville de Beauvais » avec le « stadium manager » du « FC Chambly Oise ».

Le « FC Chambly Oise » s'engage à donner suite aux recommandations émises dans le cadre de cet état des lieux.

Il appartient au « FC Chambly Oise », après chaque utilisation, de signaler toute dégradation survenue à l'occasion de l'utilisation de l'enceinte et de nature à nécessiter une intervention de la « ville de Beauvais ».

6.11. : Retransmission télévisuelle des rencontres

Pour l'ensemble des rencontres faisant l'objet d'une retransmission télévisuelle, il est précisé que les diffuseurs (médiatv et/ou organisateur) ne seront pas autorisés à se raccorder au réseau électrique du stade et devront donc être autonomes électriquement.

Le « FC Chambly Oise » s'engage à transmettre cette information aux diffuseurs et à s'assurer du bon respect de cette consigne. Dans l'hypothèse où les diffuseurs télévisuels ne disposeraient pas du matériel nécessaire, le « FC Chambly Oise » s'engage à prendre à sa charge la location éventuelle d'un ou plusieurs groupes électrogènes.

6.12. : Sûreté et sécurité pendant les rencontres

Alinéa 6.12.1. : Responsable Unique de Sécurité du stade municipal Pierre BRISSON

Monsieur Omar BEL KHADER, responsable-adjoint du service « équipements sportifs couverts et de plein-air » de la « ville de Beauvais », est désigné Responsable Unique de Sécurité du stade municipal Pierre BRISSON.

En son absence, celui-ci est remplacé par son responsable hiérarchique, Monsieur José FONSECA.

Alinéa 6.12.2. : Obligations de la « ville de Beauvais »

La « ville de Beauvais », et/ou ses prestataires, assure les charges du propriétaire et notamment les permanences et astreintes nécessaires au bon fonctionnement technique :

- des installations de courants forts et courant faibles ;
- de l'éclairage du stade.

Alinéa 6.12.3. : Obligations du « FC Chambly Oise »

Le « FC Chambly Oise », organisateur de l'événement, est seul responsable de la sécurité des rencontres et événements qu'elle organise et, à ce titre, assume directement ou par un prestataire qu'il choisira, l'entière responsabilité, et la totalité des coûts, de l'organisation des missions y afférent.

L'organisateur de l'événement est considéré comme organisateur au sens du décret 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en place du service d'ordre pour les organisateurs de manifestations sportives, récréatives et culturelles.

En application de la législation en vigueur, lors des matchs, le « FC Chambly Oise », en tant qu'organisateur, sera responsable du dispositif de sûreté et de sécurité à mettre en place à sa charge, notamment pour ce qui concerne :

- L'accueil des différents publics et le contrôle de l'accès au stade ;
- L'orientation et la surveillance du public ;
- La présence d'un personnel compétent et habilité à maintenir (permanence technique) et à exploiter le système de vidéo-surveillance, en lien avec la Police (municipale et nationale) ;
- Le service d'ordre à l'intérieur du stade ;
- La présence de stadiers en nombre suffisant ;
- La vérification préventive des objets apportés par le public dans l'enceinte du stade ;
- La sécurité des joueurs, des dirigeants, des officiels et du public ;
- Les secours et les services médicaux ;
- L'installation et la consolidation du barriérage dans l'enceinte pour la sécurisation des rencontres ;
- La sécurité incendie au sein de l'installation (prise en charge de l'effectif prévu par les textes en termes de prévention des risques d'incendie pour chacune des rencontres).

L'organisateur de l'événement se conformera aux dispositions prévues par la commission de sécurité (PV du 30/07/1998 et du 04/01/2008 annexés à la présente convention).

En tant qu'organisateur, le « FC Chambly Oise » rédigera en début de saison un document de configuration définissant l'organisation-type d'une rencontre de Ligue 2 au stade municipal Pierre BRISSON.

Ce document de configuration sera présenté aux autorités et à la « ville de Beauvais » au cours de la première réunion de sécurité de la saison.

Toute modification de la configuration devra être communiquée auprès du Responsable Unique de Sécurité et devra faire l'objet d'une nouvelle présentation lors d'une réunion de sécurité.

Alinéa 6.12.4 : Organisation des réunions de sécurité

En début de saison, et avant chaque rencontre susceptible de générer des difficultés en matière de sécurité, le « FC Chambly Oise » organisera une réunion de sécurité en présence, à minima, du Responsable Unique de Sécurité de la « ville de Beauvais », de la Police Municipale, de la Préfecture de l'Oise, de la Police Nationale et du SDIS de l'Oise.

6.13. : Accréditations

Afin de permettre l'accès du stade aux agents de la Ville susceptibles d'intervention avant, pendant et après les rencontres, le « FC Chambly Oise » s'engage à fournir à la « ville de Beauvais » au moins vingt-cinq accréditations valant titres de travail pour les agents de la « ville de Beauvais » et les éventuels prestataires mandatés par la « ville de Beauvais », accréditations valables pour la durée de la mise à disposition, y compris pendant le déroulement du match.

6.14. : Gestion de la billetterie et des VIP

Alinéa 6.14.1. : Billetterie

Le « FC Chambly Oise » commercialise et gère, directement ou par un prestataire qu'il choisit, tous les billets d'entrée et toutes les accréditations, pour les rencontres de ses équipes dans l'enceinte sportive.

Alinéa 6.14.2. : Services de restauration et buvettes

Les sites de restauration et buvettes mis à la disposition du « FC Chambly Oise » pour ses rencontres seront déterminés lors de la réunion de préparation d'avant saison.

Le « FC Chambly Oise » commercialise et gère, directement ou par un ou plusieurs prestataires qu'il choisit, les services de restauration dans l'enceinte sportive du Stade municipal Pierre BRISSON les jours des rencontres. Le nettoyage de ces espaces, y compris le mobilier, est pris en charge par le « FC Chambly Oise » ou ses prestataires.

Alinéa 6.14.3. : Espaces VIP

Le « FC Chambly Oise » commercialise et gère, directement ou par un prestataire qu'il choisit, les places assorties de prestations.

Alinéa 6.14.4. : Loges

Le « FC Chambly Oise » commercialise et gère, directement ou par un prestataire qu'il choisit, les loges situées dans le stade.

6.15. : Affichage publicitaire

Alinéa 6.15.1 : Affichage publicitaire extérieur

L'affichage publicitaire extérieur se fait prioritairement à l'aide de la panneautique LED installée au bord de terrain.

En tant que clubs résidents, l'ASBO et le BRC XV sont autorisés par la « ville de Beauvais » à installer des supports publicitaires fixes sur certains espaces extérieurs dans l'enceinte du stade, selon un règlement spécifique.

S'il souhaite utiliser l'un ou plusieurs de ces espaces publicitaires (tribunes, bancs de touche,,...), le « FC Chambly Oise » sollicitera la « ville de Beauvais » en début de championnat afin d'obtenir l'autorisation d'affichage et de définir les délais relatifs au démontage ou masquage et montage des publicités.

Le « FC Chambly Oise » assurera à ses frais et par ses propres moyens l'affichage publicitaire afférent à ses rencontres.

Si à l'occasion d'une rencontre organisée par le « FC Chambly Oise » les supports publicitaires fixes des clubs locaux (ASBO et BRC XV) devaient être dégradés (casse, graffitis,...), le « FC Chambly Oise » s'engage à supporter à ses frais les opérations de remplacements des supports concernés.

Le « FC Chambly Oise » s'engage à restituer le stade dans sa configuration initiale d'affichages publicitaires avant chaque rencontre jouée par un autre utilisateur.

Toute installation d'espaces publicitaires sans l'autorisation de la « ville de Beauvais » est interdite.

Alinéa 6.15.2. : Affichage publicitaire intérieur

Le « FC Chambly Oise » s'engage à utiliser dans l'ensemble des espaces intérieurs du stade (vestiaires, couloirs, salle de presse, salles de réception, loges,...) un matériel d'affichage publicitaire facilement démontable (autocollants interdits) et à restituer tous ces espaces dans leur configuration initiale d'affichage publicitaire avant chaque rencontre jouée par un autre utilisateur.

Alinéa 6.15.3. : Modalités d'organisation

L'ensemble des questions liées à l'affichage publicitaire dans le stade seront traitées au cours de la réunion de préparation d'avant saison et pourront faire l'objet de réunions ultérieures si besoin.

6.16. : Gestion des parkings

Le « FC Chambly Oise » s'engage à assurer la gestion des parkings P0 et P4 en termes de flux (organisation et la régulation).

Pour les rencontres programmées, un emplacement est réservé à l'intérieur du stade uniquement pour les bus des équipes, les officiels, les services de sécurité et de sûreté, les services de la « ville de Beauvais » habilités et, le cas échéant, les télévisions dans la limite des places disponibles et le respect des issues de sécurité.

Pour les rencontres à grande affluence, le « FC Chambly Oise » s'engage à prendre contact avec les commerçants situés à proximité du stade (Decathlon, Speed Park, Burger King,...) afin de les informer des dates des dites rencontres et d'échanger avec eux sur la gestion éventuelle de leurs parkings.

Dans l'hypothèse où les commerçants autorisent le « FC Chambly Oise » à utiliser ces parkings privés, le « FC Chambly Oise » en assumera la gestion, si besoin.

ARTICLE 7 : AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Le « FC Chambly Oise » fera son affaire des procédures de déclaration préalable des rencontres aux autorités publiques, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 8 : CONDITIONS FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition du stade est consentie moyennant une redevance de **quinze mille euros (15 000€ TTC) par rencontre jouée avec public** (championnat de Ligue 2, Coupe de la Ligue, Coupe de France ou toute autre rencontre) **et dix mille euros (10 000€ TTC) par rencontre jouée à huis clos** (championnat de Ligue 2, Coupe de la Ligue, Coupe de France ou toute autre rencontre).

Cette redevance ne prend pas en compte les frais d'organisation divers à la charge du « FC Chambly Oise » (arbitrage, frais FFF, sécurité, publicité...).

En outre, le « FC Chambly Oise » s'engage à verser à la « ville de Beauvais » une indemnité de **deux fois deux mille cinq cent euros (2 X 2 500€) par rencontre jouée avec public au stade municipal Pierre BRISSON, soit 5 000€ par rencontre jouée avec public**, laquelle sera reversée par la « ville de Beauvais » aux clubs résidents du stade (ASBO et BRC XV).

Le « FC Chambly Oise » s'acquittera de ces montants dus (**15 000€ par rencontre jouée avec public et 10 000€ par rencontre jouée à huis clos**) à réception des titres de recettes correspondant.

ARTICLE 9 : CONDITIONS PARTICULIERES DE LA MISE A DISPOSITION

9.1. : Prise en charge des opérations spécifiques d'entretien de la pelouse du stade

Le « FC Chambly Oise » s'engage à supporter budgétairement, directement ou *via* ses partenaires le renforcement de l'équipe technique du stade par une entreprise spécialisée (1 équivalent temps plein) pour la gestion de la pelouse à compter du mois d'octobre 2020 et jusqu'à la dernière rencontre jouée par votre club au stade Brisson.

9.2. : Don de places pour les rencontres

Le « FC Chambly Oise » remettra à la « ville de Beauvais » des billets gratuits sous forme d'invitations, suivant le nombre et la répartition ci-après :

- nombre : 200 places assises.
- répartition : 30 places V.I.P

ARTICLE 10 : PARTENARIAT « FC CHAMBLY OISE » / CLUBS RESIDENTS

Le « FC Chambly Oise » s'engage à signer avec les clubs locaux un « pacte de respect des contrats de partenariat » destiné à s'assurer que l'accueil du « FC Chambly Oise » au stade municipal Pierre BRISSON ne puisse léser l'ASBO et le BRC XV dans le cadre de leur politique de sponsoring

ARTICLE 11 : ASSURANCE - RECOURS – RESPONSABILITE

11.1. : Le « FC Chambly Oise » s'engage à assurer sa responsabilité civile envers tous tiers dont utilisateurs, sportifs, visiteurs (couverture de ses membres et autres usagers présents), tout mobilier, matériel, marchandises, glaces et installations lui appartenant ou mis à sa disposition par la « ville de Beauvais » contre l'incendie, les explosions, la foudre, les dégâts des eaux, les bris de glaces, le vol, les risques locatifs, ainsi que le recours contre les voisins.

11.2. : Les dites polices doivent comporter renonciation par la compagnie d'assurance à tous recours contre la « ville de Beauvais » pour les risques et dommages susvisés.

11.3. : En vue d'assurer l'exécution de la présente clause, le « FC Chambly Oise » doit adresser à la « Ville de Beauvais », avant la prise de possession des locaux, une attestation de toutes ces polices en vigueur.

11.4. : Le « FC Chambly Oise » renonce expressément à tout recours en responsabilité contre la « ville de Beauvais » :

- En cas de vol, cambriolage ou tout acte criminel ou délictueux dont le « FC Chambly Oise » pourrait être victime dans les lieux mis à disposition ;
- Au cas où les lieux mis à disposition viendraient à être détruits en totalité ou en partie, par vétusté, vice de construction, cas fortuit ou toute autre cause indépendante de la volonté de la « ville de Beauvais », la présente convention étant résiliée de plein droit et sans indemnité ;
- En cas d'interruption même prolongée et quelle qu'en soit la cause, de l'eau, du gaz, de l'électricité, du chauffage et plus généralement de toute source d'énergie et fluide quelconque ;
- En cas de trouble apporté à la jouissance du preneur par la faute de tiers, quelle que soit leur qualité, le « FC Chambly Oise » devant agir directement contre eux sans pouvoir mettre en cause la « ville de Beauvais » ;
- En cas d'inondation par refoulement égouts, humidité, fuites, la « ville de Beauvais » n'étant pas responsable des dégâts.

11.5. : Le « FC Chambly Oise » s'engage à acquitter à la « ville de Beauvais », sans préjudice des poursuites pénales éventuelles, les frais des dégradations causées par ses membres ou adhérents ou toute personne ayant pénétré dans le stade. A charge pour le « FC Chambly Oise » de se retourner vers le ou les auteur(s) de ces dégradations.

ARTICLE 12 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 13 : LITIGES

Tout différend survenant dans l'interprétation des clauses ou dans l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Beauvais, en deux exemplaires, le

Pour le « FC Chambly Oise »
Le Président,

Pour la « ville de Beauvais »,
Le Maire,

Fulvio LUZI

Caroline CAYEUX

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : PV de la commission de sécurité du stade municipal Pierre BRISSON du 30/07/1998

Annexe 2 : PV de la commission de sécurité du stade municipal Pierre BRISSON du 04/01/2008

Annexe 3 : Modalités de mise à disposition du stade municipal Pierre BRISSON au FC CHAMBLY OISE

PREFECTURE DE L'OISE

STION DÉPARTEMENTALE
SERVICES DE SECOURS ET
JTTE CONTRE L'INCENDIE

SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR

PROCES VERBAL

SEANCE EN DATE DU 30 JUILLET 1998

La Sous-Commission Départementale de Sécurité sous la présidence de Monsieur Jean Christophe BERTRAND, Directeur de Cabinet de Monsieur le Préfet de l'Oise, s'est réunie le 30 juillet 1998, afin de procéder à la visite de l'établissement suivant :

ETABLISSEMENT : STADE PIERRE BRISSON
ROUTE DE CLERMONT

COMMUNE : BEAUVAIS

OBJET DE LA VISITE : OUVERTURE DE L'EXTENSION

DATE DE LA DERNIERE VISITE : 22 janvier 1998

PERIODICITE : néant

ETAIENT PRESENTS

- M. BERTRAND, Directeur de Cabinet du Préfet de l'Oise
- M. VAUDREE, Maire Adjoint de BEAUVAIS
- M. GUILLOY, Maire Adjoint de BEAUVAIS
- M. BACLET, Conseiller Municipal de BEAUVAIS
- M. FOSSIER, Commissariat de Police de BEAUVAIS
- Mme HOCQUART, Service Interministériel de Défense et de Protection Civile
- Mme LEVIEUX, D.D.E. de BEAUVAIS OUEST
- M. le Cne BAUMANN, Chef du Service Prévention, D.D.S.I.S.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

60022 BEAUVAIS CEDEX. Tél. : 03 44 06 21 00 - TÉLÉCOPIE : 03 44 06 21 02
ADRESSE GÉOGRAPHIQUE : CHEMIN SANS TERRE - 60000 BEAUVAIS

4/6

ASSITAIENT EGALEMENT A LA VISITE :

- M. CHISS, Directeur Général des Services Techniques de BEAUVAIS
- M. LEROY, Services Techniques de BEAUVAIS
- Mme MOREAU, Services Techniques de BEAUVAIS
- M. PETIT, D.D.E. de BEAUVAIS
- Mme THEVENET, SOGEA
- M. DE BERCHOUX, VERITAS
- M. FRANCOIS, A.P.F.
- Mme JUTTIER, D.D.A.S.S.
- M. CAULLERY, A.S.B.O.
- M. le Lt NOLIN, CSP BEAUVAIS
- M. le Lt BUCHART, Préventionniste de l'Arrondissement de BEAUVAIS - D.D.S.I.S.

DESCRIPTIF

Le stade Pierre Brisson se situe entre les rues de Clermont et de Laversines.

Deux tribunes Est et Ouest, à ossature béton sont implantées de part et d'autre du terrain principal. Leurs couvertures sont en bac en acier sur une charpente en lamellé collé.

La tribune Est comportera sous les gradins, les vestiaires, des salles de réceptions et de réunions, des bureaux, des loges, des locaux techniques et des sanitaires.

Des sanitaires et des locaux techniques seront aménagés ultérieurement sous les gradins de la tribune Ouest.

La capacité totale du stade est la suivante :

- tribune Est :	2 892 places
- tribune Ouest :	3 771 places
- zone Nord (debout) :	1 800 places
- zone Sud (debout) :	1 800 places
- personnel	204

Soit un total de : 10 480 personnes

Une circulation de 6 UP est aménagée en partie basse des tribunes sur le pourtour de l'aire de jeux, elle permet de rejoindre chacune des 7 sorties de 72 UP sur la voie publique.

Des accès sur la pelouse, depuis la main courante sont en place. Ceux-ci sont placés sous la garde de préposés durant la présence du public.

Un éclairage de sécurité, des extincteurs sont en place.

Les consignes de sécurité sont affichées.

Le chauffage est assuré par convecteurs électriques.

Un poteau d'incendie normalisé est implanté à proximité.

OBSERVATIONS

1°) Le projet d'extension de ce stade a fait l'objet de plusieurs avis de la Sous-Commission Départementale de Sécurité. Le projet complet a fait l'objet d'un avis favorable en date du 24 juin 1997 (PV n° 97.1183), lors de l'instruction de la demande de permis de construire.

2°) Les éléments de constructions et de sécurité ont été vérifiés par un organisme agréé (VERITAS). Les rapports de vérification ont été remis à la commission préalablement à la visite.

3°) En fonctionnement en faible capacité (moins de 6 000 spectateurs), la sécurité incendie du stade peut être assurée par du personnel désigné et entraîné tant à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie, qu'à la conduite à tenir en cas d'incendie. Cependant, au dessus de ce seuil, il conviendra de renforcer le service de sécurité par du personnel plus qualifié (agent de sécurité incendie), ou par des sapeurs pompiers.

La direction du stade devra donc rédiger un cahier des charges de sécurité modulaire en fonction du nombre de spectateurs admis dans l'enceinte du stade et le soumettre pour avis à la présente commission.

PIECES PRESENTEES

- Attestation de solidité

} maître d'ouvrage.
} bureau de contrôle.

- Rapport «sécurité des personnes» (VERITAS 20 juillet 1998).
- Rapport de vérification des installations électriques (VERITAS 22 juillet 1998).
- Rapport de vérification de l'ascenseur (VERITAS 28 juillet 1998).
- Registre de sécurité.

CLASSEMENT :

TYPE " PA " - 1ère CATEGORIE

REFERENCES : Code de la construction et de l'habitation
(article R 123-1 à R 123-55)

- Arrêté du 23 mars 1965 modifié : portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. ;

Arrêté du 25 juin 1980 modifié : portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. ;

- Arrêté du 6 janvier 1983 modifié : portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. de type PA ;

- Arrêté du 23 juin 1978 : relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux, ou recevant du public.

Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction.

Les observations relevées au cours de cette visite font l'objet des remarques suivantes :

REMARQUES PERMANENTES :

Faire vérifier périodiquement les installations techniques par un organisme agréé ou un technicien compétent et transmettre le double du rapport à la commission de sécurité. Réaliser les remarques qui y sont rapportées :

Périodicité :	- électricité	1 an
	- chauffage	1 an
	- ascenseur	1 an
	- moyens de secours (extincteurs, R.I.A., alarme)	1 an

Procéder chaque jour où l'établissement est ouvert au public, à la vérification de l'éclairage de sécurité. Les défauts constatés seront immédiatement inscrits sur le registre de sécurité et réparés le plus rapidement possible ;

Laisser libre de tout encombrement les dégagements, sorties, escaliers, allées principales, allées secondaires ;

Tenir à jour le registre de sécurité ;

Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie ;

Permettre en permanence l'ouverture facile et rapide de toutes les sorties de secours lors de la présence du public.

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES :

1°) Placer sous la garde d'un préposé les accès maintenus fermés (PA 8) ;

2°) Lever les observations émises par l'organisme agréé sur les installations techniques (GE 7) ;

3°) Rédiger un cahier des charges de sécurité modulaire en fonction du nombre de spectateurs admis dans l'enceinte du stade et le soumettre pour avis à la présente Commission (PA 13) ;

4°) Placer des extincteurs à eau pulvérisée 6 litres de type 21 A dans les locaux placés sous les gradins de la tribune Ouest (PA 12) ;

5°) Afficher les plans d'évacuation (PA 12) ;

6°) Hourder les passages de câbles dans les locaux techniques de la tribune Est (PA 6) ;

7°) Vérifier la compatibilité des radiateurs électriques avec leur implantation dans les douches (PA 10) ;

8°) Terminer la mise à jour du plan d'intervention à priori (PA 12).

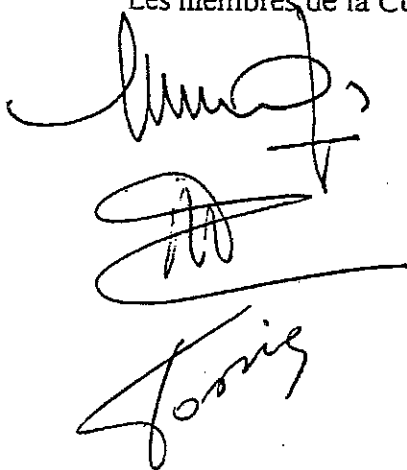
RAPPEL :

Il est rappelé que les travaux qui ne sont pas soumis au permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du Maire, donnée après avis de la Commission de Sécurité compétente, et qu'il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements (article R 123-3 du code de la construction et de l'habitation).

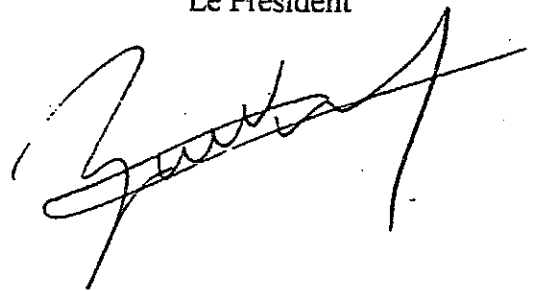
CONCLUSION

La Commission émet un avis favorable à l'ouverture au public de l'extension de cet établissement.

Les membres de la Commission,



Le Président





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'OISE

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Groupement Prévention
Chemin Sans Terre – BP 20870
60008 BEAUVAIS Cedex
Tel. : 03 44 06 21 00
Fax : 03 44 06 21 02

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR

PROCES VERBAL

La Sous-Commission Départementale de Sécurité, sous la présidence de Mme Sophie DELOISON, Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, s'est réunie le vendredi 04 janvier 2008, pour l'élaboration du procès-verbal concernant :

ETABLISSEMENT :	STADE PIERRE BRISSON
ADRESSE :	RUE DE CLERMONT
COMMUNE :	BEAUVAIS
OBJET DE LA VISITE :	VISITE PERIODIQUE
N° DOSSIER SDIS :	BV 057 P 011
DATE DERNIERE VISITE :	30 juillet 1998

Étaient présents à la visite :

- M BORGNE, Conseiller municipal délégué de BEAUVAIS
- Mme DELOISON, Service Interministériel de Défense et de Protection Civile
- M. CHERONT, Service d'Aménagement Territorial de BEAUVAIS
- M. LIGNIER, Commissariat de Police de BEAUVAIS
- Lt/Col BAUMANN, D.D.S.I.S.

Assistaient également à la visite :

- M. MORELLE, Mairie de BEAUVAIS
- M. FONSECA, Responsable du Service des Sports
- M. GEOFFROY, Bureau Réglementation

- Mme SIMON, Mairie de BEAUVAIS
- M. DEGREMONT, Commissariat de Police de BEAUVAIS
- M. LEMOINE, Commissariat de Police de BEAUVAIS
- M. LEUCAT, Service d'Aménagement Territorial de BEAUVAIS
- Cne MONTE, C.S.P. de BEAUVAIS
- Maj VEILLARD, D.D.S.I.S.

DESCRIPTIF :

Le stade Pierre Brisson se situe entre les rues de Clermont et de Laversines.

Deux tribunes Est et Ouest, à ossature béton sont implantées de part et d'autre du terrain principal. Leurs couvertures sont en bac acier sur une charpente en lamellé collé.

Deux modelés sont aménagés au Nord et au Sud du même terrain.

Tribune Ouest

D'une capacité de 3771 places, elle s'élève sur une hauteur de 8 m. L'ensemble des places sont réparties sur 17 rangs sur une longueur de 114 m. Sept vomitoires les desservent et donnent sur le terrain. Ces vomitoires sont complétés par un escalier situé sur le pignon Nord.

Sous ces gradins, au niveau du sol sont aménagés le local transfo, le local TGBT, une buvette, un local de sécurité des vestiaires – sanitaires, des locaux de stockage et d'entretien de matériels sportifs.

Tribune Est

D'une capacité de 2892 places, elle s'élève sur une hauteur de 8 m. L'ensemble des places sont réparties sur 13 rangs sur une longueur de 115 m. Sept vomitoires les desservent et donnent sur le terrain.

En partie haute sont aménagées des loges, le local sono, le local de sécurité et de vidéosurveillance.

Des vestiaires – sanitaires, des salles de réunion, une salle de presse sont implantées sur l'ensemble du rez-de-chaussée.

Un plancher intermédiaire, situé à 3 m du sol, sous les gradins comprend un logement, une salle de réunion, un bar, une salle de réception de 210 m² et ses annexes.

Trois escaliers, situés en façade arrière de la tribune desservent ces niveaux.

Le chauffage des locaux de ces deux tribunes est assuré par convecteurs électriques.

Les deux modelés, d'une longueur de 60 m ont une capacité d'accueil unitaire de 1800 personnes, répartis en six rangées.

ELEMENTS DE SECURITE EN PLACE :

- Desserte par voie engins.
- Structures stables au feu 1 heure.
- Planchers coupe-feu 1 heure.
- Parois locaux rangements, électriques, lingerie : coupe-feu 1 heure avec bloc-portes coupe-feu 1/2 heure.
- Logement tribune Est : parois et planchers coupe feu 1 heure.
- Parois local transfo coupe-feu 2 heures.
- Eclairage de sécurité.
- Poste de sécurité.
- Extincteurs.
- Plan d'évacuation.
- Téléphone.
- Service de sécurité modulable
- Plan d'intervention.

CONCEPTION DES DEGAGEMENTS ET SORTIES :**↳ Tribunes :****Généralité :**

- * Pas de dégagement à moins de 2 UP de large.
- * Vomitoires et escaliers calculés pour 1 UP pour 150 personnes
- * 40 places au plus entre deux circulations
- * 20 places au plus entre une paroi et une circulation.

Tribune OUEST

	NOMBRE DE PERSONNES	REGLEMENTAIRE		REALISE	
		<i>Nbre de sorties</i>	<i>Nbre d'UP</i>	<i>Nbre de sorties</i>	<i>Nbre d'UP</i>
Zone verte A	594	1	4	1	4
Zone orange B et C	984	2	8	2	8
Zone rouge D	600	1	4	1	4
Zone orange E et F	1051	2	8	2	8
Zone verte G	542	1	4	2	6

Tribune EST

	NOMBRE DE PERSONNES	REGLEMENTAIRE		REALISE	
		Nbre de sorties	Nbre d'UP	Nbre de sorties	Nbre d'UP
Zone verte H	433	1	3	1	3
Zone orange I et J	801	2	6	2	6
Zone K	396	1	3	1	3
Zone orange L et M	799	2	6	2	6
Zone verte N	433	1	3	1	3
Niveau supérieur avec les loges	Moins de 100 personnes	2	2	3	6
Salle de réception	230	2	4	2	4
Salle de réunion	48	2	2	2	2

↳ Stade :

* Une circulation de 6 UP en partie basse des tribunes autour de l'aire de jeux.

* 7 sorties totalisant 72 UP.

Conforme aux articles PA 7 et PA 9.

PIECES PRESENTEES :

Rapports fin de travaux :

- création logement gardien tribune Est (Véritas, 28/02/2008)
- création escalier tribune ouest (Véritas 02/05/2005)
- création de billetteries et aménagement du PC de sécurité (Véritas 24/12/2003)

Registre de sécurité :

- Electricité (APAVE 20/06/2007)
- groupe électrogène (2Henergy 01/06/2007)
- ascenseurs (APAVE 10/07/2007)
- extincteurs (SIFRAP 18/09/2007)

OBSERVATIONS :

1 – La dernière visite de sécurité de cet établissement a été organisée le 30 juillet 1998.

Depuis cette réunion la Sous-Commission Départementale de Sécurité a été saisie de plusieurs dossiers :

a) Mise en œuvre d'un cahier des charges modulaire pour le service de sécurité. *Réunion du 30 mars 1999 (P.V. n° 99.1396) (en œuvre).*

b) Aménagement d'un logement de gardien sous les gradins de la tribune Est. *Réunion du 27 février 2001 (P.V. n° 2001.272) (Réalisé).*

c) Construction d'une tribune Nord couverte de 4400 places environ, équipée de 2 blocs sanitaires, 2 buvettes et de locaux de service (infirmierie, local pour les stadiers, etc...).

- Construction de 2 billetteries distinctes, d'une boutique pour les supporters et d'auvents pour abriter les portillons de contrôle d'accès.

- Construction d'une tribune Sud identique à la tribune Nord mais découverte.

- Installation d'un groupe électrogène.

- Installation d'un système de vidéosurveillance et réaménagement du poste central de sécurité des loges situées dans la tribune Est.

- Augmentation du niveau d'éclairage du terrain.

- Aménagement d'un parc de stationnement (avec aire également pour les bus) à l'extérieur du site.

- Création de deux escaliers de 2 UP chacun à l'extrémité de la tribune Ouest.

Réunion du 09 février 2002 (P.V. n° 2002.548) (Seul un escalier a été réalisé à l'extrémité nord).

d) Construction de deux billetteries, d'une boutique et d'auvents.

- Installation d'un groupe électrogène.

- Installation d'un système de vidéosurveillance.

- Réaménagement du poste central de sécurité.

Réunion du 10 septembre 2002 (P.V. n° 2002.1478) (Réalisé).

e) Construction d'une tribune Nord découverte de 1916 places (avec blocs sanitaires et locaux techniques sous tribune).

- Construction d'une tribune Sud découverte de 1945 places (avec blocs sanitaires et locaux techniques sous tribune).

- Création de loges et d'une salle de réunion de 220 m² niveau gradins de la tribune Est et extension de la salle de réception de cette tribune (surface portée à 299 m²) au niveau réception.

Réunion du 1^{er} avril 2003 (P.V. n° 2003.532) (Non réalisé).

2 – Les rapports fin de travaux pour :

a) les travaux de création de deux billetteries, de la boutique et des auvents, de l'installation d'un groupe électrogène et d'un système de vidéosurveillance, du réaménagement du poste central de sécurité.

b) la création d'un escalier à l'extrémité nord de la tribune ouest.

c) la création d'un logement de gardien dans la tribune Est.

Ont été fournis à la commission soit au cours de la présente visite, soit par courrier le 29 février 2008. Ils ne comportent pas de remarque.

CLASSEMENT :

TYPE PA – 1^{ère} CATEGORIE

RÉFÉRENCES : Code de la construction et de l'habitation
(article R 123-1 à R 123-55)

- Arrêté du 23 mars 1965 modifié : portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. ;

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié : portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. ;

- Arrêté du 6 janvier 1983 modifié : portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. de **type PA** ;

- Arrêté du 23 juin 1978 : relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux, ou recevant du public ;

Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction.

Les observations relevées au cours de cette visite font l'objet des remarques suivantes :

REMARQUES PERMANENTES :

Faire vérifier périodiquement les installations techniques par un organisme agréé ou un technicien compétent et transmettre le double du rapport à la commission de sécurité. Réaliser les remarques qui y sont rapportées ;

Périodicité :	- électricité	1 an
	- chauffage	1 an
	- gaz	1 an
	- désenfumage	1 an
	- V.M.C	1 an
	- cuisson	1 an
	- ascenseur	1 an
	- moyens de secours (extincteurs, R.I.A., alarme)	1 an

Procéder chaque jour où l'établissement est ouvert au public, à la vérification de l'éclairage de sécurité. Les défauts constatés seront immédiatement inscrits sur le registre de sécurité et réparés le plus rapidement possible ;

Laisser libre de tout encombrement les dégagements, sorties, escaliers, allées principales, allées secondaires ;

Tenir à jour le registre de sécurité ;

Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie ;

Permettre en permanence l'ouverture facile et rapide de toutes les sorties de secours lors de la présence du public ;

Afficher près de l'entrée principale de l'établissement l'avis relatif à la visite de sécurité d'ouverture.

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES :

1. Placer sous la garde de préposés les accès maintenus fermés (PA 8) ;
2. Poser une coupure d'urgence dans l'office de la salle de réception de la tribune EST (GC1) ;

3. Lever les observations émises dans les rapports de vérification des installations techniques (GE 7) ;
4. Mettre à jour le plan d'intervention à priori en collaboration avec le centre de secours de Beauvais. (PA 13) ;
5. Réaliser la connexion de la ligne directe TALIA avec le centre de traitement d'alerte selon les règles d'usage (PA 14) ;
6. Remettre en état les blocs autonomes de l'éclairage de sécurité dans la salle de réception et les vestiaires des professionnels de l'A.S.B.O. (PA 11) ;
7. Vider de tout stockage le local « ballon d'eau chaude (PA 6).

RAPPEL :

Il est rappelé que les travaux qui ne sont pas soumis au permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire, donnée après avis de la commission de sécurité compétente, et qu'il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements (articles L 111-08, R 111-19-14 et R 123-22 du code de la construction et de l'habitation).

CONCLUSION :

La Commission après en avoir délibéré, émet un avis favorable au maintien de l'ouverture au public du Stade Pierre Brisson de BEAUVAIS.

Elle demande la réalisation des prescriptions ci-dessus énoncées.

De plus, elle rappelle à l'exploitant de l'établissement l'obligation qui lui est faite en vertu des dispositions de l'article R 123 - 3 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes, le contrôle exercé par l'administration ou par les Commissions de Sécurité ne les dégageant pas des responsabilités qui leur incombent personnellement comme stipulé à l'article R 123 - 43 du même code.

Conformément aux dispositions de l'article R 123 - 50 du Code de la Construction et de l'Habitation, les services de Police pourraient pendant les heures d'ouverture, vérifier la régularité de la situation administrative de l'établissement et relever des infractions aux règles de sécurité.

Chaque infraction relevée est passible d'une amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe (Art. R 152 - 4 du CCH).

La Présidente,



Sophie DELOISON

ANNEXE 3 : MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU STADE MUNICIPAL PIERRE BRISSON LORS DES RENCONTRES DU FC CHAMBLY OISE (FCCO)

	Le FCCO joue le samedi (15h ou 19h) et pas d'autre rencontre le week-end	Le FCCO joue le samedi (15h ou 19h) et autre rencontre le vendredi soir	Le FCCO joue le samedi (15h ou 19h) et autre rencontre le dimanche
Mise à disposition	Mise à disposition le jour J – 1 : à partir de 9 h pour la mise en place et préparation : espace réceptif, buvettes, publicité,		
Jour de match	Mise à disposition du stade de 9h à minuit		
Retour	Fin de mise à disposition (nettoyage et rangement) au plus tard le lundi à midi	Fin de mise à disposition (nettoyage et rangement) au plus tard le lundi à midi	Fin de mise à disposition (nettoyage et rangement) le samedi à minuit
État des lieux	Au plus tard le lundi suivant le match	Au plus tard le lundi suivant le match	Au plus tard le dimanche à 10h

	Le FCCO joue le lundi soir (20h45) et pas d'autre rencontre le week-end	Le FCCO joue le lundi soir (20h45) et autre rencontre le week-end précédent
Mise à disposition	Mise à disposition possible dès le vendredi à partir de 9h pour la mise en place et préparation : espace réceptif, buvettes, publicité,...	Mise à disposition le jour J à partir de 9h pour la mise en place et préparation : espace réceptif, buvettes, publicité
Jour de match	Mise à disposition du stade de 9h à 1h45 le lendemain	
Retour	Fin de mise à disposition (nettoyage et rangement) au plus tard le mardi à midi	
État des lieux	Au plus tard le mardi suivant le match	

Commission Commission générale

Service Sécurité

Réf : 2020-308

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Convention relative à la campagne 2020 de stérilisation des chats errants

Depuis 2019, la Ville de Beauvais s'est engagée dans la réalisation de campagne de stérilisation des chats errants.

En effet, la prolifération de ces animaux constitue un des maillons d'une chaîne écologique dans laquelle ils remplissent une fonction sanitaire en chassant et endiguant les populations de rats, souris et autres nuisibles.

Cependant, la surpopulation féline peut entraîner des dégâts sur tout un écosystème et augmenter les risques sanitaires.

Cette campagne 2019 a été soutenue financièrement par la Fondation 30 millions d'amis qui incite les mairies à se préoccuper du sujet en participant au frais de stérilisation et d'identification.

Pour 2020, et en raison des circonstances exceptionnelles liées à la pandémie, les campagnes ont été stoppées et la convention avec la Fondation n'a pu être renouvelée.

Cependant, afin de pouvoir intervenir au moins une fois avant la fin de l'année, le délégataire de la fourrière animale ainsi que l'association « Ecole du Chat de l'Oise » ont été sollicités pour la réalisation de cette campagne. La ville de Beauvais prendra directement en charge les frais des opérations de stérilisation et d'identification réalisées par les vétérinaires, dans la limite de 10.000 € dédiée à cet effet.

Cette estimation tient compte des contraintes temporelles des vétérinaires dont l'activité est impactée par la situation sanitaire actuelle.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de ce rapport,
- d'imputer les dépenses sur la ligne correspondante du budget ville,
- d'autoriser Madame le Maire à signer la convention jointe et toute pièce afférente à ce dossier.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

Ville de Beauvais

Hôtel de Ville – BP 330 – 1 rue Desgroux

60 021 Beauvais Cedex



CONVENTION

CAMPAGNE DE STERILISATION 2020

DES CHATS ERRANTS SANS PROPRIETAIRE

VIVANT SUR LE TERRITOIRE

DE LA VILLE DE BEAUVAIS

Toutes les pages devront être paraphées et la dernière datée et signée

Entre

La ville de Beauvais représentée par Caroline Cayeux, Maire de Beauvais, agissant en cette qualité par délibération du Conseil Municipal en date du

Ci-après dénommée « La Ville de Beauvais »,

D'une part

Et

La SAS SACPA, SAS au capital de 455 100 € dont le siège social est 12 place Gambetta 47 700 CASTELJALOUX , immatriculée 393 455 316

Ci-après dénommée « Le délégataire »

ET

L'association « Ecole du Chat de l'Oise » dont le siège social est au 1 rue Desgroux, 60 000 BEAUVAIS représentée par sa vice-présidente, Mme Aurélie BAUQUET

ET

Le Docteur BONAN Georges dont le siège social est au 115 avenue Marcel Dassault 60 000 BEAUVAIS, immatriculée sous le n° 408 029 205

Docteur CASIEZ Gérard et Docteur CASIEZ Véronique dont le siège social est au 278 rue de Clermont 60 000 BEAUVAIS, immatriculée sous le n°379 621 691,

Ci-après dénommés « Les vétérinaires »

PREAMBULE

Les chats errants sans propriétaire font partie de notre environnement à part entière. Ils sont le maillon d'une chaîne écologique dans laquelle ils remplissent une fonction sanitaire en chassant et contenant les populations de rats, souris, et autres nuisibles. Mais, en surpopulation, ces chats peuvent entraîner des dégâts sur tout un écosystème et développer des risques sanitaires.

Le contrôle des populations de chats errants sans propriétaire recouvre à la fois des enjeux de santé publique et de protection animale.

En effet, un couple de chats non stérilisés peut engendrer plus de 20 000 descendants en 4 ans. La stérilisation, reconnue par tous les experts mondiaux et en particulier ceux de l'OMS vise à limiter sur le long terme les populations félines sur une zone donnée et à éviter les arrivées massives de chats en refuge ou en association.

Par ailleurs, elle permet non seulement à ces chats de continuer à jouer leur rôle de régulateur mais aussi d'enrayer les problèmes de nuisances sonores, visuelles et olfactives principalement générées pendant les périodes de reproduction.

Une loi permet aux chats errants de devenir « des chats libres » à la condition qu'ils soient stérilisés et identifiés. En effet, selon l'article L.211-27 du code rural : « Le maire peut, par

arrêté, à son initiative ou à la demande d'une association de protection des animaux, faire procéder à la capture de chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivant en groupe dans des lieux publics de la commune, afin de faire procéder à leur stérilisation et à leur identification conformément à l'article L.214-5, préalablement à leur relâcher dans ces mêmes lieux. Cette identification doit être réalisée au nom de la commune ou de ladite association. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde au sens de l'article L.211-11 de ces populations sont placés sous la responsabilité du représentant de la commune et de l'association de protection des animaux mentionnée à l'alinéa précédent (...) »

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention encadre la mise en place d'une action visant à maîtriser les populations de chats errants sans propriétaire par le contrôle de leur reproduction, en accord avec la législation en vigueur.

Elle détermine les obligations de chacune des parties intervenant dans cette campagne de stérilisation 2020.

Article 2 : Fonctionnement et obligations de chaque partie

1. L'association et le délégataire

La capture des chats errants sans propriétaire est réalisée, conformément aux dispositions précédentes, par l'association et le délégataire. Après capture, l'association et le délégataire transporteront les animaux ainsi capturés chez l'un des vétérinaires définis à la présente convention, après qu'un rendez-vous ait été pris.

L'association et le délégataire devront informer, avant tout trappage, les services de la Ville des lieux et périodes de capture, et ce, au moins dix jours avant la date prévue, afin que la ville de Beauvais puisse informer les habitants des lieux concernés.

Tout chat capturé pouvant être identifié sera conduit en fourrière en vue de sa restitution à son propriétaire.

Après réalisation des actes vétérinaires, stérilisation et identification par tatouage, le délégataire accueillera les chats ainsi traités en vue de leur convalescence dans les locaux qui lui sont mis à disposition par la ville de Beauvais. Après la période de convalescence, le délégataire et l'association procéderont à la remise sur les lieux de capture des chats ainsi traités. Dès lors, ces chats auront acquis le statut de « chat libre ». Ils ne pourront pas être mis à l'adoption.

2. Les vétérinaires

Avant tout transport des chats errants sans propriétaire chez les vétérinaires, l'association et le délégataire prendront l'attache des vétérinaires afin de convenir avec eux d'un rendez-vous et ce, afin de ne pas les gêner dans leur activité habituelle.

Les vétérinaires sus-nommés seront en charge de la stérilisation et de l'identification des chats errants sans propriétaire. L'identification par tatouage se fera au nom de la Ville de Beauvais.

Les frais de stérilisation et de tatouage des chats errants sans propriétaire ne devront pas dépasser les tarifs suivants :

- 80 € TTC pour une ovariectomie + tatouage ICAD
- 60 € TTC pour une castration + tatouage ICAD
- 100 € TTC pour une femelle gestante

Les vétérinaires adresseront leurs factures à la Ville de Beauvais, Service Prévention-Sécurité, 8 rue de Buzanval.

Lesdites factures devront être établies directement au nom de la Ville de Beauvais en faisant obligatoirement apparaître :

- La date et la nature des actes pratiqués
- Le numéro de tatouage effectué

Sans numéro de tatouage, les factures ne seront pas prises en compte et ne seront pas acquittées.

3. La ville de Beauvais

Conformément à l'article R 211-12 du Code rural, chaque période de capture sera précédée d'une information de la population par affichage et publication dans la presse locale, des lieux, jours et heures prévus, au moins une semaine avant la mise en œuvre.

La ville procédera également à une information préalable à cette campagne de stérilisation auprès de ses administrés par voie d'arrêté municipal.

ARTICLE 3 : Durée de la convention

La présente convention prend effet dès sa signature et prendra fin le 31/12/2020.

Fait à Beauvais le Pour la SAS SACPA Le Président Directeur Général Jean François FONTENEAU	Fait à beauvais le Pour l'Ecole du Chat, La Vice-Présidente Mme Aurélie BAUQUET
--	--

<p>Fait à Beauvais le</p> <p>Pour la Ville de Beauvais</p> <p>Le Maire Caroline CAYEUX</p>	<p>Fait à beauvais le</p> <p>Docteur Georges BONAN</p>
<p>Fait à Beauvais le</p> <p>Docteurs Gérard et Véronique CASIEZ</p>	

Commission Commission générale

Service Culture

Réf : 2020-325

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

**Objet : Culture - compagnie à vrai dire : convention pluriannuelle tripartite -
Région/Département/Ville**

Depuis 2012, la compagnie À vrai dire est en résidence d'implantation territoriale à Beauvais.

La compagnie développe son projet artistique autour de la création et de la sensibilisation aux écritures théâtrales contemporaines. En corrélation avec ses créations, elle met en œuvre sur le territoire des actions de proximité, d'accompagnement et de sensibilisation des publics en milieu hospitalier, carcéral, socio-éducatif, scolaire ou au sein de structures culturelles.

Son action s'étend à Beauvais, au Beauvaisis et plus largement, à l'échelle régionale voire nationale à travers des collaborations régulières avec un réseau de structures culturelles (le Théâtre du Beauvaisis, la Faïencerie de Creil, la Comédie de Picardie, la Manekine de Pont Saint-Maxence, la Maison de la culture de Nevers...)

Le projet s'inscrit dans le cadre d'un partenariat développé avec la Région Hauts-de-France et le Conseil départemental de l'Oise ; il donne lieu à une convention d'une durée de 3 ans qu'il convient de renouveler.

La préparation par les services régionaux a conduit à une finalisation tardive du contrat nécessitant la prise en compte de l'année 2019 afin de maintenir le soutien régional.
C'est pourquoi, la convention proposée porte sur la période 2019-2021.

Il est précisé qu'outre le soutien de la Région Hauts-de-France, du Conseil départemental de l'Oise et de la Ville de Beauvais, la compagnie bénéficie également du soutien de la DRAC.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention ci-annexée.

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.

CONVENTION DE RESIDENCE LONGUE DE TERRITOIRE

ANNEES 2019-2020-2021

Entre

D'une part,

La Région Hauts-de-France, dont le siège est situé au 151 boulevard du Président Hoover, 59 555 Lille cedex, représentée par son Président, Monsieur Xavier Bertrand, autorisé par délibération n°xxx de la Commission Permanente du conseil régional du [date], ci-après désignée sous le terme « la Région » ;

Le Département de l'Oise, dont le siège est situé 1 rue Cambry - CS 80941 – 60 024 Beauvais Cedex, représenté par sa Présidente, Madame Nadège Lefebvre, autorisée par délibération n°xxx de la Commission Permanente du conseil départemental du [date], ci-après désignée sous le terme « le Département » ;

La Ville de Beauvais, dont le siège est situé BP 60330 - 1, rue Desgroux – 60 021 Beauvais Cedex, représentée par sa Maire, Madame Caroline Cayeux, autorisée par délibération du conseil municipal du ci-après désignée sous le terme « la Ville » ;

Et

D'autre part,

L'association compagnie à vrai dire régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé 12 rue de la Tapisserie, 60 000 Beauvais, représentée par sa Présidente, Madame Soizic Landrein, et par Monsieur Vincent Ecrepont, responsable artistique, ci-après désignée « le bénéficiaire » ;

PREAMBULE :

Considérant le projet initié et conçu par la compagnie à *vrai dire* est conforme à son objet statutaire

Considérant que La Région Hauts-de-France entend se positionner comme un accélérateur du développement culturel, et ainsi être identifiée comme « Région inventive » ;

Considérant que La Région Hauts-de-France entend catalyser des filières et des projets artistiques en se positionnant comme « Région créative », accompagner le développement culturel des territoires en incarnant une « Région équilibrée » et agir au plus près des habitants, et notamment des jeunes, en s'affirmant « Région participative » ;

Considérant l'accompagnement et le soutien de La Région Hauts-de-France aux opérateurs concourant au développement de la permanence artistique et de la diffusion culturelle sur l'ensemble du territoire régional ;

Considérant que la Région Hauts-de-France veillera, au regard du programme d'actions envisagées, au développement des objectifs visés dans le cadre de son dispositif « Résidence longue de territoire » :

- Renforcer, rééquilibrer et valoriser la présence artistique sur l'ensemble du territoire des Hauts-de-France, en direction de tous les publics ;
- Contribuer à offrir au public une diversité de propositions artistiques représentant de façon équilibrée les diverses expressions de la création artistique ;
- Accompagner, de manière adaptée et concertée, la professionnalisation des artistes et équipes artistiques, le développement de leurs activités ;
- Faire de la transmission de l'art et de la culture un intérêt partagé par l'ensemble des acteurs ;
- Encourager la mise en place de résidences de résidences longues de territoire dans les territoires dépourvus d'une offre culturelle de proximité.

VU la délibération n°20170049 du Conseil régional du 2 février 2017 relative à l'adoption des orientations de la nouvelle politique culturelle régionale ;

VU la délibération n° 20171933 du Conseil régional des 14 et 15 décembre 2017, concernant les axes d'interventions et les dispositifs concertés avec les acteurs, les filières et les territoires déclinant la nouvelle politique culturelle de La Région Hauts-de-France ;

VU la délibération n°20170467 du Conseil régional du 18 mai 2017 relative à l'adoption des dispositifs Fonds de soutien à la création, résidence de création, résidence d'implantation, temps forts et résonances modifiée par délibération n°20181585 du Conseil régional du 18 octobre 2018

Considérant que le Département de l'Oise mène une politique culturelle volontariste en faveur de ses habitants. Pour ce faire, il s'appuie sur des intervenants professionnels et amateurs qu'il encourage et soutient notamment au moyen de subventions assorties d'objectifs annualisés par contractualisation ou exceptionnels.

L'intervention du Département porte à la fois sur le patrimoine et la création, les archives et l'archéologie, l'éducation artistique et culturelle, la lecture publique et le spectacle vivant.

Le Département de l'Oise exprime son soutien aux scènes et aux opérateurs locaux en réservant des crédits conséquents qu'il met à leur disposition sans conditions d'intervention sur leurs programmes culturels. Cette politique d'accompagnement à la résidence contribue à l'amélioration de la qualité de la présence des acteurs qui irriguent le territoire dans une logique de rééquilibrage en faveur des territoires ruraux.

Dans le cadre de la résidence, le Département de l'Oise sera vigilant à :

- la responsabilité artistique de la résidence selon les axes ci-dessous :
 - Une programmation sur le territoire
 - Des actions artistiques sur le territoire
- La responsabilité de rayonnement sur le territoire de l'Oise selon les axes ci-dessous :
 - Animer et être présent sur la totalité du département par la diffusion de spectacles et de création, l'action artistique et culturelle et le lien avec les initiatives locales

- La responsabilité publique selon les axes ci-dessous :
 - Ouverture de la compagnie à tous les publics de l'Oise en étant vigilant à l'accessibilité pour tous (jeunesse, handicap, milieu médicalisé...)
 - Soutenir le parcours culturel des collégiens par la programmation générale et les actions culturelles
 - Proposer une programmation sur le territoire pour favoriser la venue des spectateurs ruraux

Considérant que la Ville de Beauvais s'attache depuis de nombreuses années, à accompagner et à soutenir le développement des compagnies professionnelles dans le domaine du spectacle vivant sous forme d'aide financière ou d'apport en moyens matériels ;

Considérant que la Ville de Beauvais dans le cadre de sa politique culturelle d'aide à la création auprès des compagnies implantées localement, de développement et de sensibilisation des publics souhaite :

- accompagner le projet artistique de la compagnie et élargir l'offre culturelle avec un projet de création singulier ;
- favoriser l'ancrage territorial de la compagnie de manière à créer sur la durée de la résidence, les conditions favorables à la rencontre avec les populations autour d'un univers artistique et d'un processus de création qui associe le public ;
- soutenir le développement d'actions culturelles ciblées répondant aux spécificités des publics et des différents acteurs (culturels, éducatifs, sociaux...) du territoire.

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté par le bénéficiaire participe de ces politiques ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire et les partenaires pour la mise œuvre du programme d'actions envisagées dans le cadre de la résidence longue de territoire et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le programme d'actions conformément à l'annexe 1 de la présente convention.

La présente convention fixe :

- la mise en œuvre concrète du programme d'actions défini en annexe 1 accompagné du budget prévisionnel tel qu'établi par l'annexe 2 ;
- les modalités de financement et les relations avec ses partenaires institutionnels ;
- les conditions de suivi et d'évaluation du projet défini en annexe 3.

Les partenaires publics contribuent financièrement à la réalisation du programme d'actions. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DU PORTEUR DE PROJET

La compagnie à *vrai dire* s'engage :

- À justifier d'une activité permanente et régulière,
- À mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs fixés dans la présente convention et à réaliser l'ensemble des actions prévues à l'annexe 1,
- À adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable révisé,
- À faciliter le contrôle, par l'Etat et les collectivités territoriales, de la réalisation des actions, notamment l'accès aux documents administratifs et comptables.

Le porteur de projet s'engage à fournir à l'ensemble des partenaires dans les meilleurs délais toutes les pièces et documents demandés par ses partenaires pour constituer les dossiers d'engagement des subventions prévues dans le cadre de la présente convention.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la structure pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer sans délai les partenaires signataires de cette convention, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'inexécution ou de modifications substantielles, et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par la structure sans l'accord écrit des partenaires signataires de cette convention, ces derniers peuvent diminuer ou suspendre le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, après examen des justificatifs présentés par la structure et avoir préalablement entendu ses représentants.

ARTICLE 3 – COMMUNICATION

Toute communication devra mentionner l'aide de la Région Hauts-de-France, du Département de l'Oise et de la Ville de Beauvais. Tout document devra comporter les logos ou dénominations de l'ensemble des partenaires de façon lisible et identifiable. Dans tous les cas, les mentions devront avoir un rang égal.

ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 3 ans, soit de 2019 à 2021.

ARTICLE 5 – MODALITES FINANCIERES

La Région Hauts-de-France, le Département de l'Oise et la Ville de Beauvais s'engagent à participer au financement de la résidence longue de territoire de la compagnie à *vrai dire* sur la durée de la convention, sous réserve du vote des crédits correspondants.

Pour la Région :

S'agissant de la dépense subventionnable prise en compte par La Région, elle est appréciée au regard du règlement budgétaire et financier adopté par l'assemblée délibérante. Conformément au dispositif, la subvention sera plafonnée à 50 000 € par an et à hauteur maximum de 40% du coût total de l'opération.

Pour le Département :

Le Département s'engage à verser chaque année une subvention (sous réserve des crédits correspondants au budget départemental) dont le montant sera fixé par une convention financière annuelle en fonction des budgets annuels votés et sur demande expresse de la structure.

Les modalités de paiement de la participation départementale seront précisées dans la convention financière.

Des conventions financières annuelles fixeront le montant des participations respectives de la Région et du Département et leurs conditions d'attribution.

Pour la Ville de Beauvais :

La délibération d'attribution de subvention prise par le conseil municipal sera établie dans le cadre de la procédure d'élaboration de son budget primitif et sera notifiée à l'association dans un délai maximal de 15 jours suivant la séance. Le paiement de la subvention de fonctionnement sera effectué en une fois dans les 2 mois qui suivront sa notification.

Dans tous les cas, les contributions financières des partenaires signataires de la présente convention ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits de paiement en loi de finance pour l'État et dans la limite de la règle budgétaire. Le paiement sera effectué dans les règles de la comptabilité publique ;
- le vote des crédits, ou la délibération des assemblées délibérantes des collectivités territoriales ;

- le respect par la structure des obligations de la présente convention ;
- le contrôle en fin d'exercice par les partenaires signataires de la présente convention, conformément à l'article 6, que le montant annuel de la contribution n'excède pas le coût annuel de l'action.

Pour chaque année budgétaire, le bénéficiaire adressera une demande de subvention à chacun des partenaires signataires de la présente convention.

Ces subventions ne peuvent en aucun cas être utilisées par la structure pour apporter des subventions à d'autres personnes morales, ou pour un objet différent de celui pour lequel elles ont été attribuées.

ARTICLE 6 – MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION

L'application de la présente convention fera l'objet d'un suivi régulier dans le cadre d'un comité de suivi en présence de la direction artistique et des représentants des collectivités publiques partenaires et signataires.

Les partenaires publics procèdent à une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif. Les indicateurs, inscrits au titre de la présente convention, définis par les parties, contribuent au suivi annuel puis à l'évaluation finale de la réalisation de la convention. Les indicateurs ne sont qu'une partie de l'évaluation qui fait toute sa place à l'analyse de la qualité et de tous les aspects de l'impact des activités du bénéficiaire.

A l'issue de chaque année, une évaluation des actions menées sera réalisée conjointement par les signataires de la convention, sur la base du compte-rendu du programme d'actions menées et compte-rendu financier.

En outre le porteur s'engage à produire, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice, les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations signés par le Président ou toute personne habilitée.
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce
- Le rapport d'activité

Par ailleurs, trois mois avant le terme de la convention compagnie à *vrai dire* s'engage à produire un bilan d'activité sur la durée de la convention reprenant chacune des actions mentionnées à l'annexe 1 et des indicateurs figurant à l'annexe 3. Sous réserve des résultats de l'évaluation et d'un nouveau travail sur le contenu du projet, une autre convention pourra être conclue à la suite de celle-ci.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA RÉGION, DU DÉPARTEMENT ET DE LA VILLE

Le porteur de projet s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par La Région, Le Département et la Ville de la bonne exécution de la présente convention tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale, de la bonne exécution de la présente convention, notamment par l'accès et/ou la communication de toute pièce justificative des dépenses et tout autre document de nature juridique, fiscale, comptable et de gestion dont la production serait jugée utile.

Les partenaires signataires de la présente convention pourront également procéder ou faire procéder par la personne de leur choix aux vérifications qu'elles souhaiteraient effectuer sur pièces et sur place.

Le porteur de projet devra informer les partenaires des modifications intervenues dans ses statuts et/ou dans la composition de ses instances.

Chaque partenaire public signataire s'assure annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet artistique et culturel. Chaque partenaire public signataire peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet artistique et culturel augmentés d'un excédent raisonnable ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 8 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 6. Elle est renouvelable pour une durée totale maximale, renouvellement compris, de 6 ans.

ARTICLE 9 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics signataires de la présente convention et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie ou l'ensemble des parties peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Les annexes 1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 11 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit par l'une des autres parties, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 12 – CADUCITE DE LA CONVENTION

Le programme d'actions envisagées dans le cadre de la résidence longue de territoire étant étroitement lié au projet artistique développé et porté Vincent Ecrepont, la présente convention deviendrait automatiquement caduque au terme de l'exercice budgétaire au cours duquel le départ de Vincent Ecrepont interviendrait.

En fonction du projet artistique développé par son ou ses successeurs, les partenaires examineront les conditions d'un nouveau conventionnement.

ARTICLE 13 – RECOURS

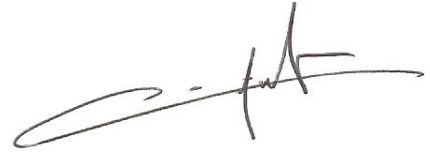
En cas de litige dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le tribunal administratif de Lille.

Fait à Beauvais, le

En 4 exemplaires originaux

Pour la compagnie à *vrai dire*,
La Présidente
Madame Soizic Landrein

Pour la compagnie à *vrai dire*,
Le responsable artistique
Monsieur Vincent Ecrepont



Pour La Région Hauts-de-France,
Le Président de la Région Hauts-de-France
Monsieur Xavier Bertrand

Pour le Département de l'Oise,
La Présidente du Conseil départemental de l'Oise
Madame Nadège Lefebvre

Pour la Ville de Beauvais,
La Maire de la Ville de Beauvais
Madame Caroline Cayeux

Annexe 1

PROGRAMME D' ACTIONS PLURIANNUEL

Présentation de la compagnie à *vrai dire*, inscription dans la filière artistique

S'interroger sur l'état du monde au travers des écritures contemporaines, voilà ce que défend l'équipe d'artistes que réunit notre compagnie : un théâtre de l'intime qui aborde des questions d'aujourd'hui trop souvent passées sous silence et les fait résonner à ce que le spectacle a de plus vivant.

Notre équipe est animée par l'idée de porter une parole encourageante, une parole qui invite à penser notre rapport à l'Autre, une parole qui s'autorise une utopie de vie dont pourraient jaillir les mots : sens, curiosité, transmission, légèreté, transgression, ouverture et partage.

Dans une période qui préfère parfois les produits formatés aux œuvres singulières, à *vrai dire* défend un théâtre résolument engagé qui s'oppose au « prêt-à-penser ».

Implantée dans l'Oise depuis 1998 et dirigée par l'auteur et metteur en scène Vincent Ecrepont, la compagnie développe son projet artistique autour de la création et de la sensibilisation aux écritures d'aujourd'hui.

Structurellement, la compagnie à *vrai dire* bénéficie du soutien du Ministère de la Culture et de la Communication / DRAC Hauts-de-France au titre de l'aide à la compagnie conventionnée depuis 2015.

Elle est en résidence d'implantation territoriale à Beauvais sous convention avec la Région Hauts-de-France, le Conseil départemental de l'Oise et la ville de Beauvais depuis 2012, après une première résidence d'implantation territoriale dans le Beauvaisis.

Son responsable artistique, Vincent Ecrepont, est auteur-metteur en scène associé à la Comédie de Picardie à Amiens, Scène conventionnée d'intérêt national pour le développement de la création théâtrale en Région depuis 2014.

La conception d'un théâtre engagé dans son époque conduit Vincent Ecrepont et son équipe à se tourner vers des auteurs aussi différents que Jean-Luc Lagarce, Lars Norén, Jean Genet, Philippe Dorin, Jean-Claude Grumberg ou Boris Vian. Avec les artistes dont il s'entoure, il interroge autant le processus de création que ses modes de transposition au plateau. Edité depuis 2006, il écrit et met en scène également ses propres pièces : *La chambre 100*, *À ma place*, *les interrompus* et *Être là, Sois un homme !* en 2020.

En corrélation avec ses créations, la compagnie fait le choix de s'engager dans des actions culturelles auprès des personnes que l'on dit en « reconstruction » et pour lesquelles le mot « théâtre » est lié à des pratiques qui ne leur semblent pas destinées. Intimement liés aux créations, les ateliers d'écriture et de pratique théâtrale qu'à *vrai dire* développe depuis des années sur plusieurs territoires ont ainsi permis de construire un rapport de confiance avec différentes populations et divers partenaires locaux. La pluralité et la singularité des ateliers que mène la compagnie ont permis d'inscrire son travail dans les enjeux majeurs de la politique culturelle, qu'ils aient lieu en milieu hospitalier, carcéral, socio-éducatif, scolaire, avec des amateurs ou au sein de structures culturelles.

En associant le spectateur au processus de création par cette dynamique d'actions de proximité, c'est un théâtre pleinement citoyen que nous avons fait le choix de défendre et de mettre en œuvre.

En corrélation à cet axe fondateur de la création associé à la diffusion et à la sensibilisation, l'équipe de la compagnie à *vrai dire* s'est ouverte à deux autres champs d'actions : la coordination de festivals à l'étranger et la programmation d'un équipement culturel.

En effet, missionnée par le département de l'Oise au Liban, la compagnie à *vrai dire* a encadré le projet artistique du Festival de Théâtre Jeune de Zahlé pendant 10 ans de 2006 à 2016. Année après année, elle a pu développer le projet pédagogique de l'Institut français de Zahlé sur un axe de transmission d'outils pédagogiques au service de la pratique théâtrale.

Par ailleurs, depuis le début de l'année 2014 et jusqu'en 2018, le syndicat intercommunal de gestion de la salle socio-culturelle des Trois Villages à Savignies, scène intermédiaire régionale dans l'Oise, a confié à l'équipe de la compagnie à *vrai dire* la mise en œuvre d'une programmation artistique. Axée sur la diffusion de créations de compagnies de Hauts-de-France, celle-ci s'accompagne d'actions culturelles auprès de la population et de micro-résidences d'artistes dans ce nouveau lieu à vocation culturelle.

Présentation du territoire d'implantation

Une nouvelle implantation territoriale

L'équipe artistique de la compagnie à *vrai dire* partage le bilan posé par l'ensemble des acteurs culturels du Beauvaisis réunis en janvier et avril 2018 à l'initiative du service culture de la ville de Beauvais : en termes d'offres artistiques et culturelles, il existe un déséquilibre fort entre les territoires urbains et ruraux.

Cet état des lieux rejoint l'expertise posée par la Région Hauts-de-France, traduite dans son nouveau dispositif de résidence d'implantation territoriale qui prévoit d'encourager la mise en place de résidences d'implantation dans les territoires dépourvus d'une offre culturelle de proximité.

Nourrie d'un désir d'inventer de nouvelles passerelles et d'imaginer d'autres modes de maillage du territoire, la compagnie se propose d'ouvrir à la totalité de la communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) l'ancrage sur Beauvais qu'elle développe depuis 20 ans et plus particulièrement depuis 7 ans avec le dispositif de résidence d'implantation territoriale co-construit avec la ville de Beauvais, le Département de l'Oise et la Région Hauts-de France.

La présence artistique de la compagnie s'envisage en priorité auprès des populations dépourvues d'offres artistiques et culturelles permanentes. Ses actions seront plus particulièrement fléchées vers les zones rurales en première couronne péri-urbaine.

Si le point d'ancrage des actions menées par la compagnie est Beauvais et les communes rurales de la communauté d'agglomération du Beauvaisis, son rayonnement reste bien évidemment sur le territoire du Département de l'Oise et de la Région Hauts-de France.

Depuis toujours, à *vrai dire* est vigilant à mettre en corrélation ses projets de créations, de diffusion et de sensibilisation et d'inscrire ses projets sur le territoire. L'offre artistique de la compagnie auprès des populations des territoires sera donc sur ces 3 prochaines années en totale adéquation avec le processus d'élaboration de sa prochaine création, *Soit un homme !*

En résonance à son travail de création et de diffusion, la compagnie placera au cœur de son projet d'implantation la notion de rencontre et de partage avec les différentes populations de l'agglomération du Beauvaisis.

C'est ainsi qu'elle a le projet de continuer ses actions artistiques à Beauvais en milieu scolaire notamment dans le cadre de dispositifs tels que le CLEA, CDDC... et dans le cadre de partenariats avec différents acteurs locaux (culturels, éducatifs, médicaux sociaux...) tels que le GEM-Groupe d'entraide mutuelle, le nouveau Centre pénitentiaire, le Lycée François Truffaut...

Sur le territoire de la CAB, cette mise en cohérence se traduit plus particulièrement par la mise en lien de 3 communes rurales :

- Savignies et son équipement socio-culturel « la salle des 3 villages »
- Bailleul-sur-Thérain et sa salle André Ducret
- Crèvecœur-le-Grand et son Hôpital Jean-Baptiste Caron

Sur ces 3 communes s'inscrira le processus d'élaboration de la prochaine création autour de 3 temps différents :

- Le temps de l'écriture avec la mise en place de recueils de témoignages et d'ateliers d'écriture auprès de personnes d'âges et de milieux sociaux-culturels différents. Cela autour de cette question *C'est quoi être un adolescent aujourd'hui ?*
- Le temps de la création avec la mise en place de temps ouverts au public : résidence laboratoire, maquette de création ou de partage avec l'équipe de créateurs (scénographe, costumiers, acteurs) lors des différentes étapes de création.
- Le temps de la diffusion avec le partage de l'œuvre sous sa forme de lectures, de mises en espace ou de représentations. Une mise en circulation et en rencontre de populations de ces 4 coins du territoire de la CAB aurait tout son sens autour de la rencontre de cette œuvre dont ils auraient été les co-créateurs.

En associant les territoires et les habitants au processus de création par cette dynamique d'actions culturelles de proximité, c'est un théâtre pleinement citoyen auquel nous donnons vie sur le territoire.

Objectifs

Développer les axes de travail prioritaires que s'était fixés la compagnie, ceux de création, de diffusion et de sensibilisation sur le territoire régional, national et international.

Projeter à moyen terme, condition essentielle à son développement structurel et artistique, de pérenniser les emplois qu'elle met en place, tout comme à la cohérence de ses actions de création et de sensibilisation toujours en plein accord avec sa mission de service public.

Renforcer la présence artistique de la compagnie à *vrai dire* sur le territoire du Beauvaisis, en direction des publics les plus éloignés de la culture en couronne périurbaine et semi-rurale.

Actions envisagées sur la période la convention (ACTIONS CULTURELLES/MEDIATION/EAC, CREATION, DIFFUSION)

Le projet artistique pour 2019-2020-2021

En d'autres termes, sur les 3 prochaines années 2019-2020-2021, le projet artistique de la compagnie à *vrai dire*, s'articulera entre la création, la diffusion et la sensibilisation et s'inscrira sur le territoire de Beauvais, des communes rurales de la communauté d'agglomération du Beauvais, du Département de l'Oise et de la Région Hauts-de-France et ce dans une dynamique de rayonnement national.

La compagnie à *vrai dire* a plus que jamais le désir d'incarner la conception qu'elle a de sa mission de service public au travers de son engagement sur le terrain auprès de personnes qui, géographiquement ou socialement sont éloignées de la pratique artistique. C'est dans cette optique que seront élaborés le projet de création, de diffusion et d'actions culturelles qui rayonneront sur le territoire.

Création

L'axe prioritaire et légitimant du projet artistique de la compagnie est celui de son travail de création. Sur la période 2019-2020-2021, un projet de création est en montage de production : *Sois un homme !* qui sera la prochaine écriture de Vincent Ecrepont. Cette pièce aborde la question de ce qu'est être un adolescent aujourd'hui.

Dans ce théâtre de l'intime et du sensible propre à Vincent Ecrepont, seront mis en lumière la pluralité et la complexité des émotions vécues à l'entrée dans l'âge adulte : les doutes et les délires, les excès et les fragilités, les manques de confiance et les besoins de reconnaissance que les post-adolescents rencontrent à certains rituels de passage.

Au fil des séquences seront également abordées de façon souterraine les questions sociales de déterminisme de classes (ou pas) et d'égalité des chances (ou pas) mais surtout les questions plus intimes quant à l'élaboration de sa propre identité en reproduction ou en rejet du "modèle parental".

Ou comment l'être humain peut être déterminé par l'adolescence qu'il a vécu et les rencontres déterminantes qu'il fait à ce carrefour de vie avec des "révélateurs" de soi que sont parfois professeurs de français, les entraîneurs de foot ou les coaches d'échecs...

Quels peuvent être les chemins de la construction de soi ?

C'est en s'appuyant sur des ateliers d'écriture ou des recueils de témoignages auprès d'adolescents et de parents de cultures et générations différentes, que Vincent Ecrepont se lance dans son prochain chantier de création. La mise en place de ces ateliers s'envisage sur un mode d'autofinancement avec les structures qui accueilleront la création (Comédie de Picardie à Amiens, La Manekine à Pont-Sainte-Maxence, Théâtre Les Tisserands à Lomme-Lille). Ce sont bien les financements des ateliers en lien avec le territoire de la résidence d'implantation (Beauvais, Savignies, Bailleul-sur-Thérain, Crèvecœur-le-Grand), qui seront fléchés sur le budget de ce dispositif.

La Comédie de Picardie, Scène Conventionnée à Amiens à laquelle est associée la compagnie coproduira cette prochaine création qui sera présentée en mars 2020. De nouveaux réseaux de coproduction et de diffusion s'ouvriront à cette nouvelle création grâce au rayonnement dont bénéficie la Comédie de Picardie, La Maison de la Culture de Nevers et la Faïencerie Scène conventionnée de Creil.

Diffusion

Cette nouvelle dynamique de diffusion s'envisage en parallèle avec celle de *Être là*, créée en 2018. *Les parents se demandent souvent s'ils ont été de bons parents mais nous, quand ils vieilliront, saurons-nous être pour eux de "bons" enfants ? Cette création aborde avec légèreté cette question pleinement sociétale : la relation entre aidant et aidé.*

Au plateau 3 histoires de vie portées par 3 comédiens qui jouent, tour à tour, la personne âgée en perte d'autonomie, son "référént" familial et son "référént" hospitalier et donnent vie à une partition où sont convoqués émotions, éclats de rires mais aussi mises en mots des non-dits tant qu'il est temps...

La diffusion de *Être là* se poursuivra en 2019-2020 et 2021, notamment au Mail-Scène culturelle de Soissons (02) pour 2 représentations, au Théâtre du Beauvaisis-Scène Nationale pour 6 représentations en itinérance en Pays de l'Oise (60), à La Manekine à Pont Sainte Maxence (60), ainsi qu'une tournée décentralisée avec la Comédie de Picardie (Centre Culturel Jacques Tati à Amiens (80), Communauté de communes du Val de l'Oise (95)).

Le spectacle a été repris au Festival Off d'Avignon (84) en juillet 2019 en vue d'amplifier sa diffusion.

Par ailleurs, l'exploitation cette pièce sous sa forme « nomade » se poursuivra tout au long des prochaines saisons. L'idée est bien de donner à voir cette forme légère non seulement sur un plateau de 5 à 10 mètres d'ouverture mais également dans un équipement tel qu'une bibliothèque, un centre social, un centre hospitalier. Cette forme nomade sera notamment proposée aux IFSI (Institut de formation en soins infirmiers).

Actions artistiques

C'est en étroite corrélation au prochain projet de création que seront mises en place les différentes actions de sensibilisation. La compagnie a fait le choix de s'engager dans un projet d'action culturelle fort auprès des personnes éloignées du geste artistique. Certaines d'entre elles seront même directement intégrées au processus d'élaboration. En amont ou en aval des créations, l'équipe artistique développera ces dizaines d'ateliers de pratique artistique avec les habitants des territoires de la résidence d'implantation, en milieu carcéral, hospitalier, mais aussi en milieu scolaire. Après la période de création, le rythme des ateliers sur le territoire sera hebdomadaire en alternant chaque semaine, une des 3 communes identifiées en concertation avec la ville de Beauvais.

Pleinement conscients des enjeux et des finalités de ce dispositif mis en place par la Région des Hauts-de-France, le conseil département de l'Oise et la ville de Beauvais, tous les artistes de la compagnie à *vrai dire* ont le désir fort de mettre en œuvre cette résidence longue avant tout en direction des populations dépourvues d'offre culturelle permanente sur le territoire semi-rural en couronne péri-urbaine.

Calendrier prévisionnel

2019	2020	2021
Création : Processus d'élaboration et recherche de partenaires <i>Sois un homme !</i>	Création : <i>Sois un homme !</i> en mars 2020 et premières représentations Montage de production de la NOUVELLE CREATION	Création : Processus d'élaboration et recherche de partenaires NOUVELLE CREATION
Diffusion : <i>Être là</i> Territoire des Hauts-de-France et Festival Off d'Avignon	Diffusion : <i>Être là</i> et <i>Sois un homme !</i> (forme plateau et forme nomade)	Diffusion : <i>Sois un homme !</i> et <i>Être là</i>
Actions artistiques : En interaction avec la prochaine création <i>Sois un homme !</i> Ateliers de pratique artistique avec les habitants des territoires de la résidence d'implantation et en milieu scolaire.	Actions artistiques : Ateliers de pratique artistique avec les habitants des territoires de la résidence d'implantation, en milieu carcéral, hospitalier (en attente de réponse), mais aussi en milieu scolaire.	Actions artistiques : Ateliers d'écriture et de pratique théâtrale avec les habitants des territoires de la résidence d'implantation, en milieu carcéral, hospitalier (en attente de réponse), mais aussi en milieu scolaire.

Annexe 2

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL ET PLURIANNUEL (à titre indicatif)

CHARGES	Année 1	Année 2	Année 3	PRODUITS	Année 1	Année 2	Année 3
60 – Achats				70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	16 137	27 863	23 200
Prestations de services							
Achats matières et fournitures	1 500	5 000	2 400	74- Subventions d'exploitation			
Autres fournitures				État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 - Services extérieurs				- DRAC HDF (part conventionnement)	15 000	15 000	15 000
Locations	2 600	2 600	2 600	- DRAC HDF (interministériel)	3 500	3 500	3 500
Entretien et réparation				Région :			
Assurance	400	400	400	- Hauts-de-France	32 000	32 000	32 000
Documentation	237	200	270	Hauts-de-France (Emploi solidaire)	5 830		
				Département :			
62 - Autres services extérieurs				- Oise	13 000	13 000	13 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires				Intercommunalité(s) : EPCI			
Publicité, publication	1 400	1 400	1 400	-			
Déplacements, missions	11 300	8 000	8 400	Commune(s) :			
Services bancaires, autres				- Beauvais	5 000	5 000	5 000
				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes				-			
Impôts et taxes sur rémunération,				Fonds européens			
Autres impôts et taxes				-			
64- Charges de personnel				L'Agence de services et de paiement (ASP)			
Rémunération des personnels	37 000	43 000	39 000	Autres établissements publics			
Charges sociales	22 200	25 933	23 400				
Autres charges de personnel	5 830	5 830	5 830	75 - Autres produits de gestion courante			
65- Autres charges de gestion courante				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
				Aides privées		4 000	
66- Charges financières				76 - Produits financiers			
67- Charges exceptionnelles				77- produits exceptionnels			
68- Dotation aux amortissements				78 – Reprises sur amortissements et provisions			
Charges fixes de fonctionnement	8 000	8 000	8 000				
Frais financiers							
Autres							
TOTAL DES CHARGES	90 467	100 363	91 700	TOTAL DES PRODUITS	90 467	100 363	91 700
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES							
86- Emplois des contributions volontaires en nature				87 - Contributions volontaires en nature			
860- Secours en nature				870- Bénévolat			
861- Mise à disposition gratuite de biens et services				871- Prestations en nature			
862- Prestations							
864- Personnel bénévole				875- Dons en nature			
TOTAL	90 467	100 363	91 700	TOTAL	90 467	100 363	91 700

Annexe 3 INDICATEURS DE SUIVI (à titre indicatif)

	2018	2019	2020	2021	TOTAL
ACTIONS CULTURELLES					
Nombre d'actions de médiation	7	13	19	15	47
Et typologie	Ateliers d'écriture, ateliers de pratique théâtrale, rencontre-débat : accompagnement de la pratique amateur, milieu scolaire, milieu carcéral, milieu associatif	Ateliers d'écriture, ateliers de pratique théâtrale, recueil de témoignages : accompagnement de la pratique amateur, milieu scolaire, milieu associatif	Ateliers d'écriture, ateliers de pratique théâtrale : accompagnement de la pratique amateur, milieu scolaire, milieu associatif milieu carcéral (en attente de réponse)	Ateliers d'écriture, ateliers de pratique théâtrale : accompagnement de la pratique amateur, milieu scolaire, milieu carcéral, milieu associatif	Ateliers d'écriture, ateliers de pratique théâtrale, recueil de témoignages, rencontres-débat : accompagnement de la pratique amateur, milieu associatif milieu scolaire, milieu carcéral (en attente de réponse)
Nombre total de participants	97	150	200	175	525
Dont public « prioritaire » (à préciser)					
Lieux des actions culturelles / EAC	Beauvais, Savignies, Lomme-Lille, Avignon	Beauvais, Savignies, Bailleul-sur-Thérain, Crèvecœur-le-Grand, Paris, Mulhouse, Nevers, Pont-Sainte-Maxence, Avignon, Cayenne, Barcelone	Beauvais, Savignies, Bailleul-sur-Thérain, Crèvecœur-le-Grand, Creil, Amiens, Avignon	Beauvais, Savignies, Bailleul-sur-Thérain, Crèvecœur-le-Grand, Creil, Amiens, Avignon	Beauvais, Savignies, Bailleul-sur-Thérain, Crèvecœur-le-Grand, Paris, Creil, Amiens, Mulhouse, Nevers, Avignon, Barcelone
Partenariats avec les structures locales (préciser le nombre et la typologie)	Municipalités (2) Structure culturelle (1) Milieu carcéral (1) Milieu scolaire (1) Milieu associatif (1)	Municipalités (3) Milieu scolaire (2) Milieu associatif (2) Structures culturelles (4)	Municipalités (3) Milieu carcéral (1) Milieu scolaire (3) Milieu associatif (2) Structures culturelles (2)	Municipalités (3) Milieu carcéral (1) Milieu scolaire (1) Milieu associatif (2)	Municipalités (9) Milieu carcéral (2) Milieu scolaire (6) Milieu associatif (6) Structures culturelles (8)
Actions participatives (préciser le nombre et la typologie)		Ateliers d'écriture et recueils de témoignages qui vont nourrir le processus d'écriture et	Ateliers de pratique artistique en corrélation avec la diffusion des créations	Ateliers d'écriture et recueils de témoignages qui vont nourrir le processus	

		de création de la prochaine création de la compagnie en 2020		d'écriture et de création de la prochaine création en 2022	
	2018	2019	2020	2021	TOTAL
DIFFUSION					
Nombre d'œuvres diffusées	1	1	2	2	2
Nombre de rencontres entre les œuvres et le public (représentations, lectures, etc.)	13	23	17	15	55
Nombre de spectateurs	500	1053	750	700	2503
Dont public « prioritaire » (à préciser)					
Lieux de diffusion	7	3	11	11	25
Partenariats avec les structures locales (préciser le nombre et la typologie)	Bord plateau à l'issue de la représentation : 2 Atelier de pratique théâtrale en lien avec la diffusion : 1 Rencontre-débat : 3	Rencontre-débat : 1 Bord plateau à l'issue de la représentation : 5 Atelier de pratique théâtrale en lien avec la diffusion : 3	Rencontre-débat : 2 Bord plateau à l'issue de la représentation : 4 Atelier de pratique théâtrale en lien avec la diffusion : 4	Rencontre-débat : 2 Bord plateau à l'issue de la représentation : 5 Atelier de pratique théâtrale en lien avec la diffusion : 3	Rencontre-débat : 5 Bord plateau à l'issue de la représentation : 14 Atelier de pratique théâtrale en lien avec la diffusion : 10
CREATION					
Nombre de créations (le cas échéant)	1	0	1	0	1
Nombre d'artistes – intermittents impliqués	14	13	15	14	15
Temps dédié à la création (recherche, écriture, répétitions...)	Répétitions : 5 semaines Recherche : 3 mois	Répétitions : 2 semaines Recherche : 3 mois Ecriture : 6 mois	Répétitions : 4 semaines Recherche : 3 mois Ecriture : 2 mois	Répétitions : 2 semaines Recherche : 2 mois Ecriture/Adaptation : 6 mois	Répétitions : 8 semaines Recherche : 8 mois Ecriture/Adaptation : 14 mois
Apport en coproduction du territoire (le cas échéant)	Comédie de Picardie	Comédie de Picardie Manekine, Pont Sainte Maxence (soutien à l'élaboration), La maison	Comédie de Picardie, La Faïencerie de Creil (accueil en résidence)	Comédie de Picardie	

		de la culture de Nevers (accueil en résidence)			
	2018	2019	2020	2021	TOTAL
PARTENARIAT ENTRE L'EQUIPE ARTISTIQUE ET LE TERRITOIRE					
Montant et part du financement local par rapport au budget annuel réalisé (de la résidence)	47%	50%	52%	54%	
Mise à disposition de locaux (nombre de jours et/ou montant de la valorisation)	23 jours	16 jours	17 jours	17 jours	50
Mise à disposition de matériel (nombre de jours et/ou montant de la valorisation)	10 jours	30 jours	10 jours	10 jours	50
Mise à disposition de moyens humains (nombre de jours et/ou montant de la valorisation)	Attachée de presse : 3 000 €	Attachée de presse : 3 000 €	Attachée de presse : 3 000 € Techniciens de la Comédie de Picardie : 1 500 €		Une Attachée de presse : 6 000 € Techniciens de la Comédie de Picardie : 1 500 €
Stratégie sur la mobilité des participants/du public (bref descriptif)		Mobilité entre les publics du territoire de Beauvais, Savignies, Bailleul-sur-Thérain et Crèvecœur-le-Grand via des Bus mis à disposition.			
Implantation effective de l'équipe artistique sur le territoire à l'issue de la résidence (oui/non)	oui	oui	oui	oui	

Commission Commission générale**Service** Culture

Réf : 2020-326

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Culture - adhésions aux associations "Hauts-de-France en Scène" et au réseau "Chainon"

L'association **Hauts-de-France en Scène** émane du réseau **Chainon** / FNTAV (Fédération des Nouveaux Territoires des Arts Vivants). Elle est une des 8 antennes régionales de cette fédération de programmateurs. Animée par des professionnels en charge de projets artistiques et culturels, le réseau Chainon regroupe plus de 250 structures engagées dans l'accompagnement et la diffusion de la jeune création pluridisciplinaire (cirque, arts de la rue, musique, jeune public).

L'objectif du réseau est de favoriser la diffusion du spectacle vivant, repérer les nouveaux talents, mutualiser les moyens et les ressources. Les fédérations régionales jouent un rôle essentiel de développement, de coordination et de relais avec le réseau Chainon. Dans cette configuration, un des objectifs de l'association Hauts-de-France en Scène est d'aider à la circulation et au rayonnement des créations des compagnies des Hauts-de-France au plan régional et au sein du réseau.

L'adhésion à l'association Hauts-de-France en Scène permet en Région :

- de participer au repérage artistique des artistes du territoire
- l'organisation de rencontres professionnelles
- la mise en place, participation au Festival Région en Scène
- la participation aux réunions d'échanges
- la dynamisation d'un réseau régional pour une meilleure diffusion des arts vivants, et l'accompagnement des compagnies.

L'adhésion au réseau Chainon permet :

- de découvrir une sélection artistique pluridisciplinaire issue d'un dispositif original de repérage par le regard croisé de plus de 230 programmateurs
- de participer à la Tournée du Chainon et de bénéficier de tarifs négociés (de 10% à 40%) sur les prix des spectacles
- de profiter des mutualisations sur les transports générés par les tournées entre adhérents
- de profiter d'échanges et d'expertises sur la qualité artistique de spectacles auprès des autres adhérents, d'experts sur chaque discipline.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'autoriser l'adhésion de la commune aux associations « Hauts-de-France en Scène » et au réseau « Chainon » ;
- de désigner le chargé de mission en charge du spectacle vivant, Olivier Delamarre, comme représentant de la commune.

Pour 2020, la cotisation s'élève à 300 € pour le réseau « Chainon » et à 100 € pour la Fédération « Hauts-de-France en Scène ».

La commission "Commission générale", réunie le 24 juin 2020, a émis un avis favorable avec 9 abstentions.